Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-08

Séances publiques nos 146 et 147 p. 08-69

Questions au Gouvernement p. 70-99

2023-2028

n° 61

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-08

Séances publiques ..... p. 08-69

146e séance du mardi 16 juin 2026 p. 08-43

147e séance du mercredi 17 juin 2026 p. 44-69

Questions au Gouvernement ..... p. 70-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/08/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

1650–2026: De Krautmaart am Laf vun de Joerhonnerten

Wärend um Haaptgebai vun der Chamber Sécherungsaarbechte gemaach ginn, weisen Informatiounspannoen d'Geschicht vum Krautmaart a vun de Gebaier vun der Chamber. Iwwert d'Pannoe kritt een en Abléck an déi räich Vergaangenheet vun dëser Plaz.

D'Haaptgebai, wat tëschent 1858 an 1860 gebaut gouf, befënnt sech op engem Site mat vill Geschicht. Am Laf vun de Joerzéngte gouf et hei eng séllegen Ëmbauaarbechten an Upassungen, déi d'Evolutioun vun de Lëtzebuerger Institutioune begleet hunn.

Bis am Hiersch bidden d'Pannoen dem Public en Iwwerbléck iwwert dem Site seng Geschicht a seng Evolutioun. Duerch si ka jiddereen déi architektonesch Entwécklung vun dëser zentraler Plaz vum demokratesche Liewe vum Land nei entdecken.

Scannt dëse QR-Code, fir de PDF mat der Timeline ofzeruffen:

Histoire parlementaire

Le service d'histoire parlementaire de la Chambre des Députés vient de publier le deuxième numéro des Cahiers d'histoire parlementaire, dont les contributions tournent cette fois autour des relations entre la monarchie et le parlement.

Vous souhaitez en savoir plus sur le bras de fer entre une partie de l'Assemblée des États et l'exécutif au sujet du vote du budget de la monarchie dans les années 1840 ? Vous vous intéressez à l'histoire des trônes des grands-ducs, utilisés lors d'occasions solennelles et officielles à la Chambre des Députés ?

Le dernier numéro satisfera sans doute votre curiosité ! Il lance aussi une nouvelle rubrique, « Rapports et comptes rendus », avec une présentation d'un projet consacré aux assermentations des grands-ducs à la Chambre, présentées dans les vitrines de la Chambre dans la rue de l'Eau à l'occasion de l'avènement au trône de S.A.R. le Grand-Duc en 2025.

Pour toute question relative aux Cahiers d'histoire parlementaire, n'hésitez pas à contacter le service d'histoire parlementaire : histoire@chd.lu.

Le deuxième numéro des Cahiers d'histoire parlementaire peut être consulté en scannant le code QR suivant :

Vereedegung vun zwee neie Fonctionnairen

Den Här Ricardo Fernandes an d'Madamm Eva Dickes sinn den 22. Juli 2026 vum Generalsekretär vun der Chamber, dem Här Laurent Scheeck, vereedegt ginn, a Presenz vum Adjoint vum Generalsekretär, dem Här Benoît Reiter, der Responsable adjointe vum Service vun de Ressources humaines, der Madamm Gaëlle Laroche, dem Responsable adjoint vum Service fir europäesch an international Ugeleeënheeten a Protokoll, dem Här Yann Gerges, an der Gestionnaire vun der Ekipp vum Helpdesk, der Madamm Elisa Deschamps.

Op den 31. Juli 2026 hunn 185 Agenten an der Chamberverwaltung geschafft.

Recherche scientifique au Parlement

Le droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger aux élections législatives

Deux situations juridiques distinctes au sein de l'ensemble des Luxembourgeois résidant à l'étranger

– L'ensemble des Luxembourgeois résidant à l'étranger constitue un groupe hétérogène comprenant deux catégories : d'une part, **les Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal au Luxembourg ;** d'autre part, **les Luxembourgeois résidant à l'étranger inscrits sur un registre communal au Luxembourg.**

– La première situation correspond **au cas classique.** Elle regroupe les Luxembourgeois résidant à l'étranger **qui ne sont pas inscrits sur un registre communal et, partant, ne figurent pas sur une liste électorale.** L'absence d'inscription sur le registre d'une commune luxembourgeoise implique en effet l'absence d'inscription d'office sur les listes électorales de cette commune.

– La seconde situation relève **du cas dérogatoire.** Elle vise les Luxembourgeois résidant à l'étranger **qui sont inscrits sur un registre communal et, partant, figurent sur une liste électorale.** Tel est notamment le cas de **certains étudiants, des membres de l'armée et des diplomates résidant à l'étranger.** Tel est également le cas **des personnes résidant à l'étranger ayant omis, volontairement ou involontairement, en méconnaissance de l'obligation légale, de se désinscrire du registre communal.**

– Ces deux situations se différencient quant aux modalités d'exercice du droit de vote. Le droit de vote **des Luxembourgeois résidant à l'étranger inscrits sur un registre communal** est régi par des dispositions distinctes de celles applicables aux Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal. **Les inscrits sur un registre communal sont soumis à l'obligation de vote et peuvent exercer leur droit de vote non seulement par correspondance, mais également en personne dans un bureau de vote de leur commune d'inscription.** À l'inverse, les Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal relèvent d'un cadre juridique spécifique au cœur de l'analyse.

Délimitation du périmètre de la présente note

– La présente note concerne exclusivement les Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal et donc non inscrits sur une liste électorale. Elle est consacrée aux élections législatives.

– **Les Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal sont les seuls à être recensés comme établis à l'étranger dans les extraits du Registre national des personnes physiques –** les Luxembourgeois résidant à l'étranger inscrits sur un registre communal apparaissant comme domiciliés sur le territoire national.

– Dans la suite des développements, les Luxembourgeois résidant à l'étranger non inscrits sur un registre communal sont envisagés **comme les « Luxembourgeois domiciliés à l'étranger ».** L'exercice de leur droit de vote aux élections législatives s'effectue exclusivement **par la voie du vote par correspondance.**

Données chiffrées relatives aux Luxembourgeois domiciliés à l'étranger et à leur participation aux élections législatives

– Au 31 mars 2026, parmi les 530.953 Luxembourgeois, **160.116 étaient domiciliés à l'étranger. Ils représentent ainsi 30,2 % des personnes de nationalité luxembourgeoise** inscrites au Registre national des personnes physiques, soit une part significative de l'ensemble des personnes de nationalité luxembourgeoise.

– La répartition géographique des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger fait apparaître **une concentration marquée dans quelques pays :** la France (35.948) arrive en tête, suivie du Brésil (33.205), de la Belgique (28.753), de l'Allemagne (22.546) et des États-Unis (21.880). **Les trois pays frontaliers** – la France, la Belgique et l'Allemagne – **regroupent à eux seuls 54,5 % de ces ressortissants.**

– **Les chiffres de la participation électorale suggèrent un niveau de participation des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger très faible.** S'agissant des élections législatives de 2023, les votes susceptibles de provenir des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger représenteraient au maximum 2,6 % des votes exprimés. Ce chiffre appelle toutefois une interprétation prudente pour les raisons exposées aux pages 35 et 36 de la note.

Cadre juridique du droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger

– Le cadre juridique du droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger aux élections législatives résulte de la Constitution et de la loi électorale.

– **Depuis la révision constitutionnelle du 27 janvier 1972, la Constitution luxembourgeoise ne mentionne plus l'exigence de domicile comme condition pour être électeur aux élections législatives.**

– C'est dès lors la loi électorale qui structure l'essentiel du régime applicable. À la différence de la Constitution, **la loi électorale prévoit une condition de domicile pour être électeur aux élections législatives, tout en tempérant immédiatement la portée de cette condition en ouvrant aux Luxembourgeois domiciliés à l'étranger la possibilité de participer aux élections.**

– **Faute de remplir la condition de domicile, les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger ne disposent pas automatiquement de la qualité d'électeur.** Ils n'acquièrent cette qualité qu'après avoir été admis à voter par correspondance par la commune, à la suite d'une demande de leur part.

– Cette absence de qualité d'électeur emporte plusieurs conséquences. D'une part, **les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger ne sont pas inscrits sur les listes électorales d'une commune luxembourgeoise.** D'autre part, **l'obligation de vote ne leur est pas applicable.**

– Dans le cadre du vote par correspondance, les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger sont rattachés à une commune selon un ordre hiérarchisé de critères : la commune de leur dernier domicile, à défaut celle de leur lieu de naissance et, à défaut, la Ville de Luxembourg.

Un droit de vote des expatriés largement reconnu à l'étranger, assorti de modalités d'encadrement juridique variées

– L'analyse comparative du droit de vote aux élections législatives des citoyens établis à l'étranger met en évidence la diversité des solutions retenues par les États. Si tous les États n'autorisent pas la participation de leurs citoyens établis à l'étranger aux élections législatives, **une large majorité des États leur reconnaît désormais ce droit,** certains en le conditionnant, d'autres en l'ouvrant largement.

– **Dans certains États, le droit de vote des citoyens établis à l'étranger est reconnu, mais son exercice est conditionné par le maintien d'un lien avec le pays d'origine** (par exemple en Irlande, au Danemark ou en Allemagne). Ce lien peut se fonder sur la **nature des activités exercées à l'étranger, la durée du séjour hors du territoire national, une résidence antérieure sur le territoire national ou encore une connaissance suffisante de la vie politique nationale.** À l'inverse, de nombreux États reconnaissent le droit de vote depuis l'étranger sans imposer de conditions particulières (par exemple, la France, le Portugal ou depuis très récemment, la Grèce).

– Les suffrages exprimés depuis l'étranger peuvent être pris en compte selon plusieurs modalités. Certains États ont créé **une ou plusieurs circonscriptions spécifiques pour représenter les expatriés** (par exemple l'Italie, la France ou le Portugal). D'autres États rattachent les citoyens de l'étranger **à une circonscription nationale préexistante** par l'intermédiaire d'une commune de rattachement telle que leur dernière commune de résidence, la capitale du pays ou encore la commune avec laquelle ils entretiennent les liens les plus étroits.

– Enfin, les modalités concrètes d'exercice du droit de vote des citoyens de l'étranger varient elles aussi fortement selon les États. Le vote peut être

réalisé **en ambassade ou en consulat, par correspondance, par procuration, par voie électronique ou encore par obligation de retour sur le territoire national.** Certains États prévoient **plusieurs modalités d'exercice du droit de vote.**

Principales options de réforme envisageables pour le droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger

– Les options de réforme envisageables pour le droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger concernent trois axes : la détermination du corps électoral, les circonscriptions électorales et les modalités d'exercice du droit de vote. **Une présentation synthétique des six options envisageables figure en page 68 de la note de recherche.**

– Parmi les principales options de réforme envisageables, à titre d'exemple, **l'option B consiste à maintenir les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger dans le corps électoral sous certaines conditions telles qu'une durée minimale de résidence préalable au Luxembourg, une limitation de la durée de séjour à l'étranger ou la démonstration de relations effectives avec le Luxembourg. L'option D porte sur la création d'une ou plusieurs circonscriptions électorales spécifiques pour les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger.**

– **Selon les options envisagées, leur mise en œuvre relèverait soit d'une révision constitutionnelle, soit de l'intervention du législateur.** Dans l'hypothèse où les députés retiendraient une option de réforme relevant de la compétence du législateur, la compatibilité de celle-ci à la Constitution doit notamment être appréciée au regard de trois exigences constitutionnelles : la plénitude des droits politiques reconnus aux Luxembourgeois (article 10, paragraphe 1er de la Constitution), le principe d'égalité (article 15, paragraphe 1er de la Constitution) et la clause transversale relative aux limitations des libertés publiques dans son application à l'exercice du principe d'égalité (article 37 de la Constitution).

– À ce stade de l'analyse, et sous réserve d'examens complémentaires, les options de réforme qui relèveraient, le cas échéant, de la compétence du législateur ne paraissent, à priori, pas se heurter au principe d'égalité ni à la clause transversale.

– Les options de réforme qui relèveraient, le cas échéant, de la compétence du législateur devront également être examinées au regard de l'exigence de plénitude des droits politiques reconnus aux Luxembourgeois. La référence, au sein de l'article 10, paragraphe 1er, de la Constitution consacrant cette exigence, à l'exercice de ces droits dans les conditions déterminées par la Constitution et les lois, pourrait être entendue comme permettant une intervention du législateur pour encadrer les modalités d'exercice du droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger. Cette appréciation appelle néanmoins une analyse plus approfondie.

Résumé de la note de recherche scientifique par les Drs Clémence Janssen-Bennynck, Basile Ridard, Estelle Mennicken, « Le droit de vote des Luxembourgeois domiciliés à l'étranger aux élections législatives », *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 22 mai 2026.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

L'Administration parlementaire recrute :

– un e-archiviste (m/f/d)
pour les besoins du service des séances, des affaires générales et des archives –
poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé
(CDD 24 mois)

– un gestionnaire administratif – séances publiques,
Conférence des Présidents et Commission de Vérification des Pouvoirs (m/f/d)
pour les besoins du service des séances, des affaires générales et des archives –
poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé
(CDD 12 mois)

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :

Fonctionnement de l'Observatoire de l'habitat

8310 – Projet de loi relative à l'Observatoire de l'habitat

Le projet de loi sous rubrique introduit une base légale pour le fonctionnement de l'Observatoire de l'habitat. Créé en 2003, ledit organe poursuit des missions multiples :

– la collecte, la centralisation et la gestion de données concernant le logement ;

– l'analyse des données et des informations recueillies conformément aux exigences scientifiques d'objectivité, de méthode et de précision ;

– la diffusion des données et des analyses effectuées via son site Internet.

Bien que l'Observatoire de l'habitat soit une initiative du Ministère du Logement et de l'Aménagement du Territoire, le projet de loi prévoit de lui attribuer une indépendance accrue en ce qui concerne ses outils d'observation, ses constats et ses propositions.

Afin de garantir cette indépendance sur le plan organisationnel, le législateur prévoit que le ministre ayant le Logement dans ses attributions nomme, parmi les agents de son Ministère, un coordinateur général chargé du fonctionnement de l'Observatoire. Son mandat est d'une durée de deux ans renouvelables. Le projet de loi prévoit également la création d'un comité d'accompagnement qui guide l'Observatoire dans ses travaux.

Dans la mise en œuvre de la mission de l'Observatoire de l'habitat, la collecte et le traitement des données à caractère personnel sont des éléments clés qui s'inscrivent dans le cadre de l'intérêt public. L'organisme adhère au règlement relatif à la protection des données (RGPD), qui prévoit la possibilité de préciser les catégories de données faisant l'objet d'un traitement, les personnes concernées, les entités auxquelles les données peuvent être communiquées et les finalités de telles communications.

Finalement, la collaboration entre le Ministère et tout acteur de la recherche publique ou expert scientifique est également formalisée par le texte.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 15/09/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. Gilles Baum) :

23/04/2026	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/06/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/06/2026

Interruption volontaire de grossesse

8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution

La proposition de révision n° 8379 vise à compléter l'article 15, paragraphe 3, de la Constitution par un alinéa 3, aux termes duquel « la liberté d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse est garantie. La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce cette liberté. »

Dépôt par M. Marc Baum, Député, le 07/05/2024
Rapporteur : M. Marc Baum

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

19/06/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation de la proposition de révision
15/09/2025	Examen de l'avis du Conseil d'État
06/10/2025	Continuation des travaux
	Adoption d'un amendement parlementaire
12/01/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09/02/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel : 03/03/2026
Second vote constitutionnel : 16/06/2026

Renforcement du cadre légal des bibliothèques au Luxembourg

8523 – Projet de loi relative au soutien aux bibliothèques publiques et spécialisées

Le projet de loi n° 8523 a pour objet de moderniser et de renforcer le cadre légal applicable aux bibliothèques au Luxembourg. Il remplace la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques et s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de développement culturel 2018-2028 (Kulturentwécklungsplang), qui recommande une réforme destinée à mieux structurer le paysage bibliothécaire national.

La réforme repose sur une approche plus inclusive du secteur en élargissant le champ d'application de la législation aux bibliothèques spécialisées, en plus des bibliothèques publiques. Elle vise à adapter l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques aux évolutions de la société et aux nouveaux besoins des usagers, tout en reconnaissant leur rôle essentiel dans l'accès à la culture, à l'information, à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Le projet de loi entend également soutenir davantage les bibliothèques dans l'exercice de leurs missions en renforçant leur autonomie et en améliorant les mécanismes de financement. Les auteurs du texte estiment en effet que les conditions actuellement applicables à l'octroi des aides financières sont trop rigides et n'ont pas permis le développement souhaité du secteur. La réforme prévoit ainsi un accompagnement financier plus adapté aux réalités du terrain et encourage une coopération accrue avec les communes.

Par ailleurs, le projet définit les missions fondamentales que doivent remplir les bibliothèques pour bénéficier du soutien de l'État. Celles-ci comprennent notamment la garantie d'un accès libre, égalitaire et inclusif à l'information et à la connaissance, la promotion de la lecture, de la culture et de la créativité, le renforcement du dialogue interculturel ainsi que le développement de la professionnalisation du secteur.

Enfin, le texte renforce les attributions du Conseil supérieur des bibliothèques, qui se voit confier un rôle accru en matière de coordination, de développement stratégique, de promotion de la lecture, de collecte de données statistiques et de soutien à la formation et à la valorisation des métiers des bibliothèques.

Dépôt par M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 04/04/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président : M. André Bauler) :

08/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/10/2025	Continuation des travaux
14/01/2026	Continuation des travaux
	Examen d'amendements parlementaires
28/01/2026	Continuation des travaux
12/02/2026	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/04/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22/04/2026	Examen des avis complémentaires de l'ALBAD et de FëbLux
03/06/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/06/2026
Loi du 6 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 329, page 1

Adaptation de la loi sur la BCEE

8692 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE) à la suite de la loi du 19 décembre 2025 relative à la réforme des régimes de pension qui a pour objet de

rapprocher l'âge effectif de départ en pension de vieillesse anticipée de l'âge légal en prolongeant progressivement la durée de cotisation pour un total de huit mois.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi précitée du 19 décembre 2025, il est apparu que les conclusions arrêtées à l'issue des réunions avec les partenaires sociaux – aux termes desquelles les mesures de prolongation de la durée des périodes de cotisation obligatoires ne devaient viser que les agents de la fonction publique ayant commencé leur activité après le 1er janvier 1999 – n'ont été que partiellement mises en œuvre.

En particulier, l'augmentation progressive de la durée de cotisation n'a pas été neutralisée pour les agents de la BCEE relevant du statut public et en service avant le 1er janvier 1999.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 28/01/2026
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
12/05/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/06/2026
Loi du 30 juin 2026
Mémorial A : 2026, n° 313, page 1

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

8695 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Il vise, d'une part, à adapter les dispositions relatives au Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et, d'autre part, à introduire de nouvelles dispositions concernant l'évaluation des risques ainsi que la collecte de statistiques en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le projet de loi poursuit un double objectif. Il entend d'abord renforcer le dispositif national de gouvernance en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, en consolidant le rôle du Comité de prévention et en précisant l'organisation de ses travaux. Il vise ensuite à assurer la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2024/1640 qui impose aux États membres de mettre en place des mécanismes destinés à prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.

L'article 9-1quater de la loi précitée avait été introduit afin de conférer une base légale au Comité de prévention. Celui-ci avait initialement été créé par règlement ministériel, instrument qui ne constituait pas une base juridique appropriée. Un règlement grand-ducal du 11 juin 2025 est ensuite venu préciser la composition et le fonctionnement dudit Comité.

Dans son avis du 4 avril 2025 relatif au projet de règlement grand-ducal précité, le Conseil d'État a toutefois relevé que certaines dispositions envisagées relevaient du domaine de la loi et non du règlement. Le texte réglementaire publié a dès lors été adapté en conséquence. Il convient désormais de compléter la loi afin d'y intégrer les éléments qui doivent relever du niveau législatif.

Le présent projet de loi propose ainsi de préciser les missions du Comité de prévention, de consacrer la fonction de coordination nationale dans le dispositif légal et de prévoir l'assistance du Comité par un secrétariat exécutif. Ces adaptations permettent de renforcer la sécurité juridique et d'assurer une meilleure cohérence entre la loi et le règlement grand-ducal d'exécution.

Par ailleurs, le projet de loi transpose les obligations prévues aux articles 8 et 9 de la directive (UE) 2024/1640. Ces dispositions imposent notamment aux États membres de tenir à jour leur évaluation nationale des risques de blanchiment et de financement du terrorisme, de la réviser au moins tous les quatre ans, de pouvoir procéder à des évaluations sectorielles lorsque la situation de risque l'exige, ainsi que de collecter et transmettre des statistiques permettant d'apprécier l'efficacité du cadre national de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

À cette fin, le projet de loi introduit un nouvel article 9-1quinquies relatif aux évaluations supranationale, nationale et sectorielles des risques, ainsi qu'un nouvel article 9-1sexies relatif aux statistiques. Le secrétariat exécutif sera chargé de la collecte et de la consolidation des données statistiques pertinentes.

L'ensemble de ces modifications vise à renforcer la cohérence, la solidité et l'efficacité du dispositif luxembourgeois de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, tout en assurant sa conformité avec les exigences européennes dans les délais impartis.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/01/2026
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
12/03/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07/05/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
04/06/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/06/2026
Loi du 16 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 371, page 1

Nouveau lycée public à Schifflange

8702 – Projet de loi portant création d'un lycée à Schifflange et portant modification :
1° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
2° de la loi du 19 décembre 2025 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026

Le projet de loi vise à créer un nouveau lycée public à Schifflange, dont une école européenne agréée fera partie intégrante, afin de répondre à la croissance démographique du Luxembourg et à l'augmentation continue du nombre d'élèves à scolariser. En effet, la population du Grand-Duché a fortement augmenté entre 2001 et 2025, ce qui se traduit par une progression significative des effectifs scolaires. Cette évolution s'accompagne également d'une diversification linguistique des élèves ; une proportion importante de ces derniers ne parlant pas la langue luxembourgeoise à domicile.

Dans ce contexte, les filières internationales publiques, et en particulier les écoles européennes agréées, constituent une réponse destinée à offrir davantage de flexibilité linguistique et à favoriser la réussite scolaire des élèves issus de milieux linguistiques variés. Depuis 2016, six écoles internationales publiques ont été créées au Luxembourg et leurs effectifs ont connu une croissance très importante. Malgré cette expansion, la demande d'inscription dépasse largement les capacités d'accueil, ce qui justifie la création d'un nouvel établissement scolaire. Le besoin est particulièrement marqué dans le sud du pays, où l'actuelle École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette ne peut satisfaire qu'une partie des demandes.

La future école internationale de Schifflange sera organisée en tant qu'école européenne agréée. Elle offrira les cycles maternel, primaire et secondaire du système européen et fonctionnera dans le cadre administratif du système éducatif luxembourgeois, tout en appliquant les programmes et modalités d'évaluation définis par les écoles européennes. Elle sera ouverte gratuitement à tous les élèves et proposera initialement des sections francophone et anglophone, avec la possibilité d'élargir l'offre linguistique à l'avenir. L'apprentissage de la langue luxembourgeoise en tant que langue d'intégration sera obligatoire. Des classes de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général seront également mises en place afin d'accompagner certains élèves vers le système européen ou vers la formation professionnelle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11/02/2026
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

02/06/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/06/2026
Loi du 29 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 389, page 1

Réforme de la représentation nationale des parents

8709 – Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 1er août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents afin d'élargir les missions de cette représentation, d'en adapter la composition, de clarifier son fonctionnement et de renforcer son cadre organisationnel et juridique.

La réforme poursuit d'abord un objectif d'élargissement des missions de la représentation nationale des parents, qui verra ses compétences étendues aux services d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés, comme les maisons relais, foyers scolaires ou foyers du jour. Le projet de loi entend ainsi offrir aux parents un interlocuteur unique couvrant à la fois l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

Dans la même logique, la représentation nationale des parents se verra confier de nouvelles attributions, notamment l'organisation d'une formation annuelle à destination des représentants des parents et l'élaboration d'un code de déontologie. Le projet de loi prévoit aussi que la représentation nationale peut davantage s'appuyer sur les représentants sectoriels, soit en les consultant, soit en leur déléguant certaines tâches.

Le projet de loi modifie ensuite la composition de la représentation nationale des parents, tout en maintenant le nombre total de douze membres. La principale évolution consiste à rééquilibrer la représentation entre les parents de l'enseignement fondamental et ceux de l'enseignement secondaire, avec désormais cinq représentants pour chacun de ces deux ordres d'enseignement, au lieu de quatre et six actuellement. Les deux représentants des centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée sont maintenus.

Un autre volet important concerne la simplification des procédures électorales et le fonctionnement interne, ainsi que le renforcement des moyens accordés au président de la représentation nationale des parents. Compte tenu de la charge particulière liée à cette fonction de coordination et de porte-parole, le congé de représentation du président est porté à douze jours par an, contre huit jours actuellement.

En outre, une base légale détaillée pour la gestion informatisée des échanges et des données des représentants des parents est créée.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/02/2026
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :
02/06/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/06/2026
Loi du 10 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 354, page 1

146e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
2. **Hommage à la mémoire de M. Pascal Gross, fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
4. **Communications** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
5. **Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo** p. 11
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 11
Question n° 355 du 16 juin 2026 de M. Laurent Zeimet relative à la position du Gouvernement luxembourgeois relative aux réflexions actuellement menées au niveau européen sur les modalités de l'élargissement de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre p. 11
M. Laurent Zeimet | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 357 du 16 juin 2026 de M. Gérard Schockmel relative aux réseaux de compétences, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 12
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question n° 356 du 16 juin 2026 de M. Dan Biancalana relative à la prise illégale d'intérêts au sens de l'article 245 du Code pénal et à ses conséquences pour les mandataires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures et à Mme la Ministre de la Justice p. 13
M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Question n° 358 du 16 juin 2026 de Mme Alexandra Schoos relative à l'état d'avancement des travaux à la passerelle de la source de tuf calcaire, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 13
Mme Alexandra Schoos | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Question n° 359 du 16 juin 2026 de M. Maurice Bauer relative à l'adhésion du Luxembourg au Mécanisme pour la préservation éternelle des forêts tropicales, adressée à M. le Ministre des Finances p. 14
M. Maurice Bauer | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Question n° 360 du 16 juin 2026 de Mme Djuna Bernard relative aux contrôles de qualité dans les structures pour personnes âgées, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 14
Mme Djuna Bernard | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
Question n° 361 du 16 juin 2026 de M. Gusty Graas relative à l'augmentation des limites de rejets de chlorures et de sodium dans la Moselle, récemment autorisée pour la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 15

M. Gusty Graas | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 362 du 16 juin 2026 de M. Marc Goergen relative aux recours de la Police à des logiciels espions d'entreprises israéliennes, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 16

M. Marc Goergen | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 363 du 16 juin 2026 de M. David Wagner relative à la nouvelle stratégie pour le financement climatique international et le principe d'additionnalité avec l'aide publique au développement, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question parlementaire n° 3913 de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité des financements climatiques internationaux, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 16

M. David Wagner | Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 364 du 16 juin 2026 de Mme Taina Bofferding relative à la conclusion d'un mémorandum d'accord entre les États-Unis et l'Iran, adressée à M. le Premier ministre p. 17

Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 365 du 16 juin 2026 de M. Tom Weidig relative à la coopération transfrontalière avec les régions frontalières, adressée à M. le Premier ministre p. 18

M. Tom Weidig | M. Luc Frieden, Premier ministre

7. Ordre du jour (suite) p. 18

M. Claude Wiseler, Président

8. 8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution p. 18

Rapport de la Commission des Institutions : M. Marc Baum

Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Carole Hartmann | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum (intervention de M. Fred Keup) | M. Gérard Schockmel (interventions de Mme Corinne Cahen) | M. Marc Baum | M. Fred Keup (parole pour fait personnel)

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 8379

9. Interpellation de M. André Bauler sur le rôle de l'État dans notre économie p. 23

Exposé : M. André Bauler (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Octavie Modert | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 2)

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot p. 28

Exposé : M. Franz Fayot

11. Interpellation de M. André Bauler sur le rôle de l'État dans notre économie (suite) p. 28

Débat (suite) : M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum (intervention de M. Tom Weidig)

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre

Motion 1 : M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Marc Baum | M. André Bauler

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. André Bauler | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum | Mme Octavie Modert | M. Franz Fayot

Vote sur la motion 2 (rejetée)

12. Motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte »

Motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique

Résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois p. 33

Exposé de la motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte » : Mme Joëlle Welfring

Exposé de la motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique : M. Marc Goergen

Exposé de la résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois : Mme Taina Bofferding

Discussion générale : M. Laurent Zeimet (interventions de M. André Bauler, Mme Joëlle Welfring, M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Marc Baum et M. Meris Sehovic) | M. André Bauler (intervention de M. Meris Sehovic) | M. Fred Keup (interventions de M. Meris Sehovic, M. Tom Weidig, M. André Bauler, M. Georges Mischo et Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum (interventions de M. André Bauler et M. Marc Goergen) | M. Meris Sehovic (interventions de M. Fred Keup et M. Tom Weidig) | M. Fred Keup (interventions de M. Tom Weidig) | Mme Taina Bofferding (interventions de M. Fred Keup, M. Yves Cruchten et M. Georges Engel) | M. Gusty Graas | M. Fred Keup (interventions de M. Tom Weidig et Mme Taina Bofferding)

Vote sur la motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte » (rejetée)

Vote sur la motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique (rejetée)

Vote sur la résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois (rejetée)

13. Question élargie n° 91 de M. André Bauler au sujet de la stratégie d'investissement du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) p. 41

M. André Bauler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. André Bauler | M. le Ministre Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

14. 8692 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg p. 42

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8692 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Hommage à la mémoire de M. Pascal Gross, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir wësst, ass de 4. Juni e Mataarbechter vun der Chamber, den Här Pascal Gross, gestuerwen. An zwee Deeg wär hie 57 Joer al ginn.

2018 ass de Pascal Gross duerch e Changement d'administration aus dem Educatiounsministère an d'Chamber gewiesselt an Assistent am Kommissiounsservice ginn. Hie war e Schaffert, dee wärend der Covid-19-Pandemie d'Santéskommissioun an hir

sëllegen Iteratioune vum Covidgesetz mat begleet huet.

Säi Liblingsdossier Petitiounen huet hie mat Häerz a mat Séil geréiert. Hien huet seng Aarbecht ganz rigouréis gemaach an huet vill Wäert op d'Qualitéit vun den Dokumenter geluecht. Hie war e groussen Expert vun der franséischer Sprooch. Säi Savoir-faire wäert deene feelen, déi mat him zesummegeschafft hunn.

Wann ee seng Aarbechtskolleege freet, wéi de Pascal war, da kommen dës Wierder ëmmer an ëmmer erëm: „frëndlech", „engagéiert", „kollegial", „sozial", „hëllefsbereet" an „immens gedëlleg".

De Pascal Gross war zanter dräi Joer krank. Obwuel et ëmmer méi schwéier gouf, wollt hie weider schaffe kommen, well hie seng Aarbecht gär gemaach huet an och gär bei sengen Aarbechtskolleege war. Hie war bis zur leschter Sekonn positiv gestëmmt, ouni awer d'Realitéitsgefill ze verléieren.

Mir wäerten, sou wéi hien et sech wënsche géif, de Pascal Gross als staark a frou Persoun zréckbehalen. Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken.

An ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Pascal Gross eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Sou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Den 19. Mee 2026 huet den Här Marc Gengler, President vun der Cour des comptes, ëm seng Pensionéierung op den 1. Januar 2027 gebieden. Den 9. Juni 2026 huet d'Chamber hir Zoustëmmung zu dëser Demande ginn.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an an den Artikelen 128 bis 129 vum Chambersreglement ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum President vun der Cour des comptes, deen den 1. Januar 2027 vakant gëtt, opzestellen.

Déi interesséiert Persoune kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten. Fir datt d'Kandidature fir recevabel erkläert kënne ginn, musse se bis spéitstens de 16. September 2026 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgeebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht, éischtens d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze hunn, zweetens am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter ze sinn, drëttens déi néideg moralesch Garantië virweisen ze kënnen, véiertens déi néideg kierperlech Viraussetzungen ze hunn a fënneftens am Besëtz vun engem universitären Diplom ze sinn, dee beweist, datt de Kandidat e komplette véierjäregen Zyklus gepackt huet an engem vun de follgende Fächer: Ekonomie, Réviseur d'entreprises, Droit oder Politick.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 16 juin 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dossiers législatifs suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8763 – Projet de loi portant approbation du Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est, fait à Denpasar, le 24 février 1976

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/06/2026

8764 – Proposition de loi relative à l'Ombudsman, à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et au Centre national anti-discrimination, organismes étatiques indépendants rattachés à la Chambre des Députés

Dépôt : M. Laurent Zeimet, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, Mme Sam Tanson, M. Marc Baum, Députés, le 11/06/2026

8765 – Projet de loi instaurant un régime d'aides temporaire visant à compenser la hausse des prix du carburant pour les entreprises du secteur du transport dans le contexte de la crise au Moyen-Orient

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 12/06/2026

8766 – Projet de loi instituant une contribution étatique aux frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel pour certains clients finals

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 12/06/2026

8767 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 12/06/2026

8768 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 juillet 2025 instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 12/06/2026

8769 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 12/06/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

4139 – Demande de pétition ordinaire : Luxembourg-gare–Dudelange-gare

Dépôt : M. Nahom Tseggai, le 09/06/2026

4140 – Demande de pétition ordinaire : Modification du Revis

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 10/06/2026

4141 – Demande de pétition publique : Éducation au respect et au consentement

Dépôt : M. Lionel Frédéric Ferrand, le 11/06/2026

4142 – Demande de pétition publique : Protection des enfants en amont

Dépôt : M. Lionel Frédéric Ferrand, le 11/06/2026

4143 – Demande de pétition publique : Permission dash caméras dans les voitures

Dépôt : Mme Ana Patrícia Monteiro Fernandes, le 14/06/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

4) Avis officiel

Communication du Président de la Chambre des Députés (16/06/2026)

Au cours de sa séance publique du mardi 9 juin 2026, la Chambre des Députés a donné son accord à la demande d'admission à la retraite de M. Marc Gengler, président de la Cour des comptes.

Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes et aux dispositions des articles 128 à 129 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de président de la Cour des comptes (m/f/d) qui deviendra vacant en date du 1er janvier 2027.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 16 septembre 2026, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, de la loi précitée sont remplies, à savoir :

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;
2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;
3) offrir les garanties de moralité requises (pas de pièce à fournir) ;
4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical) ;
5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes : sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et/ou homologations).

Pour des informations complémentaires relatives à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

5. Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo

An dann, éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar enger Froestonn un d'Regierung, huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun. Här Di Bartolomeo, dann hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. D'Covidgesetz vum 17. Juli 2020, sou wéi et x-mol adaptéiert gouf, leeft dësen 30. Juni aus. Sou wéi d'Madamm Gesondheetsministesch virun e puer Deeg op eng Question parlementaire geäntwert huet, wäert d'Regierung dat Gesetz net méi verlängeren, dat ouni Austausch mam Parlement an ouni dass dat ugekënnegt Pandemie- oder, wéi et haut heescht, Santé-publiques-Gesetz deponéiert oder fäerdeggestallt wär.

Dat ass net déi fei Manéier vis-à-vis vun der Chamber, dat ëmsou méi, well mir wärend der ganzer Covidkris ëmmer do waren, wa mer gebraucht gi sinn. Eng Verlängerung vun deem Gesetz wär awer duerchaus sënnvoll gewiescht, well et zwar keng restriktiv Moossname méi enthalen huet, awer wichteg Definitiounen, Responsabilitéiten, Sécherheet vun den Daten iwwert d'Impfungen an eventuell Komplikatiounen enthalen huet.

A wann dat net genuch wär, geet déi Ausnamereegelung zum Vermummungsverbuet fir de Port du masque, fir sech selwer an déi aner Leit vis-à-vis vun infektiöse Krankheeten ze schützen, verluer. Ab 30. Januar gëllt do d'Strofgesetz mat deene Sanktiounen, déi dora virgesi sinn.

Dobäi kënnt, datt vun der Regierung d'Motioun, déi den 23. Mäerz 2023 vum deemolegen Oppositiounsleader, eisem jëtzege Chamberspresident, abruecht a vun der Chamber eestëmmeg ugeholl gouf, ignoréiert gëtt bis elo. D'Fuerderungen an där Motioun waren d'Ausschaffe vun engem Pandemiegesetz, haut heescht et Santé-publiques-Gesetz, an doniewent eng onofhängeg Evaluatioun vun de Mesüren, déi wärend der Covidkris decidéiert goufen.

Dofir eis Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, hir Decisioun, d'Gesetz ersatzlos auslafen ze loossen, ze reconsideréieren an, wéi vun der Chamber an hirem Ensembel gefuerdert, dat ugekënnegt Pandemie- oder Santé-publiques-Gesetz incessamment auszeschaffen – wann dat net scho geschitt ass – an hei am Parlament ze deponéieren; och déi onofhängeg Evaluatioun an deem Kader ze maachen, net onbedéngt eegestänneg, mee am Rame vun deem Gesetz, fir dat Gutt an dat manner Gutt an dat, wou wierklech nozebesseren ass, an deem Gesetz ze berücksichtegen; direkt dann an allen Hypotheesen de Port du masque aus Gesondheetsgrënn als Exceptioun zum Vermummungsverbuet och weiderhin ze erlaben an deementspriechend de Code pénal mat där Exceptioun ze ergänzen.

Ech mengen, dat ass ëmmer am Wëlle vun dëser Chamber gewiescht an dat ass och am Interêt, fir sech selwer ze schützen an anerer ze schützen, wann ee selwer d'Gripp oder iergendeng aner Infektiounskrankheet huet.

Déi Motioun, déi mer ausgeschafft hunn, ass selbstverständlech op, fir vun anere Kolleegen ënnerstëtzt ze ginn. An ech géif mer dann erlaben, d'Motioun eisem Chamberspresident ze iwwerreechen, mat hannendrun där Motioun, déi seng Ënnerschrëft dréit, vun 2023.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– que la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19 cesse de produire ses effets le 30 juin 2026 ;

– que le Gouvernement ne compte pas prolonger la loi précitée et n'a mis en place ni un projet de loi « loi pandémie », ni un projet de loi « santé publique » prenant le relais ;

– que le Gouvernement n'a pas consulté au préalable la Chambre des Députés ;

– que l'article 4 de ladite loi autorise le port du masque de protection sanitaire dans les transports collectifs, les établissements scolaires et hospitaliers, les structures pour mineurs et personnes âgées, les bâtiments judiciaires et les administrations publiques accessibles au public ;

– que cette autorisation législative garantit la licéité du port du masque dans ces lieux, comme exception à l'interdiction de dissimulation du visage prévue à l'article 563, point 10, du Code pénal, ceci pour des raisons de protection sanitaire contre les maladies infectieuses, tant pour soi-même qu'à l'égard de son entourage ;

– qu'à l'expiration de la loi du 17 juillet 2020, le port du masque dans ces mêmes lieux ne serait possible que sur présentation d'un certificat médical ou pour des motifs professionnels ;

– que le risque d'encourir une peine pour un tel geste de santé publique est inacceptable dans notre société ;

– que d'autre part, suite à l'expiration de la loi précitée, les définitions essentielles y contenues disparaîtraient de l'ordre juridique ;

– qu'il en irait de même des responsabilités attribuées à la Direction de la santé et à l'Inspection générale de la sécurité sociale ;

– que la base de données vaccinale mise en place par l'article 10 perdrait sa base légale et risquerait de créer une insécurité juridique ;

– que ces données restent indispensables, notamment en cas de complications éventuelles liées aux vaccinations ;

– que, par sa motion du 23 mars 2023, adoptée à l'unanimité, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à élaborer une « Loi pandémie », dans les meilleurs délais ;

– que cette même motion a invité le Gouvernement à tout mettre en œuvre afin de tirer les conséquences de la pandémie de la Covid-19 et d'être préparé au mieux dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie ;

– que la Chambre a exigé du Gouvernement à la même occasion de procéder à l'évaluation des mesures de lutte contre la Covid-19 par un groupe d'experts indépendants ;

– que le Gouvernement n'a, à ce jour, pas donné de suite ni aux demandes de la Chambre des Députés ni à ses annonces dans le cadre du programme gouvernemental de 2023-2028 en la matière,

constatant

– qu'il en résulte un grand risque de vide juridique,

invite le Gouvernement

– à reconsidérer sa décision de ne pas prolonger la loi du 17 juillet 2020 ;

– à déposer et à présenter incessamment une loi-cadre « pandémie » respectivement « santé publique » permettant une réaction rapide, efficace et proportionnée en cas de nouvelle menace sanitaire, et maintenant en vigueur les éléments essentiels de la loi modifiée du 17 juillet 2020, à savoir ses définitions, les responsabilités en matière de traitement des données, le régime de conservation des données de vaccination ainsi que l'autorisation du port du masque de protection sanitaire ;

– à adapter de toute urgence l'article 563, point 10, du Code pénal afin d'y intégrer une exception expresse pour le port d'un masque de protection sanitaire ;

– à reprendre, dans cette exception, les lieux visés à l'article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020, à savoir l'intérieur et l'enceinte des établissements hospitaliers, les locaux à usage collectif des institutions hébergeant des personnes âgées, y compris les ascenseurs et corridors, tout moyen collectif de transport de personnes, les établissements scolaires de tous les types d'enseignement ainsi que leur enceinte, les locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs de moins de seize ans, les bâtiments relevant des autorités judiciaires et les locaux des administrations publiques accessibles au public ;

– à faire évaluer, dans les meilleurs délais, par un groupe d'experts indépendants, les différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité et leur caractère non discriminatoire.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Di Bartolomeo.

6. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zu dem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Froestonn un d'Regierung.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 355 vum Här Laurent Zeimet un de Premierminister iwwert d'Positioun vun der Regierung zur Vergréisserung vun der Europäescher Unioun. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 355 du 16 juin 2026 de M. Laurent Zeimet relative à la position du Gouvernement luxembourgeois relative aux réflexions actuellement menées au niveau européen sur les modalités de l'élargissement de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch huet e Positiounspabeier – oder „Non-Paper" soen déi aner – vun de Benelux-Staaten, och gedroe vun Däitschland a Frankräich, fir eng gewëssen Opreegung gesuergt.

Dat ass och resüméiert ginn, wéi wann och Lëtzebuerg do wéilt d'Stëmmrechter vun neien, kommenden EU-Staate beschneiden. An d'Oppositioun huet dorauser direkt geschloss, datt et eng déif Onstëmmegkeet géif ginn tëschent dem Ausseminister an dem Premierminister.

Mir wollten dofir vun der Geleeënheet profitéieren, vu datt jo nach gëschter Gespréicher ware mat de Regierungscheffe vu Montenegro a vu Moldawien, datt de Premierminister d'Chamber kéint informéieren, wat dann elo d'Positioun vu Lëtzebuerg an dëser Fro ass, a virun allem datt en d'Chamber berouegt, datt

et keng déif Onstëmmegkeet tëschent dem Ausseminister an dem Premierminister gëtt.

Merci.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, all d'Froe vun der Aussepolitick diskutéiere mer natierlech an der Regierung, den Ausseminister an ech an, deemno wat et ass, natierlech och déi aner Kolleegen. Duerfir ass et hei keen Theema vun Divergence de vues.

D'Fro vun der Erweiterung vun der Europäescher Unioun ass natierlech eng ganz komplex an et muss ee feststellen, datt zënter 2013, wéi Kroatie Member ginn ass, kee Land méi Member vun der Europäescher Unioun ginn ass. Et ass awer eng Realitéit, datt iwwer all déi Joren eng Rei Länner verhandelt hunn, fir kënnen an d'Europäesch Unioun ze kommen.

An d'Fro vum Elargissement huet eng nei Dynamik kritt no deem, wat an der Welt geschitt ass, a mir mierken, wa mir eis net ëm de Westbalkan bekëmmeren als Europäer, datt dann anerer, Russen, Chineesen, Amerikaner, Saudien an anerer, versichen, sech op där Plaz breetzemaachen. Et ass also eng Fro vu geostrateegeschem Interêt, eis och ëm d'Zukunft vun deem Deel vun Europa ze bekëmmeren, deen 2004 an duerno net an d'Europäesch Unioun komm ass. Dat ass d'Startpositioun.

Elo muss jiddweree selbstverständlech d'Konditiounen erfëllen. Dat ass déi sougenannte „merit-based approach". Mee ech kann Iech soen, well ech 2004 derbäi war, wéi déi lescht Erweiterung vun Europa komm ass, datt et natierlech um Enn eng politesch Decisioun ass, nodeem déi technesch Konditiounen erfëllt sinn. Et gëtt en anert Element, an dat ass, datt mer gemierkt hunn, bei Ungarn notamment, an deene leschte Joren, datt dat, wat mer ofgemaach haten, net permanent respektéiert ginn ass.

An deen Non-Paper, deen d'Benelux-Staaten, Däitschland a Frankräich eraginn hunn – ech ënnersträichen, et ass en Non-Paper –, soll déi Diskussioun begleeden, déi mer an deenen nächste Méint a Jore mussen hunn, wéi mer déi Erweiterung maachen. An och do gëtt et Etappen.

Et ass kloer, an dat hunn ech och gëschter dem Premierminister vu Montenegro gesot, wa Montenegro d'Konditiounen erfëllt – a se schénge ganz no derbäi ze sinn, déi ze erfëllen –, datt Montenegro da ka Member ginn a vläicht souguer nach an dëser Legislaturperiod. Si wëlle jo 2028 den 28. Member ginn. Ech mengen no all deem, wat ech héieren, datt dee Kalenner ka realistesch sinn, mee nach mussen all d'Memberstaate Jo soen, wann en neie Member erakënnt.

Fir déi aner, déi op ganz ënnerschiddlechen Niveaue vun hire Verhandlunge sinn, mussen an eisen Ae Garantien agebaut ginn, datt et, wat d'Rechtsstaatlechkeet ubelaangt, kee Retour ka ginn. An dorëms geet et virun allem an eisem Pabeier. An da kënnt eng zousätzlech Reflexioun derbäi fir déi, déi ganz laang schonn an der Warteschleife sinn, ob een déi net muss lues a lues un d'Europäesch Unioun erufëieren.

Ech menge grondsätzlech, datt mer och heibannen an dësem Haus iwwert déi ganz Thematik vun der Erweiterung vun der Europäescher Unioun als Anker vu Stabilitéit, vu Sécherheet, vun Demokratie mussen eng breet Diskussioun féieren. An dëser Legislaturperiod wäert héchstens ee Land der Europäesch Unioun nach bäitrieden, mee an deenen nächste fënnef oder zéng Joer gëtt et vill Kandidaten. Och d'Theema Ukrain, wat an engem anere geopolitesche Kontext net ze vergiessen ass hei, muss thematiséiert ginn. An duerfir géing ech … Eigentlech steet et mer net zou, Iech ze soen, wat Dir hei diskutéiert, mee ech mengen, et wär utile, wann och d'Parlament eng Kéier géing an deenen nächste Joren, Méint eng Diskussioun féieren, wéi mir zu der Fro vun der Erweiterung sti mat deenen eenzelne Kategorië vu Länner, wéi gesot, der Ukrain an där spezieller Situatioun vun deem inakzeptabele Krich, dee Russland ugefaangen huet, an deenen aner Länner, déi zënter zum Deel méi wéi zéng Joer an den Negociatioune sinn.

Mee fir elo ass et e Pabeier, deen zu enger Diskussioun soll hëllefen an deen en Elargissement positiv gesäit, och wann ënnerwee mussen natierlech d'Konditiounen erfëllt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 357 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Kompetenzreseauen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 357 du 16 juin 2026 de M. Gérard Schockmel relative aux réseaux de compétences, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, net méi spéit wéi déi lescht Woch hutt Dir e Gesetzesprojet deposéiert an der Kommissioun virgestallt, deen eng Rei Ännerungen am Spidolsgesetz virgesäit, engersäits fir déi ambulant Offer ze erweideren, anerersäits awer och fir nei sougenannte „réseaux de compétences" ze kreéieren. Insgesamt solle bei déi néng schonn existéierend Kompetenzreseauen der nach véier dobäikommen: ee Kompetenzreseau fir de Long-Covid an de Syndrome de fatigue chronique, ee fir d'Endometrios, ee fir d'Menopause mat gesondheetleche Risiken an ee fir d'neurologesch Entwécklungsstéierunge bei Kanner a Jugendlechen.

Dat begréisse mir als DP ganz ausdrécklech. Ech géif awer an dësem Kontext gären e puer Klarifikatiounsfroe stellen:

Wéi verdeelt sech de jeeweilege Lead vun de scho bestoende Réseaux de compétences op déi véier Spidolsgruppen?

Wéi héich waren d'Gesamtkäschten an de Joren 2024 a 2025 vun de Réseaux de compétences? Wéi ginn d'Réseaux de compétences finanzéiert? Wéi vill vun de Käschte sinn op administrativ-organisatoresch Aktivitéiten, wéi vill op medezinnesch-fleegeresch Aktivitéiten zeréckzeféieren? A wéi vill maachen aner Käschtepunkten aus?

Awéifern huet e Réseau de compétences eng Plusvalue fir de Patient par rapport zu senger Prise en charge am Spidol, déi jo souwisou scho multidisziplinär ass?

Ass et geplangt, d'Réseaux de compétences ze terminéieren, soubal eng zäitno digital Kommunikatioun vun de Patientendonnéeën tëscht de Spideeler engersäits an tëscht de Spideeler an den ambulanten Dokteschpraxen anerersäits méiglech ass?

Merci am Viraus fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. D'Gesondheetsministesch huet elo d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Deputéierte Schockmel fir déi ganz interessant Fro, déi natierlech hire Fouss an deenen neisten Entwécklungen huet, déi mer um Niveau vum Spidolsgesetz maachen, mee déi awer net dorobber baséiert, well d'Réseaux de compétences gëtt et scho méi laang am Spidolsgesetz.

Néng sinn der méiglech. Dovunner sinn der fënnef eigentlech ugeduecht, dräi en place gesat an zwee kommen nach. Déi, déi en place sinn, sinn d'Maladies neurodégénératives, den Diabète an d'Obésité de l'enfant an de Reseau vun der Immuno-rhumatologie.

Déi dräi sinn en place, déi zwee éischt am CHL an deen drëtten am HRS. En place an deem Spidol heescht awer net, datt d'Spidol d'Exklusivitéit huet. D'Spidol stellt seng Infrastrukturen zur Verfügung, säin Knowhow zur Verfügung an ass de Kontaktpunkt mat der CNS, mat der Direktioun vun der Santé a mat den Dokteren aus dem Liberalen, déi wëllen am Reseau matschaffen.

Déi zwee aner, déi ugeduecht sinn, sinn d'Douleur chronique an den Diabète an d'Obésité beim Erwuessenen. Déi sinn amgaang, entwéckelt ze ginn, mee nach net en place.

Wat de Käschtepunkt ubelaangt, sou hate mer am Budget 2025 5 Milliounen agesat. Fir Iech eng kleng Anung ze ginn, wat déi aktuell Reseaue kaschten, just als Beispill: D'Maladies neurodégénératives sinn de Moment bei 1,4 Milliounen am Joer 2024 gewiescht an de Réseau rhumatologie huet am Joer 2024 ronn 400.000 Euro kascht. Dat heescht, et ass eng grouss Variatioun tëschent deene verschiddene Réseaux de compétences. Dat hänkt vum Volume vun den Acteuren of, dat hänkt vum Volume vun de Patienten of.

An da si mer beim Patient. De groussen Avantage fir de Patient hei ass, datt säi liberalen Dokter kann an deem Reseau matmaachen, hien an de Reseau orientéieren, wa bis seng Pathologie esou komplex gëtt, datt et net nëmme méi beim Dokter kann en charge geholl ginn, mee datt et vun engem ganze Staff ronderëm muss en charge geholl ginn, nieft dem Dokter nach paramedezinnesch Beruffer, Koordinatiounsaarbechten, Echangë mat anere Spezialisten. Alles dat gëtt dann am Reseau ofgebilt.

An duerfir och d'Fro, wéi déi Finanze sech opdeelen: Ma d'Finanze ginn opgedeelt tëschent Direktioun vun der Santé an CNS. Een Deel hëlt d'Direktioun vun der Santé en charge an een Deel d'CNS; d'CNS haaptsächlech um Niveau vun den Akten, vun der Prise en charge vum paramedezinnesche Personal an d'Direktioun vun der Santé haaptsächlech um Niveau vun der Koordinatiounsaarbecht, vun der administrativer Aarbecht, vun de Reseauen, digitale Reseauen, déi vläicht mussen en place gesat ginn.

Den Taux de prise en charge ass zu ronn 80 % medezinnesch an 20 % net medezinnesch Aarbecht, mee wat awer eng Koordinatiounsaarbecht ass, déi wierklech noutwendeg ass.

A last but not least d'Fro vun der Digitalisatioun: Jo, wa mer bis eng Kéier an engem digitale Reseau sinn, wou alles kann en charge geholl gi respektiv wou jiddweree gesäit, wat gemaach gëtt, a wou jiddweree kann e privilegéierten Accès zu esou Reseaue kréien, vläicht si se dann eng Kéier net méi noutwendeg, mee fir de Moment denken ech, datt déi néng, déi ugeduecht sinn, an déi véier, déi nach wäerte kommen, bluttnoutwendeg si fir déi Patiente mat deene komplexe Pathologien.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zréck op d'Fro Nummer 356 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister an un d'Madamm Justizministesch iwwert d'illegal Interessennam am Sënn vum Artikel 245 vum Strofgesetz a seng Konsequenze fir Gemengemandater. An ech wëll just soen, vu datt dat hei un zwee Ministeren adresséiert ass, muss d'Regierung sech duerno am Kader vun deene véier Minutten eens gi fir ze äntweren. An dat, mengen ech, misst goen. Här Biancalana.

– Question n° 356 du 16 juin 2026 de M. Dan Biancalana relative à la prise illégale d'intérêts au sens de l'article 245 du Code pénal et à ses conséquences pour les mandataires communaux, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures et à Mme la Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana (LSAP) | Här President, an enger rezenter Geriichtsaffär, déi vill mediatiséiert gouf, stoung e fréiere Buergermeeschter aus enger vun de gréisste Südgemengen am Mëttelpunkt. An dëst Urteel suergt am kommunale Secteur fir vill Onsécherheet a vill Froen. An dësem Urteel huet dat zoustännegt Geriicht eng Rei vu Verstéiss analyséiert. Et geet, ënner anerem, ëm Detournement vu kommunale Fongen, d'Benotze vu mënschlechen a materielle Ressourcë vum ëffentleche Secteur fir privat Zwecker a virun allem a verschiddene Fäll och vu Prises illégales d'intérêts.

D'Geriicht, genee wéi de Parquet a sengem Requisitoire, huet bei der Prise illégale d'intérêts ënnert dem Artikel 245 vum Code pénal eng breet a gläichzäiteg strikt Interpretatioun ugeholl. D'Geriicht huet, wéi gesot, ënnerstrach, datt en einfachen Intérêt moral de Strofdotbestand erfëlle kann. Et ass also net néideg, datt e finanziellen oder patrimoinen Avantage virläit. Och e moraleschen, indirekten oder zukünftegen Avantage kann duergoen, fir ënnert dem Strofgesetz belaangt ze ginn. Dës Lecture géif also bedeiten, datt e kommunale Mandatsdréier sech aus engem Dossier zréckzéie muss, soubal e perséinlechen, familiären, frëndschaftlechen oder effektiv moraleschen Interêt besteet.

An, bon, dëst Urteel weist also, dass nieft dem geplangten Deontologiekodex a -kader eng extreem Vigilanz vun de kommunale Mandatsdréier verlaangt gëtt.

An dofir an deem Kontext d'Froen un d'Justizministesch an un den Här Inneminister: Wéi schätzen d'Ministeren dëst Urteel an, besonnesch am Hibléck op d'kommunal Praxis an d'Vertrauen an déi lokal Demokratie? An deelen d'Ministeren d'Aschätzung vun der Jurisprudenz, datt e moraleschen Interêt eleng duergoe kann, fir de Strofbestand vun der Prise illégale d'intérêts effektiv ze erfëllen, laut dem Artikel 245 vum Code pénal?

Dann un den Här Inneminister d'Froen: Wéi gedenkt de Minister sécherzestellen, datt déi kommunal Mandatsdréier effektiv besser iwwert d'Grenze vum zoulässege Verhalen an och iwwer méiglech Interessekonflikter kënnen informéiert ginn? A gesäit de Minister d'Noutwendegkeet, d'Formatioun vu kommunale Responsabelen am Beräich vun Interessekonflikter, Integritéit an awer och gudder Gouvernance ze verstäerken, eeben iwwer geziilt Sensibilisatioun an awer och, wéi elo, praktesch Erklärungen, fir esou e Verhalen ze vermeiden?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Regierung huet elo d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Kolleeg Biancalana fir dës Froen. Ech erlabe mer unzefänken an d'Justizministesch géif dann och nach op Är Froen, déi si concernéieren, äntwerten. An der sougenannter „Affär Traversini", ech erënneren och drun, ass den Délai d'appel ofgelaf, soudatt dat Jugement „coulé en force de chose jugée" ass.

Mir hunn dat Jugement analyséiert. Dir hutt richteg gesot, op där enger Säit si mer amgaang mam legislative Prozess, mam Gesetzesprojet iwwert d'Deontologie, fir d'Reegele méi kloer op där enger Säit ze maachen. Elo ass dat Jugement hei derbäikomm. Mir sinn amgaang, eng Circulaire auszeschaffen, wou mer, opgrond vun där strikter Ausleeung vum Geriicht iwwert dat, wat Dir mat Recht elo hei exposéiert hutt, Recommandatiounen un d'Gemengeresponsabel, d'Gemengeconseilleren alleguer ginn. Well et ass ganz kloer: Och um lokalen Niveau musse mer do virbildlech sinn, transparent, an et däerf net den Doute opkommen, datt do iergendeppes géif gemauschelt ginn, besonnesch wann et an de PAG- a PAP-Prozeduren ass.

Meng Virgängerin hat och 2020 oder 2021 schonn eng Circulaire an deem Sënn am Kader vun de PAG- an de PAP-Prozeduren erausginn. Mir wäerten déi och mat a Consideratioun huelen. Ech sinn och ganz bei Iech, datt mer do mussen zesumme mam Syvicol, wou Der jo Vizepresident sidd, och Formatiounen ubidden. Well dat do ass eppes ganz Seriöes a mir däerfen dat net liichtfankeg huelen. Mir ginn also eng Circulaire eraus a mir wäerte mam Syvicol zesumme Formatiounen ubidden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister. Madamm Justizministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Villmools merci. Als Ergänzung dozou, zu deenen Aarbechten, déi ënnerwee sinn, mengen ech, wësst Der och, datt am Moment de GRECO vum Conseil de l'Europe eeben och eng Evaluatioun vu Lëtzebuerg mécht, déi sech dës Kéier méi mam Gemengesecteur beschäftegt. D'Ville de Dudelange ass jo och do mat evaluéiert ginn. Dee Rapport ass d'lescht Woch ugeholl ginn an dee wäert dann och zäitno publizéiert ginn.

Ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt mer kloer Reegelen hu fir d'Interessekonflikten an d'Deontologie. Dat ass eppes, no deem de GRECO kuckt, et ass awer och eppes, wat reegelméisseg am Rapport sur l'état de droit bemängelt gëtt vun der Europäescher Kommissioun, datt mir déi Reegelen eeben nach net hunn. Dowéinst ass dee Projet de loi vum Här Gloden, deen do ënnerwee ass, wéi gesot, ganz wichteg.

Zousätzlech dozou ass och nach eng europäesch Direktiv iwwert d'Korruptioun am Abrëll 2026 ugeholl ginn. Mir hunn och eng Évaluation des risques gemaach, wou als nächst Suite natierlech dann och eng Stratégie nationale wäert kommen, en matière de corruption. An ech denken, datt een an all deenen Aarbechten – wa mer bis d'Recommandatiounen hu vum GRECO, wa mer bis eis beschäftege mat der Ëmsetzung vun där Direktiv, déi, wéi gesot, ganz rezent ass, wa mer d'Resultater hunn aus der nationaler Riskevaluatioun – dann och kucke muss mat deem Urteel, ob een dorop muss reagéieren, ob een do muss eng legislativ Ännerung maachen oder net. Mee ech mengen, dat Wichtegst ass, do e Ganzt draus ze maachen an deementspriechend dann och ze reagéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da komme mer zur nächster Fro, der Fro Nummer 358 vun der Madamm Alexandra Schoos un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Stand vun den Aarbechte vun der Passerell iwwert d'Kalktuffquell. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 358 du 16 juin 2026 de Mme Alexandra Schoos relative à l'état d'avancement des travaux à la passerelle de la source de tuf calcaire, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Jo, d'Kalktuffquell zu Konsdref ass net nëmmen eng vun de schéinsten Naturplazen am Mëllerdall – an ech mengen, dat kënne meng Kolleegen aus där Regioun och bestätegen –, mee et ass och e ganz wichtege Bestanddeel vun dem Wander- an Naturtourismus an der Regioun.

De Steeg, deen d'Visiteuren duerch dëse sensibelen Naturraum féiert, hat dobäi eng duebel Funktioun: Hien huet engersäits den Zougang erméiglecht a gläichzäiteg awer och d'Natur geschützt. Zanter iwwer engem Joer ass awer bekannt, dass den Holzsteeg an engem ganz, ganz schlechten Zoustand ass. Mir hunn do morsch Brieder, an dat huet och schlussendlech derzou geféiert, dass am Mäerz d'lescht Joer, mengen ech, den Holzsteeg och komplett zougemaach ginn ass.

D'Gemenge Konsdref a Waldbëlleg hunn hir Responsabilitéit iwwerholl, si hunn e Plang ausgeschafft, si hunn e Projet eragereecht mat enger neier Konstruktioun, mat engem Metallënnerbau a Schrauffundamenter, fir eng méiglech dauerhaft Léisung ze proposéieren.

Déi entspriechend Demandë goufen och am Tourismus- an Ëmweltministère eragereecht. Meng lescht Informatioune waren elo och esou, dass den Tourismusministère och scho seng Zoustëmmung ginn huet a gesot huet, hie géif 75 % vun de Käschten droen an d'Gemenge misste sech déi reschtlech 25 % opdeelen. D'ANF – beziehungsweis den Ëmweltministère – huet sech do awer anscheinend tëschegeschalt a gesot, dat géif ënner hir Responsabilitéit falen, well et an engem Bësch wier.

Dowéinst da meng Froen un den Här Ëmweltminister: Kann den Här Minister eis matdeelen, wou dee Projet fir den Ersatz vum Holzsteeg aktuell drun ass, wien do elo d'Fiederféierung schlussendlech huet a wéi eng Verwaltunge bedeelegt sinn a wéi déi interministeriell Koordinatioun, also Tourismus an Ëmwelt, garantéiert ka ginn?

Dann eng zweet Fro: Ass déi Etüd dann elo ofgeschloss? A bis wéini kéint se der Chamber oder de betraffene Gemengen op d'mannst zoukomme gelooss ginn? Falls net, kënne mer do, jo, e bëssen en Zäitplang kréien, a wannechgelift a konkreeten Zäitunitéiten, Méint, Joren, bis wéini mer do mat enger Äntwert kënne rechnen?

Ass geséchert, datt déi nei Konstruktioun souwuel d'Sécherheet vun de Visiteuren engersäits, awer och de Schutz vum sensibele Geotop an awer och de Schutz virun Héichwaasserschied an dëser naasser Géigend garantéiert?

Eng véiert Fro: Wéi gëtt elo wärend der Spärung garantéiert, datt d'Kalktuffquell sécher, kloer ausgeschëldert an touristesch awer nach accessibel ass? Well ech mengen, d'Tourismussaison huet schonn ugefaang am Mëllerdall an et steet elo d'Héichsaison virun der Dier.

An ech mengen, déi wichtegst Fro ass – wou d'Leit dobaussen dacks dat Gefill hunn –: Wéi gëtt verhënnert, dass eng provisoresch Spärung zu enger laangjäreger provisorescher Situatioun gëtt?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Den Ëmweltminister huet d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci der honorabeler Deputéierter fir hir Fro. Ech mengen, et ass ganz richteg ze soen, datt déi Kallektuffquell en touristescht Highlight ass fir ganz Lëtzebuerg, mee besonnesch fir de Mëllerdall. An dowéinst ass och hei méi wéi ee Partner concernéiert, ënner anerem natierlech dann och den Tourismusministère.

Ech wëll awer och drop verweisen, datt honorabel Kolleege vun Iech eng Fro virdru gestallt haten an deem heiten Domän, nämlech den Här Emering an den Här Bauler, dat war de 6. Mee, do hunn ech eng Äntwert dorobber ginn. Dat heescht, zum Deel sinn déi Äntwerten, déi ech Iech elo ginn, och an där Äntwert scho verschafft ginn. Ech kann dat awer natierlech eng Kéier hei widderhuelen.

Bon, dee Steeg huet missen aus Sécherheetsgrënn gespaart ginn, nodeems festgestallt gouf, datt déi Holzkonstruktioun duerch déi laangjäreg Belaaschtung an déi fiicht Ëmwelt staark beschiedegt war an dowéinst och net méi sécher konnt begaange ginn.

An deene leschte Méint hunn du verschidde Gespréicher stattfonnt tëschent der Naturverwaltung, der ANF, der Generaldirektioun vum Tourismus, den zoustännegen touristeschen Acteuren, och de concernéierte Gemengen. An do gouf, wéi Dir sot, an deem Austausch eng Étude de faisabilité ausgeschafft, déi da verschidde Méiglechkeete fir esou en Neibau virgesäit, ënner anerem déi, déi Der erwäänt, nämlech eng aus Metall als Ënnerkonstruktioun.

An da muss een awer kloer soen, datt dat hei net eleng eng Fro vun der Finanzéierung ass, och net vun der technescher Léisung, mee et ass virun allem eng vun der Responsabilitéit a wie wierklech de Porteur vun deem Projet ass. Et ass kloerzemaachen: Wien ass de Bauhär? Wien iwwerhëlt do deementspriechend dann och d'Finanzéierung an den zukünftege Gestiounsmodell? A bis elo, dat muss ech awer soen, huet nach keen Acteur sech prett erkläert, kloer déi Verantwortung ze iwwerhuelen op eng permanent Aart a Weis.

Dat heescht, déi Diskussioune lafen nach ëmmer. Dofir kann ech Iech also och elo net e genauen Timing ginn. Dat muss fir d'éischt nach eng Kéier gekläert ginn, dat ass bis elo nach net gekläert.

Mee wann dat awer bis gekläert ass, da wäerte mer Iech natierlech och kënne soen, wéi ee Projet wäert zeréckbehale ginn, dat heescht, wéi eng technesch Léisung, wien dat wäert iwwerhuelen als Bauträger, wien d'Verantwortung dofir wäert iwwerhuelen a wien dat och wäert bezuelen.

Et ass awer esou: Bis dohinner bleift déi Kallektuffquell accessibel, a fir d'Sécherheet vum Visiteur ass och alles garantéiert, well déi bestoend Ëmleedungen an déi markéiert Wanderweeër bleiwen natierlech a Kraaft. Dat heescht, et kann ee weiderhin nach ëmmer dohinner kommen iwwert déi besteeënd Wanderweeër, ouni datt de gespaartene Steeg oder awer den CR 121 musse benotzt ginn.

Dat ass dat, wat ech Iech vusäite vum Ëmweltministère à ce stade zu deem Projet ka soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Den Här Maurice Bauer huet elo d'Wuert fir déi nächst Fro, eng Fro un den Här Finanzminister iwwert de Bäitrëtt vu Lëtzebuerg zum Fong Tropical Forest Forever Facility, TFFF. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 359 du 16 juin 2026 de M. Maurice Bauer relative à l'adhésion du Luxembourg au Mécanisme pour la préservation éternelle des forêts tropicales, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Jo, wéi gesot, am Kader vun der éischter Editioun vun den International Climate Finance Days, déi vun dem Ëmweltminister dëst Joer hei elo zu Lëtzebuerg organiséiert goufen an déi en immens groussen Erfolleg kannt hunn, koum et zu enger wichteger Annonce, nämlech dass Lëtzebuerg déi sougenannten „Tropical Forest Forever Facility" géif ënnerstëtzen an där och géif bäitrieden.

Et geet bei dëser Initiativ ëm en internationale Finanzéierungsmechanismus, deen do ass, fir de Reebësch ze erhalen an ze schützen, andeems déi Länner, déi dësen op hirem Territoire hunn, finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Ausserdeem gouf och annoncéiert, dass eist Land wäert dësen Investmentfong vun dësem Finanzéierungsmechanismus zu Lëtzebuerg domiciliéieren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

Éischtens: Wéi genee funktionéiert dës Tropical Forest Forever Facility?

Zweetens: Wéi eng Opportunitéiten entsti fir eis Finanzplaz, wann dëse Fong fir d'Erhale vum Reebësch sech hei zu Lëtzebuerg néierléisst?

An drëttens: Wéi steet et mat dem Green-a-Sustainable-Finance-Deel vun eiser Finanzplaz?

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. A merci och dem Här Bauer fir dës Fro. De Klimawandel kennt keng Grenzen an duerfir däerf och de Klimaschutz keng Grenze kennen. An duerfir musse mer weider an de Klima- an an den Ëmweltschutz investéieren, woubäi mer wëssen, dass ëffentlech Gelder eleng net duerginn.

Mee d'Sue kënnen hëllefen, privat Suen ze mobiliséieren. An duerfir kënnt eng zentral Roll beim Klimaschutz virun allem dem tropesche Bësch zegutt. Hei gëtt CO_2 gespäichert, hei gëtt de Waasserkreeslaf reguléiert an hei gëtt d'Aartevillfalt geschützt.

Duerfir ass a bleift et wichteg, dass och Lëtzebuerg sech un Initiative wéi der Tropical Forest Initiative bedeelegt, enger Initiativ, déi op d'COP30 a Brasilien zeréckgeet a warscheinlech déi gréisst global tropesch Bëschschutzinitiativ weltwäit ass, déi et jee gouf.

Ëm wat geet et dann elo konkreet? Mee dës Initiativ besteet u sech eigentlech aus zwee Deeler. Den éischten Deel ass den Tropical Forest Investment Fund, fir deen d'Sponsorlänner schonns haut 6,7 Milliarden US-Dollar zougesot hunn, mam Zil, insgesamt op 125 Milliarden US-Dollar ze mobiliséieren – also ëffentlech plus privat. Lëtzebuerg investéiert hei 50 Milliounen Euro iwwer fënnef Joer. Déi erwirtschaft Suen aus dësem Fong fléissen dann an d'Tropical Forest Forever Facility a ginn dann doriwwer u Länner mat tropesche Bëscher verdeelt fir eng méi nohalteg Verwaltung vun dëse Bëscher.

Wat sinn dann elo d'Opportunitéiten, déi fir eis Finanzplaz – dat ass dat, wat Der gefrot hutt – entstinn? De Sëtz vum éischte Fong, dem Tropical Forest Investment Fund, kënnt op Lëtzebuerg. Dat hu mer hikritt, an duerfir si mer houfreg. Eng gutt Saach ass dat fir den Tropebësch, awer och fir eist Land an eis Plaz als globalen Zentrum fir nohalteg Finanzen. Mir konnten eis géint London a Singapur, also net Liichtgewiichter, hei duerchsetzen, well mir och virun allem d'Expertis um Niveau vun deene Fongen a vun eiser Fongenindustrie zu Lëtzebuerg hunn. Duerfir wollte mer eis och do aktiv implizéieren, fir ze dokumentéieren: Mir kënnen dat!

Am Luxembourg Green Exchange, vun eiser Bourse also, do sinn 42 % vun de weltwäit nohaltegen Obligatiounen – dat wësst Der, Här Bauer – och gelëscht, a mat 31 % vun de sougenannte Publikumsfongen, déi UCITS-Fongen zu Lëtzebuerg, mat enger nohalteger Investitiounsstrategie. Ech kommen herno nach eng Kéier an der Question élargie vum Här Bauler dorobber zeréck.

Wann dës Tropical Forest Forever Facility en Erfolleg gëtt – an doru gleewen ech, doru gleeft d'Regierung –, dann ass dat och eng Aart Blopaus fir änlech Initiativen, zum Beispill fir de Schutz vun den Ozeanen oder de Kampf géint d'Verwüüstung, déi sougenannte „Blue Finance".

Mir schaffen op alle Fall weider drun, eis Finanzplaz nohalteg auszebauen, trotz der aktueller geopolitescher Situatioun an deene Meenungen, déi do vertruede ginn, an dat am Interessi vun der globaler Ëmwelt, awer wuelverstan och am Interessi vu Land a Leit a selbstverständlech och vun der Zukunft vun den nächste Generatiounen.

An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 360 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert d'Qualitéitskontrollen a Strukture fir eeler Leit. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 360 du 16 juin 2026 de Mme Djuna Bernard relative aux contrôles de qualité dans les structures pour personnes âgées, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci. Här Minister, d'Gesetz vun 2023 huet eng nei Qualitéitskontroll fir Altersheemer, Logements encadrés a Centres de jour agefouert, mat dem Zil, méi Transparenz an och eng besser Qualitéit ze garantéieren. Zënter 2024 ginn Evaluatiounsrapporte publizéiert, a Strukturen, déi d'Mindestufuerderungen net erfëllen, jo, déi ginn ëffentlech genannt.

Déi éischt Resultater sinn, mengen ech, generell positiv, weisen awer och op widderhuelend Problemer hin, an zwar an der Documentatioun an dem Suivi vun Dossieren, beim Medikamentemanagement, beim Ëmgang mat Reklamatiounen, der Bedeelegung vun de Residenten a bei der Ëmsetzung vu Prozeduren duerch d'Personal. Gläichzäiteg gëtt et awer och legitimm Froen iwwert d'Methodologie, d'Vergläichbarkeet vun den Evaluatiounen an awer och d'Geschwindegkeet, mat där déi ganz Reform ëmgesat gëtt.

Mir hunn als Fraktioun am Joer 2023 d'Gesetz matgedroen, well mer d'Zil vun enger méi héijer Qualitéit an enger méi grousser Transparenz an de Servicer fir eeler Leit absolutt deelen. Déi éischt Evaluatioune weisen awer elo net nëmmen op eenzel Defiziter hin, mee weisen awer och eng Rei widderhuelend Problemer am Secteur, notamment bei der Documentatioun, der Matbestëmmung vun de Residenten oder der Ëmsetzung vun de Prozeduren.

An dowéinst géing ech Iech gäre froen, wéi Dir selwer déi éischt Erkenntnisser aus de Qualitéitskontrolle bewäert. Gesitt Der hei virun allem Eenzelfäll oder éischter strukturell Erausfuerderungen un de Secteur? A wéi gëtt mam Secteur zesummen u Verbesserunge geschafft?

An da soe verschidde Prestatairen, dass se Zweifelen hunn un der Harmoniséierung an der Vergläichbarkeet vun den Evaluatiounen. Sidd Dir der Meenung, dass d'Methodologie haut genuch standardiséiert ass oder gesitt Der do nach Adaptatiounsbedarf?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Familljeminister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci, Här President, an och dem Djuna Bernard dofir, déi Fro hei gestallt ze hunn. Et gëtt mer d'Méiglechkeet, nach eng Kéier op e Gesetz zeréckzekommen, dat, mengen ech, ganz wichteg ass fir de Beräich vun den eelere Leit, notamment wann et drëms geet, Qualitéit sécherzestellen a sécherzestellen, dass déi Saachen, déi mer am Gesetz hunn, dat 2023 gestëmmt ginn ass, dann och an der Praxis erfëllt ginn.

An op där anerer Säit – dat war och eppes ganz Wichteges –, fir derfir ze suergen, dass déi Saachen, déi den eelere Mënsch a ganz oft och säin Entourage versprach kréien, dann och an der Struktur oder dem Reseau oder och am Centre de jour wierklech do gelieft ginn an dass dat och wierklech erfëllt gëtt, dat Verspriechen, dat dem eelere Mënsch a sengem Entourage geliwwert gëtt.

Ech si ganz houfreg drop, dass mer gutt virukommen, wat d'Evaluatioun ugeet. Mir hunn am Gesetz virgesi gehat, dass mer innerhalb vun dräi Joer wëllen de ganzen Zyklus duerch hunn, wou mer alleguerten d'Haiser, also d'Wunnstrukturen, an och d'Reseauen an och d'Foyer-de-joure wëllen evaluéiert hunn. Mir sinn do on track. Mir hunn de Service opgebaut innerhalb vum Ministère. A mir denken och, dass mer bis Mäerz 2027 wäerte fäerdeg sinn.

An da wäerte mer och do eng Evaluatioun maachen, wat mir och ganz wichteg ass, fir eng Kéier de Bléck vu baussen. Mir wäerten och eng extern Evaluatioun dovunner maachen, well – ech sot et deemools, wéi d'Gesetz hei gestëmmt ginn ass, an ech widderhuelen dat gären nach eng Kéier – ech sinn net mat engem Krittär … Do kéint een iwwer all Krittär diskutéieren: Ass dat dee richtegen? Ass deen ze vill objektiv, ze vill subjektiv? Si mer ze wäit gaang oder net?

Mir haten deemools d'Diskussiounen hei, wou mer genau béid Stëmmen héieren hunn, wou notamment dann och d'COPAS, déi jo dann éischter zoustänneg ass fir d'Gestioun vun den Haiser selwer, vläicht deen een oder deen anere Krittär als ze vill objektiv ugesinn huet, anerer eis gesot hunn: „Ma et geet ëm de Mënsch. Et geet ëm den eelere Mënsch, mir musse grad deen zu Wuert komme loossen." Dat ass dat, wat mir hei deemools an der Chamber zréckbehalen hunn.

A wéi gesot, bis Mäerz wäerten all d'Haiser d'Evaluatioun duerchlaf hunn.

Et ass mir och ganz wichteg – an ech mengen awer och, d'Diskussiounen hei an der Chamber vun deemools esou an Erënnerung ze hunn –, dass mer op d'vollst Transparenz setzen, wann et ëm den eelere Mënsch geet, wann et ëm d'Orientatioun geet.

Dofir gëtt et och alleguerten déi Evaluatiounen, déi gemaach gi sinn, och d'Plans de remédiation, déi dann drunhänken, wou een, wann een zum Beispill an enger Kategorie eng Nott ënner 70 % huet, muss e Plan de remédiation opstellen – also: „Wat maachen ech, fir dat doten ze verbesseren?" –, woufir een dann dräi Méint Zäit huet. Wou et eis ganz wichteg ass, dat och public ze maachen, well et einfach am Sënn vum eelere Mënsch ass, dass e weess, wat dat eenzelt Haus vu Konzepter esou unzebidden huet, an eeben och wéi et empfonnt gëtt, sief et vun den objektive Krittären an och de subjektive Krittären, déi da vum eelere Mënsch matgedeelt ginn.

Wéi gesot, d'Haaptzil ass a bleift hei ganz kloer: Dat ass d'Qualitéitssécherung vum eenzelne Mënsch. Mir hunn och déi eenzel Evaluatiounen, déi gemaach gi sinn. Jo, do komme verschidde Saachen, déi widderhuele sech relativ oft. Dir hutt Der e puer ugeschwat, wéi zum Beispill d'Dokumentatioun. Do muss ee wëssen: Dat schwätzt sech och séier ronderëm am Secteur. Dat heescht, déi gesi jo och … An déi schwätze jo mateneen, notamment an hirem Daachverband, soudass do och Efforten, denken ech, elo scho gemaach ginn.

An dat ass jo d'Haaptzil. Dofir, mengen ech, wollte mer dat hei. An dofir wëll ech och, dass dat Gesetz hei esou a Musek ëmgesat gëtt a gelieft gëtt. Well déi Kontrollen, déi gemaach ginn, dat ass net, fir domat iergendeen dobausse mat onnéideger Aarbecht ze belaaschten, ganz am Géigendeel. Et ass eeben, fir vläicht ze gesinn, wou ee vläicht nach besser ka ginn. An do waren déi eng oder déi aner Servicer oder Haiser, déi hate méi do ze verbesseren, soen ech emol, oder ze adaptéiere wéi anerer. Dat ass an der Natur vun der Saach.

Eis ass et, wéi gesot, wichteg, dass an engem Secteur, wou immens gutt Aarbecht gemaach gëtt … An ech géing ganz gär och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir jidder Eenzelnem do Merci ze soe fir déi formidabel Aarbecht, déi hei geleescht gëtt.

Et muss een einfach wëssen: Hei géing ee schwaarzt Schof duergoen. A mir hunn et jo an engem vun eise groussen Nopeschlänner erlieft virun net allze laanger Zäit, dass ee schwaarzt Schof kann duergoen, fir e ganze Secteur a Verruff ze bréngen. An dat, mengen ech, wëlle mer jo alleguerten net. Dofir ass et wichteg, wéi gesot, dass mer probéieren, all eenzelne Service fir den eelere Mënsch esou performant wéi méiglech opzestellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 361 vum Här Gusty Graas un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Erhéijung vun de Grenzwäerter vu Chlorid- an Natriumsofflëss an der Musel. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 361 du 16 juin 2026 de M. Gusty Graas relative à l'augmentation des limites de rejets de chlorures et de sodium dans la Moselle, récemment autorisée pour la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv musse mer haut erëm eng Kéier iwwer Cattenom schwätzen. D'Autorité de sûreté nucléaire et de la radioprotection aus Frankräich huet elo kierzlech dem Atomkraaftwierk Cattenom erëm eng zousätzlech Autorisatioun ginn, wat de Rejet vun Natrium an och vu Chloriden ubelaangt. Natrium soll elo op 445.000 Kilo d'Joer autoriséiert ginn a Chloriden op 637.000.

Et ass evident – an ech mengen, dat ass och gutt a richteg –, datt den Ëmweltministère och do direkt reagéiert huet, och versicht huet, vu verschiddene Säiten Avisen eranzekréien, ënner anerem en Avis vun der Division de la radioprotection. Déi hunn natierlech a priori elo net direkt e Problem domadder, well dat net en Impakt op d'Radioaktivitéit hätt. Mee et stelle sech awer trotzdeem eng Rei aner Froen. Ech mengen, méi Bedenken huet awer selbstverständlech och d'Waasserwirtschaftsamt. A si wollten och am Fong geholl nach zousätzlech Informatiounen do kréien.

Dowéinst wollt ech och eng Rei Froen un de Minister stellen:

Éischtens: Wéi positionéiert sech eis Regierung zu där neier Autorisatioun? Déi ass vum 17. Mäerz vun dësem Joer.

Zweetens – dat ass, menger Meenung no, och net onwichteg –: Ass d'Regierung am Virfeld informéiert ginn, ob, wéi gesot, Cattenom elo am Fong geholl déi Intentioun hätt, déi zousätzlech Rejeten do autoriséiert ze kréien?

An da wëll ech awer och drun erënneren, datt mer den 21. Januar hei op dëser Plaz e Gesetz gestëmmt hunn, dat eeben d'SEBES autoriséiert, aus der Musel Drénkwaasser ze maachen. Wat fir een Impakt kéint dann, wéi gesot, deen zousätzleche Rejet do op dee Projet do hunn? Dat kann eis also net ganz kalloossen.

A vläicht och nach eng lescht Fro: D'Fachliteratur seet, datt am Fong geholl déi Rejeten och kéinten en Impakt op, zum Beispill, de Fëschbestand hunn. Awéiwäit kënnen dann awer och nach an Zukunft, wann dee Rejet an där Form sollt hei an der Musel geschéien, d'Fësch aus der Musel onbedenklech genoss ginn?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An den Här Ëmweltminister huet elo d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci dem Här Graas, datt en déi Froe stellt, well ech mengen: Effektiv, näischt, wat Cattenom concernéiert, kann eis hei zu Lëtzebuerg kalloossen, wéi Der dat richteg gesot hutt.

Hei ass natierlech elo den Aspekt vun der Musel an der Qualitéit vun der Musel, déi jo hei an d'Land kënnt, déi jo de Grenzfloss ass tëschent Lëtzebuerg, Frankräich zum Deel an Däitschland. Zum Rappell, datt d'Musel muss, wéi all d'Gewässer hei zu Lëtzebuerg, bis spéitstens 2027 dee gudden Zoustand erfëllen – wat se net wäert maachen, sou wéi de Rescht vun eise Gewässer och, fir datt mer u sech kéinte konform sinn zur europäescher Kaderdirektiv iwwert d'Waasser.

Firwat wäert dat bei der Musel net erfëllt ginn? Ënner anerem, well mer hei eng héich Konzentratioun hu vu Salzen, Chloruren. An déi féiert dozou, datt d'Musel net an deem Zoustand ass, wéi se misst sinn.

Et ass awer fir déi lëtzebuergesch Autoritéite schwéier anzeschätzen, ob dat elo eleng wéinst Cattenom ass oder ob et och wéinst de Salzwierker an der Lorraine ass. Déi kënne béid d'Ursaach dovunner sinn. Déi Kompetenz läit natierlech och bei de franséischen Autoritéiten, fir dat op hirem Deel festzestellen.

Dowéinst ass déi international Zesummenaarbecht – déi grenziwwergräifend – awer och ganz wichteg, fir kënnen déi Waasserdirektiv ëmzesetze bei engem Grenzfloss wéi der Musel, well et jo e Kondominium ass tëschent Lëtzebuerg an Däitschland. An dowéinst schafft Lëtzebuerg an deem Kontext schonn zënter ville Jore ganz enk mat den Nopeschlänner zesummen, an dat ënner anerem an der internationaler Musel- a Saar-Schutzkommissioun – wat Iech jo och e Begréff ass –, der IKSMS.

Am Kader vun engem Aarbechtsgrupp vun där Kommissioun goufen déi verschidden Delegatiounen, déi do vertruede sinn, och iwwert déi geplangten Ännerunge vun der Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection par rapport zu de Rejeten, den Effluente vu Cattenom an d'Musel informéiert. Do goufen déi geplangten Ännerungen dann och genee

ugeschwat. An och d'Iwwerwaachung vun der Ëmwelt gouf do ugeschwat.

Déi Ännerunge ginn ugefrot opgrond vu Modifikatioune vun dem biocheemeschen Traitement vum Killwaasser vun de Reaktoren. Déi Rejete betreffen awer net nëmmen d'Salzen a Form vun Natrium a Chloruren. Wat den Natrium betrëfft – an dat hutt Dir jo hei scho gesot –, do geet de Flux annuel vun 310 Tonne pro Joer erop op 445 Tonne pro Joer. Mee bei de Chloruren, wat den Haaptproblem bei der Musel ass, geet en awer däitlech zréck: vun 3.700 Tonne pro Joer op 637 Tonne pro Joer. Dat heescht, déi deeglech Chargë géifen domadder onverännert bleiwen. An och déi zousätzlech Konzentratioune wäre geréng par rapport zu der existéierender Pollutioun.

Wichteg ass awer ze ënnersträichen, datt de lëtzebuergeschen Autoritéiten natierlech just déi Informatioune virleien, déi eis déi franséisch Autoritéiten och matgedeelt hunn a mat eis gedeelt hunn. An do ass et eng Consultation publique ginn, betreffend, esou wéi et offiziell heescht, „Modification des décisions réglementant les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents dans l'environnement de la centrale nucléaire de Cattenom", déi am Laf vum leschte Joer vun de franséischen Autoritéiten duerchgefouert gouf. An hei hunn dann, wéi Der och schonn drop verwisen hutt, déi lëtzebuergesch Autoritéiten en Avis formuléiert, deen och ëffentlech um Site vun der ASNR, der franséischer Nuklearsécherheetsautoritéit, accessibel ass.

D'Divisioun vun dem Gesondheetsministère vun der Radioprotektioun huet an dësem Avis drop higewisen, datt déi bestoend Ännerunge sech net op de Risque radiologique hei zu Lëtzebuerg géifen auswierken, an d'AGE – d'Waasserverwaltung, d'Waasserwirtschaftsamt – huet hirersäits an deem Avis Prezisioune gefrot opgrond vu verschiddene Froen an Onsécherheeten, déi am Dossier opgetaucht sinn. Dëst fir kënnen absolutt sécher ze sinn, dass keen zousätzlechen negativen Impakt op d'Qualitéit vum Muselwaasser geschitt.

An eréischt gëschter – haut erakomm, datéiert op gëschter, de 15. Juni 2026 – krute mir eng Äntwert vun de franséischen Autoritéiten op déi Bemierkungen am Avis. Dofir brauche meng Mataarbechter an Experten awer nach e bëssen Zäit, fir dat ze analyséieren a fir ze kucken, ob mer nach eng Kéier mussen zousätzlech dorobber reagéieren, wat mer natierlech och kënne mat der Chamber deelen.

Dat ass aktuell de Stand zu den Informatiounen an deem heiten Dossier. Mee merci, datt Der déi Fro gestallt hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 362 vum Här Marc Goergen un den Här Inneminister iwwert d'Benotze vun israeelescher Spionagesoftware bei der Police. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 362 du 16 juin 2026 de M. Marc Goergen relative aux recours de la Police à des logiciels espions d'entreprises israéliennes, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro bezitt sech manner op de Modull selwer a wat d'Software kann, well ech mer jo bewosst sinn, dass de Minister dorop haut net wäert kënnen äntweren. Meng Fro ass éischter, ob d'Lëtzebuerger Police iwwerhaapt esou Software asetzt, an zwar net wat dat Technescht ubelaangt, mee eigentlech dat Moralescht. Well huele mer zum Beispill Cellebrite Genesis: Dat ass eng Software, déi och am Gazaträife fir de Genocide agesat ginn ass. Et ass eng, déi géint Siidler agesat gëtt. Et ass eng, déi am Westjordanland ongerechterweis agesat ginn ass. An ech géing et immens schlëmm fannen, wann de Lëtzebuerger Staat déi Software géing kafen. En plus sinn dat Softwaremodullen, déi een all Joer erneiere muss. All Joer muss een erëm nei Geld ginn.

Mir wëssen alleguerten, dass d'israeelesch Arméi déi géint d'Palästinenser asetzt. A mir wëssen och alleguerten, dass se sech dat net kéinte leeschten, wann net aner Staate se géinge finanzéieren. Dofir hunn ech haut d'Fro matbruecht, ob de Lëtzebuerger Staat och Client bei deene Firmen ass, déi hir Software fir d'israeelesch Arméi liwweren, an déi an Israel gemaach gëtt.

Wuelverstanen: Ech weess, Dir hutt se net direkt an Israel kaaft. Déi heite Software zum Beispill kritt een iwwer eng Vertriedung vun där Firma zu München an da gëtt déi un europäesch Länner verkaf. Dofir ass meng Fro, déi ech haut matbruecht hunn, ob d'Lëtzebuerger Regierung israeelesch Software finanzéiert, déi esou géif fir de Genocide agesat ginn a géint d'Palästinenser.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Inneminister huet elo d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Ech hat dem Deputéierte schonn a menger Äntwert op seng parlamentaresch Fro Nummer 2420 vum 5. Juni 2025 iwwer eng Software vun der Firma NSO zu Lëtzebuerg heizou geäntwert, an och nach eng Kéier a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro 2461 vum 16. Juni 2025.

D'Moyenen, déi d'Police däerf bei de judiciairen Enquêten an Instructiounen asetzen, an d'Prozeduren, déi dobäi mussen agehale ginn, si ganz kloer am Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale festgeluecht. De Code de procédure pénale gesäit näischt iwwert d'Originn vun de Moyene vir. Wann et noutwendeg ass am Kader vun hire Missiounen, notzt d'Police och net lëtzebuergesch Softwaren. Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënne keng Informatioune betreffend technesch Equipementer oder Softwarë publizéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Elo komme mer zur Fro Nummer 363 vum Här David Wagner un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'FCI-Strategie an den Additionalitéitsprinzipp mat der ëffentlecher Entwécklungshëllef. Ech wëll dozou soen, datt eng änlech Fro och nach vun der Madamm Welfring schréftlech gestallt gi war. D'Madamm Welfring hätt also d'Méiglechkeet, deen Deel vun hirer Fro, deen den Ëmweltminister concernéiert, duerno och mëndlech ze stellen, wa si dat wëllt. A si wëllt et, souwäit si mer et gesot huet. Dat empêchéiert d'Regierung net, dann op déi aner Froen, déi net un den Ëmweltminister geriicht waren, duerno nach ze äntweren. Fir d'éischt huet den Här David Wagner d'Wuert.

– Question n° 363 du 16 juin 2026 de M. David Wagner relative à la nouvelle stratégie pour le financement climatique international et le principe d'additionnalité avec l'aide publique au développement, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

– Question parlementaire n° 3913 de Mme Joëlle Welfring relative au principe d'additionnalité des financements climatiques internationaux, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, haut de Moien hat den Här Ëmweltminister eng Pressekonferenz, fir eebe säi Projet, seng Strategie, ze presentéieren, wéi déi Suen, déi 320 Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg soll am Kader vun den internationale Klimadiskussioune finanzéieren, am Kader vun der internationaler Klimafinanzéierung, sollen agesat ginn.

D'Fro hätt ech souwisou wëlle stellen. De Minister huet dat eeben haut de Moien op enger Pressekonferenz presentéiert. Mir konnten déi Strategie natierlech nach net analyséieren, well mer se jo nach net presentéiert kritt hunn. Dat ass awer och e bësse problematesch, well dat wier eng vun den éischte Froen, déi ech ze stellen hätt. Mir schwätze scho ganz laang doriwwer. Fënnt den Här Minister net, datt et vläicht besser gewiescht wier, déi heite Strategie emol an der Chamber ze presentéieren amplaz virun der Press? D'autant plus – d'autant plus! – well déi Strategie schonn d'lescht Joer hei am Parlament fir spéitstens Januar, also viru fënnef Méint, versprach gouf.

Zur Additionalitéit. Wann ech dat dann elo richteg verstanen hunn, huet den Här Minister gesot, datt de Prinzipp soll bäibehale ginn. Ech hat am Januar eng Question parlementaire dozou gestallt, an ech krut am Mëtt Abrëll eng relativ Bidonsäntwert, déi relativ evasiv war. Doropshin hat och d'Madamm Welfring d'Fro gestallt. A souwäit ech weess, krut d'Madamm Welfring justement nach ëmmer keng Äntwert dorobber. Dofir wollt ech awer wëssen, ob den Här Minister kéint confirméieren, datt déi Budgeten, déi an d'international Klimafinanze fléissen, elo net wäerten als Entwécklungshëllef ugerechent ginn, sou wéi ech dat elo verstanen hu laut Press.

Kann den Här Minister eis och erklären, firwat e sechs Méint laang net capabel war, op déi Froen ze äntwerten, déi d'Madamm Welfring an ech selwer him gestallt hunn, an awer capabel war, duerno eng Pressekonferenz ze maachen, wat heescht, datt hien d'Äntwert schonn hat?

An drëttens: Ass dat eng Decisioun vun der ganzer Regierung? Steet den Här Kooperatiounsminister och hannert dëser gudder Decisioun? Well ech hat den Androck bei der leschter Debatt, datt en e bëssen erratesch Äntwerte ginn hat.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci heifir. Tatsächlech hat ech den 13. Abrëll eng parlamentaresch Fro gestallt iwwert d'Behale vum Prinzipp vun der Additionalitéit. Dës Fro goung un de Kooperatiounsminister an un den Ëmweltminister. A wéi elo scho gesot ginn ass, ass, mengen ech, eisem Stand no, bis haut nach keng Äntwert drop komm. An dofir, mengen ech, ass et scho wichteg, dass mer haut nach eng Kéier heirop aginn, wëssend, dass awer en Deel dovu wierklech de Kooperatiounsminister betrëfft. An ech wäert och do wierklech wëllen insistéieren, dass déi Froen och nach beäntwert ginn.

Ech fannen et och ganz speziell, dass effektiv deen Additionalitéitsprinzipp an der Kooperatiounsdebatt hei a Fro gestallt ginn ass, och do keng richteg Äntwert drop komm ass, obwuel hei eng Motioun ugeholl ginn ass an d'Regierung domadden eigentlech och schonn ugehal gouf, sech heirun ze halen.

Voilà. Zu de Froen. D'Fro ass einfach: Wéi steet dann elo d'Regierung zu deem Erhalt vun der Additionalitéit? An effektiv, de Mueren ass dat da wuel ugeklongen. An ech fannen dat och wierklech awer

remarkabel, dass hei eng Fro zwee Méint laang net beäntwert gëtt, an da gëtt de Mueren d'Press informéiert. An och déi dote Fro vun der Klimastrategie ass an der Ëmweltkommissioun och scho gestallt ginn a soll och do nach diskutéiert ginn.

An d'Fro ass eeben och, wann net um Prinzipp festgehale gëtt, wat dann d'Konsequenz dovu wär. Ech hunn elo verstanen, dass géing dru festgehale ginn. Trotzdeem géing et mech interesséieren, wat den Detail vun deene Montanten ass a wat dat och fir en Impakt – wann de Minister dat ka beäntwerten – op de Kooperatiounsfong huet.

Ech wär frou, wa mer do kéinten detailléiert Äntwerte kréien – also mol eng Kéier op déi gestallte schréftlech Fro an dann, hoffen ech, och nach eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den Här Ëmweltminister huet elo d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, villmools merci, och deenen zwee Deputéierten. An ech mengen, ech wëll mech awer formell derfir entschëllegen, datt mer effektiv net fir d'éischt der Chamber déi Strategie virgestallt hunn. Dat ass e Punkt, deen ech natierlech akzeptéieren. A selbstverständlech komme mir déi am Detail an d'Chamber virstellen.

Mee dat Wichtegst ass awer onst Bekenntnis als gesamt Regierung zu dem Prinzipp vun der Additionalitéit. Deen ass net a Fro gestallt. Sou wéi déi viregt Regierungen huet dës Regierung och vun Ufank un dee Prinzipp applizéiert. Dat heescht, datt niewent dem Budget fir d'Aide publique au développement, wou am Koalitiounsprogramm kloer drasteet, datt dee bei 1 % vun dem RNB sollt gehale ginn – „maintenu" –, dann och déi aner Ausgabe fir den Accueil vun de Flüchtlingen heiheem dozoukommen an dann och déi ganz Enveloppe fir déi international Klimafinanzéierung, déi dann also additionell, zousätzlech dozou, gerechent ginn, och laut den OECD-Krittären a wou d'OECD ënner anerem Lëtzebuerg jo och ausdrécklech derfir lueft, datt dee Prinzipp applizéiert gëtt, an et nach eent vun deene rare Länner weltwäit ass, déi dat maachen, ganz besonnesch an dësen dach schwéiere geopoliteschen Zäiten.

Dowéinst hat dës Regierung decidéiert, datt mer souguer nach géingen e Schratt weidergoen a méi ambitiéis ginn. An zwar ass am November 2024 am Virfeld vun der COP zu Baku op Propos vun dem Ëmweltminister deliberéiert ginn an der Regierung. An et ass akzeptéiert ginn, déi Enveloppe nach eng Kéier ëm 100 Milliounen Euro an d'Luucht ze setzen: vun deem vergaangene Montant 220 Milliounen Euro vun 2021 bis 2025 op 320 Milliounen Euro vun dann elo 2026 bis 2030.

Dunn ass déi COP zu Baku komm, fir déi nei kollektiv Zilsetzung fir d'Finanzéierung géint de Klimawandel weltwäit festzesetzen. An déi ass mat villem Hin an Hier op 300 Milliarden US-Dollar festgesat ginn, déi déi entwéckelt Länner mussen ab 2035 zur Verfügung stellen, an awer och nach dat wäitaus méi grousst Zil fir d'Privatkapital, nämlech vun 1.300 Milliarden Euro, déi gebraucht ginn an déi largement och mat privatem Kapital musse finanzéiert ginn, fir sech weltwäit kënnen, besonnesch an den Entwécklungslänner, un d'Konsequenze vum Klimawandel unzepassen, och géint de Klimawandel ze kämpfen an d'CO_2-Emissiounen erofzekréien a méi nohalteg Ekonomien opzebauen.

An doropshin ass eng ganz nei Strategie vum Ëmweltministère entwéckelt ginn, dee jo en charge ass vun där internationaler Klimaenveloppe, déi aus dem Fonds climat et énergie erauskënnt, déi dem Ëmweltminister ënnersteet – awer an engster Kooperatioun mat deene concernéierte Ministèren, ënner anerem dem Kooperatiounsministère.

An och do hu mer an der Regierung eng Diskussioun gehat – vu datt mer eng nei Ausriichtung maachen, méi ambitiéis ginn, wierklech à contre-courant vun deem, wat aner Länner weltwäit maachen –, datt et awer wichteg ass, ze assuréieren, datt mer hei Kohärenz, Effizienz a Komplementaritéit applizéieren. Dat heescht, datt mer och keng Doublone maachen, datt et net ka sinn, datt mer Projeten, déi iwwert de Kooperatiounsbudget lafen, och nach eng Kéier géife finanzéieren iwwer eis international Klimafinanzéierung. Esou Doublone mussen evitéiert ginn. Et mussen och méi Synergien tëschent béide Budgete fonnt ginn. A mir mussen d'Steiersuen effizient – well et si Steiersuen, déi mer hei weltwäit investéieren, fir awer Guddes ze maachen – asetzen. Dat waren Diskussiounen, déi sech e bësse gezunn hunn, well et eng ganz nei Ausriichtung gewiescht ass.

Och d'Kooperatiounspolitick, och hir Budgete goufen op de Leescht geholl, fir ze kucken, wou mer weltwäit weider wäerten investéieren. An do huet misse villes beieneegefouert ginn. De Finanzministère war natierlech och implizéiert, an dat huet du méi laang gebraucht, fir déi Strategie dann ze ficeléieren. Mir sinn eis eréischt viru ganz Kuerzem eens ginn, wéi déi Ausriichtung dovunner ass a wéi mer kënnen déi dote Krittäre vu Kohärenz, Effizienz a Komplementaritéit garantéieren.

Datt de Kooperatiounsminister a senger Kooperatiounsried dunn déi Fro eng Kéier hei opgestallt huet iwwer, ënner anerem, d'Additionalitéit, mengen ech, war och aus engem Souci gebuer vu voller Transparenz, fir eng Kéier ze weisen, wat Lëtzebuerg am Moment wierklech an der Kooperatioun ausgëtt, mee och zousätzlech do derzou. D'Chamber huet kloer eng Positioun dozou geholl, déi konform ass zu enger Motioun, déi virun zwee Joer vu bal alle Parteien heibanne gedroe ginn ass. Dat hu mer natierlech och zur Kenntnis geholl, mee dat huet awer och net iergendwéi dozou bäigedroen, datt mir géife fundamental dee Prinzipp a Fro stellen. Mir bekennen eis dozou, mir stinn dozou. Well et ass net dat selwecht!

A wa virdrun hei iwwert d'Tropical Forest Forever Facility respektiv den Tropical Forest Investment Fund geschwat ginn ass: Dee Fong hu mir op Lëtzebuerg bruecht mat Hëllef vun eiser Kontributioun aus der internationaler Klimafinanzéierung, dat heescht mat Suen, déi do erausgeholl gi sinn. Deen hätte mer guer net mat de Suen aus der Kooperatioun op Lëtzebuerg kënne bréngen, well déi ganz einfach net eligibel dofir sinn. Brasilien, vun deem d'Initiativ ass, an och quasi all déi Länner, déi do concernéiert sinn, si keng Länner, déi Public cible si fir d'Kooperatioun. Mee se sinn awer eligibel an och als Public cible deklaréiert an der internationaler Klimafinanzéierung.

Dat ass, fir Iech e Beispill ze ginn, datt et verschiddenaarteg gelagert ass. Et ass also complementaire. Mee fir wierklech ze garantéieren, datt mer keng Doublone maachen, hu mer hei missen enk zesummeschaffen. A mir hunn eis och do virgeholl, nach méi Synergien ze maachen, och an der Gouvernance, fir datt déi Suen, déi mer investéieren, wierklech iwwerall do ukommen, wou se sollen ukommen an domadder hir Ziler erfëllen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech soe just, datt den Här Ëmweltminister elo méi Zäit hat fir ze äntweren, well en zwou Froe gestallt krut. Dat just zur Explikatioun.

Da komme mer zur nächster Fro, der Fro Nummer 364 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Premierminister iwwert den Ofschloss vun engem Memorandum of Understanding tëschent den USA an dem Iran. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 364 du 16 juin 2026 de Mme Taina Bofferding relative à la conclusion d'un mémorandum d'accord entre les États-Unis et l'Iran, adressée à M. le Premier ministre

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, ganz genau, Här President. Et schéngt jo bal, wéi wann den Iran-Krich eriwwer wär. Verschiddener soen, et wär en diplomateschen Erfolleg. Bon, et muss ee wëssen, och wa mer Waffestëllstand hunn, dass dat net onbedéngt bedeit, dass de Konflikt eriwwer ass.

Et gëtt och ganz vill Stëmmen, déi haart sinn – och haut, an eiser Press, konnte mer ganz vill doriwwer liesen –, déi dat e bësse méi kritesch gesinn. Déi soen, dass deen Accord ganz fragill ass. An effektiv hunn d'USA an Israel eis jo ëmmer wëlle weismaachen, dass et beim Iran-Krich ëm d'Mënsche geet. De Massaker am Januar, mat Dausende vun Doudeger am Iran, war ëmmer erëm e gär genotzte Virwand, fir nach méi mënschlechem Leed eng Rechtfäerdegung ze ginn.

D'Leit ginn elo am Iran nees elenggelooss mat engem Regimm, deen Dissidenten, Fraen, queer Leit ënnerdréckt, festhëlt, se hiriicht. Dofir eeben och d'Kritick, datt de Mullah-Regimm elo mat engem Deal hei géif am Endeffekt belount ginn.

Et gouf och schonns elo annoncéiert, dass et am leschte Moment nach Changementer an deem Accord gi sinn, dass notamment eng Klausel bäigesat ginn ass, déi dem Iran soll erlaben, Fraise fir de Passage duerch d'Strooss vun Hormus duerfen ze froen. De franséische President huet gesot, dass dat e ganz geféierleche Precedent fir de Welthandel wär.

Bref, Här Premierminister, elo wäert Dir mer soen: „D'Detailer sinn elo net bekannt." Dir wësst och net méi wéi dat, wat déi meescht Leit matkréien. Mee trotzdeem, well Der Iech jo och schonn dozou geäussert hutt: Wéi steet d'Regierung eebe prinzipiell zu dësem Accord? Deelt Dir d'Analys, dass dat hei elo éischter e Waffestëllstand ass an net onbedéngt e reegelrechte Friddensaccord?

Wéi eng Auswierkunge kéint eeben elo d'Reouverture vun der Strooss vun Hormus op d'Energiepräisser, d'Inflatioun och hei zu Lëtzebuerg, hunn? Eeben elo mat der Tripartitt: Wéi schätzt Der dat ongeféier an, wéi en Impakt dat och kéint dann op eis Energiepräisser an Inflatioun hunn?

Respektiv wéi eng Initiativen ënnerstëtzt Lëtzebuerg, fir sécherzestellen, datt den Atomprogramm vum Iran och weiderhin ënner internationaler Kontroll soll bleiwen?

An da meng lescht Fro: Wat bedeit deen Accord fir d'Leit an der Regioun, fir d'Leit am Libanon, a Syrien? A sidd Dir, Här Premierminister, der Meenung, dass dësen Accord och d'Doten an d'Roll vun Israel eeben och ganz konkreet hei ënnert d'Lupp soll huele respektiv dee Moment och soll bewäerten?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Premierminister huet dann d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, dat hei sinn natierlech ganz vill Froe mateneen an där

Fro vun der Madamm Bofferding. Generell géing ech soen, datt mir all Accord begréissen, deen de Krich op en Enn bréngt. Wann et Krich gëtt op enger Plaz, ass dat ëmmer schlecht fir d'Mënschen. Dat huet Konsequenze fir déi Länner ronderëm, an dësem Fall d'Golfstaaten. Et huet Konsequenzen op Afrika, well d'Narungsproduktioun méi deier ginn ass. An et huet Konsequenzen op d'Energiepräisser. Duerfir: All Enn vun engem Krich ass positiv.

Zum Inhalt: Mir kennen den Inhalt net vun deem Accord, ausser deem, wat bis elo gesot ginn ass. Souguer vun de Parteie selwer ass et net kloer, wat se genee ofgemaach hunn.

A mir wëssen och net bis haut genee, wat d'Objektiver vun deem Krich waren. Ech mengen, dat dierf een och net vergiessen. Ech erënneren un déi Debatt, déi mer heibannen haten, wéi de Krich ugefaangen huet.

Wat positiv ass, ass natierlech, wann d'Strooss vun Hormus erëm opgeet. Ech erënneren drun, datt déi virum Krich och op war, mee datt doduerch, datt se zougaang ass, Konsequenze komm sinn.

D'Energiepräisser ginn erof. Si sinn elo schonn erofgaangen. Dat ass gutt, fir d'Inflatioun ze bremsen. Et ass gutt, datt d'Quantitéit vun Energie, déi gebraucht gëtt – Kerosin an aner Saachen –, och erëm kann transportéiert ginn.

Et huet keng direkt Influenz, menge mer, op d'Inflatioun an och déi Diskussioun, déi mer an der Tripartitt gefouert hunn, well do ganz oft eng Moyenne geholl gëtt, déi iwwer e puer Méint gemooss gëtt. A bis dat hei sech alles apendelt, wäert dat och nach eng Konsequenz op d'Präisser an Europa an zu Lëtzebuerg hunn.

Dofir wëll ech och hei soen, datt fir eis déi Accorden an der Tripartitt net a Fro gestallt sinn, well d'Konsequenze vun deem Krich net vun haut op muer an och net vun e Freiden un, wann en da soll ënnerschriwwe ginn, eriwwer sinn.

D'Zil muss och sinn, mee dat war och en Zil virum Krich, datt den Iran keng Atomwaffen dierf kréien. Wat genee do ofgemaach ginn ass, weess ech net. Mir hunn en Donneschden an e Freide Conseil européen, d'europäesch Staats- a Regierungscheffen. A mir huelen un, datt mer do méi Erklärunge kréien, och vun deene Länner, déi am Moment um G7 sinn.

Mir wëssen net – an ech sinn do éischter pessimistesch –, ob iergendeppes dran ass, wat dem iranesche Vollek méi Fräiheet géing ginn, wou awer d'iranescht Vollek selwer seng Dirigenten eraussicht. Ech hunn doriwwer näischt gelies an ech mengen och net, datt dat e Resultat vun dësem Accord ass. Ech erënneren drun, datt mer hei bal alleguerte gesot hunn, wéi dee Krich ugaang ass … Ech mengen, mir waren net begeeschtert vun deem Krich, mee mer hu gesot: Wann op d'mannst do eppes erauskënnt fir d'iranescht Vollek, dann ass dat positiv.

Dat gesot, wëll ech awer nach eng Kéier soen: Mir si frou, datt de Krich op en Enn geet, well dee Krich war schlecht fir d'Regioun, e war schlecht fir d'Stabilitéit, e war schlecht fir d'Sécherheet. Wann e positiv Konsequenzen huet op d'Narungsproduktioun, op d'Inflatioun, op d'Rou an der Regioun, och op all déi Länner – och an der Golfregioun hu vill Leit hir Plaz verluer, déi do geschafft hunn, déi heemgeschéckt gi sinn, well kee méi do an déi Regioun komm ass –, alles dat si Säiteneffete vun deem Krich, déi gutt op en Enn bruecht ginn.

Par ailleurs, mengen ech, musse mer mat den Amerikaner a mat der ganzer Regioun kucken, fir Fridden ze halen. Duerfir begréissen ech och, datt de President Macron um G7 och regional Leaderen invitéiert huet, wéi den ägyptesche President, d'Leadere vun den Emiraten, vum Katar, well all si kennen déi Regioun gutt a mir hänken och e bësse vun der Stabilitéit vun hinnen an der Regioun of.

Eng definitiv Analys an och e Jugement kënne mer a solle mer eréischt maachen, wa mer den Accord – hoffentlech e Freiden – kennen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, der Fro Nummer 365 vum Här Tom Weidig un den Här Premierminister iwwert d'Kooperatioun mat de Grenzregiounen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 365 du 16 juin 2026 de M. Tom Weidig relative à la coopération transfrontalière avec les régions frontalières, adressée à M. le Premier ministre

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg ass an de leschten 20 Joer enorm gewuess. Dësen ze séieren, ze onkontrolléierte Wuesstem huet vill Problemer mat sech bruecht: héich Loyeren, héich Immobiliepräisser, méi Stau, Verdrängung vun eiser Sprooch, d'Integratioun fonctionéiert net méi richteg a villes méi.

Dëse Wuesstem kënnt awer och duerch déi méi wéi 200.000 Grenzgänger, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mir als Land hunn en enormen Afloss op eis Grenzregioun vun Tréier, Pärel, Arel, Diddenuewe bis op Metz – positiv, well vill Awunner an hir Famill si Grenzgänger a si hunn eng gutt bezuelten Aarbecht hei. An déi lokal Geschäfter a Firme profitéiere vun hirer Kafkraaft.

Mee awer gläichzäiteg spieren hir Gemengen an d'Awunner all déi negativ Konsequenze vum Wuesstem zu Lëtzebuerg: e staarken Drock um Wunnengsmaart, hir eege Leit kënnen net méi am Grenzduerf wunnen, de Stau, mee och e Mangel u qualifizéierten Aarbechter. Eng Aide-soignante, déi elo zu Lëtzebuerg schafft, ka sech net méi ëm hir al Leit këmmeren. D'Grenzgänger bezuelen hir Steieren och bal ausschliisslech zu Lëtzebuerg.

Als Member vun der QuattroPole-Delegatioun schwätzen ech reegelméisseg mat Politiker aus der Grenzregioun, déi mir vun hire Problemer erzielen. Si erziele mer och, datt se enttäuscht sinn, datt net méi Initiativ vun Ärer Regierung, Här Frieden, kënnt, fir konkreet Diskussiounen iwwer hir an eis Problemer ze féieren.

Ech froen Iech duerfir: Wéi steet et haut ëm d'Zesummenaarbecht? Ass an der Zukunft e gemeinsaamt Treffen, zum Beispill vun allen Haaptgrenzstied, wéi Tréier, Arel, Metz, Diddenuewen an d'Stad Lëtzebuerg, geplangt, fir dës Erausfuerderunge gemeinsam unzegoen a fair Léisunge fir all ze fannen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géing fir d'éischt gären zur Einleitung soen, zu deem, wat den honorabelen Här Weidig gesot huet, datt eist ganzt Land vun deem Wuesstum, dat mer iwwert déi lescht Joren haten, profitéiert huet. Eis Spideeler, eis Betriber, eis Sozialsystemer géifen net fonctionéieren, wann net déi ganz vill Leit an eist Land schaffen a wunne komm wären, an dora schléissen ech natierlech och all d'Grenzgänger an.

Doriwwer eraus muss een eng pragmatesch Kooperatioun mat de Grenzregiounen hunn. Dat mécht d'Regierung. Ech sinn net den zoustännege Minister fir d'Groussregioun, mee ech weess awer, datt ganz vill Projete lafen. Mir sinn net der Meenung, datt mer sollen einfach Steieren iwwerweisen an Nopeschlänner, mee mir hunn den Nopeschlänner, an nach viru Kuerzem op enger intergouvernementaler Konferenz tëscht Frankräich a Lëtzebuerg, gesot, datt mir bereet wären, gemeinsam Projeten ze finanzéieren, sou wéi mer dat och gemaach hunn zum Beispill mat Däitschland, wou et Schoule wéi de Schengen-Lycée an esou weider gëtt.

Ech mengen, mir solle konkreet mat den Nopeschlänner zesummeschaffen, fir datt d'Liewe vun deene Leit, déi do wunnen a bei eis schaffen, esou einfach wéi méiglech gëtt. Och Stroossen- an Zuchverbindungen, all déi Froen, déi mer och mat eisen däitsche Kolleegen diskutéieren, musse weider diskutéiert ginn.

Ech mengen net, datt eng grouss regional Reunioun virgesinn ass, wou all déi Stied do géingen zesummekommen. Dat ass och net d'Aufgab vun der Regierung. Mee mir kucken, datt d'Kooperatioun am Interêt vun de Leit, déi op den zwou Säite vun der Grenz wunnen, sou gutt wéi méiglech gemaach gëtt. An domadder fuere mer weider.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann eis Froestonn vun haut de Mëtten ofgeschloss.

7. Ordre du jour (suite)

Ech géing Iech proposéieren, éier mer zu dem nächste Punkt kommen, datt mer nach decidéieren, datt mer déi Motioun, déi den Här Mars Di Bartolomeo am Ufank vun der Sëtzung hei deposéiert huet an déi iwwer Covid-19 geet, en Donneschden de Mëtten op den Ordre du jour géinge setzen no deenen zwou Question-élargien, déi och un d'Gesondheetsministesch geriicht sinn, dat an Ofsprooch mat der Gesondheetsministesch a mat dem Auteur vun der Motioun selwer.

Kann d'Chamber domat d'accord sinn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen Iech villmools Merci fir déi Zoustëmmung.

8. 8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass d'Verfassungsofännerung 8379 iwwert d'Verankere vun der Ofdreiwung an der Verfassung. Et sief drop higewisen, datt laut dem Artikel 131 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit, also zwee Drëttel vun den Deputéierten, erfuerdert ass an datt de Vote par procuration um Enn vun dësem Punkt net erlaabt ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deemno huet de Rapporter 10 Minutten an déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn, wa se wëllen, 5 Minutten an d'Regierung hätt och 10 Minutten Zäit. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Gérard Schockmel. D'Wuert huet elo de Rapporter vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Här President, ech mengen net, datt ech iwwerdreiwen,

wann ech soen, datt mer haut Geschicht schreiwen. Mir consacréieren an engem zweete konstitutionelle Vott d'Fräiheet ofzedreiwen an eiser Verfassung. Mir ginn domadder dem Selbstbestëmmungsrecht iwwert den eegene Kierper an de reproduktive Rechter vun der Fra Verfassungsrang. Dat ass keng Klengegkeet, och wann et fir vill vun eis scho laang eng Selbstverständlechkeet misst sinn.

Et ass keng Klengegkeet, wann ee sech d'Geschicht vum Avortement zu Lëtzebuerg ukuckt, déi an engem joerhonnertelaange Prozess vun enger kompletter Kriminaliséierung iwwer eng allmälech Toleréierung bis hin zur Schafung vun engem legale Kader fir den Avortement gefouert huet. Vun enger penaler Fro ass d'IVG lues a lues zu enger Fro vun ëffentlecher Gesondheet, Autonomie a Gläichberechtegung ginn.

Mee et ass och keng Klengegkeet, wann ee sech de reaktionäre Backlash a Bezuch op grondleeënd Fraerechter virun Ae féiert, deen a ville Länner op der Welt an och an Europa déi leschte Jore geschitt ass an nach ëmmer geschitt.

Den 3. Mäerz dëst Joer huet d'Lëtzebuerger Parlament no enger dräistënneger Debatt mat enger grousser parteiiwwergräifender Majoritéit vun 48 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen den Artikel 15 vun eiser Verfassung follgendermoossen erweidert: „La liberté d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse est garantie. La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce cette liberté."

Esou wéi eis Verfassung et virgesäit, brauch et fir d'Akraafttriede vun där Ännerung en zweete konstitutionelle Vott vun der Chamber – an den Här President huet et och scho grad erkläert –, dëst an engem Intervall vun dräi Méint. An och dës Kéier brauche mer eng qualifizéiert Majoritéit, also eng Zweedrëttelmajoritéit. A vu datt keng Procuratiounen erlaabt sinn, heescht dat, datt d'Deputéiert beim Vott am Sall musse present sinn, fir op déi 40 Stëmmen ze kommen.

Ech kommen a menger Konklusioun op d'Philosophie vun dësem zweete Vote constitutionnel zeréck. Wat bedeit dës Verfassungsännerung? D'Fräiheet ofzedreiwe gëtt ab elo duerch zwee Mechanisme vun der Constitutioun geschützt:

Engersäits duerch den Artikel 131, dee beseet, datt all Verfassungsännerung eng qualifizéiert Majoritéit brauch. Dat heescht, datt keng zukünfteg Regierung mat enger knapper Majoritéit d'Ofdreiwungsrecht einfach ofschafe kann.

An anerersäits garantéiert den Artikel 37, datt all eventuell zukünfteg Restriktioun éischtens per Gesetz geschéie muss, also vun der Chamber votéiert ginn, zweetens dierf se den essentielle Kär vun der ëffentlecher Fräiheet net touchéieren an drëttens misst esou eng Aschränkung proportional an noutwendeg si fir d'Funktionéiere vun enger demokratescher Gesellschaft.

Dës Verfassungsännerung bedeit kee politeschen a kee juristesche Paradigmewiessel, mee se schreift sech an an d'Volontéit vun dëser an och der viregter Chamber. Wéi och de Staatsrot bemierkt huet, brauch et keng Ännerung vum bestoende legale Kader. Et gi keng nei Rechter oder Fräiheete geschafen, mee déi bestoend ginn ofgeséchert. An och d'Doktere behale weiderhin hir Gewëssensfräiheet. Et ass also an engem gewëssene Sënn eng Zort Clause de nonrégression, déi mer hei aféieren, zumindest en zolitte Garde-fou géint allméiglech autoritär a chauvinistesch Deriven, wéi mer se allze vill an deene leschte Joren hu missen uechtert d'Welt feststellen.

An de Wierder vum Staatsrot: „inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution permettrait de garantir une protection juridique plus pérenne faisant obstacle à des régressions sur ce droit fondamental, telles que celles observées récemment dans certains États, d'autant plus que le droit à l'interruption volontaire de grossesse n'est qu'insuffisamment protégé en droit international."

Dës Aschätzung hunn och siwe vun aacht Avise gedeelt, déi mir an der Institutiounekommissioun analyséiert an diskutéiert hunn. An dëst ass och den eigentleche Beweeggrond vun där ursprünglecher Propos, déi ech virun zwee Joer deposéiert hunn.

D'Noutwendegkeet, dës Ofsécherung vum Ofdreiwungsrecht duerch d'Verfassung virzehuelen, entspréngt aus de rezenten Erfarungen aus anere Länner, grad och deenen, déi eis emol kulturell ganz nostoungen, Länner, an deene reproduktiv Rechter massiv ageschränkt goufen, Doktere verbuede kruten ze hëllefen a Frae gezwonge goufen, entweeder ze gebären oder sech an d'Illegalitéit ze beginn, mat schreckleche gesondheetlechen a psychesche Konsequenze fir déi Betraffen.

An der Kommissioun hu mer kontrovers, awer konstruktiv diskutéiert an eis finalement op dësen Text gëeenegt. Aus dem ursprüngleche Recht op IVG ass eng Fräiheet ginn, wat awer verfassungsrechtlech keen inhaltlechen, mee e semanteschen Ënnerscheed ass, wéi och de Staatsrot ënnerstrach huet.

Par contre huet d'Recht op Verhütung als Pendant zum Recht op Ofdreiwung net déi néideg Majoritéit fonnt, soudatt mer se net zréckbehale konnten.

Den ausféierleche schréftleche Rapport mat allen Avisen an Diskussiounen hutt Der den 3. Mäerz virgeluecht kritt an och de mëndleche Rapport dozou presentéiert kritt.

Här President, den zweete konstitutionelle Vott ka bei enger Verfassungsännerung net vum Staatsrot dispenséiert ginn, wéi dat bei einfache Gesetzer de Fall ass. An dat ass och richteg esou, well d'Verfassung ganz ënnert d'Prerogative vun der Chamber fält. D'Parlament ass zu Lëtzebuerg de Constituant, déi Gewielte vum Vollek, net d'Regierung oder och e berodend Organ vun der Regierung. An den Intervall vun dräi Méint ass geduecht, fir datt déi gewielte Volleksvertrieder bei engem esou fundamentalen Text kënne lauschteren op eventuell nei Argumenter oder gesellschaftlech Mobiliséierungen.

An am Géigesaz zu de grousse Verfassungsreforme vun 2022 ass et dës Kéier keng Biergerinitiativ ginn, fir e Referendum zu där Fro ze revendiquéieren, wéi dat den Artikel 131 vun eiser Verfassung virgesäit. Am Géigendeel: An engem Sondage huet sech eng ganz breet Majoritéit vun der Lëtzebuerger Populatioun fir dës Propositioun ausgeschwat, a virun allem hu fënnef Deeg no eisem Vott 5.000 Mënschen op der Marche féministe de Vott vun eiser Chamber op der Strooss begréisst, ënnerstëtzt a gefeiert.

Duerfir kann ech gudde Gewëssens als Rapporter vun dëser Verfassungsännerung d'Chamber froen, hire Jo zum zweete Vott hei auszedrécken. Lëtzebuerg géif domadder nieft Frankräich dat zweet Land op der Welt ginn, dat dëse Schrëtt mécht, a mir setze Lëtzebuerg domadder an de Peloton vum Schutz vu Grondrechter a mir schécken en Zeeche vun Hoffnung an d'Welt.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum Merci fir säin zweete mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Virun dräi Méint huet eis Kolleegin, déi honorabel Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Positioun vun eiser Fraktioun zu dëser Ännerung vun eiser Constitutioun virgedroen. Si kann aus gesondheetleche Grënn de Mëtte leider net bei eis sinn. Un eiser Positioun huet an deenen dräi Méint och näischt geännert. D'Membere vun eiser Fraktioun decidéiere wéi ëmmer hei no hirem Gewëssen an no hirer Iwwerzeegung.

Eis ass wichteg, datt kloer ass, kloer eriwwerkënnt: Duerch dës Verfassungsännerung ännert näischt un eiser Legislatioun iwwert den Avortement. Den Här Rapporter huet dat jo och nach eng Kéier hei just virdrun ënnerstrach.

Wichteg ass fir eis, datt d'Fräiheet vun de Frae gestäerkt gëtt. Dat droe mer mat. A wichteg ass fir eis och, datt den Avortement net banaliséiert gëtt. Un dëser Positioun huet an dräi Méint näischt geännert.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. D'Madamm Carole Hartmann huet elo d'Wuert. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn alleguerten, wat an der Welt geschitt: Rechter a Fräiheeten, déi laang als selbstverständlech gegollt hunn, ginn nees a Fro gestallt, Rechter a Fräiheeten, déi vu fréiere Generatioune mat Courage an Ausdauer erkämpft goufen.

Fir d'DP zielen d'Recht op Selbstbestëmmung a kierperlech Autonomie zu eise politeschen Iwwerzeegungen, fir déi mir eis zanter Joerzéngte kontinuéierlech asetzen. Am Fokus steet dobäi d'Vertrauen an de Mënsch an a seng Fäegkeet, eegestänneg Entscheedunge kënnen ze treffen.

Déi eegestänneg Entscheedung vun enger Fra, fir kënnen ofzedreiwen, huet sech duerch a mat der DP an der Verantwortung grondleeënd weiderentwéckelt. Vum Gaston Thorn, ënnert deem éischt wichteg Schrëtt a Richtung Entkriminaliséierung vum Avortement gemaach goufen, duerch staark liberal Frae wéi dem Colette Flesch, déi sech mat groussem Engagement fir d'Emanzipatioun vun de Fraen agesat huet, iwwer e Xavier Bettel, ënnert deem den IVG-Kader reforméiert gouf an aus dem Code pénal erausgeholl ginn ass, an dëser Legislatur, wou mir mat grousser Majoritéit d'Ofschafe vum Délai de réflexion fir d'Frae gestëmmt hunn, bis haut, wou mir den zweete Vott fir d'Aschreiwung vun der Fräiheet fir ofzedreiwen an d'Verfassung hunn.

All dës gesetzlech Evolutioune maachen d'Ofdreiwung als Akt selwer net méi einfach. All Fra, all Koppel, all Famill, déi jeemools an esou enger Situatioun war, hélt haut an och muer eng immens schwéier Decisioun, eng Decisioun, déi awer net däerf direkt oder indirekt diktéiert sinn, mee déi aus fräiem Wëlle muss kënne geholl ginn.

Dobäi wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir mam Vott vun haut näischt un den aktuelle legale Konditioune vum Avortement änneren an dass et an Zukunft och essenziell bleift, dass mir op Preventioun, Opklärung an Accès zu Contraceptioun setzen.

Mee och déi beschte Preventioun wäert ni eng honnertprozenteg sinn. Si wäert ni all medezinnesch, perséinlech oder sozial Realitéiten ofdecken. Andeems mir d'Fräiheet fir ofzedreiwen an d'Verfassung schreiwen, schützen a stäerke mir dofir d'Selbstbestëmmung an d'kierperlech Autonomie

vun der Fra, déi net vun enger einfacher Majoritéit a Fro gestallt kënne ginn. Well am Kär geet et ëm e fundamentale Prinzipp, ëm d'Selbstbestëmmung, ëm d'Fräiheet a virun allem ëm d'Vertrauen an d'Fra.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nun, Här President, et war politesch a juristesch wichteg, dass mer genau dëst maachen an d'Recht op Avortement an eiser Constitutioun festschreiwen, dat ganz besonnesch – an de Rapporter ass drop agaangen –, wann ee gesäit, wéi den internationale Kontext ass, wou Fraerechter ëmmer méi a Fro gestallt ginn an och d'Recht op déi reproduktiv Gesondheet.

Mat dëser verfassungsrechtlecher Garantie seet Lëtzebuerg ganz kloer: D'Gläichstellung an d'Selbstbestëmmungsrecht vun de Frae si keng verhandelbar Prinzippien! Et ass e ganz kloert Signal un d'Politick an un d'Gesellschaft.

Mee e Recht, dat musse mer och ganz éierlech soen, ass net geschützt, wann et just einfach nëmmen an der Verfassung steet a wa mer net och garantéieren, dass et och wierklech esou kann assuréiert ginn. An dofir soe mir ganz kloer: Wann de Staat gären hätt, dass dës Decisioun, dëse Choix, dës Fräiheet och reell soll gelieft ginn, da muss de Staat och sécherstellen, dass d'Leit och kënnen dëst Recht eebe liewen. Domadder wëll ech soen, dass Fraen, déi en Avortement wëlle virhuelen, mussen dat kënnen ouni Drock maachen, ouni Belästegung an och ouni moralesch Aschüchterung.

Net méi spéit wéi gëschter huet nach eng Bekannte mer gezielt, dass se hei am Land an enger Maternité war, wou se sech informéiert huet a wou se nëmme Broschüre vun Avortementsgéigner fonnt huet. Mir wëssen, dass genau déi dote Mouvementer amgaange sinn, sech weider ze mobiliséieren, an dofir ass et wichteg, dass mer eben derfir suergen, dass och d'Frae wierklech d'Recht hunn, kënnen ofzedreiwen.

An dofir hat déi leschte Kéier, wéi mer hei d'Debatt haten – respektiv beim éischte Vott –, meng Fraktioun och eng Proposition de loi agereecht, fir den Délit d'entrave kënnen dee Moment anzeféieren. Well, wéi gesot, wann d'Recht op Avortement e Grondrecht ass, wann dëst esou unerkannt gëtt, dann ass et och logesch, dass de Gesetzgeeber dofir och Instrumenter schaaft, fir dëst konkreet Recht eebe kënnen ze schützen.

Mat anere Wierder: D'Verfassung schützt de Prinzipp an den Délit d'entrave schützt d'Praxis. An déi zwou Mesüren, dat soe mir ganz kloer, gehéieren och zesummen, fir dass dat eeben net nëmmen an der Constitutioun rechtlech verankert ass – wat scho wichteg ass, mee net nëmmen an der Constitutioun –, mee datt eeben herno dat esou och an der Praxis kann assuréiert gi respektiv d'Fraen op hiert Recht kënnen zréckgräifen.

Oft gëtt gesot: „Dat ass net néideg!" Mir gesinn a Frankräich, wou déi Diskussioune lassgaange sinn, ënner wéi engem Drock déi Frae waren, wou Frae verfollegt gi sinn, wou se gefilmt gi sinn, wou sech op Social Media op si viséiert ginn ass. Awer dat heiten, eis Proposition de loi, ass och wichteg fir alleguerten déi Leit, déi am Secteur aktiv si respektiv déi dee Moment en Avortement duerchféieren, fir dës och kënnen ze schützen. An duerfir erwänen ech nach eng Kéier ganz spezifesch eis Proposition de loi, well et eebe fir eis zesummegehéiert, an ech hoffen, dass mer och deemnächst dës Proposition de loi hei an der Chamber kënne stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech hat, wéi den éischte Vott war, hei nach zitéiert vu fréier, aus Riede vu Vertrieder vun der CSV. Dat hätt ech och kënne maache vun anere Parteien. Deemools ass hei ganz aneschters geschwat ginn. Ech maachen dat awer elo haut net.

Ech wëll just awer meng Verwonnerung hei zum Beschte ginn. Wéi déi Propositioun komm ass vun de Lénken, hunn ech geduecht: „Och, dat doten, dat proposéieren déi elo, an dat geet elo zack, zack, an da geet dat eng Kéier an d'Kommissioun, an da gëtt dat ofgeleent vun de Regierungsparteien ënnert der CSV, an dann ass dat fäerdeg." Ech sinn duerfir ganz verwonnert, dass mer op dee Punkt hei komm sinn, dass mer elo beim zweete Vott sinn iwwert dës Propositioun, fir d'Verfassung ze änneren. Eebe grad well dat, soen ech et elo mol, eng Propositioun ass vun dach awer ganz lénks an net onbedéngt aus der Mëtt vun der Gesellschaft. An dass dann hei awer déi aner Parteien einfach esou Jo soen, an d'CSV dann och gréisstendeels, net all, d'Ëmfeld, dat ass eppes, wat mech immens verwonnert a mengem Versteesdemech vun der Politick hei zu Lëtzebuerg a wéi d'Parteie fonctionéieren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Ech mengen, dass dat heiten och kloer net néideg ass. An ech mengen, dass dofir kee Besoin ass, dat hei ze maachen, well et ännert jo, an dat ass gesot ginn, näischt. D'Detailer sinn am Gesetz gereegelt an net an der Verfassung. Ergo ass dat heiten näischt aneres wéi Symbolpolitick, lénks Symbolpolitick.

Déi maache mir als ADR net mat, an duerfir wäerte mer och, wéi beim éischte Vott hei, alleguerten hei dergéint stëmmen.

Ech ginn nach zwee Fakten hei, do wollt ech nach drop agoen. Den éischte Fakt, iwwert dee mer schwätzen, ass: Den Duerchschnëttsalter vu Fraen, déi zu Lëtzebuerg ofdreiwen, ass 29 Joer! Ech soen dat, well oft gesot a gemengt gëtt, dat wieren iergendwéi ganz Jonker, déi iergendwéi elo immens geplot wieren. Mee den Duerchschnëttsalter ass 29 Joer, also Leit, déi total an der Verantwortung sinn an am Liewe stinn. An d'Zuel vun den Ofdreiwungen hei am Land, déi weess een net genee, mee ass ronn 1.000 pro Joer. Also, dat ass wierklech ganz, ganz, ganz héich.

An d'Befürworter vun der Ofdreiwung soen ëmmer: „My body, my choice." An déi aner soen: „Jo, wéi, ‚my body'? Et ass dach awer de Body vum Kand?" Do gesitt Der, wéi déi zwou Weltusiichten do openeepralen: Fir déi eng ass et e Fraerecht, fir déi aner ass et e Recht op Liewen.

Déi zwee Argumenter kënnt Der benotzen an enger politescher Debatt. Dat ass méiglech, mee et muss een och déi zwee respektéieren, an duerfir wieren ech mech hei och e bëssen dergéint, wann esou gemaach gëtt, wéi wann déi Leit, déi méi negativ zur Ofdreiwung agestallt sinn, iergendwéi Extremiste wieren a wéi wann dat iergendeppes wier, wat aus engem extremistesche Milieu kéim. Dat ass jo net de Fall.

Dir kennt jo och alleguer där Leit, déi d'Ofdreiwung net gutt fannen, déi aner Méiglechkeete wëllen amplaz hunn, an dat si ganz fein, ganz anstänneg Leit. An dat ass och net, dass déi géint d'Mënscherechter oder esou wieren. An ech hätt gären, dass an där ganzer Debatt, an och an Zukunft, de Respekt virun där Meenung erhale bleift, well et dierf een och an Zukunft, wann dat hei an der Verfassung steet, och nach der Meenung sinn, dass d'Ofdreiwung eppes ass, wat ënnert dem Stréch negativ ass.

An da stellt sech nach d'Fro, wa mer se scho stellen, vun der Verantwortung: „My body, my choice", dat ass, dass déi Verantwortung jo och schonn éischter ugeet! Déi geet jo u beim Akt. An ech mengen, dass et do ass, wou een am Fong misst, grad mat 29 Joer, souwuel als Mann wéi als Fra, d'Verantwortung iwwerhuelen. Da bréicht een duerno vläicht och net doriwwer ze schwätzen, mussen ofzedreiwen.

An da misste mer eis nach d'Fro stellen, well ech déi Zuel genannt hunn: Firwat dreiwen hei am Land esou vill Leit of? Mir hunn ongeféier 6.000 Gebuerten hei am Land pro Joer an 1.000 Ofdreiwungen. Dat ass jo enorm! Firwat ass dat esou? Dorop wësse mir alleguerte warscheinlech hei keng Äntwert, mee et wier interessant, dorop eng Äntwert ze wëssen.

Eppes schéngt mer awer kloer ze sinn: Mir brauchen hei am Land eng kannerfrëndlech an eng familljefrëndlech Politick, fir d'Leit och ze encouragéieren, Kanner ze kréien. An dat ass dat, wat mir als ADR wëllen, a keng Symbolpolitick.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Jo, déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Ech weess elo nach ëmmer net, ob d'ADR fir oder géint den Avortement ass, ...

Une voix | Mee mir schwätzen haut iwwert d'Verfassung!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... well deen Argumentaire hei kann een och zu engem ganz groussen Deel op d'Gesetz applizéieren, dat mer hunn a wou mer jo eis zum groussen Deel heibannen eens sinn, dass dat Gesetz, wéi mer et haut kennen, och weiderhi gëllt, wann déi Verfassung bis a Kraaft trëtt. Dorun huet jiddwereen nach eng Kéier erënnert, an et ass och wichteg, dat ze ënnersträichen.

Ech wollt elo haut net nach eng Kéier op de Fong vun der Debatt agoen – ech muss natierlech elo awer vläicht dat eent oder dat anert soen –, well mer scho ganz detailléiert virun dräi Méint heiriwwer diskutéiert haten. Haut ass eigentlech den Dag vun der Bestätegung vun deem extreem wichtegen Akt. Et ass e symboleschen Akt, effektiv, dee mer haut maachen.

Mir diskutéieren am Moment, op Initiativ hi vun e puer Jonken, déi du relayéiert ginn ass vum Chamberpresident, iwwert d'Resilienz vun eisen Institutiounen: Wat ass, wann? Wat ass, wa mer vun illiberale Parteie géife regéiert ginn, déi wéilte Rechter aschränken, eebe grad och Rechter vu Fraen, déi iwwer jorelaang Zäit erkämpft goufen? Wat ass, wa Rechter vun der Press, vun de Geriichter géingen ageschränkt ginn, wann eist demokratescht Zesummespill géing ageschränkt ginn?

Mir haten e Méinden eng éischt Sëtzung doriwwer, a fir mech schreift dat hei sech genau doranner an: an déi Resilienz, déi mer brauchen, wou et drëms geet.

An anere Länner – an dat gesi mer, dat hu mer iwwert déi lescht Joren erlieft, mir hunn dat och scho vill heibannen diskutéiert – ginn d'Rechter vun de Fraen den Ament konsequent ofgebaut. A wann een do wëllt Garde-foue setzen, d'Recht op Selbstbestëmmung, d'Recht dorop, dass d'Fra kann decidéieren, wat mat hirem Kierper geschitt, dann ass et gutt, wann een dat net a Krisenzäite mécht, mee mécht, datt et a Krisenzäite schonn existéiert, datt een et virun de Krisenzäite mécht, datt een et mécht, éier illiberal Parteien, déi e Problem hu mam Avortement, un d'Rudder kommen.

An ech sinn och wierklech frou – och wa mer eigentlech eng gutt juristesch Debatt iwwert de Begréff vun der Fräiheet an dem Recht haten –, dass dat eigentlech extreem konsensuell ofgelaf ass, dass mer konstruktiv Diskussiounen haten an och eng grouss Zoustëmmung heizou, an een dat an der Gesellschaft héiert. Wann ech elo héieren, dat wier eng lénksradikal Propos, da kann ech nëmme feststellen, dass d'ADR sech mat deem, wat se ëmmer erëm hei behaapt, wa se seet, si wär an der Mëtt vun der Gesellschaft, selwer haut demaskéiert huet, wa se fënnt, dass dat heiten eng lénksradikal Propos ass!

(Interruption par M. Fred Keup)

Well et nämlech esou ass – an d'Madamm Bofferding huet dat virdrun och schonn ënnerstrach –, dass ganz vill Leit dat heite matdroen, dass ganz vill Fraen, déi sech iwwer Joerzéngten heifir agesat hunn, dat heiten eng gutt Saach fannen, dass mer e Recht ofsécheren, dat sech laang erkämpft gouf, dass mer dat an eiser Verfassung elo definitiv ofsécheren.

An duerfir awer och nach eng Kéier mäi Merci haut, net nëmmen un de Marc Baum, mee un all déi Virkämpferinnen a -kämpfer, déi sech derfir agesat hunn, dass d'Frae sech net méi mussen decidéieren tëschent Ofdreiwen ënner illegalen a gesondheetsschiedleche Verhältnisser – well den Avortement gouf et nach ëmmer – oder dat ënner gudde medezinnesche Konditioune kënne maachen, well sech Leit jorelaang dofir agesat hunn a mer dat eeben elo hei nach méi rechtlech ofsécheren.

Et ass schonn ugeklongen: Mat dësem Vott si mer wierklech e Virreiderland. Mir sinn elo dat zweet Land no Frankräich, dat dat heiten an der Verfassung verankert. Dat ass keen Zoufall. An dat ass eng bewossten Äntwert op eng Zäit, an där Fraen a Fraerechter op anere Plazen ënner Drock stinn. An dat, wat mir haut decidéieren, betrëfft eebe grad emol eng Kéier net de Moment. Et ass eng virausschauend Decisioun. Et wäert eng Ofsécherung si fir eis Duechteren, fir eis Enkelinnen, fir all déi Meedercher a Fraen, déi no eis kommen. An dat fannen ech absolutt begréissenswäert vun dëser Chamber, op esou eng Aart a Weis Politick ze maachen: Mir kucken no vir a mir kucken net no hannen.

A mir wäerten als Gréng natierlech dat heite matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Marc Baum nach eng Kéier. Ok, den Här Clement hat sech net gemellt, mee en huet sech elo gemellt, an dofir kritt en dann och elo d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass e Moment, deen an deem Sënn wichteg ass, well mer eppes an d'Verfassung schreiwen, wat op den éischte Bléck wéi eppes ausgesäit, wat mer scho laang als Acquis considéieren, eppes, wou mer e Gesetz hunn a wou mer u sech alleguerten der Meenung waren, dat Gesetz géif duergoen.

An do sinn ech liicht anerer Meenung wéi déi, déi elo grad virdru gesot gouf, datt dat Gesetz en Acquis wär, deen och net verréckelbar wär. An do hu mer ganz kloer gesinn, wéi a verschiddenen anere Länner un deene Grondrechter, un deene Mënscherechter, fir d'Entscheedung iwwert den eegene Kierper ze treffen, geréckelt gouf. Et gouf dru geréckelt, andeem geriichtlech Entscheedunge vun engem Supreme Court koumen, andeem Majoritéite mat absolutte Majoritéiten d'Rechter vun de Fraen ageschränkt hunn, fir Ungarn ze nennen. Ech mengen, mir hunn an deene leschte puer Joer gesinn, wéi Acquisen, déi mer iwwert déi lescht Joerzéngten opgebaut hunn a fir déi ganz vill Fraen an och eng Rëtsch Männer gekämpft hunn, no an no ofgebaut goufen. An dofir ass et esou wichteg, datt mer genau dee Backsliding haut hei mat engem zweete Vote positif verhënneren.

Eng Ofdreiwung ass sécherlech eng perséinlech Entscheedung, déi kengem wäert liichtfalen, kengem liichtgefall ass, deen dat an der Vergaangenheet vläicht mat engem Bigel gemaach huet – eppes, wat grujeleg muss gewiescht sinn! –, a kengem liichtfält, deen dat haut an engem medezinnesche Kader ka maachen, wann en dann an déi Situatioun kënnt. An dofir, well et keng einfach Entscheedung ass, ass et wichteg, datt de Legislateur, an dat si mir alleguerten heibannen, dat Recht schützt, dat an deem beschtméigleche Kader ze maachen, dat Recht, iwwert den eegene Kierper ze bestëmmen.

An ech wëll Iech awer eppes kuerz perséinlech dozou soen: Esou wichteg, wéi deen Debat haut ass, esou frou sinn ech, datt mer deen Debat hei déi leschte Méint zu Lëtzebuerg ganz sachlech konnte féieren, net wéi an anere Länner. Ech erënnere mech, wéi deen Debat zum Deel a Frankräich gefouert gouf, zum Deel an anere Länner gefouert gëtt, zum Deel an den USA virun all eenzelner Klinick, déi Ofdreiwunge virhëlt, gefouert gëtt. Mir hunn e ganz sachlech hei an der Chamber gefouert. Mir waren eis net ëmmer eens. Mir waren eis net bei all Nuance eens. An ech mengen, och dat ass wichteg: datt mer bei enger esou wichteger Entscheedung nuancéieren.

Dofir war et ëmsou méi treffend, wat ech déi lescht Deeg a menger Inbox gesinn hunn. Verschidden Aktivisten hunn et fir néideg fonnt, zumindest Eenzelner vun eis mat E-Mailen ze beglécken, wou entweeder Fréigebuerener oder eeben Doutgebuerener mat Fotoen illustréiert goufen. Ech fannen net, datt dat engem Debat guttdeet. Ech fannen net, datt dat en Debat op engem sachlechen Niveau hält a sécherlech och net mécht, datt mer fir déi Argumenter, déi vläicht sachlech virgefouert kéinte ginn, méi oppen empfänglech sinn.

Ech perséinlech – dat hunn ech schonn e puermol gesot –, mir hate Problemer, fir eist Kand ze kréien. Mir hu Feelgebuerten erlieft doheem. An an esou enger Situatioun mat Biller konfrontéiert ze gi vun Doutgebuerten – ech kann Iech soen, datt dat engem nogeet! An et huet mer wierklech kee Pleséier gemaach, datt mer zu Lëtzebuerg op engem Niveau ukomm sinn, wou mer op deem Niveau nach probéieren ze iwwerzeegen. Ech hätt mer gewënscht, deen Debat hei wär vill méi serein eriwwergaang. Dat ass kee vun eis heibannen, dat ass elo wierklech un déi dobaussen adresséiert. Dat heiten ass eppes, wat kengem wäert liichtfalen, sécherlech kenger Fra an – ech ginn dervun aus – och deene meeschte Partner wäert et net liichtfalen.

An dofir e grousse Merci un all déi, déi virun eis gaange sinn, un all déi, déi fir dat Recht hei gekämpft hunn, fir et als Éischt op gesetzlecher Eebene ze verankeren an et elo da schlussendlech an der Verfassung ze verankeren. Dofir merci dem Marc Baum, deen, mengen ech, hei eppes erreecht huet, wat déi wéinegsten Oppositiounsdeputéierten an hirer Karriär jee eng Kéier erreechen, nämlech d'Verfassung ze änneren, an zwar zum Gudden. A merci un déi, déi dat heiten haut matstëmmen. Well et verankert e Recht hei zu Lëtzebuerg, e Recht vun de Fraen, iwwert hiren eegene Kierper ze bestëmmen, an net e Recht, vun anere bestëmmt ze ginn. Ech mengen, dat ass e grousse Gewënn. An dofir wäerte mer och d'Propositioun, d'Entrave ënner Strof ze stellen, mat ënnerstëtzen.

Well och dat – ech mengen, dat huet d'Geschicht, déi ech jo grad erzielt hunn, bewisen – ass immens wichteg: datt mer hei kënne serein iwwer esou wichteg Theemen diskutéieren!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Marc Baum, dës Kéier als Spriecher vun der Sensibilitéit déi Lénk. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Merci och all deenen, déi virdru geschwat hunn, fir déi effektiv a ganz groussen Zich ëmmer sachlech gefouerten Debatt.

Wësst Der, wann een op eemol seet, datt esou Leit wéi d'Lydie Polfer oder de Laurent Zeimet oder de Charel Weiler oder den Emile Eicher oder de Guy Arendt alles Lénksextremiste wieren, …

(Hilarité)

… ech mengen, spéitstens dann ass de Moment komm, wou ech mer awer géif en neie politesche Kompass kafe goen!

(Hilarité)

An d'Tatsaach, datt et fäerdegbruecht gëtt, als kleng Oppositiounspartei esou eng Verfassungsännerung ze maachen, eppes, wat d'ADR an hirer Existenz bis elo nach net fäerdegbruecht huet, dat huet dann och mat der Approche ze dinn.

(Interruption)

Ech hunn nämlech vum éischte Moment un ëmmer nëmme probéiert, Leit ze rassembléieren. Ech hunn net probéiert, wéi d'ADR, ze dividéieren. Ech hu probéiert, Leit bei hiren Ängschte seriö ze huelen, se mat deene Froen, déi se haten, seriö ze huelen. A bis haut respektéieren ech all Positioun vu jiddwerengem Eenzelnen, souguer Iech, Är Positioun, ouni Iech „Extremist" ze vernennen. Vläicht ass dat den Ënnerscheed tëschent riets a lénks.

(Interruption)

Här President, ech wéilt awer nach zwee weider Gedanken hei mat erabréngen. Deen éischten ass: Och wa mer heimat wierklech e wichtege, symbolesche Schrëtt gemaach hunn, musse mer eis, mengen ech, bewosst sinn, datt dat hei elo net den Endpunkt ass vun enger wierklech gläichberechtegter Gesellschaft!

(Interruption)

Ech mengen, esou laang Fraen am Alter nach ëmmer manner héich Pensiounen hu wéi Männer, esoulaang d'Zuele vun haislecher Gewalt, notamment géint Fraen, ëmmer weider klammen, amplaz datt se zréckginn, esoulaang déi onbezuelte Careaarbecht, meeschtens nieft dem eigentlechen Job, nach ëmmer

meeschtens vu Frae muss gemaach ginn, a soulaang ech dës Lëscht nach laang kéint weiderféieren, jo, esoulaang musse mer konsequent all déi Chantieren ugoen, fir zu enger wierklecher struktureller Gläichberechtegung ze kommen. An dëse Vott sollt genau dozou encouragéieren.

A wann Der wësst … Mir haten an der Kommissioun d'Diskussioune ronderëm d'Contraceptioun, déi elo op eemol der ADR wichteg ass. An der Kommissioun hu se awer guer näischt dozou gesot. Dat ass awer och ganz, ganz erstaunlech. Si waren och dergéint, datt dat soll an d'Verfassung mat opgeholl ginn. Elo ass et anscheinend esou wichteg. Ech hätt mer gewënscht, et wier dra gewiescht, well et hätt kënne wierklech de Pendant sinn oder an engem ganzheetleche Bild vu reproduktive Rechter. Mee och wann et elo net dran ass, musse mer eis bewosst sinn, datt mer feststellen, datt haut generell manner verhüt gëtt wéi an der Vergaangenheet an datt mer déi Konsequenzen dovunner – net nëmmen ongewollt Schwangerschaften, mee och d'Verbreedung vu sexuell iwwerdrobare Krankheeten – och weiderhi mussen am A behalen an datt och do gesamtgesellschaftlech Efforte musse geschéien. An ech mengen och, datt dem Planning familial seng Revendicatiounen, wat d'Contraceptioun ugeet, nach ëmmer brandaktuell sinn.

An dann e leschte Gedanken, Här President. Den 3. Mäerz sot ech op dëser Plaz, datt d'Welt op eis klengt Ländche géif kucken. An ech mengen, dat ass och esou. An ech mengen och, datt mer dës Kéier e Bild ofginn, wou mer net an alleréischter Linn als Land vun de Steiertricksereien ugesi ginn, als Land, dat Konte vu bestëmmte Geriichtshäff zoumécht, mee datt mer emol eng Kéier wouergeholl ginn als Land, wou Fräiheet a Selbstbestëmmung an der Verfassung garantéiert a gestäerkt ginn, datt mer wouergeholl ginn als e Virbild fir esou vill aner Länner op der Welt, fir esou vill aner Mouvementer, als e Stéck Hoffnung, dat hei vun dëser Plaz ausgeet.

An d'leschte Kéier hate mer 56 Deputéierten, déi present waren a mer haten 48 Jo-Stëmmen. Dës Kéier sinn dräi Deputéierte méi do. Eng Deputéiert kann net hei sinn, well se krank ass. Ech hoffen, datt mer dës Kéier, am zweete Vott, vläicht souguer nach méi wéi déi 48 positiv Stëmme kréien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An als leschten …

(Interruption par M. Fred Keup)

Dir wollt … Et huet een elo zwar kee Fait personnel hei gemierkt. Wann Dir dem Här Baum …

M. Fred Keup (ADR) | Nee, en huet jo gesot, wat mir gesot hätten, wat awer net ganz richteg ass, Här President.

(Exclamations et interruptions)

Ech hunn dat Recht!

M. Claude Wiseler, Président | D'ADR huet duerno nach eng hallef Minutt, fir sech ze expriméieren. Ech géing fir d'éischt den Här Schockmel huelen an da kritt Dir nach de Rescht vun Ärer Zäit, wann Der se gär hätt. Ech ginn elo dem Här Schockmel als leschtem ageschriwwene Riedner d'Wuert. Ech maachen den Här Schockmel drop opmierksam, datt d'DP-Fraktioun nach zwou Minutten Zäit huet, fir sech ze expriméieren. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Mat der Verfassungsännerung sollen d'Recht op Ofdreiwung an d'Fraerechter gestäerkt ginn, an dat besonnesch an engem internationale Kontext vun engem politesche Rechtsruck. Schützt d'Verfassung also, wéi gesot ginn ass? Ass et e Garde-fou, en definitive Garde-fou, eng Sécherheet? Da kommt, mir kucken!

D'Gesetz iwwert d'Ofdreiwung ka mat enger einfacher Majoritéit ofgeännert ginn. Dat ass elo esou. Dat ass och no der Verfassungsännerung esou. Wat ass, wann et zu enger massiver Aschränkung vum Recht op Ofdreiwung kënnt? Stellt Iech vir, d'Ofdreiwung wier nëmmen nach an den éischte sechs Woche vun der Schwangerschaft erlaabt. Dat wier eng massiv Aschränkung. Si mer dogéint protegéiert duerch d'Konstitutioun? Nee, well d'Konstitutioun iwwerléisst dem Gesetz et, d'Modalitéite festzeleeën.

A wa mir en autoritäre Regimm kréien, da gëtt et zwou Méiglechkeeten:

Entweeder mir gi besat vun enger friemer Natioun an da gëllt hiert Recht an net eist Recht. Dann ass et egal, wat an eiser Verfassung steet.

Oder mir hunn hei am Land en autoritäre Regimm, dee sech entwéckelt. Dofir brauch en awer eng breet Ënnerstëtzung – e brauch op jidde Fall eng breet Majoritéit am Parlament – a kann esou all Moment e Saz aus der Verfassung sträichen. Wann en et dann iwwerhaapt muss, well et gëtt aner Méiglechkeeten.

Dat heescht, hei gi Versprieche gemaach, déi falsch Versprieche sinn. Dat hei ass keng Protektioun, wéi et dobausse verbreet gëtt vun deenen, déi sech als déi grouss Verteideger vun de Fraerechter celebréiere loossen. Mir hunn et hei mat Desinformatioun ze dinn – Desinformatioun! –, andeem de Bierger Sand an d'Ae gestreet gëtt.

(Interruptions)

Déi zweet Desinformatioun ass, ze soen: „Hei ass Urgence", wéi wa mer elo deemnächst musse mat engem autoritäre Regimm zu Lëtzebuerg rechnen. Dat ass och net de Fall.

Desinformatioun ass eisem Parlament onwürdeg.

(Interruption par la présidence)

Et zerstéiert d'Vertraue vun de …

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zum Schluss kommen, Här Schockmel!

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech ginn ënnerbrach, Här President, mee ech komme ganz séier zum Schluss.

Et zerstéiert d'Vertrauen an d'Politick an an d'Politiker, d'Vertrauen an d'Demokratie. Dee Vertrauensverloscht féiert eebe justement zu dem Rechtsruck, dee mer jo net wëllen. An dat ass och keen Zoufall, datt déi Initiativ vun där Partei kënnt, déi am wäitste lénks vum politesche Spektrum hei zu Lëtzebuerg steet. An ech denken, Desinformatioun ass net kompatibel mat deem Eed, dee mir hei geschwuer hunn. An aus Respekt vun deem Eed, am Respekt vun de Bierger, déi eis vertrauen, am Respekt och vun eisem Parlament …

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift!

M. Gérard Schockmel (DP) | … gëtt et nëmmen eng Optioun, …

(Interruption)

… an dat ass – merci, Här President –, déi Desinformatioun ze stoppen an dat heiten net matzestëmmen!

Merci. Zwou Minutte sinn net laang.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat do ass net meng Meenung!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass net d'DP-Meenung!

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt doropshin nach eng Rei Wuertmeldungen do sinn. Ech halen elo d'Reglement hei esou an. Dir hutt d'Recht, am Fong déi Zäit ze benotzen, déi déi eenzel Fraktiounen nach hunn. An déi gesitt Der alleguer, wann Der déi Zäittafel kuckt, déi op Ärem Ecran visibel ass. Ech gesinn, datt den Här Marc Baum nach d'Wuert gefrot huet. Ganz kuerz …

(Interruption par M. Marc Baum)

Nee, als Rapporteur, sorry, mee …

Une voix | Ëmmer als Leschten.

M. Claude Wiseler, Président | Wat heescht hei „ëmmer als Leschten"?

Den Här Baum huet d'Wuert fir déi Zäit, déi d'Fraktioun vun deene Lénken nach huet. Här Baum, Dir musst Iech also kuerzfaassen.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Ech ginn dem Här Schockmel Recht, datt Desinformatioun a falsch Versprieche Gëft fir d'Demokratie sinn. Duerfir ass et falsch, ze soen, wéi et elo grad geschitt ass, datt dat hei keen zousätzleche Schutz vum Avortement wier. Net nëmmen iwwert den Artikel 131, mee notamment och iwwert den Artikel 37.

A genau dat dote Beispill, dat Dir ginn hutt, wann eng Regierung géif dohinner goen a se géif den Delai vun 12 Wochen op 6 Wochen erofsetzen, dat wier entgéint dem Artikel 37. Dat kéint net duerchgoen! Sou einfach ass et. Dat gesäit eis Verfassung vir.

An duerfir fannen ech et net richteg, datt Dir hei sot, et soll een dergéint stëmmen, well et falsch Versprieche wieren an Desinformatioun. De Géigendeel ass de Fall. An ech hu probéiert, dat a mengem Rapport däitlech ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Schockmel, et deet mer leed, mee d'Zäit vun deenen eenzelne Fraktiounen, déi elo d'Wuert gefrot hunn, ass ofgelaf. Ech kann also net weider d'Wuert verdeelen. Ech froen d'Regierung …

(Interruption par M. Fred Keup)

D'ADR huet nach 26 Sekonnen, eng hallef Minutt.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech wollt just eng Kéier ganz kuerz op dat agoen, wat den Här Baum gesot huet. En huet esou gemaach, wéi wa mir hei vu Lénksextremiste geschwat hätten, déi elo dat Gesetz hei géife stëmmen, a verschidden Nimm genannt. Also, mir hunn dat Wuert net benotzt. Mir hu „ganz, ganz lénks" gesot, an net „Lénksextremisten", …

(Interruption)

… wat eng grouss Nuance ass. An dat ass net lénksextremistesch. Dat ass ganz lénks. Sou wéi och dat anert, wann ee géint d'Ofdreiwung ass, net extremistesch ass. Also, ech mengen, och vill Leit, déi géint d'Ofdreiwung sinn, sinn absolutt keng Extremisten. Mir si komplett an der Mëtt vun der Gesellschaft.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner, déi sech gemellt hunn, ofgeschloss. Ech gesinn, datt d'Regierung net wëllt heizou Stellung huelen. An dann ass

och d'Diskussioun zu dësem zweete Vote constitutionnel ofgeschloss.

An da géinge mer zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 8379 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8379[12]. Ech soen nach eng Kéier, datt eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert ass, dat heescht e Minimum vu 40 Stëmmen, an de Vote par procuration an dësem Fall net erlaabt ass.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 8379

D'Ofstëmme fänkt elo un. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 51 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. D'Propositioun ass also mat 51 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmme bei 2 Enthalungen am zweete Vote constitutionnel ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et Lydie Polfer ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, M. Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Jeff Boonen et Paul Galles.

Et ass also elo esou decidéiert.

9. Interpellation de M. André Bauler sur le rôle de l'État dans notre économie

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Roll vum Staat an eiser Ekonomie. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 7 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Franz Fayot, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierten, den Här André Bauler, als Auteur vun der Interpellatioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert

Exposé

M. André Bauler (DP), interpellateur | Merci, Här President. Léif alleguer, viru 25 Joer huet de Wirtschafts- a Sozialrot e groussen Avis iwwert d'Roll vum Staat veröffentlecht. Wat fir Verantwortungen huet den Zentralstaat an eiser Gesellschaft, virun allem op sozialem a wirtschaftlechem Plang? Wéi kann de Staat am wierksaamsten agräifen? Wou sinn och d'Grenze vum staatlechen Interventionismus? Wat ass also deen optimale Kader, an deem de Staat sech beweege soll a muss?

Déi Froe vun deemools stelle sech haut méi wéi jee, well d'Welt huet sech zanter 2001 fundamental verännert. Mir liewen an enger Welt, déi ganz anescht tickt wéi deemools. D'Erausfuerderunge wuessen. Si fuerderen eis eraus a ginn ëmmer méi komplex: Denke mer un de Klimawandel a seng Konsequenzen, un déi digital Revolutioun an un déi rasant Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz, un déi demografesch Perspektiven an déi domat verbonne Konsequenze fir de Finanzement vun der sozialer Sécherheet.

Wat Lëtzebuerg vun anere Länner ënnerscheet, dat ass eeben, datt et e séier klengt Land ass. An dofir hu mir eis zanter 1842 ëmmer nees missen a méi grouss ekonomesch Raim integréieren. Mir sinn op d'Ausland a seng Mäert ugewisen, fir eis Wueren a Servicer lasszeginn, well mer keen eegene Bannemaart hunn, deen deen Numm verdéngt. A mir sinn och op auslännesch Mataarbechter ugewisen, ouni déi dëse Wuelstand ondenkbar wier.

Déi enorm Ofhängegkeet vum Ausland stellt och d'Fro vun der Roll vum Staat an eiser Ekonomie. An déi enorm Ofhängegkeet vum Ausland ass et eeben, déi dofir suergt, datt mer eis ëmmer mussen d'Fro stellen: Wat fir e Kader muss de Staat setzen, fir datt eis Wirtschaft dynamesch an attraktiv bleift?

De Staat gëtt esou zum wirtschaftleche Player, jo, zum Produktiounsfacteur. Hie setzt Jalonen, fir datt e gënschtegt Ëmfeld entsteet a sech weiderentwéckelt, fir datt also d'Unzéiungskraaft vun eiser Ekonomie geséchert ass. Dat si fiskalesch Schrauwen an Hiewelen, ma net nëmmen: Och déi infrastrukturell Bedéngunge spillen eng Roll, awer och dat reglementarescht Ëmfeld oder de Gesondheets- a Schoulsystem.

Schonn de 16. Abrëll 1996, dat ass elo exakt 30 Joer hier, hat de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Avis bemierkt, datt de Staat eng dynamesch a proaktiv Roll anhuele misst. E misst virun allem d'Roll vun engem Katalysator an Initiator iwwerhuelen an och mat Viraussiicht agéieren.

An de CES huet sech deemools fir e staarken an nohaltege Wuesstem ausgeschwat, e Wuesstem, deen dorop baséiert, déi wirtschaftlech Konkurrenzfäegkeet ze erhalen an de sozialen Zesummenhalt kontinuéierlech ze stäerken.

Här President, loosst eis e ganz kuerzen historeschen Exkurs maachen: D'Roll vum Staat huet sech iwwert déi lescht Joerhonnerte staark verännert. Am 19. Joerhonnert war de Staat éischter zréckhalend: Et war d'Zäit vum Nuechtwiechterstaat, dem État-gendarme, dee sech op e puer Käraufgaben a Ministèrë gestäipt huet. De Staat huet haaptsächlech fir d'Basisinfrastruktur, d'Justiz an d'Sécherheet gesuergt a sech éischter wéineg an d'Ekonomie agemëscht.

Spéitstens nom Boursëcrash vun 1929 an der Grousser Depressioun vun den 1930er-Jore sinn engem d'Grenze vum Manchesterkapitalismus séier bewosst ginn. Mat der Politick vum New Deal huet sech den deemolegen US-President Roosevelt fir en aktive Staat entscheet, deen intervenéiert, wann et noutwendeg ass. De Staat iwwerhëlt d'Roll vun deem, deen an d'Infrastrukturen investéiert, an en ass deen, deen d'Leit, déi hir Plaz verluer hunn, nees esou u Brout an an Aarbecht bréngt. De Staat gëtt esou zum Stabilisateur macroéconomique, deen déi sozial Sécherheet ënnerstëtzt.

Nom Zweete Weltkrich gëtt den État-providence a Westeuropa lues a lues entwéckelt. Gläichzäiteg huet de Kommunismus de Modell vun der Plangwirtschaft virugedriwwen. D'Resultater vun dësem ekonomesche System si bekannt: Et war eng eenzeg Faillite – vu Moskau bis op Peking. Do, wou de Staat sech opdrängt an déi privat Initiativ verdreift, do ënnerdréckt en all Kreativitéit, all nei Iddi an domat all Fortschrëtt.

Am Wohlfahrtsstaat, deen déi privat Initiativ net ënnerdréckt a gläichzäiteg déi sozial Systemer entwéckelt huet, am État-providence also, huet de Staat a Krisenzäiten eng stabiliséierend Roll ageholl. Dat war de Fall wärend de Pëtrolskrisen an de 70er-Joren, zur Zäit vun der weltwäiter Finanzkris vun 2007/2008, awer och wärend der Pandemie vun 2020 an der Energiekris, déi den Ukrain-Krich ausgeléist huet. Hätt de Staat a Krisenzäiten déi berüümt Maxime vum „Laissez faire, laissez passer, le monde va de lui-même", sou wéi de Physiokrat Gournay se am 18. Joerhonnert formuléiert hat, ëmgesat, dann hätten eng ganz Rei Betriber missen zoumaachen an eng ganz Rëtsch Aarbechtsplaze wieren definitiv verluer gaangen.

Fir esou een Zenario ze vermeiden, huet de Lëtzebuerger Staat eng séier aktiv a responsabel Roll ageholl an en huet souwuel de Betriber wéi och de Privatleit mat diversen Hëllefen ënnert d'Äerm gegraff.

Et ass genau an dëse Momenter, an deene mir eis bewosst ginn, datt de Staat agräife muss, fir eng gewësse Stabilitéit, Attraktivitéit a sozial Kohäsioun ze garantéieren. Och a grad am Interesse vun der Wirtschaft, déi an der Pandemie riskéiert hätt, d'Baach anzegoen, wa souwuel d'Regierunge wéi och d'Zentralbanken net intervenéiert wieren.

Dat resolutt a geziilt Agräifen hat natierlech och e bedeitende Käschtepunkt. Fir d'Coronapandemie huet de Lëtzebuerger Staat am Ganzen 3,7 Milliarden Euro ausginn. Dorënner war bal eng Milliard Euro un Hëllefen, déi d'Betriber hu missen zeréckbezuelen, wéi beispillsweis Avancë fir Kuerzaarbecht.

De Staat huet domat eise wirtschaftlechen Tissu geschützt, well soss géifen och an Zukunft eng ganz Rei Recettë feelen. Anescht gesot: Ouni d'Agräife vum Staat wier de wirtschaftleche Schued enorm gewiescht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dësem Kontext kann ee roueg betounen, datt de Staat do ass, fir eng gewësse Resilienz opzebauen an extern, onerwaarte Schocken ofzefiederen; fir déi finanziell Sécherheet vun de Bierger, also d'Kafkraaft, ze erhalen; fir duerch en aktive budgetäre Pilotage eng makroökonomesch Stabilitéit ze sécheren; fir eis Wirtschaft an Zäite vu schlechter Konjunktur oder strukturellem Wandel ze stimuléieren an ze ënnerstëtzen.

Duerch eng virsiichteg budgetär Approche spillt den Zentralstaat och eng weesentlech Roll, wann et drëms geet, de faméisen Triple-A bäizebehalen. Duerch dëse genéisse mer d'Vertraue vun den Investisseuren an eis Wirtschaft. A fir Lëtzebuerg als klengt Land ass dat vun zentraler Bedeitung.

An am Virfeld vun dëser Interventioun hat ech en Austausch ënner anerem mat der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Dës huet och ënnerstrach, datt eng virsiichteg Budgetspolitick net mat enger Spuerpolitick gläichzestellen ass. Et geet éischter dorëms, eng Bestandsopnam vun eisen Ausgaben ze maachen an déi och am An ze behalen.

All Depensë mussen natierlech hannerfrot ginn: Wéi eng rekurrent Käschten hu mer? Hunn d'Ausgaben de gewënschten Impakt? Si se also wierksam an erreeche se dat richtegt Zil? Wéi kënnen d'Ressourcen

op déi richteg Plaze verdeelt ginn? Wéi kann de Staat also méi wierksam agéieren?

Och d'Chambre des Salariés huet an engem Gespréich mat mir betount, dass net all ëffentlech Ausgab déi selwecht wirtschaftlech Wierkung huet. Mir mussen den Ënnerscheed tëschent de lafenden Depensen an dem Investissement maachen, deen dacks e méi héije Rendement huet an duerch den Effet multiplicateur zousätzleche Wuesstem generéiere kann. Dowéinst geet et net ëm d'Quantitéit vun den Depensen, mee virun allem ëm hir Wierksamkeet an hir strateegesch Ausriichtung. Et geet also drëms, dat richtegt Gläichgewiicht ze fannen tëschent Ambitioun an Disziplinn, fir de sougenannte Sputt fir Krisenzäite bäizebehalen.

De Staat setzt d'Jalonen, fir datt mer eis Wirtschaft diversifizéieren, soudatt dës op extern an onverhoffte Schocke besser virbereet ass a reagéiere kann. Dëst heescht, nei Nischen ze identifizéieren, wou Lëtzebuerg eng féierend Roll iwwerhuele kann, wéi zum Beispill am Beräich vum Weltraum, der Kënschtlecher Intelligenz oder dem Healthtech.

D'Bedeelegung vum Staat u strateegesch wichtege Betriber ass och vu grousser Bedeitung. De Lëtzebuerger Staat ass als Aktionär mat knapp 1,2 Milliarden u 25 (veuillez lire: 45) privatwirtschaftleche Firme bedeelegt. Dorënner sinn och méi oder manner grouss Undeeler a boursecotéierten oder och net boursecotéierten Entreprisen, wéi Cargolux, luxAirport, ArcelorMittal, SES oder Encevo. Wa mir nach d'Parten huelen, déi de Staat bei der Post, der CFL an der Spuerkeess hält, da komme mir op iwwer 2 Milliarden Euro.

Iwwert déi lescht Joren huet sech de Portefeuille vum Staat verännert: Wann et fréier virun allem Betriber aus de Beräicher Industrie, Energie, Logement an Transport waren, da sinn et hautdesdaags awer och Kommunikatioun a Finanzen, déi fir d'Entwécklung vun eiser Ekonomie séier wichteg gi sinn. De Staat schwätzt do mat, wou et ëm strateegesch Secteuren a kritesch Infrastrukture geet.

Här President, mee de Staat ass awer net deen, deen als Missioun huet, d'Privatinitiativ ze ersetzen. E soll dofir suergen, datt et e méiglechst harmonescht Zesummespill tëscht privater an ëffentlecher Initiativ gëtt. Do, wou déi privat Initiativ komplett inexistent ass oder einfach net duergeet, do mécht et Sënn, wann de Staat aspréngt, fir strukturell Defizitter auszebigelen.

E pertinent Beispill ass natierlech den abordabele Logement. Hei kréien déi privat Acteuren et net aleng hin, de grousse Manktem u Wunnengen ze behiewen. De Staat war an ass also gefuerdert. Ob him dat ëmmer mat der néideger Schnellegkeet an Effikassitéit geléngt, steet op engem anere Blat.

En anert Beispill ass dat vun der Klimawandelbekämpfung. Dowéinst gëtt et eng Rei Incentiven, déi d'Betriber dozou brénge sollen, op energeeteschem Plang innovativ ze sinn an op gréng Alternativen ze wiesselen, fir esou hir negativ Externalitéiten ze begrenzen. Och d'Stéit ginn an deem Sënn ënnerstëtzt. Déi lescht Tripartitt huet dat eemol méi ënnerstrach.

Am Beräich vun der grénger Transitioun hëllefen also déi sëllege staatlech Aiden, fir op méi nohalteg Produktiounsprozesser eriwwerzewiesselen. Och de legale Kader fir de Waasserstoff, dee mer hei gestëmmt hunn, ass néideg, fir dass d'Betriber sech a punkto Energieversuergung nei opstelle kënnen.

Fir eise Startup-Ekosystem auszebauen, si verschidden Initiative vum Wirtschaftsministère an d'Weeër geleet ginn – denke mer un de Programm Fit 4 Start oder un d'Aidë fir d'Recherche- an Innovatiounskäschten, awer och un d'Ënnerstëtzung iwwert den Digital Tech Fund.

Natierlech ass all gesetzleche Kader ee vun den Hiewelen, déi de Staat beweege kann, fir eis Wirtschaft méi attraktiv ze maachen. Eng Wirtschaft, an där d'Betriber iwwer eng gewësse Planungssécherheet an den néidege gesetzleche Kader verfügen, fir sech ze entwéckelen, ass attraktiv an erlaabt et, kompetitiv ze bleiwen. Denke mer nëmmen un d'80er-Joren zeréck, wou mer als Land d'UCITS-Direktiv séier ëmgesat an esou d'Weiche gestallt hunn, fir eng grouss Fongenindustrie zu Lëtzebuerg opzebauen.

An enger klenger, oppener Ekonomie ass virun allem d'Vertrauen an d'Institutiounen ee wichtege Facteur vu wirtschaftlechem Wuelstand. Nieft der Planungssécherheet sinn et och déi politesch Stabilitéit an de soziale Fridden, déi d'Unzéiungskraaft vun enger Wirtschaft ausmaachen.

Evidenterweis ass d'Digitaliséierung een zentrale Kompetitivitéitsfacteur. De Staat soll net nëmmen als Regulateur an als Investisseur optrieden, mee och als Effizienz- a Produktivitéitsmoteur. Well d'Vereinfachung vun administrativen a reglementaresche Prozeduren ass net nëmmen eng technesch Fro, et ass och eng wirtschaftlech Prioritéit!

Mam Once-Only sollen zum Beispill administrativ Käschte reduzéiert a Prozedure beschleunegt ginn. Dat kënnt de Betriber an de Bierger direkt zegutt, well manner Bürokratie méi Zäit fir déi wirtschaftlech Aktivitéit u sech bedeit.

An deem Sënn ass d'Effizienz vum Staat keng ideologesch Fro, mee eng wirtschaftlech Noutwendegkeet. Ouni staark Investitiounen, ouni kredibel Gouvernance an ouni laangfristeg Planungssécherheet gëtt et keen nohaltege Wuesstem an och kee Sozialstaat, deen op Dauer finanzéierbar bleift.

Bei menger Entrevue mat der Chambre de Commerce huet dës virun allem ervirgehuewen, datt et net onbedéngt drëms geet, dass de Staat ëmmer méi a méi mécht, mee datt et drëms geet, méi geziilt, méi effikass, méi effizient ze handelen. All staatlech Interventioun soll kloer begrënnt sinn, proportionéiert bleiwen an och reegelméisseg bewäert ginn, fir ze kucken, ob se tatsächlech eppes zur Wäertschëpfung an zu der Kompetitivitéit bäidréit. Well eng Moossnam, déi net richteg cibléiert ass oder net déi gewënschten Effekter bréngt, kann am Endeffekt méi kaschten, wéi se notzt.

Och huet d'Handelskummer betount, datt d'Kärroll vum Staat doranner besteet, e stabillen, previsibele Kader ze garantéieren an d'Konditioune fir eng dynamesch Wirtschaft ze schafen. Nëmmen esou bleift hien, de Staat also, e Facilitateur vu Wuesstem an Innovatioun an net en Ersatz fir déi privat Initiativ. Dëst ass eng essenziell Viraussetzung, fir de Wuelstand an d'Finanzéierung vum Sozialstaat op Dauer ofzesécheren.

Eng weider Schrauf, un där de Staat dréie kann, fir eis Ekonomie méi attraktiv ze maachen, ass natierlech d'Fiskalitéit. Hei hu mer iwwert déi lescht Jore schonn eng Hellewull u Moossnamen ëmgesat, fir eist Land méi attraktiv ze maachen.

Fir eis Finanzplaz hu mir virun e puer Méint hei am Héijen Haus de Regimm vum Carried Interest agefouert, fir d'Manager vun alternative Fongen op Lëtzebuerg ze zéien. Zanter dem 1. Januar 2025 sinn dann och déi alternativ ETFe vun der Taxe d'abonnement befreit, wat eis hëlleft, dës Branche méi staark ze entwéckelen.

En anert Beispill: Mam neie Crédit d'impôt fir d'Investissementer an d'Startuppe soll eise Standuert méi attraktiv gemaach ginn an dem Problem entgéintgewierkt ginn, datt ganz talentéiert Startuppe mat groussem Potential aus Finanzéierungsgrënn eist Land, jo, souguer eise Kontinent verloossen. An op dës innovativ Käpp an dëse spezifeschen Knowhow kënne mer nëmme schwéier verzichten. Well et sinn och si, déi zu der zousätzlecher Wäertschëpfung an zu méi Innovatioun bäidroen.

Den Zentralstaat verfüügt also iwwer Instrumenter, fir Talenter aus de verschiddenste Beräicher unzeéien, déi mir bluttnéideg brauchen, fir eis Ekonomie ze stäerken a méi breet opzestellen. Eise Wuelstand hu mir also och a grad der Immigratioun vun auslännesche Spezialisten am Finanzberäich – ma net nëmmen – ze verdanken! A mir befannen eis op deem Gebitt mëttlerweil an engem zolitte Konkurrenzkampf mat anere Länner, mat anere Standuerter. Hei geet et also ëm villes an et gëtt eis hei näischt geschenkt.

Mat engem méi attraktive Régime des impatriés versicht d'Regierung zum Beispill, héichspezialiséiert Talenter op Lëtzebuerg ze bréngen. An deem Sënn gesäit een och, dass de Wirtschaftsministère vill Ustrengunge gemaach huet, fir d'Promotioun vun eiser Image de marque weiderzeentwéckelen an eist Land no baussen ze promouvéieren, sief dat op der Weltausstellung oder op internationale Foiren.

Et geet dorëms, d'Leit an d'Betriber op Lëtzebuerg ze bréngen, mee och Lëtzebuerger Entreprisë mat auslännesche Firmen ze vernetzen, wouraus sech da verschidde Forme vun Zesummenaarbecht entwéckele kënnen.

Och d'Diplomatie économique gewënnt ëmmer méi u Bedeitung. Dozou zielen déi verschidde Wirtschaftsmissiounen an dowéinst ass et och ze begréissen, datt an Zukunft verschidden Experte vum Finanzministère an déi verschidden Ambassaden detachéiert ginn, fir eis Finanzplaz virunzebréngen.

Mee wa mir iwwert d'Roll vum Staat an eiser Wirtschaft schwätzen, dann ass de Staat net nëmmen e Regulateur an e Stabilisateur, d'Qualitéit bezéiungsweis d'Performance vum Staatsapparat selwer gëtt zu engem reelle Produktiounsfacteur.

Nieft de klassesche Facteuren Natur, Aarbecht a Kapital ass et virun allem d'Stabilitéit vum legale Kader an eisen Institutiounen, d'Zouverlässegkeet vun eise Staatsfinanzen an d'Effizienz vun eiser Verwaltung, déi d'Wäertschafung iwwerhaapt erméiglechen.

Wien d'Fro vun der zukünfteger Roll vum Staat stellt, dee wërft deemno eng fundamental Fro op, nämlech déi vun der effikasser Gouvernance, an d'Fro, ob de Staat seng Ziler ëmmer an deem Mooss erreecht, wéi hie sech dat virgeholl huet.

Dofir sinn ech och der Meenung, datt et sech lount, de Wirtschafts- a Sozialrot ze bieden, en neie Bléck op de Staat, den Zentralstaat, ze werfen. E Bléck am Liicht vun eiser Zäit. An dat ass eng Zäit, déi voller Ongewëssheeten an Iwwerraschungen ass. Eng Zäit, an där sech villes rasant verännert, souwuel déi geopolitesch Verhältnisser wéi och dat technologescht Ëmfeld. Villes ännert sech méi séier, wéi et eis heibanne léif ass – an ech denken, de Leit dobaussen och. Dogéint kënne mer awer näischt maachen. Deem si mer ganz einfach komplett ausgeliwwert.

Wa mer awer an dësem onberechenbaren Ëmfeld eise Wuelstand wëlle verdeedegen, wa mer also eise Sozialstaat och an Zukunft mat enger gewëssener Sécherheet finanzéiere wëllen, da komme mer net derlaanscht, eis mat der Thematik „d'Roll vum Staat am 21. Joerhonnert" auserneenzesetzen.

An et gëtt vill Froen an deem Kontext. Eenzelner hunn ech scho gestallt. Ma kommt, mir kucken zesummen,

wat de Wirtschafts- a Sozialrot méi prezis beliichte kéint, 25 Joer also no sengem éischten Avis an deem Kontext:

Éischtens: Wéi hu sech d'Roll an den Afloss vum Staat op eis Wirtschaft zanter 2001 konkreet weiderentwéckelt? Wéi staark ass d'Gewiicht vum Staat haut, an enger digitaliséierter an onstabiller Welt, an där alles a Fro gestallt ka ginn an an där Souveränitéitsnische kaum nach eng Roll spillen?

Zweetens: Wat fir Léiere kënne mir aus de staatlechen Interventiounen an deene verschiddene Krisen zéien, vun der weltwäiter Finanzkris bis hin zur Pandemie an dem Iran-Krich a senge Konsequenzen?

Drëttens: Wou läit dann haut dat ideaalt Gewiicht tëscht staatlecher Interventioun an dem fräie Fonctionnement vum Marché? Wéi kann de Staat also säi Gewiicht a säin Afloss notzen, fir esou dem Maart d'Capacitéit ze ginn, nei Valeurs ajoutées ze schafen?

Véiertens: Wéi muss an der haiteger Welt d'Partikularitéit vum staatlechen Handelen an enger séier oppener a klenger Vollekswirtschaft wéi där vu Lëtzebuerg sinn? Wéi kann eise Staat méi reaktiv ginn, fir datt eise Standuert net un Unzéiungskraaft verléiert?

A fënneftens – a virleefeg leschtens –: Wéi kann de Lëtzebuerger Staat hëllefen, d'Positioun vum Déngschtleeschtungssecteur a besonnesch der Finanzindustrie weider ofzesécheren a gläichzäiteg déi wirtschaftlech Diversifizéierung op anere Pläng virunzedreiwen, fir esou laangfristeg Wuelstand ze garantéieren?

Jo, dat sinn nëmmen e puer Froen, déi vun de Sozialpartner 25 Joer nom éischten Avis nees eemol op de Leescht kéinten, jo, misste geholl ginn, fir d'Aufgabe vum Zentralstaat, do wou erfuerdert, nei ze definéieren. An ech denken, Dir all heibannen hutt och nach eege Froen, déi een an dësem Kontext mat op de Wee kéint ginn.

De Lëtzebuerger Ekonomist Norbert von Kunitzki huet d'Roll vum Staat an der Lëtzebuerger Ekonomie am Joer 1987 mat follgende Sätz op de Punkt bruecht, déi haut nach ëmmer aktuell sinn. Ech hu mer erlaabt, säin Text, deen op Franséisch redigéiert war, op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Den Norbert von Kunitzki schreift – ech zitéieren hien –: „Méi wéi all anert Land musse Lëtzebuerg a seng Autoritéiten dofir suergen, datt de legislativen, administrativen an innovativen Apparat vum Staat weiderhin un d'sozialekonomesch Entwécklung ugepasst bleift, dat wéinst senger Gréisst an deene villen Nodeeler vu sengem klengen Territoire; an dëst soll méiglech sinn duerch séier Reaktiounen an Upassungen u global sozialekonomesch Veränneren. D'Widderhuelung vum Lëtzebuerger Wonner ass kee Kaddo, nach ass si d'Resultat vun der Iwwerleeënheet vun de Lëtzebuerger iwwer aner Mënschen, mee éischter d'Produkt vun engem stännegen Asaz, fir sech unzepassen a flexibel ze sinn – och op der Säit vum Staatsapparat, deen de private Secteur ënnerstëtzt an heiansdo deem senger Strategie virausgeet."

Schlussendlech kann ee festhalen, datt d'Roll vum Staat sech iwwert d'Zäit staark verännert huet a sech och am 21. Joerhonnert weiderentwéckele muss, fir deene komplexe Realitéite vun enger séier klenger, oppener Ekonomie gerecht ze ginn. Haut geet et net méi dorëms, méi Staat ze hunn, mee e besseren, méi effizienten a méi strateegesch ausgeriichte Staat.

A fir dëser Roll gerecht ze ginn, muss de Staat gläichzäiteg makroekonomesch Stabilitéit a Kredibilitéit garantéieren, e kloert a previsibelt Ëmfeld schafen an esou eis Wirtschaft stäerken. Et baut een eebe kee generéise Sozialstaat op ekonomesch Ruinen op. An et verdeelt ee kee Kuch, deen net emol fir d'éischt gebak ginn ass.

De Staat muss also déi ëffentlech Gelder zilorientéiert a beschtméiglech investéieren. Gläichzäiteg fält him eng strateegesch Roll als Leader zou, deen an engem dynameschen, mat Momenter disruptiven Ëmfeld d'Richtung virgëtt, ouni awer sech opzedrängen an d'Privatinitiativ ze decouragéieren. Mir wëlle jo kee Versuergungsstaat, mee e Staat, dee fërdert, ënnerstëtzt an ergänzt, do, wou d'Privatwirtschaft net interesséiert ass oder carrement verseet.

Léif alleguer, vergläicht een de Staat an déi wirtschaftlech Acteure mat engem groussen Orchester, dee vun engem Chouer begleet gëtt, esou ass de Staat sécherlech keen Ersatz fir d'Museker an d'Sänger, en ass och net de Komponist vun all Wierk, dat gespillt gëtt, mee en ass villméi den Dirigent, dee fir en harmonescht Zesummespill suerge muss, soudatt all wirtschaftlech Aktivitéit hir Friichten droe kann. Nëmmen esou léisst sech Wuelstand op Dauer am Interessi vun all Awunner hei am Land sécheren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech erlabe mer, eng Motioun ze deposéieren, an där mer d'Regierung wollte froen, de Wirtschafts- a Sozialrot nach eemol ze beoptragen, en Avis iwwert d'Roll vum Staat an eiser haiteger Wirtschaft a Gesellschaft auszeschaffen an eis Recommandatioune fir déi nächst Jore mat op de Wee ze ginn. Dat soll en Avis sinn. Mir verlaangen hei net, datt iwwer divers Aiden en Audit gemaach gëtt, mee et geet drëms, en allgemengen Iwwerbléck iwwert déi nei Roll vum Staat ze kréien an eeben och déi Recommandatiounen, déi da vun de Sozialpartner géifen ausgeschafft ginn, ze studéieren an och ze behäerzegen, wann noutwendeg.

Villmools merci.

Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le Conseil économique et social (CES) avait publié en 2001 un avis sur le rôle de l'État dans l'économie et dans la société luxembourgeoise ;

– considérant que, depuis cette publication, l'environnement économique, technologique et géopolitique a profondément changé ;

– considérant les défis contemporains liés à la digitalisation et au développement rapide de l'intelligence artificielle, à la transition écologique, aux mutations démographiques, ainsi qu'aux incertitudes géopolitiques ;

– considérant que les crises récentes ont mis en évidence l'importance cruciale du rôle de l'État dans le soutien des acteurs de l'économie luxembourgeoise et des ménages privés ;

– considérant la nécessité de concilier à la fois l'attractivité économique, la cohésion sociale et la soutenabilité des finances publiques dans un contexte global complexe et incertain,

invite le Gouvernement à

– charger le Conseil économique et social (CES) d'élaborer un nouvel avis sur le rôle de l'État dans l'économie et la société luxembourgeoise afin que celui-ci

• analyse l'évolution du rôle de l'État depuis 2001 ainsi que les enseignements tirés de l'intervention publique lors des crises récentes,
• formule les priorités stratégiques permettant d'assurer une croissance durable, inclusive et résiliente,
• identifie le bon équilibre entre intervention publique et initiative privée,
• formule des recommandations en matière de gouvernance, d'investissement public et d'efficacité des dépenses publiques.

(s.) André Bauler, Gilles Baum, Octavie Modert, Stéphanie Weydert, Laurent Zeimet.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

D'Madamm Modert ass scho prett a si huet och elo direkt d'Wuert. Madamm Modert.

Débat

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir et gläich virewech ze huelen: D'CSV ass mat der Motioun vum Här Bauler, déi hien elo grad deposéiert huet, averstanen, fir de CES mat enger neier Etüd ze befaassen iwwert d'Roll vum Staat an der Ekonomie, Zil an Zweck vun der haiteger Debatt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir haut iwwert d'Roll vum Staat an der Wirtschaft schwätzen, da kucke mir net nëmme Budgetslinnen, Participatiounen, Reguléierung oder Kompetitivitéit. Mir schwätzen iwwer eng méi fundamental Fro: Wéi eng Verantwortung huet de Staat vis-à-vis vun de Betriber, awer och vun de Mënschen, de Beschäftegten an dem Land als Ganzt?

Dës Fro ass jo net nei, mee si begleet déi modern Gesellschaft zanter der Industrialiséierung a se ass d'Ursaach vun der Enzyklika „Rerum Novarum" vum Leo XIII. viru genau 135 Joer.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | Dat war e Grondlagentext vun der moderner kathoulescher Sozialléier. Si war deemools d'Reaktioun op d'sozial Spannunge vun der Industrialiséierung an huet zwee Extreemer ofgeleent: e blanne wirtschaftleche Liberalismus, deen de Mënsch dem Maart ausliwwert, an e kollektivistesche Sozialismus, deen d'Fräiheet vun der Initiativ an de Besëtz ofschafe wëll. Mee si huet eng Mëtt gesicht: d'Privatinitiativ unerkennen an d'Würd vum Mënsch, de gerechte Loun, d'Famill, d'Gewerkschafts- a Versammlungsrecht, d'Verantwortung vum Staat an d'Allgemeinwuel verdeedegen.

Dës Iddi ass haut nach ëmmer aktuell. An d'chrëschtlech Sozialléier ass nach ëmmer d'Fundament vun der CSV hirem Handelen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Staat ersetzt net d'Wirtschaft, mee hie kann och net neutral bleiwen, wann d'Mäert eleng net dat liwweren, wat eng gerecht, stabill a kompetitiv Gesellschaft brauch. De Staat muss do sinn, wou et ëm Vertrauen, Reegelen, Bildung, Infrastruktur, Sécherheet, sozial Kohäsioun an national Souveränitéit geet.

Et geet net ëm entweeder staatlechen Interventionismus oder Nachtwächterstaat. Bei der Roll vum Staat an der Wirtschaft geet et fir d'CSV ëm eppes aneres: ëm e Staat, dee sech këmmert, ëm seng Awunner a säi Land; ëm e staarke Staat, ëmsou méi an Zäite vu Polykrisen, wéi se de Moment sinn, ob Finanz-, Wirtschafts- oder Energiekris, geopolitescher, Klimawandel, sanitär Krisen an esou vill anerer leider méi. E staarke Staat ass e fürsorgleche Staat, dee sech këmmert, wou et drop ukënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, 2001 huet de Conseil économique et social a sengem Gutachten iwwert d'Roll vum Staat net fir méi Staat plädéiert, och net fir manner Staat, mee fir eppes méi Intelligentes: fir e „mieux d'État", eng Formuléierung, déi mer eis nach ëmmer sollten zu Häerz huelen. „Mieux d'État" heescht: en effiziente Staat, en transparente Staat, en demokratesch legitimäierte Staat, en zouverlässege Staat. Net e Staat, deen alles selwer mécht, mee e Staat, dee kloer definéiert, wat säin Optrag ass, an dee sech dann déi bescht Mëttele gëtt, fir deen Optrag och ze erfëllen.

Deemools huet de CES gesot: D'Fro ass net, ob de Staat intervenéiere soll, mee se ass, wéi en dat mécht, ënner wéi enge Konditiounen, mat wéi enger Effizienz, mat wéi enger Transparenz a mat wéi engem Respekt virum Bierger a virum Betrib. Hie soll d'Mäert net ersetzen, mee ergänze respektiv korrigéieren an d'Allgemeinwuel am Bléck behalen.

Wann een haut e Bilan vun dësem Avis mécht, da stellt ee fest: Et ass vill geschitt. Mir hunn eng besser Bedeelegung an eng méi staark Reguléierung: den ILR, déi modern Autorité de concurrence, d'Cour des comptes. Mir hu MyGuichet an eng digital Administratioun, och wa se nach net perfekt ass. Mir hunn eng ganz Rei nei Infrastrukturen a Strukturen, déi d'Land no vir bruecht hunn: eng nei Uni, Schoulen, Forschungszenteren, den Tram, Energieinfrastrukturen, Spideeler, digital Netzer. Nei administrativ Prinzippie ginn agefouert, wéi den Once-Only oder de „silence vaut accord".

Et gëtt awer och eng aner Säit, eng zweet, vun dësem Bilan. De CES sot deemools, datt de Staat seng eege Leeschtunge sollt besser moossen. Mir hu vill Prozeduren, mee net ëmmer genuch Vereinfachung an net ëmmer genuch Resultatskontroll. Dat ass awer wichteg. E staarke Staat ass net deen, deen déi meescht Reegelen huet, mee e staarke Staat ass deen, deen déi richteg Reegelen huet, déi verständlech, proportional an duerchféierbar sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | Här President, e staarke Staat ass och fir d'Betriber an d'Ekonomie do. De Lëtzebuerger Staat spillt eng ganz konkreet an direkt Roll an der Ekonomie: als Aktionär an der Privatwirtschaft. Dat ass kee Feeler am System, et ass en Deel vun eisem Modell. D'Participatioune vum Staat sinn net nëmme Kapitalpositiounen, et si strateegesch Verankerungen a strateegesch wichtege Betriber, ob Banken, Daten, Satellitten an a ganz villen anere Beräicher. Si suergen dofir, datt Entscheedungszentren zu Lëtzebuerg bleiwen, iwwer direkt an indirekt Bedeelegungen. A mir wëssen, wéi kruzial dëst grad a Krisesituatioune war, e staarke Staat, deen der Privatwirtschaft zur Säit stoung an hire schwieregsten Zäiten, ob an der Finanzkris 2008/2009, am Covid an esou weider. Dat alles ass am Sënn vu Souveränitéit, Beschäftegung, Innovatioun, Standortpolitick, Klima- an Energietransitioun, digitaler Sécherheet.

Här President, och iwwer Subventiounen a staatlech Bäihëllefe spillt de Staat eng staark Roll an der Ekonomie, dat si Lenkungs- an Ënnerstëtzungsinstrumenter an der Privatwirtschaft. De Kader, an deem de Staat sech beweege kann, gëtt zu Bréissel definéiert. Et bleift trotzdeem eng Marge de manoeuvre, fir Politickziler mat ëmzesetzen.

Et geet domadder drëms, Investitiounen ze erméiglechen, Innovatioun ze beschleunegen, Aarbechtsplazen ze sécheren an d'Wettbewerbsfäegkeet vun eisem Standort ze stäerken, grad och fir Kleng- a Mëttelbetriber, wou de Moment och nei Projeten an der Chamber leien.

An de leschten zwee Joer huet de Staat sech ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber gekëmmert mam Stroumpräisdeckel, mam Kompenséierungsmechanismus, mat der Steierguttschréft fir Investitiounen am Beräich Ëmwelt- an Energiewend oder der digitaler Transformatioun. Oder datt en d'Betribsbesteierung ëm ee Prozentpunkt erofsetzt – sou wéi de Staat natierlech insgesamt iwwert d'Steierpolitick eng Roll fir d'Wirtschaft spillt.

De Staat begleet och d'ekologesch Transitioun an ënnerstëtzt d'Betriber, déi an Energieeffizienz, erneierbar Energien, elektresch Gefierer, Luedinfrastrukturen oder méi ëmweltfrëndlech Produktioun investéieren. Dat ass net nëmme Klimapolitick, mee och en Deel Industrie- a Kompetitivitéitspolitick.

Do muss een der Regierung hire Plang „Einfach – Séier – Erneierbar" mat 51 Moossnamen ervirhiewen. Wien haut méi effizient mat Energie a Ressourcen ëmgeet, ass muer méi staark. An Zäite vun enger internationaler Energiekris ass dëst besonnesch ze ënnersträichen. D'Entlaaschtung vun den Netzkäschten an d'Begleedung vun de Betriber – grouss, mëttel a kleng – um Wee vun der energeetescher Transitioun ass essentiel.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e staarke Staat brauch eng staark Landwirtschaft, fir d'Ernärungssécherheet vun der Bevëlkerung ze garantéieren. Eise Staat gräift de Baueren, Wënzer a Gäertner mat Bäihëllefen ënnert d'Äerm, déi aus nationalen oder och vill aus EU-Mëttele stamen, déi awer zu engem groussen Deel duerch d'Bréisseler GAP-Reegelen agegrenzt sinn. D'Liewensmëttelproduktioun ass liewenswichteg, fir e Land staark a resilient ze maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuerger Staat ënnerstëtzt zanter Joren – an elo mam neie Steierkreditt – Startuppen, fir datt se eis flügge ginn an hoffentlech hei am Land bleiwen. De Staat muss vläicht seng Roll an der Ënnerstëtzung vun de Scaleups nees op de Leescht huelen an Ofwanderung verhënneren.

De Lëtzebuerger Staat huet och ëmmer an der IT-Entwécklung eng Roll gespillt an déi ënnerstëtzt, fir net ze schwätze vum Satellitten- a vum Spacesecteur, mee e muss elo eng aktiv, mee och verantwortungsvoll Roll spille bei der Kënschtlecher Intelligenz. Et ass eng Realitéit, déi eis Ekonomie, eis Aarbechtswelt, eis Verwaltung, eis Forschung verännert.

D'CSV begréisst der Regierung hir AI-Strategie vun 2025 am Kader vun der méi breeder Strategie „Accelerating Digital Sovereignty 2030". Ausserdeem investéiert de Staat an déi néideg Infrastrukturen, wéi de KI-Supercomputer MeluXina-AI. An de Staat gesäit hei seng Roll an der Begleedung vu Betriber, déi sech un d'KI eruntaaschten, fir hir Prozesser ze optiméieren. Och d'Talentattraction muss vum Staat begleet ginn a gëtt hei vum Staat begleet.

Niewent de villen Opportunitéite vun der KI däerfen dem Staat potenziell Risiken awer net egal sinn. Dowéinst ass d'Informatiounspolitick och an der Educatioun vun eise Kanner a Jonke wichteg. Ausserdeem spillt den aktuellen Dialog zwëschent der Regierung an de Sozialpartner iwwert déi potenziell Auswierkunge vun der KI op den Aarbechtsmaart eng wichteg Roll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een iwwert d'Roll vum Staat an der Ekonomie schwätzt, muss een op d'Tripartitt agoen. Dëst Kriseninstrument huet sech iwwer Joerzéngte bewäert, well et erlaabt, am Sozialdialog mat Forces vives an der Regierung zesumme Léisungen ze sichen an ze fannen zu de Problemer, déi sech stellen.

De leschten Tripartitt-Accord ass zwou Wochen al an d'CSV, wéi Dir all, begréisst, datt en Ofkommes fonnt ginn ass am Dialog. Dee Modell huet sech nees bewäert an d'Regierung huet, zesumme mat de Sozialpartner, en Accord fonnt, fir de Mënschen hir Kafkraaft géint d'Inflatioun ze stäerken, d'Wettbewerbsfäegkeet vun der Wirtschaft ze schützen an d'Energietransitioun ze beschleunegen.

D'Tripartitt-Ofkommessen alleguer hunn ëmmer en Impakt op d'ëffentlech Finanzen – et war awer och an de leschte grousse Krisen, déi eis vu baussen opgedréckt gi sinn, eng Investitioun an d'Stabilitéit vum Land: 2009 louch de Plan de soutien à la conjoncture bei ronn 1,2 Milliarden Euro. Wärend der Covidkris gouf de Stabiliséierungsprogramm mat ronn 8,8 Milliarden Euro annoncéiert, dat waren Direktausgaben, mee och Garantien, Reporten a Liquiditéitsinstrumenter. An där Energie- an Inflatiounskris elo gouf et och substanziell Beträg: Am Budget fir 2023 ass fir den Energiedësch an déi éischt Solidaritéitspäck eng Enveloppe vu ronn 2,5 Milliarden Euro genannt. De Resilienzpak 2026 féiert dës Logik weider, mat engem geschate budgetären Impakt vu ronn 450 Milliounen Euro.

Dës Zuele weisen: D'Tripartitt ass kee symbolescht Instrument. Si huet eng reell wirtschaftlech a sozial Funktioun: Krisen ofzefiederen, Vertrauen ze schafen an d'Land an d'Gesellschaft zesummenzehalen. An dat ass och d'Roll vum Staat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e staarke Staat ass och e soziale Staat, mat Moossnamen, fir de Schwächsten ze hëllefen. Dës Regierung huet scho vill an der Sozialpolitick gemaach, wéi: d'Energieprimm ze verdräifachen, d'Deierechtszoulag ëm 10 % eropzesetzen, en Aktiounsplang géint Aarmut a géint Kanneraarmut an Altersaarmut, d'Hëllefe fir déi, déi se brauchen, ëmmer méi automatesch auszebezuelen an esou weider.

Jo, e soziale Staat ass e staarke Staat.

E staarke Staat ass och e gudden ëffentlechen Déngscht, dee fir d'Mënschen an d'Betriber am Land do ass. Eise staarke Staat, e staarke Staat wéi eisen, ass en Triple-A wäert a steet fir e Land, dat attraktiv ass fir Investitiounen, och aus dem Ausland. E staarke Staat ass en innovative Staat, dee weess, wéini e virugeet, fir datt d'Land net hannendrageréit. Mir brauchen e staarke Staat. E staarke Staat ass e fürsorgleche Staat. En ass fir d'Wirtschaft do, wéi mer elo héieren hunn, an en ass och – a besonnesch – fir déi schwaach Schëlleren do.

Här President, de Lëtzebuerger Modell huet sech bewäert. De Modell war pragmatesch, e war ni puer Ideologie. D'Zil war ëmmer: d'wirtschaftlech Entwécklung vum Land sécheren, kritesch oder wackeleg Secteure verankeren, nei Aktivitéiten erméiglechen an am Krisefall handlungsfäeg bleiwen. An Zäite vu Wirtschaftskrisen ass d'Roll vum Staat ëmsou méi weesentlech.

25 Joer méi spéit wier et derwäert, datt de CES nees eng Reflexioun doriwwer maache géif an engem gemeinsame konsensuellen Avis an net vergësst, säin Aemierk op den Afloss vun der KI mat ze leeën.

Lëtzebuerg ass gutt gefuer mat engem Staat, dee weeder passiv nach omnipresent ass, mee strateegesch, verantwortungsvoll a pragmatesch handelt. Loosst eis dëst Gläichgewiicht net opginn, mee et verbesseren, moderniséieren, méi transparent maachen – mee loosst eis et bäibehalen! E staarke Staat. Fir de sozialen Zesummenhalt. D'CSV wëll esou e staarke Staat, dee sech këmmert!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Premierminister, fir d'éischt dem André Bauler merci, dass en dat heiten op den Ordre du jour setze gelooss huet. Et ass ëmmer interessant, eng Diskussioun ze féieren iwwer eis Ekonomie an och besonnesch iwwert de Rôle vum

Staat an eiser Ekonomie. Den Ophänker war den Avis vum Conseil économique et social vun Oktober 2001, deen 1996 ugefrot gouf vun der Regierung, deemools um Enn vum zweete Joerdausend, fir d'Entrée an dat neit Joerdausend ze preparéieren an effektiv och den Avis vun de Sozialpartner dozou ze kréien. Dat huet dunn eng Partie Jore gedauert an huet sech dann duerno och an en Avis iwwersat, wou ee Volet économique an ee Volet social dra waren, och ee Volet démocratique, iwwert de Rôle vum Staat. Nach wie vor eng interessant Lektür.

Et huet sech vill verännert an deem Véierelsjoerhonnert säithier. Et si verschidde Saachen, déi sinn d'selwecht bliwwen. Mee et sinn awer och eng Rei Saachen, déi sech radikal verännert hunn.

D'Fro ass dofir: Wat soll d'Roll vum Staat sinn an enger Wirtschaft? Abee, déi éischt Fonctioun vun engem Staat – vun engem moderne Staat haut – ass et, d'Betriber an hir Mataarbechter virun externe Krisen ze schützen.

D'Pandemie war eng gutt Illustratioun dovunner: De Staat huet ganz schnell Milliarden Euro mobiliséiert fir Kuerzaarbecht, fir Hëllefen un d'Betriber, mat vill Kreativitéit, och mat vill Reaktivitéit. Dat huet alles misse schnell goen. A mir hunn et domat fäerdegbruecht, mat groussem finanziellen Opwand, d'Entreprisen an och hir Mataarbechter an alle Secteuren ze stabiliséieren an och vill Betriber ze retten.

Kuerz duerno koum d'Energiekris no der Invasioun vun der Ukrain duerch Russland 2022, mat enger héijer Inflatioun a mat e puer Tripartitten hannereneen. An allkéiers huet d'Regierung agegraff. An dat war och richteg esou.

Mir sinn der Meenung, dass de Staat eise Betriber, an haaptsächlech deene klengen a mëttleren, ënnert d'Äerm gräife soll, wa se wéinst externe Circonstancen, wéi eeben enger Pandemie, engem Krich oder Penurien, déi doraus entstinn, an d'Laberente kommen.

Allerdéngs ass et eng Fro, wéi laang een dat ka maachen, virun allem wann eng Kris no där anerer kënnt. Et ass eng Fro vun der budgetärer Marge, awer och eng Fro vun de Signaler, déi een domat an d'Ekonomie eragëtt, well muncher vun deene Krise sinn net méi just konjunkturell oder kommen duerch eng Force majeure, déi kee gesinn huet kommen, dee faméise schwaarze Schwan an der Ekonomie.

Nee, déi Krise sinn ëmmer méi och strukturell, well mir wëssen zum Beispill, dass Pëtrol a Gas ëmmer méi rar an deier wäerte ginn, ganz einfach well d'Reserven erofginn a well d'Extraktioun ëmmer méi opwenneg gëtt. Dofir ass och deen Enkpass, dee mer elo gesinn hunn am Kontext vun deem Iran-Krich, warscheinlech just e Prelude op dat, wat an deenen nächste Joren ëmmer méi oft wäert kommen.

Mir wëssen och, dass ökologesch Dereglementer – net nëmmen d'Klimakrisen – ëmmer méi heefeg wäerte kommen an och en enorme Käschtepunkt hu fir d'ekonomesch Aktivitéit. Wéi eng wirtschaftlech Aktivitéit ass nach méiglech ab Temperature vu 40 oder 50 Grad, Temperaturen, vun deene mer wëssen, dass mer se och wäerten hei an eise Géigende kréien? A mir wëssen, dass et munch Ressourcen a Matière-premièren ëmmer manner wäerte ginn.

Et muss ee sech also haut op déi verännert Ëmstänn astellen an net just „opfänken, wat schifleeft", wéi de Romain Bausch vum CNFP dat viru Kuerzem um Radio formuléiert huet!

Dofir si mer als LSAP och iwwerzeegt, dass de Staat nach eng weider wichteg Roll huet: déi vum Strateeg. De Staat muss d'Bedéngunge schafen, fir dass d'Wirtschaft sech kann dauerhaft entwéckelen. An dozou gehéiert, Choixen ze maachen: Welch Aktivitéite wëlle mer op Lëtzebuerg unzéien? Welch Aktivitéite passe bei eis? Wat sinn déi Aktivitéiten, déi eeben an eisen Tissu économique passen an déi och gutt Aarbechtsplaze schafen, déi net direkt delokaliséiert ginn, wann et anerwäerts e puer Euro méi bëlleg ass?

Ech weess, well ech der ganz vill besicht hunn, dass mer vill Betriber hunn, och industrieller, déi immens performant sinn, well se et fäerdegbruecht hunn, hir Mataarbechter bei sech ze halen iwwer laang Joren, mat hirer Experienz an hirem Savoir-faire. Dat huet och vill mat sozialem Fridden, a jo, och mam Index ze dinn, dee mer heizuland hunn.

Här President, wann ee wëll strateegesch virgoen, da muss ee sech Gedanke maachen, wat déi grouss Tendenze sinn, déi op eis duerkommen an déi eis Ekonomie wäerten an deenen nächste Jore beaflossen. Mir gesinn natierlech déi gréng Transitioun. Mir gesinn och déi rasant Entwécklung vun der KI. Mir gesinn awer och en Europa, dat ëmmer méi op sech gestallt ass.

An deem Kontext, an do ware mer eis heibannen ëmmer alleguerten eens – oder bal alleguerten –, ass et wichteg, weider op déi europäesch Kaart ze setzen. Mir musse kucken, wou mer kënnen Aktivitéiten entwéckelen, mat deene mer eis regional an europäesch kënne vernetzen.

Mir waren ëmmer der Meenung an der LSAP, dass mer Interessi drun hätten, nohalteg an héichwäerteg Aktivitéiten ze förderen.

Dozou gehéieren an eisen Aen Ekotechnologien, fir eis Gesellschaft vun de fossillen Energien ze léisen.

Mir gesinn awer och ganz vill Potenzial an der Ëmstellung vun eisem Bausecteur op e circulairë Secteur, deen op Renovéierung spezialiséiert ass. Mir kommen och hei ganz einfach méi schnell virun an der Bewältegung vun eiser Wunnengskris, wa mer renovéieren a convertéieren an net nëmmen nei bauen.

Drëttens gesi mer och d'Ëmstellung op Bioland-wirtschaft a Biowäibau als eng weider wichteg Pist fir d'Zukunft.

A mir gesinn och e grousst Potenzial fir eis Finanzplaz doranner, dass mer eis Finanzplaz ëmstellen, fir d'Finanzéierung vun der grénger Transitioun ze maachen, an Europa an och weltwäit.

Donieft sinn natierlech eng ganz Rei Nischen, déi mer iwwert déi lescht Joren entwéckelt hunn, déi vill Potenzial hunn. De Space gehéiert dozou. Natierlech och alles, wat Cybersécherheet ass. Do ass ganz vill Potenzial dran.

Mir haten d'lescht Joer ëm dës Zäit, Här President, en Debat iwwert de Rapport ECO2050 vu Luxembourg Stratégie mam Wirtschaftsminister. An et gouf do kloer gesot vum Minister, datt d'Regierung net wëlles hätt, weiderhin eng prospektiv Strategieaarbecht ze maachen. An dat ass eppes, wat mer ganz kloer bedaueren. Well an der Vergaangenheet goufen esou Iwwerleeunge gemaach, meeschtens am Wirtschaftsministère. Ech erënneren un de Rapport Fontagné viru méi wéi zéng Joer, de Rifkin-Rapport, deen och ganz staark op der Energie baséiert war, an eeben ECO2050. Dat waren alles strateegesch Reflexiounen, mat deenen een net muss eent zu eent averstane sinn, mee déi een awer weider sollt poursuivéieren. Well all déi Länner, déi dat maachen – an et gëtt der eng ganz Rei, an all déi performant a modern Länner maachen et –, gi méi intelligent a si besser preparéiert op d'Zukunft, wa se déi Reflexioun do maachen, Här President. An dofir géif ech gären hei eng Motioun ofginn, déi och vun de Kolleege vun deene Gréngen, de Lénken an de Piraten ënnerstëtzt ass, un d'Regierung.

Motion 2

« sur le rôle de l'État dans l'économie »

La Chambre des Députés,

considérant

– le contexte économique volatile en Europe et au Luxembourg, marqué par une succession de crises depuis 2008, et une situation géopolitique présentant de nombreux et importants défis ;

– le défi et l'urgence de la transition vers une société décarbonée et la préservation de la biodiversité ;

– les enjeux liés au vieillissement de la population et la difficulté croissante à pourvoir des emplois essentiels pour le bon fonctionnement de la société ;

– le développement rapide de l'intelligence artificielle, qui s'accompagne de risques et d'opportunités, et qui suscite de nombreuses interrogations quant à ses applications ;

– les efforts de défense européens et luxembourgeois face à la menace russe ;

– les réflexions autour d'une autonomie européenne notamment dans les domaines stratégiques de l'énergie, de l'IA, de l'alimentation, de la défense,

invite le Gouvernement à

– se doter d'une réflexion stratégique d'ensemble au sujet du positionnement de l'État dans l'économie luxembourgeoise ;

– intégrer dans une telle réflexion une analyse quant à l'intégration du pays et de ses entreprises dans les différentes initiatives stratégiques européennes ;

– procéder à une évaluation approfondie de l'impact des différentes aides aux entreprises dispensées par les ministères et administrations, que ce soit par le biais d'aides directes, d'exonérations ou de bonifications d'impôts, ou d'autres avantages de toute nature, ouverts aux entreprises ;

– identifier les vulnérabilités, les risques et les opportunités du Luxembourg dans le cadre du développement économique européen.

(s.) Franz Fayot, Marc Baum, Sven Clement, Joëlle Welfring.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Franz Fayot (LSAP) | Amplaz vun enger strateegescher Reflexioun gesi mer eng Regierung, déi just ee Plang huet, an dee besteet doranner, Suen an d'Bevëlkerung ze pompelen an der Hoffnung, dass esou d'Ekonomie an de Wuesstum géifen ugekuerbelt ginn. E Bléck op d'Konsumgewunnechten an dann e Bléck op dat, wat mer heizuland produzéieren, an och ze verstoen, dass mer e klengt, ganz oppent Land sinn, wat ganz vill importéiert, missten am Fong duergoen, fir ze verstoen, dass déi Rechnung net opgeet.

Här President, de Rôle vum Staat an der Ekonomie ass och, dofir ze suergen, dass déi néideg Investissementer gemaach ginn. Aleng d'Dekarbonisatioun gëtt op 2 % vum PIB geschat pro Joer. Dat ass kee Luxus, dat ass onverzichtbar! An da kommen nach ganz vill aner Investissementer dobäi, wa mer wëllen attraktiv bleiwen: an öffentlech abordabel Wunnengen, an eis Schoulen, an eist Gesondheetswiesen, an eis Defense.

An och eise Sozialstaat, Här President, ass keng Externalitéit, déi mer duerch d'Dichtegkeet vun de Betriber aleng finanzéieren. Nee, et ass e feste Bestanddeel vun der Wäertschëpfung an eiser Ekonomie!

Mir maachen eis Suergen. Et ass elo haut net de Moment, fir en long et en large doriwwer ze schwätzen, mee mir maachen eis awer an deem Kontext Suergen iwwert d'Degradatioun vun eise Staatsfinanzen: 2025 en Defizit vun 1,8 Milliarden Euro – eng sat Milliard méi wéi dat, wat prognostizéiert war!

Här President, mir mussen an Zukunft och nach d'Marge budgétaire hunn, fir d'Defie vun der Zukunft kënnen unzegoen.

Här President, fir zur Konklusioun ze kommen: Ech sinn amgaang, eng kleng Recherche ze maachen iwwert d'60er-Joren. Ech sinn net esou wäit zeréckgaang wéi Dir, Här Bauler, mee d'60er-Jore waren eng interessant Period, wou d'Land sech agestallt huet op de Marché commun, wou et drëm gaang ass, d'Expansion économique virzebereeden, wou och nei Creneaue gesicht gi sinn a wou mer, wéi gesot, nach an deenen Trente Glorieuses dra waren, wou et wierklech drëm gaang ass, d'Land an der Nokrichszäit ekonomesch ze developpéieren. Deemools, an der Zäit vun den Trente Glorieuses, war d'Prosperitéit gläichgesat mam materielle Progrès.

Wann een d'Lëns haut méi wäit opmécht, da gesäit een, dass mer haut weltwäit zu de räichste Länner op der Welt gehéieren. Um makroekonomeschen Niveau ass méi materielle Wuelstand u sech kaum nach méiglech. An dofir muss en État stratège sech haut am Fong och d'Fro stellen, wéi mer d'Prosperitéit kënne gestalten, fir net am Däiwelskrees vum quantitativen, reng PIB-bezunnene Wuesstem gefaangen ze bleiwen, deen nach ëmmer un der Iddi vun der Accumulatioun aus der Nokrichszäit dominéiert ass.

Den Ekonom Tim Jackson seet, dass d'Prosperitéit an eiser Capacitéit besteet, eis als Mënschen ze entwéckelen an den ökologesche Grenze vun engem endleche Planéit. Den Challenge fir eis Gesellschaft ass et, Bedéngungen ze schafen, ënner deenen dat méiglech ass.

D'Wirtschaft, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ass kee Selbstzweck. An et ass an eisen Aen an dëser Zäit déi eigentlech Aufgab vum Staat an der Ekonomie, am Partenariat mat de Betriber, déi Iddi vun der Prosperitéit weiderzebréngen.

An dofir géif ech och nach gären zum Schluss, Här President, eng Proposition de loi deposéieren.

10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

Exposé

An där Proposition de loi geet et drëms – an Inspiratioun un der franséischer Loi PACTE –, en Zousaz an eist Gesetz iwwert d'Gesellschaften dranzesetzen, fir ze preziséieren, dass och sozialen, ökologeschen a gesellschaftleche Konsequenze muss Rechnung gedroe ginn an den Decisioune vum Gestiounsorgan am Kader vum Objet social.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | An och, en Fonctioun vun der Gréisst an den Aktivitéite vun der Gesellschaft, e kuerze Bericht doriwwer ze maachen an hirem Rapport de gestion.

Mir denken, dass et haut net méi ka sinn, wéi de Milton Friedman, den Ekonom, de Papp vum Neoliberalismus, an de 70er-Jore gesot huet, dass déi eenzeg Missioun vun engem Betrib soll sinn, e Benefice fir seng Aktionären ze erwirtschaften. An ech weess, dass vill Betriber dat elo scho maachen am Kader vun hiren ESG-Politicken. Mee ech denken, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, an ech géif dat och vill méi generaliséieren, wa mer dat géifen an eist Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales aschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

11. Interpellation de M. André Bauler sur le rôle de l'État dans notre économie (suite)

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert. Här Bauler, wéi ech den Depot vun Ärer Interpellatioun gelies hunn, do war ech frou, datt ech ni Äre Schüler an der Eco war. Dat heiten ass esou en allgemengt Dissertatiounstheema, wou ee sech als Schüler freet: „Wat genau wëll en, wat genau soll ech schreiwen?"

Iwwert d'Roll vum Staat an eiser Ekonomie, a besonnesch an enger Zäit vum Wandel a vu Krisen, kéint ee stonnelaang schwätzen. Ech maachen dat elo an e puer Minutten an ech si frou, datt ech vum Här Bauler duerno keng Nott kréien.

An hei sinn déi wichtegst Prinzippien, no deenen ech mech orientéieren a menge Riede fir eis ADR-Fraktioun a punkto Roll vum Staat:

Éischtens, esou vill Staat wéi néideg an esou mann Staat wéi méiglech. Zweetens, de Bierger soll de Staat kontrolléieren an net de Staat de Bierger. Drëttens, de Staat schafft mat de Sue vun alle Bierger, fir all Bierger. Véiertens, fräi Wirtschaft optimiséiert d'Offer an d'Demande. Déi staatlech Interventioun verzerrt dacks de Marché. Fënneftens, de Staat soll haaptsächlech de Kader vun eiser Wirtschaft garantéieren an organiséieren. Sechstens, de Staat soll nëmme bei Krisen agräifen, wa koordinéiert Moossnamen noutwendeg sinn oder wann et systeemesch Problemer gëtt. Siwentens, de Staat soll Transitioune begleeden a si méi einfach maachen, mee se net selwer schafen. Aachtens, de Staat soll all Mënsch hëllefen, fir e selbstbestëmmtent Liewen ze liewen, mee all Bierger muss awer och Eegeverantwortung iwwerhuele fir säi Schicksal. Néngtens, mir sinn de Staat an engem Bündnis vun aneren europäesche Staaten, an net Bréissel. Zéngtens, de Staat mécht och Feeler a mir brauchen eng Kontroll iwwert de Staat.

Dat sinn halt just e puer Grondprinzippien, vun deene mir eis leede loossen. Déi lescht an déi aktuell Regierungen hunn dacks an iergendenger Form géint dës Prinzippie verstouss. Ech gi Beispiller vun der schläichender exzessiver Verstaatlechung an eisem Land, vum Krisemanagement a vun Transitiounen.

Ech fänken d'Theema vun der schläichender Verstaatlechung u mat enger Anekdot vu mengem Hobby, der Familljefuerschung. Ech hunn do eng Analys gemaach vu sämtleche Gebuertsakten zu Lëtzebuerg aus dem 19. Joerhonnert. Ech hu gekuckt, ob de Familljennumm genau d'selwecht geschriwwe ginn ass wéi dee vum Papp. Ëm 1800 ass en orthografesch quasi ëmmer anescht geschriwwe ginn. Ëm 1900 ass quasi all Familljennumm genau d'selwecht geschriwwe ginn an et ass keng Onkloerheet zur Orthografie méi ginn.

Do gesäit een un engem ganz klenge Beispill, wéi den Zentralstaat lues a lues iwwert d'Joerzéngten ëmmer méi Kontroll an eiser Gesellschaft iwwerholl huet an alt villes standardiséiert huet. Haut duerchdrängt de Staat eist Liewe komplett an Dausende vun Aspekter an e kontrolléiert eis.

Esou ass et och an der Wirtschaft. Si erstéckt oft an de Regulatiounen. Natierlech sinn do wichteg an néideg Saachen, mee ganz vill sinn et net. Si maachen d'Liewe méi komplizéiert, virun allem vill EU-Direktiven. Am Europaparlament ass awer gottseidank d'Omnibus-Initiativ gestëmmt ginn, fir och eng Simplification administrative ze maachen. Am Assurancësecteur sollen zum Beispill bis zu 20 % vun den EU-Texter verschwannen.

Dat selwecht gëllt fir eis Bürokratie. Ech weess net, wéi vill Administratioune mir an de leschten dräi Joer gestëmmt hunn. Do stellen ech mer heiansdo d'Fro: War dat alles néideg? De Staat gëtt ëmmer méi opgeblät an de Staat seet de Bierger an de Firmen, wat se ze maachen hunn. Mir als ADR géifen do kierzen. De Staat muss net alles maachen an e muss net alles kontrolléieren an e muss och net alles steieren.

Da kommen ech zum Krisemanagement. Jo, do kann de Staat eng wichteg Roll spillen, fir Krisen ze schwächen oder zäitlech ze strecken. Wann eng Hausse vum Pëtrol kënnt, da kann een dësen Effekt strecken an der Zäit. Mee mir als Steierzueler mussen trotzdeem iergendwann eng Kéier bezuelen oder méi Scholde maachen.

An der Covidkris hu mir jo och gesinn, datt falsch Entscheedunge wéinst engem staarke Staat en dramateschen Impakt op eis Gesellschaft a Wirtschaft kënnen hunn. Wann e staarke Staat Feeler mécht, da kann en d'Kris méi schlëmm maachen.

Bei der Logementskris ass d'Tendenz zu Lëtzebuerg zu nach méi Staat. Mee wat géif passéieren, wann de Marché komplett dereguléiert géif ginn? Vläicht wären dann Investore méi bereet, nei Wunnengen ze bauen oder Leit bereet, méi ze verlounen.

Zum Schluss dann nach zu den Transitiounen. Do hu mer zum Beispill déi sougenannten „ekologesch Transitioun". Am Prinzipp ass et jo eng gutt Iddi, fir eppes fir Ëmwelt a Klima ze maachen, mee wann een dat zum absolutten existenzielle Problem deklaréiert an domat all Moossnam duerchboxe wëll, da schuet e staarke Staat méi, wéi en hëlleft. An da komme Moossnamen eraus, déi der Wirtschaft schueden a kaum der Ëmwelt oder dem Klima hëllefen.

E gutt Beispill ass de Verbrennerverbuet. Wann de Staat eng Technologie verbidde muss an dann och nach aner Technologië subventionéiere mussen, dann ass déi sougenannten „Technologietransitioun" keng Transitioun, mee einfach nëmmen e Fiasko, gesteiert vun Ideologie. Déi fräi Wirtschaft soll dat reegelen.

Genau esou ass et bei der Energieversuergung. De Refus vun der Nuklearenergie an den absolutte Glawen un d'Erneierbar féiert eis zwar zu enger Transitioun, mee am Moment gesäit et éischter no enger Transitioun vun der Deindustrialiséierung vum Staat aus.

Och hei soe mir: Loosst d'Wirtschaft dat selwer reegelen. De Staat soll sech raushalen an nëmmen de Kader virginn. E soll d'Fuerschung ënnerstëtzen a Subsiden nëmmen da ginn, wann eng Technologie signifikant besser ass wéi all déi aner, fir eng Transitioun méi séier duerchzeféieren.

Zum Schluss muss ech soen, datt sech d'Regierung beklot, datt si net genuch Beamte fënnt fir de Staat. Ech hunn do eng ganz einfach Léisung: Vereinfacht de Staat. Huelt dem Staat Aufgaben ewech, déi näischt mat senge Käraufgaben ze dinn hunn. Déi fréier Presidentin vun den ADR Fraen huet do eng Propos gemaach: Si huet zum Beispill gemengt, datt

een de MEGA-Ministère kéint ofschafen, deen näischt aneres mécht, wéi ze probéieren, de Bierger ze soen, wat moralesch gutt a falsch ass an de Bierger lenke wëll a sengem Verhalen, fir datt do gutt Verhale rauskënnt. All déi Leit vum MEGA kënnen dann an anere Ministèren u sënnvolle Saache schaffen.

Merci.

Une voix | Très bien!

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Madamm Welfring huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt ëm staatlech Interventioun an der Ekonomie gëtt oft esou gefouert, wéi wann ee misst zwëschent zwee Géigesätz wielen: dem Maart oder dem Staat. Mee Märt existéieren net onofhängeg vu Staaten am loftleere Raum. Si brauchen e klore Kader, Vertrauen, Geld- a Kredittsystemer, a jo, natierlech och Ressourcen. Alles dat sinn ëffentlech Gidder, déi vu Staaten erméiglecht an ofgeséchert ginn.

Deen eigentlech richtegen Debat ass dofir net dee vun Interventioun oder Net-Interventioun. D'Krise vun de leschte Joerzéngte weisen dat ganz däitlech. Et ware Staaten an Zentralbanken, déi Banken a Finanzmäert stabiliséiert hunn, déi Betriber an der Pandemie ënnerstëtzt hunn an déi Energiepräisser ofgefiedert an de soziale Fridde geséchert hunn. De Staat war also ni verschwonnen.

Gläichzäiteg gesi mer haut ëmmer méi däitlech d'Grenze vun engem wirtschaftleche Modell, deen haaptsächlech op kuerzfristeg Rentabilitéit ausgeriicht war. En huet eis Ekonomien zwar effizient gemaach, mee och fragill. Europa erlieft haut en neie fossillen Energieschock, no 2022 an no deenen aus de 70er-Joren am leschte Joerhonnert, fir just déi ze nennen.

Och d'Inflatioun vun de leschte Joren a Joerzéngten ass a ville Fäll net duerch ze vill héich Léin a Sozialausgaben entstanen, mee oft duerch Energie- a Liwwerkettekrisen. Dat weist: Eng Ekonomie kann héicheffizient sinn an trotzdeem net resilient. De Marché investéiert net automatesch do, wou e gesellschaftlech néideg ass, besonnesch net a laangfristeg Investitioune wéi déi vun der Energietransitioun oder an d'Versuergungssécherheet. Dofir brauch et e Staat, deen net just reagéiert a Schierbelen zesummepecht, wann eng Kris schonn do ass, mee deen aktiv strateegesch Weiche stellt.

Déi gutt Noriicht ass: Ëmmer méi wirtschaftspolitesch Acteuren erkennen un, dass Europa eng aner Wirtschaftspolitick brauch wéi reng Dereguléierung an Austeritéit. Och Bürokratieofbau eleng bréngt kee groussen ekonomesche Schub. Entreprisen investéieren net, well se e puer Formulairë manner ausfëlle mussen. Si investéieren, wann et eng realistesch a previsibel Demande gëtt.

Hei kënnt d'Iddi vun den ëffentleche „lead markets" an d'Spill. Dës Leetmäert sinn am Fong Virreidermäert, an deenen nei an nohalteg Produiten als Éischt eng grouss Nofro fannen, soudass déi néideg Investitiounen an d'Produktioun an an hir Weiderentwécklung gestäerkt a beschleunegt ginn.

De Staat soll also net nëmme Marchésversoe reparéieren an zum Beispill ze vill staark Muechtkonzentratiounen a Form vu Monopolen a mat klore Reegelen a Schach halen, mee och aktiv Zukunftsmäert mat opbauen.

Dat kléngt vläicht op den éischte Bléck abstrakt, mee mir hunn hei zu Lëtzebuerg e ganz konkreet positiivt Beispill: de Programm „Supply4Future" vu Restopolis. Domat gouf eng Plattform geschaf, déi lokal Baueren a Produzenten direkt mat de Schoulkantinne verbënnt. Dobäi huet et laang geheescht, esou e Modell wier ze komplizéiert oder rechtlech net méiglech. D'Djuna Bernard erënnert sech vläicht nach gutt, wéi hatt an der leschter Legislaturperiod, op seng Virschléi hin, vum zoustännege Minister am Ufank genee dat gesot krut. Bis de Restopolis-Projet wéinst sengem negative Staatsrotavis komplett huet missen iwwerschafft ginn an d'Supply4Future-Plattform op eemol net nëmmen aus dem Hutt gezaubert gouf, mee genee als dee Win-win vermaart gouf, deen et jo ass.

Haut gesi mer also: Et geet. Schoulkantinne kréie méi regional Produkter a geschwënn och nach aner staatlech Restaurationsstrukturen, dank eiser Motioun, déi hei viru sechs Wochen eestëmmeg ugeholl gouf. Produzent/innen hu méi Sécherheet a méi Visibilitéit a gläichzäiteg gëtt eis Versuergungssécherheet gestäerkt. Dat ass genee d'Roll vun engem moderne Staat: net d'Marchéen ze ersetzen, mee intelligent Strukturen ze schafen, déi kollektiv Problemer léisen an nei Méiglechkeeten opmaachen.

Och um europäesche Plang geet et drëm, séier déi richteg Signaler ze setzen an déi néideg Viraussetzungen ze schafen, fir sougenannt Leetmäert ze entwéckelen an deenen och lëtzebuergesch Betriber eng Roll spille kënnen. Laut Projektioune vun Experten, déi eng wichteg Viraarbecht fir den europäeschen Industrial Accelerator Act geleescht hunn, ergi sech heiduerch interessant Perspektiven. Nohaltegkeets- a Kreeslafwirtschaftskrittären, zum Beispill dekarboniséiert Produiten oder Produite mat engem héijen Undeel u recycléierte Materialen, gekoppelt mat europäeschen Hierkonftskrittäre kéinten den europäesche Produzente bei ëffentlechen Ausschreiwunge konkreet Virdeeler verschafen. Dat géif fir méi Previsibilitéit fir europäesch Hiersteller an Investisseure suergen a gläichzäiteg d'strateegesch Onofhängegkeet vun Europa bei kritesche Matière-premièren a Schlësseltechnologië stäerken. Leider krute mer op eis Nofro zur lëtzebuergescher Positioun zu dëse Prioritéite bei der Ëmsetzung vun dësem Text keng wierklech konkreet Äntwerte vum Här Wirtschaftsminister d'lescht Woch, mee vläicht gëtt ee jo an Zukunft méi gewuer.

An jo, et bleift och heiheem nach vill ze dinn, zum Beispill bei ëffentlechen Ausschreiwungen an der Fro, wéi kleng a mëttelgrouss Betriber e besseren Zougang zu Marché-publicke kënne kréien.

Zur Konklusioun: Souwuel e kritesche Bléck op d'Krise vun deene leschte Joerzéngte wéi och e positive Bléck op d'Léisunge fir d'Zukunft weisen dat selwecht: Déi zentral Fro ass net einfach méi oder manner Staat; d'Realitéit weist eis, dass Problemer sech net einfach duerch de Maart léisen. D'Globaliséierung eleng suergt net dofir, dass d'Energie bëlleg ass, d'Sécherheet garantéiert ass an d'Märt sech ëmmer weider opmaachen.

Wa se komplett sech selwer iwwerlooss sinn, optiméiere mir et haaptsächlech fir kuerzfristeg Effizienz a maximal Profitter. Staate mussen awer och fir laangfristeg Stabilitéit a kollektiv Sécherheet optiméieren. Dofir ass d'Fro vun haut net méi, ob de Staat ze grouss oder ze kleng ass. D'Fro ass: Wéi eng Ekonomie baue mir fir muer op? Wéi eng Risike si mer bereet, kollektiv ze droen? A wiem seng wirtschaftlech Interesse gi vun der ëffentlecher Hand an de Mëttelpunkt gestallt? Dat ass de wirtschaftspoliteschen Debat, dee muss gefouert ginn, an dee wëlle mir och féieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro nom Rôle vum Staat an eiser Ekonomie, jo, dat ass eng wichteg Fro. A se verdéngt eng éierlech Äntwert. Mee ech wëll awer an dësem Debat als Éischt vläicht e bëssen d'Froestellunge verréckelen. Well déi richteg Fro ass net: „Wéi vill Staat brauche mer?", déi richteg Fro an eisen Aen ass éischter: „Wéi eng Qualitéit kréie mer fir dat, wat mer bezuelen?" A meng Äntwert haut de Mëtte wäert sinn: Mir kréien net genuch.

E Bléck op d'Zuelen. Zanter 25 Joer wiisst de Staatsapparat – méi Ministèren, méi Strukturen, méi Plazen. Am Budget 2026 stinn eleng fir Paien 11 Milliarden Euro. D'Ausgabe vum ëffentleche Secteur insgesamt klammen op 48,3 % vum PIB – e Rekord. An d'Fro muss erlaabt sinn: Krut de Bierger dofir méi Leeschtung oder éischter méi Bürokratie?

Datt de Kolleeg Bauler sech op de Rapport vum Conseil économique et social vun 2001 bezunn huet, ass interessant, well de Rapport seet villes, wat no 25 Joer nach ëmmer aktuell ass. Leider ze aktuell. Déi 24. Recommandatioun vum CES zum Beispill: e virausschauenden, e virsiichtegen an transparente Budget. Mir stelle fest, 25 Joer méi spéit: Et ass vill Waasser d'Uelzecht erofgefloss. Mir si wäit dovunner ewech.

Déi lescht Jore goufen enorm Scholde gemaach – an enger Phas, wou d'Ekonomie nach gewuess ass. An haut dréint d'Ekonomie net méi wéi fréier, international Krisen drécken op eis Recetten, an zukünfteg Ausgaben a Milliardenhéicht ouni seriö Géigefinanzéierung. Jo, d'Staatsscholde klammen. A wie bezilt dat? Déi Jonk.

A 25 Joer wäerte mer dann erëm e Rapport liesen, dee seet, mir sollten dat maachen, an a 25 Joer wäerten dann déi nächst Deputéiert hei stoen an erëm iwwert dee Rapport debattéieren a soen: „Ma wär et nëmme gutt, hätte mer viru 25 Joer eppes gemaach." Ma, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer wëllen, datt a 25 Joer net hei ee steet a seet: „Et wär gutt, mir hätten dat gemaach", mee: „Et ass gutt, datt mer et gemaach hunn", da musse mer elo ufänken.

Och d'Recommandatioun 18, e System, fir d'Effizienz vum Staat ze moossen: wäit dovun ewech.

Recommandatioun 26: modern a performant Infrastrukturen. Lëtzebuerg investéiert gären a Stol, a Bëtong an a Glas, mee wann een dann d'Infrastrukturen insgesamt kuckt, mierkt een, datt se net mat der Vitess matgehalen hunn, wéi eis Populatioun gewuess ass.

Recommandatioun 28: e flexibele Kader, fir séier op extern Evolutiounen ze reagéieren. Hätte mer deen nëmme virun e puer Joer gehat, wéi mer mat enger Kris konfrontéiert waren, déi kee viraussoe konnt. Jo, a 25 Joer drop diskutéiere mir nach ëmmer déi selwecht Theemen. An dat seet u sech alles.

Huele mer d'Klima. Den CES huet 2001 schonn eng nohalteg Entwécklung gefuerdert. D'Realitéit haut? Jo, mir hunn Ziler. Jo, mir hu Pläng. Jo, mir hu Kommiteeën. Mee d'Emissioune ginn ze lues erof. An et bleift nach vill ze maachen. Net well d'Léisungen net bekannt sinn, mee well de Staat ze lues handelt.

Dat selwecht beim Logement. Joerzéngtelaang huet de Staat seng Responsabilitéit net geholl, d'Wunnengsfro dem fräie Marché iwwerlooss. De Marché huet reagéiert: Gewënner fir Multiproprietären a Promoteuren an ëmmer méi onbezuelbar Präisser fir déi, déi eng Wunneng gesicht hunn.

Jo, de Staat huet dodrunner och nach net schlecht verdéngt. An dat kënnt en elo deier ze stoen: D'Ausgabe fir d'Subvention loyer an aner sozial Aidë klammen, méi Leit, déi an d'Ausland ginn, well se sech hei näischt méi leeschte kënnen, a wat de Staat kuerz- a mëttelfristeg u Recetten ageholl huet, ma dat gi mer elo laangfristeg erëm u sozialen Transferten eraus – a warscheinlech esouguer méi wéi dat, wat mer erageholl hunn. „Net négatif", kéint ee soen.

Den CES huet och 2001 schonn diagnostizéiert, datt d'Ongläichheet tëscht Offer an Nofro bei den Terrainen de Präis an d'Luucht dréckt. Dat musse brillant Ekonomiste viru 25 Joer gewiescht sinn. Ech froe mech just, wou déi brillant Leit waren, fir dat dann och ëmzesetzen déi lescht 25 Joer, well den CES schreift viru 25 Joer, de Staat misst agräifen. 25 Joer drop ass d'Subvention loyer Realitéit, net well de Problem geléist gouf, mee well e just nach méi grouss ginn ass.

A wann de Staat dann handelt, dann dauert et nees Joren, bis eppes vu Substanz erauskënnt, well d'Prozeduren et net erlaben, séier ze sinn.

An do kommen ech zum Punkt, deen eis Piraten zënter Joren um Häerz läit: d'Digitalisatioun an d'KI. D'Digitalisatioun ass kee Luxus, keen Nice-to-have. Si ass déi eenzeg seriö Äntwert op d'Fro, wéi e Staat méi effikass ka ginn, ouni nach méi Leit anzestellen.

Wat huet Lëtzebuerg gemaach? Mir hu Joer fir Joer d'Chancë verpasst. MyGuichet existéiert, jo. Mee wéi vill Prozedure si wierklech voll digital an a mindestens véier Sprooche machbar? Bon, kommt, mir sinn éierlech, dräi Sprooche géife mer schonn duergoen. Wéi oft kënnt nach ëmmer de berüümte Satz um Schluss: „Schéckt eis d'Formulairë per Post zréck!"? Wéi oft muss e Bierger oder eng Biergerin nach ëmmer perséinlech op eng Gemeng oder e Ministère trëppelen, well de System et net virgesäit, dat online ze maachen?

(Interruption par M. Laurent Zeimet)

An dat gesi mer och un den neie Gesetzer. An dach, et ass wouer, Här Zeimet, well ech hunn nach rezent eng Question parlementaire gestallt, wou d'Regierung mer gesot huet, se bräichte Méint – net Deeg, net Wochen, Méint! –, fir eng einfach Prozedur mat eelef Felder vu Franséisch op Däitsch ze iwwersetzen op MyGuichet. Also wann elo ee mer seet, de MyGuichet wär d'Léisung vun eise Problemer, mir géife méi effizient ginn, deen huet manifestement déi lescht 25 Joer heibanne gepennt!

An dat gesi mer dann och bei den neie Gesetzer. Huele mer dach nëmmen d'Naturschutzgesetz. Dräi Méint, just fir ze préiwen, ob en Dossier komplett ass, ob all d'Pabeieren do sinn. Ech soe „Pabeieren", ne? Dräi Méint! Dat dierft dach maximal dräi Deeg daueren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net dräi Méint.

An do misst d'KI an d'Spill kommen: Routineaufgaben automatiséieren, Dossieren automatesch op Vollständegkeet préiwen, Fristen automatesch iwwerwaachen. Bref, d'Technologie existéiert; de Wëllen, dee feelt manifestement. Et ass méi einfach, e Pressecommuniqué ze schécken, wéi herno ze soen: „Mir hunn et tatsächlech ëmgesat."

An dat ass och e Kompetitivitéitsproblem. Eng Entreprise, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloosse wëll, vergläicht et mat Länner, wou et méi séier geet. A si freet sech: „Firwat da Lëtzebuerg?"

A wann ech vun der Kompetitivitéit schwätzen, muss ech ganz kuerz en Exkurs an d'Geopolitick maachen, well d'Welt huet sech geännert. Se gëtt ëmmer méi onberechenbar. Et wär also vermoossen ze mengen, mir kéinten dat vu Lëtzebuerg aus steieren. Mee wat mer steiere kënnen, ass, wéi resilient eise Staat ass a wéi séier hien op extern Schocke reagéiere kann. A wa mer Méint brauchen, fir zwielef Felder ze iwwersetzen, jo, da wëll ech net wëssen, wéi laang mer brauchen, fir op en externe Schock ze reagéieren.

Dofir, Här President, de Staat soll eng Roll an eiser Wirtschaft hunn, jo. Mee e kann dës Roll nëmme spillen, wann e funktionéiert. E Staat, deen am eegene Waasserkapp ënnergeet, deen ass kee Partner fir d'Wirtschaft. Deen ass eng Brems fir d'Wirtschaft a fir d'Wuel vu senge Biergerinnen a Bierger.

An dofir, fir zum Ofschloss ze kommen, Här President: Vill Fuerderunge vum CES si leider – leider! – nach ëmmer ze aktuell. Et wär u sech Zäit, se endlech ëmzesetzen, anstatt elo nach eng Kéier eng nei Studie ze maachen, fir a 25 Joer erëm driwwer ze schwätzen. Mir wëllen e Staat, dee séier ass, dee kloer ass, deen digital ass, dee verantwortungsvoll mat Suen a Ressourcen ëmgeet. E Staat, deen dem Land déngt, an net een, dee sech selwer déngt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hu virdru versicht, dem honorabelen Här Bauler nozelauschteren. An ech verstinn elo nach besser, datt et keen Zoufall ass, datt mer an zwou verschiddene Parteie sinn, well, ech mengen, eis Analyse grondleeënd ënnerschiddlech sinn.

(Interruption)

An dëst schonn opgrond vun zwou Grondpremissen. Den Här Bauler charakteriséiert de Staat als eppes wéi eng Zort neutralen Arbitter – en Dirigent, huet hien et genannt –, deen den Ausgläich, den harmoneschen Ausgläich tëschent ënnerschiddlechen Interesse sicht. E vergësst awer dobäi, datt de Staat selwer Ausdrock vu Muechtverhältnisser ass, net nëmmen, awer virun allem ökonomesche Muechtverhältnisser. Wat de Staat mécht oder – wéi bei eis am Liberalismus – net mécht, ass net neutral, mee interessegeleet.

(Interruption)

Zweetens: Den Här Bauler, dee vill iwwer Krise geschwat huet an d'Krisenufällegkeet oder d'Resilienz vun der Ekonomie, huet déi Krisen esou duergestallt, wéi wann dat Naturkatastrophe wieren, wéi wa se quasi zoufälleg Phenomeener wieren, déi iergendwou vu baussen iwwer eist klengt Land géifen erabriechen an déi een da mat Fatalismus misst hinhuelen oder iergendwéi meeschteren. Déi Krise sinn awer keng Naturphenomeener, mee se si vu Mënschenhand gemaach.

D'Finanzkrisen 2001 an 2008 souwéi d'Eurokris an déi andauernd Rezessioun an de Joren duerno waren d'Resultat vun der Dereguléierung vum Finanzsystem a vu Spekulatioun, …

Une voix | Dat ass falsch!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Marc Baum (déi Lénk) | … gradesou wéi d'staatlech Reaktioun vun Austeritéit, déi d'Krise weider verschäerft huet. D'Pandemie berout initial op der Zerstéierung vun Ökosystemer. An déi ökonomesch Auswierkunge berouen op globaliséierte Liwwerketten an der Auslagerung vu Produktiounscapacitéiten a Bëlleglounlänner, déi dozou gefouert hunn, datt mer an Europa mol keng Aspirinne méi konnte selwer hierstellen. An déi zwou Energiekrisen duerno sinn d'Resultat vun imperialisteschen Ugréffskricher an der undauernder Exploitatioun an Ofhängegkeet vu fossille Brennstoffer.

An all déi Krisen hunn eppes gemeinsam, nämlech datt se hiren Ursprong an eisem Wirtschaftssystem hunn. Se sinn net zoufälleg oder onweigerlech entstanen, mee aus dem System, an dat souguer mat Uso. An all dës Krise sinn a leschter Instanz Resultat vu politeschen Decisiounen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An duerfir wier et interessant, wann een no der Responsabilitéit vum Staat am Ursprong vun de Krise géif froen, amplaz andauernd iwwer staatlech Interventioun ze sënnéieren dee Moment, wann d'Kris bis do ass. Well ech mengen, datt een da feststelle géif, datt all déi Krisen domadder zesummenhänken, datt de Staat opgehalen huet, d'Ekonomie mat Reegelen am Interessi vum Allgemengwuel ze encadréieren, an datt de Staat ëmmer méi opgehalen huet, selwer responsabelen ökonomeschen Acteur ze sinn, an ëmmer méi de private Profittinteressen iwwerlooss huet.

Mir hunn et dës Kéier net just mat punktuellen oder konjunkturelle Krisen ze dinn, wéi se dem Kapitalismus inhärent sinn, mee mir befannen eis entretemps am Modus vun enger Dauerkris. Déi beschte Beispiller zu Lëtzebuerg, awer och iwwer Lëtzebuerg eraus, dat sinn d'Logementskris, déi sozial Kris, déi ekologesch Kris mat hannendrun der geféierlechster Kris vun allen: nämlech der Klimakris.

Dës Krise sinn net just stänneg present, mee se spëtze sech och nach stänneg zou, mam Ënnerscheed, datt se vun den Elitten an der Gesellschaft vill manner wouergeholl ginn, well se hir Proprietéit an hir kuerzfristeg Profittinteressen net direkt bedroen.

A genee duerfir gräift de Staat och net un d'Wuerzel vun deene Problemer, well en eeben net neutral ass, mee interessegeleet, dommerweis genau vun deenen, déi kee Problem domadder hunn.

De kapitalistesche System produzéiert also stänneg Krisen. Dat ass inhärent. An all nei Kris, déi e produzéiert, beschleunegt nach eng Kéier d'Ëmverdeelung vum Räichtum vun ënnen no uewen. Sou wéi an der Pandemie Milliardebeträg un déi grouss Pharmakonzerner gefloss sinn oder den Homeoffice Techmilliardären ervirbruecht huet – d'Krisegewënner sinn ëmmer déi grouss Konzerner an hir Aktionären.

De sougenannte „klenge Mann" muss blechen. An e blecht direkt zweemol. D'Paradebeispill ass natierlech d'Bankerettung vun 2009, wou déi privat Verloschter a Milliardenhéicht sozialiséiert goufen, an dem klenge Mann gouf gesot, hie misst elo de Rimm méi enk schnallen an natierlech wier alles dat alternativlos. An duerfir sinn enorm vill vun deene Krisemesüren, déi an de leschte 25 Joer geholl goufen, och eng verstoppten Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Vun de kräftegen Hëllefe fir d'Betriber iwwert d'Kuerzaarbecht, vun der Deckelung vun den Energiepräisser bis hin zur rezenter Mindestlounerhéijung, déi d'Leit sech selwer finanzéiere sollen.

An dobäi kënnt, datt déi liberal Politick vun deene leschte Joerzéngten d'Fäegkeet vum Staat entscheedend geschwächt huet, fir op esou Krisen ze reagéieren. Déi Politick vun Dereguléierung, Liberaliséierung a Privatiséierung huet net just d'Entstoe vu Krise favoriséiert, se huet och d'Capacitéit vum Staat geschwächt, fir seng eege Bierger ze schützen. Well de schlanke Staat, dat ass och den impotente Staat.

An dat huet natierlech och mat der irresponsabeler Baisse vun de Steieren op d'Kapitalrevenuen an de Betribssteieren ze dinn. Enn den 90er-Joren – also zu deem Zäitpunkt, wou den Optrag vun der Regierung zu där Etüd un den CES gaangen ass, déi den Här

Bauler zitéiert huet – loung de Betribssteiersaz hei zu Lëtzebuerg bei ronn 30 %. Haut läit e bei 16 % an d'Regierung huet ugekënnegt, op 15 % erofzegoen. Dat ass d'„race-to-the-bottom".

D'Entreprisen droen also ëmmer manner zum Staatsbudget bäi, wat näischt anescht heescht, wéi datt all Kriseninterventioun an éischter Linn an ëmmer méi vun de Menagë finanzéiert gëtt. A well déi Rechnung ëmmer manner opgeet, klëmmt de Scholdestand: 2001, de Moment vum Avis vum CES, loung en zu Lëtzebuerg bei 6,5 % – elo kraze mer un den 30 %. Awer net fir de Logementsproblem an deene 25 Joer endlech an de Gréff kritt ze hunn, net fir d'energeetesch Transitioun virunzedreiwen an do First-in-Class ze sinn, mee virun allem, fir d'Profittmargë vu groussen Entreprisë weider oprechtzeerhalen. An dat ass leider déi aktuell Funktioun vum Staat an eiser Ekonomie, zumindest ass et och d'Funktioun an eiser Ekonomie, an eiser liberaler Ekonomie.

Här President, de Krou geet esou laang bei de Pëtz, bis e brécht. Loosst et net drop ukommen!

Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, Dir hutt eng Fro un den Här Baum, wann ech richteg verstanen hunn.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, akzeptéiert Der, datt den Här Weidig Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

Här Weidig, dann ass et un Iech.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt eis esou eng grandios Kritick gemaach vum Kapitalismus, vun der Ekonomie, vum Neoliberalismus a vun der fräier Marktwirtschaft. Kënnt Dir eis just eng sozialistesch Ekonomie nennen, déi laangfristeg net zu Aarmut, Onfräiheet an zu Diktatur gefouert huet?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, oder Här Weidig, ech kann Iech ganz gären drop äntwerten. Mir hunn am éischten ... Als déi Lénk hu mer am éischten Artikel vun eise Statutte stoen, datt et kee fäerdege sozialistesche Projet gëtt, mee datt all sozialistesche Projet ëmmer aus de Realitéiten an de Kontradiktioune vun der Realitéit vun enger Géigewaart vun haut entstoe muss.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An ech géing der Regierung d'Wuert ginn. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dat heiten ass natierlech eng interessant Debatt, déi sécherlech all Partei, all Fraktioun reegelméisseg féiert, well se och zesummenhänkt mat engem senge fundamentalen Iwwerzeegungen, wéi een de Staat gesäit an der Ekonomie.

An och wann et sécherlech déi eng oder déi aner ideologesch Differenze gëtt, da stellen ech awer fest a mengem politesche Liewen, datt d'Leit ganz oft nom Staat ruffen, souguer déi, déi wéineg fir de Staat sinn, entweeder wann et eng Kris gëtt oder wann et se arrangéiert, fir e gewëssent Zil ze erreechen.

An duerfir mengen ech, datt grad zu Lëtzebuerg eng staark Ekonomie och Hand an Hand geet mat engem staarke Staat. Elo kann een deen ëmmer ënnerschiddlech areien a sengen Akzenter, mee ech mengen, datt de fundamentale Prinzipp deen ass, dee mer an eiser Verfassung stoen hunn, vun der Liberté de commerce, der Liberté d'entreprendre, mee datt déi Libertéit – sou wéi iwwregens all Libertéit – net absolutt ass, an datt se Leitplanke brauch, Ramebedingungen, innerhalb vun deene se kann evoluéieren.

An duerfir gesinn ech och net de Staat oder d'Ekonomie, mee d'Ekonomie, eng fräi Maartwirtschaft, déi e Kader huet, innerhalb vun deem se sech kann a muss entwéckelen. An duerfir gesinn ech fir de Staat, ech géing soen, eng sechs, siwen Aufgaben.

Kuerz resüméiert ass dat mol engersäits e Staat, dee reglementéiert. E Land kann net fonctionéieren ouni eng Rei vu Reegelen. Ech sinn d'accord: Et dierf een net iwwerreglementéieren, soss erstéckt een d'Ekonomie. Et ass also allkéiers eng Ofweiung ze maachen. Mee mir brauche Reegelen, Reegelen heibannen, Reegelen an Europa, Reegelen, wéi mer mat den Drëttstaaten ëmginn, a virun allem mussen déi Reegelen an eisen Ae stabel, previsibel sinn, well eng Ekonomie geet futti, wann all Dag nei Reegele kommen.

Mee mir brauchen och Reegele ronderëm nei Developpementer vun der Ekonomie. Ech mengen, AI ass e gutt Beispill dofir. Déi ganz Debatt, wéi een déi Developpementer encadréiert, déi bei AI erauskommen, ass eng noutwendeg Debatt, déi mer an Europa musse féieren, déi mer och mat de Partner an Amerika an a China misste féieren. Duerfir, et geet net ouni Reegelen. Dat ass deen éischte Punkt.

En zweete Punkt ass, datt de Staat an eisen Aen e Rôle vun Encouragement huet, vu Leedung huet an eng gewësse Richtung. An do spillt d'Fiskalitéit eng grouss Roll. E Staat kann de Wuesstum an déi eng oder an déi aner Richtung steieren, andeem en d'Steiere festleet. D'Steiere sinn e Lenkungsinstrument, a wann een d'Steieren héicht, dann huet dat en aneren Effet, wéi wann een d'Steiere senkt.

E gutt Beispill ass d'Fongenindustrie. Et gëtt heiansdo gesot, do kéint een d'Steieren héijen, mee wann ee weess, datt zum Beispill Irland keng Taxe d'abonnement huet a Lëtzebuerg huet eng niddreg, mee wann een déi géing héijen, dann hätt dat en Effet contraire zum Développement économique, dee mir wëllen.

Duerfir, d'Steieren hunn en Impulsiounsrôle, en Ënnerstëtzungsrôle, an och aner Moossnamen, déi virdrun hei genannt gi sinn, zum Beispill Talenter unzezéien, déi dës Regierung ageféiert huet, hunn zum Zil, der Ekonomie ze hëllefen, fir sech kënnen ze entwéckelen. Dat selwecht gëllt fir Bonification-d'impôten, déi mer gestäerkt hunn, déi mer gehéicht hunn, fir datt d'Entreprisë kënnen déi ekologesch an déi digital Transitioun packen. Alles dat ass de Rôle vum Staat iwwert d'Fiskalitéit bei de Betriber.

Eng drëtt Roll, déi, ech fannen, wichteg ass fir de Staat, ass d'Roll vum Innovateur a vum Entrepreneur. De Staat zu Lëtzebuerg huet dat e puermol gemaach. Wa mer kucken, wéi RTL entstanen ass, wéi d'SES entstanen ass, da war de Staat deen, deen iwwer Reglementatiounen, Konzessiounen de Kader geschaf huet oder engem privaten Acteur erlaabt huet, sech ze entwéckelen, am Ufank souguer mat Kapital derbäi vum Staat am Fall vun der SES. En huet och en Deel Participatioun gehalen, mee en huet am Fong eng Roll vun engem Innovateur an engem Entrepreneur gespillt.

Ech wëll och hei soen, datt, wann ee kuckt, wéi amerikanesch Entreprisen entstinn, grad och am Secteur ..., a ville Secteuren, dann ass et ganz oft iwwert d'Defense. Amerika huet enorm Budgete vun der Defense, déi gehollef hunn, ville Betriber, déi haut net an der Defense sinn, hir technologesch Avancéeën ze preparéieren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An doduerch huet Amerika notamment op Europa en Avantage, well se an der Fuerschung ganz vill staatlech Gelder huelen am militäresche Beräich, déi herno och fir zivill Zwecker kënne gebraucht ginn.

Europa: Mir hunn dat net, well mer dee Secteur ni sou developpéiert hunn. Mee dorausser kann een awer d'Konklusioun zéien, datt et gutt ass, wann de Staat verschidden Aktivitéiten als Innovateur, als Entrepreneur ënnerstëtzt.

E weidere Rôle, deen ech gesinn – an deen hänkt e bëssen domat zesummen –, ass de strateegesche Rôle vum Staat. De Staat kann Aktionär an Entreprisë sinn, an en ass dat heiansdo och.

Et gëtt oft historesch Grënn: zum Beispill de Rôle vum Staat bei der Grënnung vun der Fluchgesellschaft – déi deemools iwwregens anescht war wéi haut, well et gouf keng fräi ... et gouf keng Konkurrenz an deem Secteur.

Et gëtt en historesche Grond, firwat de Staat an enger Rei vu Banken zu Lëtzebuerg ass. Dat war d'Finanzkris.

En ass Aktionär och am Energieberäich, am Netz. An och do stellt sech ëmmer erëm d'Fro – an dat ass eng fundamental a schwiereg Fro –: Wéi laang soll de Staat an esou Entreprisë bleiwen? Kann e privat Aktionären derniewent hunn? Besonnesch wann et strateegesch Betriber gëtt, wéi zum Beispill am Energieberäich. Wou ee gesäit, wann een a strateegesche Beräicher ass, mengen ech, datt de Staat méi eng staark Roll muss spillen, wéi wann et Betriber sinn, déi an enger totaler Konkurrenz evoluéieren.

E weidere Rôle, deen ech fir de Staat gesinn, deen och de Mëtten hei vu verschiddenen Deputéierte mentionéiert ginn ass, ass dee vum Garant vum soziale Fridden. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer eng staark Ekonomie hunn. Ouni déi fonctionéiert all de Rescht net. Mee och do muss de Staat heiansdo intervenéieren: fir de soziale Schutz vun deenen, déi an de Betriber schaffen; fir d'Kafkraaft vun de Leit ze halen; fir och eng gewësse sozial Rou ze hunn. A wann ech kucken, wat mer an deene leschte Wochen an der Tripartitt diskutéiert hunn, da gesäit een, datt do de Staat e Rôle hat als Garant vum soziale Fridden, vun der Stabilitéit. An ech mengen, dat ass och wichteg, datt de Staat dee Rôle huet.

An zum Schluss gesinn ech e Rôle an der Ekonomie, och an der fräier Maartwirtschaft, a verschiddene Secteuren, datt de Staat kontrolléiert – erëm: net iwwerméisseg kontrolléiert. Mee wann ech de Finanzsecteur huelen, mat zum Beispill der CSSF, oder aner Beräicher, wéi d'Sécurité alimentaire, wou ee muss Saache kucken, ob dat alles gewëssenen Normen entsprécht, well et ëm de Schutz vun der Bevëlkerung geet, vun de Konsumente geet. An, ech mengen, och dee Rôle ka virun allem a muss de Staat iwwerhuelen.

Mee nach eng Kéier: Dat dierf kee bürokratesche Staat sinn. Keen, dee Betriber vu moies bis owes mat Formulairen iwwerschëtt. Mee e muss eng Fassong fannen, fir op eng effikass Aart a Weis ze kucken, wou deen een oder deen anere vläicht en Abus mécht.

Kuerzëm: Et gëtt also vill ënnerschiddlech Rôlë fir de Staat, an eisen Aen, an enger moderner Ekonomie: de reglementaresche Rôle; de Rôle als Innovateur; de

Rôle an der Fiskalitéit als Impulsioun; de Rôle stratégique an de Gesellschaften; de Rôle als Garant vum soziale Fridden; an de Rôle vum Contrôle do, wou et ëm de Schutz vun de Clienten, vun de Konsumente geet. Dat sinn eng siwe Rollen, déi ech fir de Staat gesinn. An ech menge wierklech, datt eng staark Ekonomie an e staarke Staat sech net ausschléissen.

E Staat, deen ënnerstëtzt. E Staat, deen och heiansdo Zeeche weist, a wéi eng Richtung et soll goen. E Staat, deen och domadder derfir suergt, datt d'Ekonomie dréint, dee gutt Aarbechtsplaze schaaft, deen derfir suergt, datt d'Leit, déi an deene Betriber schaffen, och geschützt sinn an datt se eng Aarbecht hunn, déi et hinnen erlaabt, op eng würdeg Aart a Weis hiert Liewen ze bestreiden.

Dat alles geet Hand an Hand. An ech mengen, éierlech gesot, och wann ech déi Rieden de Mëtten nogelauschtert hunn, datt d'Divergenzen zu Lëtzebuerg ronderëm de Rôle vum Staat an der Ekonomie guer net esou grouss sinn, wéi mer dat vläicht heiansdo an de Riede wëlle gleewen doen. Mir wëllen all e Staat hunn, deen eis e gutt Zesummeliewen erlaabt. An dat wëlle mir och sécherlech als Regierung an deenen nächste Jore weiderféieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Här Premierminister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dëser Interpellatioun ofgeschloss.

Motions

Et si wärend der Interpellatioun zwou Motiounen hei deposéiert ginn, iwwert déi mer elo diskutéieren.

Motion 1

Ech fänken u mat der Motioun vum Här André Bauler. Här Bauler, wëllt Dir elo nach eppes dozou soen? Dat ass net de Fall. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Jo, Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir fannen déi heite sënnvoll a mir wäerten dat matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ass nach een do, dee wëll Stellung huelen? D'Madamm Welfring an duerno den Här Fayot. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, et ass eng Motioun, wou verschidde Saachen dra sinn, déi net oninteressant sinn. Tatsächlech ass deen aktuellen, also dee Rapport, deen elo besteet, scho relativ al.

An et ass awer ganz wichteg, wa mer elo vun engem Neioptrag fir de Conseil économique et social schwätzen, dass ee sech dann awer och virun Aen hält, dass de Sozialdialog muss fonctionéieren. Well dat eent ass de Rôle, fir Rapporten ze erstellen. Dat anert ass och wierklech, fir deen Echange, dee muss bestoen, och ze fleegen. An do hu mer jo an der Vergaangenheet e puer méi rocambolesque Situatiounen erlieft. Et ass ganz wichteg, dass een dat awer nach ëmmer virun Aen hält an och héichhält.

An zweetens ass et och ganz wichteg, dass deen neien Avis dann och deene geopolitesche Realitéite géing Rechnung droen, an och, wéi een déi Roll vum Staat muss an Zukunft anescht gestalten. Well dat ass wierklech eppes, wat awer elo ganz vill geschitt ass an deene leschten 20 Joer, wat mer mussen hei awer mat afléisse loossen.

Soudass mer mengen, dat heiten an de Grondorientatioune kënne matzedroen, voilà, dass et awer ganz wichteg ass, dass een déi doten Nuancë bäibehält, wann een dat heite wëll ëmsetzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, déi Motioun ass am Fong e bëssen änlech wéi déi Motioun, déi ech erabruecht hunn. Dat heescht, et geet och hei, mengen ech, ëm eng Analys vun den ekonomesche Begeebenheeten an der haiteger Zäit.

Bon, et wäert Iech net iwwerraschen, dass meng Motioun mer besser gefält. Ech opposéiere mech awer elo net där heiter. Ech mengen awer, dass et vläicht trotzdeem zwou verschidden Approchë sinn – ouni elo wëlle virzegräifen op déi zweet.

Hei geet et drëm, de Conseil économique et social – wou mer wëssen, dass d'Sozialpartner dra sëtzen – ze mandatéiere mat enger neier Etüd iwwert de „rôle de l'État dans l'économie", compte tenu vun den neie Begeebenheeten, déi mer haut hunn.

Mir kënnen dat och matdroen, mee et exclueiert net dat, wat mer an där zweeter Motioun froen, wat dann nach eng Kéier e bëssen eng aner Demarche ass. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dat matzestëmmen, ouni awer der Diskussioun an där zweeter Motioun virzegräifen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir stëmmen dat heiten och mat. D'Sozialpartner ginn heimadder quasi beoptraagt, eng zentral Fro ze beäntweren, sou wéi dat viru 25 Joer scho geschitt ass. Deemools hu se fënnef Joer gebraucht, fir en Avis ze schreiwen, deen awer konsensuell war. No deem leschten Avis vun CES ass et eng Partie salariale an eng Partie patronale ginn. Bon, jo, dann hoffe mer, datt et dann dës Kéier vläicht zu engem gemeinsamen Avis kënnt, a vläicht och éischter wéi a fënnef Joer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da kritt den Auteur, den Här Bauler, zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Merci de Kolleeginnen a Kolleege fir hir Appreciatiounen a fir hir Remarken. Mir liewen, wéi ech gesot hat, an engem komplett verännerte Kontext, 25 Joer méi spéit: klimatesch, geopolitesch, demografesch, technologesch.

Et ass natierlech esou, datt et net drëms geet, d'Rad nei ze erfannen, mee et geet drëms, dat, wat deemools festgestallt ginn ass, an eis Zäit ze setzen. Et geet drëms, an deem Sënn Recommandatiounen ze iwwerschaffen, déi et scho gouf, oder se nei ze formuléieren. Et geet awer och drëms, nei Recommandatiounen ze formuléieren, déi noutwendeg sinn, fir op d'Erausfuerderunge vun eiser Zäit ze reagéieren.

Wat d'Kolleegin Welfring gesot huet, d'Joëlle Welfring, ass eng gutt Saach, dass een hei versicht, iwwert den CES déi dräi Sozialpartner nach eng Kéier a Beweegung ze setzen, fir sech mat dësem Sujet auserneenzesetzen. An ech denken och, dass dat kee Problem dierft sinn.

Am Géigendeel: Mir all sinn de Staat. Dat däerfe mer net vergiessen. An de Staat ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi mir all, déi zesummen an engem Boot sëtzen, bereet sinn, aus deem Staat eppes ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 1 vum Här Bauler zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par Mme Corinne Cahen), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Fayot. Här Fayot, Dir wëllt duerno schwätzen. Da froen ech Iech, wien heizou wëllt d'Wuert huelen. Den Här Bauler, den Här Weidig. Här Bauler, fänkt Dir un, wannechgelift.

M. André Bauler (DP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Wéi den Här Fayot scho gesot huet: An dëser Motioun fënnt een eng Rei Saachen erëm, déi änlech klénge wéi eis. Ech wëll awer just soen: Zum Beispill schwätzt den Här Fayot hei a senger Motioun vun enger „réflexion stratégique d'ensemble" iwwert de Sujet vum Positionnement vum Staat an der Économie luxembourgeoise. Dat soll jo engersäits mat engem neien Avis vum CES geschéien.

Ech wëll och dorop opmierksam maachen, datt mer virun e puer Méint – ech kann elo net de geneeën Datum nennen – eng Kéier de Wirtschaftsminister op Besuch haten an der zoustänneger Kommissioun, deen eis och gesot huet, datt en eng nei Divisioun am Ministère geschaf huet, fir dat ekonomescht Ëmfeld, wat eis ëmgëtt, am Bléck ze hunn, virun allem an enger klenger, séier oppener Ekonomie, déi natierlech verletzlech ass. Datt en also net de Bléck doropper verléiert, mee datt en eng aner Approche huet an och versicht, an enger Welt, déi esou instable ass, eebe kuerzfristeg a mëttelfristeg kënnen ze reagéieren.

Da wollt ech och nach soen, datt mir als Koalitiounsparteien der Iwwerzeegung sinn, datt mer elo emol

sollten dem CES déi Aufgab iwwerloossen, datt d'Sozialpartner och solle fräi sinn, deen Avis ze gestalten, an och fräi solle sinn, hir Recommandatiounen ze uerdnen, ze aktualiséieren an ze iwwerschaffen.

An zum Schluss wollt ech nach soen: Wann een eng Évaluation approfondie vun enger Rei Aidë revendiquéiert, sinn ech och der Meenung, datt dat ëmmer méiglech ass am Kader vun eiser parlamentarescher Aarbecht. D'Cour des comptes spillt do eng wichteg Roll, well och si Avisen erausgëtt, Evaluatioune formuléiert. An ech denken, datt dat an deem Kader souwisou ëmmer méiglech ass. Dofir géif ech recommandéieren, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Elo den Här Weidig an duerno d'Madamm Welfring an dann den Här Baum.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also den Här Fayot huet, mengen ech, zur Motioun gesot, si wären änlech. Ech stellen awer fest, datt déi éischt Motioun am Fong geholl ergebnisoffen ass. Do steet just dran, wat déi allgemeng Thematike sinn, wärend am Här Fayot sengem Considerant jo ganz kloer drasteet: „défi et l'urgence de la transition vers une société décarbonée". Dat ass festgesat, an dat ass esou ... A si seet, datt et nëmmen iwwert de „vieillissement de la population" geet, mee datt mer net méi genuch Kanner kréien, dat steet och net dran. Dat sinn och grouss demografesch Erausfuerderungen. Dat heescht, déi ganz Motioun ass am Fong geholl halt ideologesch gepräägt anstatt ergebnisoffen. An duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dat net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Elo huet d'Madamm Welfring d'Wuert, duerno den Här Baum an dann d'Madamm Modert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech denken, dass déi zwou Motioune complementaire sinn. An ech verstinn dofir net, wisou déi heiten net kéint och matgedroe ginn, well ech denken, dass se hei méi an den Detail geet eebe vun enger Réflexion stratégique, déi méi breet ass an déi och, soen ech emol, d'Integratioun vun deem, wat um europäesche Plang elo entwéckelt gëtt, wierklech hei an de Vierdergrond stellt, wat wierklech ganz wichteg wär, dass mer hei net net just nokucken an eis geziilt abréngen an do Chancen ergräifen, fir zum Beispill déi Leetmäert, vun deenen ech virdru geschwat hat, och wierklech fir eis notzbar ze maachen, fir eis Betriber.

An dann denken ech, dass dat, wat virdru gesot ginn ass, och net wierklech richteg ass. Och an där anerer Motioun steet eppes vun „transition écologique". Dat heescht, a béide Fäll ass déi Transitioun eppes, wat muss matgeduecht ginn. Dofir, ech denken, dass déi eng déi aner net ausschléisst an dass se verschidde Schwéierpunkten hunn an dass béid eng Plus-value géinge bréngen. Dofir kënne mir déi heiten och matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Déi éischt Motioun hu mer matgedroen. Awer eigentlech hu mer geduecht, datt et an der Majoritéit awer och e Wëlle géif ginn, fir dat heiten opzehuelen. Well dat eent, dat ass: Elo externaliséiere mer quasi eng Reflexioun iwwert d'Aart a Weis, wéi Staat an Ekonomie an Zukunft solle funktionéieren, a mer soen, dat sollen d'Sozialpartner maachen, dat solle Patronat a Salariat maachen. An d'Regierung selwer kuckt deem no, waart dann, bis a fënnef Joer e Rapport kënnt, an da schwätze mer warscheinlech och net driwwer, mee dann nach eng Kéier 25 Joer drop. Dat heescht, an 30 Joer schwätze mer dann eng Kéier an der Chamber driwwer, wat do gemaach ginn ass.

Hei ass et awer weesentlech méi konkreet, mat enger awer grousser a wichteger Froestellung, notamment der Évaluation des politiques publiques, wat Subventiounen, wat Aiden ugeet. Dat misst eppes sinn, wat de Staat eigentlech andauernd misst maachen, fir kënnen zilgeriicht Aiden a Subsiden ze ginn. Mir hu muer de Moien déi éischt Tripartitt-Kommissioun, wou et ënner anerem ëm esou Aidë geet. An eis feelt awer eigentlech en Instrument als ëffentlech Hand, fir wierklech ze kucken: Mee wéi eng Aidë féieren zu wéi engen Ziler? Wéi eng Aidë sinn zilgeriicht, bréngen eppes? Wéi eng Aidë brénge relativ wéineg? Genau dat bräichte mer am Fong. An duerfir ënnerstëtze mer déi heite Motioun och, verstinn net, firwat se net kann ugeholl ginn, anen et awer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, genau. Mir hunn elo grad déi éischt Motioun gestëmmt vum Här Bauler, wou mer de Conseil économique et social domadder beoptragen, nach eng Kéier, sech Gedanken ze maachen an där haiteger Welt iwwert d'Roll vum Staat an der Wirtschaft. An ech denken, mir sollen och elo mol de Force-viven, de Sozialpartner an deenen dräi Partner do keng Konkurrenz maachen, mee si a Rou hiert Gutachte maache loossen.

Déi heite Motioun vum Här Fayot ass wäit gefaasst, seet awer elo net, wéi se dat soll maachen, an och net, firwat elo zum Beispill d'Bäihëllefe sollen evaluéiert ginn. Firwat elo? Net éischter, net méi spéit, mee elo? An ech géif mech duerfir dem Här Bauler uschléissen a menger Fraktioun virschloen, se net matzedroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Elo wär keng aner Wuertmeldung do. Da ginn ech dem Här Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, bon, déi heiten, déi Motioun freet natierlech eppes, wat effektiv complementaire ass a wat eppes ganz aneres ass wéi den Avis vum Conseil économique et social. Hei geet et drëm, engersäits erëm e Prozess unzekuerbelen, deen et laang gouf beim Staat, och bei der Regierung, fir eng strateegesch Reflexioun ze maachen an engem Ministère. A ville Länner ass dat ugesidelt beim Premierminister, well et effektiv eng ganz transversal Analys ass an en transversalen Exercice. Dat ass den Exercice vu Foresight, dee gemaach gëtt. Dat huet natierlech näischt ze di mat deem, wat mer elo de Conseil économique et social froen, ounst de Fait, dass dat wäert héchstwarscheinlech ganz laang daueren. Dat ass en iterative Prozess, wou an der Regierung u sech nogeduecht gëtt iwwert déi grouss Tendenzen, iwwert d'Richtung, déi eng Ekonomie muss huelen an engem Land oder déi se sollt huelen, fir kompetitiv ze sinn an och pertinent ze sinn. Et ass effektiv och eng europäesch Dimensioun hei dran. Mir hate viru Kuerzem déi Diskussioun an der Ekonomieskommissioun, wéi mer eis kënne beschtméiglech do an déi europäesch Strategien inseréieren.

An dann ass effektiv de Punkt vun der Evaluatioun, deen och ganz spezifesch ass: A Frankräich hate se virun net allze laanger Zäit e Rapport am Senat, wou se déi ganz Hëllefen, déi Honnerte Milliarde vun Hëllefen un d'Entreprisen, analyséiert hunn a sech u sech och iwwer hiren Impakt Froe gestallt hunn. An dat ass eppes, wat mir net maachen. Ech hat do eng Question parlementaire virun net allze laanger Zäit, ob mer dat géife maachen. Ech weess dat natierlech och nach vu menger Zäit als Wirtschaftsminister, dass dat en Exercice ass, dee mer zwar scho wollten e puermol maachen, wou mer et awer ni richteg fäerdegbruecht hunn, en ze maachen.

Ech mengen awer trotzdeem, dass dat eppes wär, wat mer missten um Schierm hunn, wa mer esou vill Suen un d'Entreprisë ginn, dass mer duerno och wëssen, wat den Impakt ass vun deenen diversen Aiden, an dann natierlech och eng SWOT-Analys vun eiser Ekonomie am europäesche Kontext. Wéi gesot, dat heiten huet näischt mat deem éischten Exercice ze dinn, an ech sinn och am Fong e bëssen enttäuscht, dass dat elo hei refuséiert gëtt vun der Majoritéit, awer effektiv och net weider erstaunt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun Nummer 2 vum Här Fayot ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 2 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Neen: 40, keng Abstentioun. Dës Motioun Nummer 2 ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour och ofgeschloss.

12. Motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte »

Motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique

Résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois

(Motion de Mme Sam Tanson déposée en séance publique n° 70 du 28 mars 2025 – à consulter au compte rendu n° 29/2023-2028 en page 21)

(Motion de M. Marc Goergen déposée en séance publique n° 114 du 4 décembre 2025 – à consulter au compte rendu n° 46/2023-2028 en page 13)

(Résolution de Mme Taina Bofferding déposée en séance publique n° 114 du 4 décembre 2025 – à consulter au compte rendu n° 46/2023-2028 en page 17)

Mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, also zu de Motioune vun der Madamm Sam Tanson a vum Här Marc Goergen an zur Resolutioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Biergerbedeelegung an d'Stäerkung vun der Demokratie. Déi zwou Motiounen an d'Resolutioun ginn ënner engem Punkt mat enger gemeinsamer Riedezäit behandelt, woubäi all Auteur 5 Minutten zegutt huet, fir seng Motioun oder Resolutioun virzestellen, an duerno d'Fraktiounen 10 Minutte respektiv d'Sensibilitéite 4 Minutten, an d'Regierung hätt 10 Minutten, wa se da géing wëllen. Et hu sech schonn ageschriwwen niewent den Auteuren: den Här Laurent Zeimet, den Här André Bauler, den Här Fred Keup an ... Dat wär et. A mir fänken dann u mat der Madamm Welfring, déi d'Wuert huet als Coauteure vun der éischter Motioun. Madamm Welfring, et ass un Iech.

Exposé de la motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte »

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et vergeet bal keng Woch ouni Schlagzeilen iwwer Desinformatioun, politesch Polariséierung oder den Afloss vu Big-Tech-Firmen op eis demokratesch Debatten. An de Constat ass ëmmer dee selwechten: Eis Demokratie steet ënner Drock. An esou Zäiten ass et eis gemeinsam Aufgab, driwwer nozedenken, wéi mir d'Vertrauen an eis demokratesch Institutioune stäerken an d'Biergerinnen an d'Bierger besser an de politesche Prozess abanne kënnen.

Dofir hu mer als Gréng och ausdrécklech begréisst, dass aacht jonk Politikerinnen a Politiker aus véier Parteie sech d'lescht Joer zesummegedoen hunn, fir an engem oppene Bréif un de Premier an un eise Chamberspresident fir eng Stäerkung vun eiser Demokratie ze plädéieren.

Mir begréissen och, dass de Claude Wiseler als Äntwert op dës Initiativ d'Cellule scientifique beoptraagt huet, eisen demokratesche System op Häerz an Nieren ze préiwen. Déi éischt Resultater vun dëser Aarbecht goufen net méi spéit wéi gëschter an der aussepolitescher Kommissioun diskutéiert.

Mee domadden ass et net gedoen. Och d'Regierung muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen, an dofir hat eis Fraktiounspresidentin Sam Tanson eng Motioun deposéiert am Mäerz d'lescht Joer, déi d'Regierung opfuerdert, en Aktiounsplang fir eng staark Demokratie auszeschaffen, esou wéi et och virun engem Joer vun deenen aacht Signatairë vum oppene Bréif gefuerdert gi war. E Plang mat konkreete Mesüre géint Desinformatioun a mam Zil, d'Meediekompetenz vun de Schülerinnen a Schüler ze stäerken an onofhängeg Factchecking-Initiativen ze ënnerstëtzen. Et ass eng vun de Motiounen, iwwert déi mir haut ofstëmmen. An ech bedaueren, dass et hei net gelongen ass, deen iwwerparteileche Konsens ze fannen, deen déi jonk Politikerinnen a Politiker eis virgelieft hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, ech wëll och un eng Ausso erënneren, déi Dir selwer virun zwee Joer gemaach hutt. Ech zitéieren: „La légitimité démocratique réside auprès de la Chambre des Députés. Mais pour être audible, compréhensible et écouté, il faut que le Parlement s'ouvre à de nouvelles formes de participation. La Chambre des Députés – la Maison de la Démocratie – doit être une maison ouverte aux idées et le théâtre des grands débats de notre société." Enn vum Zitat.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, mir deelen dës Ausso natierlech. D'Chamber als Maison de la Démocratie muss eng Plaz sinn, wou d'Demokratie net nëmme verwalt, mee och gelieft a weiderentwéckelt gëtt.

Dat ass och néideg. Laut der POLINDEX-Etüd vun 2025 fille sech 67 % vun de Befroten net genuch am aktuelle politesche System representéiert. Dat weist, dass de Wonsch no méi Participatioun an no méi Matgestaltung reell ass.

An et héiert een ëmmer erëm vill hei vun Talenter, déi mussen ugezu ginn aus dem Ausland op Lëtzebuerg. An ech géing wierklech hei nach gären eng Lanz dofir briechen, dass grad och déi Leit warscheinlech och ganz staark drun interesséiert sinn, sech an eis politesch Debate méi staark anzebréngen an net an enger Parallellwelt hei ze liewen nieft der Chamber. Och dat wier eng Méiglechkeet, fir dës Leit besser un dëst Land ze bannen, wann ee se géing méi geziilt, zum Beispill iwwer Biergerréit, hei abannen.

Demokratie ass en Dauerchantier. Et gëtt net déi eng Reform, déi all Problemer léist. Mir hunn d'Flicht, eis Institutiounen net just ëmmer nees ze iwwerpréiwen, mee se och un nei Erausfuerderungen unzepassen. A genee do setzt de Rapport vun der Cellule scientifique un, dee mir als Gréng an Optrag ginn haten. De Rapport, deen am Hierscht d'lescht Joer publizéiert gouf, liwwert kloer e Plädoyer fir e fest verankerte Biergerrot a weist konkreet Weeër op, wéi esou e Modell kéint ëmgesat ginn.

An dëst ass keng parteipolitesch Fro. Am Géigendeel: Wann et ëm d'Weiderentwécklung vun eiser Demokratie geet, da brauche mir eng méiglechst breet Ënnerstëtzung iwwert d'Parteigrenzen ewech.

Leider schéngt dës Bereetschaft bei de Majoritéitsparteien haut net méi am selwechte Mooss do ze sinn. Dobäi hate si sech an der viregter Legislaturperiod am Kader vun enger grénger Motioun op d'mannst nach dofir ausgeschwat, fir d'Faisabilitéit vun engem institutionaliséierte Biergerrot ze préiwen. Mir bedaueren dat.

An ech wëll an dësem Kader och kloerstellen: E Biergerrot ersetzt keng gewielte Vertriederinnen a Vertrieder. E konkurrenzéiert och net mat der Chamber an hëlt och keng politesch Decisiounen, anescht wéi dat heiansdo duergeluecht gëtt. E kann awer e wäertvolle Bäitrag dozou leeschten, politesch Debatten ze beräicheren an zousätzlech Usiichten an den demokratesche Prozess anzebréngen.

Dofir begréisse mir och d'Resolutioun vun de Kolleeginnen a Kolleegen aus der LSAP. Mir deelen d'Iddi, fir op Basis vum Rapport elo déi nächst Schrëtt anzeleeden an de Wee fir en institutionaliséierte Biergerrot fräizemaachen.

Eiser Meenung no läit haut allerdéngs scho mam Rapport vun der Cellule scientifique eng zolidd Grondlag um Dësch. Mir brauchen dofir net onbedéngt nei Konzepter. Mir kéinten elo schonns ënnert der Leedung vun der Institutiounskommissioun an zesumme mat der Cellule scientifique an der Uni Lëtzebuerg déi néideg legislativ Aarbecht op de Wee bréngen. Mir wäerten dës Resolutioun trotzdeem matdroen.

D'Kolleege vun de Piraten fuerderen an hirer Motioun och en institutionell verankerte Biergerrot. Mam Zil si mir voll a ganz averstanen, mee mir sinn awer der Meenung, dass esou eng Institutioun un d'Chamber soll gebonne sinn. Aus deem Grond wäerte mir eis bei dëser Motioun enthalen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo den Auteur vun der zweeter Motioun d'Wuert, den Här Marc Goergen. Här Goergen.

Exposé de la motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Also Demokratie mécht immens vill Spaass. De Problem ass just, dass dat just all fënnef oder sechs Joer stattfënnt hei am Land. Dofir, ech widderhuelen elo net nach eng Kéier dee ganzen Debat, dee mer deemools an der Heure d'actualité haten, déi ech do deemools ugefrot hunn.

Déi Motioun, déi haut zur Diskussioun steet, ass jo de Biergerrot, an dat wär een Outil, fir tëscht deene fënnef oder sechs Joer awer nach eng Kéier op d'Leit kënnen ze lauschteren, neien Input ze kréien an nei Iddien. Dofir sti mer och weiderhin zu deem Konzept fir Matbestëmmung, well et ass nun emol hei ze Lëtzebuerg esou, dass et immens schwiereg ass ausserhalb vun de Walen, fir kënne matzemaachen. Et gëtt esou Alibiveranstaltunge wéi deemools bei der Pensioun. Dat war awer e Fail. Dat heescht, esou eppes ass dann net unzeroden. Mee dass een awer géing e Biergerrot maachen, wéi zum Beispill d'Cellule scientifique dat och deemools festgehalen hat. Dorauser ass och déi Motioun esou entstanen.

Dofir géing ech Iech bieden ... Dat wär natierlech e flott Zeechen och fir d'Demokratie hei an eisem Haus, wann haut eng breet Majoritéit bereet wär, fir de Bierger eng Stëmm ze ginn iwwer zum Beispill esou e Biergerrot oder och fir déi aner Motiounen ze ënnerstëtzen. Well alleguerten déi dräi Motiounen hunn u sech eent gemeinsam: fir de Bierger méi Matbestëmmung ze ginn. An ech mengen, do an deem Haus ka jo haut keen dergéint sinn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An da kritt d'Madamm Bofferding als Auteure vun der Resolutioun d'Wuert. Madamm Bofferding.

Exposé de la résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Jo, ganz genau. Mir haten deemools an der Debatt eng Resolutioun agereecht, well mer gäre wëllen esou e Biergerrot national gegliddert un d'Chamber festleeën.

Dir wësst, dass ech mech ëmmer gäre fir d'Biergerbedeelegung engagéieren, an am Fong geholl misst ech och hei e ganz leidenschaftleche Plädoyer dofir halen, mee ech muss awer soen, dass ech zimmlech demotivéiert sinn, notamment wéi déi ganz Diskussioune lafen.

Mir haten deemools déi Debatt hei, wou mer Motiounen haten, eng Resolutioun. Si sinn net direkt

ofgeleent ginn. Si sinn an d'Kommissioun verwise ginn, dat warscheinlech, well jo och deemools d'Aarbecht vun der ganzer Cellule scientifique war. Fir déi net ze desavouéieren, ass alt gesot ginn: „Allez hëpp, huele mer se mat an d'Kommissioun!"

Voilà, an do ware mer dann an der Kommissioun. Do hu mer dann driwwer diskutéiert, dass d'Fuerschung, wéi och d'Cellule scientifique, ëmmer erëm bestätegt, dass d'Leit wëlle matagebonne ginn, net nëmmen all fënnef Joer e Kräiz um Ziedel maachen. Dann hate mer de President vun der Kommissioun, ech zitéieren, dee sot: „Jo, jo, d'Fuerschung, d'Wëssenschaft seet villes." Voilà, do war schonn d'Diskussioun fäerdeg.

Da gesi mer an der Praxis déi vill Initiativen, déi geholl ginn an de Gemengen. Ech denken u meng Gemeng, Diddeleng, ech denken awer och un d'Gemeng Esch – iwwregens keen LSAP-Buergermeeschter, mee ee vun der CSV, deen dann elo endlech déi Assemblée-citoyennen zu Esch gemaach huet, wat e risegen, fantastesche Projet ass, dee vun der Uni begleet gëtt, deen international souguer zu Bréissel Opmierksamkeet kritt huet. Mee national wëll d'CSV näischt dovunner wëssen.

Jo, dat ass frustrant, well mer am Endeffekt guer net iwwert den Dossier hei diskutéieren. Mir sinn erëm an esou enger renger Majoritéit-Oppositiouns-Logik, well dat, wat mer fuerderen, e Biergerrot, ass elo wierklech näischt Exotesches. D'DP huet an hirem Walprogramm nach stoen, dass se gären déi participativ Demokratie wëll stäerken. Dir schreift souguer dranner, dass Dir mat initiéiert hutt, de Klima-Biergerrot ze initiéieren, deemools, wou Der mat eis an der Regierung waart.

(Interruptions diverses)

Haut wëlle mer näischt méi dovunner wëssen.

(Interruptions diverses)

D'CSV seet eis dann an der Kommissioun: „Bon, firwat brauche mer e Biergerrot? Mir hunn eng Chamber. Mir si jo gewielt. Mir si jo och Bierger." Jein. De Punkt ass: Mir si gewielt, mir sinn awer nëmmen en hallwe Biergerrot, well mir sinn eis jo alleguerten eens, dass mer och nëmme vun der Hallschent vun eiser Populatioun gewielt sinn. D'Chamber, d'Parlament, mir sinn déi representativ Bedeelegung, déi decidéiert. An e Biergerrot ass déi participativ Bedeelegung. Dat sinn déi, déi eis solle beroden.

Wat am Ausland fonctionéiert, schéngt dann zu Lëtzebuerg net méiglech ze sinn. Mat e puer Kolleege war ech zu Eupen a mir waren all begeeschtert, wéi formidabel dat do fonctionéiert, wou mer geduecht hunn: „Jo, dat kéinte mer och maachen." Mee dovunner wëlle mer alleguerten elo erëm näischt wëssen.

Ech wëll just soen: E Biergerrot ass kee Konkurrenzorgan. Deen ersetzt net d'Chamber. Au contraire, et ass eng Beräicherung. Do komme Stëmmen, déi mer héieren, déi eis wäerten am Debat weiderhi beräicheren, et kommen nei Liewenserfarungen, nei Perspektiven, an ech versti wierklech net, wéi ee sech esou eppes ka verschléissen, zemools wann een et lokal ënnerstëtzt, mee et national dann net wëll hunn. An duerfir déi Diskussiounen, déi ëmmer erëm opkommen.

Wéi ass et méiglech, dass mer esou eng grouss Diskrepanz an Distanz tëschent engersäits eiser Populatioun hunn an anerersäits der Politick? Ma Kolleeginnen a Kolleegen, et ass genau déi heiten Haltung. Et ass déi Haltung, wou mer soen: „Mir wëssen et besser, mir brauchen net nach d'Stëmme vun eiser Populatioun, mir wëllen d'Leit net abannen." Ganz éierlech, da brauche mer eis och net ze wonneren, dass d'Vertrauen an eis Institutioune futti geet. Ech fannen et schued, dass mer déi Debatt op dësem Punkt hei esou féieren.

Mir wäerte selbstverständlech awer d'Motioun vun deene Grénge matënnerstëtzen. Mir ginn et net op. D'Motioun vun de Piraten net, well mer eng Resolutioun hunn, déi mer natierlech besser fannen. Op alle Fall, ech fannen et schued. Dat heiten ass sécherlech keng Stärestonn an der Chamber.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Bofferding. An den éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet.

Plusieurs voix | A!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech gi mer dann elo all Méi, heirauser nach eng Stärestonn ze maachen. Déi dräi Initiativen, déi mer jo elo mateneen diskutéieren, hu jo allen dräi e gemeinsame Punkt – gi se emol vir –: Si wëllen d'Demokratie stäerken. En Zil, dat mir och natierlech deelen.

Mee d'Fro ass jo net, ob mer Biergerbedeelegung wëllen. D'Fro ass – wa mer se da wëllen –, wéi mer se organiséieren, wou mer se usidelen a wéi mer och verhënneren, datt all gutt gemengten Iddi um Enn nei Onkloerheeten an eiser Demokratie schaaft.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Eis Positioun als CSV ass kloer: Mir si fir d'Participatioun, mee mir si géint parallell Strukturen nieft der Chamber. Mir sinn net fir d'blannt Schafe vu Biergerbedeelegungsgremien, wa mer schonn demokratesch Instrumenter hunn, déi mer kënnen notzen an déi mer natierlech och kënne verbesseren.

Zur Resolutioun vun der Madamm Bofferding. Éischtens, zur Iddi vun enger Chambre des Citoyens, respektiv engem nationale Biergerrot. D'Resolutioun bezitt sech ausdrécklech op d'Biergerassembléeën, op de Klima-Biergerrot an op d'Iddi, e méi e permanente Mechanismus bei der Chamber ze verankeren, erkennt awer gläichzäiteg un, datt de Prinzipp vun der representativer Demokratie, sou wéi en an eiser Verfassung verankert ass, muss respektéiert ginn.

Genee do läit de Kär vum Problem, dee mir gesinn: D'Chamber ass déi demokratesch legitiméiert Vertriedung vum Land.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | D'Deputéiert – mir – si gewielt a mer droe Verantwortung. Mir kënnen – mussen – och kritiséiert ginn a kënne bei Walen ofgewielt ginn.

Bei engem zoufälleg zesummegesate Biergerrot ass dat net de Fall. Wann esou e Rot nëmme consultativ ass, da riskéiere mer och Frustratioune bei deene Leit auszeléisen, wann hir Recommandatiounen um Enn net ëmgesat ginn.

(Interruption)

Wann en awer politesch Drockmëttel kritt, da schafe mer eng Konkurrenz tëschent gewielten an net gewielten Instanzen. A fir et an de Wierder vum Parteipresident vun der LSAP ze soen: Mir brauche kee Parlament niewent dem Parlament.

D'Erfarung mam Klima-Biergerrot weist, datt ee virsiichteg muss sinn. Et gouf deemools och Kritick un der Representativitéit, der Transparenz an der Organisatioun. An dat schwätzt eebe fir eng besser encadréiert Participatioun, net fir eng séier Institutionaliséierung dovunner.

An deem Sënn ass et och interessant, wat den Alex Bodry virun net allze laanger Zäit zu deem Sujet gesot huet. Den Alex Bodry huet viru permanente quasi deliberative Strukturen nieft dem gewielte Parlament gewarnt, well se zu enger „guerre des légitimités" féiere kéinten.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Seng Fro ass déi richteg: Wouhier kënnt d'Legitimitéit vun esou Assembléeën? Vun engem Tirage au sort? Vun engem Sondage-Institut? A viru wiem si se responsabel? Dat sinn déi Froen, déi eis beschäftegen. An an engem System vu representativer Demokratie muss ee ganz genee oppassen, datt direkt oder participativ Elementer net d'Legitimatioun vun deene gewielte Vertrieder relativéieren.

Zur Motioun vum Här Goergen. Si verlaangt jo bis spéitstens 2027 e representative Biergerrot op nationalem Niveau mat gesetzlecher Basis a Verankerung am politesche Prozess. Dat wier eng grouss institutionell Reform an engem dach erstaunlech kuerzen Delai. Ech muss Iech jo net laang erklären, datt esou e wichtege Changement net an där kuerzer Zäit iwwer eng Motioun ënner Zäitdrock kann agelaut ginn.

Mir hunn och hei schonn Organer, déi consultativ sinn, wéi zum Beispill – an en ass de Mëtten dacks zitéiert ginn – de Conseil économique et social, …

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | … eng permanent consultativ Institutioun am Tripartitt-Format, fir wirtschaftlech a sozial Froen ze diskutéieren. Mir hunn doniewent och nach – deen ass scho bal ganz vergiess, well et héiert een net esou dacks eppes vun em – de Conseil supérieur pour un développement durable, deen och 2004 geschaf gouf an ausdrécklech do d'Participatioun vu Bierger, ëffentlechen a private Strukturen am Beräich vun der nohalteger Entwécklung förderen soll. Wann et also ëm Klima, Biodiversitéit oder Nohaltegkeet geet, da kënne mer scho Biergerforen iwwer esou bestoend Strukturen organiséieren an encadréieren.

Mir verschléissen eis och net der Iddi, déi zwee Organer méi no zesummenzeféieren, well si verfollegen e bëssen déi selwecht Missioun, an et kéint ee se jo och zesummen denken an zesummen organiséieren – a firwat dann net iwwer si méi Biergerbedeelegung nach woen, fir eis dann ze consultéieren an Zukunft? Dat wier jo och flott, wann déi Organer, déi mer hunn, eis reegelméisseg géife mat hiren Avise beräicheren.

Mir hunn och als Chamber Instrumenter – mir hu schonn doriwwer geschwat – wéi de Petitiounssystem, dee mer rezent nach moderniséiert hunn. A mir hunn doniewent och nach en Instrument, wat nach weider onbekannt ass, dat vun de Propositions motivées aux fins de légiférer, also datt vu bausse Propositioune kënne gemaach ginn, fir nei Gesetzer ze huelen.

Zur Motioun nach vun der Madamm Tanson iwwert d'Desinformatioun: Jo, Desinformatioun ass eng reell Gefor. Dat streide mer net of.

(Interruption par M. Marc Baum)

D'accord.

M. André Bauler (DP) | Dat ass keng Konscht.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mee och hei musse mer oppassen, ...

(Interruption)

... datt mer net ënnert dem Label vun enger Demokratieverdeedegung awer eng staatlech Wourechtspolitick schafen. D'Meedienerzéiung: jo; kritescht Denken: sécher jo; eng fräi an onofhängeg Press: ouni Zweifel; eng konsequent europäesch Plattformregulatioun: jo. Mee et däerf net d'Aufgab vum Staat sinn, politesch ze definéieren, wou legitimm Kritick ophält a wou Desinformatioun ufänkt.

Mir sinn derbäi, en neit Meediegesetz auszeschaffen. Dat ass jo bal um Enn vun der Prozedur ukomm. An do war et interessant, datt e Méindeg bei den éischte Stresstestanalyse jo och gesot gouf, datt och nach eng iwwert d'Meedie géif kommen. An et wär schonn, mengen ech, sënnvoll, datt déi da géif virgezu ginn an net eréischt Enn des Joers géif kommen, mee nach vläicht virun dem Ofschloss vun der prozeduraler Aarbecht iwwert d'Meediegesetz do wier. Da kéint ee jo vläicht nach dat eent oder dat anert afléisse loossen.

Här President, mir refuséieren dës dräi Initiativen net, well mer géint d'Biergerbedeelegung wieren. Mir refuséiere se, well mer iwwerzeegt sinn, datt eng staark Demokratie net duerch ëmmer nei Strukturen entsteet, mee duerch staark Institutiounen.

Fir eis ass de richtege Wee, d'Chamber ze stäerken, de Petitiounen e bessere Suivi ze ginn, d'Gesetzesinitiativ vun de Bierger als neit Instrument ze promouvéieren an d'Gemengen och an hirem Rôle ze stäerken an och hir consultativ Missioun, déi se hunn, an och déi Participatioun weider ze stäerken. Och do huet den Inneminister jo wëlles, deem Ganzen och eng Base légale ze ginn.

D'Biergerbedeelegung kann d'Demokratie ergänzen. Mir wëllen eng Participatioun, déi efficace, subsidiaire a responsabel ass an déi d'Legitimitéit vun de gewielte Vertrieder stäerkt, amplaz se a Fro ze stellen. An dofir wäerte mer dës dräi Initiativen net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Dir däerft. Wann den Här Zeimet Froen akzeptéiert, däerft Der se och stellen. Ee Moment, Här Bauler, den Här Zeimet kritt nach Froe gestallt. Wie wollt d'Fro stellen? D'Madamm Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech wollt eng Fro stellen. Den Här Zeimet sot, d'representativ Demokratie géif riskéieren, net respektéiert ze ginn duerch sou e Biergerrot, an dass dat och kéint zu Frustratioune féieren. Dat ass jo am Fong e bëssen e Worst-Case-Zenario. Wann dat schlecht gemaach ass, dann ass dat e reelle Risiko. Mir hunn awer elo e Rapport vu bal 100 Säiten, wou genau opgelëscht ass, op wat ee muss oppassen a wéi eng Virkéierung ee kann treffen, fir dass dat méiglechst gutt vustattegeet, an dass do och ganz positiv Erfarunge gemaach ginn am Ausland, déi net zu Frustratioun féieren.

Wourop fousst Der dann déi doten Angscht als Haaptargument, als ee vun den Haaptargumenter, fir dat doten einfach ze verhënneren? Dat verstinn ech einfach net. A wann Der jo awer deelt, dass eis Demokratie awer och ënner Drock steet, wéi kann et da sinn, dass Der als konservativ Partei dat dote mol net wëllt an Erwägung zéien, fir justement dat ze halen, wat mer hunn? Ech verstinn dat net.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech verstinn elo net. „Fir dat ze halen, wat mer hunn", ass am Prinzipp ëmmer an der Rei, mol schonn e gudde Start. Mee ech hunn Iech jo erkläert: Mir sinn der Meenung, datt mer keng zweet Chamber nieft der Chamber brauchen. Mir sinn der Meenung, datt mer eng ganz Rei vu konsultativen Organer schonn hunn, déi am Moment net optimal fonctionéiere vun eisem Point de vue aus: de Conseil économique et social, de Conseil vum Développement durable. Da komm mir kréien déi emol un d'Goen. Déi kënne jo och da méi Biergerbedeelegung do woen. Mee eng Chamber nieft der Chamber, do si mer ganz beim Här Engel, dat wëlle mer net.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, fir Iech Froen ze stellen: den Här Clement an den Här Baum. Dir kënnt Iech ganz gär sëtze goen, Här Zeimet, a vun do op d'Froen äntwerten. Dat ass, wéi Der wëllt. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hunn dem Här Zeimet elo ganz opmierksam nogelauschtert. En huet, mengen ech, a ganz ville Wierder gesot, datt se et einfach net wëllen, a sech just net getraut, dat kuerzzefaassen.

Mee ech hunn awer eng ganz konkreet Fro, well en awer gesot huet, et wär e bëssen onrealistesch, dat an zwee Joer, also elo nach an engem Joer, iwwert d'Bün ze bréngen, fir esou e Biergerrot. Ech wëll just drun erënneren – an ech wollt den Här Zeimet froen, ob meng Erënnerunge korrekt sinn –, datt mer déi Motioun hei awer schonn am Dezember 2025 deposéiert haten an et deementspriechend jo zwee Joer gewiescht wären. An ob den Här Zeimet sech nach géif drun erënneren, datt d'Piraten schonn den 12. Mee 2021 eng Proposition de loi an deem Sënn deposéiert haten, ...

(Brouhaha)

... déi jo dee Moment och net weidergaangen ass. An datt mir eis deementspriechend scho säit iwwer fënnef Joer u sech dorunner ofreiwen an et dofir sécherlech elo net esou kuerzfristeg war, wéi den Här Zeimet dat gemengt huet – ob e sech dorunner kéint erënneren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Den Här Zeimet, wann Der wëllt.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Op d'Fro, ob ech mech un de Mee 2021 oder un Är Proposition de loi erënneren, ass d'Äntwert: Nee! Ech war net Member vun dësem Haus. Ech hunn dat dann och vläicht net esou intensiv suivéiert. Entschëllegt mech dann dofir. Zweetens: Jo, zwee Joer sinn zwee Joer. Dir hutt jo elo selwer gesot: 2025 bis 2027 sinn zwee Joer. Et schéngt mer e bësse kuerz, fir dat alles esou ëmzesetzen. Dat war elo mol meng Aschätzung dovunner. Mee ech loosse mech awer gäre vum Contraire iwwerzeegen, wa mer dat dann eng Kéier fäerdegbréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum an duerno den Här Engel, wéinst Fait personnel, huelen ech un, oder fir eng Fro? Dat ass, wéi Der wëllt.

M. Georges Engel (LSAP) | Ech stinn op fir eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Ech hätt eng relativ einfach Fro un den Här Zeimet. En huet geschwat vun de Geforen, vun der Multitude vu parallelle Strukture par rapport zu der Wichtegkeet vun den Institutiounen, vum Parlament, vun der representativer Demokratie. An ech wollt e ganz einfach froen, ob en dem Vizepresident vun der CSV an dem Buergermeeschter vun der zweetgréisster Stad aus dem Land dëst och esou mat op de Wee ginn huet, well deen huet grad e Projet lafen, dee plus ou moins dat erëmhëlt – a mat groussem Succès –, wat hei gefuerdert gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Den honorabelen Här Baum schwätzt jo vum Buergermeeschter vun der Stad Esch, huelen ech un, dem Christian Weis – da soll säin Numm och genannt ginn –, ...

(Interruption par M. Marc Baum)

... deen e gudde Buergermeeschter vun der Stad Esch ass, dee sécherlech och do seng Bierger bedeelegt, sou wéi de fréiere Buergermeeschter an den aktuelle Buergermeeschter vun der Gemeng Beetebuerg dat och ëmmer gemaach huet. A wann Der mer gutt nogelauschtert hutt, hunn ech grad gesot, datt mer dat an de Gemenge weider sollen ënnerstëtzen. Also ënnerstëtzen ech all Initiativ, déi de Kolleeg an de Buergermeeschter vun Esch an deem Sënn hëlt, genau esou wéi säi Virgänger dat zu Esch och scho gemaach huet, den honorabele Georges Mischo.

Une voix | Dat ass richteg.

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Also ech mengen, dass en einfach e bessere Koalitiounspartner huet.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Sehovic huet d'Wuert net, den Här Engel huet elo d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt den Här Zeimet froen, ob hie weess, dass de President vun der LSAP déi Ausso vu „Kee Parlament nieft dem Parlament" gemaach huet am Kader vun enger Diskussioun an der Tripartitt, wou et ëm e Sondervermöge gaangen ass, e Sondervermögen, wat all Joer 1 Milliard wärend siwe Joer ..., also 7 Milliarde soll d'Tripartitt verwalten. Ob e weess, dass déi Ausso an deem Kader gemaach ass an ob e mengt, wa mer hei iwwer Biergerbedeelegung schwätzen, dass dat genau dat selwecht wär.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här Engel. Ech si mer bewosst, wou Der déi Ausso gemaach hutt. Mee si passt exzellent och bei dësen Debat. An dofir hunn ech se hei ganz gären zitéiert.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Awer wierklech, egal wat.

M. Claude Wiseler, Président | Domat wier dann déi Diskussioun ofgeschloss. An da wär et um Här Bauler.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et freet mech awer, Här President, datt et mer gelongen ass, aus dësem awer e bëssen eng Stärestonn ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | A ben, voilà.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Madamm Bofferding, ech hoffen, ech hunn Iech net enttäuscht.

(Interruption par Mme Taina Bofferding et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler, setzt Iech elo duerch, wannechgelift. An et ass eleng um Här Bauler!

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Am Prinzipp ass et awer un Iech, fir Iech duerchzesetzen a mengem Numm. Merci.

(Brouhaha)

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Biergerbedeelegung, wollt ech just nach eng Kéier an Erënnerung ruffen: Jo, si

muss all Dag gelieft ginn, am enke Kontakt duerch d'Biergerinnen a Bierger, Gewielten, Gemengen, Veräiner, Sozialpartner an Institutiounen.

A fir eis als Demokratesch Partei ass kloer: D'Biergerbedeelegung kann natierlech duerchaus eng sënnvoll, eng noutwendeg Ergänzung zu eiser parlamentarescher representativer Demokratie sinn, virun allem op lokalem Plang, also hei an de Gemengen – ech soen dat och a Presenz vum Syvicol-President –, d'Gemengen, d'Urzell vun eiser Demokratie.

Mir, déi gewielte Vertrieder, hunn den demokrateschen Optrag, politesch Entscheedungen ze huelen an eis dofir virun de Wielerinnen a Wieler ze veräntwerten. Dat ass eigentlech d'Kärlogik vun der representativer Demokratie. An dozou gehéiert och, Kompromësser ze fannen an heiansdo och schwéier Entscheedungen ze huelen, wa se am Interêt vu Land a Leit, wéi eise Finanzminister ëmmer sou schéi seet, néideg sinn.

Zum permanenten nationale Biergerrot: Lëtzebuerg huet scho wierklech haut – an ech hunn dat och an der Kommissioun deemools, ech mengen, et war uganks Dezember, gesot, betount – eng ganz breet Palett un Instrumenter, iwwert déi Biergerinnen a Bierger sech kënne bedeelegen. Dozou gehéieren déi klassesch Participatiounsrechter – wéi natierlech d'Walrecht, d'Recht, e Referendum ze organiséieren, d'Versammlungsrecht –, mee dozou gehéieren awer och eng ganz Rei aner Instrumenter, ob dat dann elo déi ëffentlech Petitioune sinn, an dann d'Jugendparlament, den Zuch vun der Demokratie, deen all Joer hei an d'Parlament kënnt, oder op lokalem Niveau konsultativ Kommissiounen an de Gemengen. Ech hat och nach virdrunner de Jugendrot vergiess oder Initiative wéi eeben, zum Beispill, déi gutt besichte Quartiersversammlungen an der Stad Lëtzebuerg, fir nëmme just dës puer Beispiller ze zitéieren.

Jo, ech fannen et grad gutt, datt eng Gemeng hir Biergerinnen a Bierger vor Ort am Quartier besicht a sech do mat hinne sur place austauscht. An dat praktizéiert d'Stad Lëtzebuerg. An ech fannen, dat ass ee vu ville richtege Weeër an deem Kontext. Um nationalem Plang ginn och reegelméisseg Plattformen a Konsultatiounsformater an d'Liewe geruff, fir d'Biergerinnen a Bierger mat anzebannen: Kulturassisen, zum Beispill, Sozialassisen, Biergeratelieren a villes méi. An, et ass och scho virdrunner gesot ginn, mir däerfen och hei, nieft dem Syvicol zum Beispill, wat d'Gemengen ugeet, d'Beruffskummeren, d'Chambres professionnelles, net vergiessen, déi jo och en Deel si vum legislative Prozess an deenen hir Meenung am legislative Prozess muss consideréiert ginn. Nieft de Veräiner, Interessegruppen, Sozialpartner gëtt et och nach vill aner Acteuren, déi um Terrain vun der demokratescher Meenungsbildung aktiv sinn. An déi lescht Wochen hu mer nees materlieft, wéi wichteg de Sozialdialog fir eis Demokratie ass an datt een aus dësem Dialog duerchaus Friichte kann zéien.

D'Fro ass, ob d'Schafe vun nach engem Gremium de Problem géif léisen oder ob dat net just de gesetzleche Prozess, den institutionelle Prozess – nennt en, wéi Der wëllt –, weider an d'Längt zitt an deemno wéi eventuell Frustratiounen, déi kéinte bestoen, verstäerkt, eventuell duerch e feelende Follow-up, feelend Suitten, Onkloerheeten iwwert d'Verantwortungen, oder Recommandatiounen, déi schlussendlech net ëmgesat ginn oder net kënnen ëmgesat ginn – wat och ëmmer d'Ursaache sinn, fänke mer nëmme bei deene finanziellen un.

Esou Gremien eegne sech besonnesch gutt op lokalem Plang; ech hunn dat virdru gesot. Mee net all Froe sinn dofir gëeegent. Et geet also ëm Follgendes: Et geet net ëm manner Biergerbedeelegung, mee et geet ëm besser Biergerbedeelegung. Net e weideren Dispositif schafen, mee déi Instrumenter stäerken, déi mer de Moment schonn hunn.

Zum Plan d'action wollt ech just soen: Jo, d'Sujeten, déi an dëser Motioun stinn, sinn natierlech wichteg. Do si mer eis alleguer eens, denken ech. Desinteresse an Desinformatioun sinn eng grouss Erausfuerderung, déi natierlech duerch déi Kënschtlech Intelligenz a Social Media eng ganz nei Dimensioun kritt hunn. Mee villes vun deem, wat gefuerdert gëtt, gëtt momentan schonn ëmgesat. Ech denken un den Digital Services Act, un d'Ressourcë vum Zentrum fir politesch Bildung, deen eng formidabel Aarbecht hei am Haus an doriwwer eraus leescht.

An ier mer, denken ech, en neie Plan d'action national opstellen, sollte mer déi aktuell Moossname mol wierke loossen. Mir sollten deenen Zäit loossen, fir kënnen ze gräifen. Da sollte mer bewäerten a gegeebenefalls geziilt, wann et noutwendeg ass, nobesseren.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption par M. Meris Sehovic)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Sehovic, Dir wollt dem Här Bauler eng Fro stellen. Här Bauler, sidd Der domadder d'accord?

M. André Bauler (DP) | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert fir Iech, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg, dass en d'Fro unhëlt. Ech si mat enger Rei Saachen d'accord, déi den Här Bauler gesot huet, notamment och, wat d'Wichtegkeet vun der Biergerbedeelegung op kommunalem Plang ugeet, déi Der jo zu Recht direkt e puermol ënnerstrach hutt an Ärer Ried.

Et ass jo elo esou, dass déi lescht Majoritéit eigentlech eng Reform vum Gemengegesetz proposéiert hat, déi zwee Voleten hat: op där enger Säit d'Moderniséierung vun de Reegele vum Conseil communal, an en zweete Volet, dee genau dorobber gedroen huet, nämlech op d'Moderniséieren eigentlech an op d'Méiglechmaachen an d'Méi-einfach-Maache vu Biergerparticipatioun op kommunalem Plang.

Den Inneminister Gloden huet eis d'lescht Woch an der Kommissioun informéiert, dass en dee Projet de loi an zwee wëll deelen an dass mer elo mol prioritairement op dem Volet vun der Moderniséierung vum Conseil communal solle schaffen.

Deen zweeten Deel vum Gesetz: Do hu mer elo keng Erklärunge kritt, wéi et do soll weidergoen. An do wär meng ganz einfach Fro awer, ob de Kolleeg Bauler d'accord wär mat mir, dass dat och eng Prioritéit misst sinn, dass mer och op deem Volet vum Gesetz weiderschaffen, an ob e bereet wär, da mäin Appell ze rejoignéieren, dass d'Regierung dann och ganz, ganz séier soll op deem zweeten Deel eigentlech vun deem Projet de loi schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här Sehovic. Ech hat bal gefaart, dir géift keng Fro stellen. An elo sinn ech awer berouegt.

Ech erliewen dat heiten elo als Informatioun, déi ech fir d'éischt kréien. Ech sinn net an der zoustänneger Kommissioun. Ech hunn dat also net matkritt. Mee ech mengen, Gesetz hin oder hier: Et ass ni verbuede fir eng Gemeng, fir e Gemengerot, fir e Schäfferot, am Kontakt mat senge Biergerinnen a Bierger ze sinn! Et ass em fräigestallt, Biergerversammlungen ze organiséieren, konsultativ Prozesser ze hunn am Kader vun Etüden. Insofern ass et elo schonn eng Praxis, déi een net onbedéngt muss an alle Fäll gesetzlech verankeren. Mee ech iwwerloossen Iech dat an Ärer respektiver Kommissioun. An da kënnt Der do zesummen Är Aarbecht ofschléissen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Demokratie heescht: d'Herrschaft vum Vollek. Dat heescht esou vill, wéi dass d'Vollek decidéiert.

Dat geschitt bei eis engersäits iwwert d'Walen, d'Chamberwalen all fënnef Joer, wou d'Leit also wiele ginn. An do kënnt dann e Resultat derbäi eraus. An déi eng, déi gewannen dann, anerer verléieren, nach anerer verléieren nach vill méi. An dat ass dann den demokratesche Vott vum Vollek.

Déi aner Méiglechkeet ass déi – an dat ass méi rar zu Lëtzebuerg – iwwer e Referendum. Wann een dann e Referendum wëll maachen, da kënnen all d'Bierger am Land och ofstëmme goen. An deem Sënn si mir fir méi Demokratie a fir méi direkt Demokratie. A mir fannen, dass bei wichtegen Decisiounen, souwuel um Niveau vun de Gemenge wéi och um Niveau vum Land, méi misst op de Referendum zréckgegraff ginn, wou all d'Bierger da kënne matdecidéieren, …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | … an zwar no de Prinzippien, wéi bei eis Wale fonctionéieren: anonym, geheim a fräi. Et ass nämlech esou, wéi eng Demokratie fonctionéiert: anonym, geheim a fräi. Esou gi mer ofstëmmen, an esou fonctionéiert Demokratie, fir dass keen ënner Drock ka gesat ginn. Dat ass ganz wichteg.

An dat ass dach awer en Ënnerscheed zu engem Biergerrot, wou ee ganz genee weess, wien dran ass, wou ee kann nokucke goen, wat deem seng Meenunge sinn, zu soziale Meedien zum Beispill, wou deen hierkënnt a wou een dee Mann oder déi Fra och eventuell kann ënner Drock setzen, fir Entscheedungen ze treffen, a wou déi sech vläicht net wuel fillt an dann aus engem konformistesche Grond eppes matstëmmt, wat se am Fong net wierklech selwer wëll.

An dat ass jo och deelweis, mengen ech, d'Erfarung, déi mer kënnen zéien aus deem sougenannte Klimarot, dee jo immens vill Kriticken hei am Land op sech gezunn huet an immens kritiséiert ginn ass, well en net gutt fonctionéiert huet.

Mee ech verstinn awer, dass déi gréng wollten e Klimarot maachen. Et ass jo evident! Wann s de wëlls deng eege Politick pushen, …

(Interruption)

… da méchs de natierlech eppes, …

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et war en DP-Minister, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | … wat dengem Haapttheema entsprécht, an da setz de dat an.

Dat kéint ee jo och maachen. Da géif ech an all Gemeng e Biergerrot maache fir d'Lëtzebuerger Sprooch an da géif ech do all d'Lëtzebuerger ruffen. Da kann ech Iech soen, wat derbäi erauskënnt. Da géif ech nach déi néideg Leit huelen, déi deenen Experten erzielen, wéi d'Saach leeft. Da kréich ech warscheinlech och dat Resultat, wat ech wéilt.

An dat ass de Risiko bei esou Biergerréit. Duerfir si mir do ganz skeptesch.

Um Gemengenniveau fonctionéiert dat natierlech méi einfach, well do oft vläicht Saache sinn, déi méi no un de Leit sinn. Mee och do wëll ech awer drop opmierksam maachen: A ganz ville Biergerréit um Niveau vun de Gemengen hei am Land, soe mer emol, do gëtt awer scho staark encadréiert, wouriwwer geschwat soll ginn!

Ech weess, mengen ech, zu Esch elo, wou dat ass, wou jo vill Leit sech gemellt hunn: Et si ganz vill Leit dohinner gaang, well se Parkplaze wëllen. Dat war de Grond! Jo, dat ass awer esou. Elo weess ech awer net, ob eng Propositioun vum Biergerrot, fir erëm méi Parkplazen ze maachen, duerno esou ëmgesat gëtt.

An dat ass jo och dann d'Fro: Wann Der e Biergerrot maacht – an do zweifelen ech och un der Éierlechkeet hei vu verschiddene Parteien –, akzeptéiert Der dann och, dass deen Decisiounen trëfft, déi absolutt net deene vun Ärer Partei entspriechen? Déi Fro stellen ech mer.

Dann ass d'Fro natierlech och: Wéi vill Gremie wëlle mer nach schafen? Mir hunn esou vill Gremien hei am Land, Kummeren an ech weess net, all Méigleches. Ech blécke selwer net méi duerch – a mir liewen hei an enger Blos –, wat et do alles gëtt vu Gruppen, vu Gremien, déi Avise ginn zu der Politick hei am Land. Dat ass enorm! An do hunn ech da guer net d'ONGe matgerechent, déi vum Staat finanzéiert ginn.

(Interruption)

Dat ass jo och interessant: Eng ONG non gouvernementale, déi vum Staat finanzéiert gëtt an dann „Zivillgesellschaft" genannt gëtt, déi awer am Fong guer keng demokratesch Legitimitéit huet.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | An déi gi jo permanent och all duerch d'Meedien zirkuléieren a kënnen do hir politesch Meenung soen. Je veux bien, mee et soll ee sech awer d'Fro stellen: Wéi vill där Gremien, déi an d'Politick agräifen, wëlle mer nach? A schwächt mer domadder net am Endeffekt d'Chamber?

An ech mengen, dass et och Verschiddenen – ginn ech d'Gefill net lass – vläicht souguer drëms geet, d'Chamber an déi sougenannt representativ Demokratie an engem gewëssene Sënn ze schwächen.

An dass déi ONGen oft net d'Meenung vun de Leit vertrieden, hu mer jo gesinn am Referendum 2015. Quasi alleguer déi grouss ONGen hei am Land ware fir de Jo beim Auslännerwalrecht, gell. Bal alleguer. An dat war d'Zivillgesellschaft. D'Zivillgesellschaft war fir de Jo! Awer déi richteg Gesellschaft, d'Bierger, war fir den Nee!

M. Tom Weidig (ADR) | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | Dat weist jo, dass iergendwou och do awer eng krommleeft.

Da wollt ech kuerz nach op d'Motioun vun deene Gréngen agoen, déi dach awer en zimmlech düüstert Bild vun der Demokratie zeechent. Och déi jonk Parteien, déi do ... Do waren eis Jonk net derbäi.

Une voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Warscheinlech war dat aus engem iwwerdriwwenen demokratesche Verständnis, ...

Une voix | Dat ass Demokratie!

M. Fred Keup (ADR) | ... wou ee gesot huet: „O, mir huelen awer net all d'Parteie mat." Mee ok.

(Interruption)

Déi Parteien hunn och e relativ düüstert Bild gezeechent, mengen ech, vun der Demokratie.

D'Demokratie kann ee ganz einfach moossen um Ëmgang mat der Oppositioun. Kuckt d'europäesch Länner, da kuckt Der, wéi den Ëmgang ass mat der Oppositioun – iwwerall. An da gesitt Der den Niveau vun der Demokratie. Wann d'Oppositioun andauernd bekämpft gëtt, klenggemaach gëtt, ...

(Interruption)

... dann ass den Niveau vun der Demokratie net ganz héich.

Sou! Dat ass natierlech ... Jo, dann hu mer den Digital Services Act, wou hei gesot gëtt, dee misst nach méi agesat ginn. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass mir keng Fans sinn dovunner, well dat fir eis en Agréff an d'Meenungsfräiheet ass.

Da gëtt geschwat vun „éducation aux médias dans les écoles". Do sinn ech absolutt derfir. Dat hunn ech selwer ginn an als Schüler selwer kritt. Ech erënnere mech nach ëmmer un ee Saz, deen e Proff vu mir gesot huet, wéi ech am Lycée war: „Gleeft net, wat an der Zeitung steet!" Dat hunn ech mer ëmmer verhalen. Dat hutt Der warscheinlech och héieren, wéi Dir an der Schoul waart.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. André Bauler (DP) | Schwätzt Der lo vun de Lieserbréiwer?

M. Fred Keup (ADR) | Dat war iwwregens en éischter ganz lénkse Proff, deen dat gesot huet.

Dann de Faktchecking – mee de Faktchecking, wësst Der och: Wie mécht en? Faktchecking ass och ëmmer aus enger subjektiver Perspektiv.

An da komme mer bei de kritesche Geescht, deen a mengen Ae ganz wichteg ass. Mir brauche lauter kritesch Geeschter! Mee Dir musst awer ëmmer wëssen: Déi kritesch Geeschter sinn normalerweis géint de Mainstream, gell! Déi kritesch Geeschter sinn normalerweis géint de Mainstream, deen Dir awer gär verteidegt.

An da geet et ëm d'Desinformatioun. Do hate mer virdrun awer hei e gutt Beispill.

(Interruption)

Den Här Schockmel huet gesot: „Dir maacht Desinformatioun." An Dir hutt gesot, den Här Schockmel géif Desinformatioun maachen. An do gesi mer jo schonn de Probleem!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo!

M. Fred Keup (ADR) | Wie kann dann elo objektiv klären, wien Desinformatioun mécht a wien net? Wann ech d'Leit dobausse froen, ...

(Interruptions diverses)

... da soen déi eng: ...

(Interruptions)

„Ma, déi gréng maachen Desinformatioun!" An déi aner soen: „D'LSAP mécht Desinformation!" An déi aner soen: „Dee mécht Desinformatioun", oder: „Dee mécht Desinformatioun."

(Interruptions diverses)

Do fannt Der esou vill Meenungen, ...

(Interruption et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Keup huet d'Wuert!

M. Fred Keup (ADR) | ... sou vill Meenungen, wéi Der Leit dozou frot: Wat ass Desinformatioun?

(Interruptions)

Dat ass permanent. Permanent! An duerfir soll een och do ganz gutt oppassen, an ech froe mech duerfir: Ass de Kampf géint d'sougenannt „Desinformatioun" net a Wierklechkeet oft e Kampf géint aner Meenungen?

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass dach d'Realitéit!

(Interruptions)

An dat gesot, soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt! Très bien!

Une voix | Net gär geschitt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

(Interruption par M. Georges Mischo)

Den Här Mischo hätt nach eng Fro, wann Der erlaabt. Ech ginn dovunner aus, Här Mischo, datt Der eng Fro un den Här Keup hutt?

M. Georges Mischo (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, huelt Dir déi Fro un?

M. Fred Keup (ADR) | Majo, natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Här Mischo, dann däerft Der se stellen.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo, merci, Här President. Den Här Keup huet elo ganz vill vun Desinformatioun geschwat. Do wollt ech e froen, vu wou en déi Informatiounen hätt, dass am Biergerrot zu Esch just iwwer Parkplaze géif geschwat ginn. An da géif ech mengen, dass säi Proff éischter gesot hätt: „Gleef ni der ADR!"

Plusieurs voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | O, wéi bëlleg!

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, et ass net richteg, dass ech dat gesot hunn, Här Mischo.

Une voix | Ma dach!

(Exclamations)

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu gesot: Do si Leit higaangen, a vill vun deene Leit, déi dohinnergaange sinn, déi wollten iwwer ...

Plusieurs voix | Nee!

M. Tom Weidig (ADR) | Ma dach, dach, dach!

M. Fred Keup (ADR) | Ma, dach! Déi wollten iwwer Parkplaze schwätzen a si waren enttäuscht ...

M. André Bauler (DP) | Mir musse lo e Faktchecking maachen.

(Interruptions diverses)

M. Fred Keup (ADR) | Well Dir wësst ganz genee, Här Mischo, wéi ech och, ouni elo hei Escher Lokalpolitick ze maachen: Zu Esch si Parkplazen e Risesujet bei de Leit.

M. Tom Weidig (ADR) | Voilà!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | An d'Leit sinn do ganz vill an dee Biergerrot gaangen, well se wollte Parkplazen hunn. An do waren der enttäuscht, well dunn awer gesot ginn ass, dat wier awer elo net wierklech d'Theema, an esou. Dat ass dat, wat ech wollt soen. Ech hunn net gesot, dass iwwer Parkplaze geschwat gëtt. Leider ass net iwwer Parkplazen do geschwat ginn!

M. Georges Mischo (CSV) | Dir hutt gesot, et géif just iwwer Parkplaze geschwat ginn. Dat ass de Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, Här Mischo. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen.

(Interruption)

D'Madamm Tanson, déi och dem Här Keup wëllt eng Fro stellen. Den Här Keup schéngt domat d'accord ze sinn. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat heite war elo e gutt Beispill, Här Keup, firwat de Faktchecking wichteg ass: Well den Här Mischo huet Iech widdersprach, en huet kloergemaach, dass dat, wat Dir gesot hutt, net géing der Realitéit entspriechen. Du sidd Der zréckgeruddert, well Dir hutt hei virdrun zimmlech kloer gesot, et géing virun allem ...

(Interruption par M. Fred Keup)

Ben, wann et Iech esou wichteg ass, dass ee bei de Fakte soll bleiwen an dass Der de Faktchecking a Fro stellt, da loosst Iech och gefalen, wann een Iech dermat konfrontéiert, wann Der hei widderhuelt net dat sot, wat richteg ass.

Dat heescht, wat fäert Der eigentlech? Dat ass meng Fro, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Also, Madamm Tanson, ech sinn a vollem Vertrauen!

(Interruption par Mme Sam Tanson)

An ech si ganz besonnesch a vollem Vertrauen an d'Wieler zu Lëtzebuerg. Firwat? Well ech eng immens Erfarung hat 2023 bei de Walen, wou mer gewonnen hunn. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat esou weidergeet. A leider ass dat net fir jiddwereen de Fall.

A beim Här Mischo hunn ech gesot, wat ech gesot hunn oder gemengt hunn. Dat huet guer näischt domat ze dinn. Dir sidd hei net viru Geriicht als Affekot, wou Der sot: „Dat an dat ass gesot ginn." Ech hunn hei kloer gesot, wéi ech et gemengt hunn, ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... an domadder ass et kloer.

Maacht emol selwer e Faktencheck bei deene Saachen, déi Dir sot! Vläicht sidd Der do och heiansdo ... Et gëtt jo och iergendwou Grënn, Madamm Tanson, firwat dass Dir esou, esou, esou, esou schlecht ofgeschnidden hutt bei de leschte Walen!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Also, Här Keup, ech mengen, dass ech perséinlech wierklech e bedeitend besser Resultat hat wéi all Är Vertrieder, déi heibanne sëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, et ass elo un deem nächsten ageschriwwene Riedner. Dat ass den Här Marc Baum, an den Här Baum huet elo d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, Dir kennt mech. Ech sinn a menger konservativer Séil ...

(Hilarité)

... der Iwwerzeegung, datt et en Ënnerscheed gëtt tëschent richteg a falsch.

M. André Bauler (DP) | Mir entdecken nei Facetten un Iech, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Am Fall vun der Ausenanersetzung mam Här Schockmel gëtt et een, dee Recht huet, an een, deen net Recht huet.

(Interruption)

An dat ass fir jiddwereen iwwerpréifbar. Dat ass fir déi Leit, déi sech mat Verfassungsrecht ausenanersetzen. Deenen hire Rot kann ee froen. An et gëtt entweeder richteg oder et gëtt falsch.

An et ass net richteg ze soen, datt beim Biergerrot op der Escher Gemeng deen éischten Diskussiounspunkt vun de Leit d'Parkplaze waren. Dat ass einfach net richteg! Ech froe mech duerfir – an dat war, mengen ech, dem Här Mischo seng Fro –, wou Der un déi Informatioun kommt. Dat ass einfach net richteg!

Net richteg ass och, datt et déi gréng gewiescht wieren, déi de Klimarot agesat hunn. Dat war keen anere wéi d'DP an de Premierminister, déi dat gemaach hunn.

Duerfir, wa mer ... Demokratie – an dat ass och net richteg – ass méi wéi just wiele goen an enger geheimer Wal, wou de Secret gëllt. Demokratie ass vill méi wéi dat! Demokratie lieft an de Betriber. Demokratie lieft an de Schoulen. An alles dat encadréieren an organiséiere mer. An alles dat mécht eng lieweg Demokratie aus.

An näischt vun deem demokratesche Liewen an de Schoulen, an de Betriber, op der Strooss, wou ee seng Meenung kann zum Ausdrock bréngen, verhënnert, datt mer eng deliberativ Demokratie hunn, wou Decisiounen a Gesetzer an der Chamber gemaach ginn. Näischt verhënnert dat!

Duerfir fannen ech et schued, wéi eng Tournure déi Diskussioun an deene leschte Méint krut, wou effektiv – an dat ass an deenen zwou Kommissiounssëtzunge vun der Institutiounskommissioun nozekucken – notamment och d'DP quasi hannert dat zréckgaangen ass, wat si selwer nach an der leschter Regierung mat agefouert huet: notamment e Klima-Biergerrot. D'ailleurs, dee Biergerrot vun deene Gréngen, dat war dee vu Luxembourg in Transition; deen huet e bëssen anescht fonctionéiert, mee et war net de Klimarot.

Ech fannen dat schued, datt déi Diskussioun elo esou ofgewiergt gëtt mat Argumenter, déi awer, fannen ech, d'Strooss net wierklech halen. An ech fannen et schued, datt mer de Leit hei am Land net genuch vertrauen, fir datt se sech kënne bedeelegen, datt se kënne participéieren un den demokrateschen Ausenanersetzungen, déi net ëmmer nëmmen direkt zu enger Decisioun féieren. Mee Demokratie bedeit och den Austausch vun Iddien an Argumenter. Demokratie bedeit och Diskussioun.

A genau dat hätt kënnen de Modell vu Biergerréit sinn. En plus, an deem, wat d'LSAP virgeschloen huet, „tirage au sort", wou net déi ganz Froe vun Zivillgesellschaft a wie representéiert wien?, sech géif stellen, an déi och keng Decisioune géifen huelen, mee deenen hir Meenung an der Diskussioun wierklech géif gelauschtert ginn.

Dës Regierung ass net wëlles, dat ze maachen. An dat ass schued fir eis Demokratie.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Sehovic. Ganz kuerz, wannechgelift.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | A bon?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech ... Den Här Clement kann och nach, ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mir hunn nach véier Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | ... wann e wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Ma nee, et war virdru gesot ginn ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, mir hunn eppes anescht ofgemaach. Dat gëtt elo a Fro gestallt. Den Här Sehovic huet elo d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | An duerfir duerfte mir net.

M. Claude Wiseler, Président | A wann nach en aneren d'Wuert wëllt, kritt en et och senger Riedezäit. Här Sehovic, et ass un Iech.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt eigentlech net zu där heiter Debatt schwätzen. D'Kolleegin Welfring huet schonn alles gesot.

Wat mer awer um Häerze läit an där heiter Debatt, wou mer theoreetesch ganz vill iwwert d'Demokratie geschwat hunn a wéi se fonctionéiert a wéi een d'Leit ka bedeelegen, déi ganz vill verschidde Formen ... Ech sinn iwwregens och net der Meenung, dass een entweeder e Referendum oder Biergerréit mécht. Dat sinn zwee complementaire Outilen, fir verschidde Saachen ze maachen.

Mee eng Saach wëll ech awer kloerstellen a richtegstellen: Wourëms geet et an der Demokratie, egal wéi ee se ausleet, egal wéi eng Form se duerno am Konkreeten an all Land hëlt? Et geet drëms, Output ze produzéieren. Et geet drëms, Resultater ze produzéieren am Sënn vun de Biergerinnen a vun de Bierger. Et geet drëms, d'Land virunzebréngen am Sënn vun de Biergerinnen a vun de Bierger.

A wann et eng Partei gëtt, déi an hirer ganzer Geschicht nach ni eppes gemaach huet fir d'Biergerinnen an d'Bierger, déi nach keng eenzeg konkreet Mesür ënnerholl huet, fir och nëmmen iergendwou, an iergendenger Gemeng, eng Parkplaz ze schafen oder soss iergendeppes ze maachen, wat d'Leit gefrot hunn, dann ass et awer d'ADR!

M. Fred Keup (ADR) | Dach! Mir sinn ëmmer fir Parkplazen! Fakenews! Fakenews!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Déi nach ni an hirer gesamter Geschicht och nëmmen eppes konnt ëmsetzen fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger. Dat heescht, et ass dat eent, hei ze stoen an iergendeppes iwwer Demokratie ze maachen; ...

M. Tom Weidig (ADR) | Vive d'Parkplazen!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... dat anert ass, reellement Resultater ze produzéiere fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger. An do gëtt et eng Partei, déi dat net opweises huet. An dat ass d'ADR.

An ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir hutt nach Zäit.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech hu gottseidank nach e bëssen Zäit. Also, Artikel „Lëtzebuerger Wort", 24. Februar 2026: „Start der Assemblée citoyenne in Esch: Parkplätze polarisieren".

M. Tom Weidig (ADR) | A, voilà!

M. Fred Keup (ADR) | An do steet dann, eng Anwohnerin seet: „Was ist, wenn die Bürgerversammlung beschließt, sich mit wichtigeren Fragen, wie dem akuten Mangel an Parkplätzen, zu befassen?" An d'„Parkplätze" ginn dann natierlech vu ganz ville Leit do zum Theema gemaach. An da kënnt awer Follgendes: Da gëtt gesot, dass awer elo hei an dësem Kontext d'Parkplaze keen Theema solle sinn.

M. Tom Weidig (ADR) | Aha!

M. Fred Keup (ADR) | Also dat steet hei am Artikel tel quel. Elo kann et natierlech sinn, dass de Journalist sech do geiert huet. Dat kënnt jo och vir. Mee ech gi mol dervun aus – an duerfir hunn ech dat hei och gesot –, dass …

(Interruption et hilarité)

… dat doten esou ass; mol eng Kéier.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat wär elo d'Diskussioun nach net ofgeschloss.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Jo, Dir hutt och nach Riedezäit. Dir kënnt roueg schwätzen.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Dat wäert ech och, Här President. Bon, finalement, fir dann zu engem Enn ze kommen: Elo kann ee fir e Biergerrot sinn oder och net. Mir hu jo elo verschidden Argumenter héieren, déi vläicht net ganz iwwerzeegend sinn. Ech wëll awer trotzdeem op puer Punkten agoen, déi mer, mengen, ech esou als Parlament net kënne stoe loossen.

Éischtens: Wa gesot gëtt, dass e Faktencheck subjektiv ass, fannen ech dat ganz grav. Wann da gesot gëtt, dass d'Press litt … Hei am Parlament kommen Aussoe vu Volleksvertrieder, déi behaapten, dass d'Press géif léien! Sidd Dir Iech iwwerhaapt bewosst …?

M. Fred Keup (ADR) | Wien huet dat gesot?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir!

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Dir hutt et gesot, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Nee, ech hunn dat net gesot! Ech hu mäi Proff zitéiert.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Dir hutt virdrunner gesot, et soll een net gleewen, wat an der Zeitung steet.

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu mäi Proff zitéiert.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Dat hutt Dir gesot!

M. Fred Keup (ADR) | Nee, ech hunn dat net gesot! Ech hu mäi Proff zitéiert!

M. Georges Engel (LSAP) | Dat hutt Der verhalen.

M. Fred Keup (ADR) | Faktencheck: Ech hu mäi Proff zitéiert.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, an dat hutt Der verhalen!

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | A, deen ass da gutt an de Rescht Faktencheck ass da Bullshit, oder wat? Éierlech!

M. Georges Engel (LSAP) | Deen eenzege Saz, deen Der verhalen hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift keng Diskussiounen ënner …

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | An dann ee Punkt, mengen ech, wou mer och mussen awer dogéinthalen, ass, wann da gesot gëtt, mir hätten ze vill Participatioun, mir hätten ze vill ONGen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Beruffskummeren.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Da froen ech Iech, Här Keup … Jo, a Beruffskummeren. Här Keup, wéi eng ONGe sinn dann ze vill? Wéi eng Beruffskummere sinn dann ze vill? Wéi eng géift Der da gäre muer ofschafen?

M. Fred Keup (ADR) | Kann ech äntweren?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee d'Madamm Bofferding schwätzt fäerdeg. Dann huet den Här Graas d'Wuert gefrot. An dann, Här Keup, hutt Der nach Zäit, wann Der wëllt äntweren.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn nach e puer Sekonnen iwwreg vun der Demokratescher Partei.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Graas huet d'Wuert!

M. Gusty Graas (DP) | Jo, déi Debatt hei, déi ass jo ganz interessant.

(Hilarité)

Ech wollt just awer op een Aspekt hiweisen, deen, mengen ech, de Mëtten awer nach net an deem Mooss hei ënnerstrach ginn ass: wat nach um kommunale Plang nieft dem Referendum méiglech ass. Dat ass den Artikel 36 vum Gemengegesetz. Dir musst deen och vläicht mol eng Kéier duerchliesen. Do huet de Gemengerot respektiv de Schäfferot d'Méiglechkeet, eng Befroung ze maachen, entweeder bei der ganzer Populatioun oder souguer partiellement. Dat heescht also, datt e souguer kann an engem Quartier eng Befroung organiséieren. Dat ass, mengen ech, awer och e weesentlechen Aspekt vun der Biergerbedeelegung. Dowéinst solle mer also net mengen, datt et zu dësem Zäitpunkt net Instrumenter genuch géing ginn, fir an de Kontakt mat de Bierger ze trieden.

Dofir nach eng Kéier virun allem déi léif … Ech ënnerstellen elo kengem, datt aner Leit d'Gemengegesetz net kennen. Mee et soll een awer och dann drop hiweisen, wat de Moment awer vu Méiglechkeet besteet. An dat kann ee virun allem um lokale Plang och beschtméiglech notzen. Ech wollt dat just kuerz zu där interessanter Debatt hei bäidroen.

(Hilarité)

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den Här Keup huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wollt dann awer och der Madamm Bofferding äntwerten op hir Fro. Also ech sinn der Meenung, dass eng ONG net kann eng ONG sinn a gläichzäiteg Geld vum Staat kréien, well dat stéisst sech. Et ass eng „non gouvernementale", …

M. Tom Weidig (ADR) | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | … da soll se och keen Argent du Gouvernement kréien. Dat ass fir mech ganz kloer! An da géif ech dat emol maachen, dass een net méi kann „ONG" heeschen, wann ee Geld vum Staat kritt.

An da muss ech awer och soen … Ech hat dat elo an enger Question parlementaire gefrot. Do krut ech elo d'Äntwert virun e puer Deeg, wou ee gesäit, wat verschidden ONGe kréien. An da muss ech awer wierklech ze bedenke ginn, dass do verschidden ONGen, déi wierklech natierlech Politick maachen, awer dobaussen net ganz representativ sinn, enorm vill Gelder kréien.

M. Tom Weidig (ADR) | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | An do stellen ech mer dann awer d'Fro, ob dat d'Aufgab vum Staat ass, wann op eemol iergendeng ONG, déi, soen ech emol, net wierklech representativ ass hei am Land, op eemol méi kritt wéi d'Parteien oder d'Fraktiounen aus der Chamber.

M. Tom Weidig (ADR) | Genau! Dat stëmmt.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | A, elo wësse mer, wat de Problem ass!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An domat ass dann d'Diskussioun zu deenen zwou Motiounen an där enger Resolutioun ofgeschloss.

A mir kommen zum Vott vun de Motiounen an der Resolutioun. Deen éischte Vott geet ëm d'Motioun, déi hei genannt ass Nummer 2, deposéiert vun der Madamm Tanson an hei virgestallt vun der Madamm Welfring.

Vote sur la motion de Mme Sam Tanson relative à l'élaboration d'un « plan d'action national pour une démocratie forte »

Ech maachen de Vott op fir déi éischt Motioun hei. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Octavie Modert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen (par M. Gérard Schockmel), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Da komme mer bei d'Motioun Nummer 2 vun de Piraten, hei vum Här Goergen deposéiert.

Vote sur la motion de M. Marc Goergen relative à la mise en place d'un conseil citoyen représentatif ancré dans le processus politique et doté d'un cadre juridique

Ech maachen och de Vott op iwwert déi Motioun vum Här Goergen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, 18 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei 18 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM.

Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer zur Resolutioun vun der Madamm Bofferding.

Vote sur la résolution de Mme Taina Bofferding relative à l'élaboration d'un concept détaillé pour la création d'une Chambre des Citoyens, à soumettre au Bureau de la Chambre des Députés dans un délai de six mois

Ech maachen de Vott op zu der Resolutioun vun der Madamm Bofferding. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass dee Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen (par M. Gérard Schockmel), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

13. Question élargie n° 91 de M. André Bauler au sujet de la stratégie d'investissement du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Fro Nummer 91 vum Här André Bauler iwwert d'Investitiounsstrategie vum intergenerationelle souveräne Fong vu Lëtzebuerg, dem FSIL. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. An den Här Bauler huet elo d'Wuert. Här Bauler, et ass un Iech.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech waarden e bëssen, bis Rou am Sall ass. Gleeft ee rezenten Informatiounen iwwert d'Entwécklung vum Verméige vum Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, sou huet dësen d'Joer 2025 mat enger Renditt vun 2,61 % ofgeschloss, wat engem Gewënn vun 20,3 Milliounen Euro entsprieche géif. Dëse läit also ënnert de ronn 42 Milliounen Euro, déi virun zwee Joer, also 2024, enregistréiert goufen. Dem Fonds souverain säi Gesamtverméige louch Enn 2025 bei 784 Milliounen Euro.

Et gouf vun der Regierung preziséiert, datt d'Investitiounsstrategie vum Fong zënter 2020 zu engem groussen Deel op de sougenannten ESG oder SRI – dat steet fir „Socially Responsible Investment" – baséiert, also op nohaltegen a sozial responsabele Krittäre berout, wat ënner anerem eng Preferenz fir sougenannt „gréng" Obligatiounen an den Ausschloss vu verschiddenen Investissementssegmenter, déi vläicht méi leeschtungsfäeg waren, mat sech bréngt.

Ausserdeem bleift e wichtegen Deel vum Portfolio an Obligatiounen – dat si ronn 43 % no mengen Informatiounen – investéiert, déi am Kontext vun de Mäert am Joer 2025 staark op d'Performance gedréckt hunn. Den Informatioune vun der Trésorerie de l'État no ass an der Ausriichtung vun der Politick virgesinn, dass d'Gewiicht vun den Obligatiounen am Fong soll erofgesat ginn.

Mir erënneren eis: Den Här Finanzminister hat a senger Budgetsried eng méi offensiv Diversifikatiounsstrategie ugekënnegt. Konkreet si 15 % vun den Avoire fir alternativ Investissementer virgesinn, an dovunner wier den Ament schonn 1 % a Bitcoin investéiert ginn.

Ech géif gären an deem Kontext eng Rei Froen un den Här Finanzminister stellen.

Fir d'éischt wollt ech froen: Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Renditt vun 2,61 %, déi d'lescht Joer erreecht gouf, nach dem initialen Zil vum Fonds souverain intergénérationnel entsprécht, besonnesch am Hibléck op d'Entwécklung vun der Inflatioun?

Wéi bewäert hien – oder d'Regierung – den Impakt vun den ESG/SRI-Krittären op d'finanziell Leeschtungsfäegkeet vum Fong an de leschte Méint a Joren? Verfüügt d'Regierung iwwer komparativ Studien, déi d'Leeschtungsdifferenz tëscht dem aktuelle Portfolio vum Fong an engem änleche Portfolio ouni ESG/SRI-Restriktioune weisen?

Zu wéi engem Zäitpunkt an iwwer wéi eng ETF ass d'Investitioun a Bitcoin getätegt ginn? A wéi héich war de Cours zu deem Moment?

An zum Schluss wollt ech froen: Ass den Här Finanzminister der Meenung, datt d'Investitiounsstrategie vum Fong iwwerschafft soll oder muss ginn, fir eeben och den aktuellen Erausfuerderunge besser Rechnung ze droen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A wien däerf an dee Fong gräifen?

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och dem Här Bauler e grousse Merci fir seng pertinent Froen iwwert d'Strategie vun dem Fonds souverain.

De Fonds souverain ass en Établissement public ënnert der Tutelle vun dem Finanzministère an e gouf effektiv am Kontext vun dem Zukunftspak 2014 gegrënnt. D'Iddi war eigentlech, Suen ze spueren an unzeleeën, an dat am Interessi vun zukünftege Generatiounen.

Duerfir ass och ugeduecht ginn, dass eréischt no fréistens 20 Joer, also no 2035, wann an der Reegel d'Avoiren iwwer 1 Milliard Euro leien, d'Regierung – oder déi Regierung – Suen aus dem Fong eraushuele kann. Maximal 50 % vun de Joresrevenue kënnen dann zréck an de Staatsbudget fléissen. Dat wieren de Moment 15 Milliounen Euro.

De Fonds souverain kritt eng järlech indexéiert Dotatioun vum Staat vu minimum 50 Milliounen Euro, an am Budget 2026, an dat gëtt och getätegt, sinn dat 63,6 Milliounen Euro. De Fong – Dir hutt iwwert d'Gouvernance gefrot – gëtt effektiv geréiert vun engem Comité directeur, deen awer vun engem Comité d'investissement berode gëtt. De Comité directeur setzt sech zesummen aus Vertrieder vum Staat, mee och aus Vertrieder vun dem Privatsecteur. An de Comité d'investissement setzt sech, niewent dem President vum Comité directeur, exklusiv aus Vertrieder vun dem Privatsecteur zesummen, an déi schaffen deemno och onofhängeg, ouni Instruktioun vum Minister oder vun dem Ministère.

Elo frot Der: „Wat ass dann de Bilan no zéng Joer?" De Fong schafft effektiv zënter 2016. E verwalt de Moment ronn 820 Milliounen Euro. Dat Objektiv, dat en huet, ass, iwwert dem EZB-Inflatiounszil ze sinn oder e Rendement ze hu vun enger Zéngjores-Staatsobligatioun. Also déi zwee Krittäre spillen do.

Den duerchschnëttleche Rendement vu bis elo, dee war zënter 2016 bei 3,8 % pro Joer. Domadder ass eigentlech par rapport zu deenen zwee Krittären dat laangfristegt Zil erreecht. No zéng Joer ass deemno de Fong prett fir déi nächsten Etapp.

Dir hutt mech och gefrot: „Wat ass de Rendement d'lescht Joer gewiescht?" Do war en net esou gutt. De Rendement louch nämlech do, 2025, bei 2,6 %, wat e Benefiss ausgewisen huet vu ronn 20,3 Milliounen Euro. 2024 – do gesitt Der awer déi gewësse Volatilitéit –, do hate mer e Rendement vu 6,5 % mat engem Benefiss vun 41,9 Milliounen Euro.

Firwat ass déi Performance da manner gutt? Mee dat erklärt sech, well de Fong am Ufank en Obligatiounsundeel vun iwwer 50 % hat an d'Obligatiounsmäert 2025 wéineger dynamesch waren. Dir hutt e bëssen esou eng Korrelatioun: Wann d'Aktie gutt ginn, ginn d'Obligatioune manner gutt an ëmgedréint.

An de Fong konnt eigentlech, well 50 % ..., ech soen net „immobiliséiert sinn", mee an Obligatiounen investéiert sinn, vun enger Rei vu performanten Indexen op der Bourse net profitéieren, well och, an dat war eng Decisioun, déi op déi fréier Regierung zréckgeet, de Fong muss a gréng an nohalteg Investissementsprodukter investéieren.

Den Obligatiounsundeel ass awer du geännert ginn. Dee louch bei 57 % bis Mëtt Mee 2025. Dat ass och fir e jonke Fonds souverain normal, well een do eng méi prudent Investitiounspolitick mécht. De Fong brauch och laangfristeg Stabilitéit. Et ass keen Hedgefong an et soll jo eng Spuerbéchs fir zukünfteg Generatioune sinn.

Duerfir stellt Der mer d'Fro: Gëtt dann elo eng aner Investitiounspolitick geholl? 2020 ass effektiv déi

Socially-Responsible-Investment-Strategie um Niveau vun den ESGe geholl ginn. Duerfir mécht de Fong bewosst a laangfristeg Entscheedungen an e mécht dat, andeem en a sougenannten ETF-Fongen oder OPCVMen (ndlr: Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) investéiert. A bon, d'Weltpolitick ass haut eng aner, an duerfir ass och déi Performance da manner grouss gewiescht.

Eng nei Politick ass déi, fir eng zukunftsorientéiert Ausriichtung ze schafen. Déi baséiert sech och dee Moment dorop, dass de Comité d'investissement eng nei Investitiounspolitick ausgeschafft huet. Do sot Der: „Wat änndert dann do an dem Portefeuille?" Mee Follgendes: Bis d'lescht Joer huet de Fong exklusiv an Aktien an Obligatiounen, wéi ech dat virdru gesot hunn, iwwer ETFen an OPCVMen investéiert, elo mat 40 % Aktien d'lescht Joer, 57 % Obligatiounen. Den Obligatiounsundeel – an dat ass wichteg ze wëssen – geet elo op 33 % erof, wärend den Aktienundeel sech op 50 % erhéicht. Et ass e Shift, deen do geschitt. Dat ass manner konservativ, mee et ass awer nach ëmmer responsabel, an trotzdeem bleift de Fong duerfir an ETFen a bei OPCVMen, wou en investéiert.

Gläichzäiteg investéiert en awer och an eng nei Klass vun Aktiven. Dat sinn déi sougenannten alternativ Investitiounen. Wat ass dat? Mee dat sinn 10 % Private Equity. Dat sinn Investitiounen zum Beispill a kleng Startuppen, Firmen, déi awer an Zukunftssecteure si mat Potenzial. Dat sinn och 4 % – 4 %! –, déi an de Logement investéiert ginn zu Lëtzebuerg, fir de Wunnengsmaart ze stäerken, mat stabille Recetten. An et ass, wéi Der dat virdru gesot hutt, och 1 % a Kryptoaktiva, besonnesch a Bitcoinen. Dat ass awer eng Investitioun, déi och geduecht ass, fir d'Agilitéit vun der Finanzplaz an deem Beräich ze ënnerstäichen.

Dir frot mech de genaue Cours, wéi deemools kaf ginn ass. Dat weess ech net. Dee war awer méi héich, wéi en elo ass. Ech hu just de Moien an enger Dageszeitung gekuckt: En ass vu gëschter op haut awer erëm ëm 3,8 % an d'Luucht gaangen. Leet mech awer elo net fest op dee Prozent! Ech hunn net zu hinne gesot, si solle Bitcoine kafen, mee si hunn dat awer fonnt, fir … An et ass 1 % vun där gesamter Investitiounsmass. Et muss een och derbäi bedenken: Et ass net, dass een haut keeft a muer verkeeft. Dat ass eng längerfristeg Strategie.

Dann: Wou sti mer haut mat der Ëmsetzung? De Fonds souverain huet, wéi gesot, eng laangfristeg Perspektiv. Den Ëmbau vum Portfolio ass zanter 2025 amgaangen. Dir hutt jo scho gesinn, dass mer do awer e weesentleche Shift zwëschent Aktien an Obligatiounen hunn, soudass haut eigentlech d'Aktie 56 % ausmaachen an d'Obligatiounen dann nach 3 %. Also ass schonn eng weesentlech Restrukturatioun komm.

Am Private-Equity-Beräich sinn Investissementer getätegt gi fir 20 Milliounen Euro. An dat maache mer zesumme mat dem Fonds européen d'investissement. Dat ass en Aarm vun der BEI. Dat ass näischt Neits, well dat mécht och zënter Längerem d'SNCI, also eis national Kredit- an Investitiounsgesellschaft. Dat sinn déi Luxembourg Future Funds 1 an 2. Sëtzt den Ekonomiesminister hei? E fréieren Ekonomiesminister. Wat ass do geduecht? De Fonds européen d'investissement, déi hunn d'Expertis an de Strategien, dat heescht, fir an engem méi Héich-Risiko-Secteur eenzel Entreprisen ze identifizéieren, wou se dann investéieren, a mir hänken eis da mat dem Luxembourg Future Fund 1, 2 – do si se amgaangen, den Drëtten opzesetzen – do drun an eng änlech Strategie verfollegt de Fonds souverain.

An donieft ass de Fonds souverain och mat 25 Milliounen Euro beim Fonds national de défense, dee mat der SNCI opgeluecht gëtt, aktiv. Dat heescht, niewent enger Gestioun vun engem Risiko, niewent enger Produktioun vun engem Rendement, dee sech an deene Beräicher soll erëmspigelen, déi ech Iech gesot hunn, wëll dee Fonds souverain och nei Secteuren identifizéieren.

Dat kann an digitale Wärunge sinn, dat kann och um Niveau vun der Defense sinn, dat kann awer och um Niveau vu Startuppe sinn an ënnerschiddleche Beräicher, well en dat och am Sënn vun enger Apprehensioun vun zukünftege Generatioune wëllt matspigelen. Ech kéint mer zum Beispill virstellen, dass en och géif a Secteuren investéieren, déi vläicht do manner identifiéiert sinn, mee déi awer eng Zukunftsvisioun hunn. Dat ass zum Beispill de Satellitteberäich, dat ass zum Beispill de Beräich vun der Cyberresilienz, wéi dat esou schéin heescht, dat heescht der Protektioun vu Lëtzebuerg géintiwwer vu Cyberattacken. Dat si ganz nei Secteuren, déi awer och um Niveau vum Rendement wierklech net oninteressant sinn.

An eng lescht Saach, an da schléissen ech, dat ass: Ech kéint mer perséinlech och virstellen, dass een dat, wat fréier bei der Sécurité sociale geschitt ass, nämlech dass Gebaier, wou Staatsverwaltungen dra sinn, wou Verwaltunge vun Établissement-publicken dra sinn …, well dat e feste Rendement gëtt. Fréier hunn d'Sozialversécherungen dat gemaach. Dass d'Sozialversécherungen dat esou zum Beispill kéinte maachen, dass fir mech awer och e Fonds souverain dat kéint maachen, dat heescht … Well do hätt e vum Staatsbudget e Rendement, dee fest wier, dee sécher wier a wou de Staat eigentlech mat sengen eenzelnen Acquisitiounen och kéint de Budget erliichteren, ouni dass déi Verwaltung oder déi Servicer, déi do dra sinn, iergendwellech Beanträchtegungen hätten. Mee dat ass meng perséinlech Virstellung. Ech hunn do net anzegräifen, mee dat, wat fréier gemaach gouf um Niveau vun de Sozialversécherungen, wat eng Win-win-Situatioun wier, ech mengen, dat ass eppes, wouriwwer een och kéint weider nodenken.

D'Chamber – ech maachen do keng Kritick, ech soen dat ganz éierlech – huet an der Zäit relativ deier Immeublë kaaft. A wann ech gesinn, dass vläicht do herno just eng Verwaltung dra sëtzt, mee da kéint ee vläicht doriwwer nodenken, do dee Shift ze maachen, dass een dat vläicht net einfach kaaft huet, mee dass een dann zum Beispill engem Fong oder de Sozialversécherungen dat géif verkafen an een dat längerfristeg loune géif. Dat géif kee beanträchtegen, et géif kengem eng Zack aus der Kroun falen a mir hätten awer do de Budget och zum Deel e bëssen entlaascht.

Merci. Et sief dann, wann nach eng Fro do wier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Fro un den Här Bauler, ob en nach eng Zousazfro huet.

M. André Bauler (DP) | Jo, ech wollt dem Minister villmools Merci soe fir all seng Ausféierungen. Dat war ganz detailléiert. Well en elo zum Schluss dat vun den Immobilien evoquéiert huet, wollt ech just froen: Hutt Dir elo schonn eng Virstellung, wéi dat ponderéiert wier? Oder iwwerloosst Der dat nach Äre Gremien? Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | De Finanzminister ass zoustänneg fir d'Domänen. Da soen ech dat aus dem Bauch eraus. Mee et ass nach ëmmer eng Decisioun vun der Chamber. Mee ech hu festgestallt, dass an der Vergaangenheet, ouni dass ech eng Wäertbeurteelung dovunner maachen, d'Chamber emol fir 263,5 Milliounen u Gebailechkeete participéiert huet. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass ee mat deene Gebaier e Sale-Lease-Back mat dem Fonds souverain oder mat de Sozialversécherunge kéint maachen, wat zur Satisfaktioun vun de Sozialversécherungen, vum Fonds souverain a vun dem Staatsbudget kéint féieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et misst ee vläicht och manner privat Gebaier lounen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

14. 8692 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8692, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Spuerkeess. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deemno huet d'Rapportrice 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet maache mir eng technesch Adaptatioun vum Gesetz iwwert d'Spuerkeess. Et geet ganz konkreet ëm d'Leit, déi haut bei der Spuerkeess schaffen a scho virum 1. Januar 1999 iergendwou am ëffentleche Secteur geschafft hunn, sief et beim Staat, sief et op enger Gemeng, an engem Établissement public oder bei der Eisebunn. A betraff vun dësem Gesetzesprojet si ronn 540 Persounen.

D'Gesetz vum 19. Dezember 2025 iwwert d'Pensiounsreform gesäit vir, dass Leit, déi virum 1. Januar 1999 am ëffentleche Secteur geschafft hunn, net ënnert d'Dispositioune vun eeben dësem Gesetz falen an deemno och net musse méi laang cotiséieren. D'Agente vun der Spuerkeess waren am Kader vun dësem Gesetz, also vum 19. Dezember 2025, vergiess ginn. A mam Gesetz, dat mir haut stëmmen, soll dat nogeholl ginn.

Här President, erlaabt mer, zu den Avisen iwwerzegoen. Et sinn am Ganzen dräi Avisen erakomm.

D'Chambre de Commerce hëlt dëse Gesetzesprojet zur Kenntnis, ouni en ze kommentéieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst dëse Gesetzesprojet.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle gemaach. Hie mécht awer eng Bemierkung respektiv zwou Bemierkungen iwwert de Gesetzesprojet:

E stellt engersäits fest, dass op der Basis vun der aktueller Gesetzeslag de Beamte vun der Spuerkeess e Supplément de pension vun der Spuerkeess bezuelt kritt, wann hien d'Konditiounen erfëllt, fir vum Pensiounsregimm vun de Staatsbeamten ze profitéieren. Laut dem Staatsrot wier dës technesch Adaptatioun, iwwert déi mir haut diskutéieren, net néideg fir d'Spuerkeess-Beamten, mee si géing der Spuerkeess hir finanziell Charge erofsetzen. De Finanzminister huet dat awer anescht gesinn a sot eis an der Kommissioun, datt d'Leit ouni dëse Gesetzesprojet misste méi laang schaffen.

Anerersäits huet de Staatsrot och ugemierkt, dass de Champ d'application vum Gesetzesprojet net ganz kloer wier. Et géing nämlech drëm goen, datt d'Leit virum 1. Januar 1999 allgemeng am ëffentleche Secteur geschafft hunn. Am Exposé des motifs steet awer, dass et ëm d'Leit geet, déi virum 1. Januar 1999 bei der Spuerkeess geschafft hunn. Och hei huet de Finanzminister eis déi néideg Erklärunge ginn.

Zu der Prozedur vun dësem Gesetzesprojet war Folgendes ze soen: De Gesetzesprojet gouf den 28. Januar 2026 vum Finanzminister deposéiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 17. Mäerz ginn, de Staatsrot huet säin Avis den 21. Abrëll ginn an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 29. Abrëll. Ech gouf an der Sitzung vun der Finanzkommissioun vum 12. Mee zur Rapportrice designéiert. An der nämmlechter Sitzung gouf de Projet virgestallt an d'Avise sinn analyséiert ginn. An de Rapport vun der Finanzkommissioun gouf den 9. Juni an der Finanzkommissioun ugeholl. Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, domadder schléissen ech mäi Rapport als Rapporter of an ech wéilt just nach e puer Sätz als Spriecherin vu menger Fraktioun soen.

Discussion générale

Als CSV-Fraktioun begréisse mir, datt mat dësem Gesetzesprojet fir eng kohärent Ëmsetzung vun der Pensiounsreform am gesamten ëffentlechen Déngscht gesuergt gëtt. An domadder ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Adehm Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. D'Madamm Adehm war esou detailléiert, esou komplett an esou pedagogesch an dëser dach séier spezifescher Matière, datt ech deem eigentlech näischt méi bäizefügen hunn, ausser datt ech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir ginn och den Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir ginn och den Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ma da muss ech Iech leider enttäuschen. Mir wäerten eisen Accord net ginn. Mir wäerten eis bei dësem Projet enthalen, well mer och d'Pensiounsreform net matgestëmmt hunn. An engersäits, wa mer dat heite géife matstëmmen, da géife mer dat indirekt och mat ënnerstëtzen. An anerersäits, wa mer dergéint géife stëmmen, da missten d'Leit méi laang schaffe goen, déi et net misste maachen. Dofir ass déi eenzeg logesch Konsequenz, sech hei ze enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och de Kolleege fir Är Gedold. Et ass op eis Initiativ hin, datt iwwerhaapt iergendeen heizou schwätze muss. Mee ech mengen, et gëtt awer zwou Saachen ze soen. Effektiv ass et esou, datt dat hei d'Ëmsetzung vun der Pensiounsreform ass, déi mer virun engem hallwe Joer hei intensiv debattéiert hunn a wou mer och eis Argumenter duergeluecht hunn, firwat mer géint déi vun der Regierung proposéiert Pensiounsreform sinn. Well se och eng weider Ongerechtegkeet schaaft: Si setzt nämlech e Stéchdatum, an dat ass den 1. Januar 1999. All déi Leit, déi do virdrun am ëffentlechen Déngscht geschafft hunn, mussen net déi aacht Méint méi laang schaffe goen. An all déi Leit, déi am Mäerz 1999 agestallt gi sinn, mussen elo aacht Méint méi laang schaffe goen. Ech fannen dat eng Situatioun, déi héchst onglécklech ass. An duerfir wäerten och mir eis bei dësem Projet enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci der Rapportrice, dem Diane Adehm, an all den Intervenanten. Ech wëll just nach eng Kéier och eppes kloer soen: Den Accord …, et war en Netaccord an der deemoleger Sozialronn, mee dat, wouriwwer ee sech verstännegt hat, dat war, keng Distinctioun ze maachen zwëschent Staatsbeamten, déi virun dem 1. Januar 1999 agestallt goufen, an de Beamte vun der Spuerkeess als Etablissement public. Dat war d'Ausgangslag.

Hei ass et awer elo esou gewiescht – déi Pensioun gëtt jo vun der Privatpensiounskeess bezuelt –, dass déi Beamten da keen Zougang zu der Pensioun hätten, wa se net géifen ee bis aacht Méint méi laang schaffen. An dat wier dann eng Diskriminatioun a contraire zu deem, wat ofgemaach war mat de Sozialpartner.

Elo ass et och nach esou, dass, wann en Agent no 480 Cotisatiounsméint mat zum Beispill 61 Joer am Kader vum Régime spécial transitoire seng Pensioun géing ufroen, ouni dass dësen Agent dann op seng nei Cotisatiounsperiod vun engem bis aacht Méint méi géing kommen, deen da laut Privatpensiounskeess eréischt mat 65 Joer en Urecht drop hätt, eng Pensioun ausbezuelt ze kréien. An da misst d'Bank integral d'Pensioun zwëschent dem 61. a 65. Joer bezuelen, obschonn de Beamte respektiv d'Bank dann och ëmmer an d'Privatbeamtepensiounskeess abezuelt hunn.

An duerfir maache mer déi Adaptatioun hei, fir deem, wat ofgemaach war, Rechnung ze droen an dat dann an d'Gesetz afléissen ze loossen. A wann Der zréckgitt op d'Gesetz vun 1989 vun der Spuerkeess, do ass dat och ganz kloer dokumentéiert ginn, dass déi Leit alleguerten assimiléiert sinn. An dat ass och esou a sollt och esou bleiwe par rapport zum Stéchdatum vum 1. Januar 1999.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8692 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8692[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8692 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach kucken, d'Procuratiounen alleguer ze huelen, wannechgelift? Dat ass méi komplizéiert. Da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 4 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Charles Weiler), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen (par M. Gérard Schockmel), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.14 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 44
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une motion par Mme Corinne Cahen** p. 44
   Exposé : Mme Corinne Cahen
3. **Dépôt d'une motion par Mme Alexandra Schoos** p. 45
   Exposé : Mme Alexandra Schoos
4. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Claire Delcourt** p. 45
   Exposé : Mme Claire Delcourt
5. **8310 – Projet de loi relative à l'Observatoire de l'habitat** p. 46
   Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Yves Cruchten | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8310 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8702 – Projet de loi portant création d'un lycée à Schifflange et portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
   2° de la loi du 19 décembre 2025 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 p. 49
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Mandy Minella
   Discussion générale : M. Ricardo Marques | Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch (interventions de M. Fred Keup) | Mme Francine Closener (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8702 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Mandy Minella | M. Fred Keup | M. Ricardo Marques | Mme Djuna Bernard | Mme Francine Closener
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
7. **8709 – Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents** p. 56
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : M. Gilles Baum
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8709 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8695 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme** p. 59
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8695 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Motion de Mme Sam Tanson relative au suivi scientifique de la transition vers un droit pénal pour mineurs** p. 61
   Exposé : Mme Sam Tanson
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson
   Vote sur la motion (rejetée)
10. **8523 – Projet de loi relative au soutien aux bibliothèques publiques et spécialisées** p. 63
    Rapport de la Commission de la Culture : M. André Bauler
    Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Gusty Graas (dépôt de la motion 1) | M. Georges Engel | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard (dépôt de la motion 2) | M. Sven Clement | M. Marc Baum
    Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8523 et dispense du second vote constitutionnel
    Vote sur la motion 1 (adoptée)
    Motion 2 : M. Gusty Graas | Mme Djuna Bernard
    Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une motion par Mme Corinne Cahen

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach dräi Wuertmeldunge fir den Depot vun zwou Motiounen a vun enger Proposition de loi. Ech gi fir d'éischt der Madamm Corinne Cahen d'Wuert fir den Depot vun enger Motioun, wann ech dat gutt verstanen hunn. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Corinne Cahen (DP), auteure | Jo, villmools merci, Här President. Mir haten de 14. Abrëll dëst Joer eng Commission jointe vun der Educatiounskommissioun, der Kommissioun vum Aménagement du territoire an der Kommissioun vun den Travaux publics op Demande justement vun der sozialistescher Fraktioun, fir iwwert d'Schoulinfrastrukturen ze schwätzen.

Mir kruten do de PDS „Lycées", de Plan de développement de l'établissement scolaire, presentéiert a mir kruten Informatiounen iwwert d'Entwécklung vun de schouleschen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg.

D'Lëtzebuerger Schoullandschaft steet viru groussen Erausfuerderungen: D'Populatioun wiisst, et kommen nei Wunnquartiere bäi an et gëtt eng ëmmer méi grouss Nofro un internationalen a multilinguale Schoulen. Dofir mussen d'Schoulinfrastrukturen am Land geziilt ausgebaut a moderniséiert ginn. An de leschte Joren ass de Besoin u weidere Schoulplazen däitlech geklommen, gläichzäiteg musse bestoend Infrastrukturen un nei pedagogesch, technologesch an ekologesch Ufuerderungen ugepasst ginn.

Fir de Schülerinnen a Schüler an dem Léierpersonal och an Zukunft optimal Léier- an Aarbechtskonditiounen ze garantéieren, sinn zousätzlech Investitiounen an déi schoulesch Infrastrukturen onverzichtbar. An dësem Kontext huet d'Regierung eng Rei vu Schoulprojeten identifizéiert, déi als prioritär ugesi ginn an déi an de kommende Joren ëmgesat solle ginn.

Vu déi grouss Nofro musse weider international an europäesch Schoule bäikommen, mee ons traditionell Lëtzebuerger Schoul muss och weider ausgebaut ginn. De Bildungsministère pilotéiert déi Projeten, fir séier kënnen ze reagéieren, fir der Urgence nozekommen, déi, wéi gesot, op e méi grousse Wuesstem vun de Schülerzuelen déi lescht Joren zeréckzefiéieren ass.

Als Chamber wier et flott, vun Ufank un an d'Virbereedung vun de Projeten agebonnen ze ginn. Dat ass op jidde Fall dat, wat ech als Resultat vun der Commission jointe vum Abrëll festhalen. Et geet ëm Transparenz, ëm parlamentaresch Kontroll an natierlech och ëm eng responsabel Gestioun vun ëffentleche Suen.

Dofir géing ech gären dës Motioun deposéieren. D'Motioun soll den Accord de principe fir d'Ausschaffe vun den néidegen Etüden an Avant-projets détaillés ginn, an d'Regierung gläichzäiteg opfuerderen, d'Chamber reegelméisseg iwwert de Fortschrëtt vun dëse Projeten ze informéieren, esou wéi mer dat och bei de Grands projets d'infrastructure gewinnt sinn.

Dofir soen ech Iech elo scho Merci fir eng hoffentlech breet Zoustëmmung a géing dem President dann d'Motioun iwwerreechen. Merci.

Motion

« Motion concernant le développement des infrastructures scolaires de l'enseignement scolaire »

La Chambre des Députés,

vu d'une part

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

vu d'autre part

– l'avis de la Cour des comptes du 22 mars 2001 sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure ;

– la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

– les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 30 millions d'euros ;

vu la modification du 26 juin 2024 des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire, le Gouvernement saisit la Chambre des Députés d'une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours des exercices suivants et dont le coût dépasse le seuil de 30 millions d'euros. Pour les projets dépassant le seuil de 15 millions d'euros, sans pour autant dépasser le montant de 30 millions d'euros, le Gouvernement doit dorénavant procéder à une présentation de ces projets dans une réunion de commission ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 30 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors de la réunion jointe du 14 avril 2026 des Commissions parlementaires de la Mobilité et des Travaux publics, du Logement et de l'Aménagement du territoire et de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

considérant que, suite au nouveau programme gouvernemental 2023-2028, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dispose d'une plus large autonomie dans la gestion de projets de moindre envergure, tels que des travaux de réalisation, de transformation ou de rénovation, et qu'il doit appliquer les mêmes conditions de transparence et d'accord de principe pour la réalisation de ses projets de construction ou de transformation pour le compte de l'État que celles applicables aux autres administrations publiques ;

considérant que ces projets s'ajoutent, en tant que nouvelle catégorie de financement, à la liste annuelle des grands projets d'infrastructure soumise pour approbation à la Chambre des Députés ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies en date du 14 avril 2026 par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la Commission parlementaire conjointe de la Mobilité et des Travaux publics, du Logement et de l'Aménagement du territoire et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

marque son accord pour l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2026, pour les projets suivants :

• École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette – Entrée de ville,
• École européenne agréée de l'Ouest à Redange,
• École européenne agréée Schifflange,
• Lycée technique pour professions éducatives et sociales et Lycée Ermesinde – extension.

(s.) Corinne Cahen, Emile Eicher, Ricardo Marques, Mandy Minella.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen.

3. Dépôt d'une motion par Mme Alexandra Schoos

An déi nächst Wuertmeldung ass vun der Madamm Alexandra Schoos, och fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Alexandra Schoos (ADR), auteure | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tripartitt huet ugangs des Mounts eng wichteg Fro an de Mëttelpunkt gestallt: Wéi stäerke mir d'Kafkraaft vun de Leit an engem Land, wou d'Liewenskäschten ëmmer méi héich ginn? D'„Lëtzebuerger Wort" an d'„Tageblatt" hunn däitlech gewisen, datt et bei der Mindestloundebatt net nëmmen ëm Brutto-Zommen, mee ganz konkreet ëm Netto-Kafkraaft geet.

A wann d'Leit dowéinst mam soziale Mindestloun entlaascht ginn, da musse mir och un déi denken, déi vun enger Mindestpensioun liewen. Dofir deposéieren ech haut dës Motioun. Si stellt net d'Erhéijung vum soziale Mindestloun a Fro, guer net! Am Géigendeel, mir erkennen un, datt d'Kafkraaft vu Leit mat niddrege Revenue muss gestäerkt ginn. Mee mir soen och ganz kloer: Eng Persoun, déi hiert Liewe laang geschafft, Cotisatioune bezuelt an dëst Land mat opgebaut huet, däerf am Alter net duerch politesch Moossnamen nach méi wäit zeréckfalen!

D'Motioun fuerdert dofir eng Upassung vum Crédit d'impôt pour pensionnés. Dëse Steierkreditt ass dat richtegt Instrument. Hie kënnt direkt bei de Pensionären un iwwert d'Pensioun an d'Steierfiche. En ass cibléiert an en hëlleft och deene Leit, déi wéinst hirem niddrege Revenu wéineg oder guer keng Steiere bezuelen, well e restituabel ass.

Fir eng Mindestpensioun läit de besteeënden CIP am Moment bei ronn 25 bis 50 Euro de Mount. Dat ass nëtzlech, mee et geet net duer, wann op där anerer Säit de Mindestloun iwwer en zousätzleche Steierkreditt däitlech verbessert gëtt.

D'ADR proposéiert also eng fair a pragmatesch Léisung: De CIP soll esou ugepasst ginn, datt den Ecart tëscht Mindestloun a Mindestpensioun op d'mannst net nach méi grouss gëtt.

Dat géif fir déi betraffe Pensionäre ganz konkreet bedeiten: méi Netto am Mount, méi Sécherheet beim Bezuele vu Loyer, Energie, Medikamenter an aneren alldeegleche Käschten, a virun allem d'Gefill, net vergiess ze ginn.

Natierlech sot Der elo: „Dat kascht de Staat erëm vill Geld!" Jo, dat ass richteg. Mee d'Gréisstenuerdnung ass kontrolléierbar. Wann ee sech um zousätzleche Mindestlounsteierkreditt orientéiert, schwätze mir vun ongefeier 1.300 Euro pro betraffene Pensionéierten am Joer 2027, also ronn 13 Milliounen Euro bei 10.000 Betraffenen. Dat ass eng seriö sozial Prioritéit, net eng onkontrolléiert Ausgab.

Här President, d'ADR steet fir eng Sozialpolitick, déi net nëmme grouss Ukënnegunge mécht, mee gerecht a konsequent ass. Mir spillen d'Salariéeën net géint d'Pensionären aus. Mir soen: Béid verdénge Respekt, béid verdéngen eng fair Behandlung! Dofir bieden ech d'Chamber, dës Motioun mat ze ënnerstëtzen.

An heimadder géif ech Iech d'Motioun iwwerreechen, Här President. Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– d'Erhéijung vum soziale Mindestloun am Kader vum Tripartitt-Accord den Zweck huet, d'Kafkraaft ze stäerken an d'finanziell Laascht vun den héije Liewenskäschten ofzefiederen,

stellt fest, datt

– d'Leit mat enger Mindestpensioun bei dëser Moossnam vergiess gi sinn, wat de Risiko vun der Altersaarmut verschäerft an den Ecart tëscht dem soziale Mindestloun an der Mindestpensioun weider vergréissert,

fuerdert d'Regierung op,

– de „Crédit d'impôt pour pensionnés" esou unzepassen, datt den Ecart tëscht dem soziale Mindestloun an der Mindestpensioun op d'mannst net weider vergréissert gëtt.

(s.) Alexandra Schoos.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.

4. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Claire Delcourt

Déi nächst Demande de prise de parole ass déi vun der Madamm Claire Delcourt fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Delcourt, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Merci, Här President. De Juni ass Pride Month, wou mer d'Mënschheet an hirer ganzer Diversitéit feieren, mee och deene gedenken, déi Affer vun Diskriminatioun gi sinn, dat wéinst hirer sexueller Orientéierung, hirer

Genderexpressioun oder hirer Genderidentitéit. An hei bleift och nach vill Aarbecht, wat eis gesellschaftlech Akzeptanz deen ee vis-à-vis vun deem aneren ugeet. A mir hunn och hei am Haus ëmmer méi polariséiert an ëmmer méi emotional chargéiert Debatten, déi kloer dorop ofzilen, Intoleranz ze streeën.

An dat hei ass esou dee Moment, wou mir als Sozialiste ganz kloer soen: Mir hu keng Akzeptanz vis-à-vis vun esou Diskriminatiounen! An dat heiten ass am Endeffekt e Mount, wou mer d'Geleeënheet notzen, fir dat kloerzestellen an no vir ze kucke fir eng méi tolerant Gesellschaft. An dofir hu mir och schonn ënner Gambia de Mariage an d'Adoptiounsrecht fir all Mënsch agefouert.

Allerdéngs huet eise gesetzleche Kader nach ëmmer Lücken. An dorop huet och rezent erëm eng europäesch Biergerinitiativ higewisen, wou iwwer eng Millioun Ënnerschrëfte gesammelt goufen, déi en EU-wäit Verbuet vu Konversiounspraktike gefuerdert huet. An hei huet doropshin och d'Europäesch Kommissioun decidéiert, all hiren EU-Memberstaaten dat Verbuet ze recommandéieren. An dat hunn an der Vergaangenheet och schonn d'Europaparlament an Zivillgesellschafte gemaach, awer et sinn och aner Staaten am Kader vun de Vereenten Natiounen, déi dat recommandéiert hunn.

D'Konversiounspraktike sinn nämlech inakzeptabel psychologesch wéi och physesch Agréff op d'Mënschen, fir hir natierlech sexuell Orientéierung respektiv hir Genderidentitéit ze änneren. An et handelt sech heibäi allerdéngs wierklech ëm mëttelalterlech Praxissen, ...

Une voix | Genau!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | ... déi LGBTIQ+-Leit als krank ugesinn.

Zu Lëtzebuerg sinn déi Praktiken net verbueden, an dat wëlle mir heimadder änneren. Mir hunn eis dofir inspiréiert un aacht EU-Staaten, déi schonn esou e Verbuet agefouert hunn. An dat ass och de Grond, firwat ech dës Proposition de loi hei deposéieren: fir de Code pénal an deem Sënn ze änneren, also déi Praktike méi kloer ze definéieren an och strofbar ze maachen. Wannechgelift.

8771 – Proposition de loi portant modification du Code pénal en vue d'interdire et d'incriminer les pratiques de conversion visant l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Laut Artikel 2 vun der universeller Mënscherechtsdeklaratioun huet all Mënsch d'Recht op e Liewe fräi vun Diskriminatioun. An deem Versprieche bleiwe mir trei. An dobäi läit de Ball elo bei der Majoritéit.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

5. 8310 – Projet de loi relative à l'Observatoire de l'habitat

An da géinge mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8310 iwwert den Observatoire de l'habitat. D'Riedezäit ass e Basismodell. Deemno huet de Rapporteur 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, säit senger Grënnung am Joer 2003 besteet d'Haaptaufgab vum Observatoire de l'habitat doranner, dem Public, awer och dem Ministère eng breet Panoplie un Donnéeën iwwert de Logement an alles, wat d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg betrëfft, zur Verfügung ze stellen.

Mam Projet vun haut ginn an deem Kader zwou gréisser Upassunge gemaach. Engersäits soll den Observatoire méi onofhängeg ginn, dat virun allem mat Bléck op seng Propositiounen, seng Constaten, awer och d'Outilen, mat deenen e schafft. Konkreet gëtt et e puer Ännerungen, déi seng Onofhängegkeet stäerke sollen.

Éischtens wäert de Minister e Beamten nennen, deen als Coordinateur général fir de Fonctionnement vum Observatoire zoustänneg ass. Deem säi Mandat gouf op zwee Joer festgeluecht a kann doriwwer eraus och verlängert ginn. Zukünfteg wäert och e Comité d'accompagnement den Observatoire a senger Missioun begleeden. Deem säi Fonctionnement gëtt iwwer Règlement grand-ducal gereegelt. Spezifesch ass de Kommitee dofir do, Froe bezüglech dem Datenaustausch, der Methodologie oder der Erweiderung vun de Sujeten am Logement ze klären.

Eng weider Ännerung, déi den Observatoire méi onofhängeg mécht, sinn d'Dispositiounen, déi d'Kooperatioun mat aneren Acteure reegelen. Wat de Recours op verschidde Fuerschungszenteren oder op d'Universitéit ugeet, gouf elo geännert, dass den Observatoire de Minister elo net méi muss am Virfeld dofir ëm den Accord froen. E kann elo no sengem eegenen Ermoossen decidéieren, bei deenen Acteuren unzeklappen, a brauch net méi den Accord vum Minister, fir kënne mat hinnen zesummenzeschaffen. An deem Fall gëtt eng Convention de partenariat tëschent de jeeweilegen Acteuren an dem Staat ënnerschriwwen, déi da fir fënnef Joer besteet an och verlängert ka ginn.

Wat den allgemengen Aarbechtsprogramm vum Observatoire fir d'Joer ugeet, wäert de Minister dësen elo op Propos vum Observatoire festhalen. Hei ginn dann am Virfeld déi grouss Sujete bestëmmt, déi prioritär solle behandelt ginn.

Den zweete grousse Volet ass de Schutz vun den Donnéeën, déi am Kader vun den Etüde verschafft ginn. Mir verbesseren déi legal Basis beim Dateschutz a beim Datenaustausch, andeems mer kloer definéieren, dass de Logementsministère fir d'Donnéeë responsabel ass an dass déi verschidden Acteuren, déi bei den Etüde matschaffen, als Sous-traitants gëllen.

Ausserdeem gëtt am Artikel 5 kloer definéiert, dass den Observatoire am Kader vu sengen Etüden Donnéeë vu Leit verschaffe kann, déi hei am Land wunnen, déi hei am Land schaffen, déi Proprietär vun Terraine sinn oder Proprietär vun enger Wunneng. Dat sinn, ënner anerem, demografesch, mee och ekonomesch Donnéeën oder Informatiounen zum Beispill iwwert d'Occupatioun vun de Wunnengen, fir just e puer Beispiller ze nennen.

Natierlech ass et och wichteg, dass beim Traitement vun den Datesätz alles absolutt konform ass. Dofir gëtt am Gesetz preziséiert, dass all Informatiounen entweeder pseudonymiséiert beziehungsweis anonymiséiert ginn, jee no Besoin vun der jeeweileger Etüd.

Och wat d'Zerstéierung vun den Donnéeën ugeet, ass elo am Gesetz kloer festgehalen, dass an engem Delai vun zwee Joer no Ofschloss vun der Etüd déi spezifesch Datesätz entweeder komplett anonymiséiert oder carrement zerstéiert ginn.

Et gouf zu dësem Projet de loi eng ganz Rei Avisen, dräi Avise vum Staatsrot, och en Avis vun der Staatsbeamtekummer, zwee Avise vun der Chambre de Commerce, ee vun dem Syvicol an och e ganz interessanten Avis vun der Commission nationale pour la protection des données. Fir den Detail zu den Avise géif ech op mäi schréftleche Rapport verweisen an elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum als Rapporter villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Ben, als CSV begréisse mer dëse Gesetzesprojet, well den Observatoire de l'habitat mécht eng wichteg Aarbecht hei zu Lëtzebuerg. E suergt derfir, datt mer reegelméisseg objektiv Zuele kréien iwwert de Wunnengsmarché.

Ech denken notamment un de Rapport iwwert de Marché résidentiel, deen all Trimester veréffentlecht gëtt an deen eis wichteg Donnéeë gëtt, souwuel eis an den Institutiounen, déi d'Politick vum Logement matgestalten, wéi natierlech och der Wirtschaft. An dowéinst begréisse mer och, datt déi dräi Haaptmissioune vum Observatoire elo gesetzlech definéiert ginn, eeben d'Sammelen, d'Zentraliséieren an d'Geréiere vun Donnéeën, awer och d'Analys vun deenen Donnéeën no wëssenschaftleche Krittären, wat nach eng Kéier extra an dësem Gesetz ervirgestrach gouf, an natierlech och d'Veréffentlechung vun dësen Donnéeë fir de breede Public, fir datt méiglechst vill Acteuren dovunner profitéiere kënnen.

Dat Gesetz stäerkt och d'Onofhängegkeet vum Observatoire. Do ass no enger Rei Observatioune vum Staatsrot och nach eng Kéier nogebessert ginn. A mir begréissen och, datt eng kloer gesetzlech Verankerung kënnt fir den Austausch vun den Donnéeën. RGPD, wéi eng Donnéeë verschafft kënne ginn, wéi eng Persoune betraff sinn, u wien d'Donnéeë kënne weidergi ginn a fir wéi eng Zwecker se benotzt ginn: Alles dat gëtt kloer definéiert. Formaliséiert gëtt och d'Zesummenaarbecht zwëschent dem Ministère an de verschiddenen Acteuren an Zukunft – also, dat mécht en och elo schonn – an datt mer mat Forschungsinstituter Partnerschaften hunn. Mee elo huet dat alles eng gesetzlech Basis.

Mir begréissen och, datt d'Gouvernance gestäerkt gëtt. Ech mengen, et gouf vum Rapporter ugeschwat. Et gëtt ee Coordinateur général, dee vum Wunnengsminister als Mataarbechter vum Ministère ernannt gëtt, mat engem Mandat vun zwee Joer, an och e Comité d'accompagnement, fir deen ze begleeden.

Ech mengen, dat hei ass e wichtegt Signal fir d'Vertrauen an eis Institutiounen an natierlech och an déi Zuelen, déi veréffentlecht ginn, fir sécherzestellen, datt mer richteg Zuelen hunn, datt mer éierlech Zuelen hunn, datt mer Zuelen hunn, op déi sech déi verschidden Acteuren an der Wirtschaft an an eisen

Institutiounen och kënne verloossen, wann et ëm d'Logementspolitick geet.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Deen nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif gären ufänken, andeems ech nach eng Kéier der Chamber soen, dass dat heite Gesetz viru bal dräi Joer vum Henri Kox deposéiert gouf. Mir schwätzen haut iwwert den Observatoire de l'habitat. Seng Aufgab ass et, Donnéeën iwwert de Wunnengsmaart ze sammelen, ze analyséieren a selbstverständlech och ze veröffentlechen.

Dat kléngt vläicht administrativ. Mee ouni dës Aarbecht géife mir vill ze dacks am Blannen decidéieren. Wa mer iwwer Logement diskutéieren, geet et séier ëm Meenungen, ëm Andréck oder och ëm eenzel Erfarungen. An dat ass jo och iergendwéi legitimm. Mee fir eng responsabel Politick ze maachen, brauche mir méi wéi dat. Mir brauche Fakten. An allze dacks feelen eis déi Fakten hei zu Lëtzebuerg. Mir musse wëssen, wéi sech d'Präisser entwéckelen, wou Wunnengen entstinn oder wou vläicht och nach Wunnenge feelen, wéi sech d'Demografie verännert a wéi eng Mesüre wierklech wierken – Stéchwuert: Évaluation des politiques publiques.

Nëmmen esou kënne mer politesch Entscheedungen op eng zolidd Basis stellen. An e gutt Beispill dofir ass eis Diskussioun iwwert de Präisdeckel bei de Locatiounswunnengen, wou mer einfach net virukommen. De Minister hat eis versprach, bannent engem Joer eng nei Léisung ze proposéieren. Haut, iwwer zwee Joer duerno, ass en eis déi nach ëmmer schëlleg. Mir verléieren hei wäertvoll Zäit.

Meng Partei hat hei proposéiert, e Mietkadaster opzestellen oder eng Zort Mietspiegel ze erhiewen, fir genee ze wëssen, wéi d'Loyeren an enger Uertschaft oder an engem Quartier sinn a wéi se sech entwéckelen. Déi Donnéeë feelen eis nach ëmmer. Hätte mer awer dës prezis Donnéeën, da kéinte mer och e Präisdeckel definéieren.

An enger Zäit, an där ëmmer méi Informatiounen zirkuléieren an dacks och falsch Behaaptunge verbreet ginn, gewannen zouverlässeg Donnéeën nach méi u Bedeitung. Gutt Statistike schafen Transparenz, si erlaben eng sachlech Debatt a si hëllefen eis, ëffentlech Mëttel do anzesetzen, wou se och am meeschte gebraucht ginn.

Eng Politick, déi sech op Fakte stäipt, ass déi besser an déi méi éierlech Politick. Si orientéiert sech net un den häertste Stëmmen oder un de spektakuläersten Iwwerschréften, mee si orientéiert sech un der Realitéit vun de Leit.

An enger Zäit, an där och ëmmer méi Leit d'Vertrauen an Institutiounen an a politesch Entscheedunge verléieren, ass dat hei och eng demokratesch Aufgab. Transparenz a Fakte schafe Vertrauen. A Vertrauen ass d'Basis vun enger staarker Demokratie. Besonnesch am Logement brauche mer méi Transparenz an e bessert Versteesdemech vun den Entwécklunge vum Maart an net just e Bauchgefill oder net verifizéierbar Behaaptungen.

Den Observatoire de l'habitat spillt dobäi eng zentral Roll. Hie gëtt eis d'Méiglechkeet, Debatten op Fakten amplaz op Spekulatiounen opzebauen. Dofir begréisse mir, datt den Observatoire mat dësem Gesetz op eng kloer an och eng zolidd gesetzlech Basis gestallt gëtt. Well gutt Donnéeë maachen zwar net automatesch eng gutt Politick, mee ouni gutt Donnéeë gëtt mat Sécherheet keng gutt Politick gemaach.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir als ADR ënnerstëtzen dëse Gesetzestext och. De Logement ass a bleift e sozialen Dauerbrenner, iwwert dee mir eis hei all puer Méint oder souguer Wochen op déi eng oder aner Manéier ënnerhalen. An esou enger Kris brauch all Acteur kloer Donnéeën, éierlech Analysen an Transparenz. Dat hu mer, mengen ech, elo alleguer an de Virrieden och schonn héieren.

Genee do setzt dëse Gesetzesprojet un, andeems de wëssenschaftlechen Institut vum Observatoire de l'habitat e feste gesetzleche Kader kritt. Dësen Observatoire besteet zanter Joren a soll Informatiounen iwwert de Wunnengsmaart sammelen, analyséieren an der Ëffentlechkeet zur Verfügung stellen.

Als ADR ënnerstëtze mir de Prinzipp, deen dohannert steet, ganz kloer: Zuelen, Donnéeën, Analysen, Fakten – Fakten, déi och da musse gëllen, wa se politesch onbequeem sinn. Wier dat déi lescht 20 Joer méi dacks de Fall gewiescht, wier d'Logementskris vläicht net grad esou akut, wéi se eeben elo ass.

Mee trotz deene klore Prinzippie wäerte mir der Regierung bei der praktescher Ëmsetzung genee op d'Fanger kucken. Wann de Staat Donnéeë sammelt, analyséiert an austauscht, da muss de Schutz vum Bierger am Mëttelpunkt stoen. Net de Confort vun der Verwaltung, net d'Neigier vum Staat, mee d'Rechter vum Bierger. De Projet reegelt nämlech och d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën. Do geet et net ëm abstrakt Zuelen eleng. Et geet ëm Informatiounen iwwer Leit, Stéit, Wunnsituatiounen, Proprietären an zum Deel och ëm wirtschaftlech a sozial Donnéeën. Dofir ass dëse Projet sensibel.

Aus Siicht vun der ADR gëtt et véier zentral Punkten:

Éischtens: Mir brauchen eng faktebaséiert Wunnengspolitick. Zanter Joren hu mir vill politesch Debatten iwwert de Logement ofgehalen. Mir brauche genee Informatiounen: Wou feelen Terrainen? Wou sinn administrativ Blocagen? Wéi entwéckele sech d'Präisser? Wéi grouss ass den Impakt vun Demografie, Nofro an Offer? A wéi eng Roll spillen ëffentlech a privat Acteuren?

Zweetens: Donnéeë sinn nëtzlech, mee si gehéieren net dem Staat. D'ADR steet fir e staarke Schutz vun der Privatsphär. Perséinlech Donnéeë vu Bierger, vu Stéit, vu Proprietären oder vu Betriber däerfen net liichtfankeg behandelt ginn. Et muss kloer sinn, wéi eng Donnéeë gebraucht ginn, fir wat se gebraucht ginn, wéi laang se gespäichert ginn a wien Zougang dozou huet. Et ass gutt, datt am Projet vu Pseudonymiséierung, Zweckbindung a Friste geschwat gëtt, mee mir soe gläichzäiteg: Dat muss an der Praxis streng kontrolléiert ginn! Eng Datebank fir wëssenschaftlech Analysen däerf ni zu engem Instrument ginn, fir Bierger ze iwwerwaachen oder Proprietären an Entreprisen administrativ, steierlech oder politesch ënner Drock ze setzen.

Drëttens: D'Onofhängegkeet vum Observatoire muss real sinn. De Staatsrot huet an dësem Dossier net zoufälleg op d'Fro vun der Onofhängegkeet higewisen. Wann een e wëssenschaftlechen Observatoire schaaft oder säi legale Kader elo festleet, da geet et net duer, dass ee just am Gesetz schreift, e wier onofhängeg. Onofhängegkeet muss sech an der Organisatioun, an de Methoden, an de Publikatiounen an an der perséineller Opstellung weisen. Et muss eng Struktur sinn, déi der Politick och seet, wa se um Holzwee ass. Dat ass de Wäert vun engem Observatoire.

Véiertens: De Privatsecteur däerf net nëmme Fournisseur vun Donnéeë sinn. D'Handelskummer huet zu Recht drop higewisen, datt d'Formuléierung iwwer privat juristesch Persounen am Logementsberäich ganz breet ass. Wien huet wéi eng Rechter a wéi eng Flichten? Besonnesch kleng a mëttelgrouss Acteuren dierfen um Enn net mat zousätzlechem administrativen Opwand elenggelooss ginn. Och déi praktesch Erfarung um Terrain muss matabezu ginn: Gemengen, Proprietären, Promoteuren, Betriber, Locatairen an och, jo, Famillen. Wien Donnéeën iwwer e Marché interpretéiert, muss och d'Realitéit vum Marché kennen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wunnengskris zu Lëtzebuerg gëtt net duerch nach méi Rapporte geléist. Si gëtt geléist duerch méi Offer, méi séier Prozeduren – also manner Bürokratie –, Respekt virun der Proprietéit, eng realistesch Demografiepolitick an eng Politick, déi Problemer léist, amplaz se ze verwalten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet den Här Meris Sehovic d'Wuert. Här Sehovic, et ass un Iech.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et hu sech an der Mënschheetsgeschicht ganz, ganz vill Leit a ganz vill intelligent Philosophen a Philosophinnen, Historiker an Historikerinnen an esou weider mat der Muecht vum Wësse beschäftegt. Ob dat de Foucault ass, de Francis Bacon, d'Hannah Arendt, si hunn alleguerte betount, wéi wichteg eigentlech Fakten an och Wësse si fir eng fonctionéierend Demokratie. Fir et vläicht mat engem Zitat vum Michel Foucault ze soen: „Savoir, c'est pouvoir."

An dofir baséiert och all gutt Logementspolitick op Wëssen an op Fakten. A genau aus deene Grënn ass et esou wichteg, dass mer hei dëst Gesetz hunn, mat deem mer den Observatoire de l'habitat, deen et schonn zënter enger Rei Jore gëtt, weider stäerken, seng Missioune kloer definéieren, seng Méiglechkeeten erweideren an och seng Onofhängegkeet weider stäerken.

A wéi wichteg déi Aarbecht vum Observatoire ass a wéi eng Erkenntnisser se produzéiert, weisen eleng d'Publikatiounen, mengen ech, vun deene leschte Wochen a Méint, wou ech der e puer vläicht resüméieren.

Éischtens hu mer gesinn an deene leschte Publikatiounen: De Maart am Beräich vun der Vente stabiliséiert sech e bëssen, wann och op engem historesch niddregen Niveau.

Zweetens: De Loctiounsmarché bleift weider ënner Drock an d'Loyere sinn an deene leschte Jore massiv geklommen.

Drëttens: D'Reguléierung vu Loyeren ass iwwerall an Europa eigentlech eng Selbstverständlechkeet a gewënnt och an deem heite Kontext u Bedeitung. An hei besteet e grave Vide zu Lëtzebuerg, deen urgent muss gefëllt ginn.

Véiertens: Nei Wunnformen – Coliving, Kuerzzäitlocatiounen an esou weider – brauchen e méi klore gesetzleche Kader.

Fënneftens: Den informelle Wunnengsmaart, also dat, wat mer Cafészëmmeren an änlech Logementsformen nennen, ass méi grouss a méi gesellschaftlech relevant, wéi dat bis elo ugeholl gouf, a mir wëssen net genuch doriwwer.

An da vläicht eng sechst Erkenntnis, déi den Observatoire de l'habitat eis vläicht net an deene leschten Deeg a Woche matginn huet an déi awer trotzdeem enorm wichteg ass, nämlech dass d'Besëtzverhältnisser vu Bauland hei zu Lëtzebuerg extreem konzentréiert sinn an dass den upper 1 % 25 % vum Foncier hält, dee bei de Privaten ugesidelt ass, an dass zéng grouss Promoteure bal d'Hallschent vun alle vun Entreprisë gehalene Bauflächen halen.

All dës Fakte kenne mer. Mir wëssen och, wéi eng politesch Konsequenze sech dorauser missten erginn, nämlech Mesüren, fir disponibelt Bauland méi séier ze mobiliséieren, Mesüren, fir Locataire besser ze schützen, e legale Kader, dee sécherstellt, dass Wunne mënschewierdeg ass an dass nei Wunnforme kloer gereegelt sinn an dass séchergestallt ass, dass Mënschen net ausgebeut ginn um Logementsmarché.

Op all dëse Froen hu mer an deene leschten dräi Joer leider ganz, ganz wéineg vun der Regierung gesinn ausser Réckschrëtter, Verwässerungen an eidel Verspriechen. Aus dem Foucault sengem „Savoir, c'est pouvoir" mécht dës Regierung bei der Logementspolitick virun allem e „Je voulte bien, mais je poufte pas". Dat ass schued a muss dréngend geännert ginn!

An dowéinst ënnerstëtze mir op där enger Säit dat heite Gesetz, awer mir setzen drop, dass mat deem Wëssen a mat deene Fakten, déi mer hunn, déi virleien, vill méi séier elo och Konkreetes dobäi erauskënnt. Do bleift d'Regierung nach ëmmer an der Verantwortung.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. De Logement ass eng vun eise gréisste Krisen am Land. Elo kréie mer do nach méi Zuelen derzou, mee ech mengen, de Constat wäert dee selwechte bleiwen. Mir begréissen natierlech, dass dat elo professionaliséiert gëtt an dass mer méi Date wäerte kréien, mee mir bleiwen awer warscheinlech nach an där Situatioun fir e puer Joer.

Wat natierlech herno wäert geschéien, wa mer déi Zuele kréien: Et wäert och ënnerschiddlech politesch Interpretatioune ginn, ob déi Zuele gutt sinn. Mäi Virriedner huet virdru gesot: „Zéng Promoteuren hunn dat meeschte Bauland." Bon, déi eng Parteie fannen dat gutt, déi aner net gutt. Dat heescht, och herno wäerten nach Diskussiounen do entstoen. An dat ass och gutt, well och dat gehéiert zur Politick derzou, an et ass wichteg, dass mer déi Zuelen hunn. A villäicht komme jo nach e puer onbequeem Saachen eraus, déi awer nach e klengen Ustouss wäerte ginn, fir am Logement méi schnell virunzekommen a fir dass net just deene Groussen de Marché wäert iwwerlooss ginn.

Ech hoffen, dass dësen Observatoire eis do nach méi Statistike wäert ginn an dass mer do och kënnen nach weiderhi beleeën, dass awer alles an déi falsch Richtung gaangen ass, dass sech alles bei e puer Grousse zesummegesammelt huet. Mee do wäert de Minister jo elo mat neien Zuele kommen.

Et ass och immens interessant, dass hei en Amendement war, fir dass een d'Méiglechkeet kritt, anonym Daten eranzeginn, wat mer natierlech begréissen, well bei engem aneren Observatoire, an zwar bei deem bei der Mobilitéit, gouf déi Ouverture net gemaach. D'CNPD hat dat och zu Recht kritiséiert. Do ass et nämlech just pseudonymiséiert. Dat heescht, et kann een herno nach ëmmer erausfannen, wie wou hei am Land mam Auto fiert. Am Moment ass do eng Generaliwwerwaachung fir jiddereen, deen e Smartphone oder iergendwou eng SIM-Kaart huet. Dee gëtt am Moment iwwerwaacht an herno kann alles noverfollegt ginn an et kënnen och esou Daten noerstallt ginn, wou ee wéini war.

Dofir begréissen ech et, dass den Här Meisch hei eng Ouverture gemaach huet, fir dass mer op anonym Date kënne goen, well dat ass eng grouss Ouverture. An ech hoffen, dass d'Madamm Backes dat och eng Kéier wäert maachen, well grad do ass d'Datekrak vill méi grouss wéi hei, wou ee souwisou déi meescht Donnéeën – et muss ee jo awer soen, wiem d'Haiser gehéieren a wiem d'Terraine gehéieren – och haut schonn erausfënnt. Mee hei ass et natierlech herno vill méi bequeem, och fir eis op politeschem Niveau, mat de Rapporte kënnen ze schaffen.

An ech denken, dass dësen Observatoire de l'habitat sécherlech wäert derzou bäidroen, dass mer an der politescher Diskussioun méi schnell virukommen a vläicht déi richteg Schrauwen dréinen.

Jo, an eiser politescher Vue wären et éischter d'Schrauwen, dass méi Leit sech en Eegenheem kënne leeschten, wéi dass Promoteure méi Land kréien. Mee bon, do musse mer nach e puer politesch Diskussioune féieren. Vläicht kënnt d'Regierung och eng Kéier op dee Wee.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här David Wagner huet elo d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och dee Projet de loi matstëmmen. Et gëtt dem Observatoire de l'habitat dann eeben och eng Base légale. Fir déi, déi och hei an der Chamber sech fir de Logement interesséieren an och engagéieren an och un den Aarbechte vun der Logementskommissioun participéieren, ass den Observatoire de l'habitat e ganz bekannte Partner, mat deem mer vill schaffen, dee reegelméisseg ganz dacks erakënnt, eis Saachen erkläert, eis immens wäertvoll Saachen erkläert, well dat sinn déi richteg Experte vum Logement. Wann et Experte vum Logement gëtt zu Lëtzebuerg, da sinn et déi.

Et ass engersäits gutt, de Constat ze maachen. An ech mengen, et gëtt een den Androck net lass, datt si sech ëmmer repetéieren, well et gëtt eebe Wouerechten zu Lëtzebuerg, et gëtt leider Problemer am Logement. Si hunn den Diagnostic scho längstens gemaach. Si maachen héchstens en Update. An d'Konsequenzen duerno, déi loossen op sech waarden. Den Observatoire de l'habitat, en gros, weess ganz genau, datt de Problem vum Logement op verschiddene Punkten, op verschiddenen Ursaache baséiert.

Ee vun de grousse Problemer ass déi phenomenal Konzentratioun vu Bauland hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt vill Bauland zu Lëtzebuerg. De groussen Deel ass och a privaten Hänn, iwwer 80 %. Wat mer och wëssen, dat ass, datt 0,5 % vun der Bevëlkerung ongefëier d'Hallschent vum Bauland hunn hei zu Lëtzebuerg an drop sëtze bleiwen an och derfir suergen, datt d'Präisser eropginn. An dofir brauch een Instrumenter, fir dogéint virzegoen. Dat muss ee besteiere kënnen. An zu Lëtzebuerg ass dat laangwiereg an et gëtt näischt gemaach. Et gëtt keng Regierung, déi wierklech an déi Richtung wëll goen, e bëssen à tâtons an esou weider, mee et traut sech kee wierklech, dohinnerzegoen an ze soen: „Hei, déi grouss Spekulanten, déi Multiproprietären, déi wäerten elo blechen, wa se einfach weiderhin dat Bauland broochleie loossen!"

Déi Instrumenter gëtt et am Ausland. Et gëtt Länner, wou dat praktizéiert gëtt. Do ass et juristesch méiglech, also muss et och hei juristesch méiglech sinn. Mee et ass de politesche Wëllen, dee vläicht net do ass. Et kann een och zum Beispill un déi ganz interessant Etüd denken, déi och justement de LISER gemaach huet iwwer Diddeleng. Diddeleng, eng ganz schéi Gemeng, eng ganz flott Gemeng. An déi Etüd, déi heescht …

(Hilarité et interruption)

Mee erstaunlech – erstaunlech!

… „L'histoire foncière et la question du logement à Dudelange (1824-2018) : Concentration et inégalités", wou beluecht gëtt – Diddeleng ass keen Eenzelfall, mee si hunn eeben déi Stad geholl, well et charakteristesch ass –, datt sech iwwer Generatiounen do wierklech dat ganzt Bauland an den Hänn vun enger lokaler Elitt, vun e puer Familljen, konzentréiert huet, déi eeben d'Bauland hunn an dozou bäidroen, datt dat en immens groussen Afloss huet op d'Marchéspräisser vum Bauland. An ech war och e bëssen erstaunt, well wann ee weess, wien zu Diddeleng absolutt regéiert zënter Joerzéngten – ech wëll elo keng Poleemik maachen, mee ech maachen trotzdeem eng, mierken ech elo grad –, …

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Awer eng kuerz, wannechgelift.

M. David Wagner (déi Lénk) | … dann ass een e bëssen erstaunt, datt do ni richteg muscléiert Mesüre geholl gi sinn, fir géint déi Spekulatioun vu Bauland an där Gemeng virzegoen. Mee vläicht kënnt dat nach. Ech verléieren do d'Hoffnung net. Mee dat betrëfft net just nëmmen déi Stad.

Voilà, dat heescht, mir hunn en Observatoire de l'habitat. Mir wäerten e stäerken. D'Independance vum Observatoire de l'habitat muss geséchert ginn. Dat ass sécher. E muss kënne schaffen. An ech géif och nach der ADR uroden – well si hunn awer och den Observatoire gelueft –, sech wierklech mat den Etüde vum Observatoire de l'habitat auserneenzesetzen, …

(Interruption)

… well da géift Der vläicht net méi dat soen, wat Der grad gesot hutt, wat de Problem kéint sinn, oder wat ech och gëschter héieren hunn, wat de Problem kéint si vum Logement.

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär d'Wuert fir d'Regierung. Den Här Logementsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet, deen effektiv wichteg ass, well en eng Basis leet fir eng faktebaséiert Debatt, politesch Ausernanersetzung, gesellschaftlech Diskussioun, awer natierlech och eng Prise de décision am Beräich vum Logement. An ech mengen, et huet keen et besser erkläert wéi den Yves

Cruchten de Mëtten hei, datt mer Donnéeë brauchen, un deene mer eis kënnen orientéieren, well ouni Donnéeën hu mer eigentlech just Meenungen, Erfarungen. An datt déi awer liicht biaiséiert kéinte sinn an net onbedéngt zu deene beschte Solutiounen herno kéinte féieren, läit op der Hand.

Bis elo huet den Observatoire, mengen ech, schonn eng wäertvoll Aarbecht gemaach, och ouni dës gesetzlech Basis. En huet awer ganz dacks op annonceiert Präisser zeréckgegraff, wann e Statistike gemaach huet iwwert d'Entwécklung vu Loyeren, iwwert d'Entwécklung vu Baupräisser. An an deem Sënn, mengen ech, ass et haut méi wichteg wéi jee, eigentlech och Accès zu aneren Donnéeën, zu anere Statistiken ze hunn, déi och an anere Verwaltunge leien, fir déi mateneen ze kräizen an dann och wierklech op Basis vu reelle Präisser a reelle Fakte kënnen déi Analysen ze maachen, déi dann de politeschen Debat och onbiaséiert kënnen alimentéieren.

Natierlech ass et net eleng d'Zilsetzung, Donnéeë beieneenzebréngen. An der Educatioun gëtt et e Sprachwuert, dat seet: „Vom Wiegen wird die Sau nicht fett."

(Hilarité)

An hei musse mer e bëssen dat selwecht kucken, datt mer natierlech moossen, kucken, Donnéeën …

(Interruption par M. Meris Sehovic et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, loosst Iech elo net provozéieren. Sou, wannechgelift!

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech soen elo näischt, Här Sehovic. Ech soen Iech et duerno.

(Hilarité)

Et ass wichteg ze kucken, ze moossen, Donnéeë beieneenzebréngen, mee awer och déi néideg Konklusiounen dorauser ze zéien. An ech denken, datt d'Qualitéit, an dat huet eigentlech jiddereen de Mëtten ënnerstrach, vun der politescher Debatt, vun der gesellschaftlecher Debatt, och heiansdo der gesellschaftlecher Ausernanersetzung, well dat ass och ugeklongen hei bei deem engen oder anere Riedner … Jo, et geet och ëm gesellschaftlech Ausernanersetzungen. Et geet ëm Proprietéitsverhältnisser. Et geet drëms, ob mer déi gutt fannen oder manner gutt fannen. Et geet drëms, ob mer déi sech esou politesch wëlle weiderentwéckele loossen oder ob mer wëllen dergéintsteieren. Jo, dorëms geet et. Mee d'Qualitéit vun der Debatt kann eigentlech nëmme gewannen, wa mer eng besser Base de données hunn.

Mir hunn och, mengen ech, mam Logementsmarché e Marché, dee jo net fräi ass, well ganz vill politesch Decisiounen, administrativ Decisiounen decidéiere jo, wéini, wou an a wat fir enger Quantitéit gebaut gëtt. Well wann eng Gemeng net seet: „Dat doten ass Bauland", dann ass et kee Bauland. Da kann e Proprietär sech op d'Kopp stellen, da gëtt et et och net. Also, mengen ech, musse mer schonn och kucken, wéi mer dee Marché do weider encadréieren.

An ech denken och, datt hei den Observatoire de l'habitat eis déi Orientatioun ka ginn, wat fir en Encadrement vun deene Marchéë mir do brauchen. A wann ech soe „Marchéen", dann ass dat sécherlech de Marché vun der Vente vun Terrainen, vun der Vente vu Wunnengen, mee awer sécherlech och de Locatiounsmarché.

Et ass Iech, mengen ech, an deene leschte Méint, wou mer eis ëmmer nees, och op Basis vu Rapporte vum Observatoire de l'habitat, an der Logementskommissioun an der Chamber driwwer ënnerhalen hunn, wat dann dee beschten Encadrement wär, dee mer dem Loyersmarché kéinte ginn, net entgaangen, datt ech eng gewësse Sympathie hu fir déi Propos vun der LSAP, e Mietkadaster opzestellen, aus zwou Iwwerleeungen.

Éischtens emol ass et eng objektiv Basis, wou all Acteur sech kann drun orientéieren, e Proprietär, e Locataire, awer och mir als politesch Decideuren eis kënnen drun orientéieren, wéi wou dann de Loyer wierklech an der Realitéit ass. A mir wëssen, datt dat awer nach ëmmer eppes aneres ass wéi dat, wat mer vläicht dann op Internetsitte gesinn, wat wou gefrot gëtt, well dat, wat ënnerschriwwen ass, kéint jo awer och emol aneschters sinn. Mir hu selwer an den Analyse vum Observatoire gesinn, datt et e groussen Ënnerscheed mécht, wéi al eng Wunneng ass, awer och wéi laang se scho bewunnt ass vun där selwechter Persoun. Fir déi selwecht Wunneng kann och dat schonn e groussen Ënnerscheed maachen. An ech denken, datt dat e wichtegen Input ass, dee mer brauchen, fir och e richtegen Encadrement vum Loyersmarché ze kréien.

Mat dësem Gesetz hei, mengen ech, gi mer eis awer och eréischt d'Basis, fir wierklech en zolidd Fundament och fir esou e Mietkadaster kënnen ze hunn, well mir hunn d'leschte Kéier, soe mer emol, en Embryo vun engem Mietkadaster proposéiert kritt, op Basis vun enger Enquête vu Bréiwer, déi beäntwert goufen oder och net beäntwert goufe vu Proprietären a vu Locatairen, wou scho ganz vill drastécht. Mee wa mer awer duerno och e gesetzlech bindende Kader, fir Loyere festzeleeën oder maximal Loyere festzeleeën, eng Bandbreet vu Loyere festzeleeën, wëllen hunn, da muss dat och belaaschtbar sinn. An da geet et net duer, ze soen: „Do hunn elo 20 % vun de Leit, déi mer ugeschriwwen hunn, geäntwert, an dat heiten, dat ass et dann elo." Dann ass et nämlech net belaaschtbar.

An duerfir fannen ech, datt dat heiten, wou mer eis alleguerten eens sinn, datt mer dee Schratt solle maachen, dem Observatoire de l'habitat eng gesetzlech Basis ginn, fir datt en och en aneren Accès zu Donnéeë kritt, e wichtege Schrëtt an der Opstellung vun engem Mietkadaster ass, deen duerno natierlech dann och kann dozou déngen, net nëmmen eis Informatiounen ze ginn, mee awer och eventuell kënnen ze kucken, wéi mer dann den Encadrement vun de Loyere besser reegelen, wéi et haut gereegelt ass. Well datt dat sech selwer iwwerlieft huet, ech mengen, do si mer eis och quasi alleguerten heibannen eens.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8310 kommen. Well et deen éischten Text ass, géing ech Iech nach bieden, ze checken, ob Der alleguer op Ärem Posten ageloggt sidd, wannechgelift. An da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert den Document parlementaire 8310[11] kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8310 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Octavie Modert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8702 – Projet de loi portant création d'un lycée à Schifflange et portant modification :

1° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
2° de la loi du 19 décembre 2025 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026

Da komme mer zum Projet de loi 8702 iwwert d'Grënnung vun engem Lycée zu Schëffleng. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno déi selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn haut d'Éier, Iech de Rapport vun der Educatiounskommissioun zum Gesetzesprojet iwwert d'Schafung vun engem neie Lycée zu Schëffleng virzestellen.

Mat dësem Gesetzesprojet schafe mir eng nei ëffentlech international Schoul am Süde vum Land a setzen domat eng Mesür aus dem Koalitiounsaccord 2023-2028 ëm, deen d'Grënnung vun enger neier internationaler Schoul an der Agglomeratioun Esch-Uelzecht virgesäit.

Dës Mesür reagéiert op eng Realitéit, déi Lëtzebuerg zënter Jore präägt: eng wuessend Bevëlkerung, méi Schüler an eng ëmmer méi divers Gesellschaft. Tëschent 2001 an 2025 ass d'Awunnerzuel markant

geklommen an domat och d'Nofro no qualitativ héichwäertege Bildungsweeër.

Eise Schoulsystem muss dëser Entwécklung Rechnung droen an de Besoine vun de Familljen an engem modernen, oppene Lëtzebuerg entspriechen. An deem Kontext hunn déi ëffentlech international Schoulen an de leschte Joren eng immens wichteg Roll. Zënter 2016 goufe sechs international Schoulen zu Lëtzebuerg opgemaach an trotz dëser Entwécklung ass d'Nofro méi grouss wéi d'Offer. Besonnesch am Süden ass de Besoin grouss, well déi aktuell International Schoul vun Déifferdeng an Esch-Uelzecht net all d'Ufroen erfëlle kann.

Déi nei international Schoul zu Schëffleng gëtt als agreéiert Europaschoul organiséiert. Si wäert de Programm vun den Europaschoule suivéieren an op den europäesche Baccalaureat virbereeden, en Diplom, deen an der ganzer Europäescher Unioun unerkannt ass an den Zougang zu Héichschoulstudien erméiglecht. D'Schoul wäert e multilinguaalt a plurikulturellt Konzept verfollegen.

Am Ufank gi franséisch an englesch Sektiounen ugebueden, d'Lëtzebuergesch bleift dobäi eng obligatoresch Integratiounssprooch. Sou gëtt et de Schüler mat verschiddene sproochlechen Hannergrënn erméiglecht, an engem passende Kader ze léieren a sech gläichzäiteg an eis Gesellschaft ze integréieren.

D'Europaschoul wäert déi dräi Schoulzyklen, also Spillschoul, Grondschoul an de Secondaire, ubidden. D'Grondschoul gëtt um Site Victor Hugo zu Esch-Uelzecht organiséiert, deen aktuell zur Internationaler Schoul vun Déifferdeng an Esch-Uelzecht gehéiert. De Secondaire gëtt zu Schëffleng implantéiert.

Duerch dës Reorganisatioun gëtt déi aktuell International Schoul vun Déifferdeng an Esch-Uelzecht ëmbenannt an „École internationale de Differdange". Op laang Siicht soll déi nei Struktur ronn 500 Schüler am Grondschoulberäich an ongeféier 1.000 Schüler am Secondaire ophuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wier frou, wann e wéineg méi Rou kéint sinn, well et ass schwéier, nozelauschteren ënnert deenen hei Konditiounen, wannechgelift. Merci.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | De Gesetzesprojet definéiert och d'Organisatioun vun der neier Schoul. Virgesi sinn eng Direktioun, Léierpersonal souwéi sozioedukatiivt Personal. D'Gesetz trëtt fir d'Schouljoer 2027/2028 a Kraaft, erlaabt awer schonn am Virfeld déi néideg administrativ Virbereedungen.

Här President, zu dësem Gesetzesprojet gouf et och eng Rei Avisen:

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Bemierkung zum Projet gemaach.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst, datt mam neie Lycée op déi wuessend Demande reagéiert gëtt an dass d'Offer am Süde vum Land och ausgebaut gëtt. Si gesäit awer och verschidde Froen do. Esou weist si drop hin, datt den Ausbau vun den internationale Schoulen net däerf dozou féieren, datt sech eng parallell Schoulwelt nieft dem nationale Schoulsystem entwéckelt. Si rifft dozou op, den europäesche Modell an de Baccalauréat européen grëndlech ze evaluéieren, éier weider Schoulen opgemaach ginn. Doriwwer eraus ënnersträicht si d'Wichtegkeet, dass d'Léierpersonal an d'edukativt Personal déi dräi administrativ Sproochevum Land beherrschen, fir eng gutt Kommunikatioun mat den Elteren an an de Verwaltungen ze garantéieren. Si mécht och op praktesch Problemer opmierksam, notamment am Beräich vun der Mobilitéit an den ënnerschiddleche Schoulkalenneren.

D'Chambre de Commerce begréisst de Gesetzesprojet ausdrécklech. Si gesäit an der neier Europaschoul eng adequat Äntwert op déi demografesch Entwécklung an op déi wuessend sproochlech Diversitéit vun eiser Gesellschaft. Besonnesch positiv bewäert si d'Wiel vun enger agreéierter Europaschoul, déi zur Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit an de Schüler aus net germanophone Milieuen nei Perspektive bitt. D'Chambre de Commerce ënnersträicht och, datt de Projet dozou bäidroe wäert, den Drock op déi bestoend international Schoulstrukturen ze reduzéieren. Eng eenzeg Kritick betrëfft d'Finanzfiche. D'Chambre de Commerce bedauert, dass d'Baukäschte vum zukünftege Gebai net mat agebonne goufen, wat eng komplett Bewäertung vun de finanzielle Konsequenze vum Projet géing erschwéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet soll eng zousätzlech Schouloffer geschaaft ginn, déi den Entwécklunge vun eiser Gesellschaft Rechnung dréit, d'Kapazitéiten am internationale Schoulwiese stäerkt, d'Accessibilitéit am Süde vum Land verbessert an ëmmer méi Kanner a Jonken e Schoulwee ubitt, deen hire sproochlechen a perséinleche Besoinen entsprécht.

Ech kommen elo zu dem Enn vu menger Rapportersried a gi soumat och den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet ass net nëmmen en eenzelne Schoulbauprojet, mee e konkreete Schrëtt an déi Richtung, déi mir eis als Majoritéit ginn hunn. Et geet ëm d'Fro, wéi mir eis Schouloffer un eng Gesellschaft upassen, déi wiisst, déi méi divers gëtt, an där d'Besoine vun de Kanner, vun hire Familljen net iwwerall déi selwecht sinn.

D'Demografie am Süde vum Land ass zanter Joren an enger staarker Dynamik. Mir hunn do eng wuessend Schülerpopulatioun an, wéi a ganz ville Regioune vum Land, och vill Familljе mat ënnerschiddleche sproochlechen a kulturelle Profiller an eng grouss Nofro no ëffentlechem internationalen an europäeschen Enseignement.

Et ass also richteg, dass de Staat hei reagéiert an eng zousätzlech Kapazitéit schaaft. Wann d'Schoul sech un d'Realitéit vum Land upasse soll, da muss se och do present sinn, wou de Besoin am gréissten ass. De Projet ass och wichteg, well en net einfach eng weider Schoul op d'Kaart setzt, mee eng Offer opbaut, déi de Kanner e kontinuéierleche Parcours erméiglecht. Den Text gesäit esou eng europäesch Primärschoul, en europäesche Secondaire an och d'Voie de préparation vir. Domadder ginn ënnerschiddlech Schülerprofiller zesumme geduecht.

Besonnesch wichteg ass fir ons de Gedanke vun der Chancëgläichheet. Jo, et ass wichteg, datt mir eng ëffentlech international Offer ubidden, well net all Kand am selwechte sproochlechen oder familiären Ëmfeld grouss gëtt an net all Famill déi selwecht Méiglechkeeten huet.

Mee grad dofir musse mir kloer soen: Dës Offer soll eng Alternativ sinn an net den Ersatz fir den traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem. Si soll eng Ergänzung sinn an net de Prinzipp. De Kär vun eiser ëffentlecher Schoul bleift de gemeinsame Schoulsystem mat senge Sproochen, senge Weeër a senger gesellschaftlecher Roll.

Eng ëffentlech international Schoul mécht do Sënn, wou si op konkreet Besoinen äntwert, wou si Kanner besser opfänkt an hinnen e passende Parcours erméiglecht. Dofir musse gläichzäiteg och besteeënd Orientatiounsweeër bewäert ginn, fir datt déi Kanner a Jugendlecher an dës Schoul kommen, fir déi dëse Parcours tatsächlech de richtege Profill an déi passend Äntwert ass.

Si däerf awer net derzou féieren, datt de reguläre System lues a lues als manner attraktiv empfonnt gëtt. Chancëgläichheet heescht net, e Modell duerch en aneren ze ersetzen. Chancëgläichheet heescht, verschidde Weeër unzebidden, ouni d'gemeinsaamt Fundament vun eiser Schoul aus den Aen ze verléieren.

Grad well mir dës ëffentlech international Offer als Ergänzung gesinn, ass et awer och wichteg, datt mir no der Ëmsetzung vun deenen dräi neien internationalen, europäesche Schoulen eng Bestandsopnam maachen. Wann déi dräi Schoulen, déi am Koalitiounsaccord virgesi sinn, bis realiséiert sinn, musse mir eis d'Fro stellen, ob d'Ziler och tatsächlech erreecht goufen. Hunn dës Schoulen op déi Besoine geäntwert, déi um Terrain bestanen hunn? Hu se d'Parcoursen an eisem ëffentleche Schoulsystem sënnvoll erweidert? A wéi gesäit et mam reelle Succès vun deenen dräi Schoulen aus, souwuel fir d'Schülerinnen a Schüler wéi och fir hir Familljen? Esou eng Evaluatioun ass wichteg, fir datt mir net just nei Strukture schafen, mee och gesinn, ob se wierklech de Meerwäert bréngen, dee mir eis dovun erwaarden.

Här President, dëse Projet ass wichteg, well en op eng konkreet Realitéit äntwert. An deem Sënn ass dëse Lycée zu Schëffleng net nëmmen eng nei Schoul. En ass en Deel vun enger méi breet geduechter Schoulpolitick, déi d'Kanner do ophëlt, wou se sinn an hinnen déi beschtméiglech Chancë mat op hire Wee gëtt.

Domadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV an ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „firwat baue mer da schonn erëm eng nei international Schoul? Hu mer där da wierklech nach net genuch?" Déi Fro krut ech, a warscheinlech och e puer anerer vun Iech hei, an deene leschte Woche méi wéi eng Kéier gestallt, wa rieds goung iwwert déi geplangten nei Schoul zu Schëffleng oder och nach aner ëffentlech Europaschoulen, déi de Minister an der Pipeline huet.

Wat Schëffleng ugeet, probéieren ech de Leit dann ze erklären, datt et jo effektiv eng ganz grouss Nofro gëtt fir déi international Offer an dass ganz vill Eltere sech eng Plaz fir hiert Kand an esou enger Schoul géife wënschen. An dat weess natierlech och de Buergermeeschter vu Schëffleng, deen ech hei ganz häerzlech begréissen.

Wéi scho virdrun e puermol vun de Kolleege gesot ginn ass, hat déi International Schoul vun Déifferdeng an Esch d'lescht Joer schliisslech 1.200 Demandes d'inscription an nëmmen 300 Plazen. Et steet also komplett ausser Fro, datt et néideg ass, eng zousätzlech international Schoul zu Schëffleng opzemaachen.

Mee am Gespréich mat de Leit hunn ech awer gemierkt, dass et hinnen eigentlech ëm eppes aneres

geet. Déi Leit, déi skeptesch si vis-à-vis vun der Entwécklung vun eiser Schoullandschaft, bestreiden net, datt et eng Nofro no Plazen an internationale Schoule gëtt, mee si verstinn net, firwat déi „normal" Lëtzebuerger Schoulen, also d'Grondschoul mam neie Projet ALPHA, de Secondaire général, de Secondaire classique mat deene ville verschiddene Filièren, dann net amstand solle sinn, der Villfalt vun dem Land Rechnung ze droen.

Sinn eis normal Schoulen net méi gutt genuch? Dat ass jo am Fong d'Fro, déi sech stellt. An d'Äntwert ass fir eis op jidde Fall evident: Natierlech sinn eis traditionell Schoulen nach gutt genuch! Si hunn absolutt hir Existenzberechtegung. Si hunn et an der Vergaangenheet ganz ville Schüler erlaabt, en Diplom ze kréien, an zwar e ganz gudden Diplom, mat deem déi Jonk hiert Liewe konnten opbauen, en Diplom, dee fir Kompetenze steet, déi déi Jonk och effektiv hunn. Dat war an ass gutt esou, an et wäert sech hoffentlech och net änneren, datt d'Diplomer vun eisem Schoulsystem zu Lëtzebuerg hir Valeur behalen an net bradéiert ginn.

Mee et ass awer och net vun der Hand ze weisen, datt et an eiser Gesellschaft an de vergaangene Joerzéngte vill Verännerunge gouf. D'Bevëlkerung an eisem Land ass staark gewuess a vill méi divers ginn an déi traditionell Schoulen hu sech net esou séier ugepasst, wéi d'Gesellschaft sech verännert huet.

A firwat net? Bon, dat ass eng ganz gutt Fro, well dat froen ech mech, éierlech gesot, och. Firwat gëtt net méi konsequent gekuckt, wat an den Europaschoulen an an den traditionelle Schoule gutt leeft, a probéiert, een eenzege Schoulmodell auszeschaffen, an deem Kanner mat deene verschiddensten Hannergrënn zesumme léiere kënnen? Déi Fro stellen ech dem Minister eigentlech hei schonn zanter Joren. Firwat ass d'Motto bei den Europaschoulen „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler", wann de Mateneen an d'Inklusioun gläichzäiteg dach esou héichgehale solle ginn? Firwat schwätze mer hei direkt vun ënnerschiddleche Schoulen an net vun ënnerschiddleche Contenuen, vun Differenzéierung oder méi individuellen an autonome Léiermodeller?

All déi Prinzippie gi jo vum Educatiounsministère u sech héichgehalen, an dat och ganz zu Recht. Mee firwat gëtt sech da bei den Europaschoulen domat offonnt, dass aner Schüler anscheinend och aner Schoule solle brauchen? Dat liicht eis net richteg an, well mir mengen dat net.

Aktuell, wéi d'Situatioun ass, ass et natierlech néideg, eng weider international Schoul opzemaachen, dës Kéier eeben zu Schëffleng, ganz einfach well keng aner Optioun um Dësch läit. Mee laangfristeg hale mir, d'LSAP, déi Pist net fir de richtege Wee. Mir sinn der Meenung, dass Kanner mat verschiddenen Hannergrënn sollen zesumme léiere kënnen. Si mussen net alleguerten zum selwechte Moment dat selwecht am selwechte Rhythmus léieren. Vun esou enger Approche, wou d'Inhalter an der Schoul guer net un déi eenzel Schüler ugepasst ginn, do si mer jo souwisou scho ganz laang fort. Mee mir fannen, datt eng Schoul muss eng Plaz sinn, déi Kanner a Jonker zesummebréngt. Alles aneres schuet dem Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. An dat ka kee wëllen.

Här President, da sinn do jo och nach déi ganz ënnerschiddlech Ufuerderungen, déi an deenen zwee Schoulmodeller un d'Schüler gestallt ginn. An d'Diskussioune ronderëm d'Ënnerscheeder bei den Ofschlossexame sinn do jo eigentlech just d'Spëtzt vum Äisbierg. Wat wëlle mer dann, dass eis Kanner um Enn vun hirer Schoulkarriär kënnen? Aktuell hu mer op dës Fro keng eenheetlech Äntwert. Missten d'Bildungsstandarden an d'Bildungsziler an den ëffentleche Schoule vun esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg net awer eng kloer gemeinsam Linn virweise kënnen?

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Oder – awer och bei Wäitem net just dann – wann et ëm d'Mindeststandarde beim Lëtzebuergesche geet?

Natierlech sinn déi international Schoule vun europäesche Virgaben ofhängeg. Dat stellt jo och keen a Fro. Mee mäin Uleies ass et jo, den europäeschen an den traditionelle Modell méi no uneneen erunzeféieren, voire ze fusionéieren. An dat wier an enger net internationaler Schoul mat vollem Spillraum, wann et ëm de Curriculum geet, wann et ëm d'Wëssenspréifung geet, ëm d'Kompetenze geet, duerchaus méiglech, Här Minister.

Wann ech haut also mäin Accord zu dësem Projet ginn, da maachen ech dat net, well ech mengen, dass dat hei déi eenzeg Solutioun ass fir e Land, wou mer en ëffentleche Schoulsystem hunn, deen zwee ganz verschidde Pilieren huet. Dat fënnt meng Partei nämlech am Fong net gutt. An nawell stelle mer eis net queesch, well de Modell vun den internationale Schoulen eng gutt Noutléisung ass, fir aktuell Bildungsongerechtegkeeten op d'mannst ze reduzéieren, well wierklech ofgeschaaft kréie mer se heimadder net. Mee dat hei ass an eisen Aen eng kuerzfristeg Léisung an et muss onbedéngt e Provisorium sinn.

Et gëtt héich Zäit, dass endlech e Gesamtkonzept fir eis ganz Bildungslandschaft ausgeschafft gëtt, dat et mëttelfristeg erlabe soll, den aktuelle System mat der Spléckung …

(Interruption par la présidence)

… – ech sinn direkt fäerdeg – tëscht den internationale Schoulen an den traditionelle Schoulen ze ersetzen. Bis dohinner ass et wichteg, esou transparent an éierlech wéi méiglech mat de Problemer ëmzegoen. An et ass och ganz wichteg, déi Bildungsziler endlech eng Kéier festzehalen, eenheetlech Standarden. An an deem Sënn géif ech och eng Motioun deposéieren.

An ech kéim domadder zum Enn a ginn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que l'évaluation des compétences scolaires ne peut remplir son rôle que si ses outils sont fiables, comparables entre filières et transparents pour le grand public ;

– que les écoles européennes font l'objet d'un système de contrôle qualité au niveau européen, notamment à travers la procédure d'agrément et la Convention d'agrément, renouvelée tous les trois ans ;

– que les tests ÉpStan[1] sont un outil de référence pour mesurer les compétences des élèves et que leur périmètre est en cours d'élargissement ;

– que les écoles européennes participent également aux tests ÉpStan, mais que seules les compétences en mathématiques et dans la langue de section (allemand ou français) sont évaluées ;

– qu'il existe dans la population une incertitude quant à l'équivalence des diplômes de fin d'études et au niveau de compétences des élèves ayant effectué l'intégralité de leur parcours scolaire dans une école européenne, comparativement aux élèves issus de l'enseignement secondaire classique ou général national ;

– que des taux d'échec élevés ou des examens difficiles ne sont pas en eux-mêmes des indicateurs fiables de qualité scolaire, et qu'à l'inverse, des exigences plus souples dans certains tests ne signifient pas nécessairement un niveau de compétences insuffisant ;

– que le manque de transparence et les incertitudes persistantes autour du niveau réel des diplômés des écoles européennes risquent de freiner l'ouverture aux réformes dans le domaine éducatif ;

– que les standards éducatifs des écoles européennes, définis au niveau européen, et ceux de l'enseignement secondaire luxembourgeois poursuivent des objectifs d'apprentissage partiellement différents, ce qui rend difficile une comparaison directe des niveaux de compétences ;

– qu'il y a un intérêt à rapprocher les écoles européennes et les écoles traditionnelles, et à favoriser le transfert de bonnes pratiques entre les deux modèles ;

– que l'OEJQS[2] recommande d'harmoniser les objectifs d'apprentissage minimaux pour l'ensemble des écoles luxembourgeoises, primaires et secondaires,

invite le Gouvernement à

– améliorer la communication autour des évaluations des écoles européennes, afin que les résultats – y compris les comparaisons avec l'enseignement secondaire classique et général – soient perçus comme complets et accessibles par le grand public ;

– élaborer une feuille de route pour l'harmonisation des objectifs d'apprentissage minimaux au Luxembourg, applicable à l'ensemble des établissements scolaires, tout en respectant les spécificités propres à chaque filière et à chaque type d'école.

(s.) Francine Closener, Claire Delcourt, Ben Polidori.

[1] *https://epstan.lu*
[2] *OEJQS. Evidenzorientierte Qualitätsentwicklung im Gesamtsystem Schule. Themenbericht zur ganzheitlichen Governance der Qualitätsentwicklung (Teil A). 2024, p. 24 et 80.*

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech si frou, dass d'LSAP dat elo grad gesot huet, wat se gesot huet, well dat sinn déi Punkten, déi och fir eis extreemst wichteg sinn. Mir brauchen eng Schoul, déi d'Kanner zesummebréngt an net auserneespléckt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Bei eppes kann ech der Madamm Closener awer net ganz Recht ginn. Si huet gesot: „Eis Schoul huet sech net ugepasst." Dach, och eis normal, traditionell Schoul huet sech ganz staark ugepasst. Dir wësst warscheinlech, dass an de leschte Joerzéngte ganz vill Allegementer bäikomm si fir all méiglech Schüler mat alle méiglechen, zum Beispill sproochlechen, Defiziter. Esou kann ee kompenséieren op allen Niveauen. Am General kënnt ee weider, och wann een an enger Sprooch ganz schlecht ass. Et kann een op Première an och op Treizième Sproochen ewechloossen, soudass et scho laang net méi esou ass, dass eis traditionell, normal, ganz gutt Schoul Schüler iergendwéi géif diskriminéieren. Dat wëll ech mol einfach hei vu virera soen.

Mir si grondsätzlech fir nei Lycéeën, mee mir sinn awer net fir nach weider ëffentlech international, europäesch Lycéeën. Dat si mer net!

An ënner anerem d'Staatsbeamtekummer ass och ganz skeptesch. An an hirem Avis seet se zum Beispill Follgendes: Si fäert, dass d'international Schoulen zu

enger zweeter Schoulschinn kéinte ginn an d'Attraktivitéit vum traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem schwäche kéinten. Si äussert Suerge betreffend d'Integratioun, de sozialen Zesummenhalt an déi staark sproochlech Segmentéierung vun de Schüler. Si kritiséiert déi geplangte Sproochenufuerderunge fir d'Personal als ze niddreg a fuerdert besser Kenntnisser vun den dräi Amtssproochen – dat ass bei de Proffen.

Sproochen, dat ass souwisou e Problem an deenen neien ëffentleche Lycéeën, net nëmme bei de Proffen, och bei de Schüler. Den SEW huet den 30. Januar e Communiqué erausginn, wouran en dorobber opmierksam mécht. En huet eng Ëmfro gemaach bei all de Lëtzebuergeschproffen an den ëffentlechen internationalen, europäesche Schoulen. An hei geet ervir, dass d'Lëtzebuergescht an den ëffentlechen internationalen, europäesche Schoulen déi uviséiert Léierziler net emol annähernd erreecht.

88,9 % vun de Proffe soen, dass den Niveau vum Lëtzebuergeschen an den ëffentlechen europäesche Schoulen net erreecht gëtt, deen uviséiert ass. Ech mengen, dat ass e bëssen eng Bankrotterklärung, wat d'Lëtzebuerger Sprooch an dëse Schoulen ugeet!

Fir eis ass et ganz kloer: Grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou et ganz vill Leit mat Migratiounshannergrond gëtt, ganz vill Kanner vun Auslänner gëtt, ass et ëmsou méi wichteg, déi Kanner zesummenzebréngen, ze integréieren an engem gemeinsame Schoulsystem a se net schonn ze trennen a verschidde Schoulsystemer, europäesch Schoulen, international Schoulen, traditionell Schoulen, jee no Nationalitéit, no Sprooch, no Kultur, no wat och ëmmer. Dat ass fir eist Land net gutt. Mir mussen d'Kanner zesummekréien. Mir mussen dofir eis traditionell Schoule stäerken a mir musse se als Erfollegsmodell dohinnerstellen, wat se och sinn an der Integratioun. An deen neimoudesche Bashing vun eiser dach awer ganz gudder, traditioneller, normaler Schoul, dee muss endlech ophéieren!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Mir wäerten duerfir keng international Schoule méi opmaachen.

An ech wëll nach op eppes ganz aneres hei agoen.

Une voix | Dir hutt nach ni eng opgemaach.

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Mir wäerten hei net nach eng Kéier esou eppes matstëmmen. Mir wäerten haut dergéint stëmmen. An och bei zukünftege Projete fir all international, europäesch Schoule wäerte mer evidenterweis dergéint stëmmen.

An da gëtt et eng fundamental Ongerechtegkeet an eiser Schoul. An dat ass den Ënnerscheed eebe grad zwëschent deenen europäesche Schoulen an der traditioneller Lëtzebuerger Schoul. Wärend am Classique an am General d'Kanner musse méi Sprooche léieren an eréischt mat 19 Joer hir Première kënne maachen, kënne se an deenen anere Schoulen, deenen europäesche Schoulen, mat manner Sproochen a scho mat 18 Joer hir Première maachen. Dat heescht, si hunn ee Joer manner Schoul. Dat ass eng risegrouss Ongerechtegkeet hei am Land, wou déi eng Kanner ee Joer manner Schoul musse maache wéi déi aner an de selwechten Diplom kréien. Dat kënne mir net akzeptéieren! Mee dat war Äre Choix. A soulaang Der näischt dorunner ännert, wäerte mer Iech och ëmmer dorun erënneren.

Mat eisem Nee zu dësem neien europäesche Lycée setze mir natierlech eise Walprogramm vun der ADR ëm, mee doriwwer eraus och dee vun der CSV. An ech zitéieren Iech hei aus de „Wahlprüfsteine" vun der Féduse 2023 virun de Walen: „D'CSV ass géint e weideren Ausbau vun der Parallellwelt, déi duerch déi vill international Schoulen entstanen ass." Voilà. Dat setze mir ëm.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President.

(Brouhaha)

Ech waarden, bis et e bësse méi roueg ginn ass.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Virewech, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen: Mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi, well et Sënn mécht, well d'Demografie am Süden eis offensichtlech weist, wéi d'Nofro ass, a well et och iergendwou kohärent ass par rapport zu der Planifikatioun, déi viru Joren eeben do an der Regioun ugefaange gouf, fir ëffentlech international, europäesch Schoulen opzemaachen.

Wat awer, mengen ech, op dëser Plaz trotzdeem muss e bësselche kontextualiséiert ginn oder a Fro gestallt ginn – an ech mengen, verschidde Virriedner hunn och vun dëser Geleeënheet profitéiert –, ass awer d'Fro vun der Kohärenz vum System. An ech hat et och schonn an der Chamberskommissioun ugeschwat. Et ass d'Fro, ob et haut wierklech nach eng Necessitéit gëtt, och an der Zukunft Primärschoulsfilièren an den internationale Lycéeën esou an der Planung ze envisagéieren, wéi dat am Moment nach gemaach gëtt. Ech mengen, et gouf zu engem Moment geplangt, wéi de Projet ALPHA nach e Konzept um Pabeier war an nach net huet missen ëmgesat ginn. An haut si mer awer an enger Situatioun, wou mer elo scho wëssen, dass mer mam Projet ALPHA eng flächendeckend Offer hunn, wou souwuel op Franséisch wéi op Däitsch soll kënnen alphabetiséiert ginn.

Et gëtt sécher nach iergendwou eng Nofro par rapport zu enger anglophonner Clientèle. An awer stelle mer e bësselchen als Gréng a Fro, ob ee wierklech scho ganz kleng Kanner fir d'Primärschoul oder fir scho quasi d'Spillschoul muss a grouss regional Schoule bréngen, wou mer awer dovunner iwwerzeegt sinn, dass et wichteg ass, eeben deene Kanner och eng lokal Verankerung an hire Gemengen do unzebidden, wou se grouss ginn, eeben och wat d'sozial Kohäsioun ugeet. Dat war zu engem Moment sécherlech richteg, wou et den ALPHA nach net esou ginn ass.

Elo feelt eis awer e bësselchen déi Gesamtvisioun, dat kohärent Aneneegräife vun deene verschiddene Schoulmodeller. An dat dréit awer iergendwou zu enger Zersplitterung bäi, wou eis e bësselchen dat grousst Zil derhannert heiansdo net ganz kloer ass. An dat vermësse mer och bei där Regierungsstrategie, wéi mer se de Moment hunn.

Mir sinn awer frou ze gesinn, dass d'Lëtzebuergescht soll gestäerkt ginn an den internationale Schoulen. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt. Et kënnt jo och net vun näischt, dass déi Kriticken ubruecht goufen, an do muss drop reagéiert ginn.

Nichtsdestotrotz gesi mer, dass mer an de klassesche Lycéeë mëttlerweil Filièren op Franséisch hunn. Mir hu Filièren, déi op Däitsch solle kommen. Dat begréisse mer ausdrécklech. Mee mir gesinn u sech, dass eis traditionell Schoul Modellen iwwerhëlt vun den internationalen, europäesche Schoulen. Dat fanne mer gutt. Mir hätte gären, dass déi béid Systemer aneneewuessen. Mee wou steiere mer letztendlech hin? A wéi wäit wëlle mer, dass béid Modelle besser aneneegräifen? Do feelt mer e bësselchen d'Gesamtvisioun. Do gesi mer eenzel, punktuell Aktiounen, déi vläicht emol an déi richteg Richtung ginn, mee d'kohärent Zil vun engem gemeinsame Curriculum feelt eis awer nach e bësselchen.

An do géinge mer wierklech och nach eng Kéier wëlle vum Minister wëssen, wéi bei de Planifikatioune vum Curriculum fir de Lycée och do d'international, europäesch Schoule matagebonne ginn, wéi wäit dat Wëssen, déi Philosophie, déi do ubruecht gëtt, och do hir Plaz fënnt a wéi een dat och do ka kohärent zesummen denken. Wéi gesot, dat kënnt eis nach e bësselchen ze kuerz.

Fir de Rescht gi mer fir dëse Projet eis Zoustëmmung. Mir kënnen dat ënnerstëtzen. Mee mir wiere wierklech frou, wa mer do um Niveau vun der Kohärenz an der laangfristeger Visioun, wou eise Bildungssystem zesummen, gemeinsam, an net getrennt vunenee soll hiwuessen ... Dat feelt eis nach e bëssen. An do hoffe mer dann och nach, geschwënn Äntwerte vum Minister ze kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also grondsätzlech hu mer an deene leschte Joren net genuch Schoule gebaut. Mir hunn der net genuch opgemaach. A mir sinn dofir elo an enger Situatioun, wou mer der weiderhi mussen opmaachen. An deementspriechend kann ech et virewechschécken: Mir wäerten dëse Projet ënnerstëtzen.

Mir denken och, au contraire vun engem vun de Virriedner, datt et eng substanziell Verbesserung gëtt par rapport zu deenen aneren internationale Schoulen, nämlech datt mer hei wierklech d'Lëtzebuergescht obligatoresch als Integratiounssprooch wäerte benotzen.

Ech wëll awer, genau wa mer doriwwer schwätzen, eng Fro opwerfen, déi och nach Géigestand vun enger Question parlementaire ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou et elo eng Demande gouf, fir den Delai ze verlängeren, mee wou et awer, mengen ech, eng kruzial Fro, och wat den Enseignement ugeet, gëtt. An et ass esou, datt mer am Nationalitéitegesetz hei zu Lëtzebuerg stoen hunn, datt een, wann ee siwe Joer an der Schoul hei zu Lëtzebuerg war, wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt, an der ëffentlecher Schoul, dann d'Recht op d'Optioun huet, de Lëtzebuergeschcours an den Integratiounscours net mussen ze maachen, fir d'lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien.

Elo ass et mer awer zougedroe gi vu Gemengen – a Clierf ass e Beispill, wou Lëtzebuergesch obligatoresch ass als Integratiounssprooch –, datt Schülerinnen a Schüler, déi do siwe Joer an d'Schoul gaange sinn, herno d'Recht op d'Optioun verweigert kréien an erëm, obwuel se Lëtzebuergesch schwätzen, an e Lëtzebuergeschcours geschéckt ginn, dee souwisou iwwerlaf ass, eppes, wat, mengen ech, absolutt absurd ass.

An dofir wollt ech awer de Minister froen, onofhängeg vun deem, wat am Justizministère nach leeft, an all deenen Zuelen, déi ech gefrot hunn, ob d'Regierung, wann an Zukunft elo all d'europäesch Schoulen, all international Schoulen, déi mer ëffentlech opmaachen, solle Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch hunn,

dann och gedenkt, datt mer all deene Schülerinnen a Schüler dann och eng Pist opmaachen, fir sech zu Lëtzebuerg och iwwert d'Nationalitéit ze integréieren. Well soss si mer awer wierklech e bëssen absurd an da stellt sech och d'Fro, firwat se dee Lëtzebuergeschcours dann och solle wierklech wouerhuelen.

Dat gesot, mengen ech, solle mer weiderhin op Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch setzen. Dat ass e wichtegt Element fir den Zesummenhalt hei am Land, och an de Veräiner. An deementspriechend begréisse mer dat.

Elo vläicht ... Deen ee Bemoll gouf schonn ugeschwat vun der Rapportrice, dofir merci. Dat erspuert mer, nach eng Kéier op d'Remarke vun der Chambre de Commerce mussen anzegoen. Dat ass e bëssen eng rekurrent Saach, déi ech, mengen ech, och schonn e puermol ugeschwat hunn. Wa mer Projete kréien, da soll d'Fiche financière komplett sinn. Da sollten och d'Käschte mat ofgedeckt sinn, déi vläicht net direkt mam Gesetz zesummenhänken, nämlech: „Mir maachen e Lycée op. Mir maachen eng Schoul op", mee och mat allem, wat hannendrunhänkt. An dat sinn nun emol och d'Baukäschten. Et wär gutt, wann déi och an de Fiche-financièrë wären. Dat vläicht als kleng Formkritick.

An dat gesot, begréisse mir de Projet, well mir hunn net genuch Schoulen. An dofir si mer derfir: fir all weider Schoul kënnen ze bauen, ëmsou méi wa Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch déngt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Deen nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech ka mech nach erënneren, wéi mer hei an der Chamber u sech de Projet de loi gestëmmt hate vun der éischter internationaler, europäescher Schoul. Dat war déi zu Déifferdeng, wann ech mech net ieren. Et war schonn eng interessant Debatt. A wann ech mech och net ieren, hate mir eis deemools enthalen.

Mir haten eis enthalen, well mer u sech net de Projet selwer a Fro gestallt hunn a well mer och schonn erkannt hunn, datt déi Schoul gewëssene Besoine géif entspriechen. Mee eis Suerg war och schonn deemools, ze soen: Et ass awer geféierlech, wann een elo, amplaz déi traditionell Schoul ze reforméieren an déi Reformen eranzebréngen, fir datt se op déi ganz Diversitéit vun de verschiddene Schüler kann agoen, déi mer am Land hunn, u sech e parallelle System mécht.

Et ass gesot ginn och vun enger Virriednerin, der Madamm Closener, mengen ech ... Et ass vun Noutléisung geschwat ginn, well mer tatsächlech awer iergendeng Kéier mussen handelen, well wann een ëmmer laang waart, da gëtt et allkéiers nei Generatioune vu Kanner, déi vläicht net déi Educatioun kréien, déi se bräichten, an et ass vläicht méi komplizéiert, den traditionelle System déifgräifend ze reforméieren – obwuel ech mengen, datt dat awer trotzdeem méiglech ass. A vläicht ass et manner komplizéiert, wéi ee sech dat virstellt. Mee eng Noutléisung kann net éiweg bleiwen.

An dat ass de Problem, well elo haut stëmme mer erëm eng Kéier iwwer e Projet de loi vun enger Schoul zu Schëffleng of. A mir sinn eis och bewosst, datt déi Schoul gebraucht gëtt. Mir hunn net genuch Schoulen. Mir wäerten och an deem Sënn derfir stëmmen. Mee mir hunn awer och déi Kriticken, an ech si elo net deen éischten, dee se expriméiert. Déi Kriticke bleiwe weiderhin. Et ass net gesond, wa mir elo zwee parallell Systemer opbauen, quitte datt déi international, europäesch Schoulen eng ganz interessant Offer kënnen offréieren, an zemools déi zu Schëffleng, datt een och kuckt, wat a verschiddene Gebaier ..., datt ee versicht, déi positiv Saachen ze transposéieren an dem Traditionellen.

Jo, d'Schüler musse beieneegehale ginn. Duerno gëtt et souwisou ... Am Laf vun der Scolaritéit wäerten d'Schüler sech lues a lues an eng aner Richtung orientéieren. An do kommen ech erëm eng Kéier op dee Punkt, deen eis awer och wichteg ass an deen an eisen Ae wierklech nach ëmmer e grousse Problem duerstellt hei zu Lëtzebuerg. Dat ass déi vill ze vill fréi Opdeelung an zwee Regimmer – déi heeschen zwar elo net méi esou, mee déi hu mer nach esou kannt –, de Classique an den Technique, datt d'Kanner vill ze vill fréi schonn opgedeelt ginn an datt se schonn op eng gewësse Bunn ..., quitte datt et ëmmer méiglech ass, an deen anere Regimm ze goen, mee et ass awer ëmmer méi komplizéiert, datt se op eng gewësse Bunn am Alter vun 12, 13 Joer gesat ginn, ouni ze wëssen, wat hir Capacitéiten oder hir Goûte wäerte sinn, wa se méi grouss ginn. A mir duechten ëmmer, et wier vill besser, datt een d'Schüler sou laang wéi méiglech an de Lycéeën zesummenhält an datt se lues a lues och a Kontakt komme mat deene verschiddenste Formatiounen, siefen et intellektueller oder handwierklecher, alle béid, an datt se lues a lues hire Choix kënne maachen an och sech orientéiere kënnen an déi Richtung, wat hinnen am beschte gefält.

Dofir hu mer och, mengen ech, eng Devaloriséierung, déi grav ass, vun techneschen an handwierkleche Beruffer. Dat huet engersäits domadder ze dinn, datt d'Leit net genuch bezuelt ginn. Dofir kann d'Schoul elo net. Mee dat huet och domadder ze dinn, datt u sech déi Formatioune vläicht net esou positiv unerkannt ginn, well mer déi zwee Regimmer hunn. An dofir wier eng Gesamtschoul, déi lues a lues formëiert an déi lues a lues orientéiert plus natierlech dann eeben ageet op d'Diversitéit vun eise Schüler, eng vill besser Léisung.

Ass déi traditionell Schoul dann elo méi schlecht wéi déi aner? Neen, dat ass net de Problem. De Problem läit awer och doran ... Mir hate schonn eng Diskussioun. Ech hat eng Interpellatioun gefrot. Dat war zwar fir de Fondamental, mee mir hunn awer och Problemer um Niveau vun Aarbechtskonditioune vum Personal an de Lycéeën an de Beruff gëtt ëmmer manner attraktiv. A wann d'Personal, wa Proffen, wann Enseignanten net méi esou glécklech sinn an hirer Aarbecht, déi awer eng flott Aarbecht ass u sech, da wäert dat och net dozou bäidroen, datt d'Educatioun vun de Schüler an deene Lycéeë besser gemaach gëtt. Dat heescht, dat ass awer och e Chantier, wou nach ganz staark muss geschafft ginn.

Wéi gesot, mir stëmmen dat heite mat, well déi Schoul eeben nëtzlech ass. Ech mengen, den Här Minister huet et vu ville Leit elo héieren, an net just hei an der Chamber, datt mer awer mussen an eng Richtung goen, wou déi verschidde Regimmer elo ëmmer méi uneneen ugepasst ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann ass et un der Regierung ze schwätzen. Här Educatiounsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun zéng Joer hunn ech bei der Ouverture vun der École internationale zu Déifferdeng gesot, datt déi Schoul net besser wär wéi aner Schoulen, mee se wär awer bestëmmt besser fir eng ganz Rei vu Schülerinnen a vu Schüler. An dat hunn entre-temps ganz vill Schüler, an notamment och hir Elteren, begraff. An et ass hei e puermol erwäänt ginn, datt déi Zuele vun den Inscriptiounen eigentlech eng kloer Sprooch schwätzen. An et huet een d'Gefill, d'Leit sinn amgaangen, mat de Féiss ofzestëmmen, well se fannen, datt fir vill vun hire Kanner eeben déi Schoul besser Perspektive bitt. An duerfir wëlle se sech do aschreiwen.

Ech mengen, d'Francine Closener huet d'Zuele genannt, déi ech beim Depot vum Projet de loi, dee mer de Mëtteg hei stëmmen, genannt hunn. D'Inscriptiounen nämlech an d'École internationale Déifferdeng/Esch fir d'Joer 2025/2026, déi waren dee Moment nach net komplett, well am ganze Joer goufe bis haut 413 Schüler nei opgeholl. Insgesamt hate se Demandë vun 1.592. Dat heescht, ee vu véier, déi wëllen an där Schoul beschoult ginn a wou d'Eltere jo sécherlech och Ursaachen hunn, fir der Meenung ze sinn, datt se an där Schoul solle beschoult ginn, dee kritt déi Dier opgemaach. A fir dräi vu véier Schülerinnen oder Schüler bleift déi Dier zou.

A mir wëssen, wat dat ganz dacks bedeit en termes vu Chancen op eng gutt Scolaritéit, op en Ofschloss, op d'Integratioun an d'Lëtzebuerger Gesellschaft, an eist Aarbechtsliewen an doriwwer eraus.

Fir d'Schouljoer 2026/2027 ass dat net aneschters. Wann ech elo mol déi sechs ëffentlech Europaschoule kucken, déi mer bis haut hunn, an ech kucke ganz aleng déi Joergäng, wou ee jo eng Inscriptioun mécht fir unzefänken – ech negligéieren elo mol all déi Schülerinnen a Schüler, déi am Laf vun der Scolaritéit vu bausse kommen –, also an der Maternelle 1, am Primaire 1 an am Secondaire, dann hu bis elo fir d'nächst Joer 800 Schülerinnen a Schüler an deene sechs Schoulen eng Plaz kritt. 1.057 goufen der elo schonn ofgeleent, aleng op deenen dräi Klassen an deene sechs Schoulen.

De Succès vun deene Schoulen – Eenzelner géife vläicht éischter soen: d'Popularitéit vun deene Schoulen – ass jo och kee Wonner. Mir sinn e Land, dat sech duerch eng grouss Diversitéit vu senger Populatioun auszeechent. Mir sinn e Land, dat, mengen ech, den europäeschen Esprit matten am Häerz dréit. Mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun. Mir sinn e Land, dat sech duerch seng Oppenheet auszeechent. An de Succès vun dësem Land besteet och doranner, datt Leit heihinner kommen, d'Äerm eropstréppen, ufänken ze schaffen, sech eng Existenz opzebauen, datt se dat liewen, wat d'Europäesch Unioun eigentlech proposéiert, nämlech d'Mobilitéit, dohinner ze goen, wou ee seng Chancen huet.

Mee Europa hat eppes vergiess: datt déi Leit net aleng reesen, datt déi Leit net aleng dohinner ginn, wou Aarbecht ass, mee datt se eng Famill a Kanner mathuelen.

An dat erkläert, Dir Dammen an Dir Hären, awer och de Succès oder d'Popularitéit vun den ëffentlechen Europaschoulen, well dat eng Schoul ass, wou ech eeben, och wann ech net doheem Däitsch oder Lëtzebuergesch schwätzen, ka Perspektiven hunn.

A mir wëssen, datt e groussen Deel vun eiser Populatioun doheem net Däitsch oder Lëtzebuergesch schwätzt. A mir wëssen, och wa mer ALPHA hunn, da wäert dat sech och an eiser bisheereger traditioneller Schoul änneren, mee datt mer nach ëmmer en Drëttel vun der Populatioun hunn, deen net Däitsch, deen net Lëtzebuergesch, deen net Franséisch, deen net Portugisesch schwätzt doheem, mee och

aner Sproochen, eng Villfalt vun anere Sproochen, schwätzt.

An duerfir mengen ech, datt fir ganz vill Elteren déi ëffentlech Europaschoulen hei eng reell Alternativ eebe sinn. An et ass dat, wat mer momentan hunn. Et ass dat, wat mer momentan kënnen ubidden, fir jonk Leit ze qualifizéieren an op deen doten Niveau ze bréngen.

Ech wëll net drop agoen, datt jo scho vill Versich gemaach goufe virdrun, fir de Lëtzebuerger Schoulsystem esou fit ze maachen an esou divers ze maachen, déi jo do gelant sinn, wou se gelant sinn, soudatt ech fest der Meenung sinn, datt mer, wa mer deene Schülerinnen a Schüler, déi haut do ageschriwwe sinn an déi och an der neier Schoul zu Schëffleng wäerten ageschriwwe ginn, déi Perspektiven do kënne bidden, dat da solle maachen.

D'Fro, déi vum Francine Closener hei zitéiert ginn ass, déi ëmmer erëm opkënnt – ech héiere se ëmmer vun engem, dat ass vum Francine Closener –, dat ass: „Firwat dann elo schonn erëm eng Europaschoul?"

Da musse mer vläicht eng Kéier kucken: Ass dat da wierklech esou? Baue mir nëmmen Europaschoulen? Mir haten eng Kommissiounssëtzung tëscht der Kommissioun vun den Travaux publics an der Educatioun, wou mer eise kuerzfristegen an eise mëttelfristegen Ausbau vun de Schoulen, souguer eise laangfristegen Ausbau vun de Schoule bis d'Joer 2050 skizzéiert hunn. Do si ganz vill Dokumenter verdeelt ginn, déi der Chamber, all Deputéierten hei eigentlech missten zougänglech sinn. A wann ech elo dora kucke ginn, an déi Dokumenter, da gesinn ech do kuerz- a mëttelfristeg Bauprojeten, wou mer an den Écoles internationales 6.060 Plazen zousätzlech wäerte schafen, wou mer an eisem nationale Schoulsystem fir d'Lycéeën, Secondaire classique, Secondaire général a Voie de préparation, 9.920 Plazen zousätzlech schafen.

38 % vun deene geplangte Plaze wäerten also fir eng international Schoul sinn. Dat sinn déi ëffentlech Europaschoulen, dat sinn awer och déi, déi d'A-Grades ubidden, dat sinn och déi, déi de Baccalauréat international ubidden. An 62 % si fir eisen – vun Eenzelnen hei esou bezeechenten – gudden nationalen, traditionelle Schoulsystem. Mir investéieren also och an eisen nationale Schoulsystem, mir investéieren am Steen an eisen nationale Schoulsystem, mir investéieren awer natierlech och am Fonctionnement an eisen nationale Schoulsystem.

D'Chamber huet hei virun e puer Méint eng Decisioun geholl, déi, mengen ech, richtungsweisend ass: vum Projet „ALPHA – zesumme wuessen". Dat ass en Investissement an eisen nationale Schoulsystem, wou mer en transforméieren. Elo kënne mer eis natierlech alleguerte virwerfen, dat géif net wäit genuch goen. Ech wëll Iech awer och soen: Den Changemanagement huet och Limitten! A mir sollen elo mol kucken, datt mer dat doten iwwert déi nächst Jore qualitativ gutt ëmsetzen, an da kann ee sécherlech weiderkucken.

Mir hu viru Kuerzem nach eng Kéier ënnerstrach, datt mer bei der nächster Rentrée am Secondaire och vill méi frankofon Klasse wäerten ubidden, datt mer dat, wat mer an der Voie de préparation, am Enseignement secondaire général, am Enseignement secondaire classique an deene leschte Joren op enger Rei vu Plazen ugebueden hunn, wann och net an alle Lycéeën, dach awer an allen Ecker vun eisem Land ubidden. Och dat ass eng Transformatioun vun eisem gudden alen, traditionellen, nationale Schoulsystem a mécht enger ganzer Rei vu Schülerinnen a Schüler d'Dieren op.

Mee mir wëssen awer, datt och weider vu bausse ganz vill Schüler bei eis kommen, datt net all Schüler, deen iergendwann eng Kéier d'ëffentlech Schoul hei wäert visitéieren, hei gebuer ass, datt der ganz vill anzwousch aneschters gebuer sinn, hir Scolaritéit anzwousch aneschters ugefaangen hunn. Well 2 % vun deene Schüler komme pro Joe vu bausse bäi a mussen integréiert ginn. An da kann een awer net einfach soen, wann ee mat zéng oder mat zwielef Joer bei eis an d'Land kënnt, datt dat dann alles esou einfach ass, fir da schnell op Franséisch oder op Däitsch einfach emol esou dee Schoulsystem ze suivéieren. Wann ech awer vläicht Portugisesch an Englesch bis elo an der Schoul hat, da geet dat vläicht besser an enger ëffentlecher Europaschoul. An duerfir, bei allen Efforten, déi mer maachen, fir eise Schoulsystem der Diversitéit vun der Populatioun unzepassen, mengen ech, datt mer nach ëmmer e Besoin hunn.

Eis Schoulpopulatioun ass esou divers, an duerfir mengen ech, datt och eis Schouloffer absolutt divers ka sinn. An déi ass dat jo souwisou ëmmer gewiescht: Och virun 2016, virun der Ouverture vun der éischter ëffentlecher Europaschoul, war eis Schoullandschaft divers, well mir hate jo schonn Europaschoulen, mir hate schonn international Privatschoulen. Awer dee groussen Ënnerscheed ass, datt net jiddereen Zougang dozou hat. Dat heescht, déi eng Elteren hu fonnt, datt dat de bessere Wee wär fir hir Kanner. An déi hunn dat jo net gemaach, fir Suen auszeginn, fir se onbedéngt lasszeginn. Déi hunn dat gemaach, well se fest dervun iwwerzeegt sinn, datt dat hire Kanner besser Chancen am Liewe kéint bidden, déi deenen da géifen opstoen. Awer fir déi aner, déi sech dat net konnten erlaben, aus finanzielle Grënn notamment net konnten erlaben, fir déi géifen déi Dieren zoubleiwen. Ech denken, datt et e Choix vun den Eltere soll sinn, wat fir eng Schoul ee sech eraussicht, wou nämlech d'Kanner déi beschte Perspektiven hunn, an datt et net de Portmonni vun den Eltere soll sinn, deen déi dote Fro soll beäntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, ech gesinn, d'Zäit geet op en Enn. Vläicht nach ganz kuerz e puer Äntwerten op déi Froen, déi gestallt goufen, déi awer och an der Chamber scho beäntwert goufen, nämlech iwwert d'Lëtzebuergescht. Do hunn ech hei op dëser Plaz och scho virun enger gewëssener Zäit gesot, datt mer eng weider Méiglechkeet wäerten ubidden, fir Lëtzebuergesch als „other national language" unzebidden – op Lëtzebuergesch heescht dat „eng aner national Sprooch" –, …

(Hilarité)

… wou een dann d'Zil viséiert, deen Niveau ze erreechen, deen ee brauch, fir duerno och d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, an och d'Zil erreecht, dat ee brauch, fir Fonctionnaire beim Lëtzebuerger Staat oder bei enger Gemeng kënnen ze ginn. Dat berouegt, mengen ech, besonnesch staark.

Ech wëll ofschléissend, Här President, nach Merci soen. Merci der Gemeng Schëffleng, well ouni den Engagement vun der Gemeng Schëffleng, ouni d'Hëllef vun der Gemeng Schëffleng bräichte mer haut net iwwert dat Gesetz hei ofzestëmmen, well mir kéinten déi Schoul net opmaachen. An ech wëll ganz besonnesch deenen zwee Buergermeeschtere Merci soen, dem Paul Weimerskirch, dee bis viru Kuerzem nach Buergermeeschter war, an awer och sengem Nofollger, dem Carlo Feiereisen, stellvertriedend fir d'Gemeng Schëffleng, ganz einfach well si erkannt hunn, datt dat doten eng Chance ass, och fir hir Populatioun, eng Opwäertung fir hir Gemeng kann duerstellen, a virun allem Perspektive fir déi Kanner, déi haut schonn zu Schëffleng amgaange sinn opzewuessen.

An duerfir Iech alleguerten e Merci fir déi dach breet Zoustëmmung de Mëtteg hei.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Exzellent!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt ech zwou Wuertmeldungen hunn. Ech ginn dervunner aus, datt se dem Här Minister wëllen eng Fro stellen. An dofir kritt da fir d'éischt den Här Keup an duerno d'Madamm Closener d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech hätt zwou Froen. Déi éischt Fro ass déi: Déi Schüler, déi elo an déi ëffentlech europäesch Schoule ginn, léieren am Moment net Lëtzebuergesch op engem gudden Niveau. Dat wësse mer. Elo wëllt Der dat verbesseren, ok. Mee wa se duerno gär Fonctionnaire ginn, op eng Gemeng schaffe ginn oder zum Beispill Polizist ginn, da musse se jo net nëmme Franséisch a Lëtzebuergesch op engem gudden Niveau kënnen, mee si mussen och Däitsch op engem gudden Niveau kënnen. Kënnt Dir do garantéieren, dass déi Schüler, déi do erauskommen aus deene Schoulen – well do sinn der jo vill, déi Däitsch éischter rudimentär kënnen –, duerno bei de Staat kënne schaffe goen als Fonctionnaire, wou déi dräi Sproochen op engem héijen Niveau gebraucht ginn? Ech mengen net.

An déi zweet Fro ass déi, déi ech Iech scho gestallt hunn, a wou mer och nach keng Äntwert vun Iech kruten: Wéi ass et mat der Ongerechtegkeet, dass déi eng hir Première mat 18 maachen an déi aner eréischt mat 19?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Déi zweet Fro kënnt mer bekannt vir. A meng Äntwert misst Iech eigentlech och bekannt virkommen: Och wann ech …

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | De Minister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Och wann ech op de Kierchbierg oder op Mamer an d'Europaschoul ginn, da kann ech se mat 18 maachen, wann ech dann all Joer reusséieren. An duerfir ass dat och esou an den ëffentlechen Europaschoulen. Dorobber hu mir keen Afloss als Land, …

(Interruption par M. Fred Keup)

… well d'Europaschoulen net gedroe gi vum Lëtzebuerger Staat. D'Europaschoule gi gedroe vun deene 27 Memberstaate vun der Europäescher Unioun.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, eis Schoulen awer hei am Land!

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechgelift, den Här Minister huet d'Wuert!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Sidd Dir also der Meenung, datt mir sollten d'Première e Joer éischter maachen? Ass et dat, wat Dir wëllt? Mir hu keen Afloss drop, …

M. Fred Keup (ADR) | Mir wëlle Gerechtegkeet, Här Meisch!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | … wéini ee säi Bac an den Europaschoule mécht, well dee System vu 27

Europa-Memberstaaten definéiert gëtt. Dat Eenzegt – an ech sinn net do derfir! –, wat mer kéinte maachen, dat ass, eis Première e Joer éischter ze maachen, fir déi Gerechtegkeet, déi Dir Iech virstellt, kënnen ze erreechen.

Et hänkt natierlech och dervunner of, wat d'Sproochekompetenz ubelaangt. Dir wësst, datt dee grousse Virdeel par rapport zu eiser ënnerschiddlecher Situatioun vun de Sproochen doheem bei de Kanner ass, datt den Europaschoulsystem eng grouss Flexibilitéit huet, datt ee kann, op d'mannst an eise Schoulen, tëschent dräi Sproochesektioune wielen. Also déi Sprooch, an där een ënnerriicht gëtt, dat kann Däitsch sinn, dat ka Franséisch sinn, dat kann Englesch sinn. An datt een awer och déi verschidde Sproochen, déi ee léiert als Friemsproochen, an domadder och den Niveau vun deene Sproochen, ka selwer wielen.

Natierlech kann et sinn, datt een eng vun deenen ausléisst. Dat ka sinn. An natierlech kann et da sinn, datt een deen Niveau net erreecht huet, fir duerno Polizist oder Schoulmeeschter ze ginn. Mee et huet een awer en Diplom! An et kann ee mat deem Diplom studéiere goen. An et kann ee mat deem Diplom op den Aarbechtsmarché goen. An et kann ee mat deem Diplom säi Liewe maachen, seng Existenzgrondlag maachen.

An ech mengen, datt dat d'Missioun vun der ëffentlecher Schoul ass, déi primär Missioun vun der ëffentlecher Schoul: datt jiddereen duerno eng ganz Rei vun Dieren opstoen huet, a vläicht net nëmmen déi, ëm déi et Iech elo hei gaangen ass, Här Keup.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Ech si ganz frou, Här Minister, dass Der meng Froen héiert, déi ech stellen. Mee ech wëll awer nach eng Kéier derbäi soen: Dat sinn net meng Froen! An dat hunn ech och gesot. Dat sinn d'Froen, déi ech selwer gestallt kréien. An ech stelle se hei stellvertriedend, well déi vill Leit Iech se jo net direkt kënne stellen. An ech mengen, dass Dir och vläicht aner Leit begéint wéi ech.

Dat gesot, wëll ech just awer eng Kéier drop hiweisen, dass mir als LSAP d'Europaschoulen ëmmer matgedroen hunn. Mir hunn déi ëmmer matgestëmmt. A mir fannen och, dass dat e richtege Schratt ass a Richtung Bildungsgerechtegkeet – mee awer ëmmer an der Perspektiv, dass mer déi zwee Systemer iergendwann eng Kéier beieneeféieren. An ech ka mech ganz gutt erënneren, datt déi fréier Schoulspriecherin vun der CSV, d'Martine Hansen, hei bei enger Debatt gesot huet, mir sollten dach einfach knäipe goe bei d'Europaschoulen, wat do gutt fonctionéiert, an dat an eisem System da generaliséieren an déi zwee Systemer beieneebréngen. Dat ass dat, wat mir wëllen.

Mir sinn net géint Europaschoulen als Provisorium. Mee mir wëllen awer trotzdeem gäre vun Iech héieren, ob Dir dat à terme wëllt maachen. Ech weess, dass Der jo un enger Reform schafft zum Secondaire am traditionelle System. Mee Dir hutt awer och scho gesot, dat wär awer fir déi nächst Regierung. Dir géift et uleieren, mee d'Ëmsetzung wär awer sécher net fir Iech. Mee ass dat dann d'Gesamtkonzept? Ass dat dat, wat Dir wëllt? Oder net?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Wann hei Froe gestallt ginn, wat ech à terme wéilt, kann ech Iech leider nëmmen esou bis den Hierscht 2028 äntwerten, well mäi Mandat riskéiert awer, do ofzelafen.

(Brouhaha)

An ech sinn amgaangen, e Regierungsprogramm hei ëmzesetzen. An ech mengen, et ass jidderengem kloer ginn, datt ech dee mat grousser Energie a mat grousser Iwwerzeegungskraaft kann ëmsetzen. Dozou gehéiert och, déi traditionell ëffentlech Lëtzebuerger Schoul – woubäi ech fannen, datt deen Terme „traditionell ëffentlech Lëtzebuerger Schoul" eppes Schreckleches ass, mee et ass mir och nach keen aneren agefall – …

(Hilarité)

… ze transforméieren iwwer „ALPHA – zesumme wuessen", iwwer méi frankofon Offeren och am Secondaire, iwwer anglofon Offeren och an der Beruffsausbildung, an, an, an.

An et ass och Deel vun deem Regierungsprogramm, fir driwwer nozedenken, mat ganz ville Partner – an ech mengen, dat ass eppes, wat mir hei vu jidderengem ëmmer erëm och nogeluecht gëtt –, mat de Schoulpartner zesummen ze kucken, wéi mer d'Lëtzebuerger Schoul weiderentwéckelen, fir ze iwwerleeën a sech auszetauschen, wéi dann eise Secondaire kéint op déi villfälteg Erausfuerderungen agoen. De Mëtten hu mer vill iwwer Sprooche geschwat, dat ass och just eng vun den Erausfuerderungen.

Mir schwätzen iwwert d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert. Mir schwätzen doriwwer, wéi Schülerinnen a Schüler haut léieren. Mir schwätzen doriwwer, wat hir Opmierksamkeetsfäegkeet iwwerhaapt haut nach ass a wéi mer dann och d'Léiere misste gestalten. Mir schwätzen doriwwer, wéi mer dat, wat de Schüler kann, evaluéieren, an, an, an.

A wa mer dat bis den Hierscht 2028 emol diskutéiert hunn a mer och mierken, wat do e gemeinsame Konsens ass, dann, denken ech, sollt nom Hierscht 2028 en aneren, mat enger anerer Regierung, dës Responsabilitéit iwwerhuelen. Dann huet en eng gutt Basis, fir ze decidéieren, ob en dat dann ëmsetzt oder net ëmsetzt. Dorunner schaffe mer. An ech gesinn absolutt an, datt dat gradesou wichteg ass, wéi et wichteg ass, elo eng Decisioun ze huelen, fir eng weider ëffentlech Europaschoul op Schëffleng ze bréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. D'Madamm Bernard huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Et geschitt elo eppes e bëssen Ausserguewéinleches: Ech maache mech zum Sproochrouer vun der CSV. Voilà.

(Brouhaha)

Ech hunn nämlech dem Spriecher Ricardo Marques gutt nogelauschtert, deen e laange Plädoyer derfir gemaach huet, wéi wichteg et ass, eng Bestandsopnam oder eng Evaluatioun ze maache vum System. Ech hunn do elo keng Äntwert vun Iech drop héieren. An ech fannen, dat ass awer eng pertinent Fuerderung, déi d'CSV als Äre Koalitiounspartner hei gemaach huet.

An ech wollt Iech froen, Här Minister, ob Dir déi Meenung, déi d'CSV-Fraktioun hei matgedeelt huet, esou ënnerstëtzt, an ob Dir wëlles hutt, do duerno eng Evaluatioun an eng Bestandsopnam vum bestoende System ze maachen oder net.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, well den Här Marques als Koalitiounspartner mech méi dacks gesäit wéi Dir soss alleguerten …

(Hilarité)

… a well meng Riedezäit, iwwert déi ech gesot hunn, se kéim op en Enn, schonn op en Enn war – fir eng hallef Minutt genau –, …

M. Claude Wiseler, Président | Richteg!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | … hunn ech geduecht, ech géif vun der Geleeënheet profitéieren, meng Reschtriedezäit net ze strapazéiere mat der Äntwert fir den Här Marques, mee ech géif em dat eng aner Kéier soen. Well Dir mir awer elo d'Chance gitt, hei virum ganze Plenum dorobber och nach eng Kéier ze äntweren, …

(Hilarité)

… an esoulaang den Här President mech schwätze léisst, kann ech ganz gäre soen: Mir hunn e Monitoringsystem vun eisem ganze Schoulsystem, vun all eisen ëffentleche Schoulen, an doranner fält natierlech och all ëffentlech Europaschoul. Mir hunn déi jo integréiert an de LUCET-System. A mir monitore jo net zanter gëschter eis ëffentlech Schoul. A mir gesi jo all Joer mat deene Rapporten, datt dat, wat mer eis traditionell ëffentlech Schoul nennen, de Lëtzebuerger Modell, defaillant ass bei enger ganzer Rei vu Schüler. An natierlech wëlle mer och erausfannen, ob grad déi Schülerinnen a Schüler, déi an eng ëffentlech Europaschoul ginn, do besser reusséieren. An déi bis elo zwar ëmmer a klenger Stéckzuel gemaachten Evaluatioune weisen dat jo a ginn déi Perspektiv do. Mee d'ëffentlech Europaschoule wäerte voll a ganz integréiert ginn an eise Monitoringsystem. An da gesi mer genau dat, wat mer wëlle wëssen: ob et zur Gesamtqualitéit vun eiser Offer bäidréit.

Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8702 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8702[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8702 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen elo d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration, wannechgelift. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Charles Weiler), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer wärend dëser Debatt eng Motioun op de Büro kritt. D'Madamm Closener huet eng Motioun deposéiert. Madamm Closener, wëllt Dir direkt dozou schwätzen? Dir wëllt dono dozou schwätzen. Wie wëllt zu der Motioun vun der Madamm Closener Stellung huelen? Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Merci och der Madamm Closener fir dës Motioun. Et ass jo elo esou, dass d'europäesch Schoule schonn engem europäesche Qualitéits- an Evaluatiounssystem ënnerleien. Dofir brauche mir keng weider eegen national Léierziler fir d'Europaschoul festzeleeën a kënnen dat och net. Ech mengen, déi aner 27 Memberstaaten hu jo do och nach e Wuert matzeschwätzen.

A wann ech Ären zweeten Tiret kucken, do schwätzt Der vun „harmonisation [...], tout en respectant les spécificités propres à chaque filière et à chaque type d'école". Dat ass fir mech e Widdersproch.

A soumat géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Sinn nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech hu se elo eréischt kritt. Mee wann ech mech elo net ieren, geet et jo drëms, hei Épreuves standardisées ze maachen, wou ee wierklech kann den Niveau vun de Schüler aus dem traditionelle System mat deene vum europäesche System vergläichen.

Also, wann et esou ass – ech mengen, dat liesen ech hei –, dann ass dat jo awer eppes, wat wichteg ass, wat mir och scho gefrot haten. Mir haten nämlech scho viru Joren an enger Motioun gefrot, dass an deenen europäesche Schoulen en Test soll gemaach ginn, ob se den Niveau erreechen am Lëtzebuergeschen. Dat ass hei refuséiert ginn. Mir hate gefrot, déi Épreuves standardisées genau d'selwecht ze maachen an der normaler, traditioneller Schoul wéi an den europäesche Schoulen. Och dat ass refuséiert ginn, well ee warscheinlech kee Vergläich wëll.

Bon, wann et e Vergläich soll ginn, eng besser Kommunikatioun, da si mir derfir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Marques, duerno d'Madamm Bernard. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech nëmmen un dat ralliéieren, wat d'Madamm Minella scho gesot huet. Ech hunn a menger Ried, a menger Interventioun, scho gesot, mir sollten déi Bestandsopnam no deenen dräi neien éffentlechen europäesche Schoule maachen, fir dass mer eis déi néideg Zäit ginn, fir déi Froen, déi d'LSAP hei opwerft, an e Gesamtkonzept mat eranzehuelen. Et ass elo nach ze verfréit. Kommt, mer ginn eis déi Méiglechkeet, déi Gesamtanalys ze maachen, wann déi dräi international, europäesch Schoulen do sinn! Ech mengen, dat ass de richtege Moment, fir eis genau déi richteg Froen ze stellen an ze kucken: Wou si mer drun? Wat hunn déi dräi nei éffentlech Schoulen och bäigesat an engem System, wat et och brauch?

Ech soen Iech dofir Merci an ech géif mech der DP ralliéieren, fir déi Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech sinn nach e bëssen ... Ech probéieren elo nach, de Message vum Här Marques hei e bëssen opzedréselen.

(Interruption par M. Ricardo Marques)

Ech hat elo d'Gefill, datt dat e bësse Gerudders war par rapport zu senger viregter Ried.

Grad deen zweeten Tiret ass eis immens sympathesch, well – ech hat et jo och a menger Ried kuerz gesot – och d'Fro vum Curriculum hei ganz erapasst: Hu mer déi selwecht Léierziler, wou mer transversal an alle Schoulen drop hischaffen? Dat fannen ech an dësem Tiret erëm, dat ënnerstëtze mer.

An ech mengen, och soss ass eng transparent Kommunikatioun enorm wichteg. Et gëtt och deelweis ganz vill Mëssinterpretatioune vun deene verschiddene Resultater an de Systemen. An ech mengen, et géing dozou bäidroen, wann d'Systemen esou evaluéiert géinge ginn, datt se och kënne matenee vergläichbar sinn, datt se och transparent kommunizéiert ginn.

An an deem Sënn gesinn ech näischt, wat hei géint déi heite Motioun schwätzt, an dowéinst géing ech deene Grénge proposéieren, se ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesi soss weider keng Wuertmeldung. Da kritt d'Auteure, d'Madamm Closener, d'Wuert. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Also nach eng Kéier: Mir si jo fir e Gesamtkonzept an net fir zwee ënnerschiddlech Piliere vun der éffentlecher Schoul. An déi Recommandatioun do, fir déi Bildungsstandarden anzeféieren, déi kënnt net vun eis, déi ass net op eiser Mëscht gewuess, mee aus engem Rapport iwwert d'evidenzorientéiert Qualitéitsentwécklung vum Observatoire vun der Schoulqualitéit. Dee wëll – oder recommandéiert – genau dat. An dat si Bildungsstandarden, déi net dat selwecht si wéi detailléiert Léierpläng, déi sech also net esou op den Inhalt bezéien, mee éischter Ufuerderunge festleeën, déi Schüler um Enn vun engem Cycle mussen erfëllen.

An et gi jo schonn ÉpStan-Tester gemaach, och an den Europaschoulen – dat fanne mir och ganz gutt –, net nëmmen an der Mathé, mee och an de Sprooche mëttlerweil, dat fanne mir ganz gutt. Mee dat eent an dat anert si jo kee Widderspréch. An och wann et eng europäesch Evaluatioun gëtt, ass dat jo kee Widdersproch. Am Géigendeel, ech mengen, dass dat Transparenz géif bréngen an dass dat och vill Froe beäntwerte géif, déi d'Eltere sech stellen – „Wat ass deen Diplom do wäert an där Europaschoul? Bréngt dat eppes? Wéi eng Diere mécht en op a wéi eng mécht en zou?" –, dass dat, wann een dat géif seriö communiquéieren, zugonschte vu jidderengem wär a virun allem vun de Schüler.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Closener zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

7. 8709 – Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8709, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Grënnung vun enger nationaler Elterevertriedung. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet virstellen, deen d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Schafung vun enger nationaler Elterevertriedung ofännert. De Projet huet d'Zil, dës Struktur op Basis vun den Erfarunge vun de leschte Joren ze stäerken, hir Missiounen auszebauen an hire Fonctionnement méi kloer a méi effizient ze gestalten.

Zënter der Aféierung vum Gesetz 2018 huet sech d'national Elterevertriedung als feste Bestanddeel vun eiser Schoullandschaft etabléiert. Vill Elteren engagéiere sech haut um lokalen, sektoriellen oder nationalen Niveau. D'Praxis huet awer gewisen, datt verschidde gesetzlech Bestëmmungen net prezis genuch waren an datt den institutionelle Kader un d'Entwécklung vum Educatiounsberäich muss ugepasst ginn.

Ee vun de wichtegste Punkte vun dëser Reform ass d'Erweiderung vun de Missioune vun der nationaler Elterevertriedung. Bis elo huet sech hiert Mandat haaptsächlech op de schoulesche Beräich konzentréiert. An Zukunft gëtt hire Kompetenzberäich op d'SEA, also d'Servicer fir d'Erzéiung an d'Betreiung vu schoulflichtege Kanner, ausgedeent. Dat betrëfft also d'Maison-relaisen, d'Foyer-scolairen an och d'Foyers du jour. Duerch dës Erweiderung gëtt de Familljen en eenheetlechen Uspriechpartner ugebueden, dee sech souwuel mam schoulesche wéi och mam ausserschoulesche Beräich befaasst. Domat gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass d'Bildung an d'Entwécklung vun de Kanner net nëmmen, net exklusiv, an der Schoul stattfannen.

De Projet gesäit och nei Aufgabe fir d'national Elterevertriedung vir. Esou solle si all Joer Formatioune fir d'Elterevertrieder organiséieren an och e Code de déontologie ausschaffen, deen op all d'Elterevertrieder, egal ob se lokal, sektoriell oder national engagéiert sinn, uwendbar ass.

Gläichzäiteg gëtt awer och d'Zesummenaarbecht tëschent der nationaler Elterevertriedung an deene sektoriellen Elterevertriedunge gestäerkt, fir d'Verbindung tëscht dem Terrain an dem nationalen Niveau ze verbesseren.

Eng weider wichteg Ännerung betrëfft d'Zesummesetzung vun der nationaler Elterevertriedung. D'Zuel vun de Membere bleift identesch bei 12, mee d'Verdeelung gëtt ugepasst, nämlech an Zukunft 5 Vertrieder aus dem Fondamental, 5 Vertrieder aus dem Secondaire. An déi 2 Vertrieder vun de Kompetenzzentere fir spezialiséiert psychopedagogesch Ënnerstëtzung, déi bleiwen natierlech erhalen. Dës Upassung soll e bessert Gläichgewiicht tëschent deene verschiddene Schoulberäicher erméiglechen.

De Projet vereinfacht och d'Walprozeduren. Verschidde Schrëtt, déi sech an der Praxis als schwéierfälleg oder onnéideg erwisen hunn, ginn ofgeschaaft. An zousätzlech gëtt et méiglech, sech och nach den Dag selwer vun der Wal spontan als Kandidat ze mellen, wann net genuch Kandidaturen disponibel wären. D'Frist, fir eng Kandidatur beim Minister unzemellen, gëtt vun 3 op 7 Deeg verlängert.

Ausserdeem gëtt eng kloer Reegelung geschaf fir de Fall, wou e Mandat virzäiteg vakant gëtt, wou e Mandat ofleeft, dat duerch Demissioun, duerch den Doud oder och duerch de Verloscht vun de gesetzleche Konditiounen.

Fir dem verstäerkten Engagement vum President Rechnung ze droen, gëtt säi Congé de représentation vun 8 op 12 Deeg pro Joer eropgesat. Dëst soll et erlaben, déi vill Koordinatiouns- a Representatiounsaufgaben engagéiert an ënner gudde Konditioune kënnen auszeféieren.

Schlussendlech gëtt eng gesetzlech Basis fir eng digital Plattform geschaf. Dës Plattform soll d'Kommunikatioun tëschent den Elterevertriedungen op deene verschiddenen Niveauen an den Educatiounsautoritéiten erliichteren. Si soll en Informatiounsaustausch, d'Verbreedung vu gudde Praktiken an intern Consultatiounen erméiglechen.

D'Gesetz trëtt zum ganz, ganz groussen Deel direkt no senger Veröffentlechung a Kraaft. D'Bestëmmungen iwwert d'Zesummesetzung vun der nationaler Elterevertriedung wäerten awer eréischt den 1. Dezember dëst Joer (veuillez lire: den 1. Dezember 2028) uwendbar sinn, fir déi scho geplangte Walen net ze stéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme kuerz op déi verschidden Avisen ze schwätzen.

De Staatsrot hat keng formell Oppositioun formuléiert. Hien huet awer eng Bemierkung gemaach zum geplangte Code de déontologie. Laut dem Staatsrot handelt et sech éischter ëm Orientéierungsrichtlinnen ouni verbindleche Charakter, soudass d'Bezeechnung „Code de déontologie" eventuell zu Mëssverständnesser kéint féieren.

Am Beräich vum Dateschutz huet de Staatsrot festgehalen, dass déi verschidden Traitementer vu perséinlechen Donnéeë prezis a proportionéiert definéiert musse ginn. Hien huet awer verschidde redaktionell Upassunge virgeschloen, fir de Gesetzesprojet méi kloer a méi kohärent ze gestalten.

D'ASTI begréisst dëse Projet ausdrécklech. Si gesäit an der Reform eng Chance, fir d'Roll vun den Elterevertriedungen ze stäerken an d'Participatioun vun den Eltere weider auszebauen. Besonnesch positiv bewäert d'ASTI d'Aféierung vu Formatiounen an d'Opwäertung vun de sektoriellen Elterevertriedungen. D'ASTI ënnersträicht awer och, dass eng gutt gesetzlech Basis eleng net duergeet. Si plädéiert weider fir eng besser Informatioun vun de Familljen, eng méi staark Kommunikatioun an eng méi inklusiv Participatioun vun allen Elteren, och aus private Schoulen a mat verschiddene kulturellen Hannergrënn.

D'FELSEA begréisst besonnesch d'Erweiderung vum Kompetenzberäich op d'Maison-relaisen an d'Betreiungsstrukturen. Si erkennt doran eng Unerkennung vun der wichteger Aufgab vun der nonformeller Bildung an eng Verbesserung vun der Kohärenz um Erzéiungs- a Bildungswee vun de Kanner.

Et gouf och en Avis vun der Chambre de Commerce an ee vum Syvicol, ech géif dofir op de schréftleche Rapport verweisen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass eng geziilten an noutwendeg Weiderentwécklung vun engem Instrument, dat sech an de leschte Jore bewäert huet. Hie stäerkt d'Roll vun den Elteren am Educatiounssystem, verbessert d'Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren a passt de legale Kader un déi aktuell Realitéiten un.

Domat wär ech och um Schluss vu mengem Rapport. An ech géif den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum, fir de schréftlechen a fir de mëndleche Rapport.

An den éischte Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, de Rapporter huet all d'Detailer erklärt. Dat, wat wichteg war – doriwwer hate mer och an der Kommissioun geschwat zu dësem Projet –, ass, dass den Text zesumme mat der besteeënder Elterevereenegung ausgeschafft ginn ass an domat och relativ wéineg Kriticken an den Avise waren, well mat den Erfarunge vum Terrain den Text vun 2018 verbessert ginn ass an dat dofir am breede Konsens gemaach ginn ass.

D'Eltere sinn e wichtege Bestanddeel vun der Bildungspolitick. Ech mengen, heiansdo kann ee soen, den Här Minister weess dat, dass mer méi Experten an der Bildungspolitick hunn – oder esou vill –, wéi Kanner do sinn. An dofir ass et natierlech wichteg, dass een dat e bësse bündelt iwwer eng Elterevereenegung, wou se ganz vun der Basis aus, vun den Elterevereenegungen an de Gemengen erop bis bei déi national Vertriedung, kënnen hir Iddien, hir Meenungen äusseren. An dat ass natierlech flott.

Dir hat et gesot: Et sinn 1.000 Elteren, déi lokal engagéiert sinn. An et hate sech och eng 38 Leit gemellt fir eeben déi 12 Posten an der nationaler Elterevereenegung. Domat ass jo e gewëssene Wonsch do fir d'Participatioun. An dat ass och gutt.

Duerfir, fir eis als CSV ass dat do kloer: Eng staark Schoul brauch eng staark Partnerschaft mat den Elteren. An dofir ënnerstëtze mer dëse Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. D'Madamm Francine Closener huet elo d'Wuert. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, wat d'Eltere méi d'Gefill hunn, dass der Schoul vun hirem Kand hir Meenungen, hir Siichtweise wichteg sinn, wat den Engagement an d'Kooperatioun vun den Elteren an der Reegel och méi héich sinn. D'LSAP begréisst dofir dëse Projet fir eng Stäerkung vun der nationaler Elterevertriedung, well dat e ganz wichtege Schratt ass, fir datt d'Stëmm vun den Elteren an eiser Bildungslandschaft och wierklech ze héieren ass.

Leider ass déi national Elterevertriedung aktuell awer nach net esou bekannt, wéi se et kéint sinn, wéi se et eigentlech och misst sinn. Déi meescht Eltere kenne knapps hir lokal Vertrieder an der Schoul an hirer Gemeng. An den nationalen Niveau ass do nach emol e bësse méi wäit ewech. Mir hoffen dofir, datt dat heite Gesetz dozou bäidréit, datt d'Elterevertrieder hir Missioune besser a virun allem méi visibel erfëlle kënnen, fir dass hir Aarbecht och dat Gehéier kritt, dat et verdéngt.

Wéi ech mat enger Rei vu lokalen Elterevertrieder geschwat hunn, sinn ech nämlech och gewuer ginn, dass se hir Aarbecht net ëmmer als zilféierend empfannen. Et ginn zwar natierlech Stellungnamen an Avise gefrot a geschriwwen, zum Beispill zur Schoulorganisatioun oder zum PDS, mee dacks verschwanne se awer quasi ongelies an engem Tirang.

Sou dierf Participatioun natierlech net ausgesinn, weeder um lokalen nach um nationalen Niveau. Wann ee participativ Gremie schaaft, fir Eltere besser anzebannen, da muss een op där anerer Säit och sécherstellen, datt de Ministère, d'Direktiounen an d'Schoule bereet sinn, deen Dialog och ze féieren. D'Mënschen no hirer Meenung ze froen, just fir déi Meenung dann duerno ze ignoréieren, dat frustréiert d'Leit. An dat huet dës Regierung jo am Kontext mam holperege Sozialdialog scho selwer méi wéi eng Kéier mussen erliewen.

Mir hoffen dofir, datt dëse Projet an der Praxis wierklech zu enger Verbesserung vun der Kooperatioun tëscht Elteren a Schoulen an de lokalen an nationalen Elterevertrieder féiert an net just e Participatiounsoutil um Pabeier bleift. Mir gesinn an de Verbesserungen, déi de Projet de loi virgesäit, duerchaus Potenzial, zum Beispill an där elektronescher Plattform fir déi 1.200 Elterevertrieder, wou se sech kënnen austauschen a wou se och emol Sondagë kënne maachen. Mir freeën eis och, datt de wichtege Volet vun der nonformeller Bildung, also Crèchen a Maison-relaisen, an Zukunft an de Kompetenzberäich vun der nationaler Elterevertriedung fale wäert. Et ass jo e Beräich, deen eng extreem Expansioun erlieft an duerfir ass et extreem wichteg, d'Stëmm vun den Elteren an deem Ausbauprozess net ze vergiessen.

Wéi gesot, et geet net just duer, déi Stëmm ze héieren, mee virun allem muss een och op dat, wat gesot gëtt, lauschteren an deem eng Suite ginn, well just da kann een och vun enger wierklecher Kooperatioun schwätzen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Fred Keup huet elo d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also, et ass jo gutt, wann d'Eltere sech engagéieren, dat begréisse mer. Well normalerweis sinn déi Elteren, déi sech engagéieren, jo och Elteren, déi un der Bildungspolitick eppes ze kritiséieren hunn. Dat ass an der Reegel de Motor, firwat ee sech engagéiert. An ech hoffen dann, dass dat esou bleift.

Wat eis awer e bësse Gedanke mécht hei an deem ganze Gesetzesprojet, dat ass och dat, wat dem Staatsrot Gedanke mécht, an dat ass déi Saach mat enger Élaboration d'un code de déontologie fir déi Leit, déi dann do am Kommitee sinn. Mir sinn ëmmer ganz skeptesch, wann et ëm Codes de déontologie geet, well et dach awer oft eng Rumm bitt, wou ee verschidde Saachen dann nach dierf bemängelen an aner Saache vläicht net, wou ee verschidde Saachen dierf soen, seng Meenung dierf äusseren a bei anere Saachen net.

An dat ass och am Fong net grad dat, wat de Staatsrot seet, awer et geet an déi Richtung, wou de Staatsrot seet. Hei gëtt e Code de déontologie geschaf, deen am Fong awer guer kee Wäert huet, well et gëtt jo keng Sanktiounen, wann ee sech net drun hält. An dann ass dat Ganzt superfetatoire an et hätt een et sollen aus dem Gesetzestext eraushuelen. Duerfir wësse mir och net, firwat et drabliwwen ass. Dann ass et esou, wéi de Staatsrot seet: Dat ass eng Irreführung, „susceptible d'induire en erreur", well et eppes virmécht, eppes virtäuscht, wat et net gëtt. Et gëtt hei virgetäuscht, dass et géif normativ Reegele ginn a Sanktiounen, déi et awer net gëtt, well se net virgesi sinn. Dofir froen ech mech, firwat dat nach ëmmer drasteet mat deem Deontologiekodex.

An ech weess och net genee, wat mer elo hei stëmmen, wat duerno dobäi erauskënnt bei deem Code de déontologie. Vläicht kann den Här Minister eppes dozou soen, wat e sech dorënner virstellt oder firwat dat hei dra stoe bliwwen ass. Mee dat ass eppes, wat eis skeptesch mécht a wou mer dat dann éischter net matstëmme wäerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Djuna Bernard huet d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf scho vill gesot. Eppes, wat eng Realitéit ass, wann et esou ëm dat Zesummespill geet vun Elteren an der Bildungslandschaft, ass, dass dann heiansdo probéiert gëtt, Verantwortungen hin- an hierzeschiben. An dat kann duerchaus zu Frustratiounen op alle Säite féieren.

An d'Wouerecht ass awer u sech déi, dass d'Kanner net déi Géigesätz tëscht der Schoul an dem Elterenhaus brauchen, mee eng Allianz. An d'Verantwortung fir d'Bildung an d'Entwécklung vun engem Kand ass eeben eng gemeinsam Verantwortung vun all dësen Acteuren. D'Erzéiung fänkt doheem un, d'Schoul baut drop op an d'Crèchen an d'Maison-relaisen, déi komplettéieren a weise vläicht nach eng Kéier Potenzialer an Talenter op, déi d'Kanner op anere Plazen nach net esou empfonnt hunn. An nëmme wann déi dräi Säiten zesummeschaffen, kënnen d'Kanner déi beschte Chancen hunn.

An dowéinster ass et och sou wichteg, dass den Elteren haut net nëmme just nogelauschtert gëtt, mee dass se eng gesetzlech verankert Plaz an der Bildungslandschaft hunn an dass d'Elterevertriedung och als Instanz esou geschaf gouf, fir hinnen eng Legitimitéit an och eng demokratesch Daseinsberechtegung als gewielte Stëmmen ze ginn, fir datt se um Bildungssystem wierklech aktiv kënne matwierken.

Dëse Gesetzesprojet ass e gudde Gesetzesprojet. E vereinfacht Saachen, en hëlt d'Realitéit vun der nonformaler Bildung nach eng Kéier mat op. An ech wëll u sech ofschléisse mat dem Constat, dass eis Schoulen natierlech engagéiert Enseignantë brauchen, mee si brauchen eeben och engagéiert Elteren. An déi gesi mer an de lokalen Elterevereenegungen an och an der nationaler. Wa mer iwwert d'Zukunft vun der Bildung schwätzen, da brauche mer eeben alleguerten déi Acteuren zesummen, déi un engem Strang zéien, déi sech ergänzen, déi vläicht emol sech géigesäiteg Perspektiven opweisen. An an deem Sënn kënne mer nëmmen zesummen eng gemeinsam Verantwortung fir d'Kanner huelen an ech kann dat nëmmen ënnerstëtzen.

An dowéinst gi mir och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här David Wagner huet elo d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt d'Eltere vun de Kanner sech kënne kloer engagéieren a matschwätzen och an der Bildungspolitick. A wéi och d'ASTI et jo an hirem Avis ënnerstrach huet – an de Rapporter Gilles Baum huet et jo och erwäänt –, datt et wichteg ass, datt déi Elterevertriedung och der Diversitéit vum Land entsprécht, well mer wierklech ganz vill verschidde Situatiounen hunn, Liewenssituatioune vun Elteren an deenen hire Kanner, also de Schüler a justement där ganz diverser Schoullandschaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass warscheinlech ee vun de groussen Defien. An do huet d'ASTI och total Recht, ze soen, datt dat muss gewärleescht ginn. Mee an deem Sënn wäerte mer trotzdeem deen heite Projet de loi stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'alleréischt wëll ech elo emol nach eng Kéier deenen dräi Rapporteuren – déi der eigentlech nëmmen zwee sinn – vun de Mëtteg Merci soen a felicitéieren, zweemol de Gilles Baum an eng Kéier d'Mandy Minella, well ech dat virdru verpasst hat.

Da wëll ech Iech Merci soe fir déi Zoustëmmung hei zu deem iwwerschaffte Gesetz vun der nationaler Elterevertriedung. No sechs Joer huet déi national Elterevertriedung sech zu engem gläichberechtegte Partner entwéckelt an der Bildungsdiskussioun, an all den Dialogprozesser, déi um nationale Plang gefouert ginn, awer sécherlech och um sektorielle Plang gefouert ginn, well mer jo eenzel Secteuren och hunn, sief et d'Grondschoul, sief et de Secondaire, siefen et awer och d'Kompetenzzenteren an eeben elo nei derbäi eeben och déi nonformal Bildung, sief et awer natierlech och um lokale Plang, wou et un de lokalen Acteure läit, sief dat am Schoulkommitee, sief dat an der Schoulkommissioun, sief dat um Gemengeplang, natierlech déi Chance do opzehuelen, e repräsentative Partner ze hunn, mat deem ee kann zesummeschaffen, mat deem een natierlech och emol heiansdo anerer Meenung ass.

An dat ass eigentlech dat Normaalt an enger demokratescher Ausenanersetzung: wa jiddereen och Säint mat erabréngt an dann eeben herno kuckt, dat Bescht draus ze maachen, an awer Decisioune kënnen ze huelen. Dat hunn ech op jidde Fall perséinlech iwwert déi lescht Joren um nationale Plang erlieft mat der nationaler Elterevertriedung, déi mer au même titre consultéiert hu wéi d'Gewerkschaften, wéi d'Schouldirekteren an aner Acteuren. An eigentlech war do déi Stëmm, déi d'Elteren ausmaachen an der Bildungsdebatt – an ech géif dacks soen: d'Elteren och heiansdo representativ fir d'Kanner –, vill méi haart ze héieren an deene leschte Joren, wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war.

Mat dësem Gesetz, mat dësen Ameliratioune wäerte mer der nationaler Elterevertriedung nach eng Kéier méi Méiglechkeete ginn, och um Niveau vun der Kommunikatioun, virun allem der Kommunikatioun no bannen, zu deenen anere Vertrieder, deene regionalen, deene lokale Vertriederinnen a Vertrieder vun den Elteren, fir datt mer wierklech e pyramidale System hunn, fir datt dat, wat uewen als national Positioun erauskënnt, och wierklech breet gedroen an ënnerstëtzt gëtt vun alle gewielte Vertriederinnen a Vertrieder.

Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci. Dat heiten ass e Bäitrag zum Dialog an der Educatioun. Dat ass e Bäitrag zum demokrateschen Austausch tëschent wichtege Partner, fir eis Schoul weiderzebréngen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8709. Den Text steet am Document parlementaire 8709[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8709 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Nee: 0, an Abstentiounen: 5. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a mat 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

8. 8695 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Da komme mer elo zum Projet de loi Nummer 8695 iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung. Mir hunn hei e Basismodell. Ageschriwwe si schonn: den Här Mosar, d'Madamm Hartmann, den Här Biancalana, den Här Hardy, d'Madamm Tanson, den Här Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, ech hunn also de Mëtten de Pleséier, Iech de Projet de loi 8695 virzestellen. Bei dësem Projet geet et drëm, d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Finanzéierung vun Terrorismus op e puer weesentleche Punkten unzepassen.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Konkreet geet et engersäits ëm de Comité de prévention fir d'Wäisswäsche vu Sue respektiv de Finanzement vun Terrorismus, also ëm de Kommitee, deen eng zentral Roll an der nationaler Koordinatioun an dësem Beräich spillt. Anersäits geet et ëm eng Rei nei Bestëmmungen iwwert déi sougenannt Évaluation des risques an iwwert d'Kollekt vu Statistiken, fir d'Effikassitéit vun eisem nationalen Dispositif besser kënnen ze evaluéieren an Zukunft.

D'Zil vum Projet ass soumat en duebelt:

Éischtens soll hei déi national Gouvernance am Beräich vun der Lutte géint d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus gestäerkt ginn. D'Roll vum Comité de prévention gëtt elo méi kloer am Gesetz definéiert. Seng Aarbecht gëtt besser encadréiert. An et gëtt dann och eng gesetzlech Basis fir d'Fonctioun vum Coordinateur national geschaaft.

Zweetens déngt de Projet der Ëmsetzung vun den Artikelen 8 an 9 vun der Europäescher Direktiv 2024/1640. Dës Direktiv verflicht d'Memberstaten derzou, hir national Évaluation des risques reegelméisseg um neiste Stand ze halen, se op d'mannst all véier Joer ze iwwerschaffen, a wann d'Risikosituatioun dat dann erfuerdert, och Évaluation-sectoriellen duerchzeféieren. Doniewent mussen d'Memberstaaten och Statistike sammelen, consolidéieren an un déi nei europäesch Instanze viruginn. Dëst ass wichteg, well een nëmmen op Basis vu kompletten Donnéeë kann evaluéieren, ob e System an der Praxis och wierklech effizient fonctionéiert.

Dëse Projet gouf den 29. Januar 2026 vun der Justizministesch deposéiert. An der Justizkommissioun vum 12. Mäerz 2026 ass de Projet virgestallt ginn, an ech si selwer als Rapporteur designéiert ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 21. Abrëll 2026 ofginn. An dësem Avis huet de Staatsrot keng Bemierkunge gemaach zu deenen neie Bestëmmungen iwwert d'Évaluation des risques a Statistiken. Hien huet awer zwou Opposition-formellen zu de Kompetenze formuléiert, déi am initiale Projet dem nationale Coordinateur zougeduecht waren. Dem Staatsrot no dierften nämlech engem Agent, deen ënnert der Autoritéit vum Minister steet, keng eege gesetzlech Kompetenzen zougewise ginn, déi eigentlech an d'Attributioune vum Minister falen. Dat hätt Problemer am Hibléck op d'Artikelen 90 an 92 vun eiser Verfassung gemaach.

D'Justizkommissioun huet dowéinst de 7. Mee 2026 en Amendement parlementaire ugeholl, fir op dës Kritick anzegoen. D'Missioune vum Coordinateur national, esou wéi se am initialen Text virgesi waren, goufen aus dem Projet gestrach.

Zur selwechter Zäit gouf preziséiert, datt de Comité de prévention vum Minister, deen de Kampf géint d'Geldgeldwäsch an d'Finanzéierung vun Terrorismus a sengen Attributiounen huet, presidéiert gëtt. Am Fall, wou de Minister verhënnert ass, kann de Coordinateur national dës Presidence als Vertrieder vum Minister iwwerhuelen.

A sengem Avis complémentaire vum 19. Mee 2026 huet de Staatsrot confirméiert, datt dës Ännerungen him erlaben, seng zwou Opposition-formellen opzehiewen.

D'Chambre de Commerce huet sech fir hiren Deel an hirem Avis vum 18. Mee 2026 och mam Projet befaasst a festgehalen, datt dëse Projet dozou bäidréit, den nationale System ze stäerken an déi europäesch Obligatiounen ëmzesetzen. Si huet also expressement hir Approbatioun zu dësem Projet ginn.

Am Ganzen – an ech hunn dat elo scho virdru gesot – geet et also ëm e ganz wichtegen Text, deen op enger Rei Punkten eis aktuell Gesetzgeebung punktuell nach preziséiert an och verbessert. E mécht den nationale System méi kloer, méi kohärent a méi effikass. E stäerkt d'Roll vum Comité de prévention. E suergt fir eng besser Évaluation des risques an erméiglecht eng méi strukturell Sammlung vun Donnéeën a Statistiken.

Gläichzäiteg gëtt mat dësem Projet europäescht Recht an nationaalt Recht ëmgesat, an dat an engem Beräich, dee fir d'Integritéit vun eisem Finanzsystem a fir d'Vertrauen an eis Institutioune vu grousser Bedeitung ass.

Discussion générale

Domadder dinn ech dann d'Kap als Rapporteur aus, verweise fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport an doe ganz schnell d'Kap vum mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun un, fir fir d'alleréischt ze soen, datt mir natierlech eisen Accord zu dësem wichtege Projet wäerte ginn.

Erlaabt mer awer vläicht, dräi ganz kuerz Remarke generell zu der Thematik vum Wäisswäsche vu Suen ze maachen:

Mir sinn eigentlech am Moment als Land gutt opgestallt. Mir si ganz bäi bei den Texter, déi mer ëmzesetzen hunn. Mir hunn eis och eng Rei vun Institutioune ginn, déi ganz aktiv an der Lutte géint d'Wäisswäsche vu Sue sinn. An hei wäert – an dat hunn ech virdru jo och als Rapporteur gesot – de Comité de prévention eng extreem wichteg Roll spillen.

Déi zweet Remark, déi ech awer wollt maachen, ass, datt ee sech, wann ee vu Wäisswäsche vu Sue schwätzt, och permanent muss adaptéieren, well och déi Leit an déi Kriminell, déi esou Sue wäisswäschen, natierlech och permanent hir Instrumenter un eis Legislatiounen upassen. An do ass eigentlech ee Punkt, dee mer e bësselche Suerge mécht. Dat ass deen, datt awer ganz vill Suen am Moment wäissgewäsch ginn iwwert déi sougenannte Kryptoassets, déi net ëmmer ganz einfach ze kontrolléiere sinn. Et muss een einfach wëssen, datt sech elo scho ganz vill Aktivitéiten dohinner verlagert hunn. An ech mengen duerfir, datt et och wichteg ass, datt mer souwuel eis Justiz wéi och d'Police-judiciaire-Autoritéiten esou opstellen an hinnen och d'Moyene ginn, fir besonnesch och an dësem Domän kënnen effizient virzegoen.

Eng drëtt Remark – an dat ass dann och meng lescht Remark –: An deem ganze Beräich vum Wäisswäsche vu Suen a Finanzement vun Terrorismus ass déi international Kooperatioun vun enger eminenter Wichtegkeet, notamment och wat déi ganz Kryptoassets ubetrëfft. An et ass och do gutt, wa mer dës international Kooperatioun och permanent mat eisen Nopeschlänner, mee och doriwwer eraus, verstäerken.

Dat gesot, bréngen ech, wéi gesot, hei den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Mosar. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi reegelméisseg Evaluatioune vum GAFI hunn. Bei deem leschten Evaluatiounszyklus hu mer relativ gutt ofgeschnidden, dat och, well an deene leschte Joren eng ganz Rei legislativ Texter hei gestëmmt goufen a well mer do och eis Aarbecht maachen, déi gefrot gëtt.

Et ass wichteg, dass grad e Land, dat eng grouss Finanzplaz huet – an ech mengen, dat ass och vu mengem Virriedner ugeschwat ginn –, sech och deen néidege legale Kader gëtt, fir dass déi Finanzplaz och esou evoluéiert, dass et keng Schlupflächer gëtt an dass do och alleguerten d'Reegelen agehale ginn an dass mer grad och Blanchiment a Finanzement vun Terrorismus mat alle Mëttelen hei prevenéieren.

Dat heiten ass ee weideren Text a Richtung vun enger, voilà, nach besser opgestallter Legislatioun géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus. Duerfir ass dat en Text, dee mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen. An ech géif menger Fraktioun recommandéieren, dëse Projet de loi dofir och matzestëmmen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, Lëtzebuerg huet an de leschte Jore vill Efforten ënnerholl, fir géint Geldwäsch virzegoen an huet sech och do déi néideg Instrumenter ginn. Am leschte Rapport vum GAFI a bei senger Visitt hu mer jo och méi positiv Réckmeldunge kritt, well mer eng ganz Rei Recommandatiounen zefriddestellend erfëllt hunn.

Mir sinn also net méi wéi vun 2010 bis 2012 op der Groer Lëscht gelant. Mat dësem Projet de loi gi mer op alle Fall e Schratt weider, fir eis an deem Sënn och weider gutt opzestellen. A mir hunn et jo och scho virdrun héieren: Konkreet transposéiert de Projet d'Artikelen 8 an 9 vun der Direktiv, déi sech op d'Bewäertung vun den nationale Risiken an op d'Sammlung vu statisteschen Donnéeë bezéien. Ech mengen, dat sinn och Instrumenter, déi wichteg sinn, och fir déi nächst Evaluatioun, déi de GAFI mécht an déi och deementspriechend virun der Dier steet, wou och déi reell Effikassitéit vun eisem System wäert beurteelt ginn.

Mee dann, mengen ech, huet dëse Projet de loi awer effektiv och eng méi breet institutionell Fro adresséiert, nämlech d'Verdeelung vun de Missiounen

tëschent dem Preventiounskommitee an dem nationale Coordinateur am Kampf géint d'Geldwäsch an d'Terrorismusfinanzéierung. An ech mengen, och do ass dee gewielte Wee, dee mer hei gaange sinn, och dee richtegen, och wann dann herno eng wichteg Korrektur virgeholl gi war. Well effektiv och do en éischten Usaz war, dat jo am Kader vun engem Règlement grand-ducal festzehalen, an dat schlussendlech och iwwert, mengen ech, d'Opposition-formellë vum Staatsrot elo an d'Gesetz deementspriechend kënnt.

Et bleift awer, mengen ech, bei där doter Missioun vum Preventiounskommitee an och vum Coordinateur eng oppe Fro fir d'Zukunft, déi mer elo nach net wëssen. An ech mengen, d'Praxis wäert eis weisen, ob dës bewosst Roll vum Coordinateur am Alldag vum Comité de prévention duergeet, fir eng effikass national Koordinatioun ze garantéieren, virun allem mat Bléck op déi zukünfteg GAFI-Evaluatioun, wou déi reell Effikassitéit vun eisem System, wéi gesot, um Spill steet. Also, dëse Projet ass am Fong och just den Ufank vun engem och méi grousse Prozess am Kader vun der nächster Evaluatioun.

De Kampf géint Geldwäsch- an Terrorismusfinanzéierung ass am Fong kee stateschen Dossier. An dëse Projet de loi weist eis et alt erëm. D'Risiken, Methoden an international Standarden entwéckele sech permanent weider. Dat maachen natierlech och eis Police, eis Police judiciaire an och eis Justizautoritéiten um nationale Plang an och um internationale Plang. Och eis Institutiounen an och eist Haus mussen deem Rechnung droen, ouni dobäi och d'Qualitéit am legislative Prozess aus den Aen ze verléieren. An deem Sënn ass dëse Projet e ganz, ganz wichtege Schrëtt. Mir droen de weidere Recommandatioune vum GAFI Rechnung.

An dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Hardy agedroen. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir iwwer Geldwäsch a Finanzéierung vum Terrorismus schwätzen, da stellen dës net nëmme Problemer fir d'Banken oder soss Finanzinstitutiounen duer. Heibäi handelt et sech ëm eng reell Gefor fir d'Integritéit vun eisem Wirtschafts- a Finanzsystem. D'Bekämpfe vun dëse Phenomeener erfuerdert dofir net nëmmen déi néideg Instrumenter, mee och eng gutt Koordinatioun tëscht den zoustännegen Autoritéiten an eng fréi Identifikatioun vu méigleche Risiken.

Genee hei setzt de Gesetzesprojet 8695 un. Dee gesäit zwou weesentlech Verbesserunge vir:

Engersäits gëtt d'Roll vum Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme méi kloer am Gesetz festgehalen. Seng Missioune gi präziséiert an d'Koordinatioun tëscht den zoustännegen Acteuren op eng méi zolidd gesetzlech Basis gestallt.

Anerersäits ginn nei Bestëmmungen agefouert, déi d'Evaluatioun vun de Risiken an d'Sammele vu statisteschen Donnéeë betreffen. D'Risike solle reegelméisseg iwwerpréift ginn. Bei Bedarf kënnen och sektoriell Evaluatioune gemaach ginn. An duerch déi gesammelt Donnéeë soll besser kënnen analyséiert ginn, wéi effikass déi bestoend Mesüre sinn.

D'ADR begréisst dës Upassungen. Si droen dozou bäi, méi Kloerheet an de gesetzleche Kader ze bréngen an d'Aarbecht vun den zoustännegen Instanze besser ze organiséieren. Dat ass besonnesch wichteg an engem Beräich, an deem d'Risike permanent zouhuelen – mir hunn et virdrun héieren – an ëmmer nees nei Forme vu Mëssbrauch optrieden. Déi eigentlech Fro ass awer, wéi sech dës nei Instrumenter an der Praxis bewären. Genee dorunner wäert sech den Erfolleg vun dëse Mesüre moosse loossen.

Fir d'ADR geet dëse Gesetzesprojet op alle Fall an déi richteg Richtung. Déi virgesinne Mesüren hunn hire Wäert net am Sammele vun Donnéeën u sech, mee an der Méiglechkeet, déi nei Erkenntnisser an der Praxis ze notzen. Wa Risiken a méiglech Schwaachstelle méi fréi erkannt ginn, kënnen d'Kontrollen och méi geziilt agesat ginn an déi zoustänneg Autoritéite méi séier reagéieren.

Aus eiser Siicht schaaft dëse Gesetzesprojet déi néideg Viraussetzungen, fir genee dat ze erméiglechen. Ob dëst an der Praxis och zu enger méi séierer an effikasser Bekämpfung vu Geldwäsch an der Finanzéierung vum Terrorismus féiert, wäert sech weisen. D'Grondlag dofir gëtt awer mat dësem Gesetzesprojet geluecht. Dofir stëmmt d'ADR deem Gesetzesprojet zou.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Hardy. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Jo, ech wäert elo net nach eng Kéier de Rapport fir d'fënneft widderhuelen, mee ech denken, dass et effektiv wichteg ass. No dem leschte Rapport – an et ass effektiv ervirgestrach gi vun enger Rëtsch Virriedner, dass mer gutt ofgeschnidden hunn an dass mer natierlech elo déi Ambitioun musse weiderféieren – ass vu villen Acteure gesot ginn: „Jo, opgepasst: Nom Rapport vum GAFI ass virum Rapport vum GAFI!" An duerfir ass et natierlech sënnvoll, weider hei ze schaffen.

Bon, deen heite Projet erfënnt d'Rad elo net nei. Et ass virun allem nach eng Kéier eng Institutionaliséierung vun den Instrumenter, déi sech schonn organiséieren, plus dann déi Transpositioun vun der Direktiv. Ech denken, dass et och nach vill Erausfuerderunge fir déi nächst Evaluatioun wäert ginn, dass mer nach méi wéi eng Kéier wäerten dorobber zréckkommen.

Jiddefalls ënnerstëtze mir dat heiten natierlech och. Ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabele Sven Clement agedroen. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Ech maachen elo net nach eng Kéier dee ganze Rapport. Mir als Piraten kënnen d'Zoustëmmung zu dësem wichtege Projet ginn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir ginn dësem Projet eis Zoustëmmung. Et ass e weidere Bausteen an der Lutte géint Blanchiment a Finanzement vum Terrorismus, an deem stëmme mir zou.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Justizministesch Elisabeth Margue.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Éischt dem Rapporter e ganz grousse Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport souwéi och allen Intervenanten, déi dësem Projet zoustëmmen. Et geet, wéi gesot, drëms, eise Koordinatiounsmechanismus a Froe vu Blanchiment a Finanzéierung vun Terrorismus méi effikass ze maachen, fir datt mer eis déi néideg Moyene ginn, siefen et Statistiken, Évaluation-des-risquen, fir kënnen eis Äntwert, déi mer als Land wëlle ginn, ofzestëmme mat all den Acteuren, déi, wéi gesot, och eng Roll do ze spillen hunn. Et ass also an deem Sënn e ganz wichtege Projet.

Et ass e wichtege Projet, fir d'Recommandatioune vum GAFI, déi mer am Rapport 2023 kruten, ëmzesetzen, fir de Rapport de suivi, dee jo och geschwënn dû ass, ze preparéieren. Ech mengen, do sinn eng Rei Saachen, déi mer hei och scho konnten zesummen an der Chamber diskutéieren, eng Rei Projeten, déi mer konnte stëmmen. Et sinn der nach ze maachen, mee ech mengen, fir genau déi Äntwert ofzestëmmen, ass deen heite Projet wichteg.

An deem Sënn géif ech Iech just e ganz grousse Merci soe fir dee breede Support.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Margue.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8695. Den Text steet am Document parlementaire 8695[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8695 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Domat ass dëse Projet ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Motion de Mme Sam Tanson relative au suivi scientifique de la transition vers un droit pénal pour mineurs

(Motion déposée en séance publique n° 140 du 30 avril 2026 – à consulter au compte rendu n° 58/2023-2028 en page 10)

Mir kommen dann elo zur Motioun vun der honorabeler Madamm Sam Tanson iwwert de wëssenschaftleche Suivi vum Jugendstrofrecht. D'Auteure huet 5 Minutten Zäit, d'Fraktioune vun CSV, DP, LSAP an ADR hu 5 Minutten, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk als Sensibilitéite jeeweils 2 Minutten an d'Regierung huet 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Honorabel Laurent Mosar, Carole Hartmann, Dan Biancalana, Dan Hardy, Sven Clement a Marc Baum. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert als Auteure vun der Motioun.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Et geet hei ëm en Text, deen extreem wichteg ass, dee leider nach ëmmer net um Enn vum Tunnel ukomm ass. Mir wëssen, dass dat e laange Prozess ass. Mir waarden alleguerten natierlech op d'Avise vum Staatsrot. An ech hoffen, dass déi och geschwë kommen, dass mer kënne weiderkommen. Dat ass e bësse fir de Kader, wou mer dru sinn.

Dat anert ass awer d'Fro: Déi Texter, déi wierklech hei d'Rad effektiv ganz nei erfannen op verschiddene Punkten … Et ass wichteg, denken ech, wa mer dat elo maachen, dass mer herno och genau den Impakt dovunner kënnen aschätzen.

Sou wéi d'Situatioun haut am Moment ass: Mir hunn een eenzegen Dispositif fir de Jugendschutz. Dat heescht, d'statistesch Donnéeë sinn net perfekt, well alles ënner een Text fléisst.

A wa mer elo en Text kréien, dee wierklech ganz aneschters fonctionéiert, denken ech, ass et wichteg, dass mer do e richtege Suivi dovunner maachen; net just esou, wéi mer Honnerte Motioune scho gestëmmt hunn – eng Evaluatioun dann herno après coup ufänken, déi dann inhouse am Ministère gemaach gëtt an déi dann zu engem spéideren Zäitpunkt kënnt –, mee dass ee sech elo scho Gedanke mécht a sech elo scho begleede léisst, fir ze kucken: Wou sti mer haut? Fir da genau kënnen ze suivéieren: Wat ass den Impakt vun deene Gesetzer? Erreeche mer déi Ziler, déi mer eis gesat hunn? Kréie mer e bessere Jugendschutz? Kréie mer e bessert Jugendstrofrecht? Respektiv: Bei wéi enge Punkte muss ee gegeebenefalls duerno nach usetzen?

Fir där Saach virzegräifen, fir net ze waarden, bis den Text gestëmmt an en place ass, hat ech déi Motioun virun e puer Wochen deposéiert. Meng Demande wier eeben, dass mer eis hei géingen zesummen als Chamber dorop eenegen, ze soen: „Mir brauchen eng Evaluatioun." Déi sollt wa méiglech elo schonn ufänken. Mir sollen och d'Acteuren, déi mer hunn an déi och legal Missiounen hunn, wéi den OKaJu, hei mat abannen. Et si jo och dräi verschidden Texter. Et sinn eng ganz Rëtsch verschidde Ministèren an Acteure concernéiert. Dass mer och eng Plattform direkt schonn en place setzen, wou déi néideg Echangë kënne stattfannen.

Dat ass den Objet vun dëser Motioun, wou ech mer natierlech eng breet Zoustëmmung erhoffen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischt sinn ech natierlech mat der Madamm Tanson averstanen, wa se hei seet, dat wären extreem wichteg Gesetzer, déi do wäerte kommen. An datt mer alleguerte mat Ongedold op d'Avise vum Staatsrot waarden, ass och eng Realitéit. An ech mengen, mir sinn eis och do eens, datt déi esou schnell wéi méiglech kommen.

D'Madamm Tanson huet elo hei eng Motioun deposéiert, wou se eigentlech verschidde Saachen dra freet. Fir d'alleréischt eng extern Evaluatiounsprozedur. Si freet awer och, datt misst festgeschriwwe ginn, datt eng järlech Datenerhiewung oder eng reegelméisseg Datenerhiewung soll agefouert ginn. Si freet och, datt elo schonn eng Rei vun externen Experte géife matagebonne ginn, déi och zum Deel solle vun der Uni Lëtzebuerg designéiert ginn. Si freet och, datt den OKaJu elo scho misst agebonne ginn.

An do muss ech Iech trotzdeem soen, datt ech e bësse Problemer hunn, fir d'Demarche vun der Madamm Tanson hei nozevollzéien. Hei gëtt nämlech eng Evaluatioun gefrot vun engem Text, dee mer iwwerhaapt nach net gestëmmt hunn!

(Interruption)

Mir sinn am Moment amgaangen, intensiv iwwert deen Text do ze beroden. A mir wäerten och nach méi Avisen dozou erakréien. Duerfir, kommt, mir maachen elo mol fir d'alleréischt déi parlamentaresch Aarbecht, déi mer musse maachen! Mir kucken, wat mer elo vum Staatsrot do vun Avisen erakréien. Ech ka mer virstellen, datt et do sécherlech nach wäert zu enger Rei vu Froe kommen, déi mer musse klären.

Mee ech gesi wierklech awer elo net hei de Besoin, am Virfeld schonn eng Evaluatiounsprozedur ze maachen. Dat kann een herno maachen, wann den Text gestëmmt ass – wéi mer dat da méi oft hei maachen. An d'Madamm Tanson huet ervirgestrach, datt mer dat no zwee, dräi Joer dann eng Kéier kënne maachen. Ech mengen, domadder huet keen e Problem.

D'Madamm Tanson freet dann och, datt soll eng Datenerhiewung, eng strukturéiert Datenerhiewung … Et ass natierlech eppes, woumadder mir averstane sinn. Mee och do, Madamm Tanson, huet d'Justizkommissioun en Amendement ugeholl – den Amendement 76 –, wou dat expressement drasteet, wat Dir do frot! Ech gesinn awer net, wat mer do nach kënne méi maachen, wéi dat an den Amendement ze stellen.

Da frot Der, datt hei den OKaJu eng Roll spillt. Den OKaJu mécht Avisen heizou. Den OKaJu mellt sech permanent zu Wuert. Ech weess net, wat mer den OKaJu nach méi solle wierklech froen. An den OKaJu huet d'Obligatioun, sech hei fir d'Kannerrechter anzesetzen. An dat mécht en! Dat mécht en op eng ganz intensiv Manéier. An ech gesi wierklech net, wat mer do nach méi kéinte maachen.

An da schlussendlech, Madamm Tanson, muss ech awer soen: Dir – Är Regierung, …

(Interruption)

… wou Dir och zum Schluss d'Justizministesch waart – hutt dee Projet do aktiv begleet. Ech verstinn elo net, firwat Dir dat dann net selwer schonn deemools an de Projet ageschriwwen hutt, dat, wat Der elo Är Nofollgerin frot.

Aus all deene Grënn verstitt Der, datt ech menger Fraktioun nëmme ka suggeréieren, déi dote Motioun ofzeleenen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Mosar. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Zanter Jore besteet e breede Konsens, dass den aktuelle Kader vum Jugendschutz aus dem Joer 1992 net méi den internationale Standarden an den Erwaardunge vun enger moderner Jugendjustiz entsprécht. D'UNO-Kannerrechtskonventioun, d'Recommandatioune vum Kannerrechtskommitee, verschidden europäesch Direktiven an d'Analyse vun nationale wéi awer och internationalen Experten hunn ëmmer nees op de Besoin vun enger grondleeënder Reform higewisen.

No engem laangen a breede politeschen, juristeschen a fachleche Prozess, deen iwwer verschidde Regierungen a Legislature gaangen ass, ass eng Reform um Instanzewee, déi e Jugendstrofrecht schafe soll, dat d'Rechter vun de Kanner a Jugendleche stäerkt an déi prozedural Garantien assuréiert, ouni dobäi d'Verantwortung fir begaange Strofdoten auszeblenden. Et handelt sech dobäi ëm e richtege Paradigmewiessel: eng Trennung vum Jugendschutz a vum Jugendstrofrecht.

Dës Reform ass domat net nëmmen eng legislativ Upassung, mee eng vun de bedeitendste strukturelle Veränneerungen am Beräich vun der Jugendpolitick a vun der Justiz zënter ganz, ganz Laangem.

Genee well dës Reform esou wichteg ass, deele mir d'Zil vun der Motioun, déi presentéiert gouf, nämlech sécherzestellen, datt hir Ëmsetzung seriö begleet an och evaluéiert gëtt. D'Fro ass awer, wéini dat soll geschéien an zu wéi engem Zäitpunkt an a wéi engem Kader.

Mir befannen eis aktuell nach ëmmer an der legislativer Prozedur. En nächsten Avis vum Staatsrot steet nach aus an et ass ze erwaarden, datt op där Basis eventuell nach Adaptatiounen um Text musse virgeholl ginn. Et schéngt eis dowéinster ze fréi, fir schonn elo de Suivi an d'Evaluatioun ze definéieren, obwuel de gesetzleche Kader nach net definitiv feststeet.

Ech sinn och perséinlech der Meenung, datt mir als Gesetzgeeber no all deene Joren elo d'Verantwortung hunn, dee Prozess, dee mer ugaange sinn, zu Enn ze bréngen. Dës Reform ass iwwer laang Zäit preparéiert, diskutéiert a weiderentwéckelt ginn. Si ass d'Resultat vun enger breeder Reflexioun, an där vill Acteuren och agebonne waren. Elo muss et eis Prioritéit sinn, de legislative Kader ofzeschléissen an d'Ëmsetzung virzebereeden.

An deem Kontext ass et och wichteg, dass mir als Gesetzgeeber Vertrauen an eis eegen Aarbecht hunn. Mir sollten elo net de Message vermëttelen, datt mir selwer un engem Paradigmewiessel zweifelen, un deem zanter Jore geschafft gëtt. De Courage, eng Reform unzegoen, bedeit och, de Courage ze hunn, se ëmzesetzen an och zum Ofschloss ze bréngen.

Dat bedeit natierlech net, datt et keng Froen, keng Bedenken oder keng zukünfteg Upassunge wäert ginn. Wéi all gréisser Reform wäert och dësen neie Kader sech an der Praxis musse bewären. Et ass esouguer warscheinlech, datt d'Erfarungen aus der Ëmsetzung zu spéidere gesetzlechen Adaptatioune féieren. Dat ass weeder aussergewéinlech nach problematesch, mee Deel vun engem liewege Rechtsstaat.

An deem Sënn wëll ech och d'Aarbecht vum OKaJu ervirhiewen. Zanter senger Schafung leescht den OKaJu eng wäertvoll Aarbecht am Interessi vun de Kannerrechter. Hien huet sech och am Kader vun dëser Reform mat Avisen, Analysen, Diskussiounen an Table-ronden aktiv abruecht an domat e ganz wichtegen Deel zu dem gesellschaftlechen a politeschen Debat bei dëser Reform bäigedroen.

Ech hat selwer d'Geleeënheet, un enger vun dësen Table-ronden deelzehuelen. Wéi ze erwaarden, sinn och do eng ganz Rei Froen an Umierkungen opkomm. An dat ass och wichteg, dass mer iwwert déi Saache schwätzen. Mee och do hunn ech ënnerstrach, dass elo de Moment komm ass, fir dee legislative Prozess ofzeschléissen an déi Verantwortung ze iwwerhuelen, déi dës Reform vun eis verlaangt.

Wann d'Gesetzestexter finaliséiert sinn an déi nei Dispositiounen ëmgesat ginn, wäert et ëmmer nach méiglech sinn, déi passend Form vun Evaluatioun a Monitoring festzeleeën an déi néideg Bilanz ze zéien. Mir sinn domat net géint Suivi, Evaluatioun a Monitoring, am Géigendeel, mee dat zu deem Moment, wou de legislative Prozess hei op en Enn komm ass. Wat an eisen Aen elo déi absolutt Prioritéit ass, fir déi wichteg Reform hei och zum Ofschloss ze bréngen, ass, déi dräi Gesetzestexter, déi um Instanzewee sinn, als Éischt ze stëmmen. Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reform vum de Jugendschutz a virun allem vum Jugendstrofrecht ass eng strukturell Neiorientéierung vun eisem Ëmgang mat Kanner a Jugendlecher a Konflikt mam Gesetz, mat engem klore Fokus op d'Rechter vum Kand an op eng méi adaptéiert, eng méi proportionéiert, eng méi strofrechtlech, awer och eng méi pedagogesch Approche. An dofir ass et konsequent a wichteg, datt mir net nëmmen iwwert de Gesetzestext schwätzen an de Kommissiounen, mee och iwwert d'Konditiounen, ënnert deenen esou eng déifgräifend geplangte Reform och gelénge kann. An dofir och hei der Madamm Tanson merci fir déi heite Motioun.

Eng Reform vun dëser Gréisst brauch vun Ufank un eng seriö wëssenschaftlech Begleedung. Wann d'Praxis an de Geriichter, bei de Justizautoritéiten, bei de sozioedukative Strukturen an och bei den zoustännegen Administratiounen ugepasst gëtt, da musse mir och wëssen, wat funktionéiert, wou et blockéiert a wéi d'Auswierkungen op d'Kanner an op d'Familljen an op d'Institutiounen ausfalen. Ouni Donnéeën, ouni Indicateuren an ouni e kloren Iwwerbléck riskéiere mir eng Reform, déi net genuch evaluéierbar ass. A mat dëser Motioun kënne mer eis en Instrument vu gudder Gouvernance ginn.

Eng onofhängeg wëssenschaftlech Begleedung garantéiert d'Objektivitéit vum Monitoring. Mat enger Uni Lëtzebuerg, mat kriminologesche Fuerschungsinstituter, idealerweis mat deem eegenen, dee mer hei an der Chamber festgehalen hunn, dee mer hei zu Lëtzebuerg grënne wëllen, kënne mer also eng Methodik opbauen, Donnéeën analyséieren an Trends identifizéieren, ouni direkt an den alldeegleche Betrib vun den Acteuren anzegräifen an och deementspriechend agebonnen ze ginn. Dat schaaft och deementspriechend Vertrauen.

Natierlech wësse mer, dass esou eng Missioun Zäit brauch, och personell Ressourcen erfuerdert, fir harmoniséiert Donnéeë kënnen ze produzéieren. An dofir ass och d'Abezéie vum OKaJu gradesou wichteg. Deen huet eng ganz kloer, onverkennbar Roll als onofhängeg Instanz am Beräich vun de Kannerrechter hei zu Lëtzebuerg. De Monitoring ass sécherlech net eng vu sengen Haaptmissiounen, mee e kann awer do eng kloer definéiert Aufgab iwwerhuelen an deem dote Prozess.

A gradesou wichteg ass déi Note de cadrage, well d'Chamber effektiv net eréischt um Enn vum legislative Prozess, mee schonn am Prozess selwer iwwert d'Entwécklung an iwwert d'statistesch Donnéeë soll informéiert ginn. Well eng Note de cadrage mat Methodologie, mat Indicateuren, mat enger Gouvernance, mat Kalenner ass d'Basis dofir, datt all Acteuren déi selwecht Virstellung vun deem ugeschwate Monitoring hunn.

An och eng Plattform mat engem Dialogue structuré, eng Plattform, wou d'Koordinatioun tëschent Justiz, tëschent de Ministèren, Verwaltung, Sozialberäicher, Fuerschung a Praxis stattfënnt, ech mengen, dat dréit zu der Verbesserung bäi vun der Koordinatioun an huet och ausserhalb vum isoléierte Silodenken och ganz kloer en Afloss op déi Approche.

E strukturéierten Dialog, deen erméiglecht, Erfarungen aus der Praxis fréi an d'Ëmsetzung mat eranzehuelen an och déi Differenze geziilt ze iwwerbrécken. An ech mengen, och dat ass zentral, well och d'Vue vun de Kanner respektiv vun de Victimme soll och an dëse Prozess – wéi et hei gefuerdert ass an der Motioun – mat afléisse gelooss ginn, well d'Reform iwwer Kannerrechter net nëmmen iwwer Kanner, mee och mat de Kanner a mat de Jonke soll entwéckelt ginn.

D'Erfarunge vun de Concernéierten hëllefe wierklech, esou Problemer effektiv an der Praxis kënnen ze erkennen. Dat stäerkt och d'Legitimitéit vun dëser geplangter Reform a mécht se effektiv méi no um Liewensalldag vun deene Jonken a vun hire Familljen. An ech mengen, och do sinn d'Erfarunge vun der Recherche do, fir sech natierlech do déi néideg adaptéiert Methodologie deementspriechend och ze ginn. Dat ass also an deem Sënn och ganz, ganz positiv.

An dës Motioun huet och de Virdeel effektiv, hei deenen europäesche Recommandatioune Rechnung ze droen, a se stäerkt och, wa mer se géifen unhuelen, d'Kohärenz tëschent der nationaler Reform a méi breeden europäesche Standarden. An dofir droe mir se als LSAP mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Hardy agedroen. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Dës Motioun freet also, schonn elo e wëssenschaftleche Suivi vun der Transitioun zu engem neie Strofrecht fir Mannerjäreger opzestellen. An ech schléisse mech de Virriedner vun der Majoritéit un, dass dat ze fréi ass. De Gesetzesprojet, op deen dës Motioun sech bezitt, ass nach net gestëmmt. Mir wëssen haut nach net emol, wéi déi definitiv Versioun an den Detail vun dëser wichteger Reform ausgesi wäerten. Mir sinn deemno der Meenung, datt de Moment fir dës Motioun nach net komm ass. Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Hardy. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wann een d'Motioun virum Vott vum Projet bréngt, dann ass se ze fréi. Wann ee se nom Vott vum Projet bréngt, dann ass se ze spéit. Dat ass, mengen ech, dat, wat d'Majoritéit eis haut erëm eng Kéier wëllt erklären. Dat hëlt een zur Kenntnis.

Ech huelen zur Kenntnis, datt mer säit 2022 un deem Gesetz hei schaffen, datt et e wichtegt Gesetz ass. Dat gouf vu verschiddene Virriedner/inne gesot. Ech wär awer u sech dankbar gewiescht, wa mer hei déi Evaluatioun a virun allem déi Begleedung net eréischt nom Gesetz géife maachen, well mir sinn elo esou laang amgaang, et sinn nach ëmmer reegelméisseg Mannerjäreger, déi op Schraasseg kommen. Dat ass u sech skandaléis, datt dat sech nach ëmmer net verbessert huet!

An dofir sollte mer och um Legislativen e bëssen an d'Gäng kommen, e bësse méi séier maachen a vläicht och … D'Regierung huet hei jo eng Tendenz, verschidde Gesetzer op hir Prioritéitelëscht ze setzen. Mir mussen an deenen nächste Wochen a Méint hei erëm Gesetzer stëmmen, déi op der Prioritéitelëscht vun der Regierung stinn. Ech stelle fest: Dat heite Gesetz huet et net op d'Prioritéitelëscht vun der Regierung gepackt. An deementspriechend krut och de Statsrot net gesot, e sollt et op d'Prioritéitelëscht setzen.

Wann also d'Regierung an d'Regierungsparteien hei déi Wierder och nach e bësse mat eppes wëllen ënnermaueren, da wär et vläicht gutt, dat heiten och prioritär ze behandelen, fir datt mer endlech déi Gesetzer evakuéiert kréien. An da muss een et vläicht och net virdru maachen. Da géif duerno vläicht duergoen. Mee vu datt dat net de Fall ass, wäerte mir déi Motioun hei matstëmmen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun hei sécherlech mat ënnerstëtzen, well am Géigendeel zu deem, wat den Här Mosar an och den Här Hardy gesot hunn, geet et hei net drëm, datt mer einfach e Gesetz evaluéieren, mee et geet drëm, datt mer dès le départ, ab dem Akraaftriede vum Gesetz a schonn elo an der Projektioun vun deene Reformen, déi kommen an déi Der selwer als bedeitend a strukturell Verännerunge genannt hutt, wou Der alleguer gesot hutt, dass dat e Paradigmewiessel ass, ab elo e Mechanismus en place setzen, fir déi Transitioun ze begleeden.

Well an der Praxis wäert dat immens grouss Änneerunge bedeiten. Dat ass also eppes ganz aneres wéi eng Evaluatioun vun engem Gesetz, wat mer elo wäerten als Nächst hunn, wou d'Bibliothéiksgesetz dann ëmgesat gëtt a wou mer soen, a véier Joer soll dat dann evaluéiert ginn, ob et eppes gedaacht huet oder net.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Hei ass et an engem weesentlech méi sensibelen Kontext, mat immens vill Fangerspëtzegefill, gesellschaftlechen Diskussiounen, Froen a Bedenken – a Froen a Bedenken, déi ech och selwer nach ëmmer hunn zu deem, wat am Moment projetéiert ass –, soudatt ech mengen, datt dat hei wierklech och eng Zort vu Garde-fou ass par rapport zu deenen Diskussiounen, déi mer haten, an datt dat absolutt néideg an noutwendeg ass, wa mer e gemeinsaamt Zil, wat awer jiddwereen hei proklaméiert huet, wëllen erreechen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet d'Regierung nach d'Wuert, wa se et wëllt. Dat ass net de Fall. Dann d'Auteure.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. A merci och den Intervenanten. Ech fannen et just e bësse schued, Här Mosar, dass Dir als President vun der Justizkommissioun elo hei zum Schluss nach vun Ärer Interventioun polemiséiert hutt, ech wier jo och Ministesch gewiescht an esou weider. Ech mengen, dat hei ass net eng Diskussioun, déi an d'Gesetz gehéiert.

An ech kann Iech och berouegen: Déi Diskussiounen hat ech schonn an deem Moment, wou ech am Ministère war, well ech der fundamentaler Iwwerzeegung sinn, dass een, wann een eppes esou Innovatives mécht, wann een esou d'Rad nei erfënnt, Interêt huet, vun Ufank un déi Transitioun … An dat ass jo dat, wat drasteet. Duerfir froen ech mech, ob jiddwereen d'Motioun wierklech gelies huet.

Et geet drëm, d'Transitioun hei ze begleeden, déi mat ze evaluéieren, net eréischt de Moment, wou d'Gesetz a Kraaft ass, dass ee muss kucken: Wou sti mer an deem Moment, wou et a Kraaft trëtt? Wou sti mer kuerz virdrun? Wou sti mer, wann et a Kraaft trëtt? An da muss een direkt vun Ufank u kucken: Wéi en Impakt huet et op eis Kanner? Et geet jo dorëms. Wéi en Impakt huet et? Erreeche mer déi Ziler, déi mer eis mat deem Gesetz hei setzen? An dat muss ee jo och herno kënne verteidegen. Do muss ee jo och kënne soen: „Et ass gutt", oder et muss ee kënne soen: „Et gëtt vläicht Saachen, déi mer mussen adaptéieren." An heiansdo muss een dat och vläicht kënne séier maachen an net zwee, dräi Joer waarden, well hei geet et wierklech ëm ganz, ganz fundamental Froen.

An duerfir fannen ech et schued, dass mer net au moins och déi Diskussioun nach e bësse weiderféieren, wann do Punkte sinn, déi Iech gestéiert hätten. Et steet och net dran, et muss d'Uni sinn. Et steet dran, et kann d'Uni sinn. Ech froen och net zousätzlech Statistiken. Ech si mer wuel bewosst, dass deen Amendement am Gesetz drasteet.

An zu deem, wat d'Madamm Hartmann gesot huet: Ech hu vollst Vertrauen dran, dass mer hei um richtege Wee sinn, soss hätt ech dat Gesetz jo net deposéiert. Ech denke just, dass mer all Interêt hunn, och herno kënnen anzeschätzen, wou d'Gesetz gutt fonctionéiert a wou et net gutt fonctionéiert, well mer wierklech e Paradigmewiessel maachen. An duerfir fannen ech et extreem bedauerlech, dass hei guer keng Ouverture gemaach gëtt, fir op dee Wee do ze goen. Dont acte.

Mir wäerten natierlech d'Motioun matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun vun der Madamm Tanson zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40, Abstentioun: keng. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

10. 8523 – Projet de loi relative au soutien aux bibliothèques publiques et spécialisées

Da komme mer zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8523 iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Bibliothéiken. Hei ass d'Riedezäit no dem Basismodell festgeluecht, also deem selwechte Modell wéi bei deenen Texter virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Gusty Graas, den Här Georges Engel, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Jo, d'Bibliothéiken, dat si Plazen, wou ee sech begéinen, austauschen an eppes bäiléiere kann. D'Bibliothéike bidden all Biergerinnen a Bierger d'Chance, fräi zu Wëssen ze kommen an esou hire kritesche Geescht anzesetzen. Dat an engem wa méiglech agreabele Kader, deen d'Rechter vun all Biergerinnen a Bierger respektéiert. D'Bibliothéiken hidden den intellektuellen a gedréckte Patrimoine vum Land a si maachen d'Paarten op zu méi Wëssen.

Här President, am Juni 2010 war e Gesetzestext a Kraaft getrueden, dee sech mat Texter aus deenen aneren EU-Länner ofgestëmmt huet, fir d'Entwécklung vun de Bibliothéiken ze stäerken a gläichzäiteg den Accès zu den ëffentleche Bibliothéiken ze förderen. Dat ass engersäits duerch e klore Kader geschitt, deen d'Missiounen definéiert, mee och doduerch, datt d'Bibliothéiken, déi dës Missiounen erfëllen, eng finanziell Hëllef vum Staat kënne kréien. Dat ass elo – bal op den Dag genee – 16 Joer hier an zanterdeem hu sech eng ganz Rei Saache geännert a weiderentwéckelt.

D'Zil vum Gesetzesprojet 8523 ass et, de gesetzleche Kader ze moderniséieren, deen d'Bibliothéike betrëfft. Et geet och drëm, der Fuerderung Nummer 64 aus dem sechste Volume vum Kulturentwécklungsplang nozekommen. Där Aufgab gëtt sech mat dësem Text ugeholl.

Bis ewell ware just ëffentlech Bibliothéike vum viregte Gesetz betraff an domat eligibel fir staatlech Hëllefen. Elo kënnen och spezialiséiert Bibliothéiken ënner bestëmmte Bedéngunge vun dësen Hëllefe profitéieren.

Engersäits soll den Ausbau vum Bibliothéiksnetz queesch duerch d'Land ausgebreet ginn. An anererséits sollen d'Bibliothéiken – vu hir wichteg Roll als Tiers-lieux an als Vecteure vun der Demokratie – besser ënnerstëtzt ginn, souwuel a punkto Finanze wéi och an hirer Autonomie.

Fir vun de jeeweilege finanziellen Hëllefen ze profitéieren, mussen d'Bibliothéiken eng Rei Missiounen erfëllen an un den nationale Bibliothéiksreseau ugebonne sinn. Fir Iech e Beispill ze ginn: Eng vun den Exigenzen ass déi, datt dës Bibliothéiken ëffentlech zougänglech musse sinn, an dat onofhängeg vun ënner anerem dem Alter, dem Geschlecht, der Relioun an dem soziale Status vun de Visiteuren, fir datt jiddereen en Accès zur Informatioun huet. Weider sollen d'Bibliothéiken eng Plaz sinn, fir dat soziaalt, dat gesellschaftlecht Zesummeliewen ze stäerken, eng Plaz vun der Promotioun vun der Kultur mat enger breeder Offer u Wierker, sprech Bicher an aner Publikatiounen, souwéi och eng Plaz, wou den interkulturellen Dialog iwwert déi kulturell Mediatioun ënnerstëtzt gëtt.

Fir d'Visiteure sollen och eng Rei Objeten zur Verfügung gestallt ginn. Sou soll een evidenterweis Bicher kënnen ausléinen, mee och e Computerposten zur Verfügung gestallt kënne kréien. Weider sollen an de Bibliothéiken och Aktivitéiten organiséiert ginn, déi d'Lektür, also d'Lieskultur, souwéi d'Kultur am Allgemengen an de Vierdergrond réckelen.

Ech géif kuerz e puer Hëllefe virstellen:

Et gëtt eng spezifesch Hëllef vun 100.000 Euro, wann eng oder méi Gemenge respektiv e Gemengesyndikat eng ëffentlech oder spezialiséiert Bibliothéik opmécht respektiv opmaachen oder wann d'Aktivitéit vun enger schonn existéierender Bibliothéik vun de virdru genannten Acteuren iwwerholl gëtt.

De Staat bedeelegt sech dann och un de Fonctionnementskäschte vun de Bibliothéiken. Fir méi kleng Bibliothéike mat järleche Käschte vun ënner 500.000 Euro ass eng Hëllef vu maximal 70.000 Euro virgesinn, dat no der Logik, datt eng méi kleng Bibliothéik méi Schwieregkeeten huet, esou Käschten ze schëlleren, an déi dowéinst méi Ënnerstëtzung brauch.

Da sinn och ënner anerem Hëllefe fir d'Kafe vu Wierker virgesi wéi och zum Beispill Montante fir d'Weiderbildung vum Personal am Kader vun Digitaliséierungsprojeten.

Wat d'Wiel vun de Bicher ubelaangt, déi an de Bibliothéiken ze fanne sinn, sinn d'Bibliothéike fräi. Do gëtt et just e puer Virschréften, wéi zum Beispill, datt Bicher an deenen dräi Amtssprooche sollen erëmzefanne sinn oder och eng Sektioun fir méi jonk Visiteure bestoe soll.

D'Bichersammlung soll all Joer à jour gesat ginn. Déi nei Akeef sollen insgesamt 3 % vun dem gesamte Bicherbestand ausmaachen, deen dem Public ëffentlech zougänglech ass.

Dëse Gesetzestext gesäit och eng Rei Bestëmmunge vir, wat d'Ëffnungszäite vun de Bibliothéiken an d'Personal ubelaangt.

Weider ginn och d'Missioune vum Conseil supérieur des bibliothèques, kuerz CSB, iwwerschafft a gestäerkt. Dëse Rot gouf deemools mam Gesetz vun 2010 an d'Liewe geruff. Duerch dëse Projet de loi kritt de CSB awer eng méi aktiv Roll an der Strategie, der Koordinatioun an der Professionaliséierung vum Bibliothéikssecteur. De CSB soll ënner anerem d'Zesummenaarbecht tëscht de Bibliothéike förderen, d'Ausbildung vum Personal ënnerstëtzen an de Ministère duerch Avisen a Propose beroden.

Da kéim ech och elo zu den Avisen, ugefaange mat deem vum Staatsrot. Den éischten Avis koum am Juni zejoert, en Avis complémentaire koum dann och nach am Mäerz, de 27. Mäerz vun dësem Joer.

Déi héich Kierperschaft – also de Staatsrot – hat an hire jeeweilegen Avisen eng Rei juristesch Froen opgeworf, besonnesch wat d'Krittären ubelaangt, déi bestëmmen, fir wéi eng Hëllefen d'Bibliothéiken eligibel sinn. Fir e Beispill ze ginn, nennen ech déi järlech finanziell Hëllef vu 25.000 Euro fir ënner anerem den Akaf vu spezifeschem Mobiliar oder vun neie Wierker, also virun allem Bicher.

Weider huet de Staatsrot och drop opmierksam gemaach, datt d'Modalitéite ronderëm d'Municipaliséierung méi kloer missten am Gesetzestext formuléiert ginn.

Ufangs war et fir de Staatsrot och net ersiichtlech, wisou verschidde Bibliothéike vun dësen Hëllefen ausgeschloss ginn, wéi zum Beispill Schoulbibliothéiken. De Staatsrot huet doropshin eng formell Oppositioun ausgeschwat. No weideren Erklärungen, via Lettre d'amendement, konnt dës Oppositioun awer séier aus der Welt geschaf an opgehuewe ginn.

Punktuell weist de Staatsrot och drop hin, datt verschidden Artikele keng normativ Valeur hunn an dowéinst sollten aus dem Gesetzestext erausgeholl ginn. En huet awer keng formell Oppositioun ausgeschwat.

Déi gréisste Schwieregkeet hat de Staatsrot mat den Dispositiounen, déi d'Personal ubelaangen. Déi formell Oppositioun konnt awer duerch Amendementer opgehuewe ginn.

Weider hat déi héich Kierperschaft och gefrot, ze präziséieren, no wéi enge Krittären déi eemoleg Hëllef vun 100.000 Euro agedeelt gëtt – also wuelgemierkt eemoleg Hëllef, net anescht, eemoleg Hëllef! –, wann eng oder e puer Gemengen oder e Gemengesyndikat eng nei Bibliothéik opmaachen oder iwwerhuelen. Dat gouf geléist, andeems e Forfait vun 100.000 Euro agefouert gëtt.

Och de Gemengesyndikat Syvicol huet zwee Avisen agereecht, een de 14. Oktober 2025 an deen zweeten den 20. Abrëll dëst Joer. Allgemeng begréisst de Syvicol d'Reform, mee e schwätzt sech fir méi finanziell Mëttel an eng méi grouss Autonomie vun de Bibliothéiken aus. Weider sollt ee fir de Syvicol d'Realitéite vu kleng Bibliothéike méi konkreet mat abauen. Da recommandéiert de Gemengesyndikat Syvicol nach, sech beim Personal méi op benevoll Aarbecht ze baséieren.

Da kéim ech zu den Avise vum Conseil supérieur des bibliothèques, deen, wéi ech virdrunner ugeschwat hat, d'Missioune redefinéiert kritt. De Conseil ass zefridden, datt dëse Gesetzesprojet d'Wierklechkeet, also d'Realitéit, an d'Entwécklung vum Bibliothéikesecteur mat a Betruecht zitt. De CSB proposéiert ënner anerem awer eng Upassung vun der Formuléierung, wat d'Missioune vun de spezialiséierte Bibliothéike betrëfft, déi mussen erfëllt ginn, fir datt si dofir eligibel sinn, vun de finanziellen Hëllefen ze profitéieren. Dësem Uleies gëtt schlussendlech och duerch Amendementer Rechnung gedroen.

D'ALBAD, also d'Associatioun vun de Lëtzebuerger Bibliothekären, Archivisten an Dokumentalisten, bedauert an hiren Avisen, datt ëffentlech a spezialiséiert Bibliothéiken am selwechte Gesetz behandelt ginn. D'Associatioun recommandéiert dofir, dës zwou Zorte vu Bibliothéiken a separate Gesetzestexter ze behandelen.

Och d'Union luxembourgeoise des bibliothèques publiques, ULBP, begréisst de Wëllen, e méi moderne Gesetzeskader en place ze setzen. Si werft awer d'Fro op, ob e puer Krittären an Obligatiounen net eventuell ze strikt wieren an ob een ëffentlech a spezialiséiert Bibliothéiken net a getrennte Gesetzestexter sollt behandele respektiv déi jeeweileg Definitioune méi klarifizéieren.

An da kéime mer zum leschten Avis, an zwar deem vun der Associatioun Fir ëffentlech Bibliothéiken, Lëtzebuerg – FëBLux ofgekierzt. Déi proposéiert en alternative Projet de loi, an deem spezialiséiert Bibliothéiken net virgesi sinn. Et hätt ee mat dëser Gesetzespropos eng méi, ech zitéieren, „liberal Approche" gewielt. An hirem zweeten Avis begréisst d'FëBLux d'Amendementer, déi gemaach goufen um Niveau vun de Krittären, wat d'Unzuel vun de Wierker ubelaangt.

Heimat, Här President, wier ech dann och um Enn vu mengem mëndleche Rapport ukomm. Fir weider Detailer – an et sinn där nawell eng sëllegen – verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vu menger Fraktioun. Den Här Graas wäert dat och nach eng Kéier maachen. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Kulturminister, „was man schwarz auf weiß besitzt, kann man getrost nach Hause tragen." Esou schreift de Goethe a sengem „Faust". Do ass et de Mephisto, deen am Dialog mat engem Schüler festhält, datt dat Geschriwwent eigentlech dat ass, op dat ee sech ka verloossen an op dat ee sech ka referéieren. Falsch ass dat jo net. Mir stëmmen hei am Haus Gesetzer, an och do zielt, wat schwaarz op wäiss geschriwwe steet.

An der Zäit vun haut gi mer allerdéngs alleguer iwwerrannt mat Kuerzmessagen zu allem an zu näischt. Mir gi jo bombardéiert mat Äntwerten op Froen, déi mer eis ni gestallt hunn. An dat mécht eigentlech eise Geescht midd an domadder och ufälleg fir einfach, simplistesch an net iwwerpréiften Aussoen. Clever Verkeefer vu Material an Inhalter wëssen, datt eng skandaléis Kuerzinformatioun méi séier a méi wäit reecht wéi eng Argumentatioun, déi erkläert an ofweit. Dat mierke mer leider och an der Politick, dass mer dacks nëmmen nach mat Kuerzmessagë wouergeholl ginn. An am interessantste si mer alleguer, wann et flaamt am politeschen Debat.

Wat huet dat elo mam Bibliothéiksgesetz ze dinn? Ben, eng ëffentlech Bibliothéik – an de Rapporter huet et och gesot – schaaft e Raum, deen ouni all dës Reizer auskënnt. Eng roueg Plaz, zougänglech, gratis, mat direktem Angebot vu Bicher, Zeitungen, Zäitschréften an och fir Onlinerecherche, fir Nationalbibliothéiken, fir Datesammlungen, fir E-Books, Podcasts, Kannerbicher, Internetrecherchen an esou weider. Eng ëffentlech Bibliothéik ass eigentlech och eng ëffentlech Plaz. E Raum, dee faszinéiert an dozou aluet, ze entdecken, dee gemittlech ass, wou kompetent Personal zur Verfügung steet. E Raum och haut – et gesäit een dat vill an de Bibliothéiken –, wou Schüler a Studente sech zesummefannen, fir Gruppenaarbechten oder fir individuell an och konzentréiert ze schaffen, a wou och formal an nonformal Kannergruppen, vu Crèche bis Secondaire, sech afanne fir Liesungen, Erzielungen a fir d'Ausléine vu flotte Bicher.

Eng ëffentlech Bibliothéik schaaft do dernieft och e sozialen Treffpunkt, bréngt Mënschen a Kulturen zesummen, stellt kreativ Käpp aus der Literatur vir, ass eng enorm Beräicherung fir eise Mateneen an der Gesellschaft. Ech soen dat hei, well ech wëll Reklamm maachen.

Aktuell hu mer, laut bibnet, 13 ëffentlech Bibliothéiken am Land. Dat gutt Gesetz vun de Bibliothéike vun 2010 huet vill zur Kreatioun vun deenen Haiser bäigedroen. Et sinn der haut 5 am Norden, et sinn der 3 am Osten, 3 am Süden an 2 am Zentrum vum Land. 12 ëffentlech Bibliothéiken hunn eng Konventioun, 6 si kommunal a 6 sinn der vun enger ASBL geréiert. D'Stad Lëtzebuerg huet natierlech nach de Benefiss vun der Nationalbibliothéik. Déi misst ee jo eigentlech als ëffentlech Bibliothéik nach hei derbäirechnen.

Dat virleiend Gesetz stäerkt am Fong geholl dee gudde Service, deen haut do ass, vun de Bibliothéiken un de Bierger, an et luet – an dat ass meng Reklamm – aner Gemengen an, och op de Wee vun der Kreatioun vun enger Bibliothéik ze goen an domadder eleng oder via eng ASBL déi Lächer op der Landkaart vun de Liesbibliothéiken ze fëllen.

Dofir gëtt mam Gesetz och déi eemoleg Startheellef – de Rapporter ass drop agaang – vun 100.000 Euro an d'Liewe geruff, woubäi ech awer bedaueren, datt déi net fir eng ASBL zur Verfügung steet, mee nëmme wann et eng kommunal Bibliothéik ass. An och déi aktuell 28 spezialiséiert Bibliothéike wäerten déi eng oder déi aner vun dësem Gesetz profitéieren a sech dofir eigentlech e bëssen areien an och den Tablo méi grouss maachen.

Déi weesentlech Neierunge si genannt ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier kuerz drop agoen – an ech entschëllege mech beim Minister, mee aus de Kommissiounssitzunge wësst Der, datt ech awer e puer kritesch Gedanken hei muss mat unhänken.

Déi finanziell Ënnerstëtzung geet erop. Dat ass gutt! Si geet vun haut 45.000 Euro pro Joer op 70.000 Euro pro Joer. An de Montant gëtt endlech indexéiert, dat ass esouguer extragutt.

Fir Material a Bicher gi mer vun 20.000 op 25.000, woubäi awer 5.000 Euro fir Luxemburgensia solle virgesi sinn. Woubäi ech och net weess, ob mer zu Lëtzebuerg pro Joer fir 5.000 Euro Luxemburgensia produzéieren, ob een dee Montant iwwerhaapt kann erreechen. Mee et ass jo e Maximum, deen ee kann erreechen.

Fir Programmatiounen, Aktivitéiten, Liesungen an esou weider, sti 15.000 Euro zur Verfügung an 10.000 Euro fir Digitalisatiounsprojeten. Dat wäerte kleng Bibliothéiken och net an där Héicht pro Joer brauchen. Dat betrëfft dann eigentlech éischter déi méi grouss Haiser. Am Total sinn theoreetesch 120.000 Euro méiglech, déi awer déi wéinegst wäerte bis dohinner erreechen.

Déi Erhéijung ass natierlech ze begréissen. Meng eenzeg Kritick ass awer déi, dass se net gestaffelt ass. Et gëtt kee finanziellen Ureiz dofir, méi ze maachen. An den Tablo am Land ass awer deen, dass mer ganz ënnerschiddlech Gréissten hu vu Bibliothéiken. Am Rapport um Kulturministère vun 2023 liest een: Déi klengst Bibliothéik mécht 1.327 Locatiounen am Joer an déi gréisst kommunal Bibliothéik – nieft dem Cercle Cité, deen ass e bëssen hors cadre, géif ech soen – mécht 26.460 Locatiounen. An do dertëscht gëtt et keng Staffelung, se kréien alleguer dee selwechte Budget. A wann een iwwer 500.000 Euro geet, wat fir d'Stad Lëtzebuerg hei de Fall ass, da fale mer erëm am Budget. Da gi mer keng 70.000 Euro méi, da gi mer der just nach 45.000, also dat selwecht, wat am ale Gesetz de Fall war.

Do wär dann also d'Konklusioun déi, datt zum groussen Deel ëmmer vun de Gemenge muss en Apport sinn. Déi Bibliothéik, déi ech perséinlech besser kennen, well ech vun Ettelbréck kommen, ass déi Ettelbrécker Bibliothéik. Do schätzen ech, dass mer een Drëttel vum Staat an zwee Drëttel vun de Gemenge kréien, ouni awer d'Gebai an d'Gebaikäschten do matanzebezéien.

Mee et geet jo net nëmmen ëm e Finanzéierungsgesetz, et geet och ëm e Gesetz iwwert d'Bibliothéiken

an hir Aufgaben, an doranner ass den Text gutt an ambitiéis. En erhéicht also de finanziellen Apport vum Staat, e schaaft kloer Krittäre fir d'Professionaliséierung, d'Formatioun, d'Digitalisatioun, d'Vernetzung, edukativ a sozial Missiounen an och fir d'Autonomie vun de Bibliothéiken.

Domadder kann ech berouegt d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun zu dëser Aarbecht, zu dësem Gesetz, wou mer vill dru geschafft hunn, vill amendéiert hunn, hunn ech och fonnt, an a siwe Sitzunge behandelt hunn. Merci Iech alleguer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, liesen ass u sech eng extreem beräicherend Aktivitéit. Mat engem flotte Buch kann ee liicht an eng aner Welt entschwiewen, et kann ee seng Fantasie stimuléieren. Besonnesch fir Kanner, fir Jugendlecher ass et och wichteg, fir hir Perséinlechkeet ze stäerken, datt se vill liesen.

Mee et muss een awer feststellen, datt an eiser Gesellschaft de Wäert, de Stellewäert virun allem vum Buch, ofgeholl huet. Dat ass och relativ liicht ze erklären. Mir befannen eis an enger Gesellschaft, wou eeben Hyperasätz op Soziale Meedie méi gefrot sinn. An dat kann een awer roueg hannerfroen an et muss een et och hannerfroen. An duerfir ass et wichteg, datt d'Politick e wichtege Kader setzt, fir datt am Fong och méi gelies gëtt, datt d'Liesen nach méi promouvéiert gëtt.

Ech mengen, dat geschitt mat Sécherheet mat dësem Gesetz. Ech denken hei virun allem un déi kleng Gemengen. Déi kleng Gemenge kréien hei méi Méiglechkeeten, och eege Bibliothéiken ze schafen. Dat kann awer och iwwert de Wee vun engem Gemengesyndikat geschéien. Mir wëssen, datt dat net nëmme fir dësen Domän gëllt, mee fir vill Domäne gëlle Gemengesyndikater als Méiglechkeet, fir u sech eng gemeinsam Aufgab ëmzesetzen.

Eng Bibliothéik däerf natierlech och keen elitäert Ëmfeld sinn. Eng Bibliothéik muss fir all Mënsch zougänglech sinn. A se muss virun allem awer och de Meenungspluralismus respektéieren. Haut ass eng Bibliothéik net nëmme reng e Verwalter vu Liesstoff, mee se kann a soll och eng Roll spillen um Niveau vun der Éducation civique. Si huet natierlech och eng wichteg sozial Roll ze spillen, well hei Leit vun alle Gesellschaftsschichten zesummekommen.

A wat awer och besonnesch interessant ass, dat wëll ech hei ervirhiewen, dat ass den Interesse, deen un dësem Gesetz an dem concernéierte Milieu virgeherrscht huet an och nach virherrscht. Dat gesi mer un der Abberzuel vun Avisen. Den Här Bauler als Rapporter, deem ech och Merci soe fir deen exzellente Rapport, huet och schonn op déi Wichtegst higewisen, op vill anerer higewisen.

An ech mengen, wat positiv ass, dat ass, datt sech awer och un deem ganzen Denkprozess do vu baussen dru bedeelegt ginn ass. Ech wëll duerfir hei och emol e grousse Merci ausspriechen un all déi Leit, déi iwwerhaapt derzou bäidroen, datt déi sëllege Bibliothéike fonctionéieren. Bon, et sinn der de Moment 13, dat sinn der net allze vill, mee ganz vill Leit sinn do immens engagéiert. Ech kann dat aus eegener Erfarung soen, an duerfir soll och deenen, wéi gesot, hei emol e grousse Merci ausgeschwat ginn.

Hei ass elo, wéi gesot, d'Reform vum Gesetz vum 24. Juni 2010. D'Welt huet sech entre-temps ganz vill verännert. Ech mengen, et ass eng Kéier drop hinzeweisen, datt virun allem d'Digitaliséierung natierlech och en Deel vum Liesen iwwerhëlt. Dat soll net a priori negativ dohinnergestallt ginn, woubäi een dat awer trotzdeem gegeebenefalls sollt hannerfroen. Eppes ass och sécher: Ouni déi geziilten Ënnerstëtzung souwuel vum Staat wéi vun de Gemenge kéinten déi ëffentlech Bibliothéike mat Sécherheet net fonctionéieren!

Et ass och ze verstoen, datt an dësem Gesetzesprojet eng ganz Rei Bibliothéiken ausgeholl sinn. Ech denken un d'Schoulbibliothéiken, ech denken un d'Bibliothéike vum Kultus, natierlech awer och déi privat Bibliothéiken, déi den Entreprisen zougeuerdent ginn.

Et sinn also an dësem Gesetz eng ganz Rei positiv Elementer, déi ech och hei nach eng Kéier ënnersträiche wëll. Ech mengen, dat Gesetz hei ass méi oppen, et ass manner contraignant, et huet e méi liberale Geescht. An dat ass och ouni Zweifel ze begréissen.

De Conseil supérieur des bibliothèques kritt dann och nei Kompetenzen. Datt och all Bibliothéik sech muss e Règlement d'ordre intérieur ginn, ech mengen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Wat och gutt ass, ass, datt se awer och iwwert d'Ëffnungszäite kënne gréisstendeels verfügen – aneschters geet et och net – an datt d'Servicer selbstverständlech musse gratis sinn.

Natierlech, wéi ëmmer kommen awer och eng ganz Rei emol méi kritesch Bemierkungen. An dat ass och deelweis ze verstoen. Et hat ee gemengt – oder et hate verschidde Leit gemengt –, déi eemoleg Ënnerstëtzung vun 100.000 Euro, wann een eng nei Bibliothéik schaaft, géing net duergoen, déi hätt solle méi héich sinn. Sécher sinn hei d'Käschte vun dem Immeuble, vum Mobiliar net do mat abegraff. Mee ech mengen awer trotzdeem – an dat kënnt herno zréck a menger Motioun –, datt een dat awer selbstverständlech soll an e puer Joer nach eng Kéier iwwerdenken.

Datt déi spezialiséiert Bibliothéiken hei mat integréiert sinn, ass natierlech och net iwwerall positiv opgeholl ginn. Mee wat awer ganz wichteg ass, ass, datt den Accès fir de Public zu de spezialiséierte Bibliothéiken awer hei ganz kloer respektéiert gëtt.

Ech wëll dann awer och nach hei ënnersträichen, datt d'Formatioun ganz wichteg ass. Do gëtt jo och e Gewiicht op d'Formatioun geluecht, besonnesch nach eng Kéier virun allem fir déi Leit, déi dat méi vum Niveau vum Benevolat aus maachen, fir datt do awer déi beschtméiglech Formatioun akzeptéiert an och ugebuede gëtt.

Vläicht eng lescht Remark nach: Mir mierke jo, wa mer eis gesellschaftlech Zesummesetzung kucken, datt déi natierlech amgaang ass, immens ze variéieren. Et gëtt och ëmmer méi Sproochen, déi hei zu Lëtzebuerg geschwat a geschriwwe ginn. Duerfir soll een deem och Rechnung droen a kucken, datt een nieft deene gängege Sprooche vläicht verstäerkt do, wou d'Méiglechkeet besteet, och déi Sprooche respektéiert, déi dobausse méi geschwat ginn.

Wéi gesot, Här President, zum Ofschloss nach eng Kéier: Mir mengen, datt dat hei am Fong e richtegen, e gudde Schratt an déi richteg Richtung ass. Et gëtt e Kader gesat. Dat entsprécht a sech och dem Koalitiounsaccord. Et entsprécht och dem Kulturentwécklungsplang. An dofir, wéi gesot, kënne mir – an den Här Bauler huet et zwar scho gesot, en hat d'Spannung schonn ewechgeholl, mee ech bréngen et dann awer nach eng Kéier hei zum Ausdrock – als DP selbstverständlech dat Gesetz hei matstëmmen.

An, Här President, wann Der erlaabt, ech hunn och eng Motioun hei matbruecht. An dat wëll ech och direkt hei ënnersträichen: Ech si frou, dass se vu sämtleche Parteien a sämtleche Sensibilité-politiquen – ech soen deenen och alleguerte Merci – hei ënnerschriwwe ginn ass. Wann ech nach kuerz däerf drop agoen, ech wollt just drop hiweisen, wat fir eng Punkten hei erausstiechen.

Natierlech geet et eis drëms, d'Autonomie vun deene Bibliothéike maximal ze garantéieren. An dat ass immens wichteg, well soss ass déi Motivatioun och vläicht net do, eng Bibliothéik eebe beschtméiglech ze geréieren.

Da soll natierlech d'Liesen nach ëmmer méi verstäerkt ginn. Mir spiere jo awer, leider muss ech soen, datt d'Liesen insgesamt dach awer ofgeholl huet an eiser Gesellschaft. An dat ass net ganz gutt! An et ass och net gutt fir dat demokratescht Denken an enger Gesellschaft, wann net méi vill gelies gëtt. A virdrun huet schonn ee vu menge Virriedner drop higewisen, ech mengen, et war den Här Schaaf, wéi schnell am Fong geholl haut Kuerznoriichten, déi oft net emol der Wouerecht entspriechen, awer opgeholl ginn an am Fong geholl als richteg dohinnergestallt ginn, ouni datt ee sech Gedanke mécht an ouni datt ee mol eppes hannerfreet. Dat ass wierklech net gutt!

Da soll natierlech och bei deene Gemengen, déi bis elo nach keng Bibliothéik hunn oder eng similär Bibliothéik hunn, nach zousätzlech Sensibiliséierung gemaach ginn.

A schlussendlech soll dann och no véier Joer eng Evaluatioun gemaach gi vun dësem Gesetz. Ech mengen, dat ass ëmmer wichteg. Ech weess, mir maachen dat bei ville Gesetzer, mee dat ass awer oft noutwendeg, datt een och eng Kéier kann dee Moment awer de Recapitulatif maachen, datt ee ka kucken: Wéi huet sech dat Gesetz entwéckelt? Wou si Schwaachpunkten? An da kann ee gegeebenefalls dat och upassen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, ech sinn och elo direkt fäerdeg. Dat Eenzegt, wat ech nach ze maachen hunn, Här President: Ech iwwerreechen Iech déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les bibliothèques constituent des vecteurs essentiels de démocratie, des lieux de transmission des connaissances et des gardiennes du patrimoine intellectuel et imprimé ;

– considérant que les bibliothèques publiques jouent ainsi un rôle fondamental dans la démocratisation de l'accès à la culture et à l'information, en garantissant à l'ensemble de la population des services de proximité accessibles et inclusifs ;

– soulignant qu'un soutien conséquent au secteur des bibliothèques est ainsi indispensable afin de garantir une offre culturelle de proximité sur l'ensemble du territoire et de promouvoir la lecture auprès des jeunes, indépendamment du format des œuvres ;

– considérant que l'accord de coalition prévoit un soutien renforcé aux bibliothèques publiques associatives ainsi que le développement du réseau des bibliothèques communales ;

– considérant que le Kulturentwécklungsplang (KEP), adopté en octobre 2020, souligne, dans la mesure n° 64 de son volume 6, la nécessité de réformer la loi modifiée du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques ;

– considérant que les travaux préparatoires à cette réforme ont été précédés d'une consultation publique lancée en 2022, d'un atelier thématique organisé en 2023, d'Assises sectorielles organisées en 2024, et de l'élaboration d'un état des lieux du secteur des bibliothèques en amont de cet évènement ;

– considérant que cette large consultation a permis d'identifier les principaux axes de la réforme, notamment le renforcement du rôle des communes dans le développement des bibliothèques publiques, la reconnaissance des bibliothèques spécialisées, la flexibilisation des critères d'attribution des aides financières, ainsi que le soutien à la programmation culturelle et à la digitalisation,

invite le Gouvernement à

– garantir un accès égalitaire à la culture et aux savoirs, tout en préservant l'autonomie des bibliothèques, notamment en matière de politique d'acquisition, d'horaires d'ouverture et de gestion des bibliothèques ;

– encourager la coopération entre les bibliothèques et les autres acteurs culturels et scolaires afin de promouvoir la lecture, l'accès à la culture et l'éducation aux médias ;

– favoriser le développement d'une programmation culturelle diversifiée au sein des bibliothèques ;

– poursuivre les efforts de sensibilisation des communes afin de favoriser le développement du réseau des bibliothèques publiques et d'encourager la création de nouvelles bibliothèques communales ;

– procéder, quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, à une évaluation de sa mise en œuvre et de ses effets, notamment au regard de la réalisation des objectifs poursuivis par la réforme, ainsi que de l'évolution du réseau des bibliothèques, de leur fréquentation, de leur financement et de la part étatique dans le budget global des différentes bibliothèques relevant de son champ d'application.

(s.) Gusty Graas, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Georges Engel, Jean-Paul Schaaf, Alexandra Schoos.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass ganz léif vun Iech. Villmools merci, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci och.

M. Claude Wiseler, Président | An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Bibliotheken sind die geistigen Tankstellen der Nation", sot den Helmut Schmidt, an en hat Recht. Eis ëffentlech Bibliothéike sinn awer vill méi wéi nëmme Plazen, wou ee Bicher ka liesen. Et si Plazen, wou Leit sech begéinen, wou Kanner d'Léiere fir sech entdecken, wou Jonk an Al mat deene verschiddensten Hannergrënn sech informéieren, austauschen an nei Saachen entdecken. A ganz wichteg: Et sinn och Plazen, wou een erausfënnt, wéini d'Prüfungs- an Examenszäit ass, well da fënnt ee keng Plaz méi an der Bibliothéik.

Bibliothéike si Plaze vu Kultur, vu Bildung a vu gesellschaftlechem Zesummenhalt. An et ass dës mënschlech Dimensioun, d'Convivialitéit, déi mir als Sozialisten héich schätzen an déi soll hei gestäerkt ginn.

An e Gesetz geet net d'selwecht an d'Chamber eran, wéi et herno erauskënnt, an esou ass et och bei dësem Gesetz gewiescht. Ass et richteg? Jo. Oder: E Gesetz geet net d'selwecht aus der Chamber eraus, wéi et erakënnt. Dat ass méi richteg. An esou ass et och bei dësem Gesetz gewiescht. Mir hunn hei déi legitimm Kritickе vun de Bibliothéiksassociatiounen alleguer eescht geholl. A mat Recht hunn déi drop verwisen, datt verschidden Definitiounen ze onprezis waren an datt d'Reegelunge besser un d'Realitéit vun dem Terrain missten ugepasst ginn. A genee duerfir ass et wichteg, datt mir dëst Gesetz net einfach esou iwwerholl hunn, mee och verbessert hunn a ganz ville Sitzungen.

Eis Gesellschaft huet sech verännert an d'Gewunnechten an d'Besoine sinn och net méi déi nämmlecht. An d'Bibliothéike si Plazen, wéi ech virdru gesot hunn, vum Austausch, vun der Entdeckung a vun neien Iddien a vun neiem Denken. Besonnesch déi spezialiséiert Bibliothéike sinn zu wichtege kulturelle Liewensraim ginn. A mat dësem Projet entwéckele mir hei hir Roll weider. D'finanziell Moyene ginn däitlech eropgesat a mir schafe konkreet Hëllefe fir de Betrib, fir d'Sammlung, fir d'Kulturprogramméierung, fir d'Digitaliséierung, fir d'Annexen an och fir d'Startphas.

A besonnesch begréisse mir hei dräi Punkten, niewent enger Rei vun anere Punkten och nach:

Éischtens déi verstäerkten Ënnerstëtzung vu kulturelle Programmer wéi Virliesungen, Rencontren, Atelieren an Aktivitéite fir Kanner, Jonker an och déi aner. Domat schafe mir och an Uertschaften, wou et nach keng grouss kulturell Offer gëtt, nei Méiglechkeete fir d'Leit.

Zweetens d'Stäerkung vun der Lëtzebuerger Lies- a Kulturwelt duerch de geziilte Kaf vu Luxemburgensia.

An drëttens d'Unerkennung vun der digitaler Missioun vun de Bibliothéiken. Si mussen hëllefen, géint Desinformatioun unzegoen, digital Kompetenzen ze vermëttelen an d'Leit bei der technologescher Transformatioun ze begleeden.

Ech wëll awer och d'Wichtegkeet vun der lokaler Verankerung ënnersträichen. Den Zougang zu Wëssen dierf net vum Wunnuert, dem Akommes oder dem sozialen Hannergrond ofhänken. An dofir ass et och wichteg, datt mir mat dësem Projet d'Ouvertureszäiten, d'Sammlungen an d'Acquisitiounspolitick méi no un déi konkreet lokal Besoinen ausriichten an och zouloossen, datt net alleguer d'Bibliothéiken d'selwecht sinn.

Fir datt dat och gutt klappt, brauch een och déi richteg Leit, déi sech professionell ëm d'Féiere vun de Bibliothéike këmmeren. Wann ee vu Bibliothéike schwätzt, da schwätzt een och vun de Bibliothecairen an de Bibliothecairinnen. An hei war et eis wichteg, d'Erfarung vum Terrain an d'Bedeitung vun de Fräiwëllegen unzeerkennen, gläichzäiteg awer och kloer berufflech Perspektiven ze schafen.

Dëse Projet ass awer net nëmmen eng administrativ Moderniséierung. Hei geet et ëm ëffentlech Bibliothéiken, déi net nëmme Wësse conservéieren, mee et och vermëttelen. Si stockéieren net nëmme Wierder op Pabeier, si schafe Verbindungen. Et ass e Gesetz iwwer Chancëgläichheet, iwwert d'Demokratiséierung vum Wëssen an iwwer eng Kulturpolitick, déi bei de Leit soll ukommen.

A fir eis geet dee Projet an déi richteg Richtung. E moderniséiert, professionaliséiert a stäerkt d'Gemengen, valoriséiert d'Bibliothéikspersonal a setzt op e breeden Zougang zu Wëssen an Aktivitéiten. A virun allem awer erkennt de Projet d'Bibliothéiken als dat un, wat se wierklech sinn: en ëffentleche Service de proximité, voll mat Kultur an enorme Méiglechkeeten.

An domat ginn ech den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Vu dass ech esou exzellent Virriedner hat, wäert ech mech méi kuerz halen. Jo, Bibliothéiken erfëllen eng ganz wichteg gesellschaftlech Aufgab. Si erméiglechen den Zougang zu Wëssen, Kultur a Bildung. Grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass dat immens wichteg.

Mir haten och e puer Kritickpunkten, déi och schonn erwäänt gi si vum Rapporter an awer och vun de Virriedner, zum Beispill eeben dass et just ee Gesetzestext gëtt fir déi ëffentlech an déi spezialiséiert Bibliothéiken, dass et eventuell och e bësse kriddeleg ass, dass zum Beispill ee Rayon oder eng Sektioun, déi net genau definéiert ass, u Kanner- a Jugendbicher muss virgesi sinn, wat mer a priori begréissen, mee wat vläicht eventuell eng finanziell Ënnerstëtzung bei spezialiséierte Bibliothéike ka méi schwiereg maachen, fir dës Konditioun ze erfëllen.

E klenge Kritickpunkt och: D'Benevolat kënnt net wierklech eraus an dësem Gesetzestext. De Syvicol huet dat a sengem Avis och bemängelt. Vläicht kann do nach eng Kéier den Här Minister e Wuert dozou verléieren, wéi een d'Benevolat kéint méi an d'Bibliothéiken integréieren, sief et déi ëffentlech oder déi spezialiséiert.

Och de Käschtepunkt: 100.000 Euro Ënnerstëtzung, jo, mir begréissen dat emol an enger éischter Instanz. Mir musse kucken, wéi dat dann elo wierklech um Terrain ..., ob dat genuch ass, ob dat net genuch ass. Wann een et vergläicht: Zum Beispill an Holland kann ee bis zu 400.000 Euro Subventioune kréien. Voilà.

Am Groussen a Ganzen, wéi gesot, begréisse mir dëse Projet. An duréinster géing ech menger Fraktioun och recommandéieren, dëse Gesetzestext matzestëmmen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Elo huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, mir stëmmen haut dëse Projet de loi mat, an dat aus engem einfache Grond: Ma Bibliothéike sinn an enger moderner Demokratie eebe vill méi wéi Plazen, wou een eebe just Bicher ausléine kann. Si sinn oppen Haiser vum Wëssen. Si sinn Treffpunkten. Si si Plazen, wou d'Kanner d'Freed um Liesen entdecken, wou Jonker Zougang zu Informatioune kréien, wou Erwuessener sech weiderbilden, wou Mënsche sech begéinen a wou een och derbäi hëlleft, sech an enger ëmmer méi digitaler a komplexer Welt erëmzefannen.

An enger Zäit, an där Desinformatioun, sozial Ongläichheet an digital Ausgrenzung ëmmer méi zouhuelen, jo, do ass eng ëffentlech Bibliothéik eeben och eng demokratesch Infrastruktur. An duréinst ass et richteg, dass dëst Gesetz de Secteur nei opstellt, d'Roll vun de Bibliothéiken als Lieux de rencontre, als Plaze vun der Médiation culturelle, vum Zougang zum Wëssen an als Acteure vun der Lutte géint Desinformatioun eeben als solch unerkennt.

Wat ech interessant fannen: Ma bal all gefroten Acteuren ënnerstëtzen de Grondgedanke vun dësem Gesetz. Mee se stellen awer och déi selwecht Fro: Ginn d'Mëttelen an d'Instrumenter duer, fir de Secteur op déi nächst Jore virzebereeden? An dës Fro soll een duerchaus op dëser Plaz seriö huelen, well eng Ambitioun um Pabeier eleng, jo, dat mécht nach keng staark Bibliothéikslandschaft.

Ee Punkt, deen eis wichteg ass, ass d'Unerkenne vum Bibliothéikspersonal. Dat ass kee bürokrateschen Detail. Dat ass eng Fro vu Qualitéit. Dobäi huet sech de Beruff enorm verännert. Haut geet et net nëmmen ëm Katalogen oder d'Ausléine vu Bicher, mee eeben och ëm digital Begleedung, ëm kulturell Mediatioun, ëm Recherchenhëllef, ëm Aarbecht mat Kanner a

Jonken, mee och mat Seniorinnen a Senioren a mat Leit, déi sproochlech oder digital Barriären hunn.

Gläichzäiteg muss een awer realistesch bleiwen. Gutt ausgebilte Fachleit am Bibliothéiksberäich, jo, déi si rar. D'Professionaliséierung dierf dowéinster net nëmmen eng Fuerderung um Pabeier sinn. Mir begréissen, dass d'Gesetz nieft dem diplomëierte Wee och d'Beruffserfarung unerkennt. Mee dës Ouverture dierf net als Ersatz duergoe fir eng qualitativ héichwäerteg Ausbildung en tant que tel. An doriwwer eraus stellt sech eeben och d'Fro, wéi mir dës Leit iwwerhaapt gewannen. Eng gesetzlech Fuerderung ass eebe grad just dat eent, genuch Ausbildungs- a Weiderbildungsweeër sinn dat anert.

En zweete Punkt, op deen ech gäre wëll agoen, ass d'regional Offer. Mir brauchen eng Bibliothéikslandschaft, déi méi no bei d'Leit kënnt. An dat heescht net, dass all Gemeng eleng eebe grad ëmmer muss dat selwecht maachen. Et geet fir eis eeben dorëms, eng gutt Ofdeckung vum Territoire ze hunn, eng Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen ze förderen an ëm eng Offer, déi sech eebe regional ergänzt. An dofir brauche mer Gemengen an Associatiounen, déi déi néideg fachlech Ënnerstëtzung kënne liwweren, wann eng Bibliothéik opgemaach gëtt, fir och déi bestoend Bibliothéiken ze moderniséieren oder kommunal respektiv regional Strukturen ze grënnen.

Dobäi musse mer am A behalen, déi nei Reegele fir kleng Bibliothéike weiderhi realistesch ze halen. Mir wëllen eng Professionaliséierung vum Secteur, mee mir däerfen net riskéieren, dass déi Strukturen, déi haut scho mat ganz vill Engagement um Terrain weisen, wat méiglech ass, duerch ze vill administrativ oder personell Ufuerderungen ze vill ënner Drock geroden.

An elo kommen ech zu engem leschte Punkt: d'Förderung vum Liesen. D'Freed um Liesen ass keng Niewesaach, si ass d'Grondlag fir Bildung, fir Sprooch an awer och fir kritescht Denken. Wann ee sech d'Debatten ëm d'Lieskompetenzen ukuckt, da misst d'Förderung vum Liesen eigentlech ee vun den zentrale Piliere vun eiser Bibliothéikspolitick sinn. A vill Acteuren hunn eebe grad och dorobber higewisen, dass dëse Volet haut nach net genuch ausgeschafft ass.

Ech menge schonn, dass si do e Punkt hunn. D'Bibliothéiken hunn hei eng elementar Roll. Si kënnen d'Freed um Liesen nach eng Kéier ganz aneschters vermëttelen, méi fräi, méi no beim Alldag, méi spilleresch, méi accessibel. Si kënne Kanner a Jugendlecher erreechen, déi vläicht mat der Schoul eleng net déi selwecht Bezéiung zum Liesen entwéckelen.

Liese léiert een net nëmmen an der Schoul. Et geschitt doheem, an der Bibliothéik, mee virun allem duerch d'Begeeschterung. An do hunn d'Bibliothéiken eng Roll, déi kaum eng aner Institutioun esou spille kann. Souwuel de Ministère de l'Éducation huet hei eng zentral Roll, well natierlech Liesen eng Bildungskompetenz ass, wéi awer och de Kulturministère, well Bibliothéiken, Literatur, Kulturvermëttlung an d'Freed um Liesen eeben och do bei him verankert sinn. Mee tëscht deenen zwee Beräicher, do duerf kee Gruef entstoen. An dowéinst wäert et bei dësem Gesetz eeben och dorobber ukommen, ob et geléngt, eng kohärent national Strategie fir d'Liesförderung opzebauen, déi Kultur-, Bildungs- a Jugendpolitick zesummen denkt.

Dozou, well eis d'Förderung vum Liese wichteg ass, wäert ech heimadder elo eng Motioun deposéieren.

Motion 2

« relative au renforcement de la promotion nationale de la lecture »

La Chambre des Députés,

considérant que

– le développement des compétences en lecture constitue un enjeu fondamental pour la réussite scolaire, l'émancipation culturelle et l'exercice de l'esprit critique ;

– la promotion de la lecture ne se limite pas au cadre scolaire, mais repose également sur l'action des bibliothèques, des structures culturelles et des acteurs de l'éducation non formelle ;

– plusieurs acteurs du secteur soulignent l'importance d'une meilleure coordination entre les politiques éducatives et culturelles afin de renforcer la promotion de la lecture ;

– le renforcement de la coopération entre les ministères compétents, les bibliothèques et les acteurs du terrain est essentiel afin de favoriser l'accès à la lecture pour tous les publics, et en particulier les enfants et les jeunes ;

– dans un contexte marqué par une exposition croissante des enfants et des jeunes aux écrans, la promotion de la lecture constitue un levier essentiel pour favoriser une « screen-life balance » équilibrée ;

– les bibliothèques jouent un rôle essentiel en tant que lieux de médiation culturelle, d'accès au savoir et de développement du plaisir de lire,

invite le Gouvernement à

– élaborer, en concertation avec les acteurs concernés, une stratégie nationale de promotion de la lecture associant les domaines de l'éducation, de la culture et de la jeunesse ;

– renforcer la coordination entre les ministères compétents en matière de promotion de la lecture, en associant étroitement les bibliothèques et les acteurs du terrain ;

– soutenir le rôle des bibliothèques comme lieux d'accès à la lecture, de médiation culturelle et de développement du plaisir de lire ;

– présenter à la Chambre des Députés les orientations et les mesures envisagées pour mettre en œuvre cette stratégie nationale.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An da kommen ech zum Schluss. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Succès vun dëser Reform wäert sech net um Text vun dësem Gesetz moosse loossen. E wäert sech dorunner moosse loossen, ob an e puer Joer méi Kanner de Wee an d'Bibliothéike fannen, ob méi Leit Zougang zu Wëssen a Kultur hunn an ob eis Bibliothéiken déi Plaze vun der Begéinung a vum Liesen a vum kriteschen Denke kënne sinn, déi mir haut beschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi meescht vun eis erënnere sech nach un hiert éischt Buch, dat se stolz – hoffentlech – aus enger Schoulbibliothéik eng Kéier mat heem geholl hunn, dat se vläicht doheem ënnert der Decke mat der Täscheluucht gelies hunn a wou se gehofft hunn, datt hir Eltere se net géifen dobäi entdecken. Obwuel ech elo als jonke Papp e bëssen d'Gefill hunn, datt meng Eltere ganz genee wossten, datt mer et géife maachen, mee datt se frou waren, datt mer Bicher gelies hunn.

An ech denken, datt genau dat eppes ass, wat d'Bibliothéiken ausmécht: datt se eis alleguerten, déi gäre liesen, mat enger Erënnerung verbannen, wéi mer an aner Welte geflücht sinn, a Welten, wou et vläicht ëm Aventurë gaangen ass, fir déi mer nach ze jonk waren, ëm Aventuren, wou mer eppes konnte bäiléieren oder och heiansdo einfach flüchte konnten. An dat ass dat, wat eng Bibliothéik ausmécht. A fir een, dee gäre liest, ass d'Bibliothéik onabdingbar, well all déi Bicher ze kafen, déi een an enger Bibliothéik léine kann, dat géif virun allem a jonke Jore ganz séier an de Budget goen.

An dofir sinn eis Bibliothéike quer duerch d'Land, vun der klengster Schoulbibliothéik bis hin zu der Unisbibliothéik an der Nationalbibliothéik, esou wichteg. An dofir ass et och ganz wichteg, datt mer an Zukunft hei eng méi staark Ënnerstëtzung grad bei deene spezialiséierte Bibliothéike liwweren.

Ech géif elo net behaapten, datt déi Bibliothéiken, déi mer mat deem heite Gesetz finanzéieren oder kofinanzéiere wäerten, e groussen Undrang wäerten hu vu jonke Schülerinnen a Schüler, déi déi Bicher ausléinen, fir se ënnert der Bettdecken ze liesen. Mee mir wäerten awer sécherlech heimadder den Accès fir e spezialiséierte Public méi grouss maachen.

D'Madamm Bernard huet elo grad d'Fro opgeworf, ob mer eis dann un deene richtegen Ziler moossen, um Zil, méi Leit zum Liesen ze brëngen. Ech hu mer virdrun d'Fro gestallt, wéi ech nach eng Kéier iwwert de Projet gekuckt hunn, ob ech haut méi liese wéi fréier. An d'Resultat ass, datt ech u sech säit der AI méi liese wéi virdrun, net forcement Wierker vun Auteuren, an dat ass vläicht dat, wat schued ass, mee aleng doduerch, datt mer all Dag mat deenen AIen interagéieren, liese mer deenen hiren Output. A vläicht musse mer eis net dru moossen, ob mer an Zukunft méi liesen, mee d'Fro ass éischter, ob mer erëm méi qualitativ liesen, ob mer erëm méi Bicher liesen, ob mer erëm méi Texter liesen, déi vläicht och op Pabeier sinn an eis e bëssen deconnectéieren.

An dat wär vläicht deen een Appell, deen een un dat heite Gesetz ka bannen, ze soen: Kommt, mir maachen aus de Bibliothéiken e Lieu de rencontre! Ech mengen, d'DP-Riedner hunn dorobber higewisen. Kommt, mir maachen aus de Bibliothéiken déi Plaz, wou Jonker a manner Jonker kënnen zesummekommen, net nëmme fir Accès zu Outilen ze hunn, déi se brauche fir hir Schoul, fir hir berufflech Weiderbildung oder och einfach fir en Job ze fannen, mee kommt, mir maachen dorauser eng Plaz, wou mer d'Freed um Liesen um Pabeier förderen! Ech géif mer dat, mengen ech, als Wonsch haut an d'Hausaufgabebichelche schreiwen an da kucke mer, ob mer an e puer Joer, wa mer dann op dësen Debat zréckblécken, dat Zil erreecht hunn.

Dat gesot, gi mir eisen Accord fir dëse Projet. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Vläicht virausgeschéckt, datt ee bei dësem Gesetz dem Ministère zumindest ee Kompliment muss maachen, e grousst Kompliment, nämlech datt se net mam Briecheise virgaange sinn. An net manner wéi siwe Reuniounen hu mer mat enger Akribie, déi ech soss seele bei Gesetzestexter gesinn, Artikel fir Artikel auserneegeholl, Froe gestallt, fir dann zu dësem Text ze kommen, deen, mengen ech, och ganz gutt ass an deen natierlech och eis Zoustëmmung wäert fannen.

D'Bibliothéiken hunn an der Geschicht vun där politescher Famill, aus där ech kommen, ëmmer eng wichteg Roll gespillt – historesch Lies- a

Bildungsveräiner –, wéi sech Aarbechter um Enn vum 19. an ugangs vum 20. Joerhonnert organiséiert hunn, well Liesen a Bildung insgesamt engersäits als Waff gesi gi sinn an anerersäits awer och als Element vun Emanzipatioun, also en Element vu Befreiung, vun der Méiglechkeet, sech vun de soziale Ketten, déi sécherlech ugangs vum 20. Joerhonnert nach weesentlech méi staark ware wéi haut, kënnen ze léisen. Duerfir ass eis och e Bibliothéiksgesetz oder e Kadergesetz, dat bibliothekaresch Aktivitéiten organiséiert, sécherlech ganz wichteg. An Emanzipatioun heescht och ëmmer Befreiung.

An haut mierkt een, datt d'Befreiung och ganz staark doranner besteet, datt et eng Befreiung vu Beriselung vum Alldag ass, datt et d'Méiglechkeet ass, sech erëm kënnen nei ze fokusséieren. Also de Géigendeel vun der Zerstreeung, déi mer soss daagsiwwer hunn, ass et d'Méiglechkeet, vläicht och sech selwer nach eng Kéier ze fannen an anescht a konzentréiert kënne virzegoen.

Här President, dëst Gesetz ass e gutt Gesetz, hunn ech gesot. Et ass effektiv e Gesetz, dat déi Moyenen, déi am Moment de Staat deployéiert, fir d'Bibliothéiken ze ënnerstëtzen, ze förderen an nei Grënnunge vu Bibliothéiken ze förderen, auswäit. Dat ass sécherlech gutt.

Wichteg sinn och déi Incitativen, déi geschafe gi fir Gemengen oder Gemengesyndikater, fir och selwer Verantwortung ze huelen als kommunal Instanzen an der Grënnung vu Bibliothéiken.

Wichteg Elementer sinn och d'Weiderbildung vum Personal, d'Opwäertung vum Conseil supérieur an och d'Ophuele vu spezialiséierte Bibliothéiken an dëst Gesetz. Mir wëssen, et gëtt der eng ganz Rëtsch. Och do, an enger gewësser Traditioun, hunn eng ganz Rëtsch ONGe spezialiséiert Bibliothéiken. Och si falen hei ënnert d'Gesetz an hunn och Moyenen zur Verfügung, fir besser kënnen ze schaffen. Och d'Reegelunge ronderëm d'Ëffnungszäite sinn alleguer sënnvoll an ënnerstëtzenswäert.

Duerfir maachen ech et kuerz: Mir stëmmen dëst Gesetz mat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Kulturminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, ech si frou, esou vill positive Feedback ze héieren, wat eist Gesetz iwwert d'Bibliothéiken ugeet. Well jo – an dat ass de Mëtteg och elo scho méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn –, d'Bibliothéiken hu grad an dësen Zäiten, onsécheren Zäiten, Zäite vun Deepfakes, Desinformatioun, e wichtege Rôle ze spillen.

Et ass eng Plaz, wou mer zesummekommen, wou sech begéint gëtt, wou diskutéiert gëtt, wou informéiert gëtt. Et ass eng Plaz vun demokratescher Participatioun. Et ass eng Plaz, wou mer verschidde Meedie kënne konsultéieren, Informatioune kréien, Wësse kréien. Et ass eng Plaz, fir déi sozial Kohäsioun ze stäerken. A jo – an dat ass de Mëtteg och méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn –, et ass natierlech och eng Plaz, wou d'Liesförderung fir jiddereen a virun allem natierlech och fir déi jonk Generatioun am Vierdergrond steet.

An dofir ass et wichteg, de Bildungsoptrag vun de Bibliothéiken an och den demokrateschen Accès zur Informatioun iwwert déi nächst Joren ze stäerken an eis Bibliothéiken uechtert d'Land an all eise Bezierker och als reellen Tiers-lieu ze gesinn an unzeerkennen. A genau dat wëlle mer mat dësem Gesetz haut de Mëtteg hei maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, erlaabt mer, op dëser Plaz kuerz drop anzegoen – den Här Baum huet et zum Deel gesot –: An der Kommissioun hu mer eis laang mam Gesetzesprojet befaasst, wat ech och ausdrécklech begréissen, wou mer ganz interessant an och konstruktiv Gespréicher haten a wouduerch mer, mengen ech, hei e Gesetz kënne presentéieren, dat iwwert déi nächst Joren d'Riicht hält.

Ech wëll awer och déi participativ Approche vun dësem Gesetz ervirsträichen, wou 2022 – an dat war deemools nach d'Virgängerin – dee Prozess ugefaangen huet mat enger Consultation publique. 2023 waren dat thematesch Workshoppen an 2024 hu mer Assise-culturellen iwwert d'Bibliothéiken organiséiert. Dat alles, fir ze weisen, dass mer eng Bottom-up-Approche hunn, dass mer de Secteur, d'Acteuren, d'Experten, d'Bibliothecairen an natierlech och d'Benevollen, alleguerten déi, déi interesséiert sinn, mat abannen a wou mer elo ganz frou sinn, dat heite Resultat an dat heite Gesetz kënnen ze presentéieren an haut ze stëmmen.

Et ass och ugeschwat ginn: Mir schwätze gréisstendeels vun engem Finanzéierungsgesetz, wou mer iwwert déi nächst Joren de Bibliothéiken uechtert d'Land däitlech méi finanziell Moyenen zur Verfügung stellen. Mir hunn eng Upassung vun den Aiden un den Index. Och dat ass wichteg. A jo, ech kann Iech hei versécheren, dass mer och do weiderhi wäerten Efforte maachen, fir iwwert déi nächst Jore weider finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ze kréien, fir d'Bibliothéiken dann och nach iwwert déi nächst Jore verstäerkt kënnen ze ënnerstëtzen, an dat do, wou et dann och gebraucht gëtt.

Ech ënnersträichen awer kloer, dass mer eng reell Hausse hu vun däitlech méi finanzielle Mëttelen, och wann een dat mat de Plazen am Ausland vergläicht, wou éischter bei de Bibliothéiken de roude Bic ugesat gëtt. An dat maache mer hei am Land ganz kloer net.

Et ass ugeschwat ginn: Wat maache mer mat deem Geld? Et ass eng Kéier de ganze Volet Fonctiounskäschten, déi mat iwwerholl ginn, wou mer méi Geld zur Verfügung stellen. Mir hunn e Budgetsartikel, wou et ëm dee ganzen digitale Volet geet, wou eng Bibliothéik 2026 an déi nächst Joren natierlech och do aner Defien huet. Mir hunn dee ganze Volet Médiation culturelle, wou mer e Budget zur Verfügung stellen, wou et ënner anerem natierlech och ëm d'Liesförderung geet, wou eeben och dee Bildungsoptrag vun de Bibliothéike ganz kloer am Vierdergrond steet, wou mer eis Bibliothéiken als Tiers-lieux wëlle stäerken, wou d'Leit zesummekommen, d'Kultur gelieft gëtt, an dat iwwer ganz flott an och modern Aktivitéiten.

Erlaabt mer awer, op dëser Plaz och drop anzegoen – an dat ass och ugeschwat ginn –, wat dee ganze Volet Lëtzebuerger Sprooch ugeet, de Lëtzebuerger Buchsecteur, wou mer eebe mat engem Budget vu 5.000 Euro all Joer considerabel Moyenen zur Verfügung stellen, fir de Lëtzebuerger Buchsecteur ze ënnerstëtzen. Den Här Schaaf huet gesot, dass dat vläicht e bësse schwiereg ass, all Joer 5.000 Euro an nei Lëtzebuerger Bicher, Literatur ze investéieren. Et ass jo och esou, dass ee virun allem elo déi Bibliothéike verstäerkt wëll ënnerstëtzen, déi iwwert déi lescht Jore vläicht net esou déi Moyenen haten, fir déi Lëtzebuerger Literatur ze kafen, ze ënnerstëtzen, soudass ee mat deene 5.000 Euro pro Joer och nach ëmmer vergaange Bicher, déi elo scho méi laang um Maart sinn, natierlech dann an déi Richtung ka kafen.

Erlaabt mer op dëser Plaz awer och, bevir ech zum Schluss kommen, kuerz nach op de Volet Benevolat anzegoen. Ech mengen, dat war och eng Fro vun der Madamm Schoos. Et ass e Gesetz, wou mer natierlech eis wëlle professionaliséieren, eis Bibliothéike wëlle professionaliséieren, op där enger Säit, jo. Op där anerer Säit kënnen awer och weiderhi Leit, déi am Benevollen aktiv sinn, déi eng gewëssen Experienz hunn, déi iwwer Joren och an de Bibliothéiken aktiv waren – do hu mer verschidde Krittäre jo och opgestallt –, weiderhin eng Bibliothéik féieren a weiderhin an enger Bibliothéik schaffen. Dat ass net verbueden. Mee mir wëllen awer och d'Dier opmaachen, fir iwwert déi nächst Joren eis Bibliothéiken ze professionaliséieren. Dofir hu mer béid Dieren an deem Sënn opgelooss. An et ass och weiderhin net verkéiert, wann an enger Bibliothéik eng Personne à temps plein professionell agestallt ass, dass do supplementär derzou natierlech och nach benevoll Leit sech kënnen aktiv bedeelegen, wat eeben och weiderhi méiglech ass a wat eis ganz, ganz wichteg war.

Erlaabt mer awer op dëser Plaz, och all deene Merci ze soen, déi iwwert déi lescht Joren, zënter 2022, un dësem Gesetz matgeschafft hunn. Et war e längere Prozess, net nëmmen an der Kommissioun, iwwer eis Consultation-publiquen, iwwer eis Assisen. All deenen Acteuren, ASBLen, Associatiounen, Benevollen, Experten, Bibliothecairen, jidderengem e ganz, ganz grousse Merci fir den Input. Well dat war eis wichteg, fir wierklech och um Terrain gewuer ze ginn: Wou dréckt de Schung? Wou hu mer Verbesserungspotenzial?

An ech mengen, dass mer elo mat dësem Gesetz e gesonden, e gudden Equiliber fonnt hunn, wou mer op där enger Säit eng gewëssen Erwaardungshaltung hunn, wat d'Qualitéit ugeet vun deene Servicer, déi mer ubidden, awer och op där anerer Säit eng Flexibilitéit, déi mer de Leit um Terrain mat op de Wee ginn, well et sinn déi Leit um Terrain, an de Bibliothéiken, déi am beschte wëssen, wou nach Problemer sinn a wou et verschidden Adaptatiounen ze maache gëtt.

Voilà, dat gesot, ass et menger Meenung no e Gesetz, wou mer de Bibliothéike méi Moyene ginn, d'Bibliothéike stäerken als Haiser vum Wëssen, vun der Kultur an och vun der Demokratie. Well jo – an dat erlaben ech mer ze soen, vun eis alleguerten –, wa mer an eis Bibliothéiken investéieren, investéiere mer och an d'Zukunft vun eis alleguerten, an d'Zukunft vun eiser Gesellschaft!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8523 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8523[11A].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8523 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Dir d'Procuratiounen nach eng Kéier kucken, wannechgelift? Bon, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Georges Mischo), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nancy Arendt), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard) et Mme Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Wärend dem Debat zu dësem Projet de loi sinn zwou Motiounen deposéiert ginn, déi eng vun dem Här Gusty Graas, déi aner vun der Madamm Djuna Bernard. Mir huelen déi an der Reiefolleg, wéi se deposéiert gi sinn.

Motion 1

Also fir d'éischt déi vum Här Gusty Graas. Ass do nach een, deen dozou wëllt schwätzen? Ech gesinn, datt all d'Fraktiounen, wann ech dat elo richteg gesinn, hei ënnerschriwwen hunn.

Dofir froen ech, ob ech iwwert déi à main levée kann ofstëmme loossen.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Wien ass domat d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dogéint?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun der Madamm Djuna Bernard. Wie wëllt zur Motioun vun der Madamm Bernard Stellung huelen? Den Här Graas, fir unzefänken. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Bernard fir dës Motioun, déi interessant ass, wou och eng ganz Rei flott Aussoen dra sinn.

Bon, Dir frot natierlech hei, datt de Ministère de l'Éducation nationale och soll eng gewësse Roll spillen. Ech mengen, Dir verstitt jo elo, en absence vun engem Vertrieder vum Ministère, datt mer dat esou dës Kéier op dëser Plaz vläicht net kënnen ausdiskutéieren.

Mee vu datt mer awer gréisstendeels mat enger Rei Fuerderungen, déi Der hei stellt, d'accord sinn, déi sech jo deelweis mat eiser Motioun hei iwwerschneiden, géing ech Iech proposéieren, datt mer déi vläicht géingen an eng Jointe huelen, an eng Jointe Educatioun a Kultur, wou een dat da kënnt nach méi detailléiert beschwätzen, ëmsou méi – ëmsou méi! – well sech um Niveau vun der Éducation nationale och Gedanke gemaach ginn, fir d'Liesen nach méi ze promouvéieren. Ech mengen, da kéint een dat do nach méi an aller Offenheet diskutéieren.

Wann Der domat d'accord wäert, dat géing ech dat flott fannen, dann hätte mer och Ärer Motioun eng positiv Suite ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen dozou?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech der Madamm Bernard d'Wuert, fir eventuell dozou Positioun ze huelen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här Graas, fir Är interessant a flott Propos. Ech mengen effektiv, mir hate jo e bësselchen Iwwerlappungen an eisen Aussoen, och an eise Rieden. Ech géing déi Offer ganz gären unhuelen. An ech freeë mech effektiv op eng jointe Kommissioun zu deem Sujet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt dat zu enger grousser Zoustëmmung féiert. Ech ginn also dervunner aus, wann ech d'Propositioun maachen, dës Motioun an d'Commission de la Culture ze schécken, déi dann eng Jointe mécht mat där vun der Éducation nationale, datt Dir bereet sidd, doriwwer à main levée ofzestëmmen.

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien ass domat d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Also ass d'Propositioun, déi an d'Kulturkommissioun ze schécken, déi eng Jointe mat där vun der Educatioun mécht, à l'unanimité ugeholl.

(La motion 2 de Mme Djuna Bernard est renvoyée à la Commission de la Culture et à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.)

Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Moien um 9.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.42 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Financement climatique et environnemental du Luxembourg	3745	Joëlle Welfring	70
Expulsions de résidents de la structure d'accueil à Soleuvre	3855	Yves Cruchten, Paulette Lenert, Liz Braz	71
Benzène dans le gaz domestique	3859	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	71
Statistiques concernant les bénéficiaires du REVIS	3871	Marc Goergen	72
Utilisation des outils d'IA	3873	Franz Fayot, Ben Polidori	72
Applications professionnelles installées sur les téléphones privés des salariés ou agents	3880	David Wagner	74
Harmonisation des bagages cabine dans l'Union européenne	3883	Yves Cruchten	74
Traitement de cas de maladies dans les secteurs privé, public et communal	3897	Marc Goergen	75
Fin de la dérogation e-Privacy et conséquences pour la lutte contre les abus sexuels sur mineurs en ligne	3898	Nancy Arendt	75
Don d'acier, droits de douane et interrogations sur les pratiques d'ArcelorMittal	3901	Sven Clement	76
Lutte contre le frelon asiatique	3902	Sven Clement	77
État de la population du hérisson et mesures de protection au Luxembourg	3903	Claire Delcourt	77
Lutte contre le frelon asiatique	3905	Claire Delcourt, Yves Cruchten	78
Détection de cannabinoïdes de synthèse (SCRA) dans des produits commercialisés comme CBD/THC-A vendus au Luxembourg	3906	Marc Baum	79
Cybersécurité des routeurs et souveraineté numérique	3907	Ben Polidori, Yves Cruchten	80
Déclaration du Conseil de l'Europe sur les migrations et respect de la CEDH	3908	Yves Cruchten	81
Bénéfices du groupe Encevo pour l'année 2025	3914	Joëlle Welfring	82
Travaux complémentaires au rond-point de Reichlange après son achèvement	3915	Michel Lemaire	83
Risques liés à l'utilisation des cryptomonnaies pour contourner les sanctions internationales	3916	Diane Adehm	83
Installation d'une antenne de téléphonie mobile à Haller et procédure d'autorisation	3917	Alexandra Schoos	84
Traitement des données des membres de l'armée (SAP)	3918	Tom Weidig	84
Interventions médicales non consenties sur enfants intersexes et cadre juridique au Luxembourg	3919	Claire Delcourt, Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	85
Protection du Luxembourg face aux campagnes de désinformation	3920	Dan Hardy	86
Évolution des boucheries et abattoirs	3922	André Bauler	87
Impact du Plan pauvreté sur les populations les plus précaires	3923	Dan Hardy	87
Encadrement et croissance des fonds monétaires tokenisés	3925	Laurent Mosar	89
Paiement des allocations de chômage	3926	Marc Goergen	89
Réseau des CISP et insertion des jeunes en difficulté	3927	Francine Closener	89
Hausse des prix de l'énergie et impact sur l'agriculture luxembourgeoise	3928	Claire Delcourt, Ben Polidori	90
Vérification d'âge en ligne au Luxembourg	3930	Françoise Kemp, Ricardo Marques, Nancy Arendt	90
Augmentation des signalements de personnes disparues et moyens de la police	3931	Sven Clement	91
Contrôle technique des véhicules luxembourgeois à l'étranger	3932	Ben Polidori	91
Financement des communautés juives et répartition des aides publiques au Luxembourg	3933	Liz Braz	92
Risques liés à l'intelligence artificielle pour la cybersécurité du secteur financier	3934	Laurent Mosar	93
Mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives aux logements dans les zones d'activités économiques	3935	Meris Sehovic	93
Conditions de travail et compétence de l'ITM à l'Université du Luxembourg	3936	Liz Braz	93
Risque de pénurie de kérosène	3938	Michel Lemaire	94
Traitement des enquêtes pour personnes disparues	3939	Dan Biancalana	95
Dommages à cause de l'exécution de décisions judiciaires par huissier	3941	Marc Goergen	95
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3943	Marc Goergen	95
Programme « Bilan 30 »	3944	Francine Closener	95
Investissements européens dans l'énergie nucléaire	3945	Joëlle Welfring	97
Certificats de conformité et d'immatriculation de véhicules « oldtimers »	3946	Stéphanie Weydert	97
Plan national de lutte contre le tabac	3947	Sven Clement	98
Écarts de coûts et efficacité des dépenses publiques dans le logement	3948	Sven Clement	98

Financement climatique et environnemental du Luxembourg | Question **3745** (09/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au cours des dernières années, plusieurs gouvernements successifs ont mis en place différents instruments financiers visant à mobiliser des capitaux privés pour soutenir les investissements en faveur du climat, de l'environnement et de la biodiversité.

Ces instruments s'inscrivent dans une approche dite de « finance mixte », qui consiste à utiliser des ressources publiques afin de réduire certains risques et d'attirer ainsi des investissements du secteur privé vers des projets à impact environnemental ou climatique. Parmi les initiatives connues figurent notamment la Plateforme du financement climatique Luxembourg-BEI.

Dans ce contexte, il semble utile de disposer d'une vue d'ensemble des instruments existants et de leur efficacité.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels instruments financiers, fonds, plateformes, partenariats public-privé ou autres mécanismes d'investissement visant à mobiliser des capitaux privés pour des projets liés au climat, à l'environnement ou à la biodiversité ont été créés ou soutenus par l'État luxembourgeois depuis 2013 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste détaillant pour chacun des instruments
– l'année de création, les ministères ou entités publiques impliqués, les partenaires privés éventuels, l'objectif principal ?
– le montant des contributions publiques engagées depuis la création ;
– le volume total des investissements mobilisés, y compris les capitaux privés ;
– l'effet de levier estimé ?

3) Quels indicateurs d'impact environnemental ou climatique sont utilisés pour évaluer ces instruments, et quels sont les principaux résultats obtenus jusqu'à présent ?

4) Le Gouvernement a-t-il réalisé ou prévoit-il de réaliser une évaluation globale de ces différents instruments, notamment afin d'analyser leur efficacité et d'améliorer la cohérence de l'action publique dans le domaine de la mobilisation de capitaux privés pour la transition écologique ? Dans l'affirmative, quand est ce-que les résultats de l'évaluation seront rendus publics ?

Réponse (18/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Depuis la COP21 à Paris en 2015, le Luxembourg s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de financement climatique international et a reconnu que le secteur public devait mobiliser des fonds supplémentaires auprès du secteur privé afin d'apporter une contribution plus substantielle à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

À cette fin, la Climate Finance Task Force a été créée en 2015 en tant que plateforme de réflexion public-privé. Le Climate Finance Accelerator est venu compléter ce dispositif en soutenant des gestionnaires de fonds investissant dans des projets liés à la lutte contre le changement climatique. Le Luxembourg consacre tous ses efforts à l'établissement d'un centre international de la finance verte.

Au cours des deux premières périodes de financement climatique international (2014-2020 et 2021-2025), la majeure partie du financement climatique international du Luxembourg a été octroyée sous forme de subventions. Une partie de ces subventions a été allouée à des intermédiaires ou à des véhicules financiers visant à mobiliser des capitaux privés, notamment :

– la participation à des véhicules et plateformes financières à impact, tels que la Luxembourg-EIB Climate Finance Plattform (LCFP), le Forestry and Climate Change Fund (FCCF) et la contribution au Green Climate Fund (GCF), intégrant des mécanismes de partage des risques (première perte, prises de participation subordonnées, garanties, prêts) ;
– le soutien à des programmes et initiatives de renforcement des cadres réglementaires, des capacités et de l'assistance technique, susceptibles de favoriser indirectement la mobilisation de financements privés, tels que le Global Trust Fund on Sustainable Finance Instruments (GTF) et l'initiative Resilient Landscapes Luxembourg (RLL).

Pour la période 2026-2030, la stratégie de mise en œuvre, en cours de finalisation, renforcera la mobilisation des capitaux privés afin d'accroître la contribution du Luxembourg à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, tout en poursuivant le développement d'un centre international de la finance verte.

ad 2) Une liste comprenant les détails demandés pour les instruments utilisés en vue de la mobilisation de financement climatique international privé est fournie dans le tableau ↑ ci-joint.

Il est à noter que ce fichier prend en compte uniquement les initiatives financées par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ou financées par ce ministère en collaboration avec d'autres ministères luxembourgeois, dans le cadre du financement climatique international à partir de 2015.

ad 3) Pour la période de financement climatique international 2021-2025, aucun système commun de suivi et d'évaluation n'ayant été mis en place, il n'existe pas de vue d'ensemble complète de l'impact environnemental et climatique des initiatives soutenues. Des résultats sont toutefois disponibles au niveau de certains projets et programmes.

À titre d'exemple, la Luxembourg-EIB Climate Finance Plattform (LCFP), financée conjointement par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et le Ministère des Finances, a permis depuis sa création en 2017 (situation au 31/12/2025, valeurs estimatives) :

– de mobiliser 19,4 milliards EUR pour des projets climatiques (effet de levier estimé à 1:353 ; voir le tableau sous la question 2 pour plus d'informations) ;
- d'éviter 12,4 millions de tonnes de CO_2 et de réduire 2,3 millions de tonnes supplémentaires par an ;
– de gérer durablement 21,7 millions d'hectares de terres ;
– d'installer 2,4 GW de capacités d'énergie renouvelable ;
– de permettre à 18,2 millions de personnes de bénéficier d'une assurance climatique ;
– de réaliser 5,1 millions de MWh d'économies d'énergie par an ;
– de réduire 427.000 tonnes de déchets par an.

De même, le Global Trust Fund (GTF) on Sustainable Finance Instruments, mis en œuvre par le Global Green Growth Institute (GGGI), a permis de mobiliser 2,7 milliards USD (effet de levier estimé à 1:828 ; voir le tableau sous la question 2 pour plus d'informations) pour des projets climatiques dans les pays en développement depuis 2023 et d'atteindre une réduction estimée de 175.582 tonnes de CO_2e (situation au 31/01/2025).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de financement climatique pour la période 2026-2030, un système plus complet de suivi et d'évaluation est en cours d'élaboration afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats.

ad 4) À ce stade, aucune évaluation globale de l'ensemble des instruments n'a été réalisée, notamment en raison du caractère relativement récent de plusieurs d'entre eux et de la disponibilité encore par elle des données.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de financement climatique pour la période 2026-2030, il est prévu de mettre en place une méthodologie spécifique de suivi et d'évaluation, permettant d'analyser l'efficacité des instruments et de poursuivre l'amélioration de la cohérence de l'action publique en matière de mobilisation de capitaux privés.

Expulsions de résidents de la structure d'accueil à Soleuvre | Question **3855** (30/03/2026) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Laut Informatiounen, déi eis zougedroe goufen, sollen an der Flüchtlingsstruktur zu Zolwer aktuell eng Rei Persounen e Bréif kritt hunn, mat deem si opgefuerdert goufen, d'Struktur ze verloossen. Dëst géif och Famille mat Kanner betreffen.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil folgend Froe stellen:

1. Ass dem Ministère déi aktuell Situatioun bekannt, an där eng gréisser Unzuel vu Persounen an der Struktur zu Zolwer opgefuerdert gouf, d'Struktur ze verloossen?

2. Wa jo, sinn ënnert dëse Leit och Famille mat Kanner?

3. Wéini genau sinn dës Bréiwer verschéckt ginn?

4. Wéi vill Persoune si vun dëser Mesure betraff a goufen opgefuerdert, d'Struktur ze verloossen?

Réponse (21/05/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Als Éischt ass ze betounen, datt d'Prozedure vum ONA an dësem Beräich säit hirer Aféierung am Joer 2020 onverännert bliwwe sinn. No der Obtentioun vum Statut kënnen d'Beneficiairë vum internationale Schutz (BPI) vun enger Verlängerung vun hirer Ënnerbréngung an enger Struktur vum ONA profitéieren, déi bis zu 12 Méint dauere kann, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, eng Wunneng ze fannen. No dëser Frist ginn déi betraffe Persoune progressiv vum ONA informéiert, datt si d'Ënnerkonftsstruktur bannent engem Mount misste verloossen.

Zanter Januar 2026 goufen 11 Bénéficiaires de protection internationale an 2 Persoune mat engem Titre de séjour duerch eng Mise en demeure opgefuerdert, d'Ënnerkonftsstruktur zu Zolwer ze verloossen. Et handelt sech dobäi ëm 3 Famillen, bestoend aus 7 Erwuessenen a 6 Kanner.

D'Datumer, wéini déi genannte Mises en demeure verschéckt goufen, waren den 12.1.2026, de 17.3.2026 an den 20.4.2026. Et ass dobäi ze preziséieren, dass keng vun deene betraffene Persounen am Dortoir ënnerbruecht war.

Benzène dans le gaz domestique | Question **3859** (30/03/2026) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Une étude récente (Stanford/PSE Healthy Energy) met en évidence des niveaux alarmants de benzène – substance reconnue cancérigène par l'OMS – dans le gaz domestique en Europe, et met en garde contre un risque sanitaire jusqu'à présent sous-estimé. En effet, les concentrations de benzène mesurées dans les échantillons de l'étude dépassent de 9 à 73 fois les niveaux mesurés dans des échantillons de comparaison en provenance de l'Amérique du Nord.

Dans 40 % des ménages contrôlés dans le cadre de l'étude, des fuites de gaz, même minimes, exposaient les habitants à du benzène et dans 9 % des cas, l'exposition était telle qu'elle dépassait les seuils limite de l'Union européenne.

La même étude met en évidence un vide réglementaire concernant la surveillance des composés toxiques dans le gaz, notamment le benzène, dont la présence n'est pas systématiquement contrôlée tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Energie et du Tourisme, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Les ministres peuvent-ils préciser si la composition chimique du gaz importé au Luxembourg fait l'objet de contrôles réguliers concernant la présence de benzène ou d'autres composés toxiques ? Dans l'affirmative, quel est le taux de benzène présent dans le gaz distribué aux ménages luxembourgeois ?

2) À quels niveaux de la chaîne d'approvisionnement des contrôles sont effectués et par quels acteurs ?

3) Existe-t-il des obligations spécifiques pour les fournisseurs ou gestionnaires de réseau concernant la surveillance des substances cancérigènes dans le gaz ?

4) Le Luxembourg dispose-t-il de données ou d'études concernant la présence de benzène dans l'air intérieur des logements équipés de chauffage ou de cuisinières à gaz ?

5) Une évaluation des risques sanitaires liés à l'exposition au benzène dans les habitations a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue ?

6) Le ministère envisage-t-il de lancer des campagnes de mesure de la qualité de l'air intérieur dans les logements utilisant le gaz pour la cuisson ou le chauffage ?

7) Des recommandations spécifiques existent-elles à destination des ménages concernant la ventilation, l'entretien des installations ou la détection de fuites ?

8) Au regard des nouvelles données scientifiques, le Gouvernement considère-t-il que les normes européennes actuelles offrent une protection suffisante pour la santé publique ?

9) Le Luxembourg a-t-il engagé ou prévoit-il d'engager des discussions au niveau européen pour revoir les seuils actuels, ou renforcer la réglementation sur les composés toxiques dans le gaz ?

10) Qui est considéré comme responsable en cas de risque sanitaire lié à la composition du gaz ?

Réponse (19/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et ses règlements d'exécution ne prévoient pas de dispositions prescrivant des contrôles réguliers concernant la présence de benzène ou d'autres composés toxiques.

ad 2) La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et ses règlements d'exécution ne prévoient pas de dispositions prescrivant des contrôles réguliers concernant la présence de benzène ou d'autres composés toxiques.

ad 3) La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et ses règlements d'exécution ne prévoient pas des dispositions spécifiques pour les fournisseurs ou gestionnaires de réseau concernant la surveillance des substances cancérigènes dans le gaz.

ad 4) et 5) Le Luxembourg dispose de certaines données relatives à la présence de benzène dans l'air intérieur.

Une étude menée entre 2014 et 2019 par le Laboratoire national de santé (LNS), en collaboration avec la Direction de la santé, a analysé la présence de composés organiques volatils, dont le benzène, dans l'environnement domestique[1]. Les résultats, fondés sur 715 prélèvements réalisés dans 159 ménages, indiquent des concentrations comparables à celles observées dans les pays voisins et inférieures aux valeurs guides de l'OMS Europe. À noter que ces données, de même que celles issues du Service hospitalier national de médecine de l'environnement (SHNME) situé au CHEM[2], constituent des investigations ciblées sur demande médicale et ne sont pas représentatives de l'ensemble des logements.

En complément, le benzène a également été mesuré par la Direction de la santé, dans le cadre d'une étude sur la qualité de l'air intérieur, réalisée en 2023-2025 dans 30 bâtiments scolaires. Les résultats ne mettent pas en évidence de concentrations préoccupantes.

Par ailleurs, le LNS vient de lancer l'enquête générale de biosurveillance LëtzHBM. Dans ce cadre, le LNS mesure les concentrations de composés organiques volatiles dans l'air des domiciles des participants ce qui inclut aussi la concentration de benzène. Les prélèvements auprès des participants de la surveillance LëtzHBM ont commencé début 2025 et termineront fin 2026. Les résultats seront disponibles uniquement après la réalisation des analyses de laboratoires, l'évaluation statistique des données et la communication des résultats aux participants.

Enfin, une nouvelle étude sur la qualité de l'air intérieur sera lancée dans les crèches par la Direction de la santé et comprendra également la mesure du benzène.

ad 6) À ce stade, les initiatives ne visent pas spécifiquement les logements utilisant le gaz pour la cuisson ou le chauffage.

Le ministère entend toutefois poursuivre les travaux engagés au niveau national en matière de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans la continuité des démarches déjà entreprises.

Des actions plus ciblées pourront être examinées en fonction des connaissances scientifiques disponibles, des données collectées au niveau national et des priorités de santé publique environnementale.

ad 7) Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2014 relatif a) aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 20 MW b) aux installations de combustion alimentées en combustible gazeux d'une puissance nominale utile supérieure à 3 MW et inférieure à 20 MW et le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz fixent les critères minimaux pour l'usage et le contrôle des installations de combustion alimentées en combustible solide, liquide ou gazeux destinés pour la production de chaleur et/ou de l'eau chaude.

Installations à combustibles solides et liquides concernées par le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014

L'agent de la Chambre des Métiers contrôle en premier lieu la conformité de l'installation au règlement grand-ducal en question, c.-à-d. il contrôle si toutes les valeurs limites prescrites par le règlement sont respectées (émissions de poussières, de monoxyde de carbone, oxydes d'azote et rendement de l'installation, etc.). En outre, il fait une inspection du fonctionnement de l'installation et du stockage du combustible.

Cet agent donne également des conseils en matière du combustible à utiliser, du stockage approprié de ces derniers et, dans le cas d'un combustible solide, du taux d'humidité du combustible.

Installations à gaz concernées par le règlement grand-ducal du 27 février 2010

Lors de la procédure de réception, l'agent fait le contrôle du fonctionnement de l'équipement de sécurité de l'installation. Il vérifie l'emplacement de l'appareil à gaz, l'aménagement de la ventilation des locaux, l'évacuation des fumées ainsi que la qualité de la combustion et le rendement de combustion.

ad 8) et 9) S'appuyant sur les expertises scientifiques nationales et internationales, le Gouvernement suit attentivement l'évolution des connaissances ainsi que les travaux des instances européennes et internationales. Cette veille permet d'apprécier en continu l'adéquation des normes en vigueur au regard de la protection de la santé publique.

ad 10) La gestion d'un risque sanitaire lié à la composition du gaz repose sur une compétence partagée et fonctionnelle entre plusieurs autorités. Ainsi la Direction de la santé est compétente pour l'évaluation des risques pour la santé publique et pour les mesures sanitaires. Elle peut intervenir sur demande ou à la suite d'un signalement d'un problème sanitaire potentiel.

La coordination est assurée en fonction de la nature et de l'ampleur de la situation, dans le respect des compétences de chaque autorité.

Statistiques concernant les bénéficiaires du REVIS | Question **3871** (01/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir Persoune virun der Aarmut an Obdachlosegkeet ze schützen, existéiert zu Lëtzebuerg ee Sozialsystem. De REVIS ass eng vun de Moossnamen, déi et Persounen a Familllje soll erméiglechen, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, wann si an eng prekär Situatioun kommen. Fir de REVIS kënnen ze kréien, muss ee verschidde Bedéngungen erfëllen. Dorënner déi, dass een zu Lëtzebuerg wunnt, also eng legal Adress hei huet an och, dass ee gewëllt muss si fir ze schaffen, also enger Aarbecht nozegoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Existéieren Zuelen dozou, wéi vill Leit, déi de REVIS kréien, nach ni enger Aarbecht oder selbstständeger Aktivitéit nogaange sinn?

Réponse (20/05/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

De Familljeministère huet keng Donnéeë wéi vill Beneficiairë vum REVIS nach ni enger Aarbecht oder enger selbstänneger Aktivitéit nogaange sinn. Den FNS erhieft keng esou Donnéeë vun de Leit, déi eng Demande REVIS erareechen.

Wéi allerdéngs aus dem Rapport d'activité vum FNS ervirgeet, haten am Joer 2025 ronn 70 % vun de Stéit, déi Beneficiaire vum REVIS sinn, nach en anere Revenu nieft dem REVIS, wéi z. B. e Salaire oder eng Pensioun, a kruten deemno nëmmen de Complement REVIS an net dee ganze Montant.

Utilisation des outils d'IA | Question **3873** (01/04/2026) de **M. Franz Fayot** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Les données parlent d'elles-mêmes : un sondage français révèle que 85 % des 18-24 ans utilisent des outils d'IA, dont plus de la moitié quotidiennement. Le ministère a reconnu, dans le cadre du KI Kompass, que l'intelligence artificielle est désormais une réalité dans les écoles luxembourgeoises et qu'il convient, face à son essor, de développer d'abord les compétences humaines des élèves avant l'apprentissage et l'usage de l'IA.

Force est de constater que tous les jeunes n'appréhendent pas de la même manière le fonctionnement de l'IA générative. Le Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2025 met à cet égard en lumière un phénomène préoccupant : celui de l'« Usage Inequality » – soit l'inégalité non pas dans l'accès aux outils, mais dans la qualité de leur usage. Certains jeunes interagissent avec ces technologies

[1] « Surveillance of Indoor Air Concentration of Volatile Organic Compounds in Luxembourgish Households », International Journal of Environmental Research and Public Health, 2022

[2] Service hospitalier national de médecine de l'environnement (SHNME) – Portail Santé – Luxembourg*

de manière critique et réfléchie, tandis que d'autres en font un usage passif, sans en comprendre les mécanismes ni les biais.

Cette fracture n'est pas sans risque : des recherches naissantes pointent la vulnérabilité de certains jeunes à substituer les relations humaines par des interactions avec des agents conversationnels, ce qui pourrait nuire au développement de leurs compétences empathiques et sociales – et, à terme, creuser davantage les inégalités existantes. Ainsi, selon un article récent de la « Luxembourg Times »[3], des adolescents au Luxembourg utilisent p. ex. des chatbots pour rechercher un soutien émotionnel, demander des conseils sur leurs relations ou faire analyser des conversations privées. Des psychologues et experts interrogés y soulignent notamment les risques de normalisation automatique de ressentis, l'absence de prise en compte des signaux non verbaux indispensables à la construction de l'empathie, la possibilité de contourner certains garde-fous des systèmes, ainsi que les risques liés à la confidentialité et à la traçabilité des échanges.

Parallèlement, nos voisins français ont lancé, le 21 février 2026, une commission d'experts chargée d'examiner les risques et vulnérabilités liés aux usages grand public de l'intelligence artificielle générative, avec pour mission de cartographier ces usages, d'identifier les risques critiques, d'analyser le cadre réglementaire existant et de formuler des propositions concrètes aux niveaux national et européen. La France a également lancé, le 18 février 2026, un appel international à contributions scientifiques portant sur les risques et vulnérabilités liés aux usages grand public de l'intelligence artificielle générative à l'égard des mineurs. Cette initiative vise à alimenter les travaux de la commission d'experts susmentionnée, dont les conclusions ont vocation à être partagées dans le cadre de la présidence française du G7.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'une évaluation spécifique sur l'usage, par les enfants et adolescents scolarisés au Luxembourg, des chatbots conversationnels à des fins de soutien émotionnel, de conseil relationnel ou d'accompagnement personnel ?

2) Au regard des risques signalés par les professionnels de terrain, le Gouvernement entend-il renforcer les actions de prévention, d'éducation critique et d'accompagnement psychosocial dans les écoles ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place, au Luxembourg, d'un groupe de travail similaire à la commission d'experts française afin d'évaluer de manière approfondie les effets des chatbots sur le développement socio-émotionnel et cognitif des jeunes ?

4) Le Gouvernement luxembourgeois entend-il contribuer à l'appel international à contributions scientifiques lancé par la France sur les effets de l'intelligence artificielle sur les enfants et adolescents ?

Réponse (19/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) À ce jour, le ministère ne dispose pas d'une évaluation exclusivement centrée sur l'usage des chatbots conversationnels à des fins de soutien émotionnel, de conseil relationnel ou d'accompagnement personnel par les élèves. Toutefois, des données récentes permettent d'apporter un éclairage précis sur ces usages.

Les résultats du BEE SECURE Radar 2026, mené de manière régulière afin d'observer les tendances d'usage des technologies numériques au Luxembourg, montrent que les chatbots font désormais partie du quotidien des jeunes : 84 % des jeunes âgés de 17 à 30 ans les utilisent au moins occasionnellement, dont 19 % de manière quotidienne.

Au-delà de cet usage généralisé, les résultats mettent en évidence des usages à dimension personnelle et émotionnelle :

– 45 % des jeunes déclarent utiliser au moins parfois des chatbots pour obtenir des conseils personnels ;
– environ 22 % indiquent évoquer avec ces outils des sujets qu'ils ne partageraient avec personne d'autre.

Par ailleurs, ces interactions s'accompagnent d'une certaine forme de relation perçue avec l'IA :

– 17 % des jeunes considèrent l'IA comme une forme d'« ami » ;
– 20 % estiment qu'elle les aide à se sentir moins seuls ;
– 5 % considèrent qu'elle peut, dans certains cas, remplacer du temps passé avec d'autres personnes, même si une large majorité (76 %) continue de privilégier les relations réelles.

Ces éléments confirment que les chatbots ne sont plus uniquement des outils fonctionnels, mais peuvent également jouer un rôle dans la sphère personnelle et émotionnelle des jeunes, ce qui justifie une attention particulière en matière d'éducation critique, de prévention et d'accompagnement.

Dans ce contexte, le Luxembourg a fait le choix d'adopter une approche globale et anticipative des usages de l'IA dans l'éducation, en analysant non seulement l'accès aux technologies, mais également la qualité de leur usage et les compétences associées.

Plusieurs dispositifs permettent ainsi de documenter de manière continue les usages, les attitudes ainsi que les opportunités et risques liés à l'IA générative chez les jeunes. Une enquête nationale menée par SCRIPT en 2025, reconduite sur une base annuelle afin de suivre les évolutions dans le temps, ainsi qu'un processus structuré de consultation de plus de 180 parties prenantes (Bildung im Dialog: KI), mettent en évidence des enjeux majeurs, notamment en matière d'usage critique, de dépendance cognitive et de vulnérabilités socio-émotionnelles.

Ces différents éléments sont actuellement consolidés dans le cadre du projet européen Futureproof Education : Supporting schools in the AI evolution (TSI), qui vise à établir une analyse approfondie et à identifier les priorités d'action pour un usage responsable, critique et autonome de l'IA.

ad 2) Face aux risques identifiés, le Gouvernement adopte une approche proactive, fondée sur le renforcement des compétences humaines, relationnelles et critiques des élèves.

Dans ce cadre, la stratégie nationale en matière d'IA en éducation (KI Kompass) définit explicitement le bien-être et l'équilibre psychosocial des élèves et des professionnels de l'éducation comme l'un des trois axes prioritaires de développement. Cet axe structurant intègre de manière cohérente les dimensions de prévention et de sensibilisation, d'éducation critique ainsi que d'accompagnement psychosocial.

En matière de prévention et de sensibilisation, une campagne nationale intitulée AI =/= Human – Talk to a person, développée en collaboration avec BEE SECURE, le CePAS et la CNEL, est actuellement déployée. Elle vise à sensibiliser les jeunes aux limites des systèmes d'IA, en particulier dans des contextes impliquant des relations humaines, des émotions ou des décisions personnelles. Cette campagne sera complétée par des actions de sensibilisation supplémentaires, actuellement en cours de planification, qui seront mises en œuvre directement dans les écoles, avec et pour les élèves.

En matière d'éducation critique, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) développe actuellement des modules d'apprentissage (micro-learning) en IA, notamment dans le cadre d'un projet pilote national avec la plateforme PIX, afin de renforcer les compétences des élèves et leur compréhension des systèmes d'IA comme base d'une réflexion critique. Par ailleurs, le projet Kritisch. Kreativ. KI., mené dans le cadre du programme Interreg Engagement'GR, vise à mettre à disposition des ressources pédagogiques concrètes pour soutenir le développement de l'esprit critique et créatif des élèves face à l'IA.

En matière d'accompagnement psychosocial, les dispositifs existants, notamment à travers le CePAS, sont renforcés et adaptés afin de mieux outiller les professionnels de l'éducation dans leur rôle d'accompagnement. Cela inclut des actions de formation et de sensibilisation visant à répondre aux nouveaux enjeux liés à l'usage des technologies numériques et de l'IA.

Afin d'assurer une mise en œuvre cohérente de cet axe, un groupe de travail dédié a été mis en place au sein du Lenkungskreis KI. Celui-ci a pour mission de développer, tester et évaluer, d'ici 2027, des mesures concrètes en collaboration avec les publics cibles.

ad 3) La mise en place d'une commission d'experts distincte, sur le modèle français, n'est pas envisagée à ce stade comme une mesure supplémentaire spécifique.

Le MENJE privilégie en effet une approche intégrée et opérationnelle, qui articule étroitement recherche, pilotage stratégique et mise en œuvre concrète, plutôt que la création de structures parallèles.

Les risques liés au développement socio-émotionnel ainsi qu'à une possible dépendance cognitive figurent parmi les enjeux centraux identifiés dans la stratégie nationale en matière d'IA en éducation (KI Kompass). Dans ce sens, le Gouvernement aborde cette question de manière explicitement fondée sur des données et des analyses (evidence-based), tout en veillant à l'articuler avec des projets concrets sur le terrain, qui font l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

Dans ce cadre, les travaux en cours au sein du Lenkungskreis KI, ainsi que les analyses menées dans le cadre du projet TSI Futureproof Education, permettent déjà d'examiner de manière approfondie les effets de l'IA, y compris sur le développement socio-émotionnel et cognitif des jeunes. Cette approche vise à relier directement l'analyse des risques et des usages aux mesures pédagogiques et aux actions de terrain.

Le Gouvernement reste par ailleurs attentif aux évolutions internationales et aux initiatives comparables. Il se réserve la possibilité de renforcer ses dispositifs, notamment à travers des mandats de recherche ciblés, des études complémentaires ou une participation à des projets de recherche européens et internationaux.

ad 4) En début de l'année 2026, le Gouvernement a approuvé une mise à jour de la stratégie nationale

[3] Pritchard, H. (22 mars 2026). Chatbots lend a listening ear to Luxembourg teens, experts say. « Luxembourg Times ». https://www.luxtimes.lu/yourluxembourg/healthandwellbeing/chatbots-lend-a-listening-ear-to luxembourg-teens-experts-say/96023447.html

de la recherche et de l'innovation qui renforce notamment le rôle de l'IA dans l'ensemble des domaines prioritaires. Puisque l'éducation du 21e siècle constitue un des quatre domaines prioritaires de cette stratégie avec un focus particulier sur les environnements d'apprentissage et d'évaluation numériques et innovants, des travaux sur le sujet des effets de l'IA sur les enfants et adolescents rentrent donc parfaitement dans les sujets prioritaires de la stratégie nationale et peuvent donc être proposés dans les programmes de recherche du Fonds national de la recherche (FNR) qui sont alignés sur ladite stratégie. Une collaboration scientifique avec la France dans ce contexte est facilitée par le fait que le FNR dispose d'une convention de collaboration avec l'Agence nationale de la recherche (ANR), qui est l'organisme français principal de financement de la recherche sur projets et qui permet aux chercheurs de proposer des projets collaboratifs franco-luxembourgeois. Une participation à des initiatives scientifiques internationales sera examinée en lien avec les travaux de recherche et d'analyse actuellement en cours, afin de garantir une contribution cohérente, fondée sur des données et alignée avec les priorités nationales.

Le Gouvernement luxembourgeois suit avec attention les initiatives internationales, y compris l'appel à contributions scientifiques lancé dans le cadre du G7.

Dans ce contexte, le Luxembourg entend contribuer activement aux échanges internationaux sur l'intelligence artificielle en éducation, notamment à travers sa participation aux groupes d'experts du Conseil de l'Europe (EDU-IA), de la Commission européenne, European Schoolnet et d'autres instances européennes.

Le MENJE est par ailleurs engagé dans plusieurs projets européens en coopération avec d'autres ministères de l'Éducation, notamment dans le cadre de programmes Erasmus+. Parmi ceux-ci figurent des initiatives telles que le projet AIDL (Artificial Intelligence and Digital Literacy) ainsi que le projet GenAI4Schools, qui portent notamment sur les effets de l'IA générative sur les pratiques pédagogiques, les relations et les dynamiques au sein de la classe.

Applications professionnelles installées sur les téléphones privés des salariés ou agents | Question **3880** (07/04/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans un contexte de digitalisation croissante, de plus en plus d'entreprises privées, administrations et établissements publics ont recours à des applications professionnelles, notamment pour l'alerte, la communication interne ou la gestion de crise. Ces applications sont fréquemment installées et utilisées sur les téléphones privés des salariés ou agents, leur usage étant communément présenté comme « volontaire », tout en étant fortement encouragé dans un cadre institutionnel marqué par un lien de subordination.

Cette évolution soulève des questions transversales relevant à la fois du droit du travail, de l'organisation de la fonction publique, de la protection des données et de la stratégie de digitalisation de l'État.

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Comment le Gouvernement apprécie-t-il, de manière générale, la notion de volontariat au sens du RGPD et du droit du travail lorsqu'une application professionnelle est utilisée sur un appareil privé dans le cadre d'une relation de travail ?

2) Quelles garanties doivent être mises en place afin d'éviter des situations de « volontariat sous pression », dans lesquelles un salarié ou un agent public pourrait se sentir contraint d'accepter l'utilisation d'une telle application afin d'éviter un désavantage implicite ou explicite ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que le cadre juridique et réglementaire actuel est suffisant pour encadrer ces pratiques, tant dans le secteur privé que dans la fonction publique, ou considère-t-il qu'une clarification supplémentaire serait nécessaire afin de garantir une séparation claire entre sphère professionnelle et sphère privée ?

4) Dans le cadre de la stratégie de digitalisation de l'État, le Gouvernement envisage-t-il l'élaboration de lignes directrices, de recommandations ou, le cas échéant, d'une base légale explicite concernant l'utilisation d'outils numériques professionnels sur des appareils privés, afin d'assurer une mise en œuvre conforme, proportionnée et respectueuse des droits des travailleurs et agents publics ?

Réponse (18/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1) L'utilisation d'applications professionnelles sur un appareil privé dans le cadre d'une relation de travail, ou plus généralement l'usage d'outils personnels à des fins professionnelles – pratique communément désignée par l'acronyme BYOD (« Bring your own device ») – soulève certaines difficultés, dans la mesure où elle nécessite de concilier les droits et intérêts de l'employeur avec le respect de la vie privée des salariés concernés.

En tout état de cause, les salariés ne doivent subir aucune représaille ni conséquence défavorable en raison de leur refus d'installer une application professionnelle sur un appareil privé ou d'utiliser un outil personnel à des fins professionnelles. Dès lors qu'un salarié reste libre de refuser l'installation d'une telle application sur l'un de ses appareils personnels, l'employeur ne peut sanctionner ce refus.

Afin de limiter le risque de contestations, voire de litiges dans le cadre des relations de travail, il est recommandé que l'employeur mette à disposition des salariés concernés un outil professionnel intégrant une telle application. Cette approche s'inscrit dans le principe général selon lequel il incombe à l'employeur de fournir les équipements nécessaires à l'exécution des tâches de ses salariés.

ad 2) Dans la mesure où un salarié ou un agent public demeure libre de refuser l'installation d'une telle application sur un appareil privé pour des raisons tenant à la protection de sa vie privée, et dès lors qu'un tel refus ne peut entraîner ni sanction ni conséquence défavorable, il peut être considéré que le cadre existant assure déjà la protection nécessaire contre les situations de « volontariat sous pression ».

ad 3) Le Gouvernement ne se ferme pas à une discussion avec les partenaires sociaux sur l'opportunité d'éventuelles adaptations du cadre légal en vigueur, si celles-ci devaient s'avérer nécessaires.

Il convient de préciser qu'il existe, depuis la loi du 28 juin 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion, un cadre juridique encadrant ce droit dans le secteur privé.

À cet égard et conformément à l'article 5 de la loi du 28 juin 2023, l'absence de régime assurant le respect du droit à la déconnexion en dehors du temps de travail, adapté à la situation particulière de l'entreprise ou du secteur, sera susceptible d'être sanctionnée par une amende administrative prononcée par le directeur de l'Inspection du travail et des mines, à compter du 4 juillet 2026.

ad 4) Tous les agents souhaitant accéder à certains services informatiques étatiques via leur appareil mobile privé selon le principe du « Bring your own device », doivent respecter la « Charte d'accès à la messagerie de l'État avec un équipement mobile privé (BYOD) » qui définit notamment les conditions d'utilisation et responsabilités de l'agent. Ces dispositions sont complétées par la « Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique[4] », établie par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), qui prévoit des lignes directrices pour l'utilisation des appareils mobiles (smartphones, tablettes) dans un chapitre dédié.

Il reste à noter que le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) propose aussi, dans son catalogue de services, des appareils mobiles professionnels qui peuvent être mis à disposition des agents étatiques.

Harmonisation des bagages cabine dans l'Union européenne | Question **3883** (07/04/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Selon des informations parues dans la presse internationale, la Commission européenne envisagerait d'harmoniser les dimensions des bagages en cabine à l'échelle européenne. Le Commissaire aux Transports durables et au Tourisme, Apostolos Tzitzikostas, a en effet reconnu que les politiques divergentes appliquées par les compagnies aériennes génèrent des désagréments et de la confusion pour les passagers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle appréciation le Gouvernement porte-t-il sur cette initiative de la Commission européenne ?

2) Quelle sera la position du Gouvernement lors des discussions relatives à la révision du règlement sur les services aériens ?

3) Le Luxembourg soutiendra-t-il une approche « one size fits all » pour les bagages cabine, ou privilégiera-t-il la flexibilité laissée aux compagnies aériennes ?

Réponse (18/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La proposition de prévoir des tailles standardisées pour les bagages en cabine est discutée dans le cadre de la révision du règlement 261/2004 sur les droits des passagères et passagers aériens. Actuellement, ce dossier fait objet d'une procédure de conciliation entre le Parlement européen et le Conseil.

L'argument de faciliter la vie des passagères et passagers par une « taille unique » de bagage à main acceptée en cabine peut paraître convaincant à première vue. Cependant, une analyse en détail révèle certains problèmes. Tout d'abord, il serait difficile de manière règlementaire d'appliquer de telles règles à toutes les compagnies aériennes opérant en Europe, surtout celles provenant de pays extra-européens. On devrait alors déjà se mettre d'accord sur une taille au niveau mondial.

[4] https://hcpn.gouvernement.lu/dam-assets/fr/anssi/documents/anssi-charte-conduite.pdf.

De nombreuses compagnies aériennes utilisent également l'option de prendre un bagage à main pour appliquer des tarifs plus ou moins onéreux. Une obligation d'inclure un bagage dans chaque billet d'avion acheté risquerait d'impacter les prix, également pour ces passagères et passagers qui choisissent de renoncer à un tel bagage. L'inclusion du bagage à main dans le prix du billet écartera notamment le tarif d'entrée qui est le moins onéreux.

ad 2) et 3) Le Luxembourg adopte une position nuancée, comme une standardisation pose un problème pour les compagnies régionales. De manière opérationnelle, il est difficile d'avoir recours à une taille unique applicable pour tous les types d'avions. Une compagnie aérienne comme Luxair utilise aussi bien des avions de taille moyenne comme les De Havilland Q400 et Embraer E195 pour les courtes distances que des avions Boeing 737 pour les vols plus longs. Ces appareils disposent de configurations différentes dans les cabines, avec plus ou moins d'espace pour les bagages à main. C'est-à-dire qu'on ne pourrait pas garantir le transport en cabine de tous les bagages « standardisés », si chaque passagère et passager voulait en amener un.

Au contraire, si on s'orientait aux modèles d'avions les plus petits pour fixer la taille standard, on réduirait sensiblement la taille de bagage, également pour tous les autres types d'avion.

C'est pourquoi le Luxembourg s'engage pour une application plus harmonisée des règles existantes et une communication transparente envers les passagères et passagers dès la réservation, afin d'éviter des mauvaises surprises au moment de l'embarquement.

Le Luxembourg considère en outre que cette question serait mieux réglée dans le cadre du règlement 1008/20081 dans lequel elle est actuellement ancrée. La Commission européenne prévoit de proposer la révision pour ce règlement en 2026.

Traitement de cas de maladies dans les secteurs privé, public et communal | Question **3897** (09/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Fall vu ville Krankheete kënne verschidde Leit hiren Aufgaben op der Aarbecht net méi nogoen. Eng Persoun, déi Réckwéi huet, ka keng Këschten droen. Eng Persoun, déi duerch eng Krankheet Middegkeet oder Konzentratiounsproblemer verspiert, ka schwéier Stonne virum Bildschierm sëtzen oder ee grousst Gefier lenken.

Déi medezinnesch Evaluatioun vun esou Fäll gëtt vu Medezinner gemaach. Den Hausdokter vun der Persoun souwéi den Aarbechtsdokter kënne medezinnesch Restriktioune fir eng Persoun constatéieren, soudass de Salarié dem Patron bescheinegt, dass hie verschidden Aufgaben net méi kann oder nëmmen nach limitéiert kann ausféieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, fir Aarbecht a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Sinn d'Restriktiounen, déi vun engem Hausdokter an/oder Aarbechtsdokter festgehale ginn, fir de Patron verbindlech, oder kann de Patron dës refuséieren?

2. Wat fir Méiglechkeeten huet de Patron, wann hien der Meenung ass, datt dës Restriktiounen net mat der Ausféierung vun der Aarbecht kompatibel sinn (z. B. Upassung vum Posten, Reklassement, Kënnegung) a wat fir Sanktioune si virgesinn, wann e Patron dës Restriktiounen net respektéiert?

3. Gëtt et Kontrollmechanismen, déi iwwerpréiwen, ob d´Patronen sech un déi medezinnesch Restriktiounen halen?

4. Gëtt et, fir déi vireg Froen, Ënnerscheeder tëschent dem normalen Aarbechtsrecht an dem ëffentlechen Déngscht an tëschent dem normalen Aarbechtsrecht an dem Gemengendéngscht?

5. Huet de Staat Donnéeën oder Statistiken, wéi dacks et am Zesummenhang mat medezinnesche Restriktiounen an hirer Ëmsetzung op der Aarbechtsplaz an der Fonction publique an am Gemengesecteur zu Konflikter koum?

Réponse (21/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1. Geméiss dem Artikel L.312-1 vum Aarbechtsgesetzbuch ass den Employeur am Allgemengen dozou verpflicht, d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz ze garantéieren.

Wann ee Salarié krank ass an den Hausdokter de Salarié krankschreift, ass dëse Krankeschäin natierlech fir den Employeur verbindlech.

Betreffend d'Restriktiounen, déi vun engem Aarbechtsdokter festgehale kënne ginn, gesäit den Artikel L.326-9 (3) vum Aarbechtsgesetzbuch vir, dass den Employeur kee Salarié op engem Poste weider beschäftegen dierf, fir deen den Aarbechtsdokter de Salarié als „inapte" deklaréiert huet. Dës Decisioun vum Aarbechtsdokter muss also och vum Employeur respektéiert ginn.

Des Weidere besteet d'Méiglechkeet, datt d'Commission mixte op Basis vum Artikel L.551-1 vum Aarbechtsgesetzbuch iwwert een internt Reklassement entscheet. Dat internt Reklassement bedeit, datt eng Persoun am selwechte Betrib oder an der selwechter Verwaltung op een anere Posten oder ënner aneren Aarbechtsbedéngunge versat gëtt, déi zu hire verbleiwende Fäegkeete passen. Am Fall vun engem interne Reklassement, kann d'Commission mixte dann och zum Beispill eng Adaptatioun vum Posten oder eng Aarbechtszäitverkierzung festhalen. An dësem Fall ass dës Decisioun och verbindlech fir den Employeur.

ad 2. Geméiss dem Artikel L.326-9 (4) vum Aarbechtsgesetzbuch ass den Employeur verpflicht, de Salarié, deen als „inapte" fir säi Posten deklaréiert gouf, esouwäit wéi méiglech, op een anere Posten ze setzen. Laut der Jurisprudenz handelt et sech an deem Fall ëm eng „obligation de moyens", déi den Employeur anhale muss, fir een neie Poste fir de Salarié ze fannen, dee senge verbleiwende Fäegkeete gerecht gëtt. Dëst bréngt mat sech, datt den Employeur alles probéiere muss, fir dem concernéierte Salarié en anere Posten unzebidden an doduerch senge Pflichten nokënnt, och wann dëse Versuch leider net zu engem Resultat féiere konnt.

Wann et dem Employeur net méiglech ass, dem betraffene Salarié een adaptéierte Posten ze proposéieren, muss dësen appreciéieren, ob hien de Salarié kënnege wëll (dëst natierlech ënnert de gesetzlechen, statutareschen oder kollektivvertragleche Bestëmmunge betreffend eng Kënnegung an, wou zoutreffend, e potenzielle Schutz géint d'Kënnegung). Am Fall vun enger Kënnegung wier et am Sträitfall un engem Geriicht ze decidéieren, ob dës Kënnegung justifiéiert war an ob den Employeur senger „obligation de moyens" nogaangen ass.

Falls d'Commission mixte entscheet, datt e Salarié intern reklasséiert gëtt, eventuell mat enger Adaptatioun vum Posten oder enger Aarbechtszäitverkierzung, huet den Employeur d'Méiglechkeet ee Recours virum Conseil arbitral de la sécurité sociale, an engem Delai vu 40 Deeg ab der Notifikatioun vun der Decisioun, anzereechen.

Des Weidere besteet d'Méiglechkeet, datt d'Commission mixte den Employeur vum interne Reklassement dispenséiert, wann dësen ee begrënnten Dossier areecht wou hie beweise kann, datt d'Reklassement ee schwéiere Schued fir den Employeur verursaache géif.

Et ass hei och ze bemierken, datt een Employeur och ouni Dispens vun der Commission mixte refuséiere kann, sengen Obligatioune vum interne Reklassement nozegoen, andeems en eng Kompensatiounstax un de Fonds pour l'emploi bezuele muss.

Geméiss dem Artikel L.327-2 vum Aarbechtsgesetzbuch riskéiert een Employeur, deen ee Salarié beschäftegt, dee laut dem Artikel L.326-9 vum Aarbechtsgesetzbuch als „inapte" deklaréiert gouf, eng Prisongsstrof vun 8 Deeg bis zu 6 Méint an/oder eng Geldstrof tëschent 251 € a 25.000 €.

ad 3. D'Doktere vun der Division de la santé au travail vun der Direction de la santé hunn d'Méiglechkeet op d'Aarbechtsplaz iwwerpréiwen ze goen, ob déi zréckbehale Restriktioune vum Employeur agehale ginn. Geméiss dem Artikel L.322-2 vum Aarbechtsgesetzbuch hunn och d'Aarbechtsdoktere vun de verschiddene Gesondheetsservicer dës Méiglechkeet.

Ausserdeem huet och d'Inspection du travail et des mines (ITM) d'Méiglechkeet, ausserhalb vun engem Reklassement ze iwwerpréiwen, ob den Employeur déi festgehale Restriktiounen anhält. Falls dëst net de Fall wier, verstéisst den Employeur géint seng Obligatioun, d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz ze garantéieren, geméiss den Artikelen L.312-1 an L.312-2 vum Aarbechtsgesetzbuch.

ad 4. Fir Salariéen aus dem Staatsdéngscht an aus dem Gemengendéngscht gëllen déi selwecht Bestëmmunge wéi se zu de Froen 1 bis 4 beschriwwe sinn.

ad 5. Nee, de Staat huet zu deenen an dëser Fro ugeschwate Konflikter keng statistisch Donnéeën.

Fin de la dérogation e-Privacy et conséquences pour la lutte contre les abus sexuels sur mineurs en ligne | Question **3898** (09/04/2026) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

Den Ombudsman fir d'Rechter vum Kand warnt viru schwéiere Konsequenzen nodeems um Niveau vum Europaparlament decidéiert gouf, déi temporär Ausnam bei der E-Privacy-Direktiv net ze verlängeren.

Zanter 2021 hat dës Iwwergangsreegelung et grousse Plattformbedreiwer erlaabt, privat Kommunikatioun fräiwëlleg op Inhalter am Zesummenhang mat sexuellem Kannermëssbrauch ze kontrolléieren a verdächteg Inhalter un déi zoustänneg Autoritéiten ze mellen. Laut dem Ombudsman wiere bis elo ronn 99 Prozent vun de Meldungen an Europa duerch esou fräiwëlleg Kontrollmechanismen zustane komm. Mam Enn vun dëser Derogatioun gëtt d'Identifikatioun an d'Verfollgung vu Kannermëssbrauch am Netz elo däitlech méi schwéier. Den Ombudsman fäert, datt dat virun allem kriminelle Reseauen an d'Kaarte spillt an d'penal Poursuitte staark erschwéiert.

Hannergrond vun der politescher Blockad ass virun allem d'Diskussioun ëm de Schutz vun der Privatsphär: verschidde politesch Fraktiounen op europäeschem Niveau gesinn esou Kontrollmechanismen als en ze staarken Agréff an d'Fräiheetsrechter vun de Bierger. Bis eng nei europäesch Direktiv a Kraaft trëtt, entsteet domat e juristesche „vide".

An deem Zesummenhang wëll ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi bewäert d'Justizministesch d'Konsequenze vum Enn vun der europäescher Derogatioun fir d'Verfollgung vu Kannermëssbrauch am Netz zu Lëtzebuerg?

2. Ass Lëtzebuerg bereet, sech op europäeschem Niveau fir eng séier nei Rechtsgrondlag anzesetzen?

3. Gëtt et aktuell national Mechanismen oder gesetzlech Méiglechkeeten, déi et Plattformbedreiwer erlaben, och ouni europäesch Derogatioun aktiv géint esou Inhalter virzegoen?

4. Wéi vill Meldungen am Zesummenhang mat sexuellem Kannermëssbrauch am Internet goufen an de leschte Joren zu Lëtzebuerg registréiert, a wéi vill dovunner stamen aus fräiwëllege Kontrollen duerch Plattformen?

5. Wéi eng Mesurë plangt d'Regierung, fir e méigleche „vide juridique" ze iwwerbrécken, bis en neie Kader um europäeschen Niveau a Kraaft trëtt?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Um europäeschen Niveau lafen d'Verhandlungen, fir d'Detektioun an d'Bekämpfung vu Kannermëssbrauchsmaterial dauerhaft an engem legale Kader ze verankeren. Dës Matière ass delikat, well eng Balance muss fonnt ginn tëscht dem effektive Schutz vun de Kanner an dem Kampf géint Kannermëssbrauch op där enger Säit, an dem Schutz vun der Privatsphär vun den EU-Bierger ë. a. virun enger staatlecher Masseniwwerwaachung op där anerer Säit. Op Grond vun där Komplexitéit daueren déi Verhandlungen un.

Virun deem Hannergrond war et ze begréissen, dass sech op europäeschem Niveau op en temporäre Regime konnt gëeegent ginn, deen de Plattformbedreiwer wärend der Zäit vun de Verhandlungen erlaabt huet, op fräiwëlleger Basis Kannermëssbrauchsmaterial ze detektéieren, ze mellen an ze läschen. Et war der Regierung hir Erwaardung, dass deen temporäre Regime géif verlängert ginn, soulaang d'Verhandlunge vun der permanenter Léisung nach lafen.

D'Regierung bedauert zudéifst, dass d'europäesch Colegislateuren hiert Zil net erreecht hunn, an den temporäre Regime ouni Alternativ auslafe gelooss ginn ass. D'Konsequenz vun där Decisioun ass nämlech, datt et lo méi schwéier ginn ass, sexuelle Mëssbrauch am Internet ze detektéieren an ze verfollegen.

ad 2. Wéi schonn a fréieren Äntwerten op parlamentaresch Froen (cf. N° 2764, N° 3281) erkläert, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung aktiv d'Efforten um europäesche Plang souwuel fir de gemeinsamen a geziilte Kampf an der Europäescher Unioun géint Pedokriminalitéit ewéi allgemeng fir e bessere Jugendschutz am Internet.

ad 3. Sou Mechanismen existéieren am Kader vum Digital Services Act (DSA)[5], deen de 17. Februar 2024 a Kraaft getrueden ass an deen zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 4. Abrëll 2025[6] ëmgesat gouf.

Allerdéngs viséiert den DSA net de Contenu, deen a private Kommunikatiounen ausgetosch gëtt, notamment op private Messaging-Plattforme wéi Signal oder Telegram, déi ënnert d'Direktiv (EU) 2018/1972[7] an d'E-Privacy-Direktiv falen.

Den DSA viséiert illegal Inhalter, déi an ëffentlech zougänglechen Noriichten ausgetosch ginn, wéi zum Beispill Posts op sozialen Netzwierker oder Posts an oppene Kanäl vun Online-Plattforme[8] wéi WhatsApp oder Discord. Sou ënnersträicht den DSA d'Verantwortung vun Online-Plattformen a schaaft kloer Prozedure fir d'Läschung vun illegalen Inhalter. D'Plattforme kréie verschidden Obligatiounen operluecht, dorënner:

– d'Justizautoritéiten iwwer all Verdacht op Strofdoten, wéi zum Beispill sexuelle Mëssbrauch vu Kanner, ze informéieren;
– d'Ëmsetzung vu Mechanismen zum Schutz vu Mannerjäregen;
– d'Bereetstellung vun engem System, fir illegal Inhalter ze mellen. Wann e Benotzer d'Plattform iwwert d'Existenz vun illegalen Inhalter informéiert, muss d'Plattform dës Inhalter läschen.

Ausserdeem imposéiert den DSA méi streng Reegele fir „ganz grouss Online-Plattformen", also Plattforme mat méi wéi 45 Milliounen aktiven Notzer an der Europäescher Unioun (zum Beispill Facebook, Instagram, TikTok, X oder WhatsApp[9]). Nieft den uewe genannten allgemenge Verpflichtunge musse „ganz grouss Online-Plattformen" d'Risike vun illegalen Inhalter, déi op hire Servicer kéinte verbreet ginn, besonnesch Inhalter, déi Mannerjäreger betreffen, evaluéieren a falls néideg Moossnamen treffen, fir dës Risiken ze reduzéieren.

Fir d'Ëmsetzung vum DSA ass d'Europäesch Kommissioun op europäeschem Niveau, an d'Konkurrenzautoritéit op nationalem Niveau, zoustänneg. Esou kann d'Konkurrenzautoritéit intervenéieren, am Fall wou eng Online-Plattform, déi zu Lëtzebuerg etabléiert ass, géint den DSA verstéisst, a si ka Reklamatioune respektiv Signalementer un d'Europäesch Kommissioun an un déi national Koordinatore vun anere Memberstaate weiderleeden.

Am Fall wou Online-Plattformen hir Obligatiounen net erfëllen, kann eng Geldstrof vu bis zu 6 % vum järleche weltwäiten Ëmsaz operluecht ginn oder d'Déngschter temporär ausgesat ginn.

An dësem Kontext sief och op BEE SECURE verwisen. Heibäi handelt et sech ëm eng Regierungsinitiativ, déi vum Service national de la jeunesse (SNJ) an dem Kanner-Jugendtelefon (KJT) – an Zesummenaarbecht mam Luxembourg House of Cybersecurity, der Police Lëtzebuerg souwéi dem Parquet général – bedriwwe gëtt. BEE SECURE huet zum Zil, d'Bewosstsi fir eng méi sécher a verantwortungsvoll Notzung vun digitalen Technologien ze stäerken a besonnesch Kanner, Jugendlecher souwéi hiert Ëmfeld (Elteren, Enseignanten, Educateuren asw.) duerch geziilt Initiativen ze sensibiliséieren.

Zu de Servicer vu BEE SECURE gehéiert ë. a. de Stopline-Service, deen d'Méiglechkeet bitt, illegal Inhalter, wéi Child Sexual Abuse Material (CSAM), also Inhalter am Zesummenhang mat sexuellem Mëssbrauch vu Kanner, ze mellen. Dozou gehéiere Messagen, Biller oder Videoen, déi op sozialen Netzwierker, Foren, Blogs oder Websäite gepost goufen, an CSAM duerstellen oder promouvéieren. Déi gemellten Inhalter ginn un déi national Police oder aner zoustänneg Autoritéite weidergeleet.

ad 4. De JU-CHA-System vun de Justizautoritéiten ass net dofir ausgeluecht, Recherchen op Basis vun der Origine vun enger Affär (Denonciatioun vun enger Online-Plattform, Plainte vun enger Victime etc.) duerchzeféieren. Dowéinst ass et leider net méiglech, exakt Statistiken doriwwer ze liwweren, wéi vill Justizaffären aus de fräiwëllege Kontrolle vun den Online-Plattforme stamen.

D'Jugendschutzsektioun vun der Police kann awer doriwwer informéieren, wéi vill Affäre bei hinnen iwwert den amerikaneschen „NCMEC" (National Center for Missing & Exploited Children) erakomm sinn. Heibäi handelt et sech ëm eng Organisatioun, bei där ë. a. och Online-Plattforme kënne Kannermëssbrauchsmaterial iwwert eng CyberTipline denoncéieren.

Iwwert dee Wee sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2024 35 nei Dossieren erakomm, an 29 am Joer 2025. An deene Fäll goufen Instruktiounen opgemaach. Et handelt sech dobäi ëm Affären, déi en direkte Lien mat Lëtzebuerg hunn an an deenen e präsuméierten Täter kann identifizéiert ginn, dee virun de lëtzebuergesche Geriichter ka poursuivéiert ginn.

Meldungen am Zesummenhang mat sexuellem Kannermëssbrauch ginn och vun der BEE SECURE Stopline erfaasst an un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet. Opgeschlësselt iwwert déi lescht Jore presentéiert sech d'Situatioun wéi follegt:

– 2021: 1.388 CSAM-Meldungen
– 2022: 1.756 CSAM-Meldungen
– 2023: 3.014 CSAM-Meldungen
– 2024: 1.375 CSAM-Meldungen
– 2025: 4.659 CSAM-Meldungen

D'Meldungen am Beräich CSAM kommen iwwer zwee Weeër bei d'Stopline: iwwert e Meldesystem vun internationale Partner, an iwwert déi direkt Meldungen, déi all Bierger zu Lëtzebuerg anonym op der Websäit vun der Stopline maache kann. An dësem Kontext ass ervirzehiewen, dass net onbedéngt all Contenu, deen hei am Land gemellt gëtt, och zu Lëtzebuerg gehost ass.

Fir d'BEE SECURE Stopline ass et net novollzéibar, ween déi ursprünglech Meldung gemaach huet. Aus deem Grond ka keng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi vill vun dëse Meldungen aus fräiwëllege Kontrollen duerch Plattforme stamen.

ad 5. Op nationalem Niveau verstäerkt d'Regierung de Kampf géint sexuelle Mëssbrauch a sexuell Ausbeutung vu Mannerjäregen, ë. a. andeems se der Police an der Justiz déi néideg Moyene fir eng effikass a geziilte Strofverfollgung gëtt.

Déi systematesch Detektioun a Bekämpfung vu sexuellem Mëssbrauch vu Kanner am Internet kann awer nëmmen op europäeschem Niveau funktionéieren, engersäits well et wichteg ass, dass d'Plattformbedreiwer an der ganzer EU deene selwechte Reegelen ënnerleien, an anerersäits, well derogativ national Moossname riskéiere géint EU-Recht ze verstoussen.

Déi eenzeg effikass Manéier an dëser Matière ass dofir an de Verhandlungen iwwert dat permanent EU-Reglement séier virunzekommen an d'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt déi Efforten.

Don d'acier, droits de douane et interrogations sur les pratiques d'ArcelorMittal | Question **3901** (10/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi aus rezente Meedieberichter an internationalen Analysen ervirgeet, plangt de Stolproduzent

[5] Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (« Digital Services Act »).

[6] Loi du 4 avril 2025 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de : 1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ; 2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence.

[7] Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (« directive (UE) 2018/1972 »).

[8] Considérant 14 du DSA.

[9] https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/list-designated-vlops-and-vloses

ArcelorMittal, mat Sëtz zu Lëtzebuerg, eng Donatioun vu Stol am Wäert vu 37 Milliounen US-Dollar fir e Bauprojet vum amerikanesche President. Besonnesch brisant ass dobäi d'Tatsaach, datt nëmmen zwee Deeg nodeems dës Donatioun thematiséiert gouf, déi amerikanesch Regierung eng Proklamatioun publizéiert huet, déi d'Importtaxen op Stol deels ëm d'Hallschent reduzéiert – eng Decisioun, déi den Exporter vun ArcelorMittal aus Kanada direkt kéint zeguttkommen.

Dës zäitlech Offolleg hannerléisst de staarken Androck vun engem „quid pro quo" a werft d'Fro op, ob hei materiell Virdeeler am Austausch fir politesch a wirtschaftlech Faveure gewäert goufen. Ouni sech op Spekulatiounen anzeloossen, ass et am ëffentlechen Interessi fir ze wëssen, wéi d'Regierung esou Geschäftspraktiken am Kader vun der lëtzebuergescher an internationaler Anti-Korruptiounsgesetzgeebung souwéi de Prinzippie vun enger transparenter Corporate Governance bewäert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Mechanisme stinn der Lëtzebuerger Regierung an de Justizautoritéiten zur Verfügung, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Praktike vu lëtzebuergesche multinationale Konzerner am Ausland potenziell géint national oder international Anti-Korruptiounsbestëmmunge verstoussen?

2. Plangt d'Regierung, am Kader vun hire reegelméissegen Echangë mat der Direktioun vun ArcelorMittal, offiziell Erklärungen zu dësem Virfall ze froen, fir sécherzestellen, datt déi intern an extern Eethik- a Compliance-Reegele strikt agehale ginn?

Réponse (19/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De Code pénal stellt a sengen Artikelen 246 bis 249 verschidde Forme vun aktiver a passiver Korruptioun, souwéi den Aflosshandel (Trafic d'influence), ënner Strof. Den Artikel 252 beseet des Weideren, dass dës Artikelen sech och applizéieren, wann auslännesch staatlech Autoritéiten an dës Strofdoten implizéiert sinn.

Domat verfüügt Lëtzebuerg iwwert ee kloer definéierte legale Kader fir d'Bekämpfung vun der Korruptioun, deen och grenziwwerschreidend Faiten erfaasse kann. Ob a konkreete Fäll eventuell strofrechtlech Aspekter virleien, ënnerläit am Kader vun der Gewaltentrennung der Justiz ze beurteelen.

Lëtzebuerg huet des Weideren d'Konventioun iwwer d'Bekämpfung vun der Bestiechung vu friemen ëffentleche Beamten am internationalen Handel („Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales") vun der Organisatioun fir wirtschaftlech Zesummenaarbecht an Entwécklung (OCDE) ratifizéiert a bedeelegt sech doriwwer eraus aktiv un den Evaluatiounsmechanisme vun de Memberlänner, déi an dësem Kontext stattfannen.

ad 2. D'Regierung huet e reegelméissegen Austausch mat ArcelorMittal, dee meeschtens am Kader vun der Stoltripartitt respektiv vun de Reunioune stattfënnt, an deenen de Suivi vun der Ëmsetzung vun der Stoltripartitt gemaach gëtt. Dësen Austausch huet als Zil ze garantéieren, datt d'Moossname fir den Erhalt vun den Aarbechtsplazen an och fir d'Investissementer weidergefouert ginn an un d'Situatioun vun de lëtzebuergesche Wierker ugepasst sinn.

Wat d'Eethik- a Compliance-Reegele betrëfft, ass et natierlech d'Erwaardung vun der Regierung, datt ArcelorMittal seng Verantwortung wouerhëlt, fir lafend intern ze iwwerpréiwen, datt dës agehale ginn.

Lutte contre le frelon asiatique | Question **3902** (10/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun der weiderer Ausbreedung vun der asiatescher Harespel (Vespa velutina) an der Gefor, déi dës fir eis lokal Biodiversitéit an eis Beienzuucht duerstellt, stellt sech ëmmer méi d'Fro no der Käschteneffizienz vun den ergraffene Moossnamen. Wärend eis Nopeschlänner, wéi beispillsweis d'Wallounie an der Belsch, op grouss ugeluechte preventiv Campagnë setze mat der Verdeelung vun Zéngdausende vu Falen, konzentréiert sech d'Strategie hei am Land bis elo nach ëmmer gréisstendeels op d'Ewechhuele vun de fäerdegen Näschter duerch professionell Acteuren.

Wann een déi zwou Approchë vergläicht, gëtt awer kloer, datt déi finanziell Käschte vun enger präventiver Fal extreem niddereg sinn – also quasi am Beräich vun e puer Cent leien – wärend d'Ewechhuele vun engem eenzegen Nascht eng komplex Interventioun verlaangt, déi séier onproportional vill Euroe kascht. Dëst extreemt Verhältnes vu Centbeträg bei der Präventioun vis-à-vis vun héijen Eurobeträg bei der Reaktioun werft d'Fro op, ob eng proaktiv Moossnam, déi vun de Bierger an de Beienziichter gedroe gëtt, net weesentlech méi rentabel wier. Eng méi staark Konzentratioun op d'Präventioun kéint laangfristeg de Budget vum Staat entlaaschten an d'Ausbreedung vun dëser invasiver Aart gläichzäiteg méi effikass ofbremsen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi héich leien déi aktuell duerchschnëttlech Käschte fir eng eenzel professionell Interventioun fir d'Ewechhuele vun engem Nascht vun der asiatescher Harespel zu Lëtzebuerg?

2. Wéi héich ass de globale finanzielle Montant, deen de Staat an de leschten zwee Joer fir d'Eliminatioun vun dësen Näschter huet missen opbréngen?

3. Deelt d'Regierung d'Aschätzung, datt de Käschtepunkt vun enger präventiver Fal a kengem Verhältnes zu den héijen Interventiounskäschte steet (Centbeträg fir eng Fal am Verglach zu héijen Eurobeträg fir d'Ewechhuele vun engem Nascht)?

4. Zitt d'Regierung aus dëser Diskrepanz d'Conclusioun, datt eng ëmfaassend, staatlech ënnerstëtzte Verdeelung vu Falen (wéi an der Wallounie) eng wirtschaftlech an ekologesch méi sënnvoll Léisung duerstellt?

5. Gëtt et spezifesch logistesch oder aner Hürden, déi d'Regierung de Moment dovun ofhalen, esou eng präventiv an national Campagnen zur Verdeelung vu Falen ëmzesetzen?

Réponse (18/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Neutraliséiere vun Näschter op ëffentlechem Terrain gëtt aktuell intern duerch d'ANF ofgewéckelt an ausschliisslech mat eegene Ressources humaines realiséiert. Bei der ANF ass eng dofir spezifesch zoustänneg Persoun am Asaz.

Wat Interventiounen op privatem Terrain ugeet, déi vu spezialiséierte Firmen iwwerholl ginn, kënnen d'Käschte staark variéieren. Si hänken ënner anerem vum Typ vum Nascht (embryonär, primär oder sekundär) of, vun der Lag, der Accessibilitéit souwéi vun de jeeweilege sécherheetstechnesche Konditiounen.

Fir eng besser Aschätzung vum finanziellen Opwand ze kréien, huet d'Naturverwaltung eng Schätzung op Basis vum Deplacement, der Dauer vun der Interventioun an dem néidege Material gemaach. Op där Basis gëtt aktuell e staatlechen Entschiedegungsforfait tëscht 50 an 300 Euro ugebueden.

Déi lafend Aktiounscampagne soll et erlaben, an Zukunft méi präzis an detailléiert Donnéeën zu de reelle Käschte vun Interventiounen op privatem Terrain ze sammelen.

ad 2. De Staat huet am Kader vun der Lutte géint déi Asiatesch Runn bis elo Material kaf fir e Montant vu ronn 14.000 EUR.

ad 3. Reng finanziell gekuckt, kascht eng Fal, déi am Kader vun der Bekämpfung vun der Asiatescher Runn agesat gëtt, tatsächlech manner wéi eng Interventioun, fir en Nascht vun der Asiatescher Runn ewechzemaachen. Allerdéngs kann een den Impakt vun enger Fal an den Impakt vum Neutraliséiere vun engem Nascht op d'Populatioun vun der Asiatescher Runn net matenee vergläichen. D'Theema vun der Lutte géint invasiv exotesch Aarte sollt een net reng op Käschte vu Material fir d'Gestioun beschränken.

ad 4. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'Fro 3.

ad 5. De Fokus vum Neutraliséiere vun Näschter am Fréijoer (embryonär & primär) ass dee beschte Wee, fir d'Weiderentwécklung vun de Kolonien an d'Construktioun vu sekundären Näschter am Summer ze verhënneren. All Nascht, wat am Fréijoer fachgerecht neutraliséiert gëtt, verhënnert am Prinzipp ee sekundäert Nascht mat bis zu e puer dausend Runnen am Summer.

D'Neutraliséiere vun den Näschter vun der Asiatescher Runn ass zu 100 % selektiv (ënner Virbehalt, datt d'Identifikatioun korrekt gemaach ginn ass). Beim Neutraliséiere vun engem Nascht vun der Asiatescher Runn gëtt et also prinzipiell keng Kollateralschied. Beim Asaz vu Fale kann net ausgeschloss ginn, datt eenheemesch geschützten Insekte gefaange ginn. Dofir ass d'Selektivitéit vun de Falen e ganz wichtege Krittär.

Och wann d'Regierung elo eng präventiv Campagne, déi sech op d'Neutraliséiere vun Näschter am Fréijoer konzentréiert, verfollegt, ass se awer gewollt, den Asaz vu Falen do zouzeloossen, wou Schued op d'Hunnegbeie kéint entstoen.

Sollten nei wëssenschaftlech Donnéeën zur Effizienz an zu den Auswierkunge vu Fale verfügbar ginn, wäert de Groupe de pilotage Vespa velutina eng nei Bewäertung vun der Situatioun virhuelen.

État de la population du hérisson et mesures de protection au Luxembourg | Question **3903** (10/04/2026) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Virun zwee Joer huet d'Weltnaturschutzunioun (IUCN) den Igel op déi Rout Lëscht vu menacéierten Aarte gesat. De Grond fir d'Astufung vum Igel als „potenziell gefäerdet", ware Schätzungen, datt de Bestand a méi wéi der Hallschent vun de Länner, an deenen d'Déier ze fannen ass, zeréckgaange wier. Op inaturalist.lu fënnt een 382 Anträg fir den Erinaceus europaeus. 50 vun deene Siichtunge sinn am leschte Joer verzeechent ginn.

Zu Lëtzebuerg gëllt den Igel als „intégralement protégé". De „Plan d'actions espèces en milieu urbain"

vun 2024 gesäit och véier Moossname fir dem Déier säi Schutz vir.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir d'Ëmwelt, d'Klima an d'Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Läit dem Ministère eng aktuell Schätzung iwwer d'Populatiounsentwécklung vum Igel an de leschte Jore vir?
– Gëtt et e bemierkenswäerten Ënnerscheed tëschent dem urbanen an dem ländleche Raum?

2. Wéi dacks ginn Donnéeën iwwer d'Igelpopulatioun vum Ministère a senge Verwaltungen erhuewen?

3. Wéi eng Haaptursaache gesäit de Ministère fir de Réckgang vum Igel zu Lëtzebuerg?

4. Wéi eng konkreet Moossname ginn aktuell geholl, fir den Igel a säi Liewensraum ze schützen?

5. Wéi iwwerpréift d'Regierung d'Ëmsetzung vun de Moossnamen aus dem „Plan d'actions espèces en milieu urbain"?

6. Wéi eng konkreet Projete goufen am Kader vum „Plan d'actions espèces en milieu urbain" fir den Igel scho lancéiert, a wéi gëtt hiren Impakt bewäert?

7. Wéi a wéini ass eng Evaluatioun vun de Moossnamen aus dem „Plan d'actions espèces en milieu urbain" virgesinn, a wäert si zu enger Aktualiséierung vun dem Aktiounsplang féieren?

Réponse (18/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng systematesch Erfaassunge vum Kéiseker (Erinaceus europaeus). D'Donnéeën an der nationaler Datebank vum Naturmusée (cf. Grafik 1⬆) stame virun allem aus Zoufallsbeobachtungen, déi am Kader vun aneren Etudë gemaach goufen, souwéi aus Beobachtunge vu Bierger. Besonnesch an de leschten zéng Joer ass d'Zuel vu Meldungen däitlech geklommen, ënner anerem duerch d'Notze vun digitale Melde-Applikatiounen.

D'Zuelen aus der nationaler Datebank vum Naturmusée weisen eng Schwankung tëscht de Joren 2016 an 2025 (tëschent 60 an 130 Kéiseker). Well dëst awer, wéi beschriwwen, gréisstendeels Zoufallsbeobachtunge sinn, kann een doraus net mat Sécherheet op d'Populatiounsentwécklung an en eventuelle Réckgang schléissen.

Eng aner Informatiounsquell sinn d'Behandlunge vu Kéiseker bei der Fleegestatioun fir wëll Déieren. Bei der Fleegestatioun fir wëll Déiere goufe vun 2018 bis 2025 jee no Joer tëscht 158 an 271 Kéiseker ofginn. Och hei léisst sech keng kloer Tendenz ofliesen an d'Zuele loossen och keng sécher Réckschléss op d'Populatioun zou.

– Dëst gouf bis elo net analyséiert. D'Donnéeën, déi haut virleien, si fir esou eng Analys och net adaptéiert.

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'éischt Fro geschriwwen, gëtt et aktuell keng verifizéiert Schätzungen iwwer d'Populatiounsentwécklung vum Kéiseker zu Lëtzebuerg. Opgrond vun der Aschätzung vun der Weltnaturschutzunioun IUCN, déi de Kéiseker Enn 2024 als potentiell gefäerdet agestuuft huet, a Schätzungen aus eisen Nopeschlänner wéi Däitschland an der Belsch, laut deenen d'Populatioun an de leschten 10 Joer ëm 1/3 an a verschiddene Regioune souguer ëm 50 % zeréckgaangen ass, kann een awer vun änleche Réckgäng vun der Populatioun bei eis am Land ausgoen.

De Kéiseker ass en Insektefrësser, deemno bedeit de Réckgang vun Insekten, dorënner Käferen, an anere wirbellosen Déieren duerch den Asaz vu Pestiziden, notamment a Privatgäert, awer och am Oppeland op landwirtschaftlech genotzte Flächen, e Mangel u Fudder. Dëse Fuddermangel gëtt duerch déi méi mëll Wanteren an de leschte Joren nach verstäerkt, duerch déi de Kéiseker oft kee richtege Winterschlof méi mécht an doduerch weider och am Wanter Energie verbrennt. Dobäi kënnt d'Zerschneidung vun der Landschaft, duerch déi vill Kéiseker dem Stroosseverkéier zum Affer falen. Och d'Bebauung an de Verloscht vu Strukturelementer wéi Hecken an naturbeloossene Weeränner stellen e Verloscht vu Liewensraim an domat e Probleem fir de Kéiseker duer.

ad 4. Besonnesch am urbane Beräich gëtt zu dëser Problematik sensibiliséiert: bei Evenementer mat dem Grand public gi Kéiseker-Këschte gebaut a verdeelt an am nationalen Aktiounsplang fir urban Aarte sinn och Aktioune fir Kéiseker presentéiert. Och mam Naturpakt ginn d'Gemengen incitéiert, Strukture fir kleng Déieren an de Gemengen ze förderen, d'Grénglfläche méi naturno ze gestalten an ze geréieren a Liewensraim wéi Dréchemaueren oder Bongerten unzeleeën. Och Privatleit ginn an deem Kontext sensibiliséiert.

Am Kader vun der nationaler Aktioun „Ouni Pestiziden" gëtt nieft dem Verzicht op Pestiziden och de „manner opgeraumte Gaart" promouvéiert, an deem de Kéiseker och Blieder- an Holzkéip, an domat e rouegen Eck am Gaart fënnt fir ze iwwerwanteren. Donieft ass säit 2016 de Gebrauch vu Pestiziden op ëffentleche Plaze laut der „loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques" verbueden.

An der oppener Landschaft gëtt et Biodiversitéitsprogrammer, fir Strukturelementer ze förderen an den Asaz vu Pestiziden ze reduzéieren.

Am Bësch gëtt en Deel vum Doudholz, wat um Buedem läit, leie gelooss, wat klenge wirbellosen Déieren zeguttkënnt, an esou och dem Kéiseker Iessen a Liewensraum bitt.

ad 5. Dëst si fräiwëlleg Mesuren, si ginn net systematesch iwwerpréift.

ad 6. Wéi an der Äntwert op d'Fro 5 duergeluecht gi scho vill Moossnamen um Terrain ëmgesat, déi de Kéiseker zeguttkommen. Als konkreete Projet kéint een de Projet vun der EBL (Ëmweltberodung Lëtzebuerg) ervirhiewen, déi eng Infografik zum insekten- a kéisekerfrëndleche Méinen⬆ (manner méinen, Méiroboter net nuets fuere loossen) ausgeschafft huet. Dëst gëtt och soss vun nationalen an ausländeschen Natur- an Déiereschutz-Organisatiounen ëmmer nees op soziale Meedie kommunikéiert.

Fir den Impakt vun de Moossnamen a Projete spezifesch fir de Kéiseker ze bewäerten, ass aktuell net méiglech ouni cibléierten oder systematesche Monitoring.

ad 7. Wéi scho geschriwwen, sinn dëst fräiwëlleg Mesuren, hir Ëmsetzung gëtt net systematesch iwwerpréift.

Wann nei Erkenntnisser a Methoden opkommen, kënnen dës och an den Aktiounsplang afléissen, nach virun der 10-Jores-Revisioun.

Lutte contre le frelon asiatique | Question **3905** (10/04/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le frelon asiatique constitue une menace sérieuse pour les pollinisateurs, se caractérise par une forte capacité d'expansion, perturbe les écosystèmes locaux et ne se limite pas au territoire de notre Grand-Duché. De l'autre côté de la frontière, les autorités de la Province de Luxembourg, en Belgique, ont mis en place dès le début de l'année un plan de lutte contre le frelon asiatique. Ce plan s'articule autour de trois axes principaux : (1) l'acquisition de pièges, (2) la mise à disposition d'un kit de communication, et (3) la désignation de référents locaux. Ainsi, quelque 45.000 pièges de type « T082 » seront déployés dans notre région voisine.

Dans l'attente de l'actualisation du Plan national de gestion, Monsieur le Ministre vient de présenter le plan d'urgence 2026, axé quant à lui sur un seul volet : l'élimination des nids primaires au printemps.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement a-t-il pris connaissance du plan de lutte contre le frelon asiatique élaboré par la Province de Luxembourg ? Envisage-t-il de reprendre certaines des mesures de ce plan dans le cadre du Plan national de gestion ?

2) Quelle est la position du Gouvernement concernant l'utilisation de pièges pour lutter contre le frelon asiatique ? Pour quelle raison cette mesure n'a-t-elle pas été retenue dans le plan d'urgence ? Selon les autorités belges, des études menées montrent un taux de capture de 72 %, ce qui en fait l'un des dispositifs les plus efficaces actuellement disponibles.

3) Monsieur le Ministre pourrait-il nous expliquer le choix de limiter la lutte contre le frelon asiatique à l'identification et à l'élimination précoce des nids ?

Réponse (18/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'élaboration du plan de gestion en cours se fait en collaboration avec des experts luxembourgeois, tout en tenant compte des approches et des informations issues d'autres pays.

ad 2) Le plan d'urgence 2026 est axé sur des actions à déployer à court terme, pour la période de printemps et été 2026, dans l'attente du plan de gestion révisé.

Le Gouvernement focalise les efforts sur la neutralisation des nids au printemps (embryonnaires et primaires) qui constitue le moyen le plus efficace pour empêcher le développement ultérieur des colonies et la construction de nids secondaires en été. Chaque nid neutralisé de manière professionnelle au printemps permet, en principe, d'éviter la formation d'un nid secondaire pouvant abriter jusqu'à plusieurs milliers de frelons en été.

La neutralisation des nids de frelon asiatique est une méthode 100 % sélective. Ainsi, en principe, aucune incidence collatérale n'est à prévoir lors de cette intervention. En revanche, l'utilisation de pièges ne permet pas d'exclure la capture d'insectes indigènes protégés. C'est pourquoi la sélectivité des pièges constitue un critère essentiel.

Bien que le Gouvernement mène actuellement une campagne préventive axée sur la neutralisation des nids au printemps, il est néanmoins envisagé d'autoriser l'utilisation de pièges dans les situations où des dommages aux abeilles domestiques pourraient survenir.

Néanmoins, dans l'hypothèse où de nouvelles données scientifiques viendraient à être disponibles concernant l'efficacité, les impacts et les conditions d'utilisation du piégeage, le Groupe de pilotage Vespa velutina procédera à une réévaluation de la situation.

ad 3) Dans ce contexte, il est renvoyé à la réponse à la deuxième question.

Détection de cannabinoïdes de synthèse (SCRA) dans des produits commercialisés comme CBD/THC-A vendus au Luxembourg | Question **3906** (13/04/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon une communication publiée sur les réseaux sociaux par le projet de réduction des risques PIPAPO, des analyses effectuées sur des produits vendus comme « CBD/THC-A » auraient mis en évidence la présence de cannabinoïdes de synthèse (SCRA), notamment MDMB-PINACA et ADMB-5en-HINACA. PIPAPO indique que ces substances ne correspondent pas à du cannabis, que leurs effets peuvent être plus puissants et imprévisibles et qu'elles sont susceptibles d'entraîner des risques graves pour la santé.

Par ailleurs, le Laboratoire national de santé (LNS), via son service de toxicologie analytique et de chimie pharmaceutique, ainsi que les dispositifs de drug checking constituent des outils importants de prévention et de minimisation des risques, en permettant l'identification de substances inattendues ou dangereuses.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Les ministres sont-ils informé(e)s de la présence alléguée de SCRA (dont MDMB PINACA et ADMB-5en-HINACA) dans des produits commercialisés comme « CBD/THC-A » au Luxembourg, y compris via des automates de vente et des magasins spécialisés ?
– Quelle évaluation les services compétents établissent-ils quant aux risques sanitaires associés à ce type de produits et de substances ?

2) Combien de détections de cannabinoïdes de synthèse dans des produits présentés comme CBD/THC-A ont été enregistrées par le LNS ou d'autres services compétents au cours des dernières années ?
– Les ministres peuvent-ils préciser, dans la mesure du possible, la nature des substances détectées, les canaux de distribution concernés ainsi que les mesures prises ?

3) Quel est le dispositif actuel de contrôle applicable aux produits commercialisés comme CBD/THC-A, en particulier lorsqu'ils sont vendus via des machines automatiques ?
– Quels services interviennent, selon quelles compétences respectives, et avec quelle fréquence de contrôles et d'analyses ?
– Quelles mesures supplémentaires les ministres envisagent-ils afin de renforcer la détection précoce et la prévention ?

4) Les autorités disposent-elles d'informations sur les pays d'origine et les circuits d'approvisionnement des lots concernés ?
– Existe-t-il, et à quelles conditions, une obligation de traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement pour ces produits ?
– Les ministres envisagent-ils de renforcer les exigences en matière de traçabilité, de documentation et de contrôle ?

5) Selon quels protocoles PIPAPO transmet-il les informations issues de ses analyses aux autorités compétentes ?
– Quelles sont les modalités et les délais de diffusion d'alertes au public et aux acteurs concernés lorsque des substances particulièrement dangereuses sont identifiées ?

6) Est-ce que des cas comparables (présence d'autres substances illicites ou dangereuses) ont déjà été constatés les années précédentes dans des produits étiquetés comme CBD/THC-A ?
– Le cas échéant, quelles conclusions en ont été tirées et quelles mesures structurelles ont été mises en place depuis lors ?

7) Les ministres peuvent-ils indiquer les tendances observées et, dans la mesure du possible, les situer par rapport aux données disponibles dans les pays limitrophes et aux analyses/alertes publiées au niveau européen (EUDA) ?

8) Dans le cadre des analyses effectuées par le LIST dans les stations d'épuration, la présence de substances telles que MDMB-PINACA et ADMB-5en-HINACA a-t-elle été détectée ?

9) Enfin, les ministres peuvent-ils rappeler les principales conclusions des campagnes de contrôle menées ces dernières années sur les produits contenant du CBD/extraits de chanvre, ainsi que les suites données aux contrôles réalisés en coopération avec la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ?

Réponse (15/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Oui, les analyses effectuées sur des produits vendus comme « CBD/THC-A » ont mis en évidence la présence de cannabinoïdes de synthèse (SCRA), notamment MDMB-PINACA et ADMB-5en-HINACA. Ces substances ont été signalées par le service de réduction des risques PIPAPO, conventionné avec le M3S.

Les données du Laboratoire national de santé (LNS) confirment également qu'au 15 avril 2026, 5 échantillons vendus par des distributeurs comme CBD/THC-A contenaient en réalité des cannabinoïdes synthétiques :

– 4 échantillons d'herbe contenant du MDMB-PINACA
– 1 échantillon de résine contenant du ADMB-5en-HINACA

Pour rappel, l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA) a émis une alerte le 29 septembre 2025 concernant une vague d'intoxications liées au MDMB-PINACA et au MDMB-4en-PINACA en République tchèque, et a placé le MDMB-PINACA sous contrôle intensif le 3 octobre 2025.

Dans ce contexte, les services compétents estiment comme l'EUDA que les cannabinoïdes de synthèse présentent un risque sanitaire élevé, en raison de leur puissance, de leur imprévisibilité et de leur implication croissante dans des intoxications graves et des décès au niveau européen.

ad 2)
– Les agonistes synthétiques des récepteurs cannabinoïdes (synthetic cannabinoid receptor agonists (SCRAs)) ou des cannabinoïdes semi-synthétiques (semi-synthetic cannabinoids (SSCs)) ont été détectés dans :

a) des échantillons de stupéfiants saisis par la police judiciaire, l'Administration des douanes et accises, les centres pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg, ou
b) des échantillons soumis pour analyse par l'intermédiaire du service PIPAPO de 4motion ASBL, ou par des personnes privées.

Ces échantillons n'étaient pas nécessairement présentés comme CBD/THC-A.

Leur répartition par année est la suivante :

– Concernant la nature des échantillons SCARs confirmés et présentés comme des produits CBD/THC-A en 2026, il s'agit de :

• 4 échantillons de matière végétale (herbe) avec présence de MDMB-PINACA ;
• 1 échantillon de résine de cannabis avec présence de ADMB-5en-HINACA.

Dans le cadre de sa mission d'administration fiscale en matière de la collecte des droits d'accise, l'Administration des douanes et accises (ADA) dispose d'informations qui indiquent que les produits de cannabis visés dans le présent contexte ont été achetés auprès d'un grossiste ayant des établissements en République tchèque et en Italie. Il s'agit en l'occurrence d'un flux commercial intra-communautaire.

Le commerce luxembourgeois visé par l'article de presse a informé l'ADA qu'il a immédiatement retiré la marchandise concernée de la vente.

L'ADA a également constaté que le même grossiste a livré une marchandise similaire à un autre commerce établi au Luxembourg.

Les mesures envisagées portent notamment sur la mise en œuvre opérationnelle des nouvelles compétences attribuées à l'ADA par la loi du 25 novembre 2025, ainsi que sur le renforcement de la coopération entre les autorités compétentes. Des mesures de sensibilisation pour les commerçants et les consommateurs sont prévues.

ad 3) Les produits commercialisés comme « CBD/THC-A », lorsqu'ils sont destinés à être fumés, relèvent de la définition des produits à fumer à base de plantes au sens de l'article 2, point 9, de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac. À ce titre, ils sont soumis aux dispositions de la loi, notamment en ce qui concerne la déclaration préalable, de la composition et de l'étiquetage. Conformément à l'article 4septies de cette loi, les fabricants et importateurs sont tenus de transmettre à la Direction de la santé, avant la mise sur le marché, une liste complète des ingrédients utilisés, accompagnée de leurs quantités, par marque et par type de produit. Cette obligation constitue un élément central du dispositif de contrôle, permettant d'assurer la transparence quant à la composition des produits. En ce qui concerne la vente via des distributeurs automatiques, l'article 9, paragraphe 3, de la loi précitée impose aux exploitants de tels appareils de prendre des mesures empêchant l'accès aux mineurs âgés de moins de dix-huit ans.

Le contrôle de ces produits repose sur plusieurs acteurs intervenant selon leurs compétences respectives. La Direction de la santé assure un suivi administratif des produits relevant de la législation antitabac et peut procéder à des vérifications sur place. L'Administration des douanes et accises est, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 novembre 2025, habilitée à effectuer des contrôles en la matière. La police et les autorités judiciaires sont également saisies en cas de suspicion d'infraction à d'autres législations, notamment en matière de stupéfiants.

Par ailleurs, des dispositifs complémentaires de prévention et de détection existent, tels que les services de drug checking PIPAPO, qui permettent d'identifier des substances inattendues ou dangereuses. En cas de besoin, des analyses sont réalisées par le LNS, afin de déterminer la composition des produits.

Dans la pratique, la détection de produits non conformes repose principalement sur des signalements, des contrôles ciblés ou des découvertes fortuites. Il n'existe pas à ce stade de programme de contrôle systématique couvrant l'ensemble des produits commercialisés, notamment via des distributeurs automatiques sur tout le territoire.

S'agissant des mesures envisagées, il est prévu de poursuivre le renforcement du dispositif de contrôle, notamment par la mise en œuvre opérationnelle des nouvelles compétences attribuées à l'ADA.

En effet, l'ADA effectue déjà des contrôles dans le cadre de ses missions en matière fiscale. Il s'agit notamment du recensement annuel des stocks auprès des opérateurs disposant d'une autorisation d'entrepositaire agréé et d'un entrepôt fiscal ou bien la vérification que les formalités déclaratives fiscales ont été accomplies et que les droits d'accises ont été acquittés.

Une attention particulière est portée au renforcement de la collaboration entre les différents acteurs dans le contrôle, ainsi que dans le développement des outils de détection précoce, pour déterminer les produits présentant un risque pour la santé publique.

ad 4) Les opérateurs économiques (fabricants, importateurs ou commerçants) restent responsables de la conformité des produits qu'ils mettent sur le marché luxembourgeois. Ils doivent être en mesure de garantir la traçabilité des produits et de fournir, sur demande des autorités compétentes, des informations relatives à leur origine et à leurs fournisseurs.

Le renforcement du dispositif en matière de traçabilité, de documentation et de contrôle, notamment en améliorant la coopération entre les autorités compétentes et en tenant compte de l'évolution des circuits de distribution se fait de façon continue et concertée.

ad 5) Le service Pipapo – Drugchecking transmet l'intégralité des résultats d'analyses des échantillons testés au point focal national de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA) intégré au sein de la Direction de la santé. Le point focal national notifie notamment les résultats d'analyses nationaux à l'EUDA en guise de centralisation des données au niveau de l'UE. Au cas où une substance particulièrement dangereuse ou un dosage d'une substance particulièrement élevé sont détectés dans les échantillons testés, la personne qui a fourni le produit pour analyse est informée des résultats d'analyse dès qu'ils sont connus et, le cas échéant et à l'instar de ce qui se pratique dans d'autres États membres de l'UE, une alerte est lancée via les canaux de communication et les réseaux sociaux du service afin d'atteindre au mieux la population cible d'usagers potentiels.

Les délais dépendent largement du temps nécessaire à l'analyse en laboratoire, qui peuvent s'étendre sur plusieurs jours à environ une semaine selon la complexité des substances.

ad 6) À l'exception des incidents récents liés à l'étiquetage de produits spécifiques, le PFLAD n'a pas connaissance de produits commercialisés sous l'appellation « CBD/THC-A » qui contiendraient en réalité d'autres substances psychoactives.

À la connaissance des autorités, aucun cas comparable impliquant la présence de substances illicites ou dangereuses, telles que des cannabinoïdes synthétiques, n'a été constaté dans des produits commercialisés comme CBD/THC-A.

Les situations problématiques relevées par le passé ont principalement concerné des dépassements du taux maximal autorisé de THC, qui est fixé à 1 % pour ces produits. Dans ces cas, les opérateurs concernés ont été informés et des mesures ont été prises afin d'assurer la mise en conformité des produits avant leur mise sur le marché.

Ces situations ont conduit à la mise en œuvre de mesures structurelles, notamment en renforçant l'information envers les opérateurs sur leurs obligations légales, l'intensification de la vigilance des autorités compétentes dans le suivi de ce type de produits et le développement de collaborations avec des acteurs de terrain, tels que les dispositifs de drug checking.

ad 7) Selon le rapport européen sur les drogues 2025 de l'EUDA, en 2024 20 nouveaux cannabinoïdes ont été recensés en Europe dont 18 étaient des cannabinoïdes de synthèse. Une alerte a été émise par le système d'alerte précoce (EWS) de l'EUDA le 29 septembre 2025, concernant une vague d'intoxications liées au MDMB-PINACA et au MDMB-4en-PINACA en République tchèque. L'EUDA a placé sous contrôle intensif le MDM-PINCACA le 3 octobre 2025.

ad 8) Depuis 2023, les analyses des eaux usées pour l'identification des stupéfiants sont réalisées par le LNS et non pas le LIST.

Les métabolites de MDMB-PINACA et ADMB-5en-HINACA ne sont pas incluses dans le périmètre analytique des analyses des eaux usées réalisées par le LNS.

ad 9) Comme indiqué à la question 2, le bilan des détections effectuées par le LNS (SCRAs/SSCs) est le suivant : ↟

Parmi les problèmes constatés par le passé, on constate principalement des dépassements du taux maximal de THC autorisé (1 %). Dans ces cas, les opérateurs concernés ont été informés et des mesures de mise en conformité ont été prises (retrait ou adaptation des produits).

L'ADA effectue des contrôles fiscaux annuels auprès des opérateurs disposant d'une autorisation d'« entrepositaire agréé ». Toutefois, la douane ne réalise pas d'analyses en laboratoire sur les produits cannabis/CBD, sauf demande de l'autorité compétente.

Mesures structurelles engagées suite aux contrôles :

– renforcement de l'information des opérateurs sur leurs obligations légales
– intensification de la vigilance des autorités compétentes
– développement de collaborations avec les dispositifs de drug checking
– mise en œuvre des nouvelles compétences attribuées à la douane par la loi du 25 novembre 2025.

La Police grand-ducale n'a pas procédé à des contrôles de produits commercialisés en tant que « CBD/THC-A », dans la mesure où de tels contrôles ne relèvent pas de son champ de compétence.

Cybersécurité des routeurs et souveraineté numérique | Question **3907** (13/04/2026) de **M. Ben Polidori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un contexte géopolitique marqué par des préoccupations croissantes en matière de cybersécurité, de dépendance technologique et de souveraineté numérique, des débats récents aux États-Unis ont mis en lumière les vulnérabilités potentielles liées aux routeurs et autres équipements de réseau. Ces débats ont notamment porté sur les restrictions à l'égard de certains routeurs grand public fabriqués à l'étranger ou reposant sur des logiciels développés à l'étranger, ainsi que sur des mesures élémentaires de sécurisation telles que l'installation de mises à jour et la modification des mots de passe par défaut.

Par ailleurs, des alertes récentes à l'étranger ont mis en évidence les risques de cybersécurité concrets liés à des routeurs insuffisamment sécurisés. En Finlande, le service de renseignement et de sécurité Supo et le Centre national de cybersécurité ont ainsi averti que des routeurs domestiques mal protégés avaient été exploités à des fins d'espionnage, notamment au moyen de vulnérabilités non corrigées, en soulignant l'importance des mises à jour régulières, du maintien du support par le fabricant et d'une configuration de sécurité adéquate des appareils.[10]

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelle est la stratégie du Gouvernement pour renforcer la souveraineté numérique du Luxembourg en matière d'équipements de réseau, et notamment pour limiter les dépendances à l'égard de fournisseurs étrangers pour les routeurs mis à disposition des particuliers et des entreprises ?

2) Le ministre peut-il préciser s'il existe au Luxembourg des exigences ou directives de sécurité applicables à l'installation de nouveaux routeurs, notamment celles imposées aux fournisseurs par des autorités compétentes telles que l'ILR, en particulier en ce qui concerne la modification des mots de passe par défaut, l'information des clients et la sécurisation de la configuration initiale des appareils ?

3) Le ministre peut-il indiquer s'il existe des protocoles spécifiques visant à garantir le déploiement rapide des mises à jour de sécurité sur les routeurs mis à disposition, ainsi qu'à communiquer systématiquement lorsque ces appareils présentent des vulnérabilités connues ou ne sont plus pris en charge par le fabricant ? Le ministre dispose-t-il d'une évaluation des risques spécifiques au Luxembourg concernant les routeurs domestiques et professionnels, notamment en ce qui concerne le parc installé, l'origine des équipements et leur niveau de mise à jour ? Le ministre peut-il indiquer s'il est connu combien de routeurs actuellement en service disposent des dernières mises à jour de sécurité ?

4) Existe-t-il une obligation de mise à jour automatique (« security by default ») pour les routeurs fournis aux clients ?

5) Quelles mesures sont prévues pour remplacer les équipements obsolètes qui ne sont plus maintenus par le fabricant ?

6) Quelles obligations concrètes sont imposées aux opérateurs, tels que POST, Orange ou Tango, en matière de sécurité des routeurs fournis aux clients, notamment en ce qui concerne la configuration par défaut, les mises à jour automatiques et la fin de support ?

7) Le Gouvernement prévoit-il des campagnes de sensibilisation ou des recommandations publiques à destination des particuliers et des entreprises concernant la sécurisation des routeurs ?

8) Le Gouvernement envisage-t-il de restreindre ou d'encadrer l'utilisation de certains équipements réseau considérés comme présentant un risque pour la sécurité nationale ?

9) Quels sont les pays d'origine des équipements, tels que les routeurs, déployés par l'entreprise POST auprès des particuliers et des entreprises ?

[10] YLE News, « Supo : Russia may be hacking your router », 3 mars 2025, https://yle.fi/a/74-20147639

Réponse (15/05/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La stratégie de souveraineté numérique du Luxembourg ne prévoit pas la production d'équipements de réseau sur son territoire. Toutefois, les fournisseurs étrangers – notamment pour les routeurs destinés aux particuliers et aux entreprises – sont soumis à diverses obligations générales de sécurité découlant du droit national et européen (voir réponse à la question 2). Les équipements de réseau doivent donc respecter des normes de sécurité spécifiques, et le Gouvernement luxembourgeois soutient l'élaboration ainsi que la mise en œuvre de ces normes européennes de sécurité.

ad 2) Les fournisseurs de services Internet sont juridiquement soumis à plusieurs obligations générales de sécurité, issues du droit national et européen. La loi modifiée du 17 décembre 2021 (transposition du Code européen des communications électroniques) impose ainsi aux opérateurs de prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour gérer les risques pesant sur la sécurité des réseaux et des services. Cela inclut les éléments de réseau sous leur contrôle, y compris les équipements fournis aux clients lorsque ceux-ci sont nécessaires à la fourniture du service. Dans ce cadre, la sécurisation minimale des routeurs (identifiants d'administration, configuration initiale, mises à jour) relève de la responsabilité du fournisseur, sans qu'un standard unique ne soit fixé publiquement.

De plus, le Luxembourg a transposé la directive NIS (UE) 2016/1148 et finalise la transposition de NIS2 (UE) 2022/2555, qui renforce encore les obligations en matière de cybersécurité. Les fournisseurs de services numériques et de communications électroniques concernés doivent notamment mettre en œuvre des mesures de gestion des risques, prévenir les accès non autorisés et sécuriser les systèmes et équipements soutenant les services fournis aux clients.

Le maintien de mots de passe par défaut ou de configurations non sécurisées est incompatible avec ces obligations générales. Dans ce contexte, de nombreux fournisseurs au Luxembourg imposent un mot de passe unique par appareil, respectivement obligent l'utilisateur à changer le mot de passe lors de la première connexion ou désactivent l'accès distant à l'interface d'administration par défaut.

Les fournisseurs sont également tenus d'une obligation générale d'information et de transparence contractuelle sur les conditions d'utilisation du matériel fourni, sur les responsabilités respectives du fournisseur et de l'abonné et sur les mesures de sécurité de base à appliquer. L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) veille à la protection des consommateurs dans ce cadre et peut intervenir en cas de pratiques trompeuses ou manifestement insuffisantes du point de vue de l'information fournie aux clients.

ad 3) Il n'existe pas au Luxembourg de protocole national centralisé ni de directive spécifique de l'ILR imposant des mécanismes uniformes de déploiement rapide des mises à jour de sécurité sur les routeurs mis à disposition des clients par les fournisseurs d'accès à Internet. L'ILR n'édicte pas de prescriptions techniques détaillées appareil par appareil, mais exerce un rôle de supervision sectorielle fondé sur des obligations générales de sécurité.

Toutefois, les fournisseurs de services de communications électroniques sont légalement tenus de prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour gérer les risques affectant la sécurité de leurs réseaux et services et d'assurer la continuité et l'intégrité du service fourni aux utilisateurs finaux. Ces obligations découlent notamment de la loi modifiée du 17 décembre 2021 sur les réseaux et services de communications électroniques, qui transpose le Code européen des communications électroniques, ainsi que du cadre européen de cybersécurité (NIS/NIS2).

Il n'existe pas non plus d'obligation réglementaire spécifique imposant une communication systématique et uniforme au client final. En revanche, les fournisseurs concernés par la législation NIS/NIS2 doivent identifier et gérer les risques liés aux vulnérabilités connues, prendre des mesures de remédiation appropriées et notifier les incidents de sécurité significatifs aux autorités compétentes lorsque les seuils légaux sont atteints. Dans ce cadre, la communication aux clients est attendue lorsque la vulnérabilité est susceptible d'avoir un impact sur la sécurité du service ou des données.

La législation NIS2 indique ainsi que « les entités essentielles et importantes communiquent, sans retard injustifié, aux destinataires de leurs services qui sont potentiellement affectés par une cybermenace importante toutes les mesures ou corrections que ces destinataires peuvent appliquer en réponse à cette menace. Le cas échéant, les entités informent également ces destinataires de la cybermenace importante elle-même. »

L'article 14 (8) du règlement sur la cyberrésilience indique également qu' « Après avoir pris connaissance d'une vulnérabilité activement exploitée ou d'un incident grave ayant des répercussions sur la sécurité du produit comportant des éléments numériques, le fabricant informe les utilisateurs du produit comportant des éléments numériques touchés et, s'il y a lieu, tous les utilisateurs de ladite vulnérabilité ou dudit incident et, si nécessaire, de toute mesure corrective ou d'atténuation des risques que les utilisateurs peuvent mettre en place pour atténuer les répercussions de cette vulnérabilité ou de cet incident, s'il y a lieu dans un format structuré, lisible par machine pouvant être facilement traité automatiquement. Lorsque le fabricant n'informe pas les utilisateurs du produit comportant des éléments numériques en temps utile, les "Computer Security Incident Response Team" (CSIRT) notifiés désignés comme coordinateurs peuvent fournir ces informations aux utilisateurs lorsqu'ils le jugent proportionné et nécessaire pour prévenir ou atténuer les répercussions de cette vulnérabilité ou de cet incident. »

Il n'existe pas d'évaluation publique et exhaustive spécifiquement dédiée aux routeurs domestiques et professionnels au Luxembourg, couvrant de manière détaillée le parc installé, l'origine géographique des équipements, leur niveau de mise à jour ou leur état de support fabricant. Le Gouvernement ne dispose pas d'un chiffre consolidé indiquant combien de routeurs actuellement en service au Luxembourg disposent des dernières mises à jour de sécurité, ni d'une base de données centralisée recensant l'état de mise à jour des équipements déployés par l'ensemble des fournisseurs. Cette absence s'explique notamment par la diversité des modèles et des fabricants, la coexistence d'équipements fournis par les opérateurs et d'équipements acquis directement par les utilisateurs, et finalement le fait que les routeurs constituent des équipements terminaux, dont la gestion relève en grande partie de la relation contractuelle entre fournisseur et client.

ad 4) Il n'existe pas d'obligation légale explicite imposant la mise à jour automatique des routeurs fournis aux clients (« security by default ») au Luxembourg. Cependant, les obligations découlant de la loi du 17 décembre 2021 ainsi que de la transposition de la directive NIS2 imposent une mise à jour en cas de besoin en matière de sécurité.

ad 5) Il n'existe pas d'obligation légale explicite imposant la mise à jour automatique des routeurs fournis aux clients (« security by default ») au Luxembourg. Cependant, les obligations découlant de la loi du 17 décembre 2021 ainsi que de la transposition de la directive NIS2 imposent une mise à jour en cas de besoin en matière de sécurité, ou le cas échéant, le remplacement du matériel qui ne peut plus être mis à jour.

ad 6) Il n'existe pas d'obligation légale explicite imposant un niveau de sécurité des routeurs fournis aux clients (« Security By Default ») au Luxembourg. Cependant, les obligations découlant de la loi du 17 décembre 2021 ainsi que de la transposition de la directive NIS2 imposent l'application des bonnes pratiques concernant la configuration par défaut, les mises à jour automatiques et la fin du support en cas d'apparition de vulnérabilités critiques.

ad 7) Le Gouvernement ne prévoit pas de telles campagnes ni de recommandations publiques, puisque les fournisseurs de services Internet sont soumis à une obligation générale d'information sur les conditions d'utilisation du matériel fourni, sur les responsabilités respectives du fournisseur et de l'abonné et sur les mesures de sécurité de base à appliquer.

ad 8) En janvier 2026, la Commission européenne a proposé une révision du règlement sur la cybersécurité (Cybersecurity Act – CSA) pour renforcer la résilience de l'UE face aux menaces croissantes. Le projet de règlement repose sur l'articulation de deux exigences complémentaires : d'une part, élever et objectiver le niveau de cybersécurité grâce à la certification européenne ; d'autre part, protéger les infrastructures critiques contre les risques de dépendance et de vulnérabilité systémique liés à des fournisseurs à haut risque. Une grande partie du texte s'attarde précisément sur les équipementiers et produits qui pourraient être considérés comme présentant un risque pour la sécurité nationale.

Le Gouvernement suit de très près les négociations au Conseil et s'alignera sur l'approche convenue au niveau de l'Union européenne.

ad 9) POST, comme d'autres fournisseurs de services Internet, applique une politique d'achats encadrée par un code de conduite des fournisseurs, fondé sur des exigences européennes et internationales.

Déclaration du Conseil de l'Europe sur les migrations et respect de la CEDH | Question **3908** (13/04/2026) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans la perspective de la prochaine réunion ministérielle du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui se tiendra à Chișinău, une déclaration politique sur les migrations et relative à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) est en cours de discussion.

Dans ce contexte, des inquiétudes ont été exprimées quant au risque que certaines orientations envisagées puissent affaiblir l'engagement des États parties envers le système de la CEDH, notamment en ce qui concerne :

– le respect plein et entier des obligations découlant du droit international des droits humains et du droit des réfugiés ;
– la préservation de l'indépendance et de l'autorité de la Cour européenne des droits de l'homme dans son rôle d'interprétation de la convention ;

– le maintien du caractère universel et indivisible des droits humains, y compris dans le domaine migratoire ;
– le respect de principes fondamentaux tels que le non-refoulement et l'interdiction absolue de la torture ;
– le recours à des notions insuffisamment définies, telles que certaines « solutions innovantes » en matière de migration, susceptibles de fragiliser les garanties juridiques existantes.

En amont de la réunion du Comité des ministres, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur les orientations actuellement discutées de cette déclaration politique ?

2) Le Gouvernement peut-il confirmer son attachement plein et entier à l'intégrité du système de la CEDH, notamment à l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme ?

3) Quelles positions le Luxembourg entend-il défendre afin d'éviter tout affaiblissement des standards européens en matière de droits humains dans le contexte des politiques migratoires ?

4) Le Gouvernement s'opposera-t-il à l'introduction de concepts ou mécanismes qui pourraient remettre en cause des principes fondamentaux tels que le non-refoulement ?

5) Enfin, quelles initiatives le Gouvernement compte-t-il prendre au niveau européen pour promouvoir une approche respectueuse des droits humains dans les discussions à venir ?

Réponse (15/05/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le Gouvernement soutient entièrement les orientations sous-jacentes de la Déclaration de Chişinău qui sera adoptée lors de la 135e session du Comité des ministres du Conseil de l'Europe les 14-15 mai 2026 à Chişinău en République de Moldavie.

Cette déclaration repose sur les « éléments d'une déclaration politique réaffirmant l'obligation d'assurer la jouissance effective des droits et libertés garantis par la Convention européenne des droits de l'homme à toute personne relevant de la juridiction des États membres dans le contexte des défis contemporains posés à la fois par la migration irrégulière et par la situation des étrangers condamnés pour des infractions graves, tenant dûment compte en particulier de la responsabilité fondamentale des gouvernements d'assurer la sécurité nationale et la sûreté publique » qui ont été élaborés par le Comité directeur pour les droits humains du Conseil de l'Europe suivant le mandat lui conféré par les délégués des ministres au Conseil de l'Europe le 10 décembre 2025.

Ce document réalise un compromis auquel le Gouvernement entend se rallier en ce qu'il réaffirme certains fondements inhérents au fonctionnement du système de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales tels que les principes de subsidiarité et de marge d'appréciation ainsi que l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme tout en soulevant des points nécessitant clarification, à savoir les conditions de retour des personnes dans leur pays origine, les questions de l'immigration de masse et de l'instrumentalisation de l'immigration.

ad 2) Le Gouvernement n'a eu cesse de réaffirmer tant dans le cadre de la Présidence du Luxembourg du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 13 novembre 2024 au 14 mai 2025 qu'au cours de la réunion informelle des ministres de la Justice du Conseil de l'Europe, le 10 décembre 2025, son entier soutien au système de la convention conçu pour permettre la sauvegarde et le développement des droits humains et des libertés fondamentales constituant les assises mêmes de l'État de droit sans lequel la démocratie serait vidée de son sens.

La pierre angulaire du système de la convention repose sur l'interprétation de ses dispositions par la Cour européenne des droits de l'homme qui en est la garante.

Le Gouvernement confirme son engagement à veiller à ce que l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme ne puisse être remise en cause par des pressions politiques.

ad 3) Dans tout nouveau projet législatif européen, le Luxembourg insiste sur le plein respect des droits fondamentaux, ainsi que sur la mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle permettant d'en garantir l'application effective. Il soutient également l'inclusion de garde-fous solides afin de prévenir tout risque d'abus à l'égard des migrants, indépendamment de leur statut, tant lors de l'élaboration des nouvelles règles que dans leur mise en œuvre. Le Luxembourg demeure particulièrement attaché à la protection des mineurs migrants et au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant, notamment dans le cadre des négociations sur le futur règlement européen relatif aux retours.

ad 4) Le principe de non-refoulement constitue un pilier fondamental des systèmes d'asile luxembourgeois et européen. Le Luxembourg s'oppose donc fermement à toute remise en cause de ce principe et continuera à défendre son plein respect dans le cadre des discussions et négociations européennes, comme il l'a déjà fait lors des négociations de la déclaration susmentionnée.

ad 5) Le Gouvernement luxembourgeois œuvrera activement au niveau européen pour promouvoir une approche pleinement respectueuse des droits humains dans les discussions à venir, en veillant à garantir l'égalité, la non-discrimination, l'État de droit, ainsi que le respect des libertés fondamentales et du droit international.

Bénéfices du groupe Encevo pour l'année 2025 | Question **3914** (14/04/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

L'entreprise Encevo SA est un acteur primordial du secteur énergétique au Luxembourg, détenant notamment des participations à 100 % du fournisseur d'énergie Enovos Luxembourg SA et à 75,43 % du gestionnaire de réseau Creos Luxembourg SA.

Notons que la main publique a au total une participation de 75,08 % dans le groupe Encevo (État : 28 % ; Ville de Luxembourg : 15,61 % ; SNCI : 14,2 % ; BCEE : 12 % ; POST Luxembourg : 5,27 %). L'État luxembourgeois compte quatre représentant.e.s sur seize dans le conseil d'administration du groupe Encevo SA, dont le président. La main publique au total en compte dix. Les 24,92 % restants sont détenus par l'entreprise China Southern Power Grid International, détenue par l'État chinois.

Selon mes informations, la prochaine assemblée générale annuelle du groupe Encevo SA aura lieu en mai. À ce moment, le montant des dividendes sera communiqué aux actionnaires. Lors de la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine, suite à l'intervention de la part de l'État, les bénéfices du groupe avaient été réinvestis dans les filiales respectives en faveur de l'accélération de la transition énergétique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quel est le bénéfice du groupe Encevo SA pour l'année 2025 ?

2) Sachant que nous nous trouvons à nouveau dans une situation de hausse des prix d'énergie fossile affectant les ménages et les entreprises et nous démontrant l'importance de la transition énergétique, quelle est la position du Gouvernement concernant le versement de dividendes du groupe Encevo SA à ses actionnaires en relation avec les bénéfices de 2025 ?

3) Le Gouvernement s'engagera-t-il par ses représentant.e.s au sein du conseil d'administration du groupe en faveur d'un réinvestissement des bénéfices de l'année 2025 au lieu d'un versement des dividendes afin d'accélérer l'électrification durable des systèmes de chauffage, du transport et des processus industriels pour ainsi rendre indépendants les ménages et les entreprises des prix volatils des énergies fossiles ?

Réponse (13/05/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le bénéfice net consolidé du groupe Encevo SA au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'établit à 154 M €.

ad 2) Bien qu'il soit exact qu'aucun dividende n'a été versé au cours des deux premières années de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé, il convient de souligner que :

1) La crise actuelle diffère de celle de l'époque en ce sens que, selon l'état actuel des choses, le groupe Encevo SA est cette fois-ci moins exposé, dès lors qu'il ne commercialise pas de produits pétroliers et que les marchés de l'électricité et du gaz n'ont, à ce stade, pas connu des hausses aussi marquées que celles observées durant la guerre en Ukraine. La principale raison de la suspension des paiements de dividendes ne résidait pas dans une augmentation des volumes d'investissement, mais constituait une mesure de précaution visant à préserver la liquidité du groupe en cas de fortes fluctuations des marchés.

2) Les volumes d'investissement du groupe Encevo SA, indépendamment des versements de dividendes, sont portés chaque année à des niveaux records.

L'État s'engage, au sein du groupe, en faveur de niveaux d'investissement aussi ambitieux que possible dans l'ensemble des domaines d'activité pertinents pour la transition énergétique, à savoir le développement des réseaux, le déploiement des énergies renouvelables, l'extension des offres en matière de services techniques ainsi que de rénovation, de même que le développement de produits innovants destinés à accompagner les clients dans leur transition énergétique individuelle.

Ces volumes d'investissement ambitieux doivent toutefois demeurer réalisables. À cet égard, le groupe se situe actuellement, au regard de sa taille, de ses effectifs, de ses processus opérationnels et de son potentiel de croissance réaliste, à un niveau très élevé de ses capacités d'investissement telles que définies dans son plan d'affaires.

ad 3) Les investissements sont financés partiellement par des fonds propres et partiellement par des

financements externes. Compte tenu du fait que le ratio d'endettement (gearing) du groupe se situe actuellement à un niveau inférieur à la moyenne internationale des autres acteurs du secteur de l'énergie, et que celui-ci bénéficie ainsi d'une situation financière particulièrement solide, le recours modéré à l'endettement pour financer les investissements s'inscrit dans les pratiques usuelles du marché. Dans ces conditions, l'absence de versement de dividendes n'aurait pas pour effet d'accroître le volume global des investissements, mais se traduirait uniquement par une majoration de la part des fonds propres affectée à leur financement.

Néanmoins, eu égard au plan d'affaires à moyen terme d'Encevo ainsi qu'aux projections financières à long terme, qui prévoient une hausse significative des dépenses d'investissement afin d'accélérer la transition énergétique dans la Grande Région, et attendu que les projets relatifs aux énergies renouvelables, au stockage par batteries, au renforcement des réseaux électriques, à l'hydrogène et au développement des services techniques nécessiteront des financements conséquents, l'État a engagé, dès l'année dernière, des négociations avec les autres actionnaires en vue de réviser la politique de distribution des dividendes.

Cette nouvelle politique, approuvée par le conseil d'administration lors de sa séance de mars, poursuit un triple objectif :

1) préserver la flexibilité financière du groupe ;
2) soutenir son plan d'investissement ambitieux en faveur de la transition énergétique ;
3) s'aligner sur les critères des agences de notation.

Le cadre redéfini lie désormais le versement des dividendes à des indicateurs prospectifs (KPI), fondés sur :

– la génération de trésorerie ;
– le niveau d'endettement ;
– les besoins de financement.

À titre illustratif, l'application de ces indicateurs pour l'exercice 2026 conduit à un montant de dividende distribué s'élevant à 39 M €, ce qui correspond à moins de 26 % du résultat net 2025 et doit être comparé aux 311 M € déboursé pour les investissements en 2025.

Travaux complémentaires au rond-point de Reichlange après son achèvement | Question **3915** (14/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

De Kreesverkéier zu Räichel gouf am Summer 2025 fäerdeggestallt. Allerdéngs ass et am Hierscht vum selwechte Joer erëm zu Aarbechten um Kreesverkéier komm. Bedéngt duerch dës Aarbechte war de Verkéier beanträchtegt, wat evidenterweis nees mat zousätzleche Waardezäite fir d'Chauffere verbonne war.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Verkéiersminister:

1. Wat war de Grond respektiv wat waren d'Grënn, firwat – nodeems de Kreesverkéier am Summer fäerdeggestallt gouf – am Hierscht nees hätt missen dru geschafft ginn?

2. Wéi chiffréieren sech d'Käschte fir déi zousätzlech Aarbechten am Hierscht?

3. Ass deen uewe beschriwwene Fall an den Ae vun der Madamm Minister éischter e Cas unique oder kënnt et méi dacks vir, datt un engem Verkéiersprojet, deen am Prinzipp ofgeschloss ass, nees muss nogebessert ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn heifir?

Réponse (12/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Detailer zu den Aarbechten um Kreesverkéier zu Räichel.

ad 1. D'Gemeng Réiden/Atert hat eng Adaptatioun vum Rond-point ugefrot, nodeems sech an der Praxis erausgestallt hat, dass verschidde Chauffeure*eusë Schwieregkeeten haten, an der Sortie Préizerdaul op hirer Spuer ze bleiwen. Dëst bedéngt duerch eng ze héich Vitess vu vereenzelten Automobilisten*innen am Ausgang vum Rond-point. Fir de Confort an d'Sécherheet vun allen Automobilisten*innen ze erhéijen, gouf d'Spuer an där Sortie eesäiteg verbreet.

D'Aarbechte goufen tëscht dem 1. an dem 13. Dezember 2025 duerchgefouert. Eng Deviatioun gouf ageriicht, an de Verkéier konnt ouni Ënnerbriechung an Direktioun Préizerdaul weiderlafen.

ad 2. D'Gesamtkäschte vun dëser Upassung hu sech op 65.155 Euro belaf a goufen, ouni Depassement vum initiale Budget, am Kader vum Projet ofgerechent.

ad 3. Grondsätzlech gi Verkéiersprojeten no den aktuelle bautechnesche Reegelen a Richtlinnen ëmgesat. Beim Bau vum Rond-point zu Räichel gouf sech op d'„RaSt" (Richtlinien für die Anlage von Stadtstraßen) baséiert. Dëse gouf deemno mat enger Breet vun der Spuer vu 6,0 Meeter realiséiert, an dëst ënner Berécksiichtegung vun enger geplangter regionaler Vëlospist vun der Gemeng.

Trotz enger akkurater a konformer Planifikatioun kann et virkommen, dass sech dono an der Praxis nach zousätzlech Erkenntnisser weisen. Esou sinn heiansdo kleng Upassungen néideg.

Am Allgemengen handelt et sech bei esou Ajustementer awer ëm Ausnamefäll. Si weisen awer och, wéi flexibel a responsabel gehandelt gëtt, wann d'Situatioun et erfuerdert an eng ëmsetzbar Léisung sech ubitt.

Risques liés à l'utilisation des cryptomonnaies pour contourner les sanctions internationales | Question **3916** (14/04/2026) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Rezent international Meedieberichter weisen op eng staark Entwécklung vun engem staatlech beaflosste Krypto-Ökosystem am Iran hin. An engem Kontext vu staarke wirtschaftleche Sanktiounen an enger massiver Ofwäertung vun der iranescher Wärung, gi Kryptowärungen ëmmer méi als Instrument benotzt, souwuel vun der Zivillbevëlkerung, fir hir Erspuernisser ze sécheren, wéi och vu staatlechen oder parastaatlechen Acteuren, fir international Sanktiounen ze ëmgoen.

Dobäi gëtt och drop higewisen, datt dës digital Verméigenswäerter an engem „Schattenfinanzsystem" agesat kéinte ginn, ënnert anerem fir den Handel mat sanktionéierte Ressourcen (z. B. Ueleg) oder fir d'Finanzéierung vu militäreschen Aktivitéiten.

Virun dësem Hannergrond stellt sech och fir Lëtzebuerg, als wichteg Finanzplaz, d'Fro no de Konsequenzen a méigleche Risiken, déi aus dësen Entwécklunge resultéieren, besonnesch am Beräich vun der Bekämpfung vu Blanchiment, der Finanzéierung vun Terrorismus an der Ëmgeeung vu Sanktiounen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Finanzminister an un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung déi rezent Entwécklungen am Beräich vun der Notzung vu Kryptowärungen duerch staatlech oder parastaatlech Acteuren a sanktionéierte Länner, a wéi eng potenziell Auswierkunge gesäit si fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, notamment fir hei am Land etabléiert Krypto-Plattformen?

2. Gesäit d'Regierung Risiken, datt esou digital „Schattenfinanzsystemer" d'Effikassitéit vun internationale Sanktioune schwäche kéinten?

3. Wat mécht d'Regierung, fir de Finanzsecteur géint Mëssbrauch vu Kryptowärungen ze schützen, besonnesch bei geopolitesche Konflikter?

4. Denkt d'Regierung doriwwer no an dësem Kontext, innovativ Technologien, wéi Kënschtlech Intelligenz, ze notzen, fir suspekt Krypto-Transaktioune besser ze iwwerwaachen, ouni dobäi fundamental Rechter a Privatsphär ze verletzen?

5. Wat fir eng konkreet Mesurë si geholl oder geplangt, fir géint de Blanchiment, d'Finanzéierung vun Terrorismus an d'Ëmgeeung vu Sanktiounen iwwert Kryptowärunge virzegoen?

Réponse (15/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

D'Regierung setzt weider op eng konsequent Ëmsetzung an Uwendung vun den europäeschen an internationale Reegelen op nationalem Niveau.

Dobäi sief ënnerstrach, dass déi lëtzebuergesch Finanzdéngschtleeschter fir Krypto-Aktiva („virtual asset service providers/crypto-assets service providers), genee wéi déi aner Finanzdéngschtleeschter, de Bestëmmungen aus dem Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwer restriktiv Finanzmoossnamen, dem CSSF-Reglement 12-02 an den uwennbaren internationalen an europäesche Reegelen, ënnerleien.

An deem Kontext suivéieren déi zoustänneg Autoritéiten och d'Notzung vu Kryptowärungen an och d'Risiken, déi sech doraus erginn, mat der néideger Suergfalt a sensibiliséieren d'Acteuren iwwer divers Weeër (dediéiert Publikatiounen, Konferenzen, Echangen am Kader vun der Surveillance etc.).

Fir op méiglech Lacunnen anzewierken, huet déi Europäesch Unioun am Kontext vum Agressiounskrich géint d'Ukrain am Kader vum 16. Sanktiounspak vu Februar 2025 ë. a. och eng éischt Krypto-Plattform direkt op déi europäesch Sanktiounslëscht gesat. Am Kader vum 20. Sanktiounspak gouf dunn een allgemenge Verbuet vun Transaktiounen am Krypto-Beräich tëscht der Europäescher Unioun a russeschen Entitéite beschloss.

Och am Kader vum europäeschen AML-Package huet Lëtzebuerg säi gesetzleche Kader entspriechend ugepasst bzw. ass amgaangen dëst ze maachen.

Eng zentral Roll spillt dobäi och déi national Ëmsetzung vun der revidéierter Transfer of Funds Regulation (TFR), déi elo explizitt Kryptowärungen ofdeckt. Op nationalem Niveau bedeit dat konkreet, datt zu Lëtzebuerg etabléiert Krypto-Acteure verflicht sinn, Informatiounen iwwer Sender an Empfänger vun Transaktiounen ze sammelen an ze iwwerwaachen (Ëmsetzung vun der sougenannter „Travel Rule"). Dëst erlaabt eng Tracéierbarkeet vu Krypto-Transaktiounen.

Parallell dozou integréiert Lëtzebuerg och d'international Standarden aus den Aarbechte vum GAFI, besonnesch d'Recommandatioun 16, an den nationale Kader.

Zousätzlech bedeelegt sech Lëtzebuerg aktiv un internationale Greemien, wéi dem Virtual Assets Contact

Group vum GAFI. D'Erkenntnisser aus dëse Greemie ginn direkt an d'national Praxis agebonnen, z. B. bei der Bewäertung vu Risiken a bei der Upassung vun der Iwwerwaachung.

Installation d'une antenne de téléphonie mobile à Haller et procédure d'autorisation | Question **3917** (14/04/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Unsere Bürgerrechte wurden ausgehebelt: Streit um Mobilfunkmast eskaliert", deen de 14. Abrëll am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, ze liesen ass, gouf zu Haler an der Gemeng Waldbëlleg eng Mobillfunkanlag op Basis vun enger méiglecherweis feelerhafter Geneemegung erriicht. Déi aktuell éischt vun insgesamt zwielef Antennen, déi nach solle gebaut ginn, kënnt op eng Leeschtung vun 2.495 Watt. Ënner 2.500 Watt mussen déi betraffe Bierger just informéiert, awer net ugehéiert ginn. Esou wéi et am Artikel duergestallt gëtt, louchen dem Ëmweltministère awer d'Pläng vir, aus deene kloer ervirgeet, datt et sech nëmmen ëm déi éischt Etapp vun engem vill gréissere Gesamtprojet handelt.

Och eng Kommodosgeneemegung vun der Klass 3 schreift allerdéngs eng kloer a visibel Informatioun vun de betraffene Bierger vir. Och dat ass dësen hiren Aussoe vis-à-vis vum „Lëtzebuerger Wort" no net geschitt. Des Weidere fäerten si och negativ Auswierkungen op d'Wäertentwécklunge vun hiren Haiser, hir perséinlech Gesondheet an déi lokal Tourismuswirtschaft. Duerch de Projet sinn eng Rei Parkplaze laanscht den Ausgangspunkt vu verschiddene Wanderweeër am Mëllerdall verschwonnen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu deenen am Artikel genannte Virgäng?

2. Wéi begrënnt d'Regierung déi Decisioun, hei eng Kommodosgeneemegung vun der Klass 3 auszestellen, obwuel dem Artikel no gewosst ass, datt et sech nëmmen ëm eng éischt Etapp vun engem gréissere Projet handelt?

3. Gi potenziell weider Geneemegunge fir spéider Anlagen automatesch am Kader vum Gesamtprojet gekuckt, fir ze vermeiden, datt déi eenzel Antenne jeeweils ënnert de Grenzwäert vun 2.500 Watt falen, obwuel se an der Kombinatioun insgesamt wäit doriwwer erausginn?

4. Op wéi eng Manéier goufen d'Aussoen zu der Leeschtung vun der Anlag, déi den Demandeur eragereecht huet, an déi just op der Grenz tëschent zwou ënnerschiddleche Geneemegungskategorië louchen, iwwerpréift?

5. Loossen déi Aussoe vun de betraffene Bierger, wouno si net esou wéi virgeschriwwen informéiert goufen, sech onofhängeg iwwerpréiwen? Falls jo, kann doraus eng potenziell Annuléierung vun der Geneemegung ervirgoen, falls déi Virwërf bewise ginn? Falls nee, ass un eng strukturell Upassung vun de Kontrolle geduecht, fir esou Fäll, wou Ausso géint Ausso steet, an Zukunft ze vermeiden?

6. Wéi eng Impaktstudien iwwert d'Auswierkung op d'Gesondheet, den Tourismus an d'Ëmwelt huet den Demandeur am Kader vun der Geneemegungsprozedur misse virleeën?

Réponse (21/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Allgemeng weist d'Regierung drop hin, datt déi an deem Artikel „Unsere Bürgerrechte wurden ausgehebelt" genannte Virgäng konform zu den aktuell gëltege Gesetzer a Reglementer geholl gi sinn. Weider Detailer dozou ginn an den nächsten Äntwerten op déi spezifesch Froen traitéiert.

ad 2. D'Klassement vum Dossier baséiert op de Reegelen, déi am „règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés" (Kommodosnomenklatur) festgeluecht sinn. Den decisive Kritär ass den Total vun all de Leeschtungen am Agang vun den Antennen um „site radiotechnique". Fir dat Klassement gëtt sech éischtens op den Inhalt vum eragereechten Dossier baséiert an zweetens op d'Geneemegungen, déi scho fir de selwechte Site erdeelt gi sinn.

Um Site zu Haler gouf virdrun nach keng Kommodosgeneemegung erdeelt. Fir d'Klassement kann also just den Inhalt vum Dossier betruecht ginn. Den Total vun den ugefrote Leeschtunge läit bei 2.495 Watt. Weider Informatiounen zu eventuellen zousätzleche Leeschtunge vun engem potentielle weideren Operateur vu Mobillfunkanlage sinn net am Dossier beschriwwen. Deemno entsprécht den Dossier enger Klass 3.

Déi zoustänneg Autoritéit ka just eng Decisioun op dee Projet huelen, deen hir virgeluecht gouf.

ad 3. Jo, d'Gesamtsituatioun vum Site gëtt gekuckt. Sollt spéider eng Demande fir zousätzlech Installatiounen op der selwechter Plaz agereecht ginn, gëtt d'Leeschtung vun de schonn installéierten Antenne plus déi nei ugefrote Leeschtung addéiert. Mat zousätzlechen Installatioune wäert déi total installéiert Leeschtung iwwer 2.500 Watt leien an déi zukünfteg Demande als Klass 1 agestuuft ginn.

Et ass ze begréissen, datt d'Operateuren sech Masten deelen, well der sou insgesamt manner opgestallt musse ginn.

ad 4. Wann et kee flagranten Indice gëtt, datt eppes un der Demande fachlech falsch ass, wat hei net de Fall war, da geet d'Verwaltung dervun aus, datt den Demandeur genee dat ufroe wollt, wat en an der Demande beschreift. Den Demandeur ass an der Verantwortung, fir éierlech Informatiounen ze ginn.

ad 5. Den 1. Dezember 2025 ass den Dossier „pour information et affichage" un d'Gemeng Waldbëlleg geschéckt ginn, dëst op Basis vum Artikel 9.2. zweeten Abschnitt vum Kommodosgesetz. Den Artikel 10 vum selwechte Gesetz detailléiert d'Reegelen, un déi d'Gemeng sech hale muss.

Laut „Certificat de publication" vum 22. Dezember 2025 informéiert d'Gemeng Waldbëlleg, datt déi Publicatioun gemaach ginn ass.

Op Grond vun deenen Informatiounen, déi virleien, ass ze erkennen, datt den Affichage vum Dossier no den Dispositioune vum Kommodosgesetz gemaach ginn ass.

Fir weider Detailer a Bezuch op Froen, déi d'Gemeng betreffen, gëtt hei op d'Äntwerten zu de Froen 3 a 4 vun der parlamentarescher Fro N° 3878 vum 7. Abrëll 2026 vun dem honorabelen Deputéierte Sven Clement verwisen.

ad 6. Mobillfunkantennen a ganz allgemeng „sites radiotechniques" falen net ënner d'Bestëmmunge vun der Reglementatioun iwwer Ëmweltimpaktstudien (Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement). Deemno ass och keng esou eng Studie gemaach ginn.

Wat elo ganz generell d'Auswierkungen op d'Gesondheet ugeet, kann op déi allgemeng Aussoe vun der Weltgesondheetsorganisatioun a vun der Europäescher Kommissioun verwise ginn, an déi soe sënngeméiss: Wann d'Grenzwäerter fir elektresch Felder agehale sinn, da kënne wëssenschaftlech keng negativ Auswierkunge festgestallt ginn.

Duerch d'Uwendung vum „principe de précaution" am Kader vum Traitement vun den Dossiere fir Mobillfunkantennen ass séchergestallt, datt d'Wäerter vun elektresche Felder, déi hei am Land virleien, wäit ënner de Grenzwäerter vun der Recommandatioun vun der Europäescher Kommissioun leien.

Traitement des données des membres de l'armée (SAP) | Question **3918** (15/04/2026) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Rezent gouf an de Meedien an op de sozialen Netzwierker doriwwer bericht, datt am Kader vun der Aféierung vun engem neien SAP-Verwaltungssystem eng automatiséiert Consultatioun an den Import vu persounebezunnenen Daten aus dem „Registre national des personnes physiques" (RNPP) duerch d'Lëtzebuerger Arméi stattfonnt huet.

Laut Communiqué vum Etat-major vum 10. Abrëll 2026 soll dës Veraarbechtung, déi am Kontext vun enger technescher Migratioun vum fréiere System „GIAL" op en neien ERP-System geschitt ass, aktiv an och fréier Membere vun der Arméi betraff hunn.

Am Zesummenhang mat de Bestëmmunge vum Reglement (UE) 2016/679 (RGPD), besonnesch nom Prinzipp vun der „limitation de la conservation", stelle sech awer eng Rei Froen zu der Noutwennegkeet, dem Ëmfang an der Dauer vun der Dateveraarbechtung.

Virun dësem Hannergrond hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Persounen (jeeweils aktiv a fréier Arméismemberen) waren insgesamt vun dëser Dateveraarbechtung betraff?

2. No wéi enge Krittäre gouf festgeluecht, wéi eng Persoune beim Datenimport berücksichtegt goufen, besonnesch wat fréier Arméismembere betrëfft?

3. Wéi laang ass d'Konservéierungsdauer vun dësen Daten a wien decidéiert iwwer dës Dauer?

4. Aus wéi enge konkreete gesetzlechen oder administrativen Ursaache ginn Date vu fréieren Arméismemberen iwwer esou vill Joren oder Joerzéngte konservéiert?

Réponse (15/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Wéi schonn am Communiqué vum Etat-major vum 10. Abrëll 2026 matgedeelt, huet d'Arméi een neien Enterprise Resource Planning (ERP)-System agefouert an domat deen ale Gestion intégrée de l'Armée luxembourgeoise (GIAL)-System duerch eng nei Systems, Applications and Products (SAP)-Suite ersat.

Dës Migratioun huet am Mount Mäerz stattfonnt a wärend där Period ass een initialen, automatiséierten Datenofgläich tëscht der neier SAP-Léisung mat dem Interface vum Registre national des personnes physiques (RNPP) gemaach ginn. D'Zil dovu war, fir d'Kohärenz vun den Donnéeën, déi d'Arméi schonn an hirer GIAL-Léisung hat, automatiséiert ze iwwerpréiwen an domat sécherzestellen, datt och déi nei Léisung op korrekten Donnéeën opbaut.

No der Migratioun ginn allerdéngs nëmmen nach Donnéeë vun den aktive Membere vun der Arméi automatesch geupdate.

Eng punktuell an net automatiséiert Aktualisatioun vun den Donnéeë vu fréiere Membere vun der Arméi

bleift méiglech, gëtt awer op déi néideg Fäll limitéiert (zum Beispill fir d'Ausstellung vu Certificaten oder d'Beaarbechte vun administrativen Demanden)[11].

Deen hei uewe beschriwwenen Traitement vu perséinlechen Donnéeë baséiert um Artikel 6 vum europäesche Reglement (EU) 2016/679 (RGPD), an zwar méi präzis nach op:

– der Ausféierung vun enger Aufgab am ëffentlechen Interessi;
– der Erfëllung vu gesetzleche Flichten, deenen d'Arméi ënnerläit.

Dësen Traitement ass néideg fir d'Ausübe vun de gesetzleche Missioune vun der Arméi a weist dofir keen diskretionnäre Charakter op.

Doriwwer eraus ass den Traitement duerch eng Rei vu Garantien encadréiert ginn, déi dem RGPD entspriechen:

– nëmmen déi Donnéeën, déi fir d'administrativ Kontinuitéit an d'Gestioun vun de gesetzleche Flichten onbedéngt néideg sinn, goufen traitéiert;
– d'Finalitéite vum Traitement si präzis definéiert, den Zougang ass op autoriséiert Persoune limitéiert;
– nëmme pertinent Donnéeë goufen iwwerholl, op Basis vun objektiven administrative Krittären;
– De Flux vun den Donnéeën, souwuel bei der Reprise, wéi och duerno, sinn noverfollegbar a ginn dokumentéiert.

Déi konkreet Äntwerten op dem honorabelen Deputéierte seng Froe fannt Dir heidrënner.

ad 1. Insgesamt handelt et sech ëm 7.446 Dossieren, déi automatesch bei der Migratioun ofgeglach goufen, dovu sinn der 5.996 vu fréiere Memberen an 1.450 Dossiere vun aktive Memberen.

ad 2. D'Auswiel vun de betraffene Persoune baséiert ausschliisslech op objektiven an am Viraus definéierten administrative Krittären, nämlech:

– d'Existenz vun engem administrativen Dossier, sief en aktiv oder archivéiert;
– d'Weiderbestoe vu gesetzlechen, administrativen oder protokollaresche Flichten (z. B. Pensiounen, sozial Rechter, Verdeelung vu Medailen, Organisatioun vu militäreschen Zeremonien am Fall vum Doud vu fréieren Zaldot·inn·en etc.).

Et gouf kee pauschalen/onselektiven Traitement duerchgefouert; et sinn nëmmen déi Donnéeën iwwerholl ginn, déi am Hibléck op d'Finalitéite vum Traitement pertinent sinn.

ad 3. D'Konservéierungsdauere vun den Donnéeë si bestëmmt duerch:

– déi gëlteg gesetzlech Flichten, besonnesch am Beräich vun de Pensiounen an de soziale Rechter;
– déi national Reegele betreffend d'ëffentlech Archiver;
– déi spezifesch Archivéierungsreegelen, déi fir d'Arméi gëllen;
– déi generell Fuerderunge vun der juristescher Sécherheet.

Dës Dauere goufe vun den zoustännegen Autoritéiten definéiert a validéiert, a Concertatioun mat de Responsabele vum Traitement an ënnert der Opsiicht vum Dateschutzbeoptraagten.

D'Arméi hält Donnéeën iwwer ënnerschiddlech Dauere jee no Fall, vu just e puer Wochen (z. B. Dossier vun engem·r Kandidat·in fir Zaldot·in, deen oder déi net ausgewielt gouf, deen um Enn vum Selektiounsprozess zerstéiert gëtt) bis zu 75 Joer (z. B. medezinneschen Dossier – wéinst de laangfristege gesondheetlechen Effekter, déi mat de spezifesche Konditioune vu militäresche Missiounen zesummenhänken, wéi z. B. posttraumatesche Stress). Tëscht dësen Zäitspane gëtt et ganz ënnerschiddlech Delaien, wéi z. B. 10 Joer fir de Personalregëster. Dës Delaien ënnerscheede sech net grondsätzlech vun deene vun anere Verwaltungen.

ad 4. Déi verlängert Konservéierung vun den Donnéeë vu fréiere Membere vun der Arméi entsprécht verschiddene legitimmen Noutwendegkeeten:

– d'Respektéiere vu gesetzlechen, administrativen a protokollaresche Flichten, wéi ënnert der Fro 1 präzisëiert;
– d'archivistesch an historesch Ufuerderungen, déi d'Noverfollegbarkeet vun de Karriäre garantéieren an d'Wouerhuele vun der Erënnerungsflicht erméiglechen;
– d'juristesch Sécherheet, déi et erméiglecht, op Demanden oder Iwwerpréiwungen ze reagéieren, déi e puer Joer, souguer Joerzéngten, nom Enn vum Déngscht kënnen optrieden.

Interventions médicales non consenties sur enfants intersexes et cadre juridique au Luxembourg | Question **3919** (15/04/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **Mme Paulette Lenert** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Kinder mit Variationen der Geschlechtsmerkmale werden in Luxemburg und anderen europäischen Ländern weiterhin irreversiblen chirurgischen Eingriffen an den Genitalorganen unterzogen – ohne ihr Einverständnis und ohne unmittelbare medizinische Notwendigkeit. Diese Operationen, zu denen Klitorisreduktionen, frühzeitige Vaginoplastiken und Gonadektomien zählen, erfolgen zum Zweck anatomischer „Normalisierung" und setzen lediglich die elterliche Einwilligung voraus. Auf diese Schutzlücken hat Intersex & Transgender Luxembourg ASBL in ihrer Analyse zur Situation betroffener Kinder in Luxemburg ausdrücklich hingewiesen.[12]

Das luxemburgische Strafrecht verbietet in Artikel 409bis des Strafgesetzbuchs bereits jede Form weiblicher Genitalverstümmelung, einschließlich der Klitorisreduktion. Es scheint daher einen strafrechtlichen Widerspruch zu geben: Derselbe chirurgische Eingriff gilt als schwere Straftat, wenn er aus kulturellen oder traditionellen Motiven vorgenommen wird, wird aber toleriert und legitimiert – und sogar von der CNS erstattet – wenn er an intergeschlechtlichen Kindern stattfindet.

Dieser Widerspruch wurde von zahlreichen internationalen Gremien festgestellt. Der UN-Ausschuss gegen Folter (CAT), der UN-Ausschuss zur Beseitigung der Diskriminierung der Frau (CEDAW), die Europäische Kommission gegen Rassismus und Intoleranz (ECRI) sowie das Ministerkomitee des Europarats stufen nicht-konsensuale Eingriffe dieser Art als Verletzung der Grundrechte ein – namentlich des Rechts auf körperliche Unversehrtheit und auf Selbstbestimmung. Das Europäische Parlament hat die Mitgliedstaaten 2023 ausdrücklich aufgefordert, solche Praktiken gesetzlich zu untersagen.

Mehrere europäische Länder – darunter Malta (2015), Griechenland (2021) und Island (2023) – haben bereits gesetzliche Verbote für medizinisch nicht notwendige Eingriffe an intergeschlechtlichen Kindern erlassen. Luxemburg hat diesen Schritt trotz wiederholter Appelle noch nicht vollzogen.

Irreversible, medizinisch nicht notwendige Eingriffe an intergeschlechtlichen Kindern greifen in deren Recht auf körperliche und sexuelle Selbstbestimmung ein.

Vor diesem Hintergrund richten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Justiz und an die Frau Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit:

1. Wie rechtfertigt die Regierung, dass die Klitorisreduktion nach Artikel 409bis des Strafgesetzbuchs ausnahmslos und ohne Möglichkeit gesundheitlicher Rechtfertigung strafbar ist, derselbe Eingriff an einem Mädchen mit Adrenogenitalem Syndrom jedoch rechtlich geduldet wird, sofern die Eltern zustimmen?

2. Auf welcher Rechtsgrundlage wird bei oben genannten Eingriffen zwischen traditionellen und medizinisch-normierenden Motiven unterschieden, wenn Artikel 409bis ausdrücklich jeden Rechtfertigungsgrund – mit oder ohne Einverständnis – strafbar macht?

3. Teilt die Regierung die Auffassung, dass das verfassungsrechtliche Diskriminierungsverbot einen gleichen Schutz für alle Kinder verlangt, unabhängig von ihrer Genitalanatomie oder elterlichen Normvorstellungen?

4. Ist die Regierung der Ansicht, dass Chancengleichheit im Gesundheitsbereich für intergeschlechtliche Kinder den Schutz vor nicht indizierten Eingriffen beinhaltet, um ihre spätere körperliche und sexuelle Selbstbestimmung zu wahren?

5. Wie viele operative Eingriffe zur Klitorisreduktion, Genitalkorrektur oder Gonadektomie an Minderjährigen wurden zwischen 2015 und 2025 von der CNS übernommen, und wie verteilen sich diese auf die einzelnen Jahre?

6. Wie will die Regierung sicherstellen, dass die CNS keine Eingriffe vergütet, die im Licht von Artikel 409bis des Strafgesetzbuchs strafbar sein könnten? Sind unabhängige Kontrollmechanismen – etwa ein verpflichtendes medizinisches Zweitgutachten – vorgesehen?

Réponse (18/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Die unterschiedliche Behandlung beruht auf dem Zweck und dem medizinischen Kontext des Eingriffs. Artikel 409bis[13] des luxemburgischen Strafgesetzbuchs zielt darauf ab, weibliche Genitalverstümmelungen, die aus nicht medizinischen Gründen, insbesondere kulturellen oder traditionellen Motiven, vorgenommen werden, strikt zu verbieten,

[11] Certificat, deen d'Recht op Prioritéit bei der Astellung an enger anerer Administratioun attestéiert; Iwwersiicht vun den Auszeechnunge fir d'Attributioun vun enger Medail nom Austrëtt aus der Arméi; Certificat, fir d'Pensiounsrechter geltend ze maachen; Karriärs- a Missiounshistoriken, fir militäresch Éieren am Doudesfall ze kréien.

[12] Intersex & Transgender Luxembourg ASBL (2024, 27. Mai). Analyse zur Situation von Kindern mit Variationen der Geschlechtsmerkmale in Luxemburg (Punkt 262). https://caitia.de/wp-content/uploads/2024/07/Mutilations-genitales.docx-v-finale.pdf

[13] „Art. 409bis.(1) Quiconque aura pratiqué, facilité ou favorisé l'excision, l'infibulation ou toute autre mutilation de la totalité ou partie des labia majora, labia minora ou clitoris d'une femme, avec ou sans consentement de cette dernière, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 500 euros à 10.000 euros."

da sie einen schweren Eingriff in die körperliche Unversehrtheit darstellen[14].

Die Klitorisreduktion hat prinzipiell keine gesundheitlichen Vorteile und schadet Mädchen und Frauen in vielen Weisen, da sie die natürlichen Funktionen der Klitoris beeinträchtigt. Die Praxis umfasst das Entfernen und Verletzen gesunder und normaler weiblicher Genitalgewebe. Eine solche Reduktion kann sowohl kurzfristige Gesundheitsrisiken verursachen, einschließlich extremer Schmerzen, übermäßige Blutungen oder Infektionen, als auch langfristige gynäkologische Komplikationen haben, wie Blasenentzündungen, bakterielle Vaginose, und Schmerzen während des Geschlechtsverkehrs. Es gibt auch Hinweise, dass Frauen, die eine Klitorisreduktion hatten, eine erhöhte Wahrscheinlichkeit haben und an Probleme mit Menstruation, vaginalem Schleim und vaginaler Schwellung leiden. Es ist noch nicht eindeutig belegt worden, ob eine solche Reduktion auch für Komplikationen wie Tissue-Damage, vaginale Adhäsionen und Obstruktionen, Zysten und Infertilität stehen, aber das Risiko besteht[15].

Im Gegensatz dazu kann im Fall eines Kindes mit adrenogenitalem Syndrom ein chirurgischer Eingriff in einem genau definierten medizinischen Rahmen in Betracht gezogen werden. Das adrenogenitale Syndrom ist eine genetisch bedingte Störung der Nebennierenrinde, die zu Hormonungleichgewichten und Überproduktion von Androgenen führt. Ein Eingriff ist in diesem Fall und im Gegensatz zu einer Klitorisreduktion therapeutisch indiziert. Ein Eingriff kann in diesem Fall gerechtfertigt sein und im Interesse des Kindes durchgeführt werden, mit Zustimmung der Erziehungsberechtigten und unter möglichst weitgehender Einbeziehung des Kindes/Jugendlichen.

Diese Unterscheidung beruht somit auf dem Unterschied zwischen einer Praxis, die unter allen Umständen verboten ist, da ihr jede medizinische Rechtfertigung fehlt bzw. die ohne Mehrwert für die betroffene Person weitgehende Komplikationen haben kann, und einem medizinischen Eingriff, der geregelt ist, auf klinischen Kriterien beruht und den allgemeinen Regeln des Medizinrechts unterliegt.

ad 2. Die Unterscheidung steht nicht direkt im Artikel 409bis, sondern ergibt sich aus der allgemeinen Auslegung des Strafrechts zusammen mit dem Medizinrecht.

Artikel 409bis verbietet weibliche Genitalverstümmelung, wenn sie aus kulturellen oder traditionellen Gründen und ohne medizinischen Nutzen durchgeführt wird.

Nach den allgemeinen Regeln des Rechts ist ein Eingriff in den Körper erlaubt, wenn er medizinisch notwendig ist und einem therapeutischen Zweck dient. Deshalb werden medizinische Eingriffe danach beurteilt, ob sie notwendig und verhältnismäßig sind.

ad 3. Das Diskriminierungsverbot verlangt grundsätzlich einen gleichen Schutz aller Kinder, unabhängig von ihrer körperlichen Verfassung oder den Vorstellungen der Eltern. Jede Maßnahme muss sich am Kindeswohl orientieren, und dieses kann medizinisch notwendige oder dringende Eingriffe rechtfertigen.

ad 4. Die Förderung und Sicherung von Chancengleichheit im Gesundheitswesen ist ein zentrales Anliegen der Regierung. Von daher muss dieses Anliegen den Schutz intergeschlechtlicher Kinder vor nicht medizinisch indizierten Eingriffen mit umfassen. Im Nationalen Aktionsplan LGBTIQ+ (PAN LGBTIQ+) ist dem Thema Gesundheit sowie intergeschlechtlichen Personen jeweils ein eigenes Kapitel gewidmet. Im Einklang mit dem Koalitionsabkommen vom November 2023 sieht der Aktionsplan die Einsetzung einer interministeriellen Arbeitsgruppe vor, bestehend aus Vertreter·innen aus fünf Ministerien.[16] Die interdisziplinäre Arbeitsgruppe setzt sich – unter Hinzuziehung von Organisationen aus der Zivillgesellschaft sowie Vertreter·innen aus der Ärzteschaft – mit den in Luxemburg angewandten Modalitäten bei Eingriffen an intergeschlechtlichen Personen auseinander, um Vorschläge auszuarbeiten, diese Modalitäten gegebenenfalls anzupassen. Ein besonderes Augenmerk liegt dabei auch auf der Frage der Verbesserung des Schutzes von Kindern vor nicht indizierten Eingriffen, um ihre spätere körperliche und sexuelle Selbstbestimmung zu wahren. Die Arbeitsgruppe hat die Arbeiten im Februar 2026 aufgenommen.

ad 5. Es ist leider nicht möglich zuverlässige Angaben zu den gestellten Fragen zu übermitteln. Dies, weil die Granularität der Nomenklatur nicht ausreicht, um zwischen einer Klitorisadaptation und anderen plastischen Eingriffen zu unterscheiden.

ad 6. Die CNS übernimmt ausschließlich die Kosten für medizinische Eingriffe, die in der ärztlichen Nomenklatur vorgesehen sind. Ärztinnen und Ärzte können daher nur jene Leistungen abrechnen, die in dieser Nomenklatur festgelegt sind, damit sie erstattet werden. Die Prüfung der medizinischen Indikation fällt nicht in den Aufgabenbereich der CNS. Die entsprechenden Kontrollmechanismen müssen vielmehr von den Akteuren vor Ort wahrgenommen werden.

Protection du Luxembourg face aux campagnes de désinformation | Question **3920** (15/04/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

E rezenten Artikel, deen den 11. Abrëll 2026 am „Tageblatt" publizéiert gouf („Der unsichtbare Krieg – wie Russland Demokratien von innen zerstört"), beschreift Methoden, déi d'Russesch Federatioun angeeblech benotzt, fir en „onsichtbare Krich" géint europäesch Demokratien ze féieren, besonnesch duerch Desinformatioun, d'Infiltratioun vun Organisatiounen, d'Manipulatioun vun der ëffentlecher Debatt an d'Ausnotze vun institutionelle Schwächten. Laut den zitéierten Experte sinn dës Strategien explizitt dorobber ausgeriicht, déi sozial Kohäsioun, d'Vertrauen an d'Institutiounen an déi politesch Stabilitéit vun den europäesche Staaten ze schwächen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng spezifesch Moossname goufen ergraff, fir Institutiounen, Autoritéiten, politesch Parteien a Meedie viru Manipulatiounen ze schützen?

2. Huet d'Regierung eng kloer Evaluatioun vun der Vulnerabilitéit vu Lëtzebuerg, besonnesch wat follgend Punkten ugeet:

– d'Cybersécherheet vun Institutiounen,
– de Schutz vu sensibelen Donnéeën,
– d'Iwwerwaachung vun Desinformatiounsnetzwierker,
– d'Risike vum Afloss vu Veräiner, ONGen oder wirtschaftlechen Acteuren?

3. Firwat gouf et keng strukturéiert ëffentlech Erklärung zu dësem Theema, obwuel aner europäesch Länner schonn detailléiert Rapporten iwwert d'Risike vun auslännescher Amëschung presentéiert hunn?

4. Kann d'Regierung garantéieren, datt keng Organisatioun, déi zu Lëtzebuerg aktiv ass – egal ob am politeschen, associativen, kulturellen oder wirtschaftleche Beräich – , aktuell ënnert dem direkten oder indirekten Afloss vu feindlechen auslänneschen Intressie steet? Wa jo, op wéi enger faktescher Grondlag baséiert dës Garantie?

5. Huet Lëtzebuerg vir, säi gesetzleche Kader ze stäerken, fir Amëschungsversich besser opzedecken, ze verhënneren an och eventuell ze bestrofen, wéi et scho verschidden Nopeschlänner gemaach hunn?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Bevëlkerung genuch geschützt an informéiert ass, wat méiglech auslännesch Desinformatiounscampagnen ugeet?

Réponse (19/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Am Kär vun der Approche vun der Regierung, déi op der Stäerkung vun enger oppener, pluralistescher an transparenter demokratescher Gesellschaft baséiert, steet d'Förderung vun enger onofhängeger a qualitativ héichwäerteger Presselandschaft. Am Kader vum Gesetz vum 30. Juli 2021 iwwer d'„aide à la presse" ënnerstëtzt de Staat geziilt professionell Meedien, déi journalistesch Inhalter no de Prinzippie vun der redaktioneller Onofhängegkeet an am Respekt vun engem deontologesche Kader produzéieren. Professionell Journalisten, déi sech un de Code de déontologie halen an ënnert der Opsiicht vum Conseil de presse stinn, droen dozou bäi, Informatiounen ze verifizéieren, ze kontextualiséieren an domat Manipulatiounen entgéintzewierken. Dës Politick huet zum Zil, en informéierten an opgekläerte Bierger ze stäerken.

Zousätzlech dozou gëtt et eng Rei Initiativen am Beräich vun der Meediekompetenz, fir e kriteschen Ëmgang mat Informatiounen ze förderen, besonnesch bei jonke Leit. Dës Efforte sinn och international unerkannt ginn, beispillsweis an der Etüd „Stratégies nationales d'éducation aux médias et à l'information (EMI) – Indicateurs et aspects pratiques" (2025) vum Europarot.

Parallell dozou engagéiert sech Lëtzebuerg och op internationalem an europäeschem Niveau am Kader vun Initiative géint Desinformatioun. Ënnert Lëtzebuerger Presidence gouf beispillsweis am Kader vun der OCDE am Joer 2022 déi sougenannt „Déclaration de Luxembourg" iwwer d'Stäerkung vum Vertrauen an d'Förderung vun der Demokratie adoptéiert. Gläichzäiteg gouf de „Centre de ressources" vun der OCDE iwwert Des- a Mëssinformatioun lancéiert, deen och weiderhi finanziell vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt gëtt.

De rechtleche Kader zu Lëtzebuerg garantéiert, duerch d'Verfassungsprinzippie vun der Fräiheet vun der Meenungsäusserung an der Pressefräiheet, d'Autonomie vun de Meedienacteuren a verhënnert politesch oder administrativ Aflëss op redaktionell Entscheedungen. D'Gesetz iwwer d'Liberté d'expression dans les médias definéiert ënner anerem den

[14] Commentaire de l'article 410 du projet de loi projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal ; 2) le Code de procédure pénale ; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (dossier parlementaire n° 7167) : „Les mutilations génitales féminines sont définies par l'Organisation mondiale de la santé comme ‚toutes les interventions aboutissant à une ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme et/ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pratiquée à des fins non thérapeutiques'."

[15] Gynecological Consequences of Female Genital Mutilation/Cutting (FGM/C) – NCBI; Bookshelf, Sexual and Reproductive Health and Research (SRH) – site www.who.com

[16] Ministerium für Gleichstellung und Diversität (Leitung), Ministerium für Gesundheit und soziale Sicherheit, Ministerium für Justiz, Ministerium für Bildung, Kinder und Jugend, Staatsministerium

„devoir d'exactitude et de véracité" vu Journalisten. Et gëtt Journalisten d'Recht, d'Publikatioun vun engem Artikel ze refuséieren, wann dësen ouni hiren Accord substanziell verännert gouf, an et erlaabt hinnen och, ouni Preavis ze demissionéieren, falls d'Ligne éditoriale vum Meedium, bei deem si beschäftegt sinn, fundamental geännert gëtt. Zousätzlech verbitt de Code pénal d'Publikatioun an d'Verdeelung vun Drockschréften ouni d'Indikatioun vum Auteur oder vum Imprimeur.

ad 2. an 3. Fir Lëtzebuerg a seng Bevëlkerung an dësem Beräich besser ze stäerken a virzebereeden, huet d'Regierung am Oktober 2025 déi national Resilienzstrategie ugeholl. Den éischte Pilier vun dëser Strategie gesäit konkreet Aktioune vir, fir de Rechtsstaat an d'Demokratie ze stäerken.

Esou soll ënner anerem de Kampf géint Desinformatioun an d'Manipulatioun vun Informatioune verstäerkt ginn (Aktioun 6). Zousätzlech ass virgesinn, d'Bevëlkerung an dësem Beräich besser opzeklären, notamment duerch d'Ausschaffe vun engem Guide (Aktioun 15), an d'Vertraue vun der Bevëlkerung an déi ëffentlech Institutioune weiderhin duerch cibléiert Sensibiliséierungscampagnen ze erhalen an ze stäerken (Aktioun 14).

Déi sektoriell an national Risikoanalysen erlaben et der Regierung, potenziell Vulnerabilitéiten zu Lëtzebuerg ze evaluéieren. Fir dëse Risiken entgéintzewierken, huet d'Lëtzebuerger Regierung, wéi schonns erwäänt, d'lescht Joer eng national Resilienzstrategie op de Wee bruecht. Am Kär vun dëser Strategie steet d'Zil, d'Land esou virzebereeden a seng Widderstandsfäegkeet ze stäerken, datt et resilient genuch ass, fir de verschiddene Krisen – onofhängeg vun hirer Originn – effikass kënnen ze begéinen.

ad 4. Esou eng Garantie kann et an enger oppener a fräier Gesellschaft net ginn. Eng absolutt Garantie géif viraussetzen, datt de Staat all gesellschaftlech, wirtschaftlech a politesch Aktivitéiten, an am Fong all Bierger permanent iwwerwaacht – e Modell, dee schwéier mat de fundamentale Wäerter vun engem demokratesche Rechtsstaat vereinbar wier.

Lëtzebuerg verfollegt dofir bewosst eng aner Approche, déi op maximal Resilienz duerch staark Institutiounen an transparent Prozesser setzt. Dëse System baséiert op engem Ensembel vun „Checks and Balances", déi sech géigesäiteg ergänzen. Dës Mechanismen erlaben et, Feelentwécklungen oder potenziell Manipulatiounen ze identifizéieren an unzegoen, ouni dobäi d'Grondrechter an d'Fräiheeten an enger demokratescher Gesellschaft a Fro ze stellen.

D'Regierung bleift dobäi vigilant a schafft och op europäeschem an internationalem Niveau enk zesummen, fir nei Forme vun Aflossnam, besonnesch am digitale Beräich, besser ze erkennen an hinnen entgéintzewierken. D'Zil ass et, d'Resilienz vun den Institutiounen, vun de Bierger an domat vun der Gesellschaft als Ganzt ze stäerken, ouni dobäi fundamental Fräiheeten anzeschränken.

An deem Kontext begréisst d'Regierung ausdrécklech och, datt d'Chamber hirer Cellule scientifique den Optrag ginn huet, ausféierlech Analysen am Kader vun engem „stress test des institutions démocratiques" duerchzeféieren.

ad 5. Am Kader vum éischte Pilier vun der nationaler Resilienzstrategie si verschidden Aktioune virgesinn, déi zum Zil hunn, de Kampf géint Desinformatioun an d'Manipulatioun vun Informatiounen ze verstäerken.

ad 6. D'Regierung ass der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Bevëlkerung haut duerchaus schonns op enger gudder Basis informéiert ass, wat méiglech auslännesch Desinformatiounscampagnen ugeet. Gläichzäiteg ass dëst een dynamesche Prozess.

D'Regierung setzt bewosst op d'Stäerkung vun enger pluralistescher, onofhängeger a qualitativ héichwäerteger Meedielandschaft, déi et de Biergerinnen a Bierger erméiglecht, Informatiounen ze vergläichen, ze verifizéieren an an de richtege Kontext ze setzen. Och ginn dës Meedie selwer reegelméisseg op Desinformatiounscampagnen an, déi sech online verbreeden, fir d'Fakte richtegzestellen. Dëst stellt eng zentral Schutzlinn géint Desinformatioun duer. Genau wéi och den Ausbau vun enger zolitter Meediebildung, besonnesch bei de Jonken.

De Schutz vun der Bevëlkerung baséiert bei eis dann och op der Resilienz vun enger oppener Gesellschaft, déi sech op staark rechtsstaatlech Institutiounen an transparent demokratesch Prozesser ka stëtzen.

D'Efforte fir e bessere Schutz ginn dobäi national a besonnesch och op europäeschem Niveau kontinuéierlech ausgebaut, esou z. B.:

– duerch eng verstäerkt Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau am Kampf géint Desinformatioun,
– duerch d'Ëmsetzung vu rezenten europäesche Kaderen, déi grad grouss Online-Plattformen hei méi an d'Verantwortung huelen,
– an duerch national Initiativen, déi d'Vertrauen an zouverlässeg Informatiounsquelle förderen.

D'Zil ass et net nëmmen, d'Bevëlkerung ze „schützen", mee virun allem si ze befäegen, fir sech an engem ëmmer méi komplexen Informatiounsëmfeld sécher ze orientéieren. D'Regierung ass der Iwwerzeegung, datt eng kritesch an informéiert Bevëlkerung, e feste sozialen Zesummenhalt a staark demokratesch Institutiounen déi bescht Garantie géint Desinformatioun an auslännesch Aflossversich duerstellen.

Och sief un déi wichteg Verantwortung vun all politeschem Mandataire a vun all politescher Partei erënnert, fir net selwer bewosst zur gesellschaftlecher Spaltung oder zur Verbreedung vu Falschinformatioune bäizedroen.

Évolution des boucheries et abattoirs | Question **3922** (15/04/2026) de **M. André Bauler** (DP)

Och wann de Konsum vu Fleesch éischter réckleefeg ass, sou ass d'Zuel vun de Metzlereien a Frankräich zanter der Pandemie vun 2020 weider eropgaang (vu 16.000 (2019) op eppes iwwer 18.000 (2024)). Dat hätt och domat ze dinn, datt d'Konsumenten an eisem Nopeschland de „commerce de proximité" nach ëmmer wäertschätzen. Och d'Zuel vun de Leit, déi an dëser Branche schaffen, ass a Frankräich gewuess.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir d'Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Metzlereien hei am Land zanter 2020 entwéckelt? Gëtt et eng änlech Evolutioun wéi a Frankräich?

2. Wéi vill Leit schaffen de Moment an där Branche vun eiser Wirtschaft? Wéi huet sech hir Zuel zanter 2020 entwéckelt?

3. Wéi vill Schluechthaiser sinn aktuell aktiv um Territoire vu Lëtzebuerg a wéi ass hir Produktioun zanter 2020 verlaf?

Réponse (15/05/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 2. Ewéi d'Statistike vun der Chambre des Métiers ervirhiewen, ass d'Zuel vun den Entreprisen, déi zënter dem Joer 2020 enger Haaptaktivitéit als Metzlerei noginn, stabill bliwwen. Esou goufen an dëser Kategorie am Joer 2020 61 Entreprisë gezielt, am Joer 2025 goufe 60 Firmen opgelëscht, wat engem Réckgang vun 1,6 % entsprécht.

D'Zuel vun de Salariéen huet am selwechten Zäitraum e liichte Réckgang vun 3,4 % kannt. 2020 goufen an dësem Secteur 1.674 Salariéë gezielt, am Joer 2025 waren et 1.617 Salariéen.

Wat d'Unzuel vun den Handelsermächtegunge vun de Metzlereie betrëfft, muss festgehale ginn, datt d'Reform vum Gesetz iwwert den Droit d'établissement aus dem Joer 2023 en Impakt op d'Statistiken hat. An de leschte fënnef Joer gouf hei e Réckgang verzeechent. Esou goufen 2020 422 Handelsermächtegungen an deem Secteur gezielt, 2026 waren et nach 211 Handelsermächtegungen. D'Gesetzesreform spillt heibäi eng wichteg Roll, well d'Point-de-venten an d'Exploitatiounssitte vun de Metzlereien net méi all eng Handelsermächtegung brauchen a just nach mussen notifiéiert ginn.

Et sief bemierkt, datt d'Zuel vun den Handelsermächtegungen net gläichzesetzen ass mat der Zuel vun den Entreprisen. Eng eenzeg Entreprise kann eng Rei vun Handelsermächtegungen hunn.

ad 3. Aktuell sinn zwee agreéiert Schluechthaiser aktiv um Territoire vu Lëtzebuerg:

– Abattoir Ettelbruck SA – numéro d'agrément LU – 3
– Abattoir Schmit Stegen – numéro d'agrément LU – 88

An de follgenden Tabloe stinn d'Statistike vun deene 5 leschte Joren (2021–2025) esouwuel fir d'Schluechthaus Ettelbréck ewéi fir déi net agreéiert Schluechthaiser (Abattage à la ferme).

Évolution du nombre d'abattages au cours des 5 dernières années :

– Abattoirs agréés pour les ongulés domestiques et les autruches
– Établissements procédant à l'abattage à la ferme (6 établissements)
– Abattoir agréé pour volailles (cessation activité 02/2026)
– Abattoir non agréé pour les volailles et les lagomorphes *

*Abattoir sans agrément sous les conditions suivantes : l'approvisionnement direct par le producteur, en petites quantités de viande de volaille et de lagomorphes abattus dans l'exploitation, du consommateur final ou du commerce de détail local fournissant directement cette viande au consommateur final.

Impact du Plan pauvreté sur les populations les plus précaires | Question **3923** (15/04/2026) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Laut engem Artikel am „Quotidien" vum 13. Abrëll 2026 mam Titel „Les plus démunis ‚exclus' du Plan national pauvreté ?" behaapten e puer ONGen an Associatiounen, datt den Nationale Plang vun der Regierung fir d'Aarmutsbekämpfung, trotz e puer Fortschrëtter, déi benodeelegt Bevëlkerungsgruppe vernoléissegt a konkreet Moossname feelen, fir hir Situatioun ze verbesseren. Si betoune besonnesch, datt déi benodeelegt Leit bei den ugekënnegte

Moossnamen net adäquat berécksiichtegt ginn, obwuel ee vu fënnef Awunner nach ëmmer ënnert der Aarmutsgrenz lieft.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Kritick vun Netregierungsorganisatiounen, datt déi Äermst vum Nationalen Aarmutsplang „ausgeschloss" oder net genuch berécksiichtegt ginn?

2. Wéi eng spezifesch Moossname si fir déi am meeschte benodeelegt Bevëlkerungsgruppe geplangt, besonnesch fir Obdachloser, elengerzéiend Elteren a Leit a ganz prekäre Liewensbedéngungen?

3. Firwat ginn dës Moossnamen net méi kloer am Plang ervirgehuewen, obwuel dës Gruppe scho jorelaang als déi identifizéiert sinn, déi am meeschte vun der Aarmut bedrot sinn?

4. Huet d'Regierung vir, de Plang ze iwwerpréiwen oder ze ergänzen, fir méi direkt, praktesch a méi séier Moossname fir dës Zilgruppen ze ergräifen?

5. Wéi suergt de Ministère dofir, datt déi 106 ugekënnegt Moossnamen net nëmmen an der Theorie gutt kléngen, mee tatsächlech fir déi zougänglech sinn, déi aktuell net vun de bestoenden Hëllefsprogrammer profitéieren?

6. Wéi eng Analys ass geplangt, fir sécherzestellen, datt d'Regierungsmoossnamen tatsächlech déi vulnerabelst Leit erreechen?

Réponse (21/05/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. bis 3. Den nationalen Aktiounsplang ass en ambitionéiert Dokument, dat eng holistesch Approche bei der Preventioun an der Bekämpfung vun der Aarmut preconiséiert. Dat bedeit, dass de Phänomeen vun der Aarmut a senger ganzer Komplexitéit a Villfältegkeet abordéiert gëtt, mat Mesuren a ganz ënnerschiddleche Beräicher, vum Ausbau vun de sozialen Hëllefen an der Bekämpfung vum Non-recours, iwwer d'Santé an Aarbecht, bis bei de Logement an d'Educatioun.

Nieft allgemenge Mesuren, déi sech un all Persoun an enger prekärer Situatioun adresséieren, wéi d'Schafe vun engem neie „Complément de vie chère" an d'Bekämpfe vum Non-recours iwwer d'Schafe vum „Guichet social unique", gesäit den Aktiounsplang och cibléiert Mesurë fir spezifesch Populatioune vir, dorënner notamment Kanner, eeler Mënschen, an elengerzéiend Elteren.

An deem Kader sinn, notamment, déi nei, op den 1. Januar 2026 a Kraaft getrueden, Hëllefe fir eeler Mënschen („Aide financière pour personnes âgées" (AFPA) vu bis zu 2.400 € fir eng Persoun am Joer an de „Complément pour personnes âgées" (COMPA)), déi nei finanziell Hëllef fir Stéit mat niddregem Revenu a scolariséierte Kanner vu bis zu 3.000 € am Joer, an d'Erhéijung vum Kannergeld an der Allocation de rentrée scolaire, nieft der Reindexéierung vun alle Prestatioune vun der Zukunftskeess, ze nennen.

Wat d'Monoparentallen ugeet, esou ginn, zousätzlech zu bestoende Mesuren, am Kader vum Aktiounsplang nei Mesuren agefouert, fir dëse geziilt ënner d'Äerm ze gräifen. An Zukunft kréien elengerzéiend REVIS-Bezéier den Equivalent vum Crédit d'impôt monoparental automatesch ausbezuelt. Ausserdeem gesäit de Plang eng Reform vun der Loi concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité vir, fir d'Gesetz un déi haiteg Realitéiten unzepassen. Den entspriechende Gesetzesprojet soll nach dëst Joer deposéiert ginn.

Wat d'Obdachlosegkeet ugeet, sou betrëfft déi dacks Mënschen, déi scho laang marginaliséiert sinn an eng Rei vu schwéieren Erfarunge gemaach hunn. Vill betraffe Persoune weisen eng Kombinatioun vu Vulnerabilitéiten op: familiär oder berufflech Bréch, Migratiounserfarungen, kierperlech an/oder mental Gesondheetsproblemer, Suchtproblemer oder souguer Multimorbiditéiten. D'Begleedung vun dëser Populatioun erfuerdert spezifesch an adaptéiert Mesuren, déi op déi villfälteg Problematike reagéieren.

Wéinst der Komplexitéit vun de Liewensleef ass et dofir wichteg, geziilt an individuell ofgestëmmte Moossnamen auszeschaffen. Den Nationalen Aktiounsplang géint d'Obdachlosegkeet an d'sozial Exklusioun am Zesummenhang mam Wunne soll eng perséinlech, kontinuéierlech a koordinéiert Begleedung garantéieren, fir de Betraffenen eng stabill a laangfristeg Perspektiv ze bidden. Dëse soll nach dës Joer färdeg gestallt ginn.

Persoune mat enger Behënnerung an Demandeurs de protection internationale ginn net spezifesch vum Aktiounsplang erfaasst, dëst aus verschiddenen Ursaachen, déi op der Säit 13 vum Aktiounsplang developpéiert sinn.

Fir weider Informatioune sief op den nationalen Aktiounsplang verwisen, deen um Internetsite vum Familljeministère ze fannen ass.

ad 4. Wéi am nationalen Aktiounsplang geschriwwen, leeft dësen iwwer méi Joren an huet och bewosst keen definéierten Enddatum. D'Regierung gesäit awer no 5 Joer eng extern Evaluatioun vum nationalen Aktiounsplang vir. Bei dëser Evaluatioun wäert d'Ëmsetzung vum Plang analyséiert ginn, an awer och gekuckt ginn, ob de Plang op verschiddene Punkte muss adaptéiert ginn. An deem Sënn soll dës extern Evaluatioun dobäi hëllefen, de Plang un déi gesellschaftlech Entwécklungen unzepassen.

Zousätzlech wäert all Joer e Rapport iwwert de Progrès vun der Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang publizéiert ginn.

ad 5. a 6. Wéi am nationalen Aktiounsplang nozeliesen ass, ass fir all Aktioun en Indicateur fir d'Ëmsetzung, e Kalenner an den zoustännegen Acteur uginn, fir d'Ëmsetzung genee ze suivéieren.

Donieft ass d'Bekämpfung vum sougenannten „non-recours" en zentralen Hiewel, fir d'Aarmut effikass ze bekämpfen an huet dofir och eng grouss Plaz am nationalen Aktiounsplang. Am Kapitel „Accès aux droits et aux services sociaux : lutte contre le non-recours" sinn eng ganz Rei vu Mesurë virgesinn, fir den Zougang zu den Aiden ze verbesseren.

An deem Sënn huet de Familljeministère rezent e GIE gegrënnt, den „GPS-Social", deen d'Leit soll orientéieren, informéieren a sensibiliséieren. D'Missioune vun dësem GIE sinn déi follgend:

– en digitalen Orientéierungsportail mat engem Simulator schafen, deen d'Informatiounen iwwer sozial Hëllefen zesummefaasst, an et de Leit erméiglecht, sech iwwer d'Rechter a sozial Servicer ze informéieren, fir déi si eventuell eligibel sinn;
– e physesche Guichet, eng anonym Telefonshotline an eng mobill Ekipp afëieren, fir Persounen iwwer déi disponibel Aiden ze informéieren;
– eng Online-Kartographie ausschaffen, déi déi verschidden Offere vu soziale Servicer uweist, wéi d'Offices sociaux, d'Épiceries sociales an Cent-Butteker, oder och nach Second-Hand-Butteker;
– iwwer eng Online-Datebank all konventionéiert Acteuren an hir jeeweileg Offeren zesummefaassen;
– den digitalen Orientéierungsportal op kommunal Hëllefen auswäiten.

Fënnef Joer nom Lancement vum GIE gëtt säi Fonctionnement evaluéiert.

Des Weideren ass virgesinn, datt d'Erneierung vun den Demandë fir Aidë souwäit wéi méiglech soll vereinfacht ginn (z. B. duerch virausgefëllte Formulairen) a bei der Afëierung vun neien Aidë wäert systematesch gekuckt ginn, wéi wäit et méiglech ass, den Octroi vun dësen ze automatiséieren.

E weidert wichtegt Element vum Aktiounsplang ass d'Simplification administrative. Hei goufe schonn 2025 eng Rei Mesuren agefouert, déi administrativ Demarchë vereinfacht hunn. Bei der „Allocation de vie chère" gouf agefouert, dass se automatesch fir Persounen ausbezuelt gëtt, déi d'Joer virdrun d'„Allocation d'inclusion" kruten. Zousätzlech gouf den Delai fir d'Demande fir d'AVC vum 31. Oktober op den 31. Dezember verlängert an d'Méiglechkeet agefouert, fir zweemol am Joer eng Demande anzereechen.

Den Aktiounsplang gesäit och d'Afëiere vum „Complément vie chère" (CVC) vir. Nieft dem Afëiere vun enger neier cibléierter Hëllef fir Menagë mat Kanner, ass de CVC och e gudden Ulass, fir d'Demarchë weiderhin ze vereinfachen. An de CVC wäerten nämlech och nach aner bestoend Hëllefe matafléissen.

Esou ginn d'AVC an d'Energieprimm an den neie CVC fusionéiert. Un dës Aide gëtt eng nei Aide fir Kanner ugedockt, an déi hirersäits d'„Subvention pour ménages à faible revenu" vum CEPAS integréiert gëtt. Dobäi kënnt déi nei Aide fir eeler Leit, d'AFPA, déi och un de CVC ugedockt gëtt.

De CVC wäert donieft als Referenz gëlle fir den Accès op aner Aiden, wéi de Kulturpass, de „bon à la connectivité", gratis Iessen am Lycée an d'Klimabonus-Aidë fir douce Mobilitéit, wat d'Krittäre betrëfft. D'Beneficiairë vum CVC qualifizéieren sech deemno automatesch fir aner Hëllefen. De CVC wäert och automatesch u Beneficiairë vum REVIS ausbezuelt ginn.

Den Demandeur vum CVC wäert dann och zousätzlech d'Méiglechkeet hunn, iwwert de Formulaire de demande, eng „subvention de loyer" unzefroen. De Gesetzesprojet gesäit vir, dat de Fonds national de solidarité, wann den Demandeur dat freet, d'Donnéeë vun der Persoun un de Ministère du Logement weidergëtt an esou eng Demande fir d'„subvention de loyer" mécht.

Dobäi gëtt och hei d'Prozedur sou geännert, dass de Beneficiaire net méi alljoers eng nei Demande muss maache fir d'AVC an d'Energieprimm, mee d'Aide an Zukunft vum selwe weiderleeft, soulaang een d'Conditiounen erfëllt.

Den entspriechende Gesetzestext gouf den 13. Mäerz an der Chamber deposéiert (Projet de loi n° 8716).

Donieft ass e weideren zentrale Pilier vum Aktiounsplang d'Implicatioun vun de Mënschen, déi vun Aarmut betraff sinn. Als sougenannten „experts du vécu" wëssen si am beschten, wat et heescht, vun Aarmut betraff ze sinn, wat hir Besoine sinn a wou nogebessert muss ginn. Hei huet de Ministère eng Kollaboratioun mat der Associatioun „ATD Quart Monde", déi eis d'Chance gëtt, op d'Erfarung vun de Betraffenen kënnen opzebauen. Dës Approche fléisst och an d'Gouvernance vum Aktiounsplang mat an ass en zentraalt Element vu senger Ëmsetzung.

Fir sécherzestellen, dass déi verschidden Aktiounen och tatsächlech konsequent ëmgesat ginn an d'Mise en oeuvre ganz enk ze begleeden, ass eng präzis Gouvernance en place gesat ginn.

De Comité interministériel ass dat Organ, wou déi zoustänneg Ministèren zesummekommen, fir de

Plang ëmzesetzen. Gläichzäiteg gouf och e Groupe de suivi an d'Liewe geruff, fir d'Ëmsetzung vum Plang ze suivéieren an de Comité interministériel a sengen Aarbechten ze guidéieren.

De Groupe de suivi bréngt Acteure vum Terrain, doränner d'Entente des offices sociaux an d'FEDAS, a Mënscherechtsinstitutiounen zesummen. An deem Kontext ass och d'Kooperatioun mat ATD Quart Monde ausgebaut ginn. Déi Betraffe ginn iwwer verschidde Formater, eméi Atelieren, reegelméisseg bei der Ëmsetzung consultéiert.

Zousätzlech wäert all Joer e Rapport iwwert de Progrès vun der Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang publizéiert ginn.

Fir weider Informatioune sief op den nationalen Aktiounsplang verwisen, deen um Internetsite vum Familljeministère ze fannen ass.

Encadrement et croissance des fonds monétaires tokenisés | Question **3925** (15/04/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Suite à la mise en œuvre du cadre réglementaire sur les cryptoactifs et la mise en place de pratiques nationales adéquates de supervision, le Luxembourg s'est positionné comme marché attrayant pour les fonds monétaires tokenisés. Le secteur financier a réagi positivement à ce positionnement et les premiers fonds tokenisés ont été domiciliés au Luxembourg. Cette évolution est positive étant donné que ces fonds constituent un potentiel de croissance conséquent pour notre place financière dans le cadre de sa diversification et de son développement futur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner combien de fonds monétaires tokenisés ont été domiciliés au Luxembourg jusqu'à présent ?

2) Quelles actions le Gouvernement entend-il prendre afin de soutenir cette évolution et d'attirer davantage de ces fonds vers notre pays ?

3) Le cas échéant, la législation existante régissant ces fonds doit-elle être complétée afin de rendre la place financière luxembourgeoise plus attrayante ?

Réponse (13/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

La CSSF recense actuellement cinq fonds monétaires luxembourgeois tokenisés.

Le Gouvernement soutient l'innovation technologique dans le secteur financier, y compris dans le domaine des fonds d'investissement, en favorisant un cadre national propice aux technologies DLT et blockchain, alliant sécurité juridique et flexibilité opérationnelle. À cet égard, l'élargissement du champ d'application de la loi modifiée du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés par la loi dite Blockchain IV aux titres de capital non cotés, y compris les parts de fonds d'investissement, offre désormais des possibilités accrues de structuration.

En parallèle, la législation applicable aux fonds d'investissement repose principalement sur le cadre européen existant qui, interprété selon le principe de neutralité technologique, ne devrait pas constituer un obstacle à l'émission de fonds d'investissement tokenisés au Luxembourg.

Afin d'apporter davantage de clarté au secteur financier et d'accompagner les acteurs dans leurs démarches, la CSSF élabore actuellement un document de guidance relatif aux fonds tokenisés, sous forme de FAQ.

Le Ministère des Finances évalue régulièrement les opportunités pour la place financière luxembourgeoise liées au développement de ces nouveaux produits.

Paiement des allocations de chômage | Question **3926** (15/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Chômage ze sinn ass fir vill Leit eng psychologesch an existenziell Belaaschtung, woubäi d'mental Gesondheet vun de Betraffenen op d'Prouf gestallt gëtt. Et ass nämlech scho schwéier genuch, op Aarbechtssich ze sinn an do eppes ze fannen.

Doriwwer eraus stellen sech da vill existenziell Froen, well d'Leit am Chômage vun de finanziellen Allocatiounen ofhängeg sinn. Et ass dofir immens wichteg, datt Persounen, déi Chômage bezéien, hir finanziell Ënnerstëtzung zäitgerecht an zouverlässeg ausbezuelt kréien.

Laut den Informatiounen op der Websäit vun der ADEM gëtt de Chômage reegelméisseg all Mount ausbezuelt. Allerdéngs si mir Fäll zougedroe ginn, bei deenen et zu Verspéidungen an onklorer Kommunikatioun komm ass, mat deelweis géigesätzlechen Informatiounen iwwer d'Ausbezuelungsdatumer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

– Ass et dëse Mount zu Verspéidunge bei der Ausbezuelung vum Chômage komm? Falls jo, wat sinn d'Grënn dofir?

Réponse (15/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

Zu dem ugekënnegten a geplangten 8. Abrëll 2026 (5. Schaffdag vum Mount), sinn 8.183 Chômage-Indemnitéite vum Mount Mäerz fir insgesamt 18.381.327,86 € ausbezuelt ginn.

Well wärend den Ouschterdeeg an nach kuerz duerno, nach verschidde Korrekturen agefouert goufen, déi déi richteg Berechnung vun den Indemnitéite garantéieren, ë. a. déi korrekt Berechnung vun der Assurance dépendance, ass ausnamsweis den 9. Abrëll 2026, mat engem Dag Retard op den ugekënnegte Paiementsdag, nach en zousätzlecht Paiement fir 2.731 Chômage-Indemnitéite vum Mount Mäerz fir insgesamt 7.027.000,34 € gemaach ginn.

Wärend dësen 2 Deeg huet d'Trésorerie de l'État déi verschidden Iwwerweisungen exekutéiert, a jee no Destinatiounsbank vum Beneficiaire, ass de Betrag eréischt 1 bis 2 Schaffdeeg méi spéit op dem Bankkonto vum Beneficiaire guttgeschriwwe ginn.

Betreffend d'Instruktioun vun den neie Chômage-Demanden, sinn den 11. Mee 2026 nach 219 Demanden an der Instruktioun, déi méi al eméi 30 Deeg sinn, dovun 113 Demanden, déi onkomplett sinn a fir déi den Demandeur d'emploi schréftlech informéiert gouf, déi feelend Dokumenter un d'ADEM ze schécken, fir gegeebenefalls da kënnen d'Demande ze accordéieren.

Réseau des CISP et insertion des jeunes en difficulté | Question **3927** (15/04/2026) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Dans le cadre de l'allongement de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans, le Gouvernement luxembourgeois a souligné la nécessité de développer des mesures de scolarisation alternative et de préparation à l'insertion professionnelle pour les jeunes qui, sans un tel accompagnement, risquent de traverser cette période sans acquérir un diplôme ou une qualification reconnue. C'est dans cette perspective que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait, en 2023, identifié les centres d'insertion socio-professionnelle (CISP) comme l'une de ses pistes prioritaires. Ces structures de scolarisation alternative visent à mieux tenir compte des besoins des adolescents en difficulté scolaire et à leur proposer des parcours adaptés.

Le ministère avait à cette occasion annoncé une extension du réseau existant, afin d'élargir l'offre disponible sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De combien de centres d'insertion socio-professionnelle (CISP) le réseau se compose-t-il actuellement ? Combien de structures seront opérationnelles pour la rentrée scolaire 2026-2027 ?

2) Dans quelles communes les différents CISP sont-ils implantés, et avec quels établissements scolaires collaborent-ils ?

3) Quel est le nombre maximal de jeunes pouvant être pris en charge par chacun des prestataires du réseau ?

4) Quel a été le taux d'occupation de l'offre auprès de chaque prestataire déjà opérationnel respectivement pour les années 2023, 2024 et 2025 ?

5) Quelle augmentation de la demande le ministère anticipe-t-il dans les prochaines années en lien avec l'allongement de l'obligation scolaire ? Le réseau actuel et les structures prévues seront-ils en mesure de répondre à cette augmentation de la demande ?

6) Combien de jeunes ayant participé à un projet d'un CISP ont par la suite réintégré une filière scolaire régulière ? Combien ont trouvé un emploi ? Combien n'ont pas pu être réinsérés ?

7) Au-delà du taux de réinsertion, quels autres indicateurs le ministère utilise-t-il pour évaluer l'efficacité et la qualité des projets des CISP ?

Réponse (19/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) À ce jour, le réseau national compte quatre CISP opérationnels. Cinq structures seront opérationnelles au cours de l'année scolaire 2026-2027.

ad 2) Le CISP Formida se trouve à Esch-sur-Alzette. Il collabore avec les lycées suivants :

– Lycée Bel-Val
– Lycée Guillaume Kroll
– Lycée Mathias Adam

Le CISP Solina – Jongenheem se trouve à Bertrange et collabore avec les lycées suivants :

– Lycée Josy Barthel Mamer
– Bouneweger Lycée Luxembourg
– Lycée technique du Centre
– Lycée des Arts et Métiers

Le CISP Movida se trouve à Fouhren dans la commune de Tandel. Il collabore avec les lycées suivants :

– Lycée technique d'Ettelbruck
– Nordstad-Lycée
– Lycée Edward Steichen
– Lycée du Nord

Le CISP Liewenshaff se situe à Merscheid (commune de Heiderscheid) et collabore avec les lycées suivants :

– Lycée technique d'Ettelbruck
– Nordstad-Lycée

– Lycée du Nord
– Lycée technique agricole

ad 3) Les capacités actuelles et prévues des gestionnaires du réseau CISP se présentent comme suit :

– Le gestionnaire Arcus dispose de 40 places dans le CISP Formida et de 12 places dans le CISP Movida.
– Le gestionnaire Solina – Jongenheem dispose de 40 places. Il est prévu de créer 20 places supplémentaires pour l'année scolaire 2026-2027.
– Le gestionnaire Päerd's Atelier – Liewenshaff dispose actuellement de 20 places. Dix places supplémentaires devront être créées pour l'année scolaire 2026-2027.

ad 4) Tableau ↑

ad 5) À ce stade, il est difficile de fournir une estimation concernant l'augmentation de la demande résultant de la prolongation de l'obligation scolaire ; en effet, les incertitudes liées aux choix futurs des élèves et de leurs représentants légaux quant à la meilleure façon de respecter l'obligation scolaire prolongée sont actuellement trop grandes.

Le ministère anticipe néanmoins une hausse de la demande, ce qui justifie le développement et le renforcement des CISP afin de pouvoir accueillir un plus grand nombre de jeunes qui ne souhaitent pas poursuivre leur scolarité dans les classes d'un lycée, mais plutôt intégrer une classe à objectifs spécifiques proposée par un CISP, en partenariat avec le lycée dans lequel ils restent inscrits.

Le réseau actuel des CISP, renforcé par les structures en cours de développement, permet d'accompagner cette évolution. Par ailleurs, conformément aux orientations définies dans le programme gouvernemental, qui prévoit l'extension progressive du dispositif et confirme les CISP comme un levier prioritaire de la politique éducative en matière de scolarisation alternative et d'insertion socio-professionnelle, il est prévu d'élargir le réseau de manière continue. Cette dynamique d'expansion garantit que l'offre pourra suivre l'évolution des besoins des jeunes concernés.

ad 6) Le devenir des jeunes à l'issue d'une mesure CISP varie en fonction de leur situation individuelle, de leur progression durant le dispositif et de leur projet personnel. À l'heure actuelle, il n'existe pas encore de suivi statistique entièrement consolidé et harmonisé sur plusieurs cohortes, notamment en raison de la mise en place progressive du recensement systématique depuis 2025 seulement.

De manière générale, plusieurs trajectoires peuvent être observées après une prise en charge en CISP :

– une entrée sur le marché du travail en tant que travailleur non qualifié ;
– une entrée en formation professionnelle ;
– une réintégration dans le système scolaire ordinaire, souvent avec un accompagnement renforcé ;
– dans certains cas, une poursuite de l'accompagnement socio-éducatif afin de consolider la stabilisation du jeune avant toute nouvelle orientation.

Dans l'ensemble, les CISP contribuent à une amélioration de la prise en charge des jeunes en situation de décrochage, en favorisant progressivement leur réengagement dans un parcours de formation ou d'insertion, même si un suivi longitudinal complet reste encore en cours de structuration.

ad 7) La note conceptuelle des CISP prévoit que l'activité des CISP fera, dans le cadre de l'assurance qualité, l'objet d'une évaluation interne fondée sur les bilans d'évolution des élèves, la liste des admissions et des sorties ainsi que sur les comptes rendus des réunions.

Hausse des prix de l'énergie et impact sur l'agriculture luxembourgeoise | Question **3928** (16/04/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Déi staark Hausse vun den Energie- a Pëtrolspräisser trëfft d'Lëtzebuerger Landwirtschaft an enger besonnesch sensibeler Phas. Aktuell ass d'Period, an där d'Felder preparéiert, gedüngt a geplout ginn, wat mat engem héije Verbrauch un Agrardiesel verbonnen ass. Déi aktuell Präisentwécklung huet domat en direkten Impakt op d'Käschtestruktur an d'Rentabilitéit vun de landwirtschaftleche Betriber.

A Frankräich gouf eng Exoneratioun vun den Accisen op de „gazole non routier" agefouert. An der Belsch gouf decidéiert, zousätzlech Steierrecetten aus der Hausse vun den Energiepräisser a Form vu geziilten Hëllefen un déi betraffe Secteuren zeréckzeginn. Den iresche Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt seng Baueren a Fëscher mat engem Hëllefsprogramm am Wäert vun 100 Milliounen Euro.

Wärend an anere Länner also konkreet Moossname geholl goufen, stoung an der Lëtzebuerger Dagespress: „Momentan hat das Landwirtschaftsministerium in Luxemburg keine Entlastungsmaßnahmen für Agrardiesel/Landwirte geplant."[17]

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch erklären, wisou si trotz der aktueller Präisentwécklung kuerzfristeg keng Moossname virgesäit, fir d'Baueren am Kontext vun den héije Pëtrolspräisser ze entlaaschten?

2. Wéi steet d'Madamm Ministesch zu enger temporärer Steiererliichterung oder zu anere Forme vu Kompensatioun fir Agrardiesel zu Lëtzebuerg, analog zu de Mesuren a Frankräich?

3. Wéi schätzt d'Regierung den Impakt vun de rezente Präiserhéijungen op d'Rentabilitéit vun de landwirtschaftleche Betriber zu Lëtzebuerg an?

Réponse (15/05/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Ministère a seng Verwaltungen analyséieren am Moment d'Entwécklung vun de Pëtrolspräisser an den Impakt op d'Wirtschaftlechkeet vun de Betriber.

ad 2. A verschiddenen Nopeschlänner ass den Taux vun den Akzisen um Agrardiesel erofgesat ginn. Den Diesel fir landwirtschaftlech Aktivitéiten ass zu Lëtzebuerg integral vun den Akzisen op Brennstoffer a vun der CO_2-Steier befreit. Dofir ass eng Steiererliichterung, anescht wéi an den Nopeschlänner, net méiglech.

ad 3. De Präis vum Agrardiesel ass vum 1. Januar 2026 bis den 28. Mäerz 2026 ëm 95 % geklommen. Par rapport zu 2024 ass e bis den 28. Mäerz 2026 ëm 60,4 % geklomm.

Unhand vum SER-Testbetribsnetz u Buchführungsbetriber kënne mer ofschätzen, wéi een Undeel d'Käschte vun den Treib- a Schmierstoffe un de gesamte Betribskäschten ausmaachen. An der Moyenne waren dat 2024, mat 12.500 Euro, ronn 3 % vun de Gesamtkäschten.

Wa mir vun enger 60,4 % Erhéijung par rapport zum Joer 2024 ausginn, hätte mer hei Méikäschte vu ronn 7.550 Euro, virausgesat, datt déi selwecht Mengen agesat goufen an d'Präisser vu sämtlechen Treib- a Schmierstoffe sech genausou entwéckele wéi de Präis vum Agrardiesel, dee vun dësem Posten de Grousseel ausmécht.

D'Ordentliches Ergebnis louch 2024 bei ronn 85.300 Euro pro Betrib (61.900 Euro jee Familljenaarbechtskraaft). Wann alles anescht gläich géif bleiwen, géifen déi Méikäschte vu 7.550 Euro pro Betrib deemno e Réckgang vum Ordentlichen Ergebnis vu ronn 9 % bedeiten.

[17] Meng, Marco. (14.4.2026). „Der hohe Dieselpreis macht den Bauern zu schaffen." „Luxemburger Wort".

Vérification d'âge en ligne au Luxembourg | Question **3930** (16/04/2026) de **Mme Françoise Kemp** | **M. Ricardo Marques** | **Mme Nancy Arendt** (CSV)

En date du 15 avril 2026, la Commission européenne a annoncé qu'une application européenne de vérification d'âge était techniquement prête à être déployée dans les États membres. Cette solution vise à permettre une vérification fiable de l'âge des utilisateurs, tout en garantissant un haut niveau de protection des données personnelles. Il ressort en outre que cette solution s'inscrit dans une logique ouverte, reposant notamment sur un modèle open source permettant une réutilisation et une adaptation par les États membres et les acteurs concernés.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation ainsi qu'à Madame la Ministre chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) a-t-il participé, contribué ou manifesté son intérêt à participer au développement de cette application européenne ?

2) Madame la Ministre de la Digitalisation peut-elle préciser si le Luxembourg entend recourir à cette solution européenne, sachant qu'aucune obligation d'utilisation n'est imposée aux États membres ? Le cas échéant, envisage-t-on de développer une application nationale personnalisée sur la base du code source mis à disposition, ou d'intégrer directement la solution générique européenne ?

3) Quel calendrier détaillé Madame la Ministre peut-elle présenter pour la mise en œuvre de cette application au Luxembourg, en précisant les différentes phases prévues pour le déploiement effectif ?

4) Cette application est-elle destinée à être intégrée dans le portefeuille numérique européen, dans les dispositifs nationaux existants ou dans d'autres solutions d'identité numérique utilisées au Luxembourg ?

5) Cette solution pourra-t-elle être utilisée, en pratique, comme outil de vérification d'âge pour l'accès à des services numériques accessibles depuis le Luxembourg, y compris, le cas échéant, pour l'accès des mineurs aux réseaux sociaux ?

6) Au regard des récents échanges au niveau européen sur la régulation de l'accès des mineurs aux réseaux sociaux, Madame la Ministre chargée des Médias et de la Connectivité peut-elle indiquer où en sont actuellement les discussions, quels scénarios sont envisagés, notamment en ce qui concerne une éventuelle harmonisation de l'âge d'accès, et de quelle manière le Luxembourg participe à ces travaux ou y fait valoir sa position ?

Réponse (18/05/2026) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Le Ministère de la Digitalisation et le CTIE ont participé à des réunions et présentations de la

Commission européenne et de leurs prestataires à ce sujet. Ils n'ont pas contribué directement au développement de cette application, celle-ci ayant été développée par des sociétés privées (Scytales et T-Systems) pour le compte de la Commission.

ad 2) Étant donné que la fonctionnalité de vérification d'âge sera intégrée à l'EUDI Wallet luxembourgeois, la position du Luxembourg, partagée par de nombreux États membres, est de ne pas recourir à cete application européenne. Il ne s'agit donc ni de développer une application nationale personnalisée sur la base du code source mis à disposition, ni d'intégrer directement la solution générique. La vérification d'âge se ferait à l'aide de l'EUDI Wallet.

ad 3) Étant donné que, comme vu dans la réponse à la question précédente, le Luxembourg mise sur l'EUDI Wallet et non sur l'application développée par la Commission, il n'existe aucun calendrier pour la mise en œuvre de cette application.

ad 4) Au Luxembourg, comme précisé plus haut, l'application n'est ni prévue en « stand-alone », ni comme application intégrée dans d'autres applications ou solutions. Cependant, la fonctionnalité de vérification de l'âge sans divulgation d'informations personnelles supplémentaires (nom, date de naissance, etc.), et sans « traçage » possible de la part de l'État ou d'autres parties prenantes est prévue dans le cadre de l'EUDI Wallet.

ad 5) Au Luxembourg, la fonctionnalité « vérification d'âge » de l'EUDI Wallet sera une solution technique utilisable pour réguler l'accès aux réseaux sociaux, aux contenus et services pour adultes et plus généralement à tout service numérique nécessitant une vérification d'âge à l'aide d'une application.

ad 6) La protection des mineurs en ligne constitue une priorité pour le Gouvernement. L'objectif est de garantir un environnement en ligne sûr et adapté à l'âge de ses utilisateurs, permettant aux enfants et aux jeunes de tirer parti des opportunités offertes par l'environnement numérique, tout en étant efficacement protégés contre les risques que représente l'exposition à des contenus et des fonctionnalités préjudiciables. À défaut d'orientations et de progrès clairs concernant la majorité numérique au niveau européen d'ici la fin de l'année, le Gouvernement prendra sa responsabilité au niveau national.

Le Luxembourg donne cependant priorité à une approche européenne commune au sujet de l'introduction d'une majorité numérique et fait partie des États membres de l'Union européenne ayant adopté la déclaration de Jutland le 10 octobre 2025 qui va dans ce sens. Celle-ci préconise notamment la mise en place de mécanismes de vérification de l'âge efficaces et respectueuses de la vie privée sur les réseaux sociaux et autres services numériques présentant un risque significatif pour les mineurs. En plus de la vérification de l'âge, la déclaration de Jutland prévoit aussi de garantir à l'échelle européenne le plus haut niveau de confidentialité, de sécurité et de protection « dès la conception » et « par défaut » pour les mineurs, tout en adaptant progressivement les fonctionnalités à leurs capacités croissantes.

Aussi, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a constitué un groupe d'experts chargé de formuler des recommandations dans un avenir proche. Ce groupe d'experts s'est réuni jusqu'à présent à deux reprises et est mandaté pour examiner les questions clés liées à la sécurité en ligne des enfants, telles que l'introduction d'une limite d'âge harmonisée pour l'accès aux réseaux sociaux au sein de l'Union européenne, la mise en place de protections adaptées à l'âge et au niveau de risque, ainsi que des mesures éducatives visant à promouvoir une utilisation responsable des réseaux sociaux. D'ici l'été 2026, il remettra ses recommandations afin d'orienter d'éventuelles actions supplémentaires au niveau de l'UE.

En parallèle, un groupe de travail interministériel consacré à la protection des mineurs à l'ère numérique a été mis en place au niveau national à l'été 2025. Ce groupe a pour mission d'aborder de manière transversale les questions liées à la majorité numérique et à la vérification de l'âge, ainsi que de préparer des solutions coordonnées à l'échelle nationale.

Le Gouvernement fait ainsi progresser activement sa position tant au niveau national qu'européen. À cet égard, lors du Conseil informel « Télécommunications » de l'Union européenne, tenu les 29 et 30 avril 2026 à Nicosie sous présidence chypriote, le Luxembourg, aux côtés de nombreux autres États membres, a une nouvelle fois souligné auprès de la Commission européenne l'importance d'une réglementation commune relative à la majorité numérique et à l'accès des mineurs aux réseaux sociaux, afin de renforcer efficacement la protection des jeunes en ligne.

Pour continuer à maintenir ce sujet à l'agenda des décideurs politiques européens et de poursuivre les efforts visant à mobiliser la Commission européenne, on a décidé de faire de la protection des mineurs à l'ère numérique un sujet central de la réunion du D9+ que le Luxembourg accueillera le 8 juin prochain. Cette alliance informelle regroupe 13 pays européens ainsi que la Commission européenne, et vise à promouvoir l'économie numérique.

Le sujet est donc actuellement traité à tous les niveaux et dans tous les forums pertinents, et le Luxembourg participe à ces discussions de manière proactive.

Augmentation des signalements de personnes disparues et moyens de la police | Question **3931** (16/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Zuele vum Parquet goufen 2024 iwwer 1.100 Persoune bei der Police als vermësst gemellt – eng Verdueblung am Verglach zu 2020, wou et knapp 430 Fäll waren. Dës alarméierend Entwécklung gëtt duerch en Temoignage aus dem Policecorps selwer ënnermauert: Et gi feelend strukturell Ressourcë kritiséiert, déi eng aktiv Sich no vermësste Persoune géife verhënneren, besonnesch bei Fäll, déi net als „disparition inquiétante" klasséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Prozeduren applizéiert d'Police, wann eng Vermësstemeldung erageet, déi net als „disparition inquiétante" klasséiert gëtt – a wéi laang gëtt aktiv no der Persoun gesicht?

2. Eng anonym Source aus dem Policecorps huet sech ëffentlech dofir ausgeschwat, eng zentraliséiert Eenheet bannent der Police anzeféieren, déi sech speziell ëm de Suivi vu Vermësstemeldunge këmmert an déi déi néideg Zäit an d'Moyenen hätt, fir eng aktiv Enquête ze féieren. Gëtt et am Ministère oder bei der Police Iwwerleeungen, sou eng Struktur ze schafen? Wa jo, wat ass hei den ongeféieren Zäitplang? Wann nee, wéi begrënnt den Här Minister, dass déi aktuell Organisatioun adequat ass, fir der steigender Unzuel u Vermësstemeldunge gerecht ze ginn?

3. Wéi sinn d'Informatiounsflëss beim Schichtwiessel organiséiert, fir sécherzestellen, dass kee Fall „tëscht d'Still fält"?

4. Gëtt et Statistike betreffend d'Zuel vun de Vermësstemeldungen am Verglach zu de Persounen, déi nees fonnt goufen – opgeschlësselt no Altersklass an Typ vun der Meldung? Wann nee, gedenkt den Här Minister, esou eng Statistik anzeféieren?

5. Wéi gesäit de Minister d'Ausso, dass „Fir vill Beamte besteet dréngenden Handlungsbedarf" besteet, besonnesch an Hibléck op d'Zuel vun de Vermësstemeldungen?

Réponse (15/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Ofhängeg vun den Ëmstänn ënnerhëlt d'Police bei enger „disparition non inquiétante" verschidde Recherchen, wéi zum Beispill Informatioune sammele bei der Famill a Bekannten, Nofroen an de Klinicken, Adressen offueren. Déi regional Leetstellen, souwéi d'Unitéiten um Terrain gi vum Centre d'intervention national (CIN) iwwert d'Disparitioun informéiert. D'Persoun, déi vermësst gemellt ass, gëtt signaliséiert. Aktuell sinn eng ronn 200 vermësste Persoune signaliséiert. D'Signalement besteet esoulaang bis d'Persoun erëm optaucht oder fonnt gëtt.

D'Unitéit, déi d'Vermësstemeldung opgeholl huet, schreift ee Rapport, deen un de Parquet an un de Service de police judiciaire verschéckt gëtt. Dës Unitéit mécht de Suivi mat der Famill, an am Fall, wou nei Informatioune bekannt ginn, gëtt de Parquet mëttels engem weidere Rapport informéiert. Et ass doduerch zu all Moment méiglech, dass op Basis vun neien Hiweiser d'Vermësstemeldung als „inquiétante" agestuuft gëtt.

ad 2. De Suivi vun de Vermësstemeldunge gëtt schonns zënter Längerem zentraliséiert um Niveau vun enger Sektioun aus dem Departement vun der „criminalité contre les personnes" vum Service de police judiciaire gemaach.

D'IGP huet, op Basis vum Presseartikel, wou den anonymmen Temoignage aus der Police zitéiert gëtt, eng administrativ Enquête opgemaach a wäert an deem Kader d'Prozedur vu Signalementer vun Disparitioune bei der Police analyséieren.

ad 3. Bei all Schichtwiessel ass eng Period virgesinn, wou de Chef de roulement „sortant" an de Chef de roulement „entrant" sech iwwerschneiden, fir d'Schicht ze iwwerginn an den Transfert vun den Informatiounen ze maachen. Donieft gëtt bei enger Vermësstemeldung eng Androung am sougenannten Einsatzleitsystem (ELS) opgemaach, déi och bei Schichtwiessel nach visibel bleift, falls d'Meldung nach aktuell ass. Parallell gëtt d'Persoun, wéi scho geschriwwen, signaliséiert.

ad 4. D'Police stellt fest , dass et an der Praxis ganz heefeg och déi selwecht Persoune sinn, déi innerhalb vun engem Joer e puermol als vermësst gemellt ginn an dann nees optauchen. Sou Statistike kéinten deemno ee verzerrtent Bild no bausse ginn. Aus dësem Grond ginn och keng Statistike vun der Police erstallt.

ad 5. Ech waarden op d'Conclusioune vun der virgenannter Enquête vun der IGP.

Contrôle technique des véhicules luxembourgeois à l'étranger | Question **3932** (16/04/2026) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Actuellement, un nombre croissant de résidents luxembourgeois vivent ou séjournent à l'étranger, tout en conservant un véhicule immatriculé au Grand-Duché. Dans certains cas, la date d'échéance du contrôle technique peut survenir alors que le

détenteur se trouve hors du pays, rendant difficile, voire impossible, l'accès à un centre de contrôle agréé au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les conséquences pour un détenteur d'un véhicule immatriculé au Luxembourg lorsque l'échéance du contrôle technique intervient alors que le véhicule se trouve temporairement à l'étranger ?

2) Est-il possible d'effectuer le contrôle technique d'un véhicule luxembourgeois dans un autre État membre de l'Union européenne ?
– Si oui, quelles sont les conditions et modalités à respecter pour que ce contrôle soit reconnu par les autorités luxembourgeoises ?
– Si non, Madame la Ministre envisage-t-elle de proposer une adaptation du cadre réglementaire afin de permettre, sous certaines conditions, la reconnaissance de contrôles techniques réalisés à l'étranger ?

Réponse (12/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur le contrôle technique des véhicules luxembourgeois à l'étranger.

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler qu'en principe, les véhicules sont immatriculés dans l'État dans lequel la personne à qui il appartient a sa résidence normale ou son siège.

En droit national, l'article 4, paragraphe 2, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, prévoit que tout véhicule à moteur ainsi que toute remorque appartenant à ou détenu par une personne physique ayant sa résidence normale au Luxembourg ou par une personne morale y ayant son siège ne peut être mis en circulation sur la voie publique qu'à condition d'y être immatriculé. Cette disposition s'accompagne d'une obligation d'immatriculation dans un délai déterminé pour les véhicules introduits au Luxembourg dans le cadre d'un établissement sur le territoire.

La validité du certificat de contrôle technique constitue une condition tant de l'immatriculation que de la mise en circulation d'un véhicule sur la voie publique. Partant, un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique en cours de validité ne satisfait plus aux conditions légales de circulation.

L'inobservation de cette obligation est, en droit national, sanctionnée par un avertissement taxé ainsi que par un retrait de points du permis de conduire.

Il convient toutefois de relever que, conformément aux dispositions applicables, un véhicule soumis à l'obligation de contrôle technique peut être mis en circulation sans être couvert par un certificat en cours de validité dans des hypothèses limitativement énumérées par la loi précitée, notamment en vue de sa présentation, par le trajet le plus direct, à un contrôle technique pour lequel un rendez-vous a été pris, ou en vue de son acheminement vers un garage ou un atelier de réparation.

Ces règles relèvent du droit national luxembourgeois. Il n'appartient pas aux autorités luxembourgeoises de se prononcer sur les conséquences susceptibles d'être tirées par les autorités d'un autre État en cas de circulation sur leur territoire d'un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique valable.

Dans l'hypothèse où le détenteur du véhicule réside de manière durable à l'étranger, il lui incombe de vérifier les obligations qui lui sont applicables au regard du droit de cet État, notamment en ce qui concerne une éventuelle obligation d'immatriculation.

En cas de séjour temporaire à l'étranger, il est rappelé qu'un courrier de rappel est adressé au titulaire du certificat d'immatriculation huit semaines avant l'échéance du contrôle technique. Lorsque le véhicule est présenté au contrôle technique dans ce délai, un nouveau certificat est délivré sans réduction de sa durée de validité.

Dans le cas où cette faculté ne permet pas de couvrir la durée du séjour à l'étranger, il appartient au détenteur de veiller à la validité continue des documents de bord, notamment du certificat de contrôle technique, en procédant, le cas échéant, à un contrôle technique anticipé, la nouvelle période de validité courant à compter de la date du contrôle.

ad 2)
– La directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques prévoit que chaque État membre veille à ce que les véhicules immatriculés sur son territoire soient soumis à un contrôle technique périodique effectué par des centres de contrôle autorisés par cet État membre. Par ailleurs, cette directive précise que ces contrôles doivent être réalisés soit par l'État membre d'immatriculation lui-même, soit par des organismes désignés et supervisés par celui-ci.

Il en découle que, pour un véhicule immatriculé dans un État membre, le certificat de contrôle technique doit être établi sous l'autorité de cet État membre. La directive précitée ne prévoit actuellement pas de reconnaissance mutuelle des certificats de contrôle technique effectués dans un autre État membre, mis à part en cas d'importation d'un véhicule, et ce pour la durée de validité prévue en droit national. Il en résulte qu'un contrôle technique effectué dans un autre État membre ne peut pas être reconnu par les autorités luxembourgeoises pour un véhicule immatriculé au Luxembourg.

– La directive européenne susmentionnée ne prévoit actuellement pas de reconnaissance mutuelle des certificats de contrôle technique entre les États membres. Il convient toutefois de relever que la directive 2014/45/UE fait actuellement l'objet d'une révision dans le cadre du « roadworthiness package » au niveau de l'Union européenne.

Dans ce contexte, plusieurs pistes de réflexion ont été amorcées, notamment en ce qui concerne l'introduction d'un certificat de contrôle technique à validité temporaire, susceptible de couvrir des situations telles que celles évoquées par l'honorable Député, ainsi qu'une éventuelle reconnaissance mutuelle des certificats de contrôle technique entre États membres, sous réserve du respect de conditions spécifiques.

Ces travaux n'ont toutefois pas encore abouti. Dans ces conditions, il y a lieu d'attendre l'issue des discussions au niveau européen avant d'envisager une adaptation du cadre juridique national, afin de garantir une approche harmonisée et conforme aux exigences de sécurité routière et de fiabilité des contrôles techniques.

Financement des communautés juives et répartition des aides publiques au Luxembourg | Question **3933** (16/04/2026) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Lors de son discours à l'occasion de la commémoration internationale du souvenir de la Shoah à Esch sur-Alzette, le 27 janvier dernier, le président de la Communauté juive libérale du Luxembourg a indiqué que cette communauté risquait de devoir cesser ses activités en raison d'un manque de soutien étatique, alors même que l'État alloue des fonds aux communautés juives du pays.

Il ressort de la convention conclue en 2015 entre l'État et les cultes conventionnés qu'une enveloppe annuelle de 315.000 euros (indexée) est allouée au Consistoire israélite de Luxembourg, reconnu par l'État comme interlocuteur pour l'ensemble du culte juif. Par ailleurs, il apparaît que deux rabbins bénéficient actuellement d'un financement public au titre du régime transitoire, à savoir le Grand Rabbin du Consistoire israélite de Luxembourg-Ville et le rabbin de la communauté d'Esch-sur-Alzette, tous deux intégrés au système avant la signature de la convention.

Dans ce contexte, et au regard de l'importance du pluralisme et de la diversité religieuse au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) La convention conclue en 2015 encadre-t-elle la répartition des financements entre les différentes communautés juives du Grand-Duché ? Si oui, selon quels critères ? Si non, le Gouvernement envisage-t-il des mesures visant à garantir une telle répartition ?

2) La convention conclue en 2015 englobe-t-elle le financement de la communauté juive libérale établie à Esch-sur-Alzette ?

3) Quel montant la communauté juive a-t-elle perçu en 2025, ventilé par bénéficiaire et par type de dépense, y compris les salaires des rabbins ?

Réponse (18/05/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) L'article 9 de la Convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté israélite du Luxembourg stipule que « la communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'État et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté ». L'article 15 de la même convention stipule que « le Consistoire israélite de Luxembourg représente les communautés israélites établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le Consistoire fonctionne suivant les règles établies par le culte israélite dans son statut. [...] ».

De même, l'article 3 de ladite convention précise que « la communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle [...] ».

En effet, les conventions de 2015 ont été négociées dans le strict respect du principe d'autonomie, de liberté d'organisation ou d'autodétermination des cultes, lequel découle directement du principe de neutralité de l'État. Ce principe a, en outre, été renforcé par la récente révision constitutionnelle, notamment à travers l'article 120 de la Constitution. Dans ce contexte, et au regard de la situation conventionnelle et légale actuelle, laquelle procède directement de ces principes, il ne saurait être envisagé que le Gouvernement adopte des mesures à caractère contraignant en matière d'allocation du soutien financier au sein même de la communauté.

Le Gouvernement est conscient que la situation individuelle actuelle des deux communautés israélites de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette n'est plus pleinement comparable à celle qui prévalait au moment de la signature de la convention de 2015.

Pour autant, en application de l'article 3 de ladite convention, mais aussi du principe de neutralité de l'État prémentionné, il n'appartient pas à l'État d'intervenir pour pallier les conséquences pratiques des

évolutions apparues entre les deux communautés depuis la conclusion de ladite convention. Ces évolutions doivent être appréhendées comme résultant de la libre organisation territoriale et personnelle de la communauté religieuse.

Pour autant, le Gouvernement a reçu une assurance de la part du Consistoire israélite de Luxembourg d'une ouverture quant à la répartition de la part revenant à la communauté israélite d'Esch (à savoir la part qui correspondant au traitement actuellement versé au rabbin d'Esch).

ad 2) Comme déjà exposé dans la réponse à la question précédente, la convention conclue en 2015 concerne toutes les communautés israélites établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 3) Le montant octroyé au Consistoire israélite de Luxembourg, en tant qu'organe représentatif aux sens des articles 9 et 15 de la convention pour l'année 2025 s'est élevé à 67.373,91 €. Ce montant a été calculé en application de l'article 1er de la loi du 23 juillet 2016 réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part (ci-après la « loi de 2016 »).

Concrètement, le montant résulte de la différence du montant du soutien financier prévu par loi de 2016 (indexé pour 2025), à savoir 383.780,91 € et de la somme des traitements des ministres du Culte de la communauté israélite engagés antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi de 2016 calculée au 1er janvier 2025 et ayant été évaluée à 316.407,00 €.

Le montant de 67.373,91 € a été viré dans sa totalité au Consistoire israélite de Luxembourg.

La somme projetée au 1er janvier 2025 des traitements à verser pour l'année 2025 aux ministres des Cultes de la communauté israélite s'élève donc à 316.407,00 €.

Pour des raisons tenant au respect des règles de la protection des données personnelles, il n'est pas possible de communiquer le montant individuel perçu par chaque Ministre des Cultes dans un document à portée publique.

Risques liés à l'intelligence artificielle pour la cybersécurité du secteur financier | Question **3934** (17/04/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Une nouvelle application d'intelligence artificielle appelée « Mythos » développée par la société dénommée Anthropic soulève l'inquiétude auprès des décideurs politiques et des autorités de surveillance. La capacité de Mythos à détecter les failles dans les systèmes d'exploitation engendre des risques de cybersécurité pour tous les opérateurs. Vu leur importance systémique, les régulateurs du secteur financier sont inquiets de l'impact potentiel de « Mythos » sur la cybersécurité des banques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de la menace d'une intelligence artificielle du type « Mythos » pour le secteur financier ?

– Quelle est la position du régulateur national à ce sujet et quels sont les moyens mis en œuvre pour se défendre contre ce type de phénomènes ?

– Monsieur le Ministre a-t-il eu des échanges à ce sujet avec ses homologues au niveau du Conseil de l'Union européenne ?

– Y aura-t-il des initiatives au niveau de l'Union européenne afin de proposer une réponse commune à ce type de phénomènes ?

Réponse (19/05/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le Ministère des Finances suit avec attention les informations récemment révélées au sujet d'un modèle d'intelligence artificielle (IA) appelé « Mythos », développé par la société Anthropic, auquel l'honorable Député fait référence. Ce modèle s'apparenterait à un dispositif capable de détecter et d'exploiter de manière autonome des vulnérabilités informatiques, y compris dans le secteur financier. À cet égard, il importe de noter que la Commission européenne est en discussion avec Anthropic au sujet de son modèle d'intelligence artificielle. D'autres modèles d'IA s'apparentant à « Mythos » pourraient, en principe, présenter des risques similaires à l'avenir.

Si le règlement européen DORA (Digital Operational Resilience Act) a renforcé le cadre applicable à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier, notamment en matière de risques ICT, l'émergence de nouvelles menaces liées à ces outils IA met en exergue le caractère horizontal de la cybersécurité, touchant à la résilience globale des infrastructures numériques, tant au niveau national qu'international.

Le Ministère des Finances continuera à contribuer aux échanges au niveau de l'Union européenne sur le sujet et accompagnera, le cas échéant, les démarches appropriées visant à définir une réponse coordonnée et proportionnée à ce type de menace potentielle. Les autorités de surveillance nationales suivent de près ces évolutions et échangent avec leurs homologues au niveau européen et international.

Mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives aux logements dans les zones d'activités économiques | Question **3935** (17/04/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le règlement grand-ducal du 2 mars 2026 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement général d'une commune introduit de nouvelles dispositions relatives aux zones d'activités économiques (ZAE), en particulier la possibilité d'y autoriser, sous certaines conditions, des logements. Ainsi, il est prévu que, si les caractéristiques ou les particularités d'une ZAE régionale ou nationale le permettent, des logements collectifs pour le personnel salarié peuvent être autorisés, s'ils sont localisés à un endroit dans la zone qui soit compatible avec l'habitat.

Dans le contexte de la publication de ce règlement, aucune communication spécifique ni directive opérationnelle ne semble avoir été adressée aux communes afin de les guider dans la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, qui soulèvent pourtant des questions d'interprétation.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre a-t-il prévu d'élaborer et de diffuser des lignes directrices, circulaires ou recommandations afin d'assurer une interprétation uniforme des nouvelles dispositions relatives aux logements dans les zones d'activités économiques ? Dans l'affirmative, quel est le calendrier prévu à cet égard ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

2) Des formations, séances d'information ou accompagnements spécifiques sont-ils prévus à destination des communes afin de faciliter la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, le cas échéant en collaboration avec le Syvicol ?

Réponse (15/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Une circulaire à ce sujet a été élaborée avec le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi que le Ministère de l'Économie. Elle a vocation à expliquer l'application des nouvelles dispositions relatives aux logements dans les zones d'activités économiques, notamment au regard du maintien de leur vocation économique, des conditions d'habitation et de leur insertion dans le tissu existant.

La circulaire peut être consultée via le lien ci-après : https://maint.gouvernement.lu/fr/circulaires/circulaires2026/circulaire-2026-043.html

ad 2) Les services du Ministère des Affaires intérieures, notamment le Département de l'aménagement communal et du développement urbain, ainsi que la Commission d'aménagement et la Plateforme de concertation, se tiennent à la disposition des communes et des initiateurs de projets pour répondre à toute question et les accompagner dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

Conditions de travail et compétence de l'ITM à l'Université du Luxembourg | Question **3936** (17/04/2026) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Depuis un certain temps, des informations circulent dans la presse sur des situations préoccupantes en matière de conditions de travail au sein de l'Université du Luxembourg, incluant notamment des allégations de harcèlement moral (« mobbing ») affectant plusieurs membres du personnel.

Dans ce contexte, il me revient que l'Inspection du travail et des mines (ITM) aurait, dans certains cas, exprimé des réticences à intervenir, en invoquant le statut d'établissement public de l'Université du Luxembourg.

Or, l'article 18 de la loi modifiée du 27 juin 2018 portant organisation de l'Université du Luxembourg prévoit explicitement que les engagements du personnel de l'université sont soumis au régime de droit privé et régis par les dispositions du Code du travail. Cette disposition consacre clairement le fait que l'université agit, pour son personnel, en qualité d'employeur de droit privé, soumis à l'ensemble des obligations légales afférentes, notamment en matière de santé et de sécurité au travail ainsi que de prévention du harcèlement moral. En outre, les dispositions introduites par la loi du 29 mars 2023 relative à la protection contre le harcèlement moral renforcent les obligations des employeurs en matière de prévention des risques psychosociaux et de protection de la dignité des salariés.

Dans ce contexte, une éventuelle interprétation restrictive du champ de compétence de l'ITM à l'égard de l'Université du Luxembourg soulève des interrogations sérieuses quant au respect effectif du droit du travail et à l'égalité de protection des salariés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que, conformément à l'article 18 de la loi du 27 juin 2018, l'ensemble du personnel engagé par l'Université du Luxembourg sous contrat de droit privé relève pleinement du Code du travail ainsi que du contrôle de l'Inspection du travail et des mines ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un éventuel refus d'intervention de l'ITM serait compatible avec les dispositions légales applicables ainsi qu'avec les missions qui lui sont confiées par le Code du travail, notamment en matière de protection de la santé et de la sécurité des salariés ?

3) Monsieur le Ministre peut-il indiquer si l'Inspection du travail et des mines a été saisie afin d'intervenir au sein de l'Université du Luxembourg et, dans l'affirmative, quelles suites ont été réservées à ces interventions ?

4) Monsieur le Ministre peut-il préciser s'il existe des instructions internes, lignes directrices ou pratiques administratives susceptibles de limiter l'intervention de l'ITM dans les établissements publics employant du personnel sous contrat de droit privé ?

5) Monsieur le Ministre considère-t-il que la situation actuelle garantit une protection effective et équivalente des salariés concernés par rapport à ceux employés dans le secteur privé classique ?

Réponse (13/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) L'ensemble du personnel engagé par l'Université du Luxembourg sous contrat de droit privé relève pleinement du Code du travail conformément à l'article 18 de la loi modifiée du 27 juin 2018 ainsi que du contrôle de l'Inspection du travail et des mines (ITM), conformément à l'article L. 611-2 du Code du travail.

En effet, si l'article L. 611-2 du Code du travail exclut de la définition du « salarié » aux fins du contrôle de l'ITM les personnes occupées dans les institutions visées à l'article 2, alinéa 1er, de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles (« loi SNSFP »), l'Université du Luxembourg ne relève pas de ces institutions.

L'article 2 de la loi SNSFP vise notamment les établissements publics existant au moment de l'entrée en vigueur de cette loi et occupant principalement du personnel bénéficiant d'un statut de droit public. Or, l'Université du Luxembourg a été créée postérieurement, par la loi modifiée du 27 juin 2018, et emploie du personnel sous contrat de droit privé. Elle n'entre donc pas dans le champ de l'exclusion prévue à l'article L. 611-2 du Code du travail, de sorte que la compétence de contrôle de l'ITM s'y exerce pleinement.

ad 2) L'ITM n'a pas refusé d'intervenir. Un refus d'intervention serait incompatible avec les dispositions légales applicables et avec les missions confiées à l'ITM par le Code du travail.

Comme exposé en réponse à la question 1, la compétence de contrôle de l'ITM à l'égard du personnel de l'Université du Luxembourg engagé sous contrat de droit privé est pleinement établie. Aucun motif légal ne saurait justifier une absence d'intervention de l'ITM en matière de conditions de travail, de sécurité et de santé au travail, ou de harcèlement.

ad 3) L'ITM a été saisie en vue d'une intervention au sein de l'Université du Luxembourg. Le dossier est actuellement en cours de traitement par le service compétent.

ad 4) Il n'existe pas d'instructions internes, de lignes directrices ou de pratiques administratives susceptibles de limiter l'intervention de l'ITM dans les établissements publics employant du personnel sous contrat de droit privé.

ad 5) La situation actuelle ne garantit pas encore une protection pleinement équivalente à celle des salariés du secteur privé classique pour l'ensemble du personnel concerné.

Comme exposé en réponse à la question 1, en vertu de l'article L. 611-2 du Code du travail, la définition du « salarié » aux fins du contrôle de l'ITM exclut actuellement les personnes occupées dans les institutions visées à l'article 2, alinéa 1er, de la loi SNSFP. Bien que le Code du travail soit applicable à ces salariés, l'ITM ne dispose pas, à ce jour, de la compétence légale pour y effectuer des contrôles en matière de conditions de travail, y compris en matière de harcèlement.

Il y a lieu toutefois de relever qu'à la suite de la fusion de l'ITM et du Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP), opérée par la loi budgétaire du 20 décembre 2024 entrée en vigueur le 1er janvier 2025, l'ITM est désormais compétente pour effectuer des contrôles en matière de sécurité et de santé au travail dans les institutions publiques visées, à l'égard de l'ensemble du personnel qui y est occupé.

Afin de remédier à la différence de régime subsistant en matière de conditions de travail, un avant-projet de loi portant modification de l'article L. 611-2 du Code du travail est actuellement en cours d'élaboration. L'entrée en vigueur de cet avant-projet de loi permettra d'assurer une protection effective et équivalente à l'ensemble des salariés concernés, indépendamment du caractère public ou privé de leur employeur.

Risque de pénurie de kérosène | Question **3938** (20/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3863 no engem potenzielle Kerosinnmangel schreift d'Regierung ënner anerem dat hei: „Am Duerchschnëtt läit de Stock bei ongeféier 4.000 m³, wat ënner normale Konditioune plus/minus 2 Deeg Autonomie entsprécht [...] En NOTAM (Notice to Airmen) gouf Enn Mäerz ausgestallt, dee sech un all d'Fluchgesellschaften adresséiert, déi zu Lëtzebuerg operéieren, fir esou mann ewéi méiglech Kerosinn hei ze tanken [...] Dëse gouf dann och elo dëse Mount verlängert."

Gläichzäiteg ass an der internationaler Press ze liesen, datt zum Beispill an Australie schonn eng Rei Flich wéinst Kerosinnmängel gestrach ginn. Och an Däitschland fänkt d'Lufthansa un, eenzel Linnen ze strächen a Maschinne méi fréi wéi geplangt dauerhaft ausser Déngscht ze stellen. De „Bundesverband der Deutschen Luftverkehrswirtschaft" geet och dovun aus, datt am Juni éischt Flich wéinst Treibstoffmangel musse gestrach ginn, also genee zu där Zäit, wou d'Leit ufänken an d'Summervakanz ze fléien, och zu Lëtzebuerg. Zu de kuerzfristegen Entlaaschtungsmoossnamen, déi gefuerdert ginn, gehéiert och eng temporär Zouloossung vum Jet Fuel A, dee virun allem an Amerika getankt gëtt, fir hei kënnen zousätzlech Kapazitéiten ze importéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Froe stellen:

1. Geet d'Regierung nach dovun aus, datt d'Passagéier vum Findel dëst Joer wéi gewinnt an d'Summervakanz fléie kënnen? Falls jo, op wéi eng Prognose baséiert si sech? Falls net, gesäit d'Regierung dann zäitno vir, fir d'Leit viru méigleche Schwieregkeeten ze warnen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Fuerderung, fir Jet Fuel A kuerzfristeg zouzeloossen? Kéint en zousätzlechen Export aus de Vereenegte Staaten Entlaaschtung bréngen?

3. Geet d'Regierung dovun aus, datt eng Aussetzung vun den Oplage fir sougenannte grénge Kerosinn (SAF) an der aktueller Situatioun kéint Entlaaschtung bréngen? Falls jo, sinn an deem Sënn kuerzfristeg Moossname virgesinn?

4. Wäert d'Regierung sech op EU-Niveau duerfir asetzen, datt Leit, deenen hir Flich wéinst engem Mangel u Kerosinn gestrach ginn, weiderhi musse vollstänneg indemniséiert ginn?

Réponse (26/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Fir de Moment gesäit d'Regierung nach kee konkreete Grond, dass d'Operatioune vum Lëtzebuerger Fluchhafen aus iwwer de Summer net kéinten assuréiert ginn.

Well d'Situatioun awer volatill ass, gëtt se vun allen implizéierten Acteure permanent verfollegt. D'Regierung huet och decidéiert, ee Koordinatiounsgrupp an d'Liewen ze ruffen, fir kënnen adequat Mesuren ze ergräifen am Fall wou Enkpäss am Laf vum Joer sollten optauchen an et gëtt sech op all Eventualitéit virbereet.

ad 2. All Optiounen, fir zousätzleche Kerosinn ze kréien, deen déi feelend Liwwerungen aus dem Noen Oste kéint ersetzen, ginn analyséiert. D'Fro vun der temporärer Notzung vum Jet A Fuel fält an de Beräich vun der Zertifizéierung a Lofttüchtegkeet vun de Fligeren (Certification et navigabilité des aéronefs). D'Zouloossung ass deemno eng Fro vun der Loftfaartsécherheet, déi vum EASA-Kaderreglement (EU-Reglement 2018/1139) gereegelt gëtt an an der Kompetenz vun der Europäescher Agence fir Loftsecherheet EASA läit. D'EASA muss, wann néideg, iwwer d'Konditioune fir d'Notzung vum Brennstoff entscheeden, andeems se e Safety Information Bulletin (SIB) publizéiert. D'EASA huet dann och den 8. Mee esou en SIB publizéiert, an deem et heescht, datt den Jet-A Fuel an Europa net verbueden ass, mee datt säin Asaz strikt encadréiert muss ginn, well hien en anere Gefréierpunkt huet ewéi den Jet A1 Fuel, deen an Europa geleefeg ass.

Des Weidere mussen d'Fligeren am Aklang mat de Limitten operéiert ginn, déi an hirem Fluchhandbuch (Airframe Flight Manual – AFM) festgeluecht sinn. Dat heescht, datt wann den Jet A Brennstoff net am AFM oder am Typenzertifikat opgezielt ass, en och net ka benotzt ginn.

ad 3. Et sinn am Moment keng kuerzfristeg Moossnamen op europäeschem Niveau geplangt, fir d'Notzung vun nohaltege Fligerbrennstoffer (SAF) auszesetzen.

D'Benotzung an d'Produktioun vun dëse Brennstoffer sinn Deel vun enger laangfristeger Strategie fir d'Energieversuergung an d'Dekarboniséierung vum Aviatiounssecteur. Dofir ass et weesentlech, hiren Asaz an hir Entwécklung weiderzefëieren, fir d'Ofhängegkeet vun traditionelle Brennstoffer ze reduzéieren. D'Opgi vun der SAF-Strategie wäert net méi Kapazitéit fir konventionell Brennstoffer fräimaachen.

ad 4. Déi bestoend EU-Regulatioun fir Passagéierrechter an der Loftfaart garantéiert, dass bei enger Annulatioun vun engem Vol de Montant vum Ticket innerhalb vu 7 Deeg rembourséiert muss ginn oder vun der Airline en alternative Vol op d'Destinatioun proposéiert gëtt/muss ginn.

Traitement des enquêtes pour personnes disparues | Question **3939** (20/04/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Am Kader vu rezente Recherchen huet sech gewisen, dass Vermësstemeldungen oft no kuerzer Zäit am Sand verlafen. Aussoen no geschitt dat deelweis schonn no e puer Deeg, well déi bestoend Systemer et net erlaben, eng ëmfaassend an nohalteg Sich no de betraffene Persounen ze féieren. Dobäi ass ze betounen, dass Vermësstemeldungen net liichtfäerteg gemaach ginn an déi Persounen, déi esou eng Meldung maachen, sech oft grouss Suergen ëm hir Frënn oder Familljemembere maachen.

Zousätzlech feelen aktuell valabel an detailléiert Statistiken, besonnesch, wat d'Resultater vun de Vermësstemeldungen ugeet, also ob betraffe Persounen erëmfonnt ginn, lieweg oder dout. Déi disponibel Donnéeë beschränken sech gréisstendeels op d'Entwécklung vun der Unzuel u Meldungen iwwer d'Joren, wou eng kloer Hausse festzestellen ass.

An deem Kontext géing ech dem Här Innenminister follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Systemer stinn der Police aktuell zur Verfügung, fir Vermësstemeldungen ze traitéieren, a ginn dës als adequat ugesinn?

2. Wéi erkläert d'Regierung, dass Enquêten a verschiddene Fäll no kuerzer Zäit stagnéieren oder agestallt ginn?

3. Sinn déi aktuell Ressourcë genuch, fir eng effikass Sich ze garantéieren?

4. Firwat gëtt et keng Statistiken, ob vermësste Persounen erëmfonnt goufen?

5. Wéi eng konkreet Mesurë plangt d'Regierung, fir d'Sich no vermësste Persounen ze verbesseren?

6. Ass geplangt, eng spezialiséiert Divisioun fir Vermësstefäll opzebauen an/oder spezifesch Formatioune fir déi zoustänneg Beamten anzeféieren? Wéi gëtt d'international Zesummenaarbecht am Beräich vu Vermësstemeldungen aktuell organiséiert, besonnesch mat Nopeschlänner an europäeschen Instanzen, a gesäit d'Regierung hei Verbesserungsbedarf?

Réponse (15/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Der Police stinn eng Rei Systemer zur Verfügung, déi et souwuel erlaben, Patrullen op e Fait vun enger Vermësstemeldung ze dispatchen an um Terrain ze coordonéieren, wéi och de Suivi vun der Meldung ze garantéieren, awer och, fir d'Persoun als vermësst ze signaléieren an ëmgedréint, dee Moment, wou se rëm optaucht. An deem Sënn ass d'Police gutt opgestallt, wat d'Gestioun vun esou engem Fait ubelaangt.

Ech verweisen hei zousätzlech op d'Äntwërt op déi éischt Fro vun der parlamentarescher Fro N° 3931.

D'IGP huet, op Basis vum Presseartikel, wou den anonymmen Temoignage aus der Police zitéiert gëtt, eng administrativ Enquête opgemaach a wäert an deem Kader d'Prozedur vu Signalementer vun Disparitioune bei der Police analyséieren.

ad 2. Wann dëst de Fall soll sinn, wäert der IGP hir Enquête Opschloss heizou ginn.

ad 3. D'Ressourcë kënne jee no Degré d'inquiétude vun der Vermësstemeldung adaptéiert ginn. Bis elo gouf et am Kader vun esou enger Sich, der Police no, nach ni e Problem a punkto Ressourcen. Dëse Punkt wäert och vun der IGP analyséiert ginn.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 3931 erkläert ass, stellt d'Police fest, dass et an der Praxis ganz heefeg och déi selwecht Persoune sinn, déi innerhalb vun engem Joer e puermol als vermësst gemellt ginn an dann nees optauchen. Sou Statistike kéinten deemno e verzerrtent Bild no bausse ginn. Aus dësem Grond ginn och keng Statistike vun der Police erstallt.

ad 5. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert ass, ass d'IGP amgaang eng Enquête ze maachen.

ad 6. Ech verweisen hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3931, wou gesot gëtt, dass d'Police schonn eng spezialiséiert Unitéit huet, déi d'Vermësstemeldungen ophëlt an och traitéiert.

Dommages à cause de l'exécution de décisions judiciaires par huissier | Question **3941** (20/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Justizministesch schreift an hirer Äntwert op meng Fro (N° 3800), dass een Dierwiechter, deen een Dierschlass beschiedegt, dëst dierf an d'Dierschlass duerno souguer muss ersetzen. Den Dierwiechter dierf dat och, wann d'Wunneng enger anerer Persoun gehéiert, déi net vun der Justizentscheedung betraff ass. Dëst mécht et u sech einfach fir d'Autoritéiten, fir d'Schlass einfach dierfe mat Gewalt opzemaachen, ouni Récksiicht op Verloschter. Fir Proprietairen, déi net iwwert d'Fäll vun hire Locataire informéiert sinn, ass dëst net fair.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wie muss d'Käschte bezuelen, wann een Dierschlass vun engem Dierwiechter futtigemaach gëtt?

2. D'Ministesch schreift och, dass den Dierwiechter keng Méiglechkeet huet, fir erauszefannen, wien de Proprietaire vun enger Wunneng ass. Kann den Dierwiechter heifir net einfach op de Kadaster kucke goen, esou wéi Privatpersounen dat och schonn iwwert MyGuichet haut maache kënnen? (https://guichet.public.lu/de/citoyens/logement/acquisition/copropriete/extrait-cadastral.html)

Réponse (15/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Wa keen, weeder den Dierwiechter, nach de Schlässer, deen d'Dier opgemaach huet, e Feeler gemaach huet, da sinn d'Käschte vun der Prozedur vum Debiteur ze droen.

ad 2. Och dee Moment bleift nach ëmmer d'Contrainte, datt wann eng forcéiert Exekutioun vun engem Urteel e Locataire betrëfft, et dem Dierwiechter, deen dem Beruffsgeheimnis ënnerläit, net erlaabt ass, de Proprietär ze kontaktéieren, an dëst, ënner dem Risk vu penale Strofen.

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question **3943** (20/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Luxembourg Film Fund (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) gëtt zënter Jore mat héije Montante vu Steiergelder finanzéiert a soll och an de kommende véier Joer ronn 180 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kréien.

Aus de Joresrapporte vum Filmfong geet ervir, datt d'finanziell Hëllefen zum groussen Deel un eng kleng Unzuel u Produktiounsfirme fléissen. Dat selwecht bestätegt d'Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 3401.

An der Äntwert op meng Fro N° 3661 erkläert de Minister, dass hie keng Kenntnisser huet, ob Produktiounsfirmen, déi engem selwechte Bénéficiaire effectif gehéieren, e puermol vum Filmfong subventionéiert ginn.

An der Äntwert op meng Fro N° 3750 huet de Minister vun engem Tableau geschwat. Dësen ass awer net an der Annex ze fannen: https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/2026/04/QP_62932_1776350751166.pdf

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Fro stellen:

– Ass de Minister dorunner interesséiert ze wëssen, ob et Produktiounsfirme gëtt, déi dem selwechte Bénéficiaire effectif gehéieren? Falls net, firwat net?

Réponse (22/05/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Virop ass et wichteg drun ze erënneren, datt d'Aides financières sélectives (AFS), déi de Filmfong accordéiert, keng Hëllefen u Gesellschaften duerstellen, mee, no de Reegele vun der Europäescher Kommissioun (notamment dem Artikel 54 vum Règlement [UE] N° 651/2014), un audiovisuell Projeten accordéiert ginn, déi iwwer eng oder méi Produktiounsgesellschafte produzéiert ginn. Keng Reglementatioun verbitt, datt verschidde Gesellschaften de selwechte Bénéficiaire effectif hunn.

D'Beneficiairë vun den Hëllefen iwwerreechen dem Filmfong järlech, op Basis vun engem kontraktuellen Accord, en RBE Extrait. Doduerch ass och all Bénéficiaire effectif vun den opgelëschte Filmproduktiounsgesellschaften identifizéiert a beim Filmfong bekannt.

Wat déi ugeschwaten Tableauen ugeet, esou goufen dës, mat der aktualiséierter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3750, de 27. Abrëll un d'Chamber nogereecht.

Programme « Bilan 30 » | Question **3944** (20/04/2026) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Le Bilan 30 constitue une offre publique gratuite d'évaluation du développement du langage et de l'audition destinée aux enfants de 30 mois. Comme il ressort de la réponse à ma question parlementaire n° 8319, le taux de participation à ce bilan s'élevait en 2025 à 56,9 %. Parmi les enfants dépistés, 66 % ont bénéficié d'un accompagnement orthophonique, 7 % d'une thérapie orthophonique hebdomadaire et 2,5 % ont été orientés vers le Service de rééducation précoce pour un trouble du neurodéveloppement. Rapportés à l'ensemble de la population concernée, ces chiffres signifient que plus d'un tiers des enfants présentent des besoins détectés – sans compter la part des enfants n'ayant pas participé au bilan et pour lesquels des besoins pourraient également exister.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Ces résultats suscitent-ils des inquiétudes quant à l'ampleur des besoins en matière de développement du langage chez les jeunes enfants au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement collecte-t-il systématiquement des données dans le cadre du Bilan 30 afin de mieux orienter les politiques de prévention ? Le Gouvernement envisage-t-il de recueillir, sur une base volontaire, des données dans le cadre du Bilan 30 afin d'identifier l'influence de facteurs positifs ou négatifs sur le développement du langage, tels que p. ex. le multilinguisme, la fréquentation d'une structure d'éducation et d'accueil (SEA), le contexte

socio-économique des familles, des troubles auditifs non traités ou une exposition précoce aux écrans ?

3) Quelles mesures concrètes le Gouvernement met-il actuellement en œuvre – que ce soit auprès des parents, des professionnels de la petite enfance ou dans les structures d'accueil – pour soutenir activement le développement du langage des enfants en amont du Bilan 30, et quelles mesures supplémentaires sont envisagées à l'avenir ?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les résultats du Bilan 30 sont assez constants au fil des années. Ils sont en ligne avec les constats des études internationales de prévalence en la matière qui indiquent qu'environ 7 % des enfants ont des troubles du développement du langage[18] et 4 % des enfants ont des troubles du neurodéveloppement[19].

Ces résultats ne mettent pas en évidence de problématique particulière ou spécifique au Luxembourg. En effet l'objectif du Bilan 30 est non seulement de dépister les troubles du développement de façon précoce, mais également d'accompagner les parents d'enfants présentant de légers décalages par rapport à la norme avec des conseils spécifiques pour éviter l'apparition de troubles.

Il reste néanmoins essentiel de poursuivre une surveillance attentive de l'évolution des besoins de la population, afin de garantir en permanence l'adéquation des ressources dédiées au dépistage et à la prise en charge des enfants concernés.

ad 2) À ce jour, le programme Bilan 30 a une vocation essentiellement opérationnelle. En dehors des statistiques générales, il n'y a pas de collecte spécifique et structurée de données.

ad 3) Le Gouvernement met en œuvre une approche structurée et proactive afin de soutenir le développement langagier des enfants dès le plus jeune âge, en amont du Bilan 30.

De nombreuses mesures sont actuellement mises en œuvre par le Gouvernement afin de soutenir le développement du langage des enfants et de renforcer les compétences parentales avant l'âge de 30 mois.

Dans le secteur étatique, on peut notamment citer le dépistage audiométrique néonatal, les séances « Info-Langage », auxquelles tous les parents de nouveau-nés sont invités afin de recevoir des conseils sur le développement global et langagier de leur enfant, ainsi que le service « Eltereforum », qui propose un large éventail de séances d'information et d'échange sur le développement précoce.

Dans le secteur conventionné, plusieurs services contribuent à la prise en charge des troubles du développement, notamment le Service de rééducation précoce, les services « PRIMA » et « AMANE ». S'y ajoutent les activités de l'« Eltereschoul » de la Fondation Kannerschlass, les consultations nourrissons de la Ligue médico-sociale et le service ALUPSE Dialogue, qui offrent un accompagnement précoce aux familles.

Par ailleurs, les professionnels de la petite enfance bénéficient d'une offre importante de formation continue en matière de stimulation précoce et de développement du langage, avec plus de 200 formations actuellement proposées dans le catalogue du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les formations « Info-Langage » de la Direction de la santé adaptées au personnel des structures d'accueil.

Depuis 2017, le programme d'éducation plurilingue destiné aux enfants de 1 à 4 est offert dans l'ensemble des services d'éducation et d'accueil prestataires du chèque-service d'accueil. L'objectif de l'éducation plurilingue est d'exposer les enfants au luxembourgeois et au français, tout en valorisant les langues parlées en famille. L'éducation plurilingue se base sur trois piliers, notamment :

– le soutien de l'acquisition du langage à travers une approche ludique et holistique,
– le partenariat éducatif avec les familles
– et la mise en réseau et la collaboration avec les services scolaires, sociaux et médicaux au niveau local.

Le service Eltereforum contribue directement au soutien du développement du langage des jeunes enfants à travers un ensemble de mesures concrètes destinées aux parents dès la grossesse. Il propose une offre variée d'activités gratuites et accessibles à tous, centrées sur l'échange, l'information et l'accompagnement parental. L'ensemble des activités de l'Eltereforum revêt un caractère préventif et vise à renforcer les interactions quotidiennes entre parents et enfants, interactions essentielles pour favoriser l'acquisition du langage dès les premiers mois de vie.

L'Eltereforum a ainsi développé l'Activity Box, destinée aux parents d'enfants âgés de 1 à 3 ans. Cette boîte peut être retirée gratuitement dans les dix forums parentaux actuellement opérationnels au Luxembourg. Conçue dans le cadre de la campagne Screen-Life Balance, elle a pour objectif de sensibiliser et d'accompagner les parents dans la mise en pratique des recommandations scientifiques relatives à l'usage des écrans au quotidien, notamment en mettant en avant l'importance des interactions avec leur enfant.

L'Eltereforum propose aussi régulièrement des séances Info-Langage, organisées en collaboration avec le Service audiophonologique. Ces séances offrent aux parents des informations et des conseils concrets pour favoriser le développement du langage chez leur enfant au quotidien.

En complément, une lettre aux parents intitulée « 7 réflexions sur le langage en famille » a été diffusée aux parents. Celle-ci est également consultable sur le site www.eltereforum.lu, où l'on trouve par ailleurs diverses ressources et références consacrées au développement du langage chez l'enfant.

Enfin, le service Eltereforum travaille activement au développement d'une collaboration étroite et durable avec les structures d'éducation et d'accueil, afin de mieux faire connaître ses offres et de permettre à un maximum de parents d'en bénéficier le plus tôt possible.

Par ailleurs, le Centre de logopédie (CL) joue un rôle essentiel dans le dépistage précoce des troubles auditifs et du langage auprès des enfants fréquentant le cycle 1 de l'enseignement fondamental, soit généralement les enfants âgés de 3 à 6 ans. Le cycle 1.0 (éducation précoce) concerne en principe les enfants âgés de 3 à 4 ans, tandis que les cycles 1.1 et 1.2 concernent principalement les enfants âgés de 4 à 6 ans.

Ce dispositif vise à identifier de manière précoce les élèves présentant une déficience auditive et/ou un trouble du développement du langage et de la parole.

Dans le cadre de ce dépistage, les parents des enfants fréquentant l'éducation précoce sont invités à remplir un questionnaire relatif au profil langagier de leur enfant. Pour les élèves des cycles 1.1 et 1.2, des professeurs spécialisés en logopédie et des orthophonistes du Centre de logopédie procèdent à un dépistage systématique au cours des premiers mois de chaque année scolaire. À travers des échanges adaptés à l'âge des enfants, basés notamment sur des images et du matériel ludique, les professionnels évaluent le développement linguistique des élèves.

Lorsque des difficultés sont détectées, un entretien avec les parents est organisé et un bilan logopédique approfondi est réalisé sur base de tests normés et d'évaluations auditives complémentaires. Si les troubles sont confirmés, différentes mesures spécialisées peuvent être proposées aux familles, telles qu'un diagnostic spécialisé, une guidance parentale ou pédagogique, voire un enseignement spécialisé dans une classe régionale ou au sein du Centre de logopédie. L'objectif demeure toujours de favoriser, dans la mesure du possible, le maintien ou la réintégration de l'élève dans sa classe d'origine.

Le Centre pour le développement moteur (CDM) assure également un dépistage systématique des troubles du développement moteur auprès de tous les élèves du cycle 1.2, soit généralement les enfants âgés de 5 à 6 ans. Chaque année, les équipes composées d'ergothérapeutes et de psychomotriciens du CDM évaluent entre 6.200 et 6.500 élèves à travers des exercices de motricité globale et fine réalisés directement dans les écoles.

Ce dispositif vise à détecter précocement les troubles du développement de la coordination motrice afin de permettre une prise en charge adaptée dès le début du parcours scolaire. Lorsque des retards significatifs sont identifiés, des évaluations complémentaires peuvent être réalisées et, avec l'accord des parents, des mesures rééducatives spécifiques peuvent être mises en place par le CDM sous forme ambulatoire, de manière individuelle ou en groupe. Pour les situations plus complexes, un diagnostic spécialisé ainsi qu'une prise en charge spécialisée peuvent être proposés en fonction des besoins spécifiques de l'enfant.

En complément, le Centre pour le développement des compétences relatives à la vue (CDV) assure le dépistage des troubles dans le domaine de la vue auprès des élèves du cycle 2.1. Depuis l'année scolaire 2022-2023, ce dépistage s'inscrit dans une approche innovante développée en collaboration avec le Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET), intégrée aux épreuves standardisées auxquelles participent tous les élèves du cycle 2.1.

Cette procédure permet d'identifier des indications de troubles visuels potentiels grâce à certaines tâches spécifiques des épreuves standardisées. Les élèves présentant des résultats atypiques sont ensuite évalués par les équipes spécialisées du CDV, composées notamment d'orthoptistes, d'optométristes et de psychologues. En cas de difficultés détectées, les parents sont informés et peuvent être orientés vers un ophtalmologue ainsi que vers un diagnostic spécialisé par le CDV afin de mettre en place, le cas échéant, des mesures de prise en charge adaptées.

Ces dispositifs de dépistage précoce s'inscrivent dans une approche globale visant à identifier rapidement les besoins spécifiques des élèves afin de leur garantir un accompagnement adapté et de favoriser l'égalité des chances dès le début du parcours scolaire.

À l'avenir, deux orientations principales sont envisagées. D'une part, il est prévu de renforcer la participation des familles aux offres de sensibilisation et de

[18] Prevalence of specific language impairment in kindergarten children, Tomblin et al., 1997
[19] Global and regional prevalence of disabilities among children and adolescents, Olusanya et al., 2022

dépistage de la Direction de la santé, notamment via la mise en place d'une allocation incitative. D'autre part, des formations spécifiques sur le développement précoce, y compris langagier, seront proposées aux médecins de première ligne, afin de les inclure dans le repérage précoce des troubles du développement.

Investissements européens dans l'énergie nucléaire | Question **3945** (20/04/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le 10 mars, la Commission européenne a présenté un projet d'initiative visant à stimuler les investissements dans des solutions d'énergie propre locales, à accroître la résilience et à réduire les prix de l'énergie. Dans ce contexte, la Commission prévoit un complément InvestEU supplémentaire de 200 millions d'euros provenant du Fonds de l'innovation jusqu'en 2028 en faveur du « déploiement d'unités commerciales initiales de technologies nucléaires innovantes ». L'objectif est de faire en sorte que les États membres puissent déployer les premiers réacteurs de type « Small Modular Reactors (SMR) » à partir de 2030. Notons qu'il s'agit d'un type de réacteur qui est encore loin d'être opérationnel pour l'utilisation à grande échelle, sans mentionner les risques et déchets nucléaires y associés.

Dans la presse, Monsieur le Ministre a renforcé son opposition à l'énergie nucléaire, cependant il s'est montré en faveur d'investissements dans la recherche, notamment en ce qui concerne la réduction ou la réutilisation de déchets radioactifs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Sachant que Monsieur le Ministre s'est prononcé en faveur de la mobilisation de fonds européens en faveur de la recherche dans le développement des réacteurs SMR, peut-il préciser quelles sont les avancées qu'il se promet de cet investissement et à quel horizon ?

2) Monsieur le Ministre est-il, comme argumenté par la Commission européenne, d'avis que le développement de l'énergie nucléaire par des réacteurs SMR contribuerait à augmenter la résilience et l'indépendance énergétique de l'Union européenne et par extension du Luxembourg, sachant que pour l'approvisionnement en combustible nucléaire, l'UE dépend d'importations ? Peut-il motiver sa position ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait préférable d'investir ces fonds dans le développement supplémentaire des énergies renouvelables, sachant que celles-ci sont rapidement déployables, abordables, présentent nettement moins de risques et, une fois installées, ne créent pas de dépendances nouvelles ?

Réponse (19/05/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) La position du Gouvernement à l'égard de l'énergie nucléaire demeure inchangée. Comme réitéré à plusieurs reprises, le Gouvernement est d'avis que l'énergie nucléaire ne présente pas de garanties suffisantes en termes de sûreté, de durabilité et de gestion des déchets à long terme. Les fonds européens destinés à la recherche nucléaire devraient se concentrer sur la sûreté des installations existantes, la gestion des déchets nucléaires ainsi que la santé, et non sur le soutien au développement de nouvelles capacités électronucléaires.

ad 2) Le Gouvernement respecte le libre choix des États membres en matière de recours à l'énergie nucléaire, conformément au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Toutefois, pour les raisons évoquées ci-dessus, ainsi qu'au regard des risques de dépendances, le Gouvernement ne prévoit pas le recours à l'énergie nucléaire au Luxembourg conformément aux dispositions prévues dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) mis à jour en juillet 2024.

ad 3) Le Gouvernement est d'avis que les financements européens dans le domaine de l'énergie devraient prioritairement être orientés vers le développement des énergies renouvelables, le renforcement des réseaux transfrontaliers d'électricité et d'hydrogène, ainsi que vers la rénovation énergétique et l'efficacité énergétique.

Certificats de conformité et d'immatriculation de véhicules « oldtimers » | Question **3946** (20/04/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Rezent ass mir zougedroe ginn, dass eeler Gefierer, wéi zum Beispill al Trakteren, automatesch aus dem Regëster vun der SNCA gestrach gi sinn, well de Certificat de conformité ofgelaf war. Bedéngt doduerch leeft dann och automatesch de Certificat d'immatriculation vum Gefier of. Dëst weeder op Demande vun de concernéierte Leit, nach sinn déi Betraffen heidriwwer informéiert ginn.

Bei dëse Gefierer ersetzt de Certificat de conformité de Contrôle technique. Virum Gesetz vum 21. September 2023 wat d'Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwer d'Reglementéierung vum Verkéier op allen ëffentleche Stroossen ofgeännert huet, hunn d'Proprietäre vun esou Gefierer menges Wëssens e Courrier kritt, fir se ze informéieren, datt hire Certificat de conformité deemnächst ofleeft mat enger Rechnung, fir déi betreffend Tax ze bezuelen, fir de Certificat ze erneieren. Wann een d'Tax bezuelt huet, huet een de Certificat de conformité geschéckt kritt.

Zënter der Ännerung vum virgenannte Gesetz ginn d'Proprietären elo net méi informéiert a vill Proprietäre fannen sech elo an der Situatioun, datt hir Gefierer net méi konform sinn an datt hir Immatrikulatioun automatesch ofgelaf ass. Den Artikel 4 Paragraf 8 Buschtaf h) vum Gesetz vum 14. Februar 1955 gesäit Folgendes vir:

„(8) La validité du certificat d'immatriculation relatif à un véhicule routier expire de plein droit lorsque: [...]

(h) pour un véhicule routier soumis à l'immatriculation, mais non soumis à l'obligation du contrôle technique périodique qui, sans avoir été mis valablement hors circulation sur la voie publique à titre temporaire, n'est plus couvert par une vignette de conformité en cours de validité depuis plus de deux ans, cette échéance étant de quatre ans pour les véhicules historiques ; [...].

La péremption du certificat d'immatriculation comporte l'obligation pour le propriétaire ou détenteur du véhicule routier de faire procéder à une nouvelle immatriculation de son véhicule routier, en vue de la remise en circulation de celui-ci sur la voie publique."

Dat heescht zousätzlechen administrativen Opwand fir de Proprietär wann dee Certificat ofleeft, fir säi Gefier nees nei ze immatrikuléieren, am Plaz vun engem einfache Courrier un de Proprietär, fir en ze informéieren, datt säi Certificat ofleeft oder seng Situatioun bannent enger gewëssener Zäit ze regulariséieren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass mam Gesetz a mam Règlement grand-ducal vum 21. September 2023, net méi reegelméisseg Courrieren un d'Proprietäre verschéckt ginn éiert d'Immatrikulatioun vun engem Gefier ofgelaf ass? Wa jo, firwat ass dat esou? Wier et net am Sënn vum Administré nees am Virfeld informéiert ze ginn?

2. Wier an dëse Fäll déi sougenannte „procédure administrative non contentieuse" uwennbar? Falls net, firwat?

3. Kann d'Ministesch d'Bedéngungen nennen, déi néideg sinn, fir en eelert Gefier erëm nees unzemellen, dat duerch déi uewe genannten administrativ Radiatioun desimmatrikuléiert gouf? Gëtt et eng Méiglechkeet fir déi betraffe Leit, am Fall vun engem ofgelafene Certificat de conformité, dëse selwer, einfach, séier an onkomplizéiert ze regulariséieren oder mussen déi concernéiert Bierger eng komplett nei Immatrikulatiouns-Prozedur vu vir starten?

4. Kënnen déi betraffe Proprietären nees dat selwecht Nummereschëld kréien oder mussen hei och nees zousätzlech Paperassë gemaach ginn, fir notamment en neit Nummereschëld ze kréien an d'Versécherung ze aktualiséieren?

5. Wéi vill Gefierer sinn zënter der Aféierung vun dësem Gesetz wéinst der Neterfëllung vun de Konditiounen automatesch desimmatrikuléiert ginn, dëst opgeschlësselt pro Joer?

6. Ass d'Madamm Ministesch der Opfaassung, dass dës Ännerungen zu zousätzlechem administrativen Opwand souwuel fir d'Proprietäre wéi fir d'Servicer vun der SNCA féieren? Falls d'Ministesch dëst esou gesäit, sinn hei Veränneruungen am Sënn vun der „simplification administrative" ugeduecht?

7. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, eng breet Informatiounscampagne iwwert dës Ännerungen esouwéi aner wichteg Ännerungen am Gesetz vum 14. Februar 1955 ze lancéieren an d'Bierger iwwert dës Ännerungen duerch déi offiziell Kanäl vum Ministère ze informéieren?

Réponse (26/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro bezitt sech d'Madamm Deputéiert eiser Interpretatioun no op d'Vignette de conformité an net op de Certificat de conformité. De Certificat de conformité ass nämlech en offiziellt Dokument, wat vum Constructeur ausgestallt gëtt an attestéiert, datt e Gefier dem geneemegten Typ vu Gefier entsprécht an all déi zum Zäitpunkt vun der Homologatioun gëlteg technesch a reglementaresch Ufuerderunge respektéiert.

Gefierer, déi net der Obligatioun vum Contrôle technique ënnerleien, mussen iwwer eng Vignette de conformité verfügen.

ad 1. Entgéint deem, wat an der parlamentarescher Fro duergestallt gëtt, gëtt och no dem Akraafttriede vun de gesetzlechen Ännerunge vum 21. September 2023 weiderhin e Courrier un den Titulaire vum Certificat d'immatriculation geschéckt, wann eng oder méi Vignette(n) hire Verfallsdatum erreechen. Dëse Courrier enthält als Annex e Relevé vun de betraffene Vignetten, déi op den Numm vum jeeweilegen Titulaire registréiert sinn, mat der jeeweileger Echeance. Am

selwechte Schrëftstéck gëtt déi Betraffen, de Betraffenen ausdrécklech opgefuerdert, déi Vignetten ze erneieren, déi déi Gefierer betreffen, déi hie weiderhin am Stroosseverkéier benotze wëllt. Gläichzäiteg ginn och präzis Instruktioune ginn, wéi dës Erneierung virzehuelen ass.

Wann, trotz der gesetzlecher Verpflichtung, weeder de Contrôle technique, nach d'Vignette de conformité oder d'Autossteier fristgerecht erneiert ginn, féiert dëst, zwee Joer respektiv véier Joer no der jeeweileger Echeance, am Aklang mat den Dispositioune vum Artikel 4 Paragraf 8 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 dozou, datt de Certificat d'immatriculation d'office verfält an d'Gefier fir eng Remise en circulation nei ugemellt muss ginn.

Och an dësem Fall gëtt, am Sënn vun enger transparenter an novollzéibarer Informatioun, en zousätzleche Courrier un den Titulaire geschéckt, an deem drop higewise gëtt, datt d'Gefier ofgemellt gëtt, falls net bannent enger Frist vu sechs Woche géint d'Ursaach vun dëser Situatioun virgaange gëtt.

Et bleift dobäi, datt den Titulaire vum Certificat d'immatriculation selwer d'Responsabilitéit dréit, d'Gültegkeet vun de Borddokumenter reegelméisseg ze iwwerpréiwen. D'Verschécke vun dëse Courriere stellt eng zousätzlech Informatiounsmoossnam duer. Dës Praxis gouf souwuel viru wéi och no de gesetzlechen Änneruge vum 21. September 2023 applizéiert a gëtt och aktuell konsequent bäibehalen.

ad 2. Wéi schonn ervirgehuewen, gëtt virun enger automatescher Ofmeldung vun engem Gefier systematesch e Courrier un den Titulaire vum Certificat d'immatriculation geschéckt, fir hien iwwer seng individuell Situatioun ze informéieren an him d'Méiglechkeet ze ginn, dës ze regulariséieren.

Zwar erlaabt d'Umeldung vun engem Gefier d'Notzung am Stroosseverkéier, dëst ass awer dauerhaft un d'Anhale vun de gesetzleche Konditioune gebonnen, wéi se duerch déi applicabel Reglementatioun virgesi sinn. Wann dës Konditiounen net méi erfëllt sinn an d'Gesetz virgesäit, datt de Certificat d'immatriculation d'office verfält, da geet et net ëm d'Zeréckhuelen oder de Widderruff vun enger administrativer Decisioun, mee ëm d'Feststellung vun enger automatescher Konsequenz, déi direkt aus de gesetzleche Bestëmmunge resultéiert.

ad 3. Wéi d'Madamm Deputéiert selwer op den Artikel 4 Paragraf 8 vum uewe genannte Gesetz vun 1955 hiweist, bréngt d'Peremptioun vum Certificat d'immatriculation d'Verpflichtung mat sech, datt eng nei Umeldung vum Gefier virgeholl muss ginn.

Et soll awer nach emol drop higewise ginn, datt eng Mise hors circulation d'office nëmmen da stattfënnt, wann déi gesetzlech virgeschriwwe Konditiounen iwwer eng méi laang Zäit net méi erfëllt sinn, nämlech no zwee Joer respektiv no véier Joer am Fall vun engem historesche Gefier.

Ofschléissend ass festzehalen, datt den Titulaire vum Certificat d'immatriculation d'Méiglechkeet huet, e Gefier temporär ofzemellen, fir ze verhënneren, datt et zu enger automatescher Ofmeldung kënnt. An deem Fall däerf d'Gefier selbstverständlech net méi am Stroosseverkéier benotzt ginn.

ad 4. Dat hänkt vum konkreete Fall of. Am Prinzipp bleift en Nummereschëld bei der Mise hors circulation vum Gefier fir eng Dauer vun engem Joer op eng Persoun reservéiert. Wann eng nei Umeldung vum Gefier an dësem Joer stattfënnt kann dat selwecht Nummereschëld weider benotzt ginn. Wann déi nei Umeldung méi spéit soll stattfannen, muss eng nei Reservatioun gemaach ginn an déi entspriechend Tax bezuelt gi fir d'Reservatioun vun enger personaliséierter Plackennummer.

ad 5. Et soll am Virfeld drop higewise ginn, datt d'Reform vum 21. September 2023, op déi d'Madamm Deputéiert verweist, keng Ännerung un de Modalitéite vun der Mise hors circulation d'office mat sech bruecht huet. Déi entspriechend Dispositioune bestounge schonn an der viregter Gesetzgeebung a goufen duerch d'Reform net fundamental geännert.

D'Mise hors circulation d'office gräift och weiderhin eréischt dann, wann déi gesetzlech virgeschriwwen Obligatiounen, wéi zum Beispill de Contrôle technique, d'Vignette de conformité oder d'Bezuele vun der Autossteier, iwwer eng méi laang Zäit net respektéiert ginn, dat heescht no enger Dauer vun iwwer zwee Joer respektiv véier Joer am Fall vun historesche Gefierer.

Am deem Sënn ginn hei d'Zuele vun de Gefierer uginn, déi zënter dem 21. September 2023 automatesch ausser Circulatioun gesat goufen, well dës Fristen iwwerschratt waren. Am Joer 2023 waren dat 801 Gefierer. Am Joer 2024 ass dës Zuel op 5.859 Gefierer geklommen, am Joer 2025 louch se bei 4.643 Gefierer, an am Joer 2026 bei 1.096 Gefierer zum Zäitpunkt vun der Äntwert.

Dës Zuelen illustréieren domat net d'Auswierkunge vun enger neier gesetzlecher Reegelung, mee d'konsequent Ëmsetzung vun de bestoende Bestëmmungen an déi reegelméisseg Aktualiséierung vun den administrativen Donnéeën.

ad 6. D'Bestëmmungen, op déi sech an der Fro bezu gëtt, sinn net eréischt mat de gesetzlechen Änneruge vum 21. September 2023 agefouert ginn, mee bestounge scho virdrun an der applicabeler Gesetzgeebung.

Wéi schonn ervirgehuewen, gëtt virun all Mise hors circulation d'office eng geziilten Informatioun un den Titulaire vum Certificat d'immatriculation verschéckt. Dës Informatioun erméiglecht et der Betraffener an dem Betraffenen, seng individuell Situatioun an engem gudde Virlaf ze iwwerpréiwen an, wann néideg, déi erfuerderlech Schrëtt fir d'Regulariséierung ze huelen.

Zousätzlech besteet fir déi Betraffen an de Betraffenen d'Méiglechkeet, säin/hiert Gefier fräiwëlleg temporär ausser Circulatioun ze setzen (Mise hors circulation temporaire), fir esou geziilt ze verhënneren, datt et zu enger automatescher Ofmeldung kënnt. Dës Optioun bitt eng flexibel a pragmatesch Léisung an deene Fäll, wou e Gefier net méi direkt am Stroosseverkéier agesat gëtt. An deem Sënn féieren dës Bestëmmungen net zu engem weesentlech erhéichten administrativen Opwand, weeder fir d'Proprietären nach fir d'Servicer vun der SNCA. Am Géigendeel droe si dozou bäi, kloer, previsibel an effizient Prozeduren ze garantéieren, déi de concernéierte Bierger genuch Zäit loossen, fir adequat op hir Situatioun ze reagéieren an déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen.

ad 7. Onofhängeg dovun ass et selbstverständlech, datt weesentlech Ännerungen an der applicabeler Reglementatioun iwwer déi offiziell Kommunikatiounskanäl vum Ministère un d'Ëffentlechkeet vermëttelt ginn, notamment iwwer d'Internetsäite vum Ministère souwéi aner gëeegent Informatiounsmeedien.

Am aktuelle Kontext ass keng spezifesch Informatiounscampagne virgesinn, well et sech net ëm d'Aféierung vun enger neier Dispositioun handelt. De Ministère wäert awer och weiderhin dofir suergen, datt relevant Informatiounen transparent, kloer an zougänglech fir d'Bierger zur Verfügung gestallt ginn.

Plan national de lutte contre le tabac | Question **3947** (20/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den ale Plan national de lutte contre le tabac ass ausgelaf a sollt, no den engagéierte Verspriechen, evaluéiert ginn ier en neie Plang ausgeschafft gëtt. Bis haut sinn d'Informatiounen, déi der Ëffentlechkeet zur Verfügung stinn, awer ganz limitéiert. Eng Äntwert op eng fréier parlamentaresch Fro (Fro N° 3023 vum 13. Oktober 2025) huet zwar confirméiert, datt un engem neie Plang geschafft gëtt, ouni awer Detailer zum Zäitplang, de geplangte Prioritéiten oder der Zesummesetzung vun der Aarbechtsgrupp ze nennen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Evaluatioun vum ale Plan national de lutte contre le tabac ofgeschloss? Wa jo, ginn d'Resultater vun dëser Evaluatioun den Deputéierte presentéiert respektiv der Ëffentlechkeet zougänglech gemaach?

2. Wat sinn d'Haaptléieren aus dëser Evaluatioun, déi als Grondlag fir den neie Plang déngen?

3. Wéi ass den aktuelle Comité de pilotage respektiv d'Aarbechtsgrupp fir d'Ausaarbechtung vum neie Plang zesummegesat (bedeelegt Ministèren, Experten, Verbänn asw.)?

4. Wéi eng Prioritéite si fir den neie Plan national de lutte contre le tabac festgehal ginn?

5. Waart d'Regierung d'Ëmsetzung vun der neier europäescher Direktiv iwwert Tabakprodukter (TPD3) of, ier den neie Plang finaliséiert gëtt? Wann nee, aus wéi enge Grënn net?

6. Wéini ass geplangt, de finale Plang ze presentéieren?

Réponse (28/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Plan national de lutte contre le tabac ass 2020 ausgelaf. Et gouf keng extern Evaluatioun ugefrot, mee intern ee Screening vun de Moossnamen opgestallt. Aus dëser interner Evaluatioun goufen eng Rëtsch Aktiounen an Aktivitéiten erausgeschielt, déi deemnächst an enger globaler Preventiounsstrategie wäerte virgestallt ginn.

Et gëtt deementspriechend kee spezifeschen neie Plan national de lutte contre le tabac ausgeschafft, mee mat allen Acteuren zesummen eng kloer Strategie mat konkreete Moossnamen opgestallt.

All Initiativen um europäesche Beräich gi vum Ministère enk suivéiert a gegeebenefalls och direkt mat ëmgesat respektiv an d'Strategie agefüügt.

Écarts de coûts et efficacité des dépenses publiques dans le logement | Question **3948** (20/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun de staatleche Programmer fir den Erwerb an d'Subventionéierung vu Wunnenge gëtt et laut Berichter e bedeitenden Ënnerscheed tëscht den tatsächleche Baukäschten, déi vun den Acteure vum Secteur ugi ginn, an de Montanten, déi an den ëffentlechen Acquisitiounsprogrammer festgehal ginn. Dës Divergenz geheit Froen op iwwer d'Effizienz vun de staatlechen Ausgaben am Beräich vum Wunnengsbau.

Besonnesch problematesch ass, datt de Staat méiglecherweis Suen ausgëtt fir Wunnengen, déi entweeder nach net gebaut sinn oder deenen hir Käschten net mat den tatsächleche Marchéspräisser

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

iwwereneestëmmen. Dëst kéint zu enger ineffizienter Notzung vun ëffentleche Mëttele féieren an d'Ziler vun der nationaler Wunnengspolitick ënnergruewen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi erkläert de Minister de „bedeitenden Ënnerscheed" tëscht de Baukäschten, déi vun de Professionellen aus dem Secteur ugi ginn, an de Montanten, déi an de staatlechen Acquisitiounsprogrammer festgehal ginn?

2. Wéi eng Kontrollmechanisme sinn aktuell a Kraaft fir sécherzestellen, datt déi ëffentlech Mëttelen, déi fir den Erwerb vu Wunnengen agesat ginn, dem reelle Maartpräis entspriechen?

3. Wéi vill Wunnengen, fir déi de Staat scho Suen ausginn huet oder sech verflicht huet, sinn nach net gebaut ginn, a wat ass den totale Betrag vun dëse Verflichtungen?

4. Gedenkt de Minister d'Bewäertungsmethod fir ëffentlech Acquisitiounsprogrammer ze iwwerschaffen, fir méi grouss Transparenz an Effizienz bei de staatlechen Ausgaben am Wunnengsbau ze garantéieren?

Réponse (20/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi schonns an der QP3752 erkläert, ginn hei ënnerschiddlech Saache matenee verglach. Déi scheinbar Differenz erkläert sech duerch eng methodologesch Diskrepanz tëscht de Montanten, déi vum Secteur kommunizéiert ginn, an dem MME (Montant maximal éligible), deen am Kader vum Logement abordable applizéiert gëtt. E riguréise Verglach verlaangt, datt dräi Parameeteren openeen ofgestëmmt ginn: 1. d'Flächebasis (SCB vs. SUH), 2. d'TVA (net inkl. TVA vs. inkl. TVA), an 3. den Ëmfang vun de Käschten (reng Baukäschte vs. fäerdege Gesamtproduit).

Ausgoend vum deklaréierte Baupräis vun Acteuren aus dem Secteur (2.500 €/m² hors TVA) an ënner Berécksiichtegung vun allen Upassungen – Ëmrechnunge vun SCB op SUH, Honorairen, Parkplazen, zousätzlech reglementaresch Käschten, Finanzéierungskäschten, Entwécklungskäschten an TVA – ergëtt sech e rekonstituéierte Käschtepräis vu ronn 6.255 €/m² SUH inkl. TVA. Den MME-Plaffong ass aktuell 6.036 €/m² SUH inkl. TVA, dobäi ass nach ze bemierken, datt am Kader vum VEFA-Programm e Präis vu 5.800 €/m² SUH inkl. TVA gebuede gëtt.

ad 2. Fir sécherzestellen, datt déi ëffentlech Mëttelen am Aklang mat der Maartrealitéit agesat ginn, stäipt sech de Ministère op verschidde Kontrollinstanzen a Reglementer. Den Avis iwwer den Erwerb vu Wunnengen oder Terraine gëtt nämlech net vum Logementsministère eleng geholl, mee gëtt kollegial an der Commission d'acquisition Logement diskutéiert an decidéiert. An dëser Kommissioun sinn, nieft eisem Ministère, och de Finanzministère, d'Inspection générale des finances (IGF) an d'Promoteurs publics vertrueden, wat eng breet an onofhängeg Kontroll vun all eenzelne Projet garantéiert.

De finanzielle Kader fir dës Transaktiounen ass gereegelt. Iwwer de Cahier des charges fir de Logement abordable si maximal Präisplaffongen – déi sougenannt Montants maximaux éligibles (MME) – fir d'Terrainen an d'Konstruktioun festgeluecht. Dës Plaffonge verhënneren, datt de Staat iwwerhéichte Präisser bezilt. Fir d'Realitéit vum Terrain ze verifizéieren, ginn och d'Date vum Observatoire de l'habitat benotzt. Duerch eng detailléiert Analys vun der Publicité foncière huet den Observatoire mat enger robuster Method eng Regionaliséierung vun den Terrainspräisser gerechent. An Zesummenaarbecht mat der Enregistrementsverwaltung kann och nogekuckt ginn, wéi vill e private Promoteur selwer fir den Terrain bezuelt huet, wat eis eng zousätzlech Sécherheet gëtt.

Schlussendlech profitéiert de Staat beim Kaf vu senger Verhandlungspositioun. Well meeschtens ganz Projeten oder eng méi grouss Unzuel un Unitéiten op ee Schlag kaaft ginn, kënnen hei Skaleneffekter genotzt ginn. D'Zil ass a bleift et, Präisser ze erzilen, déi, am beschte Fall, ënner dem Maartpräis leien.

ad 3. Déi aktuell Verpflichtunge vum Staat, am Kontext vum VEFA, fir Wunnengen, déi nach net fäerdeg gebaut sinn, belafen sech op ronn 304 Milliounen Euro fir insgesamt 469 Wunnengen.

ad 4. Eng grondleeënd Iwwerschaffung vun der Bewäertungsmethod ass de Moment net néideg, well déi aktuell Prozeduren eng transparent an effizient Notzung vun de staatleche Fonge garantéieren. Präisstruktur gëtt och iwwer d'Donnéeë vum Observatoire de l'habitat evalueiert an, wann néideg, ugepasst. Eng geziilt Verbesserung gouf scho bei den Terrainspräisser ëmgesat, wou eng Regionaliséierung agefouert gouf, op Basis vun der Aarbecht vum Observatoire de l'habitat. Zousätzlech ginn Terrainspräisser an Zesummenaarbecht mat der Enregistrementsverwaltung nogekuckt, fir déi reell Maartpräisser ze berécksiichtege bei de VEFA-Dossieren.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799